GUYANE FRAN

ANNÉE 1917



CAYENNE

Imprimerie du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE LA GUYANE
BIBLIOTHÈQUE
A. FRANCONIE
FER 7 (15)

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

TABLE CHRONOLOGIQUE
DES MATIERES.

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1849. 9 août....	Loi sur l'état de siège.....	20
1878. 3 avril...	Loi relative à l'état de siège.....	23
1906. 1er août..	Arrêté ministériel relatif au prélèvement des échantillons sur les boissons, denrées alimentaires et produits agricoles suspects de fraude et de falsification.....	610
1907. 3 sept....	Décret portant règlement d'administration publique sur la répression des fraudes et falsifications concernant les alcools, eaux-de-vie, vins.....	584
1908. 11 mars..	Décret portant règlement d'administration publique sur la répression des fraudes et falsifications concernant les graisses et les huiles.....	590
1908. 28 juillet.	Décrets portant règlement d'administration publique sur la répression des fraudes et falsifications concernant les bières, cidres, poirés, vinaigres et sirops, liqueurs.....	593
1908. 4 août....	Arrêté interministériel sur la répression des fraudes et falsifications concernant les matières colorantes des liqueurs et sirops...	608
1908. 24 août...	Circulaire ministérielle au sujet des abonnements à diverses publications.....	156
1908. 4 août...	Arrêté ministériel fixant les conditions et la date d'appplication des dispositions de l'article 20 de la loi de finances du 30 juillet 1913 (Délai de validité des mandats-poste).....	86
1913. 22 juin...	Loi accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914.....	66

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1915. 13 août...	Décret portant application aux colonies françaises des dispositions de la loi du 22 juin 1915 et du décret du 25 juin 1915, accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations militaires et familles nombreuses.....	62
1915. 15 nov...	Décret accordant, sous certaines conditions, des bonifications d'ancienneté ou de promotions de grade aux agents des services extérieurs de l'Administration des douanes.	300
1916. 19 avril..	Circulaire ministérielle. — Application de la loi du 30 mars 1916.....	94
1916. 27 avril..	Loi relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre.....	24
1916. 27 avril...	Loi relative à l'extension de la gratuité des paquets postaux militaires.....	71
1916. 7 mai....	Décret relatif à l'extension de la gratuité des paquets postaux militaires et déterminant les conditions d'admission de ces envois.	71
1916. 6 juin....	Décret concernant les avancements de classe des agents du cadre supérieur de l'Administration des Douanes.....	309
1916. 12 juillet.	Loi concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.....	80
1916. 28 juillet	Décret fixant le taux de la retenue d'hôpital, applicable aux surveillants militaires des établissements pénitentiaires coloniaux.	160
1916. 23 sept...	Décret abrogeant le décret du 30 juillet 1914, limitant les remboursements à faire par les Caisses d'épargne.....	129
1916. 3 octob...	Décret portant application aux colonies françaises des dispositions des lois des 7 et 27 avril 1916 et décret du 7 mai 1916, relatives à l'extension de la gratuité des paquets postaux militaires.....	70

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1916. 24 octob..	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	3
1916. 1er nov...	Décret sur les Imprimeries coloniales.....	16
1916. 2 nov.....	Arrêté ministériel portant dérogation au décret du 24 octobre précédent.....	11
1916. 6 nov....	Circulaire ministérielle concernant les services rendus aux armées par les fonctionnaires mobilisés.....	97
1916. 7 nov....	Circulaire ministérielle (Intérieur) au sujet de l'application de la loi du 5 août 1914, aux femmes fonctionnaires ayant leur mari ou leurs enfants sous les drapeaux.	312
1916. 10 nov...	Décret prohibant divers produits à la sortie des colonies.....	13
1916. 12 nov...	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	50
1916. 12 nov...	Décret portant dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret du 24 novembre 1912, relatif à la réorganisation du personnel des bureaux des Secrétariats généraux	35
1916. 18 nov...	Loi tendant à exempter des droits de timbre et à enregistrer, gratis, les procurations des mutilés de la guerre que la nature de leurs blessures empêche de signer.....	60
1916. 20 nov...	Arrêté ministériel portant dérogation à des prohibitions de sortie.....	18
1916. 22 nov...	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	4

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1916. 23 nov....	Loi portant ratification du décret du 3 décembre 1915, prohibant la sortie et la réexportation des colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc, sous un régime douanier quelconque, de l'argent brut, en masses, lingots, barres, poudres, objets détruits.....	130
1916. 1er décemb.	Loi relative au recensement de la classe 1918.....	5
1916. 2 décemb.	Décret approuvant une délibération du Conseil général de la Guyane en date du 7 décembre 1915, relative à l'impôt de mutation par décès en tant que ladite délibération porte sur une modification des règles de perception de l'impôt de mutation par décès.....	31
1916. 3 décemb.	Circulaire ministérielle au sujet de la fixation du taux de l'intérêt des Caisses d'épargne pour 1917.....	203
1916. 9 décemb.	Loi relative aux allocations temporaires mensuelles à attribuer à certains militaires réformés n° 2. — Rapport.....	489
1916. 16 décemb.	Décret autorisant la mise en circulation dans la colonie de bons de caisse en papier de un franc et de deux francs.....	63
1916 16 décemb.	Décret modifiant la composition des tribunaux maritimes spéciaux.....	56
1916. 22 décemb.	Décret rendant applicable à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane, à Saint-Pierre et Miquelon et à la Nouvelle-Calédonie la loi du 12 juillet 1916.....	79
1916. 25 décemb.	Loi ratifiant le décret du 14 août 1914, qui a autorisé les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies à prendre des mesures nécessaires en vue de prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentaion, et à fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues.....	54

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1916. 26 décemb.	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre	99
1916. 28 décemb.	Loi portant ratification de divers décrets ayant pour objet de prohiber la sortie ou la réexportation des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc de certains produits	186
1916. 30 décemb.	Modification de l'article 22 de la loi de finances du 30 décembre 1916	51
1916. 30 décemb.	Loi portant prorogation du privilège des Banques coloniales et des statuts desdites Banques	10
1916. 30 décemb.	Décret rendant applicables aux colonies différentes lois relatives à l'état de siège	100
1917. 3 janv.	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre	101
1917. 5 janv.	Décret déterminant les conditions d'application aux colonies de la loi du 20 avril 1916, sur la taxation des denrées	117
1917. 5 janv.	Décret modifiant les articles 41, 44, paragraphes 4 et 102 du décret du 17 septembre 1906 relatifs à l'Enseignement primaire à la Guyane	111
1917. 6 janv.	Arrêté relatif aux opérations du Conseil de revision et la visite médicale des hommes de la classe 1918	6
1917. 6 janv.	Arrêté relatif à la visite médicale des hommes inscrits sur les tableaux de recensement de la classe 1918	7
1917. 6 janv.	Arrêté portant promulgation de la loi du 30 décembre 1916, prorogeant le privilège des Banques coloniales	9

DATES.	ANALYSE.	PAGES
1917. 6 janv. . .	Arrêté promulguant la loi du 1er décembre 1916 et le décret du 7 décembre 1916, relatifs au recensement de la classe 1918.	5
1917. 8 janv. . . .	Arrêté promulguant le décret du 10 novembre 1916, prohibant divers produits à la sortie des colonies.	12
1917. 8 janv. . . .	Arrêté promulguant l'arrêté du Ministre des colonies du 2 novembre 1916, portant dérogation au décret du 24 octobre précédent prohibant divers produits à la sortie.	14
1917. 11 janv. . .	Arrêté portant promulgation du décret du 1er novembre 1916, sur les Imprimeries coloniales. — Rapport.	15
1917. 11 janv. . .	Circulaire ministérielle. — Taxes et contributions. — Interprétation de la loi du 20 mars 1916.	102
1917. 13 janv. .	Arrêté ministériel rapportant la prohibition des diamants bruts.	195
1917. 13 janv. .	Arrêté promulguant l'arrêté ministériel du 20 novembre 1916, portant dérogation à des prohibitions de sortie.	17
1917. 15 janv. .	Circulaire ministérielle. — Situation au point de vue de la pension des fonctionnaires retraités maintenus dans les cadres ou rappelés à l'activité à l'occasion de la guerre. — Avis du Conseil d'Etat.	105
1917. 17 janv. . .	Arrêté. — Promulgation du décret rendant applicables aux colonies les lois des 9 août 1849, 3 avril 1878, et l'article 5 de la loi du 27 avril 1916, relatifs à l'état de siège.	20
1917. 18 janv. . .	Décision autorisant M. H. Mercès à installer et exploiter une distillerie agricole sur la propriété l'*Union*, sise au 7e kilomètre de la route de Rémire.	26
1917. 19 janv. . .	Arrêté réglant les mesures à prendre à l'occasion de l'arrivée de M. le Gouverneur p. i. Lauret.	27

DATES.	ANALYSE.	PAGES
1917. 20 janv...	Arrêté portant interdiction de séjourner à Cayenne et autour du chef-lieu au transporté libéré Boucon (Honorat-Achille-Ernest).....	29
1917. 20 janv...	Arrêté ministériel autorisant l'exportation ou la réexportation des plaques et papiers photographiques.....	113
1917. 20 janv...	Arrêtés ministériels rapportant les dispositions des arrêtés des 9 avril 1915, 20 novembre 1915 et 20 novembre 1916, en ce qui concerne la chicorée, les fécules de pommes de terre, de maïs, les os et autres.	115
1917. 24 janv...	Arrêté promulguant le décret du 2 décembre 1916, approuvant une délibération du Conseil général relative à l'exemption de l'impôt de mutation par décès dans les successions des militaires morts par suite de la guerre et de toutes personnes tuées par l'ennemi au cours des hostilités. — Rapport.....	30
1917. 24 janv...	Arrêté promulguant le décret du 12 novembre 1916, portant dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret du 24 novembre 1912, relatif à la réorganisation du personnel des bureaux des Secrétariats généraux. — Rapport.....	33
1917. 26 janv...	Décision. — M. Lauret, Secrétaire général de 1re classe des colonies, prend les fonctions de Gouverneur intérimaire de la colonie.....	35
1917. 26 janv...	Arrêté. — M. Debuc (Emmanuel), chef de bureau de 1re classe des Secrétariats généraux des colonies, exercera, pendant la durée de l'absence du titulaire, les fonctions intérimaires de Secrétaire général du Gouvernement de la Guyane française.	36
1917. 26 janv...	Arrêté nommant M. Dubourg (Paul), sous-chef de bureau des Secrétariats généraux, Chef de cabinet du Gouverneur et secrétaire-archiviste du Conseil privé.....	39

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 26 janv...	Arrêté chargeant M. Dubourg (Paul), Chef de cabinet du Gouverneur de la légalisation des signatures apposées sur les actes à transmettre hors de la colonie et sur ceux venant de l'intérieur.....	40
1917. 26 janv...	Arrêté portant délégation d'attributions au Secrétaire général du Gouvernement.....	37
1917. 31 janv...	Instruction relative au régime des passeports.....	264
1917. 1er février.	Arrêté portant promulgation de l'article 22 de la loi de finances du 30 décembre 1916, modifiant les taxes postales des correspondances du régime franco colonial et intercolonial.....	50
1917. 1er février.	Arrêté. — Promulgation de la loi du 25 décembre 1916, ratifiant le décret du 14 mai 1914, concernant l'accaparement des denrées.....	53
1916. 1er février.	Arrêté promulguant le décret du 16 décembre 1916, modifiant la composition des tribunaux maritimes spéciaux. — Rapport. .	55
1917. 2 février..	Arrêté fixant les chiffres des dépenses obligatoires des communes destinés à servir de base à la répartition, pendant l'année 1917, des produits de l'octroi de mer.....	58
1917. 6 février..	Arrêté promulguant les décrets du 13 août 1915 et du 3 octobre 1916 accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations militaires.....	64
1917. 6 février..	Arrêté promulguant la loi du 18 novembre 1916, tendant à exempter des droits de timbre et à enregistrer, gratis, les procurations des mutilés de la guerre.....	60
1917. 6 février..	Arrêté fixant le prix de la journée de traitement à l'Hospice civil.....	76
1917. 6 février..	Arrêté chargeant le chef du bureau des Douanes de la vente de l'or perçu à l'impôt.	77

DATES.	ANALYSE	PAGES.
1917. 6 février..	Arrêté portant promulgation du décret autorisant la mise en circulation dans la colonie de bons de caisse en papier de un franc et de deux francs. — Rapport.....	62
1917. 6 février..	Arrêté portant modification à l'arrêté du 11 novembre 1916, fixant les taxes applicables aux permis d'exploration et d'exploitation forestière.....	74
1917. 6 février..	Arrêté modifiant l'article 6 de l'arrêté du 4 juin 1913, organisant le cadre local des commis principaux et commis des Douanes..	75
1917. 7 février..	Décret au sujet des échanges de correspondances entre bureaux français et bureaux indochinois en Chine.....	124
1917. 10 février.	Arrêtés ministériels portant dérogation à des prohibitions de sortie, en ce qui concerne le souffre, les pyrites, le raphia, les conserves de tomates, de poissons, de légumes et les conserves alimentaires à base de viande.....	223
1917. 12 février.	Arrêté interministériel relatif aux surtaxes à percevoir sur les mandats-poste, les valeurs à recouvrer et les objets contre remboursement.....	83
1917. 13 février.	Circulaire ministérielle relative à l'application aux sujets syriens ou libanais et autres sujets ottomans, de la loi du 22 janvier 1916.....	204
1917. 15 février.	Circulaire ministérielle. — Instructions relatives au cumul des indemnités pour charges de famille au titre civil et au titre militaire.....	206
1917. 15 février.	Arrêté promulguant le décret du 22 décembre 1916, rendant applicable à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane, à Saint-Pierre et Miquelon et à la Nouvelle-Calédonie la loi du 12 juillet 1916, concernant les substances vénéneuses. — Rapport.....	78

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 16 février.	Décision autorisant, par délégation spéciale, le Chef de Cabinet à signer les passeports délivrés dans la colonie aux Français, à viser les passeports des étrangers ainsi que les passeports et les pièces d'identité des Français.....	82
1917. 19 février.	Décrets prohibant la sortie des colonies et pays de protectorat de divers produits..	225
1917. 19 février.	Circulaires ministérielles au sujet des allocations militaires.....	260
1917. 23 février.	Arrêté promulguant l'article 20 de la loi de finances du 30 juillet 1913, et l'arrêté ministériel du 8 août 1913, relatifs aux conditions dans lesquelles peut être obtenu le visa pour date des mandats-poste métropolitains périmés. — Modifications...	84
1917. 23 février.	Arrêté promulguant l'arrêté interministériel du 12 février 1917, modifiant le droit des mandats-poste métropolitains ; les conditions d'envoi des valeurs à recouvrer et des objets contre remboursement.....	83
1917. 23 février.	Circulaire ministérielle précisant certains points relatifs à l'application de la loi du 9 décembre 1916, tendant à accorder des allocations temporaires mensuelles à certaines catégories de réformés n° 2.....	494
1917. 24 février.	Circulaire ministérielle relative au traitement des agents mobilisés mis à la disposition des services civils.....	208
1917. 24 février.	Arrêté suspendant les droits de douane sur la morue.....	86
1917. 1er mars..	Circulaire ministérielle relative à la répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	209

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 2 mars...	Arrêté promulguant le décret du 5 janvier 1917, modifiant ou abrogeant diverses dispositions du 17 septembre 1906, portant réorganisation de l'Enseignement primaire à la Guyane. — Rapport.....	110
1917. 3 mars...	Arrêtés ministériels portant dérogation à des prohibitions de sortie.....	236
1917. 4 mars...	Décret prohibant la sortie des éponges et du cadmium.....	234
1917. 4 mars...	Arrêté promulguant trois arrêtés du Ministre des colonies en date du 20 janvier 1917, dérogeant à des prohibitions de sortie.....	114
1917. 4 mars...	Arrêté promulguant l'arrêté du Ministre des colonies du 20 janvier 1917, autorisant l'exportation ou la réexportation des plaques et papiers photographiques.....	113
1917. 5 mars...	Circulaire ministérielle relative à la nouvelle jurisprudence adoptée par le Conseil d'Etat en manière de bonification coloniale et de bénéfice de campagne hors d'Europe. — Avis.....	210
1917. 6 mars...	Arrêté promulguant le décret du 5 janvier 1917, déterminant les conditions d'application aux colonies de la loi du 20 avril 1916, sur la taxation des denrées.....	116
1917. 7 mars...	Arrêté promulguant le décret du 7 février 1917, relatif au tarif d'affranchissement des lettres échangées par les bureaux français et les bureaux indochinois en Chine.	124
1917. 7 mars...	Arrêté portant institution d'un comité chargé de faire la propagande nécessaire pour une représentation de la Guyane à la foire commerciale de Bordeaux en septembre 1917.....	125
1917. 12 mars..	Arrêté promulguant la loi du 23 novembre 1916, ratifiant le décret du 3 décembre 1915, prohibant la sortie de l'argent brut en masses ou lingots.....	130

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 12 mars..	Arrêté rapportant les dispositions de l'arrêté du 20 août 1914, limitant les remboursements à faire par la Caisse d'épargne de Cayenne.....	131
1917. 12 mars..	Arrêté interministériel portant fixation de l'allocation annuelle au Trésorier-payeur de la Guyane, pour assurer le paiement de son personnel.....	232
1917. 12 mars...	Arrêté promulguant le décret du 23 septembre 1916, qui abroge le décret du 30 juillet 1914, limitant les remboursements à faire par les Caisses d'épargne.....	127
1917. 14 mars..	Loi ajournant les opérations de revision des listes électorales pour 1917 et les élections législatives, départementales, communales et consulaires.....	196
1917. 15 mars..	Arrêté autorisant la répartition d'un dividende de 55 francs par action de la Banque de la Guyane pour le 2e semestre 1916....	132
1917. 16 mars...	Décret étendant à toutes les élections aux colonies l'ajournement prévu par la loi du 14 mars 1917.....	278
1917. 18 mars..	Loi ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement.....	448
1917. 19 mars..	Circulaire ministérielle relative à la répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	215
1917. 19 mars..	Loi portant dérogation temporaire à l'article 815 du Code civil, ainsi qu'à diverses dispositions concernant la procédure pour la liquidation des successions.....	182

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 20 mars..	Arrêté déléguant M. Lévy (Georges), Procureur général, dans les fonctions de Président du Conseil du contentieux administratif.	133
1917. 20 mars..	Décision nommant M. Godissard, receveur de l'Enregistrement, Commissaire du Gouvernement près le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française, pour l'année 1917.	133
1917. 22 mars..	Arrêté relatif à l'expédition des boîtes d'or par le bureau de poste de Saint-Laurent du Maroni.	134
1917. 23 mars..	Circulaire ministérielle relative à la répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.	261
1917. 24 mars..	Arrêté relatif à la forme, à la police et aux épreuves du brevet élémentaire et du brevet supérieur.	135
1917. 25 mars..	Décret prorogeant le délai de renouvellement des permis de recherches minières à Madagascar, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie.	230
1917. 27 mars..	Arrêté déterminant le mode de paiement des instituteurs et des institutrices auxiliaires.	142
1917. 29 mars..	Dépêche ministérielle. — Envoi d'une demande d'abonnements à diverses publications.	155
1917. 29 mars..	Circulaire ministérielle au sujet de la notification des mutations susceptibles d'influer sur la quotité et le mode de paiement des délégations militaires.	232
1917. 29 mars..	Arrêté chargeant M. Constant (Ferdinand) de soutenir, pendant l'année 1917, au Conseil du contentieux administratif, soit en demande, soit en défense, les actions intéressant la colonie.	143

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 30 mars..	Décision instituant un Comité des fêtes patriotiques.....	144
1917. 31 mars..	Arrêté prescrivant qu'à partir du 1er avril 1917, l'or perçu à l'impôt par les postes de douanes sera réalisé pour le compte de la colonie par l'intermédiaire de la Banque de la Guyane.....	144
1917. 31 mars..	Décision ramenant de 1,200 francs à 600 francs l'indemnité de caisse du chef du bureau principal des douanes de Cayenne.	146
1917. 31 mars..	Arrêté modifiant l'article 5 de l'arrêté du 28 janvier 1909, portant réorganisation du service de la Police générale.....	146
1917. 31 mars..	Circulaire ministérielle déterminant les règles relatives à l'application de la loi du 9 avril 1915, en ce qui concerne l'option à formuler par les veuves de militaires entre l'allocation instituée par la loi du 5 août 1915 et la pension militaire.....	216
1917. 31 mars..	Arrêté ministériel réglementant la concession des bourses scolaires aux enfants du personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire coloniale.....	286
1917. 2 avril...	Circulaire ministérielle au sujet de la transmission des bulletins de notes du personnel métropolitain des Travaux publics détaché aux colonies.....	263
1917. 3 avril....	Arrêtés ministériels abrogeant divers arrêtés relatifs à des prohibitions de sortie.....	243
1917. 5 avril....	Circulaire ministérielle au sujet des mariages par procuration.....	264
1917. 7 avril...	Loi déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par la mobilisation du père et le décès de ce dernier, dans l'impossibilité de contracter mariage.....	240

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 7 avril. .	Dépêche ministérielle. — Concession de bourses scolaires aux enfants du personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire coloniale. — Instructions.....	288
1917. 10 avril...	Arrêté promulguant le décret du 28 juillet 1916, fixant le taux de la retenue d'hôpital applicable aux surveillants militaires des établissements pénitentiaires coloniaux. — Rapport.....	159
1917. 11 avril...	Décisions du Conseil du contentieux administratif. — Demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916, 1917 et 1918, formulée par Mme veuve Gosse-Gardet et dame Pain (Philippe)..	161
	Demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916, 1917 et 1918, formulée par les héritiers Vaysset.....	163
	Demande en réduction d'impôt locatif pour les années 1916, 1917 et 1918, formulée par M. Beauroy (Roland).....	165
	Demande en réduction d'impôt locatif pour les années 1916, 1917 et 1918, formulée par M. Weishaupt (François).....	166
	Demande en réduction d'impôt locatif pour les années 1916, 1917 et 1918, formulée par Mme veuve Mériaux (Auguste).....	167
	Demande en réduction d'impôt de patente présentée par MM. Tanon et Cie.....	168
	Demande en décharge d'impôt locatif pour l'année 1916 formulée par M. John Henry.	171
	Demande en réduction de patente d'entrepreneur de 1re classe formulée par M. Tullins, pour l'année 1916.....	172
	État des cotes indûment imposées comprises dans le rôle de l'année 1915, présenté par M. le Percepteur de la première circonscription.....	174

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Demande de règlement de juges relativement à une procédure suivie contre le nommé Fortin, transporté numéro matricule 31730.	175
	Requête présentée par M. Stanis Assard tendant à obtenir une modification des clauses d'un marché administratif en date du 1er mai 1916.	177
1917. 13 avril..	Loi tendant à l'augmentation de la flotte de charge française.	246
1917. 14 avril..	Décret prorogeant au 30 juin 1917, la clôture de l'exercice 1916, pour les budgets généraux, locaux et annexes des colonies.	253
1917. 14 avril...	Décision du Conseil du contentieux administratif — Requête de M. Bégot aux fins d'annulation d'un arrêté du Gouverneur de la Guyane, en date du 11 septembre 1909	179
1917. 16 avril..	Loi ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre et de l'enregistrement, les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou payement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre ; 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint ; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités.	281
1917. 19 avril..	Décret rendant applicables aux fonctionnaires et agents appartenant au cadre métropolitain des douanes, en service aux colonies, les dispositions du décret du 15 novembre 1915.	300
1917. 22 avril...	Arrêté promulguant à la Guyane la loi du 19 mars 1917, portant dérogation temporaire à l'article 815 du Code civil, ainsi	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	qu'à diverses dispositions concernant la procédure pour la liquidation des successions	181
1917. 24 avril..	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre	274
1917. 24 avril...	Circulaire ministérielle au sujet du régime des passeports	264
1917. 25 avril...	Arrêté promulguant la loi du 28 décembre 1916, ratifiant divers décrets relatifs à des prohibitions de sortie	186
1917. 25 avril..	Arrêté promulguant l'arrêté ministériel du 13 janvier 1917, rapportant la prohibition des diamants bruts	194
1917. 26 avril..	Arrêté promulguant à la Guyane française la loi du 14 mars 1917, ajournant les opérations de revision des listes électorales pour 1917 et les élections législatives, départementales, communales et consulaires..	195
1917. 30 avril...	Arrêté nommant un Comité consultatif en vue des dispositions à prendre pour l'approvisionnement de la colonie en farine et pour la fabrication du pain	197
1917. 1er mai...	Décret confiant les fonctions de comptable du détachement de gendarmerie de la Guyane à un maréchal des logis ou à maréchal des logis chef indifféremment	297
1917. 1er mai...	Arrêté promulguant les arrêtés ministériels des 10, 19 et 23 février 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie	222
1917. 3 mai....	Circulaire ministérielle au sujet des allocations militaires — Famille de réformé n° 2	275
1917. 4 mai....	Arrêtés ministériels dérogeant à des prohibitions de sortie en ce qui concerne divers produits	294

DATES.	ANALYSE	PAGES.
1917. 5 mai....	Circulaire ministérielle (Colonies) relative à certaines justifications nouvelles réclamées par le département des finances à l'appui des propositions de secours annuels d'orphelins.....	314
1917. 7 mai....	Arrêté promulguant le décret du 25 mars 1917, prorogeant le délai de renouvellement des permis de recherches minières à Madagascar, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie. — Rapport.....	229
1917. 7 mai. ..	Arrêté portant promulgation de l'arrêté interministériel du 12 mars 1917, relatif à la nouvelle fixation de l'allocation annuelle attribuée au Trésorier-payeur de la Guyane, pour assurer le paiement de son personnel.....	231
1917. 7 mai...	Arrêté promulguant quatre décrets du 19 février 1917, relatifs à des prohibitions de sortie.....	224
1917. 8 mai....	Décision nommant une commission chargée de constater la concordance de l'état de développement des dépenses du Service colonial (Dépenses militaires, exercice 1916), avec les écritures du Trésorier-payeur.....	233
1917. 10 mai....	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	350
1917. 12 mai....	Décret relatif à l'augmentation de la flotte de charge française. — Annexes.....	325
1917. 13 mai...	Arrêté promulguant le décret du 4 mars 1917, prohibant la sortie des éponges et du cadmium.....	233
1917. 13 mai....	Arrêté promulguant cinq arrêtés ministériels des 3, 10 et 17 mars 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie.....	235

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 16 mai...	Instructions pour l'exécution de la loi du 13 avril 1917, tendant à l'augmentation de la flotte de charge française et du décret du 12 mai 1917, rendu pour son application.	337
1917. 18 mai...	Arrêté ministériel au sujet de la prohibition des volailles.....	343
1917. 18 mai...	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie agricole.....	238
1917. 21 mai...	Arrêté promulguant à la Guyane française la loi du 7 avril 1917, déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés par la mobilisation du père et le décès de ce dernier dans l'impossibilité de contracter mariage.....	240
1917. 24 mai....	Arrêté promulguant la loi du 13 avril 1917, tendant à l'augmentation de la flotte de charge française.....	245
1917 24 mai....	Arrêté promulguant les arrêtés ministériels des 3 et 4 avril 1917, relatifs à des prohibitions de sortie.....	242
1917. 24 mai....	Arrêté expulsant du territoire de la colonie le nommé Schwartz (Arthur).....	250
1917. 24 mai....	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie dans la banlieue Est de Cayenne.....	254
1917. 25 mai...	Décret portant réorganisation du personnel des Ports et Rades, Phares et Sémaphores aux colonies.....	376
1917. 25 mai....	Décret fixant les traitements du personnel de l'Inscription maritime des colonies.....	397
1917. 26 mai....	Circulaire ministérielle. — Admission à la retraite des fonctionnaires civils assujettis au régime de la loi du 9 juin 1853.....	351

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 30 mai...	Arrêté. — Promulgation du décret du 14 avril 1917, qui proroge au 30 juin 1917, la clôture de l'exercice 1916, pour les budgets généraux, locaux et annexes des colonies. — Rapport.....	252
1917. 31 mai..	Décret prohibant la sortie des colonies des glucoses, sels de nickel et sirops..... ...	318
1917. 1er juin...	Arrêté allouant une prime de fabrication aux boulangers qui n'ont pu se procurer de la farine en sacs.....	276
1917. 2 juin....	Arrêté promulguant le décret du 19 mars 1917, étendant à toutes les élections aux colonies l'ajournement prévu par la loi du 14 mars 1917. — Rapport..... ..	277
1917. 2 juin....	Décision désignant les fonctionnaires chargés de la vérification de la caisse des comptables de la colonie au 30 juin 1917.....	279
1917. 4 juin....	Décision déléguant la signature des affaires courantes à M. Debue (Emmanuel), Secrétaire général p. i., pendant l'absence du Gouverneur du chef-lieu.....	280
1917. 8 juin....	Arrêté promulguant à la Guyane française, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi du 16 avril 1917 (droits de timbre et d'enregistrement.....	280
1917. 8 juin....	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet d'un dépôt d'alcool à établir dans un immeuble, rue de la Liberté, appartenant à M. E. Grant	284
1917. 9 juin....	Arrêté promulguant à la Guyane française l'arrêté ministériel du 31 mars 1917, réglementant la concession de bourses scolaires aux enfants du personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire coloniale.....	285
1917. 9 juin. ..	Décret relatif à l'application aux colonies de la loi du 9 décembre 1916, sur les allocations temporaires mensuelles aux réformés n° 2.....	491

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 9 juin...	Circulaire ministérielle. — Ecoles nationales d'arts et métiers de la Métropole.....	354
1917. 11 juin...	Arrêté promulguant les arrêtés ministériels du 4 mai 1917, dérogeant à des prohibitions de sortie.....	290
1917. 12 juin..	Arrêté confiant au service des Postes la délivrance et le paiement des mandats-poste locaux.....	293
1917. 14 juin...	Décision nommant une commission chargée de contrôler la concordance de l'état de développement des dépenses du Service colonial (Administration pénitentiaire, exercice 1916), avec les écritures du Trésorier-payeur.....	294
1917. 14 juin...	Arrêté chargeant le greffier-notaire de Saint-Laurent du Maroni de la vente des objets provenant des greffes de Saint-Laurent..	295
1917. 15 juin...	Arrêté promulguant le décret du 1er mai 1917, confiant les fonctions de comptable du détachement de gendarmerie de la Guyane à un maréchal des logis ou à un maréchal des logis chef indifféremment. — Rapport.....	296
1917. 15 juin...	Arrêté promulguant les décrets des 15 novembre 1915 et 19 avril 1917, accordant des bonifications d'ancienneté et des promotions, dans certaines conditions, aux agents des douanes. — Rapport.....	298
1917. 18 juin...	Conseil d'Etat rejetant la requête formulée par M. Marbot.....	432
1917. 18 juin...	Circulaire ministérielle relative à la légitimation des enfants naturels et adultérins.	356
1917. 18 juin...	Loi modifiant la loi du 7 avril 1915, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France.....	561

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 19 juin...	Décret portant modification temporaire du taux de l'indemnité de séjour en France..	399
1917. 20 juin...	Arrêté interministériel déterminant, pour les années 1917, 1918 et 1919, le chiffre minimum auquel doivent s'élever les fonds disponibles des Caisses de réserve des colonies.....	366
1917. 20 juin...	Arrêté instituant la commission de classement chargée de dresser le tableau d'avancement du personnel de l'Imprimerie du Gouvernement.....	302
1917. 22 juin...	Arrêtés ministériels portant dérogation à des prohibitions de sortie.....	368
1917. 22 juin...	Décret prohibant divers produits à la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc.....	370
1917. 23 juin...	Décision mettant à la disposition des municipalités une somme de 3,000 francs à l'occasion de la Fête nationale.....	303
1917. 27 juin...	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	365
1917. 28 juin...	Dépêche ministérielle. — Fixation des minima des fonds libres des Caisses de réserve pour les années 1917, 1918 et 1919.	366
1917. 29 juin...	Circulaire ministérielle. — Œuvres de guerre du département de la Seine.....	351
1917. 30 juin...	Loi portant: 1° ouverture sur l'exercice 1917 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics	458
1917. 2 juillet..	Arrêté expulsant du territoire de la colonie le nommé Adler Henri, dit Odle Henry, sujet anglais.....	316

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 2 juillet..	Arrêté promulguant l'arrêté ministériel du 18 mai 1917, au sujet de la prohibition des volailles.....	315
1917. 2 juillet .	Décret portant concession de franchises postales pour le corps expéditionnaire américain.....	459
1917. 6 juillet .	Circulaire ministérielle au sujet de plis provenant des colonies françaises saisis en mer par les Allemands.....	550
1917. 7 juillet..	Arrêté ministériel portant dérogation aux prohibitions de sortie.....	372
1917. 9 juillet..	Arrêté promulguant le décret du 31 mai 1917, prohibant la sortie des colonies des glucoses, sels de nickel et sirops.....	317
1917. 10 juillet.	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	431
1917. 12 juillet.	Décision fixant la durée des grandes vacances.....	318
1917. 12 juillet.	Arrêté déclarant commun pour l'établissement des hattes et ménageries le territoire situé depuis la rive gauche de la rivière de Kourou jusqu'à la rive droite d'Organabo.	319
1917. 12 juillet.	Arrêté portant homologation du nouveau plan-directeur du bourg de Roura.....	324
1917. 16 juillet.	Circulaire ministérielle au sujet des missions à l'étranger.....	387
1917. 16 juillet..	Décision réglant les conditions dans lesquelles pourront être cédés des condamnés aux agriculteurs de l'Ile de Cayenne qui s'adonnent aux cultures vivrières.....	322
1917. 18 juillet.	Circulaire ministérielle au sujet des appels adressés à la générosité du public en faveur de la Belgique.....	388

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 18 juillet.	Circulaire ministérielle relative à l'application de la loi du 30 mai 1916, concernant le contrôle des œuvres de guerre.....	551
1917. 18 juillet.	Circulaire ministérielle au sujet de la possession irrégulière de documents administratifs.....	388
1917. 20 juillet.	Décision portant ouverture d'une enquête de *commodo* et *incommodo* sur la demande d'installation d'un alambic à distiller de l'alcool.....	323
1917. 23 juillet.	Arrêté promulguant le décret du 12 mai 1917, relatif à l'augmentation de la flotte de charge française.....	324
1917. 27 juillet.	Décision du Conseil d'État rejetant une requête formulée par les sieurs Elosel, Charlery, Pascal, Damas et Cyrus.....	470
1917. 28 juillet	Décision modifiant le paragraphe 2 de l'article 2 de l'arrêté local du 7 mai 1907, réglementant l'examen d'aptitude aux bourses d'enseignement primaire supérieur au Collège et à l'École des filles de Cayenne.....	342
1917. 30 juillet.	Arrêté rendant applicables à la comptabilité de l'Hospice civil les dispositions du décret du 22 décembre 1904 et de l'Instruction générale du 16 janvier 1905.....	343
1917. 30 juillet.	Décision chargeant le Secrétaire général p. i. de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du Gouverneur du chef-lieu.....	343
1917. 1er août...	Circulaire ministérielle relative au paiement des traitements arriérés des fonctionnaires rapatriés d'Allemagne et des régions envahies.....	474
1917. 4 août...	Article 14 de la loi de finances du 4 août 1917 (Allocations).....	450

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 4 août....	Circulaire ministérielle au sujet des télégrammes militaires à prix réduits	476
1917. 7 août....	Décret portant prohibition de sortie dans les colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc.....	401
1917. 7 août....	Circulaire ministérielle concernant le congrès d'agriculture coloniale.....	389
1917. 10 août..	Loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats, appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active. — Rapport.....	413
1917. 11 août..	Arrêté ministériel portant dérogation au décret du 7 août précité, en ce qui concerne les soies et soieries confectionnées ou non.	402
1917. 13 août...	Arrêté promulguant deux arrêtés ministériels des 22 juin 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie.....	367
1917. 14 août..	Arrêtés ministériels portant dérogation à des prohibitions de sortie.....	447
1917. 17 août..	Dépêche ministérielle relative à l'imputation des pensions des tirailleurs concédées avant le décret du 17 mai 1917.....	390
1917. 17 août...	Décret prohibant la sortie des colonies des machines pour l'agriculture y compris les moteurs et pièces détachées.....	440
1917. 17 août..	Décret rendant applicables dans les colonies françaises autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, les dispositions de la loi du 18 mars 1917 (Acquisition de la nationalité française).....	448
1917. 19 août...	Décret énumérant les unités combattantes pour l'application de la loi du 10 août 1917.....	420
1917. 20 août..	Circulaire ministérielle relative aux règles à suivre pour les transports des fonds aux colonies.....	391

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 20 août..	Lettre ministérielle — Fonctionnaires non mobilisés restés en pays envahi. Avances sur traitement à leurs familles réfugiées..	437
1917. 21 août..	Décret relatif à l'allocation de hautes paves de guerre et à la constitution de pécules aux militaires mobilisés en service aux colonies.....	537
1917. 21 août..	Circulaire ministérielle. — Nouvelle réglementation concernant l'établissement de feuilles signalétiques du personnel des Postes et des télégraphes.....	554
1917. 21 août...	Décision conférant à MM. Audebert frères le mandat de délégués de la Guyane à la Foire de Bordeaux.....	369
1917. 23 août...	Circulaire ministérielle au sujet de la répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	477
1917. 23 août...	Arrêté promulguant le décret du 22 juin 1917, prohibant divers produits.....	370
1917. 23 août...	Arrêté promulguant l'arrêté ministériel du 7 juillet 1917, dérogeant à des prohibitions.....	371
1917. 23 août...	Décret prohibant la sortie des colonies de divers produits.....	441
1917. 26 août..	Décret rendant applicables aux colonies françaises et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, les dispositions du décret du 2 juillet 1917.....	460
1917. 27 août...	Arrêté autorisant la Banque de la Guyane à émettre 300,000 francs de billets en sus de ceux en circulation.....	374
1917. 27 août...	Arrêté dispensant la Banque de la Guyane de l'obligation de rembourser ses billets en espèces.....	373

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 27 août...	Arrêté autorisant la répartition d'un dividende de 60 francs par action de la Banque de la Guyane pour le premier semestre 1917	373
1917. 28 août..	Dépêche ministérielle. — Rejet du pourvoi formé par M. Marbot	432
1917. 30 août...	Arrêté promulguant à la Guyane le décret du 25 mai 1917, portant réorganisation du personnel des Ports et Rades, Phares et Sémaphores aux colonies	376
1917. 31 août...	Arrêté portant création d'une agence spéciale à Saint-Laurent du Maroni	391
1917. 31 août...	Circulaire ministérielle au sujet de la transmission au Département des délibérations du Conseil général relatives au mode d'assiette et aux règles de perception des taxes et contributions	436
1917. 4 sept....	Lettre ministérielle. — Frais de justice criminelle. — Expertises médicales	438
1917. 4 sept....	Dépêche ministérielle concernant la situation des Français en résidence dans les possessions d'outre-mer autres que les quatre vieilles colonies et qui viendraient à rentrer dans la métropole	477
1917. 4 sept....	Arrêté nommant provisoirement M. Delprat, président de la Cour d'appel, Procureur général, chef du service judiciaire	395
1917. 5 sept....	Décret relatif à l'avancement des fonctionnaires mobilisés se trouvant en disponibilité ou en congé sans solde	520
1917. 5 sept....	Décrets réglementant la situation créée aux élèves de l'Ecole coloniale par l'état de guerre. — Rapport	518
1917. 6 sept....	Instruction pour l'application du décret du 9 juin 1917, étendant aux colonies les dispositions de la loi du 9 décembre 1916, sur les allocations temporaires aux réformés n° 2	495

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 8 sept....	Instruction relative à l'application de l'article 10 de la loi du 10 août 1917 (Sursis).	501
1917. 10 sept...	Décret relatif à l'avancement des agents du cadre supérieur de l'Administration des Douanes en service aux colonies	508
1917. 11 sept...	Arrêté promulguant le décret du 19 juin 1917, portant modification temporaire du taux de l'indemnité réglementaire de séjour en France.....	398
1917. 11 sept...	Arrêté promulguant le décret du 25 mai 1917, portant fixation des traitements du personnel de l'Inscription maritime des colonies. — Rapport.....	396
1917. 11 sept...	Arrêté promulguant le décret du 7 août 1917 et l'arrêté ministériel du 11 août suivant, relatifs à des prohibitions de sortie.....	400
1917. 12 sept...	Arrêté interdisant aux habitants de la colonie de recevoir chez eux, sans motifs légitimes, les condamnés aux travaux forcés, les réclusionnaires coloniaux et les relégués collectifs autres que ceux qui sont employés à leur service.....	403
1917. 14 sept...	Circulaire ministérielle relative à une prolongation de congé d'une durée maximum d'un mois, à accorder pour raisons de santé, aux employés de commerce en sursis d'appel aux coloniés, titulaires d'un congé de trois mois à passer en France...	478
1917. 14 sept...	Décision ouvrant une enquête de *commodo et incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie agricole.....	404
1917. 15 sept...	Décision accordant un témoignage officiel de satisfaction à M. Jarry (Émile), chef de bureau de 1re classe de l'Administration pénitentiaire.....	405

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 18 sept...	Circulaire ministérielle relative à l'application de la taxe exceptionnelle de guerre, instituée par l'article 6 de la loi du 30 décembre 1916, aux fonctionnaires des colonies non affectés ou en sursis d'appel..	479
1917. 19 sept...	Arrêté fixant au quadruple de l'encaisse métallique le maximum du montant des billets mis en circulation par la Banque de la Guyane.....	406
1917. 19 sept....	Arrêté autorisant la Banque de la Guyane à émettre 300,000 francs de billets en sus de ceux en circulation.....	407
1917. 19 sept...	Arrêté modifiant les articles 1er des arrêtés des 18 août 1894 et 15 juin 1905, déterminant la composition du régime alimentaire des détenus de la Prison civile de Cayenne.....	409
1917. 21 sept...	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie.....	411
1917. 22 sept...	Arrêté chargeant M. Barre, Directeur de l'Administration pénitentiaire, de l'intérim du Gouvernement de la Guyane française.	412
1917. 22 sept...	Arrêté promulguant la loi du 10 août 1917 et le décret du 19 août 1917, portant application des dispositions de la loi précitée (Loi Mourier).....	412
1917. 22 sept...	Circulaire ministérielle relative aux congés, en France, pour raison de santé, des sursitaires d'appel.....	480
1917. 24 sept...	Circulaire ministérielle relative au passage des familles des fonctionnaires coloniaux renvoyés en service outre-mer après avoir été mobilisés.....	481
1917. 25 sept...	Arrêté nommant M. Grilh (Albert), Directeur par intérim de l'Administration pénitentiaire.....	423

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 29 sept...	Circulaire ministérielle relative au relevé des opérations effectuées par le Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	482
1917. 1er octob.	Loi sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons....	511
1917. 1er octob.	Arrêté promulguant les décrets des 17 et 23 août 1917, prohibant la sortie de divers produits.....	430
1917. 1er octob.	Circulaire ministérielle portant application aux militaires en service aux colonies des dispositions de la circulaire (Guerre) du 17 septembre 1917.....	482
1917. 1er octob.	Arrêté promulguant trois arrêtés ministériels des 14, 20 et 27 août 1917, portant dérogation à des prohibition de sortie.....	443
1917. 3 octob...	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 17 août 1917, rendant applicable dans les colonies françaises, autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, la loi du 18 mars 1917, ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement. — Rapport..	446
1917. 3 octob..	Circulaire ministérielle. — Economies à réaliser dans les services publics.....	535
1917. 5 octob...	Décret modifiant le décret du 6 avril 1900, relatif à l'organisation du personnel des Gouverneurs et des Résidents supérieurs	532
1917. 6 octob...	Arrêté ministériel abrogeant les dispositions de l'arrêté du 24 février 1915, autorisant l'exportation des brais de résine et de la colophane à destination de certains pays.	529

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 6 octob..	Arrêté ministériel portant dérogation aux prohibitions de sortie.....	529
1917. 8 octob...	Arrêté ministériel abrogeant, en ce qui concerne le marc de pommes, les dispositions de l'arrêté du 23 avril 1917.....	530
1917. 9 octob...	Arrêté portant promulgation de l'article 14 de la loi de finances du 4 août 1917.....	449
1917. 10 octob..	Arrêté ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de la transformation d'une usine à bois de rose en une distillerie à tafia.....	450
1917. 16 octob..	Circulaire ministérielle relative au traitement des fonctionnaires mobilisés comme sous-officiers à solde journalière.....	557
1917. 24 octob..	Arrêté fixant, du 1er juillet 1917 au 31 décembre de la même année, le taux des primes à allouer à l'Hôpital colonial de Cayenne pour l'alimentation des malades et du personnel du service de Santé nourri par cet établissement.....	452
1917. 24 octob..	Arrêté fixant le prix de remboursement de la journée de traitement à l'Hôpital colonial de Cayenne (période du 1er juillet 1917 au 30 juin 1918).....	452
1917. 24 octob..	Arrêté modifiant l'article 6 de l'arrêté du 27 septembre 1893, sur l'organisation de la perception en Guyane.....	456
1917. 26 octob..	Loi fixant les conditions d'un emprunt national	485
1917. 30 octob..	Dépêche ministérielle relative aux permissions accordées aux Conseillers généraux mobilisés aux colonies et circulaire du Ministre de la guerre. — Circulaire ministérielle du 17 juillet 1917.....	483
1917. 30 octob..	Arrêté portant promulgation des décrets des 2 juillet et 26 août 1917, relatifs à la concession de franchises postales au corps expéditionnaire américain.....	459

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 30 octob..	Arrêté portant promulgation de l'article 11 de la loi de finances du 30 juin 1917....	457
1917. 30 octob..	Arrêté portant convocation du Conseil général en session ordinaire.....	461
1917. 30 octob..	Arrêté autorisant les Chefs d'administration et des services à entrer au Conseil général pendant la session ordinaire de 1917....	462
1917. 7 nov.....	Arrêté promulguant la loi du 9 décembre 1916 et le décret du 9 juin 1917 (Allocations temporaires mensuelles aux militaires réformés n° 2.....	488
1917. 7 nov....	Arrêté promulguant à la Guyane française la loi du 26 octobre 1917, fixant les conditions d'un emprunt national.....	485
1917. 8 nov....	Circulaire ministérielle. — Retards dans la transmission, pour régularisation, des ordres de paiement acquittés dans la Métropole.....	558
1917. 9 nov....	Arrêté portant institution d'un Comité en vue de la propagande à faire à l'occasion d'un nouvel emprunt de la Défense nationale.....	506
1917. 12 nov ..	Arrêté promulguant le décret du 10 septembre 1917, relatif à l'avancement des agents du cadre supérieur de l'Administration des Douanes.....	507
1917. 14 nov...	Arrêté promulguant à la Guyane française la loi du 1er octobre 1917, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons.....	510
1917. 15 nov...	Arrêté promulguant à la Guyane française : 1° les trois décrets du 5 septembre 1917, réglementant la situation créée aux élèves de l'Ecole coloniale par l'état de guerre ; 2° le décret du 5 septembre 1917 relatif à l'avancement des fonctionnaires mobilisés se trouvant en disponibilité ou en congé sans solde. — Rapport.....	515

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 16 nov....	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie à tafia.....	527
1917. 22 nov....	Arrêté promulguant divers arrêtés ministériels portant prohibition de sortie.....	528
1917. 23 nov....	Arrêté portant promulgation du décret du 5 octobre 1917, modifiant le décret du 6 avril 1900, relatif à l'organisation du personnel des Gouverneurs et des Résidents supérieurs. — Rapport.....	530
1917. 28 nov...	Arrêté portant concession d'une pension de retraite à Mme Pauline-Thérèse Michel, veuve de Hubert-Gaston Daude.....	540
1917. 28 nov....	Arrêté promulguant le décret du 21 août 1917, relatif à l'allocation de hautes paves de guerre et à la constitution de pecules aux militaires mobilisés en service aux colonies. — Rapport.....	535
1917. 4 decemb..	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie agricole route de Montabo.....	55
1917. 6 decemb..	Arrêté promulguant à la Guyane française la loi du 18 juin 1917, modifiant la loi du 7 avril 1917, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France.....	561
1917. 15 decemb.	Décision fixant les vacances de Noël et du Jour de l'An.....	566
1917. 17 decemb.	Décision. — Vérification des caises des comptables au 31 décembre 1917.....	567
1917. 19 decemb	Arrêté. — Approbation du compte du Service local pour l'exercice 1915.....	568
1917. 19 decemb.	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de M Jadfard, receveur du Bureau de bienfaisance de Cayenne, et lui accordant quitus.....	569

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 19 décemb	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de M. Octaville (Raoul), percepteur-receveur municipal de la 2e circonscription, et lui accordant quitus..	569
1917. 19 décemb.	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de M. Charles Clément, receveur du Bureau de bienfaisance de Mana, et lui accordant quitus.....	570
1917. 19 décemb.	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de M. Saint-Félix, ex-percepteur-receveur municipal des communes de la 3e circonscription, receveur du Bureau de bienfaisance de Sinnamary, et lui accordant quitus.....	571
1917. 24 décemb.	Arrêté portant prorogation de la session ordinaire du Conseil général.....	572
1917. 26 décemb.	Décision. — Cession de médicaments aux employés du Trésor.....	573
1917. 27 décemb.	Arrêté portant désignation des membres de la Commission de la mercuriale pour le premier semestre 1918.....	574
1917. 29 décemb.	Arrêté instituant pour la Guyane française une commission unique de réquisition appelée à exercer les attributions dévolues dans la Métropole aux commissions départementales et à la commission centrale de réquisition.....	575
1917. 29 décemb.	Arrêté instituant une commission à l'effet de rechercher les moyens propres à prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation et de fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues.....	576
1917. 31 décemb.	Arrêté prorogeant certains travaux jusqu'au 28 février 1918.....	582
1917. 31 décemb.	Arrêté rendant exécutoire le budget du Service local pour l'exercice 1918	577

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 31 décemb.	Arrêté portant modification au tarif de l'abonnement principal au réseau téléphonique urbain de Cayenne	584
1917. 31 décemb.	Arrêté promulguant à la Guyane française les règlements d'administration publique prévus par l'article 11 de la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications.....	585
1917. 31 decemb.	Arrêté autorisant la perception, pour l'année 1918, des taxes et contributions locales ..	580
1917. 31 décemb	Arrêté promulguant à la Guyane française l'arrêté ministériel du 1er août 1906, relatif au prélèvement des échantillons sur les boissons, denrées alimentaires et produits agricoles suspects de fraude et de falsification	609
1917. 31 décemb.	Arrêté promulguant à la Guyane française les arrêtés pris de concert entre le Ministre de l'agriculture et le Ministre du commerce, de l'industrie et du travail, en date du 18 janvier 1907, au sujet des méthodes d'analyses imposées au laboratoire des fraudes et falsifications.....	618
1917. 31 décemb.	Arrêté fixant un degré minimum alcoolique apparent du tafia vendu au détail	620
1917. 31 décemb.	Arrêté portant création à Cayenne d'un laboratoire colonial des fraudes et falsifications.	621

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 1.

JANVIER 1917.

SOMMAIRE.

Pages.

N° 1. — Circulaire ministérielle du 24 octobre 1916. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.. 3

N° 2. — Circulaire ministérielle du 22 novembre 1916. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.. 4

N° 3. — Arrêté du 6 janvier 1917 promulguant la loi du 1er décembre 1916 et le décret du 7 décembre 1916, relatifs au recensement de la classe 1918..... 5

Loi du 1er décembre 1916 relative au recensement de la classe 1918..... 5

N° 4. — Arrêté du 6 janvier 1917 relatif aux opérations du Conseil de revision et la visite médicale des hommes de la classe 1918..... 6

N° 5. — Arrêté du 6 janvier 1917 relatif à la visite médicale des hommes inscrits sur les tableaux de recensement de la classe 1918..... 7

N° 6. — Arrêté du 6 janvier 1917 portant promulgation de la loi du 30 décembre 1916, prorogeant le privilège des Banques coloniales..... 9

Loi du 30 décembre 1916 portant prorogation du privilège des Banques coloniales et des statuts desdites Banques..... 10

Pages

N° 7. — Arrêté du 8 janvier 1917 promulguant l'arrêté du Ministre des colonies du 2 novembre 1916, portant dérogation au décret du 24 octobre précédent..... 11

Arrêté ministériel du 2 novembre 1916 portant dérogation au décret du 24 octobre précédent..... 11

N° 8. — Arrêté du 8 janvier 1917 promulguant le décret du 10 novembre 1916, prohibant divers produits à la sortie des colonies..... 12

Décret du 10 novembre 1916 prohibant divers produits à la sortie des colonies..... 13

N° 9. — Arrêté du 11 janvier 1917 portant promulgation du décret du 1er novembre 1916, sur les Imprimeries coloniales. — Rapport..... 15

Décret du 1er novembre 1916 sur les Imprimeries coloniales..... 16

N° 10. — Arrêté du 13 janvier 1917 promulguant l'arrêté ministériel du 20 novembre 1916, portant dérogation à des prohibitions de sortie..... 17

Arrêté ministériel du 20 novembre 1916 portant dérogation à des prohibitions de sortie..... 18

N° 11. — Arrêté du 17 janvier 1917. — Promulgation du décret rendant applicables aux colonies les lois des 9 août 1849, 3 avril 1878, et l'article 5 de la loi du 27 avril 1916, relatifs à l'état de siège..... 20

Loi du 9 août 1849 sur l'état de siège..... 20

Loi du 3 avril 1878 relative à l'état de siège..... 23

Loi du 27 avril 1916 relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre..... 24

N° 12. — Décision du 18 janvier 1917 autorisant M. H. Mercès à installer et exploiter une distillerie agricole sur la propriété *l'Union*, sise au 7e kilomètre de la route de Rémire..... 26

N° 13. — Arrêté du 19 janvier 1917 réglant les mesures à prendre à l'occasion de l'arrivée de M. le Gouverneur p. i. Lauret..... 27

N° 14. — Arrêté du 20 janvier 1917 portant interdiction de séjourner à Cayenne et autour du chef-lieu au transporté libéré Boucon (Honorat-Achille-Ernest)..... 29

N° 15. — Arrêté du 24 janvier 1917 promulguant le décret du 2 décembre 1916, approuvant une délibération du Conseil général relative à l'exemption de l'impôt de mutation par décès dans les successions des militaires morts par suite de la guerre et de toutes personnes tuées par l'ennemi au cours des hostilités. — Rapport. 30

Décret du 2 décembre 1916 approuvant la délibération susvisée et ci-annexée du Conseil général de la Guyane en date du 7 décembre 1915, relative à l'impôt de mu-

Pages.

tation par décès en tant que ladite délibération porte sur une modification des règles de perception de l'impôt de mutation par décès..... 31

N° 16. — Arrêté du 24 janvier 1917 promulguant le décret du 12 novembre 1916, portant dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret du 24 novembre 1912, relatif à la réorganisation du personnel des bureaux des Secrétariats généraux. — Rapport..... 33

Décret du 12 novembre 1916 portant dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret du 24 novembre 1912, relatif à la réorganisation du personnel des bureaux des Secrétariats généraux 35

N° 17 — Décision du 26 janvier 1917 — M. Lauret, Secrétaire général de 1re classe des colonies, prend les fonctions de Gouverneur intérimaire de la colonie 35

N° 18. — Arrêté du 26 janvier 1917. — M. Debuc (Emmanuel), chef de bureau de 1re classe des Secrétariats généraux des colonies, exercera, pendant la durée de l'absence du titulaire, les fonctions intérimaires de Secrétaire général du Gouvernement de la Guyane française.... 36

N° 19. — Arrêté du 26 janvier 1917 portant délégation d'attributions au Secrétaire général du Gouvernement..... 37

N° 20. — Arrêté du 26 janvier 1917 nommant M. Dubourg (Paul), sous-chef de bureau des Secrétariats généraux, Chef de cabinet du Gouverneur et secrétaire-archiviste du Conseil privé 39

N° 21. — Arrêté du 26 janvier 1917 chargeant M. Dubourg (Paul), chef de cabinet du Gouverneur de la légalisation des signatures apposées sur les actes à transmettre hors de la colonie et sur ceux venant de l'intérieur..... 40

N° 22 à 53. — Nominations, mutations, congés, etc..... 40

N° 1. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing. — 1re Section.)

Paris, le 24 octobre 1916.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs et Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

M. le Procureur général près la Cour des Comptes, président du Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre,

m'a adressé les relevés des opérations effectuées par le Comité pour la période comprise entre le 26 août dernier et le 6 octobre courant.

Comme suite à ma circulaire, n° 1211, du 8 septembre, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus copie de ces documents.

Pour le Ministre et par ordre :
Le Chef du service du Secrétariat et du Contreseing,
E. COLIN.

Documents publiés au *Journal officiel* de la Guyane du 20 janvier 1917, n° 3.

N° 2. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.*

(Ministère des Colonies. — Secrétariat et Contreseing.)

Paris, le 22 novembre 1916.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

M. le Procureur général près la Cour des comptes, président du Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre, vient de m'adresser, avec un rapport sur les travaux des deux derniers mois, un état récapitulatif des subventions allouées par le Comité de répartition à la date du 29 septembre appuyé des relevés détaillés qui l'accompagnent.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie de ces documents qui font suite à ceux que contenait ma circulaire n° 1096 du 18 août dernier et qui permettront aux souscripteurs de se rendre compte du bon emploi de leurs libéralités.

Pour le Ministre et par ordre :
Le Chef du service et du Secrétariat et du Contreseing.
E. COLIN.

Documents publiés au *Journal officiel* de la Guyane du 27 janvier 1917, n° 4.

N° 3. — *ARRÊTÉ promulguant la loi du 1er décembre 1916 et le décret du 7 décembre 1916, relatifs au recensement de la classe de 1918.*

(6 janvier 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, notamment l'article 65 de cette ordonnance ;

Vu le câblogramme du Gouverneur de la Martinique, en date du 23 décembre 1916, n° 351, transmissif du contenu d'un câblogramme du Commandant supérieur des troupes, relatif au recensement de la classe militaire de 1918,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués à la Guyane française, pour y être exécutés en leur forme et teneur, la loi du 1er décembre 1916 et le décret du 7 décembre de la même année qui fixent une publication unique des tableaux de recensement de la classe de 1918, stipulent que le délai d'un mois prévu par l'article 10 de la loi du 21 mars 1905 sera réduit à dix jours, et déterminent la composition des conseils de revision et des commissions médicales.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 6 janvier 1917.

Le Procureur général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,

GEORGES LÉVY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

LOI du 1er décembre 1916, relative au recensement de la classe 1918.

Article 1er. — Les tableaux de recensement de la classe 1918 seront dressés, publiés, affichés dans chaque commune suivant les formes prescrites, de telle manière que l'unique

publication qui en sera faite ait lieu au plus tard le troisième dimanche qui suivra la promulgation de la présente loi.

Le délai d'un mois prévu à l'article 10 de la loi du 21 mars 1905, modifié par l'article 6 de la loi du 7 août 1913, est par exception réduit à dix jours.

Art. 2. — Les conseils de revision de la classe 1918 ne seront pas assistés d'un intendant militaire.

En cas de nécessité absolue, le préfet pourra déléguer le sous-préfet pour présider, dans son arrondissement, les opérations du Conseil de revision.

Art. 3. — Les commissions médicales militaires, prévues par l'article 10 de la loi du 7 août 1913, ne seront pas constituées pour la revision de la classe 1918.

Les décisions des conseils de revision de la classe 1918 à l'égard des hommes classés dans les 3me et 4me catégories (ajournés et exemptés) seront acquises sans l'intervention de la commission spéciale prévue par l'article 9 de la loi du 7 août 1913.

Art. 4. — Une loi spéciale fixera la date de l'appel sous les drapeaux du contingent de la classe 1918.

Art. 5. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorat.

N° 4. — *ARRÊTÉ relatif aux opérations du Conseil de revision et la visite médicale des hommes de la classe 1918.*

(6 janvier 1916.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les lois des 21 mars 1905 et 7 août 1913 et l'arrêté des Ministres de la guerre et des colonies du 9 février 1910, promulgués dans la colonie par arrêtés des 17 août 1910 et 26 septembre 1913;

Vu l'instruction du Ministre de la guerre du 20 octobre 1905, relative à l'établissement des tableaux de recensement;

Vu l'instruction du Ministre de la guerre du 29 décembre 1905, relative aux opérations des Conseils de revision pour la formation des classes;

Vu la circulaire du Ministre des colonies du 19 avril 1910, n° 23;

Vu la circulaire du Ministre de la guerre du 23 juillet 1913;
Vu le câblogramme du 23 décembre 1916, n° 351, portant instruction sur le recensement militaire de la classe 1918;
Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service de Santé,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les hommes résidant dans les communes autres que celles où ils seront inscrits sur les tableaux de recensement seront visités avec les inscrits du lieu de leur résidence.

A cet effet, ils adresseront sans délai une demande au Maire de la commune où ils sont inscrits. Cette demande sera accompagnée d'une attestation du Maire de la résidence constatant que les intéressés sont réellement fixés dans la commune avant le 1er janvier de l'année où ils doivent comparaître devant le Conseil de revision.

Art. 2. — La visite des inscrits aura lieu dans les conditions déterminées à l'arrêté local en date de ce jour.

Art. 3. — Le Secrétaire général et le Chef du service de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 6 janvier 1917.

Le Procureur général chargé de l'expédition des affaires courantes,

GEORGES LÉVY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., DEBUC.

Le Chef du service de Santé, LÉGER.

N° 5. — *ARRETE relatif à la visite médicale des hommes inscrits sur les tableaux de recensement de la classe 1918.*

(6 janvier 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;
Vu les lois des 21 mars 1905 et 7 août 1913, et l'arrêté des Ministres de la guerre et des colonies, du 9 février 1910,

promulgués dans la colonie par arrêtés des 17 août 1910 et 26 septembre 1913 ;

Vu l'instruction du Ministre de la guerre du 20 octobre 1905, relative à l'établissement des tableaux de recensement ;

Vu l'instruction du Ministre de la guerre du 29 décembre 1905, relative aux opérations des Conseils de revision pour la formation des classes ;

Vu la circulaire du Ministre des colonies du 19 avril 1910, n° 23 ;

Vu la circulaire du Ministre de la guerre du 23 juillet 1913 ;

Vu le câblogramme du 23 décembre 1916, n° 351, portant instructions pour le recensement militaire de la classe 1918 ;

Vu l'arrêté en date de ce jour relative aux opérations du Conseil de revision et à la visite médicale des hommes résidant hors des communes où ils seront inscrits sur les tableaux de recensement ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service de Santé,

ARRÊTE :

Article 1er. — Il sera procédé à la visite médicale des hommes inscrits sur les tableaux de recensement de la classe 1918.

Cette visite sera passée à Cayenne les 18, 19 et 20 janvier 1917 par MM. les docteurs Léger, médecin-major de 1re classe des Troupes coloniales, chef du service de Santé de la Guyane, et Mouzels, médecin-major de 2e classe des Troupes coloniales, médecin-résident à l'Hôpital colonial de Cayenne.

Dans les communes de Rémire, Matoury, Roura, Tonnégrande, Montsinéry, Macouria, Kaw, Approuague et Oyapoc, les inscrits devront être dirigés sur Cayenne, de façon à être visités du 20 au 31 janvier.

Dans les communes du Maroni, de Kourou, Sinnamary, Iracoubo et Mana, les maires et les médecins désignés par le Chef du service de Santé s'entendront pour la fixation de la date à laquelle la visite aura lieu. Il est entendu que les inscrits d'Iracoubo seront visités à Sinnamary.

Il sera adressé à chacun des hommes, et par les soins des maires, un ordre de convocation du modèle n° 1 de l'instruction du 20 octobre 1905.

Les résultats de la visite seront consignés sur un tableau modèle n° 2 de la même Instruction. L'avis du médecin devra

être motivé quand il estimera que les hommes devront être classés dans le service *auxiliaire* ou *ajournés*. — Un certificat médical sera joint pour ceux proposés comme devant être exemptés. Le tableau ci-dessus mentionné et les certificats médicaux joints aux tableaux de recensement et aux notices individuelles seront adressés au Gouverneur dans le plus bref délai possible. Les maires mentionneront dans la colonne 9 du tableau en question les observations qu'ils auront le droit de présenter en faveur des hommes devant le Conseil de revision.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Chef du service de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 6 janvier 1917.

Le Procureur général, chargé de l'expédition des affaires courantes,
GEORGES LÉVY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., DEBUC.

Le Chef du service de Santé, LÉGER.

N° 6. — *ARRÊTÉ portant promulgation de la loi du 30 décembre 1916, prorogeant le privilège des Banques coloniales.*

(6 janvier 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, et notamment l'article 65 de cette ordonnance ;

Vu les instructions contenues dans le câblogramme ministériel, en date du 2 janvier courant, n° 404 ;

Sur le rapport du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulguée à la Guyane française, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi du 30 décembre 1916, prorogeant pour deux ans le privilège des Banques coloniales, à partir du 19 janvier 1917.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié, avec le texte promulgué, au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 6 janvier 1917.

Le Procureur général, chargé de l'expédition des affaires courantes,

GEORGES LEVY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

LOI portant prorogation du privilège des Banques coloniales et des statuts desdites Banques.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Le privilège des Banques fondées par les lois des 30 avril 1849 et 11 juillet 1851, prorogé par les lois des 24 juin 1874, 13 décembre 1901, 30 décembre 1911, 24 décembre 1912, 30 décembre 1913 et 30 décembre 1914, dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, est prorogé pour une période de deux ans, à partir du 19 janvier 1917.

Les dispositions de la loi du 13 décembre 1901 et des statuts y annexés sont maintenues en vigueur jusqu'au 31 décembre 1918.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 décembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies, GASTON DOUMERGUE.

Le Ministre des finances, A. RIBOT.

N° 7. — *ARRÊTE promulguant l'arrêté du Ministre des colonies du 2 novembre 1916, portant dérogation au décret du 24 octobre précédent.*

(8 janvier 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française de l'arrêté du Ministre des colonies du 2 novembre 1916, portant dérogation aux dispositions du décret du 24 octobre, prohibant divers produits à la sortie.

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, l'arrêté du Ministre des colonies du 2 novembre 1916, portant dérogation aux dispositions du décret du 24 octobre précédent, qui prohibe divers produits à la sortie.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef de service, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 8 janvier 1917.

Le Procureur général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
GEORGES LÉVY.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef de service,
J. DEHEAULME.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE des colonies,

Vu le décret du 24 octobre 1916, portant prohibition de sortie ;
Vu l'arrêté du Ministre des finances du 5 octobre 1916,

ARRÊTE :

Article unique. — Par dérogation aux dispositions du décret du 24 octobre susvisé, peuvent être exportés ou réexportés suas autorisation spéciale lorsque l'envoi a pour destination l'Angleterre, les Dominions, les pays de protectorat et colonies britanniques, la Belgique (non envahie), le Japon, la Russie (sous réserve de la souscription d'un acquit-à-caution à décharger par la douane russe) ou les Etats de l'Amérique, les produits énumérés ci-après :

Soies en cocons, grèges, ouvrées ou moulinées teintes ;

Bourre de soie ;

Soies marines (byssus)

Fils de bourre et de bourrette de soie ;

Fils de soie à coudre, à broder, à passementerie, mercerie et autres ;

Fils de soie artificielle ;

Tissus de soie ou de bourre de soiepure on mélangée d'autres matière textiles ;

Tissus de toutes sortes en soie artificielle.

Fait à Paris, le 2 novembre 1916.

GASTON DOUMERGUE.

N° 8. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 10 novembre 1916, prohibant divers produits à la sortie des colonies.*

(8 janvier 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française du décret du 10 novembre 1916, prohibant divers produits à la sortie des colonies et pays de protectorat ;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 10 novembre 1916, prohibant la sortie de divers produits des colonies et pays de protectorat, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef de service, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte

promulgué, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 8 janvier 1917.

Le Procureur général, chargé de l'expédition des affaires courantes,
GEORGES LÉVY.

Par le Gouverneur :
L'Inspecteur principal, Chef de service,
J. DEHEAULME.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies, du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du Ministre des finances;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Sont prohibées la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire des produits énumérés ci-après :

Acide formique.
Acide oxalique.
Albumine.
Allumettes chimiques.
Amomes et cardamomes.
Benzoate de benzyle.
Benzoate d'éthyle.
Borate de chaux.
Briques de silice.
Brosserie.
Café (succédanés du).
Cassia lignea.
Chiendent.
Chicorée (brûlée ou moulue).

Chlore (combinaisons du).
Chlorure de carbone.
Colchique et ses préparations.
Dextrine.
Eaux-de-vie et liqueurs.
Engrais de toutes sortes.
Extraits tinctoriaux.
Figues torréfiées.
Fibres végétales (tissus de).
Fruits de table (frais, secs, tapés, confits ou conservés).
Gibier.
Gluten (pain de).
Huiles volatiles ou essences.
Joncs.
Kaolin.
Macis.
Miel.
Muscades.
Nattes de paille et de fibres végétales.
Outils tranchants en fer ou en acier ordinaire.
Outils et leurs pièces détachées, pièces de machines et tous autres objets en acier spéciaux, à l'exception des outils pour l'horlogerie.
Papier paraffiné.
Parements.
Peaux de lapin (pelleteries brutes).
Pignons.
Plumes de volailles, déchets de plumes et duvets.
Radium et ses sels.
Sangles.
Sauces et condiments.
Térébenthine (produits contenant de l'essence de)
Tétrachlorure de carbone.
Vanille.
Vêtements imperméables.

Toutefois, des exceptions à cette disposition pourront être autorisées sous les conditions qui seront déterminées par le ministre des colonies.

Art. 2. — Le Ministre des colonies, le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le Mi-

nistre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 novembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

CLÉMENTEL.

Le ministre des finances,

RIBOT.

N° 9. — *ARRETÉ. — Promulgation du décret du 1er novembre 1916, sur les Imprimeries coloniales.*

(11 janvier 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 1er novembre 1916, modifiant l'article 3 du décret du 25 janvier 1911, qui organise le personnel des Imprimeries du Gouvernement aux colonies ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret susvisé du 1er novembre 1916, modifiant l'article 3 du décret du 25 janvier 1911, qui organise le personnel des Imprimeries de Gouvernement aux colonies.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré, avec le texte promulgué, au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 11 janvier 1917.

Le Procureur général, chargé de l'expédition des affaires courantes,

GEORGES LÉVY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.

DEBUC.

RAPPORT AU PRÉSIDENT de la République française.

Paris, le 1er novembre 1916.

Monsieur le Président,

Mon attention a été appelé sur l'intérêt que présenterait la modification de certaines dispositions du décret du 25 janvier 1911, réorganisant le personnel des Imprimeries de Gouvernement dans les colonies.

Il s'agirait, en l'espèce, de modifier l'article 3 du texte susvisé, de manière à réduire des trois quarts à la moitié la proportion des avancements à l'ancienneté pour les ouvriers de toutes classes. En outre, les emplois d'ouvriers hors classe et de chef d'Imprimerie seraient désormais accordés exclusivement au choix.

Les considérations qui militent en faveur de la réforme sont basées sur des constatations d'expérience. Il se trouve, en effet, que dans l'état actuel de la réglementation, l'autorité est dans l'impossibilité de promouvoir à la classe supérieure des agents méritants, alors que certains de leurs collègues, dont la valeur professionnelle et la manière de servir sont médiocres, obtiennent forcément, à l'ancienneté, un avancement qui ne se justifie pas.

J'ai, en conséquence, fait préparer, sur avis favorable des colonies intéressées, consultées au préalable, le projet de décret ci-joint qui a pour objet de consacrer la modification dans le sens indiqué ci-dessus, de l'article 3 du décret du 25 janvier 1911. J'ai l'honneur de soumettre ce texte à votre haute sanction.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu le décret du 25 janvier 1911, organisant le personnel des Imprimeries de Gouvernement aux colonies;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — L'article 3 du décret susvisé du 25 janvier 1911 est modifié comme suit :

Art. 3. — L'avancement a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure.

Nul ne peut recevoir un avancement :

1° S'il ne compte au moins deux ans d'ancienneté dans sa classe ;

2° S'il ne réunit un minimum de services effectifs aux colonies égal à la moitié du temps réglementaire de séjour fixé pour l'obtention d'un congé administratif.

II. Les promotions ont lieu moitié au choix moitié à l'ancienneté pour l'accès aux emplois d'ouvriers de toutes classes.

Elles ont lieu exclusivement au choix pour l'accès aux emplois d'ouvriers hors classe et de chef d'Imprimerie des deux classes.

L'avancement ne peut porter que sur les candidats inscrits au tableau d'avancement dressé chaque année par le Gouverneur général ou le Gouverneur, après avis du Chef de service.

III. Les chefs d'Imprimerie de 2me classe sont exclusivement choisis parmi les ouvriers hors classe et de 1re classe comptant au moins cinq ans de services effectifs aux colonies depuis leur nomination à la 1re classe et inscrits au tableau d'avancement dans les conditions fixées par le paragraphe précédent.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 1er novembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

N° 10. — *ARRETÉ promulguant l'arrêté ministériel du 20 novembre 1916, portant dérogation à des prohibitions de sortie.*

(13 janvier 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française

de l'arrêté ministériel du 20 novembre 1916, portant dérogation à des prohibitions de sortie;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, l'arrêté ministériel du 20 novembre 1916, dérogeant aux dispositions du décret du 10 novembre précédent, prohibant divers produits à la sortie.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef de service, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 13 janvier 1917.

Le Procureur général, chargé de l'expédition des affaires courantes,

GEORGES LÉVY.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal, chef de service,

J. DEBEAULME.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 10 novembre 1916, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 28 octobre 1916,

ARRÊTE :

Article unique. — Par dérogation aux dispositions du décret du 10 novembre 1916 susvisé, les produits et objets énumérés ci-après peuvent être exportés ou réexportés sans autorisation spéciale, lorsque l'envoi a pour destination la France, les colonies françaises et pays de protectorat français, l'Angleterre, les Dominions, pays de protectorat et colonies britanniques, la Belgique (non envahie), le Japon, la Russie (sous réserve, en ce qui concerne la Russie, de la souscription d'un acquit-à-caution à décharger par la douane russe) ou les Etats de l'Amérique :

Acide formique.
Allumettes chimiques.
Amomes et cardamomes.
Benzoate de benzyl.
Benzoate d'éthyle.
Borate de chaux.
Briques de silice.
Brosserie.
Café (succédanés du)
Cassia lignea.
Chiendent.
Chicorée (brulée ou moulue).
Colchique et ses préparations.
Dextrine.
Eaux-de-vie et liqueurs.
Engrais de toutes sortes.
Extraits tinctoriaux.
Figues torréfiées.
Fibres végétales (tissus de).
Fruits de tables (frais, secs, tapés, confits ou conservés).
Gibier.
Gluten (pain de).
Huiles, volatiles ou essences.
Joncs.
Kaolin.
Macis.
Miel.
Muscades.
Nattes de paille et de fibres végétales.
Papier paraffiné.
Parements.
Peaux de lapin (pelleteries brutes).
Pigeons.
Plumes de volailles, déchets, plumes et duvets.
Radium et ses sels.
Sangles.
Sauces et condiments.
Térébenthine (produits contenant de l'essence de).
Vanille.
Vêtements imperméables.

Fait à Paris, le 20 novembre 1916.

GASTON DOUMERGUE.

N° 11. — *ARRETÉ.— Promulgation du décret rendant applicables aux colonies les lois des 9 août 1849, 3 avril 1878, et l'article 5 de la loi du 27 avril 1916, relatifs à l'état de siège.*

(17 janvier 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les lois des 9 août 1849, 3 avril 1878, et l'article 6 de la loi du 27 avril 1916, relatifs à l'état de siège;

Vu les instructions contenues dans le câblogramme du 9 janvier 1917,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française le décret rendant applicables aux colonies les lois des 9 août 1849, 3 avril 1878 et l'article 6 de la loi du 27 avril 1916, relatifs à l'état de siège.

Art. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 17 janvier 1917.

Le Procureur général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
GEORGES LÉVY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

LOI sur l'état de siège.

(Du 9 août 1849.)

L'Assemblée nationale législative a adopté la loi dont la teneur suit :

Chapitre 1er. — *Des cas où l'état de siége peut être déclaré.*

Article 1er. — L'état de siège ne peut être déclaré qu'en cas de péril imminent pour la sécurité intérieure ou extérieure.

Chapitre II. — *Des formes de la déclaration de l'état de siège.*

2. L'Assemblée nationale peut seule déclarer l'état de siéger sauf les exceptions ci-après :

La déclaration de l'état de siège désigne les communes, les arrondissements ou départements auxquels il s'applique et pourra être étendu.

3. Dans le cas de prorogation de l'Assemblée nationale, le Président de la République peut déclarer l'état de siège, de l'avis du Conseil des Ministres.

Le Président, lorsqu'il a déclaré l'état de siège, doit immédiatement en informer la Commission instituée en vertu de l'article 32 de la Constitution et, selon la gravité des circonstance, convoquer l'Assemblée nationale.

La prorogation de l'Assemblée cesse de plein droit lorsque Paris est déclaré en état de siège.

L'Assemblée nationale, dès qu'elle est réunie, maintient ou lève l'état de siège.

4. Dans les colonies françaises, la déclaration de l'état de siège est faite par le Gouverneur de la colonie.

Il doit en rendre compte immédiatement au Gouvernement.

5. Dans les places de guerre et postes militaires, soit de la frontière, soit de l'intérieur, la déclaration de l'état de siège peut être faite par le Commandant militaire, dans les cas prévus par la loi du 10 juillet 1791 et par le décret du 24 décembre 1811.

Le Commandant en rend compte immédiatement au Gouvernement.

6. Dans le cas des deux articles précédents, si le Président de la République ne croit pas devoir lever l'état de siège, il en propose sans délai le maintien à l'Assemblée nationale.

Chapitre III. — *Des effets de l'état de siège.*

7. Aussitôt l'état de siège déclaré, les pouvoirs dont l'autorité civile était revêtue pour le maintien de l'ordre de la police passent tout entiers à l'autorité militaire.

L'autorité civile continue néanmoins à exercer ceux de ces pouvoirs dont l'autorité militaire ne l'a pas dessaisie.

8. Les tribunaux militaires peuvent être saisis de la connaissance des crimes et délits contre la sûreté de la République, contre la Constitution, contre l'ordre et la paix publique, quelle que soit la qualité des auteurs principaux et des complices.

9. L'autorité militaire a le droit :

1° De faire des perquisitions, de jour et de nuit, dans le domicile des citoyens ;

2° D'éloigner les repris de justice et les individus qui n'ont pas leur domicile dans les lieux soumis à l'état de siège ;

3° D'ordonner la remise des armes et munitions, et de procéder à leur recherche et à leur enlèvement ;

4° D'interdire les publications et les réunions qu'elle juge de nature à exciter ou à entretenir le désordre.

10. Dans les lieux énoncés en l'article 5, les effets de l'état de siège continuent, en outre, en cas de guerre étrangère, à être déterminés par les dispositions de la loi du 10 juillet 1791 et du décret du 24 décembre 1811.

11. Les citoyens continuent, nonobstant l'état de siège, à exercer tous ceux des droits garantis par la Constitution dont la jouissance n'est pas suspendue en vertu des articles précédents.

Chapitre IV. — *De la levée de l'état de siège.*

12. L'Assemblée nationale a seule le droit de lever l'état de siège, lorsqu'il a été déclaré ou maintenu par elle.

Néanmoins, en cas de prorogation, ce droit appartiendra au Président de la République.

L'état de siège déclaré conformément aux articles 3, 4 et 5 peut être levé par le Président de la République tant qu'il n'a pas été maintenu par l'Assemblée nationale.

L'état de siège, déclaré conformément à l'article 4, pourra être levé par les gouverneurs des colonies, aussitôt qu'ils croiront la tranquillité suffisamment rétablie.

13. Après la levée de l'état siège, les tribunaux militaires continuent de connaître des crimes et délits dont la poursuite leur avait été déférée.

Délibéré en séance publique, à Paris le 9 août 1849.

Le Président et les Secrétaires,

DUPIN,

ARNAUD (DE L'ARIÈGE) ; PEUPIN ;
LACAZE ; HEECKREN ;
CHAPOT ; BERARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'Etat.

Le Président de la République,

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,

ODILLON BARROT.

LOI relative à l'état de siège.

(Du 3 avril 1878.)

Promulguée au *Journal officiel* du 4 avril 1878.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — L'état de siège ne peut être déclaré qu'en cas de péril imminent, résultant d'une guerre étrangère ou d'une insurrection à main armée.

Une loi peut seule déclarer l'état de siège ; cette loi désigne les communes, les arrondissements ou départements auxquels il s'applique. Elle fixe le temps de sa durée. A l'expiration de ce temps, l'état de siège cesse de plein droit, à moins qu'une loi nouvelle n'en prolonge les effets.

2. — En cas d'ajournement des Chambres, le Président de la République peut déclarer l'état de siège, de l'avis du Conseil des Ministres ; mais alors les Chambres se réunissent de plein droit deux jours après.

3. — En cas de dissolution de la Chambre des députés et jusqu'à l'accomplissement entier des opérations électorales, l'état de siège ne pourra, même provisoirement, être déclaré par le Président de la République.

Néanmoins, s'il y avait guerre étrangère, le Président, de l'avis du Conseil des Ministres, pourrait déclarer l'état de siège dans les territoires menacés par l'ennemi, à la condition de convoquer les collèges électoraux et de réunir les Chambres dans le plus bref délai possible.

4. — Dans le cas où les communications seraient interrompues avec l'Algérie, le Gouverneur pourra déclarer tout ou partie de l'Algérie en état de siège, dans les conditions de la présente loi.

5. — Dans les cas prévus par les articles 2 et 3, les Chambres, dès qu'elles sont réunies, maintiennent ou lèvent l'état de siège. En cas de dissentiment entre elles, l'état de siège est levé de plein droit.

6. — Les articles 4 et 5 de la loi du 9 août 1849 sont maintenus ainsi que les dispositions de ses autres articles non contraires à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Versailles, le 3 avril 1878.

Maréchal de MAC-MAHON, duc de Magenta.

Le Président du Conseil, Garde des sceaux, Ministre de la justice,

J. DUFAURE.

LOI relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

. . . . . .

Article 6. — L'article 8 de la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les territoires déclarés en état de siège, au cas de péril imminent résultant d'une guerre étrangère, les juridictions militaires peuvent être saisies, quelle que soit la qualité des auteurs principaux ou des complices, de la connaissance des crimes prévus et réprimés par les articles 75 à 85, 87 à 99, 109, 110, 114, 118, 119, 123 à 126, 132, 133, 139, 140, 141, 166, 167, 177 à 179, 188, 189, 191, 210, 211, 265 à 267, 341, 430 à 432, 434, 435, 439, 440 et 441 du code pénal.

« Les juridictions militaires peuvent, en outre, connaître :

« 1° Des délits prévus par la loi du 10 avril 1886, établissant des pénalités contre l'espionnage ;

« 2° Des infractions prévues par la loi du 4 avril 1915, qui sanctionne l'interdiction faite aux Français d'entretenir des relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie ;

« 3° Des faits punis et réprimés par la loi du 17 août 1915, assurant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables ;

4° De la provocation, par quelque moyen que ce soit, à la désobéissance des militaires envers leurs chefs dans tout ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et règlements militaires ;

« 5° De la provocation, par quelque moyen que ce soit, aux crimes d'assassinat, de meurtre, d'incendie, de pillage, de destruction d'édifices ou d'ouvrages militaires ;

« 6° De la provocation directe, par quelque moyen que ce soit, aux attentats contre la sûreté de l'Etat ;

« 7° Des délits prévus et réprimés par les articles 177 à 179 du code pénal ;

« 8° Des délits commis par les fournisseurs en ce qui concerne les fournitures destinées aux services militaires, dans les cas prévus par les articles 430 à 433 du code pénal, ainsi que la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes et les lois spéciales qui s'y rattachent ;

« 9° Des faux commis au préjudice de l'armée, et, d'une manière générale, de tous crimes ou délits portant atteinte à la défense nationale.

« Ce régime exceptionnel cesse de plein droit à la signature de la paix.

« Si l'état de siège est déclaré au cas de péril imminent résultant d'une insurrection à main armée, la compétence exceptionnelle reconnue aux juridictions militaires, en ce qui concerne les non-militaires, ne peut s'appliquer qu'aux crimes spécialement prévus par le code de justice militaire, ou par les articles du code pénal visés au paragraphe 1er du présent article et aux crimes connexes.

« Dans tous les cas, les juridictions de droit commun restent saisies tant que l'autorité militaire ne revendique pas la poursuite. »

.....

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 avril 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,
RENÉ VIVIANI.

Le Ministre de la Guerre,
ROQUES.

Le Ministre de la Marine,
LACAZE.

N° 12. — *DECISION autorisant* M. H. Mercès *à installer et exploiter une distillerie agricole sur la propriété «L'Union», sise au 7e kilomètre de la route de Rémire.*

(18 janvier 1917.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la demande adressée à l'Administration, par M. H. Mercès, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter sur la propriété «L'Union», sise au 7e kilomètre de la route de Rémire, une distillerie agricole;

Vu le décret du 24 septembre 1882, rendant applicable à la Guyane celui du 10 mai 1882, concernant la législation sur les établissements insalubres à la Guadeloupe;

Vu le décret du 24 août 1909, relatif à la protection de la santé publique, ensemble l'arrêté local du 20 février 1911, déterminant les circonscriptions sanitaires de la Guyane française et la composition des commissions sanitaires;

Vu la décision du 14 novembre 1916, ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* sur la demande de M. Mercès;

Vu le procès-verbal d'enquête du 26 décembre 1916 et les conclusions du commissaire-enquêteur;

Vu l'avis favorable émis par la Commission sanitaire de la 1re circonscription dans sa séance du 10 janvier 1917;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Décide :

Article 1er. — M. H. Mercès est autorisé à installer et exploiter une distillerie agricole sur la propriété «L'Union», sise au 7e kilomètre de la route de Rémire;

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, insérée et publiée au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 18 janvier 1917.

Le Procureur général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
Georges LÉVY.

Par le Gouverneur:
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

N° 13. — *ARRÊTÉ réglant les mesures à prendre à l'occasion de l'arrivée de M. le Gouverneur p. i. Lauret.*

(19 janvier 1917.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le câblogramme et la dépêche ministériels en date des 1er et 4 décembre 1916, notifiant à l'Administration locale la désignation de M. le Secrétaire général Lauret pour remplir les fonctions de Secrétaire général du Gouvernement de la Guyane, pendant la durée de l'absence du titulaire et desquels il résulte que ce haut fonctionnaire doit, dès son débarquement, assurer l'intérim du Gouvernement de la colonie ;

Vu le décret du 10 décembre 1912, relatif aux cérémonies publiques, préséances, honneurs civils et militaires dans les colonies et pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies,

Arrête :

Article 1er.— A l'arrivée de M. le Gouverneur p. i. Lauret, les honneurs militaires prescrits par l'article 22 § 1 et 3 du décret du 10 décembre 1912 lui seront rendus. Il sera reçu par le Maire de la ville et ses adjoints, assistés des Conseillers municipaux et par le Capitaine commandant la compagnie d'infanterie coloniale de la Guyane.

Toutes les autorités civiles et militaires se réuniront au Gouvernement pour être présentées à M. le Gouverneur p. i.

Art. 2. — L'ordre de présentation sera réglé ainsi qu'il suit :

1. Le Conseil privé ;
2. Le Conseil général ;
3. La Cour d'appel ;
4. Le Conseil municipal ;
5. Le Tribunal de 1re Instance, le Juge de paix et son suppléant ;
6° Les Chambres de commerce et d'agriculture ;
7° Une délégation des bureaux du Secrétariat général ;
8° Le délégué de l'Administration pénitentiaire et une délégation de son service ;
9° Le Trésorier-payeur et une délégation de son service ;
10° Le Chef du service de l'Instruction publique et une délégation de son service ;

11° Le Supérieur ecclésiastique ;

12° Le Chef du service de l'Enregistrement et une délégation de son service ;

13° Le Chef du service des Douanes et une délégation de son service ;

14° Le Chef du service des Travaux publics, Mines, Ports et Rades et une délégation de ses services ;

15° Le Chef du service des Postes et une délégation de son service ;

16° Le Directeur de l'Hospice civil et une délégation de son service ;

17° Le Chef du service des Contributions diverses et une délégation de son service ;

18° Le Chef du service de l'Imprimerie et une délégation de son service ;

19° Le Directeur-gérant de la Prison et une délégation de son service ;

20° Le Commandant d'Armes et les officiers d'Infanterie coloniale ;

21° Le Chef du service de Santé et une délégation de son service ;

22° Le Commandant du détachement de Gendarmerie ;

23° Le Conseil d'administration de la Banque de la Guyane ;

24° Les Commissaires de police ;

25° Une délégation des officiers ministériels.

Art. 3. — Pendant toute la durée du débarquement du Gouverneur p. i., la circulation sera interdite sur la nouvelle jetée.

Art. 4. — Messieurs les Chefs d'administration, de service et de corps et le Commissaire de Police de la ville de Cayenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 19 janvier 1917.

Le Procureur général, chargé
de l'expédition des affaires courantes,

GEORGES LÉVY.

N° 14.— *ARRÊTÉ portant interdiction de séjourner à Cayenne et autour du chef lieu au transporté libéré* Boucon (Honorat-Achille-Ernest).

(20 janvier 1917.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 28 novembre 1906, portant règlement d'administration publique en exécution de la loi du 10 juillet 1901, et déterminant les lieux interdits à la Guyane aux transportés libérés astreints à la résidence;

Vu le procès-verbal du 8 janvier 1917 de l'agent Tinaut, de la police générale, concernant une enquête à laquelle il a été procédé au sujet du transporté libéré Boucon (Honorat-Achille-Ernest), 4e 1re, n° m/e 9492, ensemble les pièces de ladite enquête;

Attendu qu'il importe, au point de vue de la sécurité publique, d'interdire au susnommé le séjour à Cayenne et autour du chef-lieu;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Directeur de l'Administration pénitentiaire,

Arrête :

Article 1er.— Le séjour à Cayenne et autour du chef-lieu est interdit, dans les conditions indiquées au décret susvisé du 28 novembre 1906, au transporté libéré, 4e 1re, Boucon (Honorat-Achille-Ernest), n° m/e 9492.

Art. 2.— Le présent arrêté n'aura son effet qu'à l'expiration d'un délai de deux mois, à partir de la notification qui sera faite dans la forme administrative.

Art. 3.— Le Secrétaire général et le Directeur de l'Administration pénitentiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 20 janvier 1917.

Le Procureur général, chargé de l'expédition des affaires courantes,
GEORGES LÉVY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

Le Directeur de l'Administration pénitentiaire p. i.,
Par délégation :
Le sous-chef de bureau,
HONORÉ.

N° 15. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 2 décembre 1916, approuvant une délibération du Conseil général relative à l'exemption de l'impôt de mutation par décès dans les successions des militaires morts par suite de la guerre et de toutes personnes tuées par l'ennemi au cours des hostilités.*

(24 janvier 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 2 décembre 1916, relatif à l'exemption de l'impôt de mutation par décès dans les successions des militaires morts par suite de la guerre et de toutes personnes tuées par l'ennemi au cours des hostilités ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret susvisé du 2 décembre 1916, approuvant une délibération du Conseil général relative à l'exemption de l'impôt de mutation par décès dans les successions des militaires morts par suite de la guerre et de toutes personnes tuées par l'ennemi au cours des hostilités.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié, avec le texte promulgué, au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 24 janvier 1917.

Le Procureur général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
GEORGES LÉVY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 2 décembre 1916.

Monsieur le Président,

La loi du 26 décembre 1914, portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier semestre de l'exercice 1915, dispose en son article 6 :

« Sont exemptés de l'impôt de mutation par décès les parts nettes recueillies par les ascendants et descendants et par la veuve du défunt dans les successions :

« 1° Des militaires des armées françaises et alliées de terre et de mer morts sous les drapeaux, pendant la durée de la guerre actuelle ;

« 2° Des militaires qui, soit sous les drapeaux, soit après renvoi dans leurs foyers, seront morts dans l'année à compter de la cessation des hostilités, de blessures reçues ou de maladies contractées pendant la guerre ;

« 3° De toutes personnes tuées par l'ennemi au cours des hostilités. »

L'extension d'une semblable mesure à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie ne pouvait se faire sans l'intervention des conseils généraux de ces colonies. Invitées à se prononcer, ces assemblées locales ont pris les délibérations nécessaires à cet effet.

En vue de leur approbation, j'ai préparé les projets de décrets ci-joints, qui ont reçu l'adhésion du Conseil d'Etat et que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu les articles 6 et 7 de la loi du 26 décembre 1914, relatifs à l'impôt de mutation par décès ;

Vu l'article 33, § 3 de la loi de finances du 13 avril 1900, modifié par la loi du 30 mars 1916 ;

Vu la délibération du Conseil général de la Guyane en date du 7 décembre 1915, relative à l'impôt de mutation par décès ;

La Section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'Etat entendue,

DÉCRÈTE ;

Article 1er. — Est approuvée la délibération susvisée et ci-annexée du Conseil général de la Guyane en date du 7 dé-

cembre 1915, relative à l'impôt de mutation par décès en tant que ladite délibération porte sur une modification des règles de perception de l'impôt de mutation par décès.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de la colonie de la Guyane, et inséré au *Bulletin des lois*, ainsi qu'au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies

Fait à Paris, le 2 décembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

Délibération de la séance du mardi 7 décembre 1915.

. . . . . .

Le Conseil général de la Guyane française,

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 33, paragraphe 3 de la loi de finances du 13 avril 1900 ;

A adopté, dans sa séance du 7 décembre 1915, les dispositions dont la teneur suit :

Article 1er. — Sont exemptées de l'impôt de mutation par décès à compter, par effet rétroactif, du 26 décembre 1914, les parts recueillies par les ascendants et descendants et par la veuve du défunt dans les successions : 1° des militaires des armées de terre et de mer, morts sous les drapeaux pendant la durée de la guerre actuelle ; 2° des militaires qui, soit sous les drapeaux, soit après renvoi dans leur foyer, seront morts dans l'année, à compter de la cessation des hostilités, de blessures reçues ou de maladies contractées pendant la guerre ; 3° de toutes personnes tuées par l'ennemi au cours des hostilités.

La déclaration de ces successions doit néanmoins être souscrite dans les délais fixés par l'article 33 de l'ordonnance du 31 décembre 1828 ; elle doit être accompagnée d'un certificat de l'autorité militaire constatant que la mort éa été causée par une blessure reçue ou une maladie contractée pendant la durée de la guerre ou dans le cas de civils tués par l'ennemi, établissant les circonstances du décès.

L'action solidaire pour le recouvrement des droits de mutation par décès, conférée au Trésor par l'article 42 de l'ordonnance du 31 décembre 1828, ne peut être exercée à l'encontre des cohéritiers auxquels profite l'exemption accordée par le présent article.

Art. 2. — Le point de départ des délais prévus à l'article 33 de l'ordonnance du 31 décembre 1828 est reporté au jour de la cessation des hostilités pour les successions désignées dans l'article précédent, et ouvertes pendant la guerre, quel que soit le degré de parenté des héritiers ou légataires appelés à les recueillir, et même lorsqu'elles sont échues à des successeurs irréguliers ou à des légataires sans lien de parenté avec le défunt.

. . . . . .

Vu pour être annexé au décret du 2 décembre 1916.

Le Ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

N° 16. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 12 novembre 1916, portant dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret du 24 novembre 1912, relatif à la réorganisation du personnel des bureaux des Secrétariats généraux.*

(24 janvier 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les instructions contenues dans la dépêche ministérielle du 7 décembre 1916, n° 24;

Vu le décret du 12 novembre 1916, portant dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret du 24 novembre 1912, portant réorganisation du personnel des bureaux des Secrétariats généraux des colonies;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret susvisé du 12 novembre 1916, portant dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret du 24 novembre 1912, relatif à la réorganisation du personnel des bureaux des Secrétariats généraux des colonies.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié, avec le texte promulgué, au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 24 janvier 1917.

Le Procureur général, chargé de l'expédition des affaires courantes,

GEORGES LÉVY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, 12 novembre 1916.

Monsieur le Président,

Les nécessités du service exigent qu'un certain nombre de vacances d'emplois de sous-chef de 2e classe existant actuellement dans le cadre général des Secrétariats généraux soient comblées dans le plus bref délai possible. Or, d'une part, l'article 4 du décret du 24 novembre 1912, organique dudit personnel, prévoit que lesdits emplois sont réservés aux agents des cadres locaux des Secrétariats généraux ayant subi, avec succès, les épreuves d'un concours spécial. D'un autre côté, les circonstances actuelles interdisent l'ouverture d'épreuves de l'espèce auxquelles ne pourraient d'ailleurs prendre part les agents mobilisés.

Dans ces conditions, il m'a semblé que le seul moyen de remédier à cette situation était de permettre, exceptionnellement, la nomination aux postes à pourvoir des agents qui, tout en n'ayant pas été inscrits sur la liste de classement du dernier concours, en raison du nombre limité des places à cette époque, ont néanmoins satisfait aux conditions réglementaires pour pouvoir être inscrits sur cette liste et donné ainsi une preuve de leur capacité.

Tel est l'objet du projet de décret délibéré en Conseil d'Etat que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction et que je vous serais reconnaissant de revêtir de votre signature.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies ;

Vu le décret du 24 novembre 1912, portant réorganisation du personnel des bureaux des Secrétariats généraux des colonies, modifié par celui du 29 avril 1916 ;

Vu l'arrêté du Ministre des colonies en date du 28 avril 1913;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Par dérogation à l'article 4 du décret du 24 novembre 1912, il pourra être procédé à la nomination à l'emploi de sous-chef de bureau de 2e classe des Secrétariats généraux des colonies des agents des cadres locaux qui, tout en n'ayant pas été inscrits sur la liste de classement du concours des 4 et 5 mars 1914, ont néanmoins satisfait aux conditions exigées par l'arrêté du Ministre des colonies, en date du 28 avril 1913, pour pouvoir être inscrits sur cette liste.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 novembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

N° 17. — *DÉCISION.* — M. Lauret, *Secrétaire général de 1re classe des colonies, prend les fonctions de Gouverneur intérimaire de la colonie.*

(26 janvier 1917.)

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de 1re classe des colonies,

Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 17 novembre 1916, appelant M. Lauret, Secrétaire général du Gouvernement de la Guadeloupe, à remplacer M. Didelot, Secrétaire général du Gouvernement de la Guyane, pendant la durée de son absence de la colonie;

Vu la dépêche ministérielle, n° 18 B, du 4 décembre 1916, appelant M. Lauret à assurer, dès son arrivée, l'intérim du Gouvernement de la Guyane;

Vu le débarquement de M. Lauret à Cayenne effectué ce même jour,

DÉCIDE :

Qu'il prend le Gouvernement de la colonie à compter du 26 janvier 1917.

La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, publiée et insérée aux *Journal* et *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 26 janvier 1917.

A. LAURET.

N° 18.— *ARRETÉ*.— M. Debuc (Emmanuel), *chef de bureau de 1re classe des Secrétariats généraux des colonies exercera, pendant la durée de l'absence du titulaire, les fonctions intérimaires de Secrétaire général du Gouvernement de la Guyane française.*

(26 janvier 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 25 août 1899, fixant les conditions du remplacement intérimaire des Secrétaires généraux;

Vu l'art. 9, § 2 du décret du 2 mars 1910, sur la solde et les accessoires du personnel colonial;

Vu la décision de ce jour, relative à la prise de service du Gouverneur p. i.,

ARRÊTE :

Article 1er.— M. Debuc (Emmanuel), chef de bureau de 1re classe des Secrétariats généraux des colonies, exercera, pendant la durée de l'absence du titulaire, les fonctions intérimaires de Secrétaire général du Gouvernement de la Guyane française.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré aux *Journal* et *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 26 janvier 1917.

A. LAURET.

N° 19. — *ARRÊTÉ portant délégation d'attributions au Secrétaire général du Gouvernement.*

(26 janvier 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 3 du décret du 21 mai 1898, supprimant les fonctions de Directeur de l'Intérieur et portant création des Secrétariats généraux;

Vu le décret du 25 août 1899, fixant les conditions de remplacement intérimaire des Secrétaires généraux des colonies;

Vu l'article 2 du décret du 2 juillet 1913, relatif aux Secrétariats généraux des colonies;

Vu l'arrêté local de ce jour nommant M. Debuc (Emmanuel), Chef de bureau de 1re classe des Secrétariats généraux, Secrétaire général p. i. du Gouvernement,

Arrête :

Article 1er. — Le Secrétaire général du Gouvernement exercera les attributions fixées par l'article 3 du décret du 21 mai 1898, et il assurera en outre, sous l'autorité du Gouverneur, l'instruction des affaires et l'exécution des décisions prises par le Chef de la colonie.

Art. 2. — Par délégation permanente du Gouverneur le Secrétaire général est autorisé à signer :

1° — Les matrices des contributions directes, les contraintes à décerner contre les débiteurs de la colonie, autorisations de vente de biens mobiliers saisis à la requête des Percepteurs pour avoir paiement de contributions directes;

2° — Les propositions concernant toutes demandes de dégrèvement en matière de contributions directes;

3° — Les récépissés des délibérations des conseils municipaux à délivrer aux maires, en exécution de l'article 40

du décret du 15 octobre 1879, et les arrêtés municipaux, en vertu de l'article 34 du même décret ;

4° — La mention du visa sur les états de recouvrements dressés par les maires ;

5° — Les décisions portant avances aux communes sur le produit des droits de l'octroi de mer ;

6° — Les ordres de placement dans les établissements hospitaliers de la colonie ;

7° — Les autorisations en matière de grande voirie ;

8° — Les autorisations d'ouverture des établissements dangereux, incommodes et insalubres classés dans la seconde et la troisième catégorie déterminés par l'annexe du décret du 25 septembre 1882 ;

9° — Les permis de pêche et de chasse et certificats pour conduite d'automobiles ;

10° — Les réquisitions de passage accordées par le Gouverneur et imputables sur les fonds du budget de l'État (dépenses civiles), du budget local et des budgets des autres colonies ;

11° — Les notifications de décisions, communications administratives et autres correspondances courantes, destinées à l'intérieur de la colonie, réserves faite des affaires traitées directement par le Gouverneur.

Art. 3. — Les services de l'Enregistrement et des Domaines, des Contributions diverses, de l'Imprimerie, la Bibliothèque et le Musée, l'Hospice-civil, la Prison de Cayenne et la Délégation du Service local à Saint-Laurent sont placés sous la surveillance immédiate du Secrétaire général du Gouvernement qui reçoit, à cet effet, délégation spéciale. En conséquence, toute la correspondance préparée par lesdits services devra être adressée au Secrétaire général.

Toutefois, le service de l'Imprimerie relèvera directement du cabinet du Gouverneur pour la publication du *Journal* et du *Bulletin officiels* ainsi que de l'annuaire.

Art. 4. — Les différents services, service Judiciaire compris, adresseront au Gouverneur par l'intermédiaire du Secrétaire général, qui donnera son avis, toutes leurs propositions se rapportant aux engagements de dépenses ou aux ouvertures de crédit.

Aucune dépense de matériel ne sera ordonnancée par le Gouverneur, ordonnateur du budget local, sans une autorisation préalable d'engagement.

Aucune dépense de personnel sur certificat ne sera ordonnancée sans décision de principe prise au préalable par le Chef de la colonie.

Art. 5. — Le Secrétaire général du Gouvernement, le Procureur général, chef du service Judiciaire et les Chefs des différents services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, notifié et publié partout où besoin sera.

Cayenne, le 26 janvier 1917.

A. LAURET.

N° 20. — *ARRÊTÉ nommant* M. Dubourg (Paul), *sous-chef de bureau des Secrétariats généraux, Chef de Cabinet du Gouverneur et Secrétaire-archiviste du Conseil privé.*

(26 janvier 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'autorisation donnée par le Ministre des colonies suivant câblogramme du 25 novembre 1916;

Vu la décision de ce jour, relative à la prise de service du Gouverneur intérimaire,

ARRÊTE :

Article 1er. — M. Dubourg (Paul), sous-chef de bureau des Secrétariats généraux des colonies, est nommé, à compter de ce jour, Chef de Cabinet du Gouverneur et Secrétaire-archiviste du Conseil privé.

Il aura droit en cette qualité à sa solde de grade et à l'indemnité globale de 3,400 francs par an prévue pour ces fonctions.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 26 janvier 1917.

A. LAURET.

N° 21. — *ARRETÉ chargeant* M. Dubourg (Paul), *Chef de Cabinet du Gouverneur de la légalisation des signatures apposées sur les actes à transmettre hors de la colonie et sur ceux venant de l'intérieur.*

(26 janvier 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté en date de ce jour nommant M. Dubourg, sous-chef de bureau des Secrétariats généraux des colonies, Chef de Cabinet du Gouverneur de la Guyane,

Arrête:

Article 1er. — M. Dubourg (Paul), Chef de Cabinet du Gouverneur, est chargé de la légalisation des signatures apposées sur les actes à transmettre hors de la colonie et sur ceux venant de l'intérieur.

Il fera précéder sa signature de la mention suivante :

« Le Gouverneur de la Guyane française,

« Par délégation :

« *Le Chef de Cabinet* »,

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 26 janvier 1917.

A. LAURET.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 22. — Par décision du Gouverneur, en date du 5 janvier 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, M. Karaky (Paul), instituteur-adjoint à l'Ecole des garçons de Cayenne, a été appelé à continuer ses services à l'Ecole mixte de Corossony, en remplacement de M. Bourquin (Frédéric), mobilisé.

N° 23. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 8 janvier 1917, pris sur la proposition du Procureur général, Chef du service judiciaire, MM. Lefebvre-d'Argencé, juge-président du Tribunal de Cayenne, et Clarac (Edmond), conseiller-auditeur

p. i. à la Cour d'appel, ont été désignés comme membres titulaires du Conseil du Contentieux administratif, pendant l'année 1917.

Par le même arrêté MM. Léopold-Léger (René), procureur de la République p. i. à Cayenne, et Socrate (Donatien), conseiller p. i. à la Cour d'appel, ont été désignés pour suppléer, au besoin, les deux magistrats ci-dessus nommés.

N° 24. — Par décision du Gouverneur, du 9 janvier 1917, la solde de Mme Vatel (Louise), dactylographe attachée au cabinet du Gouverneur, a été portée de 1,800 à 2,000 francs l'an.

N° 25. — Par décision du Gouverneur, du 9 janvier 1917, la solde de Mlle Gilbert-Pierre (Thérèse), dactylographe au Secrétariat général, a été portée de 1,800 à 2,000 francs l'an.

N° 26. — Par décision du Gouverneur, du 9 janvier 1917, la solde de M. Franconie (Alexandre), professeur de dessin, a été portée de 2,400 à 3,000 francs l'an.

N° 27. — Par décision du Gouverneur, du 9 janvier 1917, le Greffier en chef de la Cour d'appel a été chargé de la bibliothèque de la Cour. Il recevra, à ce titre, une indemnité de 300 francs l'an, payable par douzième.

N° 28. — Par décision du Gouverneur, du 11 janvier 1917, l'allocation de 2,400 francs l'an, inscrite au budget local, sera payée par douzième à la maîtresse de piano de l'école des filles, sans tenir compte du nombre d'élèves fréquentant le cours.

N° 29. — Par décision du Gouverneur, du 11 janvier 1917, les frais de bureau alloués au Chef du service des Contributions diverses sont fixés à 300 francs l'an, à compter du 1er janvier 1917, payables par mensualités échues.

Sont rapportées toutes dispositions contraires.

N° 30. — Par décision du Gouverneur du 11 janvier 1917, pour compter du 1er janvier, l'indemnité de responsabilité

allouée au garde-magasin du service des Douanes a été portée de 300 à 500 francs l'an.

N° 31. — Par décision du Gouverneur du 11 janvier 1917, pour compter du 1er janvier, l'indemnité de responsabilité du Chef de l'Imprimerie du Gouvernement a été portée de 600 à 1,000 francs l'an.

N° 32. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 11 janvier 1917, M. Virgile (Maurice) a été agréé en qualité de garde particulier du placer *Souvenir*, situé dans la Haute-Mana et appartenant à M. M. Tourville.

N° 33. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 13 janvier 1917, MM. Charles Quintrie-Lamothe et Tullins, conseillers généraux, ont été nommés membres du comité chargé d'administrer la caisse des écoles, pendant l'année 1917.

N° 34. — Par arrêté du Gouverneur, en date du même jour, MM. Gober et Saccharin, conseillers généraux, sont nommés membres de la Commission chargée des concessions des bourses scolaires, pour l'année 1917.

N° 35. — Par arrêté du Gouverneur, en date du même jour, MM. Charles Quintrie-Lamothe et Philbert, conseillers généraux, sont désignés pour faire partie de la Commission chargée de procéder à la révision de la mercuriale, pour l'année 1917.

N° 36. — Par arrêté du Gouverneur, en date du même jour, MM. Saccharin et Cupidon, conseillers généraux, sont nommés membres de la Commission chargée de procéder en 1917 au recensement des imposables, et M. Philbert, conseiller général, membre de celle chargée de la formation des matrices.

N° 37. — Par arrêté du Gouverneur, en date du même jour, M. Talenville, conseiller général, est nommé président de la Commission de visite des primes à la culture, pour l'année 1917, pour les communes de Cayenne, Rémire, Matoury.

N° 38. — Par arrêté du Gouverneur, en date du même jour, M. Noémi (Lucien), conseiller général, est nommé membre de la Commission chargée, en 1917, de prendre toutes mesures utiles à l'égard des personnes atteintes de lèpre.

N° 39. — Par arrêté du Gouverneur, en date du même jour M. Théolade, conseiller général, est nommé membre de la Commission d'initiative et de surveillance du Jardin d'essais, pour l'année 1917.

N° 40. — Par arrêté du Gouverneur, en date du même jour, MM. Bonose Vernet et Théolade, conseillers généraux, sont nommés membres de la Commission chargée de dresser la liste des assesseurs, pour l'année 1917.

N° 41. — Par arrêté du Gouverneur, en date du même jour, M. Saccharin, conseiller général, est nommé membre de la Commission de surveillance des prisons, pour l'année 1917.

N° 42. — Par arrêté du Gouverneur, en date du même jour, les trente personnes dont les noms suivent, domiciliés dans la colonie, sont désignées pour faire partie, pendant l'année 1917, du jury spécial chargé de régler les indemnités dues par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique.

MM. Théolade (Romuald),
Talenville (Eugène),
Tullins (Félix),
Saint-Méran (Eugène),
Némouté (Amélius),
Jaffart (Ferdinand),
d'Espaux (Eugène),
Noémi (Lucien),
Bourgarel (Georges),
Ronjon (François),
Mathurin (Emmanuel),
Tellet (Paul),
Oder (Octave),
Alphée (Edmar),
Pagésy,

MM. Aron (Alexandre),
Veuvellien,
Rozé (Hubert),
Lysis (Nelson),
Eglantin (Jules),
Wille (Louis),
Paillé (Uldaric),
Caristan (Louis),
Séraphin (Casimir),
Maxime (Frédéric),
Montperrat (Albert),
Raban (Arsène),
Falun (Saint-Just),
Lama (Edmée),
Mirza (Victor),

N° 43. — Par arrêté du Gouverneur, en date du même jour, MM. Charles Quintrie-Lamothe et Théolade, conseillers géné-

raux, sont nommés membres du Conseil de l'Enseignement primaire, pour l'année 1917.

N° 44. — Par arrêté du Gouverneur, en date du même jour, MM. Charles Quintrie-Lamothe et Bourgarel (Georges), conseillers généraux, sont nommés membres de la Commission de surveillance administrative de l'Hospice civil, pour l'année 1917.

N° 45. — Par arrêté du Gouverneur, en date du même jour, M. Charles Quintrie-Lamothe, conseiller général, a été nommé membre du Conseil colonial d'hygiène, pour l'année 1917.

N° 46. — Par décision du Gouverneur, en date du 22 janvier 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, les instituteurs et institutrices dont les noms suivent sont nommés, à l'ancienneté :

à la 2e classe:

MM. Jacaria (Hilaire); Malacarnet (Edmar).

à la 3e classe:

Mmes Horth (Joséphine); M. Karaky (Paul).
Fortuné (Alice);

N° 47. — Par décision du Gouverneur, en date du 22 janvier 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, les instituteurs dont les noms suivent ont été titularisés à la 5e classe:

MM. Chambaud (Samuel); M. Verderosa (Constant).
Remoux (Edouard);

N° 48. — Par décision du Gouverneur, en date du 24 janvier 1917, M. Giroux (Alfred) a été nommé, à titre essentiellement provisoire, garde rural de 3e classe de la commnue de l'Oyapoc et a été appélé à servir à la section du Ouanary, en remplacement de M. Bordes (Armand), mobilisé.

N° 49. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 26 janvier 1917, pris sur la proposition du Procureur général, Chef du

service judiciaire, M. Levana, nommé conseiller à la Cour d'appel de la Guyane par décret du 23 septembre 1916, a été appelé à prendre les fonctions dont il est titulaire.

N° 50. — Par décision du Gouverneur en date du 26 janvier 1917, M. Bazile-Octuvon (Jules), commis principal du Secrétariat général, précédemment chargé de remplir à titre provisoire les fonctions de chef de Cabinet du Gouverneur, est réintégré au Secrétariat général.

N° 51. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 janvier 1917, prise sur la proposition du Secrétaire général, M. Bazile-Octuvon (Jules), commis principal du Secrétariat général, est réintégré dans les fonctions de Chef de cabinet du Secrétaire général, et dans celles de Secrétaire de la Chambre d'agriculture.

N° 52. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 janvier 1917, M. Agésilas, garde rural de 1re classe à l'Approuague, a été appelé à continuer ses services à Sinnamary.

Par la même décision, M. Py (Gaston), garde rural de 3e classe à Sinnamary, a été désigné pour remplacer M. Agésilas à l'Approuague.

N° 53. — Par décision du Procureur général, Chef du service judiciaire en date du 6 janvier 1917, M. François Ronjon, notaire à Cayenne, a été nommé syndic des notaires pour l'année 1917.

CERTIFIÉ CONFORME :

Le Secrétaire-archiviste,

Signé : PAUL DUBOURG.

CAYENNE. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 2.

FÉVRIER 1917.

SOMMAIRE.

Pages.

N° 54. — Circulaire ministérielle du 12 novembre 1916. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.. 50

N° 55. — Arrêté du 1er février 1917 portant promulgation de l'article 22 de la loi de finances du 30 décembre 1916, modifiant les taxes postales des correspondances du régime franco-colonial et intercolonial..... 50

Modification de l'article 22 de la loi de finances du 30 décembre 1916..... 51

N° 56. — Arrêté du 1er février 1917. — Promulgation de la loi du 25 décembre 1916, ratifiant le décret du 14 mai 1914, concernant l'accaparement des denrées..... 53

Loi du 25 décembre 1916, ratifiant le décret du 14 août 1914, qui a autorisé les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies à prendre des mesures nécessaires en vue de prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation, et à fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues..... 54

N° 57. — Arrêté du 1er février 1917 promulguant le décret du 16 décembre 1916, modifiant la composition des tribunaux maritimes spéciaux. — Rapport..... 55

Décret du 16 décembre 1916 modifiant la composition des tribunaux maritimes spéciaux..... 56

Pages.

N° 58. — Arrêté du 2 février 1917 fixant les chiffres des dépenses obligatoires des communes destinés à servir de base à la répartition, pendant l'année 1917, des produits de l'octroi de mer..... 58

N° 59. — Arrêté du 6 février 1917 promulguant la loi du 18 novembre 1916, tendant à exempter des droits de timbre et à enregistrer, gratis, les procurations des mutilés de la guerre..... 60

Loi du 18 novembre 1916 tendant à exempter des droits de timbre et à enregistrer, gratis, les procurations des mutilés de la guerre que la nature de leurs blessures empêche de signer..... 60

N° 60. — Arrêté du 6 février 1917 portant promulgation du décret autorisant la mise en circulation dans la colonie de bons de caisse en papier de un franc et de deux francs. — Rapport..... 62

Décret du 16 décembre 1916 autorisant la mise en circulation dans la colonie de bons de caisse en papier de un franc et de deux francs..... 63

N° 61. — Arrêté du 6 février 1917 promulguant les décrets du 13 août 1915 et du 3 octobre 1916..... 64

Décret du 13 août 1915 portant application aux colonies françaises des dispositions de la loi du 22 juin 1915 et du décret du 25 juin 1915, accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations militaires et familles nombreuses..... 65

Loi du 22 juin 1915 accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914..... 66

Décret du 25 juin 1915..... 67

Décret du 3 octobre 1916 portant application aux colonies françaises des dispositions des lois des 7 et 27 avril 1916 et décret du 7 mai 1916, relatives à l'extension de la gratuité des paquets postaux militaires..... 70

Loi du 27 avril 1916 relative à l'extension de la gratuité des paquets postaux militaires..... 71

Décret du 7 mai 1916 relatif à l'extension de la gratuité des paquets postaux militaires et déterminant les conditions d'admission de ces envois..... 71

N° 62. — Arrêté du 6 février 1917 portant modification à l'arrêté n° 857 (ter) du 11 novembre 1916, fixant les taxes applicables aux permis d'exploration et d'exploitation forestière..... 74

N° 63. — Arrêté du 6 février 1917 modifiant l'article 6 de l'arrêté du 4 juin 1913, organisant le cadre local des commis principaux et commis des Douanes..... 75

Pages

N° 64. — Arrêté du 6 février 1917 fixant le prix de la journée de traitement à l'Hospice civil.. 76

N° 65. — Arrêté du 6 février 1917 chargeant le chef du bureau des Douanes de la vente de l'or perçu à l'impôt..... 77

N° 66 — Arrêté du 15 février 1917 promulguant le décret du 22 décembre 1916, rendant applicable à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane, à Saint-Pierre et Miquelon et à la Nouvelle-Calédonie la loi du 12 juillet 1916. — Rapport 78

Décret du 22 décembre 1916 rendant applicable à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane, à Saint-Pierre et Miquelon et à la Nouvelle-Calédonie la loi du 12 juillet 1916..... 79

Loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne..... 80

N° 67. — Décision du 16 février 1917 autorisant, par délégation spéciale, le Chef de Cabinet à signer les passeports délivrés dans la colonie aux Français, à viser les passeports des étrangers ainsi que les passeports et les pièces d'identité des Français..... 82

N° 68. — Arrêté du 23 février 1917 promulguant l'arrêté interministériel du 12 février 1917, modifiant le droit des mandats-poste métropolitains ; les conditions d'envoi des valeurs à recouvrer et des objets contre remboursement..... 83

Arrêté interministériel du 12 février 1917 relatif aux surtaxes à percevoir sur les mandats-poste, les valeurs à recouvrer et les objets contre remboursement..... 83

N° 69. — Arrêté du 23 février 1917 promulguant l'article 29 de la loi de finances du 30 juillet 1913, et l'arrêté ministériel du 8 août 1913, relatifs aux conditions dans lesquelles peut être obtenu le visa pour date des mandats-poste métropolitains périmés. — Modifications.. 84

Arrêté ministériel du 8 août 1913 fixant les conditions et la date d'appplication des dispositions de l'article 29 de la loi de finances du 30 juillet 1913..... 86

N° 70. — Arrêté du 24 février 1917 suspendant les droits de douane sur la morue..... 86

N°s 71 à 82. — Nominations, mutations, congés, etc..... 87

N° 54. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing. — 1re Section.)

Paris, le 12 novembre 1916.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

M. le Procureur général près la Cour des Comptes, président du Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre, m'a adressé le relevé des opérations effectuées par le Comité, pour la période comprise entre le 7 octobre dernier et le 10 novembre courant.

Comme suite à ma circulaire, n° 1396, du 24 octobre, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus copie de ces documents (1).

Pour le Ministre et par ordre:
Le Chef du service du Secrétariat et du Contreseing.
E. COLIN.

N° 55. — *ARRÊTÉ portant promulgation de l'article 22 de la loi de finances du 30 décembre 1916, modifiant les taxes postales des correspondances du régime franco-colonial et intercolonial.*

(1er février 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;
Vu le télégramme du Ministre des colonies du 31 décembre 1916, n° 403, et 5 janvier 1917, n° 4.

ARRÊTE :

---

(1) Ces documents ont été publiés au *Journal officiel* de la Guyane du 10 février 1917, page 47.

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, l'article 22 de la loi de finances du 30 décembre 1916, modifiant les taxes postales des correspondances du régime franco-colonial et intercolonial.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Postes sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui, avec le texte promulgué, sera publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 1er février 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., DEBUC.

Le Chef du service des Postes, DEFURNE.

. . . . . .

. . . . . .

Art. 22. — Dans le régime intérieur, ainsi que dans les relations franco-coloniales et intercoloniales, les taxes postales sont modifiées ainsi qu'il suit :

1° Lettres et papiers de commerce et d'affaires:

Jusqu'à 20 grammes : 15 centimes;

Au-dessus de 20 grammes jusqu'à 50 grammes : 25 centimes.

Au-dessus de 50 grammes jusqu'à 100 grammes : 30 centimes; et ainsi de suite en ajoutant 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes excédant.

Par exception et jusqu'au poids de 20 grammes, la taxe des factures, relevés des comptes ou de factures, et notes d'honoraires non acquittés, expédiés sous bande, sous enveloppe ouverte ou sur carte à découvert, est fixé à 5 centimes.

Les paquets de plus de 500 grammes provenant ou à destination des militaires restent soumis au tarif fixé par l'article 44 de la loi de finances du 8 avril 1910.

2° Cartes postales :

Cartes postales simples : 15 centimes;

Cartes postales avec réponse payée : 30 centimes;

Cartes, illustrées ou non, comportant au plus cinq mots de correspondance : 10 centimes.

3° Droit proportionnel d'assurance des lettres et boîtes de valeurs déclarées :

20 centimes jusqu'à 500 francs de valeur déclarée, avec augmentation de 10 centimes par 500 fr. ou fraction de 500 francs excédant.

4° Droit fixe de recommandation des objets de correspondance admis au tarif réduit : 15 centimes.

Ce droit est maintenu à 10 centimes pour les paquets provenant ou à destination des militaires.

5° Imprimés autres que les journaux et écrits périodiques :

Pour chaque paquet portant une adresse particulière :

Jusqu'à 50 grammes : 5 centimes ;

Au delà de 50 grammes jusqu'à 100 grammes : 10 centimes,

Au delà de 100 grammes jusqu'à 200 grammes : 15 centimes ;

Avec augmentation de 5 centimes par 100 grammes ou fractions de 100 grammes excédant.

Ces imprimés, quand ils sont expédiés sous bande mobile, sont admis au tarif de 3 centimes jusqu'à 30 grammes.

Les cartes de visites sur lesquelles figurent une mention manuscrite composée de un mot à cinq mots quelconques supportent une surtaxe de 5 centimes.

6° Echantillons de marchandises :

Pour chaque paquet portant une adresse particulière : 10 centimes jusqu'à 50 grammes, avec augmentation de 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes excédant.

Pour les envois provenant ou à destination des militaires, le tarif reste fixé à 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes excédant.

7° Avis de réception des envois recommandés ou de valeurs déclarées : 15 centimes.

Sont maintenues toutes les dispositions des lois postales en vigueur qui ne sont pas contraires à celles ci-dessus.

Sont notamment maintenues :

1° La taxe exceptionnelle de 1 centime concédée à certains imprimés spéciaux en vertu des lois antérieures ;

2° Les taxes applicables aux impressions spéciales à l'usage des aveugles ;

3° Les tarifs spéciaux concédés à la correspondance concernant l'exécution des lois relatives aux retraites ouvrières et paysannes, aux retraites des ouvriers mineurs, à l'impôt sur le revenu et à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

.....

.....

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat

Fait à Paris, le 30 décembre 1916

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,

A. RIBOT.

N° 56. — *ARRETE. — Promulgation de la loi du 25 décembre 1916, ratifiant le décret du 14 août 1914, concernant l'accaparement des denrées.*

(1er février 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la loi du 25 décembre 1916, ratifiant le décret du 14 août 1914, qui a autorisé les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies à prendre les mesures nécessaires en vue de prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation, et à fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues;

Vu l'arrêté local du 20 août 1914, promulguant à la Guyane française le décret précité du 14 août 1914;

Vu les instructions ministérielles contenues dans le câblogramme, en date du 15 janvier 1917, n° 20;

Sur la proposition du Secrétaire général;

ARRÊTE :

Article 1er.— Est promulguée à la Guyane française, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi susvisée du 25 décembre 1916, ratifiant le décret du 14 août 1914, qui a autorisé les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies à prendre les mesures nécessaires en vue de prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation, et à fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué, avec le

texte promulgué, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 1er février 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
E. DEBUC.

LOI ratifiant le décret du 14 août 1914, qui a autorisé les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies à prendre des mesures nécessaires en vue de prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation, et à fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Est ratifié et converti en loi, le décret du 14 août 1914, qui a autorisé les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies à prendre les mesures nécessaires en vue de prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation, et à fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues.

Art. 2. — Les effets de la présente loi prendront fin trois mois après la cessation des hostilités.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 25 décembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :
Le Ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

N° 37. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 16 décembre 1916, modifiant la composition des tribunaux maritimes spéciaux.*

(1er février 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les instructions contenues dans la dépêche ministérielle (Colonies) du 21 décembre 1916, n° 700;

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 16 décembre 1916, modifiant la composition des tribunaux maritimes spéciaux.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 1er février 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

P. le Directeur de l'Administration pénitentiaire :

Le Sous-chef de bureau,

HONORÉ.

(Ministère de la Marine.)

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 16 décembre 1916.

Monsieur le Président,

En présence des difficultés croissantes qu'ils éprouvent, surtout en temps de guerre, à constituer, dans les conditions prévues par le règlement d'administration publique du 4 octobre 1889, le tribunal maritime spécial chargé de juger les condamnés aux travaux forcés qui se rendent coupables de crimes ou de délits, les Gouverneurs de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie ont demandé que cette juridiction fut réduite de cinq à trois membres.

D'accord avec le Garde des sceaux et le Ministre des colonies, j'ai fait préparer un projet de décret qui donne satisfaction à cette demande et qui a été délibéré et adopté par le Conseil d'Etat.

Je vous prie de vouloir bien revêtir ce projet de votre haute sanction.

Agréez, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre de la Marine,
LACAZE.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre de la Marine, du Garde des sceaux Ministre de la Justice, et du Ministre des Colonies;

Vu les articles 10 et 14 de la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 4 octobre 1889, modifié par celui du 24 avril 1897, sur l'organisation des tribunaux maritimes spéciaux dans les colonies affectées à la transportation;

Vu la loi du 7 juillet 1900, portant organisation des troupes coloniales;

Vu le décret du 19 mars 1914, transférant du Ministre de la Marine au Ministre des colonies l'initiative des mesures de clémence concernant les individus condamnés par les tribunaux maritimes spéciaux;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE:

Article 1er. — Par dérogation aux dispositions de l'article 3 du décret du 4 octobre 1889, modifié par celui du 24 avril 1897, pendant la durée des hostilités, le tribunal maritime spécial est composé de trois juges, savoir:

Un officier de marine du grade de lieutenant de vaisseau ou un officier de grade de capitaine appartenant aux troupes coloniales ou à celles de l'armée métropolitaine ou, à défaut, un sous-lieutenant des troupes coloniales, président.

Un magistrat de première Instance.

Un fonctionnaire de l'Administration pénitentiaire ayant, au moins, le rang de Sous-Chef de bureau.

Un fonctionnaire de l'Administration pénitentiaire ayant, au plus, le rang de Sous-Chef de bureau, remplit les fonctions de commissaire-rapporteur.

Un Commis de l'Administration pénitentiaire ou un surveillant militaire occupe l'emploi de greffier.

La présente disposition cessera d'avoir application à l'expiration d'un délai qui sera fixé par décret, lequel interviendra dans les trois mois qui suivront la cessation des hostilités.

Art. 2. — L'article 6 du décret susvisé du 4 octobre 1889 est complété par l'addition suivante:

Le Ministre des colonies reçoit, au lieu et place du Ministre de la Marine, l'information prévue par l'article 180 du code de justice militaire pour l'armée de mer, ainsi que les pièces de procédure visées à l'article 180, paragraphe 3 du même code.

Art. 3. — Le Ministre de la Marine, le Ministre de la Justice et le Ministre des Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* des colonies, de la Marine.

Fait à Paris, le 16 décembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République:

Le Ministre de la Marine,
LACAZE.

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,
RENÉ VIVIANI.

Le Ministre des Colonies,
GASTON DOUMERGUE.

N° 58. — *ARRÊTÉ fixant les chiffres des dépenses obligatoires des communes destinés à servir de base à la répartition, pendant l'année 1917, des produits de l'octroi de mer.*

(2 février 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 11 mars 1897, fixant le mode de perception et de répartition des droits d'octroi de mer à la Guyane française ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Les chiffres des dépenses obligatoires destinés à servir de base à la répartition entre les communes de la colonie, pendant l'année 1917, des produits de l'octroi de mer, sont fixés conformément au tableau ci-annexé.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 2 février 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

RELEVÉ des dépenses obligatoires des communes de la colonie d'après la moyenne des dépenses effectuées pendant les exercices 1913, 1914 et 1915, pour servir de base à la répartition, pendant l'année 1917, des produits de l'octroi de mer.

DÉSIGNATION des communes.	MONTANT des dépenses annuelles.	MONTANT des dépenses mensuelles.	OBSERVATIONS
Cayenne.....	169,851f 78	14,154f 31	
Rémire.....	6,963 03	580 25	
Matoury.....	2,759 61	229 96	
Roura.....	4,287 84	357 32	
Tonnégrande....	3,166 87	263 90	
Montsinéry....	4,564 16	380 34	
Kaw.....	1,792 35	149 36	
Approuague....	8,088 97	674 08	
Oyapoc.....	7,855 44	654 62	
Macouria.....	10,206 38	850 53	
Kourou.....	4,104 25	342 02	
Sinnamary.....	20,459 06	1,704 92	
Iracoubo.....	7,339 56	611 66	
Mana.....	22,957 43	1,913 12	
Totaux.....	274,396 72	22,866 39	

ARRÊTÉ le présent état à la somme de *deux cent soixante-quatorze mille trois cent quatre-vingt-seize francs soixante-douze centimes.*

Cayenne, le 2 février 1917.

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour :

Le Gouverneur p. i.,

A. LAURET.

N° 59. — *ARRETE promulguant la loi du 18 novembre 1916, tendant à exempter des droits de timbre et à enregistrer, gratis, les procurations des mutilés de la guerre.*

(6 février 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la loi du 18 novembre 1916, tendant à exempter des droits de timbre et à enregistrer, gratis, les procurations des mutilés de la guerre que la nature de leurs blessures empêche de signer;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Procureur général, Chef du service judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulguée à la Guyane, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi du 18 novembre 1916, tendant à exempter des droits de timbre et à enregistrer, gratis, les procurations des mutilés de la guerre que la nature de leurs blessures empêche de signer.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Procureur général, Chef du service judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 6 février 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

Le Procureur général, Chef du service judiciaire,
GEORGES LÉVY.

LOI tendant à exempter des droits de timbre et à enregistrer, gratis, les procurations des mutilés de la guerre que la nature de leurs blessures empêche de signer.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Sont exemptes des droits de timbre tant pour

les minutes et originaux que pour les expéditions ou copies et enregistrées, gratis, les procurations, révocations et décharges de procurations et toutes notifications de chacun de ces actes auxquelles sont obligés de recourir les mutilés de la guerre, civils ou militaires, que la nature de leurs blessures empêche de signer.

Art. 2. — Pour bénéficier de cette double immunité, il devra être justifié que l'impossibilité de signer est le résultat de la mutilation et que celle-ci est consécutive aux événements de guerre.

Cette justification sera fournie par la déclaration faite à l'officier ministériel instrumentant et inscrite dans l'acte et par la production au receveur de l'Enregistrement du certificat de réforme ou de pension et, le cas échéant, du certificat délivré sans frais par l'autorité militaire.

Art. 3. — Les honoraires et émoluments établis au tarif des officiers publics et ministériels sont réduits de moitié pour la rédaction de ces actes et la délivrance des expéditions.

Art. 4. — Les procurations collectives ou celles qui sont assujetties à d'autres droits que le droit fixe et leur révocation, décharge et notification ne jouiront pas de ces immunités.

Art. 5. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l Etat.

Fait à Paris, le 18 novembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République:

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ VIVIANI.

Le ministre des finances,
A. RIBOT.

Le ministre de l'intérieur,
MALVY.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

N° 60. — *ARRÊTÉ portant promulgation du décret autorisant la mise en circulation dans la colonie de bons de caisse en papier de 1 franc et de 2 francs.*

(6 février 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les instructions contenues dans la dépêche ministérielle du 29 décembre 1916, n° 100;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Trésorier-payeur,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 16 décembre 1916, autorisant la mise en circulation dans la colonie de bons de caisse en papier de un franc et de deux francs.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 6 février 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,
E. DEBUC.

Le Trésorier-payeur,
Par Procuration de M. Chailley :
J. DONDY.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 16 décembre 1916.

Monsieur le Président,

En vertu des décrets coloniaux dont le premier porte la date du 6 juillet 1834, des bons de caisse en papier ont été émis en Guyane française, mais ils n'y ont plus cours, depuis que les arrêtés locaux des 22 août et 7 décembre 1874 sont venus leur enlever toute valeur d'échange.

Les bons dont il s'agit sont des billets garantis par une contre-valeur égale à leur valeur nominale et qui circulent, à ce titre, comme une monnaie représentative.

En raison de la pénurie actuelle de monnaie divisionnaire dans notre possession sud-américaine, le Conseil d'administration de la Banque de la Guyane française a été amené, sur le désir exprimé par le Gouverneur, à solliciter l'autorisation d'émettre des nouveaux bons de caisse en papier de 2 francs et de 1 franc.

La Commission de surveillance des Banques coloniales consultée a émis un avis favorable à l'opération projetée.

En conséquence, nous avons préparé le décret ci-joint qu autorise l'émission dont il s'agit et que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des finances, A. RIBOT.

Le ministre des colonies, GASTON DOUMERGUE.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'extrait du procès-verbal du Conseil d'administration de la Banque de la Guyane, en date du 21 juillet 1916;

Vu l'avis de la Commission de surveillance des Banques coloniales, en date du 6 novembre 1916,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Est autorisée, jusqu'à concurrence d'une somme totale de 150,000 francs, la mise en circulation, à la Guyane française, de bons de caisse en papier de un franc (50,000 francs) et de deux francs (100,000 francs), qui seront en tout temps représentés par des obligations ou des bons de la défense nationale, ou des titres de rente sur l'Etat français, d'une valeur au moins égale, et mis spécialement en réserve à cet effet dans la caisse du Trésorier-payeur de la colonie.

Art. 2. — Ces bons de caisse auront cours forcé dans la colonie pour tous les paiements.

Art. 3. — La Banque privilégiée de la Guyane française est autorisée à comprendre les bons de caisse susmentionnés dans son encaisse métallique obligatoire, tel qu'il est déterminé par l'article 4 de la loi du 24 juin 1874.

Art. 4. — Les bons nouveaux devront être retirés de la circulation dans un délai de deux ans, lequel commencera à courir à partir de la cessation des hostilités.

Art. 5. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de la Guyane française et inséré au *Bulletin des lois* ainsi qu'au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 16 décembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies, GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des finances, A. RIBOT.

N° 61. — *ARRÊTÉ promulguant les décrets du 13 août 1915 et du 3 octobre 1916.*

(6 février 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 55 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la dépêche du Ministre des colonies du 27 octobre 1916, n° 1378 ;

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués à la Guyane française, pour y être exécutés en leur forme et teneur, les décrets du 13 août 1915 et du 3 octobre 1916 appliquant aux colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc : 1° les dispositions de la loi du 22 juin 1915 et du décret du 25 juin 1915 relatifs à la gratuité d'envois postaux aux mobilisés ; 2° celles insérées dans la loi du 27 avril 1916 et le décret du 7 mai 1916, relatifs à l'extension de la gratuité des paquets

postaux militaires et déterminant les conditions d'admission de ces envois.

Art. 2. — Le Chef du service des Postes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui, avec les textes promulgués, sera publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 6 février 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Chef du service des Postes,

DEFURNE.

DÉCRET du 13 août 1915 portant application aux colonies françaises des dispositions de la loi du 22 juin 1915 et du décret du 25 juin 1915 accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations militaires et familles nombreuses.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies, du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du Ministre de la guerre,

Vu la loi du 5 août 1914, accordant, pendant la durée de la guerre, des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux ;

Vu le décret du 15 septembre 1914, étendant aux colonies françaises le bénéfice des dispositions de la loi du 5 août 1914 ;

Vu la loi du 2 juin 1915, ratifiant les dispositions du décret susvisé ;

Vu la loi du 22 juin 1915, accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914 et aux familles des mobilisés comptant au moins quatre enfants vivants ;

Vu le décret du 25 juin 1915, déterminant les conditions d'application de la loi du 22 juin 1915 ;

Décrète :

Article 1er. — Les dispositions de la loi du 22 juin 1915 et du décret du 25 juin 1915, susvisés, sont déclarées applicables aux colonies françaises et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc.

Art. 2. — Les Ministres des colonies, du commerce, de l'Industrie, des postes et des télégraphes, et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 août 1915.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
G. DOUMERGUE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
GASTON THOMSON.

Le Ministre de la guerre,
A. MILLERAND.

LOI accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914.

Le Sénat et Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Les bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914 ont droit à l'envoi gratuit, par poste, une fois par mois, aux membres de leur famille présents sous les drapeaux, d'un colis recommandé dont le poids ne devra pas excéder un kilogramme.

Cette disposition sera également applicable aux familles des mobilisés comptant au moins quatre enfants vivants.

Art. 2. — Un décret déterminera les conditions d'application de la présente loi, qui devra être mise en vigueur dans le mois qui suivra sa promulgation.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 22 juin 1915.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,
A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
GASTON THOMSON.

(Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.)

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu la loi du 22 juin 1915, accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations militaires et aux familles nombreuses, et dont l'article 2 est ainsi conçu :

« Un décret déterminera les conditions d'application de la « présente loi qui devra être mise en vigueur dans le mois « qui suivra sa promulgation ».

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du Ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les personnes désignées dans l'article 1er de la loi du 22 juin 1915 doivent, pour user de la franchise qui leur est concédée, se procurer au bureau de poste où elles font habituellement leurs opérations une feuille d'expédition qui est valable pour les envois successifs de paquets postaux du même expéditeur au même destinataire.

Art. 2. — Cette feuille est remise :

1° Aux bénéficiaires des allocations militaires sur la production du certificat d'admission à l'allocation délivré par le préfet ou le sous-préfet ;

2° Aux familles des mobilisés comptant au moins quatre enfants vivants, sur la production du livret de famille ou, à défaut, d'un certificat du maire de la résidence attestant la coexistence d'au moins quatre enfants ;

3° Le Receveur des postes qui délivre une feuille d'expédition doit en remplir les indications et faire mention de la remise sur le certificat ou le livret présenté par l'intéressé.

Art. 4. — Il ne peut être délivré qu'une seule feuille d'expédition à une même famille.

S'il s'agit d'une famille jouissant d'une allocation militaire, la feuille indique respectivement comme expéditeur et destinataire des envois, le bénéficiaire de l'allocation et le militaire soutien de famille, tous deux désignés sur le certificat d'allocation.

S'il s'agit d'une famille comptant au moins quatre enfants vivants, la feuille indique comme expéditeur le membre de la

famille qui en requiert la remise, et, comme destinataire, celui des membre de la famille qui est désigné par le requérant.

Art. 5. — Chaque paquet à expédier doit être déposé au guichet d'un bureau de poste avec la feuille d'expédition et le document au vu duquel cette feuille a été délivrée.

Art. 6. — Les envois sont affranchis gratuitement au moyen de timbres-poste, par les Receveurs des postes, soit au tarif des lettres, soit à celui des échantillons, suivant leur poids et leur conditionnement. Ils sont enregistrés dans les mêmes conditions que les objets recommandés de même catégorie.

Le Receveur des postes inscrit sur la feuille d'expédition, dans la case et sur le coupon du mois en cours, le numéro d'enregistrement et le montant de l'affranchissement de chaque paquet. Le coupon est aussitôt détaché par le Receveur pour justifier dans ses comptes le dégrèvement et la valeur nette des timbres-poste employés.

Art. 7. — L'apposition du timbre à date du bureau de dépôt, dans la case mensuelle de la feuille d'expédition, tient lieu de récépissé.

Art. 8. — Les paquets expédiés gratuitement, en vertu de la loi du 22 juin 1915, sont acheminés et distribués dans les mêmes conditions que les objets recommandés de la catégorie à laquelle ils appartiennent et donnent lieu aux mêmes garanties de responsabilité.

Cependant, si le dépôt simultané de ces paquets produisait un encombrement dans le service postal militaire, le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et le Ministre de la guerre, par arrêté, pourraient fixer l'échelonnement des dépôts en vue de remédier à cet encombrement.

Art. 9. — Il n'est pas permis aux titulaires d'une feuille d'expédition de reporter leur envoi d'un mois à l'autre ; les coupons cessent d'être valables à l'expiration du mois pour lequel ils ont été établis.

Art. 10. — Le titulaire d'une feuille d'expédition égarée ou détruite peut en obtenir le remplacement au bureau qui l'a délivrée en produisant une déclaration de perte.

Le Receveur inscrit sur la feuille la mention «duplicata» délivré le en remplacement de la première feuille « déclarée perdue ou (détruite) ». Cette mention est reproduite sur la pièce qui a justifié la délivrance de la feuille. Toute feuille remplacée par un duplicata est définitivement prescrite.

Art. 11. — Dans le cas où le bénéficiaire d'une allocation se trouve exceptionnellement dans l'impossibilité de produire le certificat du préfet ou du sous-préfet, une feuille d'expédition peut lui être remise au vu d'une attestation du percepteur. Pour les envois postaux, cette attestation devra toujours être produite aux lieu et place du certificat d'allocation.

Art. 12. — Le droit au bénéfice de la loi, que les familles habitant les régions envahies ne peuvent momentanément exercer, est délégué, sur la demande de leur membre mobilisé, à une tierce personne désignée par ce dernier et agréée par l'administration.

La demande doit être adressée, par l'intermédiaire du chef de corps, au directeur des postes et télégraphes du département où réside la tierce personne désignée.

Cette demande indique :

1° Le nom, l'adresse et la situation de la famille restée dans la région envahie ;

2° Le nom et l'adresse de la personne qui doit bénéficier des dispositions de la loi en remplacement de cette famille.

Le directeur des postes et des télégraphes examine la demande et fait délivrer, s'il y a lieu, une feuille d'expédition en franchise à la personne désignée par le militaire. L'autorisation du directeur est annexée à la feuille d'expédition et doit être présentée à chaque envoi.

Art. 13. — Les dispositions qui précèdent sont applicables à partir du 5 juillet 1915.

Art. 14. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et le Ministre de la Guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 juin 1915.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes,
GASTON THOMSON.

Le Ministre de la guerre,
A. MILLERAND.

DÉCRET du 3 octobre 1916, portant application aux colonies françaises des dispositions des lois des 7 et 27 avril 1916 et décret du 7 mai 1916, relatives à l'extension de la gratuité des paquets postaux militaires.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies, du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du Ministre de la guerre,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 13 août 1915, appliquant aux colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, les dispositions de la loi du 22 juin 1915 et du décret du 25 juin 1915, relatifs à la gratuité d'envois postaux accordés aux bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914 et aux familles de mobilisés comptant au moins quatre enfants vivants ;

Vu la loi du 7 avril 1916, étendant le bénéfice de la loi du 22 juin 1915 aux familles belges réfugiées en France ;

Vu la loi du 27 avril 1916, relative à l'extension de la gratuité des paquets postaux militaires ;

Vu le décret du 7 mai 1916, déterminant les conditions d'application des lois des 7 et 27 avril 1916,

Décrète :

Article 1er. — Les dispositions des lois des 7 et 27 avril 1916 et du décret du 7 mai 1916 susvisés sont déclarées applicables aux colonies françaises et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc.

Art. 2. — Les Ministres des colonies, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 octobre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

Le Ministre de la guerre,
ROQUES.

LOI relative à l'extension de la gratuité des paquets postaux militaires.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Article unique. — L'article 1er de la loi du 22 juin 1915 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les familles bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914, ainsi que celles comptant au moins quatre enfants vivants, ont droit à l'envoi gratuit, par poste, une fois par mois, à chacun de leurs membres mobilisés (mari, père, fils, petit-fils ou frère), d'un paquet recommandé dont le poids ne devra pas excéder un kilogramme.

« Chaque mobilisé ne doit recevoir qu'un seul paquet gratuit par mois. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 avril 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République:

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

Le Ministre des finances,
A. RIBOT.

(Ministère du Commerce, de l'Industrie des Postes et des Télégraphes.)

Le Président de la République française,

Vu la loi du 22 juin 1915, accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914 et aux familles comptant au moins quatre enfants ;

Vu le décret du 25 juin 1915, fixant les conditions d'application de ladite loi ;

Vu la loi du 7 avril 1916, étendant le bénéfice de la loi du 22 juin 1915 aux familles belges réfugiées en France ;

Vu la loi du 27 avril 1916, relative à l'extension de la gratuité des paquets postaux militaires ;

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales.*

Article 1er. — Les personnes désignées dans les lois des 22 juin 1915, 7 avril et 27 avril 1916, qui désirent exercer leur droit à l'envoi gratuit par poste, une fois par mois, d'un paquet recommandé n'excédant pas 1 kilo, doivent se procurer, au bureau de poste où elles font habituellement leurs opérations, les feuilles d'expédition nécessaires pour les envois successifs de paquets postaux du même expéditeur au même destinataire.

Toutefois, les personnes déjà titulaires de feuilles d'expédition peuvent faire usage de ces feuilles jusqu'à épuisement des coupons.

Art. 2. — Les familles admises à bénéficier de la franchise peuvent obtenir autant de feuilles d'expédition qu'elles ont de membres mobilisés (mari, père, fils, petit-fils ou frère), mais sous la réserve que chaque mobilisé ne recevra gratuitement qu'un seul paquet postal par mois.

CHAPITRE II. — *Bénéficiaires d'allocation militaires.*

Art. 3. — La feuille d'expédition nécessaire pour les envois de paquets à un militaire soutien de famille est remise au bénéficiaire de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914, sur la production :

1° Du certificat d'admission à l'allocation délivré par le préfet ou le sous-préfet, ou bien, s'il s'agit d'une famille d'inscrit maritime, par le commissaire chef du service de la solde ou l'administrateur de l'inscription maritime ;

2° D'une déclaration du mobilisé attestant qu'aucun membre de sa famille n'est encore autorisé à lui adresser gratuitement un paquet postal par mois.

Art. 4. — Si l'allocataire désire expédier gratuitement des paquets postaux à d'autres membres mobilisés de sa famille, il doit produire :

1° Le certificat d'admission visé à l'article précédent ;

2° Son livret de famille ou, au besoin, un certificat du maire établissant le degré de parenté du requérant avec le mobilisé destinataire des envois (mari, père, fils, petit-fils ou frère) ;

3° La déclaration du mobilisé visée au paragraphe 2 de l'article précédent.

Art. 5. — Dans le cas où le bénéficiaire d'une allocation se trouve exceptionnellement dans l'impossibilité de produire le certificat du préfet ou du sous-préfet, une attestation du percepteur peut être produite aux lieu et place de ce certificat.

CHAPITRE III. — *Famille comptant au moins quatre enfants.*

Art. 6. — Le Receveur des postes auquel est présentée une demande de feuille d'expédition, au profit d'une famille comptant au moins quatre enfants, s'assure au moyen du livret de famille et au besoin d'une attestation du maire de la résidence :

1° Que le mobilisé, désigné comme destinataire des paquets, appartient à une famille de quatre enfants, à l'un des degrés énoncés dans la loi (mari, père, fils, petit-fils ou frère;

2° Que le requérant membre de la famille, à désigner, comme expéditeur sur la feuille, est parent du mobilisé à l'un des degrés résultant des énonciations de la loi.

Le Receveur se fait en outre remettre la déclaration prévue au paragraphe 2 de l'article 3 précédent.

CHAPITRE IV. — *Familles belges réfugiées en France.*

Art. 7. — Les familles belges réfugiées en France qui désirent envoyer gratuitement des paquets postaux à leurs membres mobilisés, d'un rang inférieur à celui d'officier, obtiennent la remise des feuilles d'expédition nécessaires à leurs envois sur la production :

1° Du permis de séjour du requérant (extrait du registre d'immatriculation, certificat du maire ou du commissaire de police, etc...);

2° D'une déclaration du militaire intéressé attestant qu'aucun membre de sa famille n'est encore autorisé à lui adresser un paquet postal gratuit par mois. Cette déclaration doit indiquer les nom, prénoms, grade et affectation militaire du mobilisé et son degré de parenté avec l'expéditeur (mari, père, fils, petit-fils ou frère); elle doit porter le visa ou le cachet du commandant de l'unité ou du détachement auquel appartient le mobilisé.

Les dispositions de l'article 12 du décret du 25 juin 1915

sont applicables aux militaires belges dont les familles habitent les régions envahies.

CHAPITRE V.— *Dispositions diverses.*

Art. 8.— Les dispositions qui précèdent entreront en vigueur le 20 mai 1916; à partir de la même date sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au décret du 25 juin 1915.

Art. 9.— Le Ministre du Commerce, de l'Industrie des Postes et des Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 mai 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République:

Le Ministre du commerce de l'industrie, des postes et des télégraphes,

CLÉMENTEL.

N° 62. — *ARRETÉ portant modification à l'arrêté n° 857 (ter) du 11 novembre 1916, fixant les taxes applicables aux permis d'exploration et d'exploitation forestière.*

(6 février 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 11 décembre 1908, sur le Domaine de l'État à la Guyane;

Vu l'arrêté du 11 novembre 1916, réglementant l'industrie forestière;

Vu l'arrêté n° 857 *(ter)* du 11 novembre 1916, fixant les redevances applicables aux permis d'exploration et d'exploitation forestière;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service des Travaux publics et des Mines;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE:

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 857 *(ter)* susvisé est modifié ainsi qu'il suit:

Art. 2.— La redevance annuelle à payer pour les permis d'exploitation forestière, en application de l'article 22, est fixée comme suit:

Produits classés en 1re catégorie, 0 fr. 30 par hectare et par an.
— 2e — 0 fr. 20 — —
— 3e — 0 fr. 05 — —

Art. 3. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Travaux publics et des Mines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 6 février 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur:

Le Secrétaire général p. i., DEBUC.

Le Chef du service des Travaux publics et des Mines p. i., R. BAUDIN.

N° 63. — *ARRÊTÉ modifiant l'article 6 de l'arrêté du 4 juin 1913, organisant le cadre local des commis principaux et commis des Douanes.*

(6 février 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté du 4 juin 1913, portant organisation d'un cadre local de commis principaux et de commis des Douanes;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes;

Le Conseil privé entendu,

Arrête:

Article 1er. — L'article 6 de l'arrêté du 4 juin 1913, portant organisation d'un cadre local de commis principaux et de commis des Douanes, est modifié ainsi:

Paragraphe 2. — Pour 1/3 au concours auquel seront admis aussi bien les agents du Service que les personnes étrangères au Service. Les conditions et le programme en sont fixés par un arrêté du Gouverneur.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 6 février 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

DEHEAULME.

N° 64. — *ARRÊTÉ fixant le prix de la journée de traitement à l'Hospice civil.*

(6 février 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les articles 49 et 167 du règlement intérieur de l'Hôpital-Hospice civil, en date du 27 février 1909;

Vu la délibération du Conseil général du 5 janvier 1917;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le prix de remboursement de la journée de traitement à l'Hôpital-Hospice civil de Cayenne est fixé comme suit, pour l'année 1917 :

1re classe.....	5f 30
2e —	3 55
3e —	2 65

Art. 2. — Ce tarif sera réduit de moitié pour les enfants de 9 à 12 ans révolus et de trois quarts pour ceux au-dessous de 9 ans.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 6 février 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

N° 65. — *ARRÊTÉ chargeant le Chef du Bureau des Douanes de la vente de l'or perçu à l'impôt.*

(Du 6 février 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté en date du 22 juillet 1916, réglementant la vente de l'or perçu à l'impôt par les postes des Douanes de la colonie, et chargeant, de cette opération, le Chef du service des Douanes;

Vu la délibération, en date du 26 décembre 1916, par laquelle le Conseil général a émis le vœu de voir assurer ce service par le Chef du bureau principal des Douanes;

Vu les crédits inscrits à cet effet à la section facultative du budget local de l'exercice 1917;

Vu l'article 96 du décret du 2 mars 1910;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les articles 2 et 4 de l'arrêté susvisé du 22 juillet 1916 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 2. — L'or provenant des recettes perçues en nature « par les postes des Douanes de la colonie sera vendu aux « enchères publiques, par lots de 1 kilogramme environ, par les « soins du Chef du bureau principal des Douanes de Cayenne.»

.....

« Art. 4. — L'indemnité de caisse du Chef du bureau « principal des Douanes, chargé de la vente de l'or, est « portée de 600 à 1,200 francs l'an, conformément aux dis-

« positions de l'article 96 du décret du 2 mars 1910, sur la « solde. »

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 6 février 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

N° 66. — *ARRÊTE promulguant le décret du 22 décembre 1916, rendant applicable à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane, à Saint-Pierre et Miquelon et à la Nouvelle-Calédonie la loi du 12 juillet 1916.*

(15 février 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Sur la proposition du Procureur général, Chef du service judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 22 décembre 1916, rendant applicable à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane, à Saint-Pierre et Miquelon et à la Nouvelle-Calédonie la loi du 12 juillet 1916, concernant les substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

Art. 2. — Le Procureur général, Chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 15 février 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Procureur général,
GEORGES LÉVY.

RAPPORT AU PRÉSIDENT de la République française,

Paris, le 22 décembre 1916.

Monsieur le Président,

La loi du 12 juillet 1916 a réglé l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

L'article 7 de cette loi est ainsi conçu : « Des décrets, qui devront être promulgués dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, détermineront ses conditions d'application à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorats ».

Les gouverneurs de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Nouvelle-Calédonie et l'Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, consultés par mon Département, estiment que l'application doit se faire intégralement dans la colonie qu'ils administrent. Tel est également mon avis.

J'ai préparé, en conséquence, le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

LE PRÉSIDENT de la Ré[illegible]ançaise,

Sur le rapport [illegible] colonies,

Vu la loi du 1[illegible]6, concernant l'im[illegible]ation, le commerce, [illegible]ge des substances vénéneuses, notamment l'opi[illegible]e et la cocaïne,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Est déclar[illegible]licable à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane, à [illegible]-Pierre et Miquelon et à la Nouvelle-Calédonie la loi du 12 j[illegible]t 1916, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la

République française et des colonies intéressées et inséré au *Bulletin des lois*, ainsi qu'au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 22 décembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

LOI concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — La loi du 19 juillet 1845, sur les substances vénéneuses, est modifiée et complétée comme suit :

« Article 1er. — Les contraventions aux règlements d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses sont punies d'une amende de cent à trois mille francs (100 à 3,000 f[illegible]) et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Art. 2. — Seront punis [illegible] emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une [illegible] mille à dix mille francs (1,000 à 10,000 francs) [illegible] de ces deux peines seulement ceux qui auront contrevenu [illegible] ions de ces règlements concernant les stupéfiants [illegible] opium brut et officinal; extraits d'opium; morphine [illegible] de l'opium (à l'exception de la codéine) [illegible] sels et leurs dérivés; cocaïne, ses sels et ses [illegible] haschich et ses préparations.

« Seront punis des mêmes peines ceux qui auront usé en société desdites substances [illegible] en auront facilité à autrui l'usage à titre onéreux ou [illegible] gratuit, soit en procurant dans ce but un local, soit par tout autre moyen.

« Les tribunaux pourront, en outre, prononcer la peine de l'interdiction des droits civiques pendant une durée d'un à cinq ans.

« Art. 3. — Seront punis des peines prévues en l'article 2 :

« Ceux qui, au moyen d'ordonnances fictives, se seront fait délivrer ou auront tenté de se faire délivrer l'une des substances vénéneuses visées audit article ;

« Ceux qui, sciemment, auront, sur la présentation de ces ordonnances, délivré lesdites substances, ainsi que les personnes qui auront été trouvées porteurs, sans motif légitime, de l'une de ces mêmes substances.

« Art. 4. — Dans tous les cas prévus par la présente loi, les tribunaux pourront ordonner la confiscation des substances saisies.

« Dans les cas prévus au premier paragraphe de l'article 2 et au deuxième paragraphe de l'article 3, les tribunaux pourront ordonner la fermeture, pendant huit jours au moins, de l'établissement dans lequel le délit a été constaté ; si la peine d'emprisonnement est prononcée, l'établissement où le délit aura été constaté sera fermé, de plein droit, pendant toute la durée de l'emprisonnement.

« Toutefois, la confiscation des substances saisies et la fermeture de l'officine pharmaceutique où le délit a été constaté ne pourront être prononcées dans le cas où le pharmacien n'est qu'un gérant responsable, à moins que le propriétaire de l'officine n'ait fait acte de complicité.

« Dans les cas prévus au deuxième paragraphe de l'article 2, les tribunaux [illegible] ordonner la confiscation des substances, ustensiles, [illegible] saisis, des meubles et effets mobiliers dont les lieux [illegible] sont décorés, ainsi que la fermeture, pendant un [illegible], du local et de l'établissement où le délit aura été constaté sans, toutefois, que la durée de ladite fermeture [illegible] inférieure à la durée de l'emprisonnement prononcé.

« Art. [illegible] peines seront portées au double, en cas de récidive, [illegible] conditions de l'article [illegible] du code pénal.

« Art. 6. — [illegible] du code pénal sera applicable.

« Art. 7. — [illegible] qui devront être promulgués dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, détermineront ses conditions d'application à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorat.

« Art. 8. — Les articles 34 et 35 de la loi du 21 germinal an XI demeurent abrogés. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 juillet 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'intérieur,
MALVY.

Le Président du conseil,
ministre des affaires étrangères,
ARISTIDE BRIAND.

Le garde des sceaux,
ministre de la justice,
RENÉ VIVIANI.

Le ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

N° 67. — *DECISION autorisant, par délégation spéciale, le Chef de Cabinet à signer les passeports délivrés dans la colonie aux Français, à viser les passeports des étrangers ainsi que les passeports et les pièces d'identité des Français.*

(16 février 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 9 août 1828;

Vu l'instruction ministérielle du 1er janvier 1916, relative au régime des passeports;

DÉCIDE :

Article 1er. — Par délégation spéciale, le Chef de Cabinet du Gouverneur est autorisé à signer les passeports délivrés dans la colonie aux Français, à viser les passeports des étrangers ainsi que les passeports et les pièces d'identité des Français.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, notifiée et publiée partout où besoin sera.

Cayenne, le 16 février 1917.

A. LAURET.

N° 68. — *ARRÊTÉ promulguant l'arrêté interministériel du 12 février 1917, modifiant le droit des mandats-poste métropolitains ; les conditions d'envoi des valeurs à recouvrer et des objets contre remboursement.*

(23 février 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le câblogramme de M. le Ministre des colonies du 17 février 1917, n° 39,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour être exécuté en sa forme et teneur, l'arrêté interministériel du 12 février 1917, relatif aux surtaxes à percevoir sur les mandats-poste, les valeurs à recouvrer et les objets contre remboursement.

Art. 2. — Le Secrétaire général, le Trésorier-payeur et le Chef du service des Postes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui, avec le texte promulgué, sera inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 23 février 1917.

A. LAURET.

Gouverneur :

Le Secrétaire général, *Le Trésorier-payeur,*

DEBUC. Par procuration :

DONDY.

Le [illegible] Postes et Téléphones,

DE[illegible]RNE.

ARRÊTE.

Le Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères, le Ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail et des postes et télégraphes, le Ministre des finances et le Ministre des colonies,

Arrêtent :

Article 1er.— Dans les relations entre la France, l'Algérie, le bureau de poste français de Tanger, d'une part, et les colonies

françaises, d'autre part, ainsi que dans les relations intercoloniales, les surtaxes suivantes sont appliquées au droit postal actuel de commission à percevoir sur les mandats-poste ordinaires, y compris les mandats d'abonnements aux journaux et les mandats de règlement de valeurs recouvrées, ou d'envois contre remboursement ainsi que sur les mandats télégraphiques : 0,05 centimes pour les envois n'excédant pas 20 fr., 0,10 centimes pour les envois de plus de 20 francs jusqu'au maximum de 500 francs; la surtaxe de 0, 05 ou 0,10 centimes s'ajoute au minimum de la perception fixée antérieurement au présent arrêté; l'avis postal de paiement des mandats est passible d'une surtaxe de 0,05 centimes.

Art 2.— Dans les mêmes relations, la taxe des enveloppes d'envoi des valeurs à recouvrer se compose d'une taxe d'affranchissement calculée d'après le tarif des lettres et d'une taxe de recommandation de 0 fr. 15 centimes. Cette double taxe remplace l'ancienne taxe unique de recommandation; le nombre et le montant total des valeurs à recouvrer, pouvant être insérés dans un même envoi, restent soumis aux limites antérieurement fixées par décrets. La taxe à appliquer aux valeurs impayées est élevée de 0 fr. 10 à 0 fr. 20 centimes.

Art. 3.— Ces dispositions seront mises en vigueur à partir du 15 février 1917.

Fait à Paris, le 12 février 1917.

Le Président du Conseil, ministre Le m... du commerce, de l'in-
des affaires étrangères, ... de l'agriculture, du tra-
... postes et télégraphes,
BRIAND. CLÉMENTEL.

Le ministre de la marine ... ministre des finances,
ministre des colonies p. i.,
...CAZE. ...IBOT.

N° 69. — *ARRÊTÉ promulguant ... 20 de la loi de finances du 30 juillet 1913 ... ministériel du 8 août 1913, relatifs aux conditio... les... peut être obtenu le visa pour ... mandats-poste métropolitains périmés.*

... 1917).

LE GOUVERNEUR p.i. ... française,
Chevalier de la Légion ... honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Trésorier-payeur,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués en Guyane française, pour y être exécutés en leur forme et teneur, l'article 20 de la loi de finances du 30 juillet 1913, et l'arrêté ministériel du 8 août 1913, relatifs aux conditions dans lesquelles peut être obtenu le visa pour date des mandats-poste métropolitains périmés.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui, avec les textes promulgués, sera inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 23 février 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

Le Trésorier-payeur,
Par procuration :
DONDY.

MODIFICATION aux conditions dans lesquelles peut être obtenu le visa pour date des mandats périmés.

Extrait de la loi de finances du 30 juillet 1913 (art. 20).

Art. 20. — Les dispositions de l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII ne sont pas applicables aux mandats adressées à l'Administration des Postes et des Télégraphes pour obtenir, dans les trois mois du délai de prescription, le renouvellement du visa pour date des mandats périmés.

Cette administration est autorisée à percevoir, pour chaque mandat, une taxe de renouvellement égale au droit de commission primitif, sans que cette taxe puisse être inférieure à 25 centimes.

Un arrêté ministériel fixera les conditions et la date d'application des dispositions du présent arrêté.

ARRÊTÉ fixant les conditions et la date d'application des dispositions de l'article 20 de la loi de finances du 30 juillet 1913.

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

Vu l'article 20 de la loi de finances du 30 juillet 1913,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 20 de la loi de finances du 30 juillet 1913 sont applicables aux mandats-poste qui seront adressés à l'Administration à partir du 1er novembre 1913, en vue du renouvellement de leur délai de validité.

Art. 2. — La taxe de renouvellement, prévue par l'article 20 de la loi de finances du 30 juillet 1913, est perçue au moment où les mandats sont déposés dans un bureau de poste pour être soumis au visa de l'Administration et constatée par l'apposition de timbres-poste au verso des titres.

Art. 3. — Le présent arrêté sera déposé au Secrétariat administratif pour être notifié à qui de droit.

Paris, le 8 août 1913.

A. MASSÉ.

N° 70. — *ARRÊTÉ suspendant les droits de douane sur la mor[illegible]*

(24 [illegible]

LE GOUVERNEUR p. i. [illegible] française,

Chevalier de la Légion d'[illegible]r,

Vu l'ord[illegible]nce organique du 27 aoû[illegible];

Vu la loi d[illegible]1 janvier 1892, modifié[illegible] 10 mars 1910, portant établissement du tarif g[illegible]s Douanes de France et des colonies;

Vu la loi du 14 août 1915, a[illegible]nt les Gouverneurs généraux et les Gou[illegible]nem[illegible] des [illegible]s à suspendre les droits applicables aux denrée[illegible]li[illegible]tion et de première nécessité, à l'entrée et à la s[illegible]rti[illegible]olonie, loi promulguée en Guyane française le 25 [illegible]ctob[illegible]915;

Sur la proposition concert[illegible]e du Secrétaire général, du Gouverneur et du Chef du service des Douanes;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont suspendus les droits inscrits au tarif général des Douanes sur les morues (y compris le klippfish) importés de l'étranger.

Art. 2.— Le Secrétaire général et l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 24 février 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., DEBUC.

L'Inspecteur principal, Chef service, J. DEHEAULME.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 71. — Par décision du Gouverneur, en date du 1er février 1917, la peine de la réprimande à été infligée à M. Marie-Olive, agent du service des Contributions diverses, pour négligence grave dans le service.

N° 72. — Par décision du Gouverneur, en date du 1er février courant, M. Bel[illegible]on), écrivain temporaire de l'Inscription maritime, a été nommé, à titre essentiellement provisoire, Secrétaire de Mana à l'Oyapoc, en remplacement du titulaire de l'emploi, M. Hersil, mobilisé.

N° 73. — Par décision du Gouverneur, en date du 3 février 1917, prise sur le vu du procès-verbal de la Commission d'enquête instituée par [illegible] juin 1916, M. Jeau Anneville, brigadier de la Police de Mana, a été révoqué de ses fonctions.

N° 74. — Par décision du Gouverneur, du 6 février 1917, pour compter du 1er février, M. Clotilde (Paul), commis d'économat à l'Hospice civil, a été chargé, à titre provisoire,

des fonctions d'Econome-comptable de cet établissement, en remplacement et pendant la durée de la présence sous les drapeaux de M. Latoville, titulaire de l'emploi.

Mme Paterne (Edward), née Gabriel (Lydie), a été chargée des fonctions de commis d'économat, en remplacement provisoire de M. Clotilde, appelé à d'autres fonctions.

N° 75. — Par décision du Gouverneur, du 6 février 1917, pour compter du 1er février, M. Bazile-Octuvon (Jules), commis principal du Secrétariat général, chef de Cabinet du Secrétaire général, a été nommé, en remplacement de M. Derbès (Georges), mobilisé, secrétaire de la Commission de surveillance administrative de l'Hospice civil et secrétaire de la Commission de surveillance de la prison de Cayenne.

N° 76. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 6 février pris en Conseil privé, sur le rapport du Procureur général, Chef du service judiciaire, a été rendu exécutoire l'arrêt de la Cour d'assises de la Guyane française, en date du 22 août 1916, qui a condamné le nommé Belmont (Wenceslas) *dit* Christum, à 10 ans de travaux forcés et à 20 ans d'interdiction de séjour pour coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort sans intention de la donner.

N° 77. — Par décision du Gouverneur, en date du 6 février 1917, prise en Conseil privé, [illegible] retour au domaine, pour cause d'abandon, de concessions provisoires nos 18 et 80 du village de Montjoly, précédemment accordées à MM. Etienne Caput et Hippolyte [illegible] Pa[illegible]

N° 78. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 février 1917, prise sur la proposition du Secrétaire général, une permission d'absence de quinze jours, en Métropole, entière coloniale, a été accordée, pour [illegible] jouir dans la colonie, à M. Laudemet (Emile), commis principal du Secrétariat général.

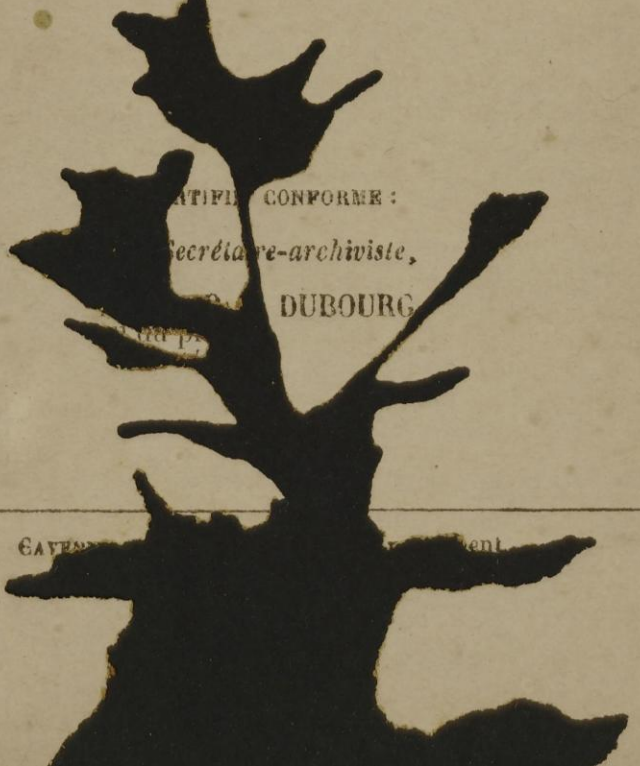
N° 79. — Par décision du Gouverneur, en date du 15 février 1917, M. Constantin (Euphrasius), écrivain auxiliaire

au Secrétariat général, a été nommé, à titre provisoire, agent des Contributions diverses.

N° 80. — Par décision du Gouverneur, du 21 février 1917, une permission d'absence de cinq jours, à solde entière coloniale, a été accordée, pour jouir dans la colonie, à M. Fidèle (Cyr), commis de 1re classe du Secrétariat général.

N° 81. — Par décision du Gouverneur, en date du 23 février 1917, prise sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire, l'Agent spécial du service administratif à Saint-Jean-du-Maroni remplira les fonctions d'officier de l'Etat civil.

N° 82. — Par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal civil de Cayenne, en date du 3 février courant, M. Raynard, commis-greffier, a été nommé, en remplacement de M. Joseph Boniface, appelé sous les drapeaux, séquestre de l'Usine de Gorigo et de la somme de 829 fr. 57 centimes due au sujet allemand Kopke Demoy par l'ancienne Société coopérative de consommation « La Guyanaise ».



CONFORME :

Secrétaire-archiviste,

DUBOURG

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 3.

MARS 1917.

SOMMAIRE.

Pages.

N° 83. — Circulaire ministérielle du 19 avril 1916. — Application de la loi du 30 mars 1916..... 94

N° 84. — Circulaire ministérielle du 6 novembre 1916 concernant les services rendus aux armées par les fonctionnaires mobilisés..... 97

N° 85. — Circulaire ministérielle du 26 décembre 1916. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis pour les victimes de la guerre. 99

N° 86. — Décret du 30 [illegible]6 rendant applicables aux colonies différentes relatives à l'état de siège... 100

N° 87. — Circulaire ministérielle du 3 janvier 1917. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre. 101

N° 88. — Circulaire ministérielle du 11 janvier 1917. — Taxes et [illegible]tions. — Interprétation de la loi du 30 mars [illegible]..... 102

N° 89. — Circulaire ministérielle du 15 janvier 1917. — Situation au point de vue de la pension des fonctionnaires retraités maintenus ou rappelés à l'activité à l'occasion de la guerre. — Avis..... 105

N° 90. — Arrêté du 2 mars [illegible] complétant le décret du 5 janvier 1911 modifiant et [illegible]geant diverses dispositions du 17 septembre [illegible] portant réorganisation de l'Enseignement [illegible] la Guyane. — Rapport. 110

Pages.

Décret du 5 janvier 1917 modifiant les articles 41, 44, paragraphes 4 et 102 du décret du 17 septembre 1906. 111

N° 91. — Arrêté du 4 mars 1917 promulguant l'arrêté du Ministre des colonies du 20 janvier 1917, autorisant l'exportation ou la réexportation des plaques et papiers photographiques..... 113

Arrêté ministériel du 20 janvier 1917 autorisant l'exportation ou la réexportation des plaques et papiers photographiques 113

N° 92. — Arrêté du 4 mars 1917 promulguant trois arrêtés du Ministre des colonies en date du 20 janvier 1917, dérogeant à des prohibitions de sortie..... 114

Arrêtés ministériels du 20 janvier 1917, rapportant, les dispositions des arrêtés des 9 avril 1915, 20 novembre 1915 et 20 novembre 1916, en ce qui concerne la chicorée, les fécules de pommes de terre, de maïs, les os et autres..... 115

N° 93. — Arrêté du 6 mars 1917 promulguant le décret du 5 janvier 1917, déterminant les conditions d'application aux colonies de la loi du 20 avril 1916, sur la taxation des denrées..... 116

Décret du 5 janvier 1917 déterminant les conditions d'application aux colonies de la loi du 20 avril 1916, sur la taxation des denrées..... 117

N° 94. — Arrêté du 7 mars 1917 promulguant le décret du 7 février 1917, relatif au tarif d'affranchissement des lettres échangées par les bureaux français et les bureaux indochinois en Chine..... 124

Décret du 7 février 1917 au sujet des échanges de correspondances entre bureaux [illegible] et bureaux indochinois en Chine..... 124

N° 95. — Arrêté du 7 mars 1917 [illegible] titution d'un comité chargé de faire la [illegible] nécessaire pour une représentation de la [illegible] à la foire commerciale de Bordeaux en septembre 1917..... 125

N° 96. — Arrêté du 12 mars 1917 promulguant le décret du 23 septembre 1916, qui abroge le [illegible] 30 juillet 1914, limitant les remboursements par les Caisses d'épargne..... 127

Décret du 23 septembre 1916 abrogeant le décret du 30 juillet 1914, limitant les remboursements à faire par les Caisses d'épargne..... 129

N° 97. — Arrêté du 12 mars 1917 promulguant la loi du 23 novembre 1916, [illegible] décembre 1915, prohibant la [illegible] gent brut en masses ou lingots..... 130

Loi du 23 novembre [illegible] portant ratification du décret du 3 décembre [illegible] sortie et la réex-

Pages.

portation des colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc, sous un régime douanier quelconque, de l'argent brut, en masses, lingots, barres, poudres, objets détruits..... 130

N° 98. — Arrêté du 12 mars 1917 rapportant les dispositions de l'arrêté du 20 août 1914, limitant les remboursements à faire par la Caisse d'épargne de Cayenne... 131

N° 99. — Arrêté du 15 mars 1917 autorisant la répartition d'un dividende de 55 francs par action de la Banque de la Guyane pour le 2e semestre 1916..... 132

N° 100. — Arrêté du 20 mars 1917 déléguant M. Lévy (Georges), Procureur général, dans les fonctions de Président du Conseil du contentieux administratif..... 133

N° 101. — Décision du 20 mars 1917 nommant M. Godissard, receveur de l'Enregistrement, Commissaire du Gouvernement près le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française, pour l'année 1917.... 133

N° 102. — Arrêté du 22 mars 1917 relatif à l'expédition des boîtes d'or par le bureau de poste de Saint-Laurent du Maroni..... 134

N° 103. — Arrêté du 24 mars 1917 relatif à la forme, à la police et aux épreuves du brevet élémentaire et du brevet supérieur..... 135

N° 104. — Arrêté du 27 mars 1917 déterminant le mode de paiement des instituteurs et des institutrices auxiliaires. 142

N° 105. — Arrêté du 29 mars 1917 chargeant M. Constant (Ferdinand) de soutenir, pendant l'année 1917, au Conseil du contentieux administratif, soit en demande, soit en défense, les affaires intéressant la colonie..... 143

N° 106. — Décision du 30 mars 1917 instituant un Comité des fêtes patriotiques..... 144

N° 107. — Arrêté du 31 mars 1917 prescrivant qu'à partir du 1er avril 1917, l'or perçu à l'impôt par les postes de douanes sera réalisé pour le compte de la colonie par l'intermédiaire de la Banque de la Guyane..... 144

N° 108. — Décision du 31 mars 1917 ramenant de 1,200 francs à 600 francs l'indemnité de caisse du chef du bureau principal des douanes de Cayenne..... 146

N° 109. — Arrêté du 31 mars 1917 modifiant l'article 5 de l'arrêté du 28 janvier 1908 réorganisation du service de la Police générale..... 146

N° 110 à 131. — Nominations, mutations, congés, etc..... 148

N° 83. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Application de la loi du 30 mars 1916.*

(Secrétariat et Contre-seing. — Services Politiques.)

Paris, le 19 avril 1916.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Monsieur le Gouverneur général de l'Afrique occidentale française et à Messieurs les Gouverneurs de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, de la Nouvelle-Calédonie, de l'Inde et de la Reunion.*

La loi du 30 mars 1916, insérée au *Journal officiel* du 31 mars, a, dans son article 10, apporté une modification importante au régime consacrée par l'article 33, § 3 de la loi du 13 avril 1900.

Par un câblogramme en date du 31 mars, je vous ai fait connaître le texte de ces nouvelles dispositions en vue de sa promulgation immédiate, mais il me paraît utile de vous donner quelques indications sur la portée de ces prescriptions et les modalités de leur application. J'observerai, tout d'abord, qu'une distinction doit être faite désormais entre les délibérations concernant les modes d'assiette et les règles de perception et celles qui sont relatives à la création ou à la modification des tarifs.

Les premières restent assujetties aux règles antérieures et leur mise en vigueur reste subordonnée à leur approbation préalable par décrets en Conseil d'Etat,

L'innovation qui vient d'être réalisée vise seulement les secondes, celles qui ont trait à la création ou à la modification de *tarifs* de taxes ou contributions locales.

D'après le système institué par la loi du 30 mars dernier, ces délibérations ne sont plus soumises à la nécessité d'une homologation par décrets en Conseil d'Etat. Elles deviennent exécutoires par elles-mêmes, sans qu'aucun acte intervienne pour les sanctionner, si leur annulation n'a pas été prononcée, par voie de décret simple, dans un délai fixé à quatre mois pour les colonies [illegible] océan Atlantique et à six mois pour les autres possessions.

Dans le cas où l'application [illegible] délibérations de cette nature présenterait un réel caractère d'urgence et où j'estimerais qu'elle n'offre aucun inconvénient, [illegible] m'a donné le moyen d'abréger [illegible] droit d'annulation

par une décision prise sous une forme quelconque et qui pourrait, au besoin, vous être notifiée par télégramme.

Vous remarquerez que, à la différence des règles existant antérieurement à la loi du 13 avril 1900, c'est-à dire de l'article 1er, 15° du sénatus-consulte du 4 juillet 1866, qui prévoyait l'annulation des délibérations relatives aux tarifs seulement pour excès de pouvoir ou violation de la loi, le nouveau texte confère ce droit au Chef de l'Etat, sans qu'aucune restriction vienne le limiter.

L'annulation pourra donc intervenir dans tous les cas où l'application des délibérations de l'espèce risquerait, pour une cause quelconque, d'être dommageable pour les colonies intéressées.

Enfin, il me paraît nécessaire d'envisager les conditions dans lesquelles les Assemblées locales pourront être appelées à délibérer en vertu de la loi du 30 mars 1916 et vous donner quelques indications qui vous permettront de les éclairer sur la procédure qui devra être suivie.

Quatre hypothèses peuvent se présenter.

Délibérations concernant le mode d'assiette ou les règles de perception sans modification des tarifs en vigueur, je me borne à rappeler que ces actes restent soumis à l'homologation préalable par décrets en Conseil d'État.

Délibérations intéressant uniquement les tarifs d'un impôt déjà existant, sans en modifier le mode d'assiette ou les règles de perception. Aucune incertitude ne peut exister et les règles instituées par la loi du 30 mars 1916 fonctionnent sans difficulté. Ces délibérations, comme je l'ai observé plus haut, deviennent définitives et exécutoires par elles-mêmes si, dans le délai légal, elles n'ont pas été annulées par un décret.

Délibérations modifiant, non seulement les tarifs en vigueur, mais le mode d'assiette ou les règles de perception. Lorsque le Conseil général aura l'intention de prendre une décision de cette nature, vous voudrez bien lui faire remarquer que, pour éviter toute complication, il conviendra, comme je vous l'ai déjà signalé par mon câblogramme du 31 mars, de prendre deux délibérations distinctes portant, l'une sur le mode d'assiette et les règles de perception, et l'autre sur les tarifs. Il sera généralement préférable que ces délibérations ne soient pas simultanées et que le Conseil général attende l'approbation de la première [illegible] en Conseil d'État avant de vo-

ter la seconde, car il peut être parfois imprudent de se prononcer sur les tarifs d'une taxe dont le mode d'assiette ou les règles de perception sont en voie de transformation.

D'ailleurs, il est aisé de constater que la pratique contraire pourrait se heurter en fait, à de véritables impossibilités. Si les délibérations sur le mode d'assiette ou les règles de perception et celles portant sur les tarifs étaient votées au cours de la même session du Conseil général, il peut arriver que je ne puisse instruire les premières et procéder, en ce qui les concerne, à la consultation du Conseil d'Etat avant l'expiration du délai fixé pour l'annulation éventuelle des secondes. La prérogative conférée au pouvoir exécutif par la loi du 30 mars 1916 se trouverait ainsi pratiquement paralysée.

Reste une dernière hypothèse, celle où le Conseil général projetterait la création d'un impôt entièrement nouveau et se trouverait, par suite, amené à en fixer le mode d'assiette, les règles de perception et les tarifs. L'Assemblée locale devra, alors, délibérer en premier lieu sur le mode d'assiette et les règles de perception et, lorsque cette délibération aura été homologuée par un décret en Conseil d'Etat, voter le tarif de la taxe ainsi instituée. Cette procédure s'impose absolument dans ce cas et la simultanéité des deux délibérations ne peut manifestement pas être admise car, en dehors des considérations que je viens d'exposer plus haut, il est évident que le Conseil général ne pourrait pas délibérer valablement sur le tarif d'un impôt qui n'aurait aucune existence légale. Une délibération qui, dans ces conditions, déterminerait un tarif avant que le mode d'assiette et les règles de perception de la taxe fussent approuvés serait donc nulle et je serais fatalement conduit à en déclarer la nullité.

Néanmoins, afin de fournir au Département et au Conseil d'Etat tous les éléments d'appréciation permettant de procéder à une étude rationnelle, vous voudrez bien, lorsque l'Assemblée locale envisagera une réforme intéressant à la fois le mode d'assiette, les règles de perception et les tarifs, soit d'une taxe existante, soit d'un impôt nouveau, me faire, autant que possible, parvenir, en même temps que la délibération visant le mode d'assiette et les règles de perception, les indications sur les tarifs qui, suivant les intentions probables de l'Administration locale et du Conseil général, seraient ultérieurement sanctionnées par une délibération prise dans les formes légales.



J'appelle toute votre attention sur l'importance des présentes instructions et vous prie de tenir la main à ce qu'elles soient strictement observées.

Afin de me permettre d'exercer le droit de contrôle qui m'est dévolu, je vous prie de veiller très attentivement à ce que les délibérations des Conseils généraux me soient transmises par le premier courrier qui suivra la clôture de la session où elles auront été votées. Il est nécessaire d'éviter que le délai, déjà restreint, imparti pour les examiner et fixer ma décision à leur égard soit encore réduit par des retards dans l'envoi des documents qui me sont nécessaires pour me prononcer en pleine connaissance de cause.

Je vous signale, en terminant que j'ai pris la décision de renvoyer aux Administrations locales les délibérations en instance qui ont trait à des tarifs soit uniquement, soit concurremment avec des questions touchant le mode d'assiette et les règles de perception. Cette solution permettra aux Conseils généraux de reprendre et d'annuler les délibérations intervenues sous l'empire de la loi du 13 avril 1900 et de leur en substituer de nouvelles soumises aux règles tracées par la loi du 30 mars 1916. Cette façon de procéder concilie le principe de la non rétroactivité, qui eût peut-être entraîné l'application à ces projets du système de la loi de 1900, et le vœu du législateur qui a institué un régime libéral dont les colonies intéressées doivent ainsi être appelées à bénéficier dans la plus large mesure.

GASTON DOUMERGUE.

N° 84. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE concernant les services rendus, aux armées, par les fonctionnaires mobilisés.*

(Ministère des Colonies. — Service du Personnel. 2e Section B).

Paris, le 6 novembre 1916.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Afrique Occidentale française, de Madagascar, de l'Afrique Équatoriale française, les Gouverneurs des colonies, le Commissaire de la République au Cameroun, le Commissaire de la République au Togo et l'Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

A différentes [illegible] à [illegible] térêt

majeur que j'attachais à voir sauvegarder les droits à l'avancement des fonctionnaires mobilisés. De votre côté, vous vous êtes appliqués, dans toute la mesure du possible, à faire tenir un large compte de leurs services militaires aux divers fonctionnaires mobilisés, sur lesquels leurs chefs directs étaient appelés à formuler des appréciations personnelles, en vue de leur carrière administrative.

Et cependant, soit que, malgré toutes les mesures prises à cet effet, vous n'ayez pu être suffisamment documentés sur les services rendus aux armées par des agents coloniaux mobilisés, susceptibles de pouvoir prétendre à l'avancement, soit que, d'autre part, une absence déjà longue de ces mêmes fonctionnaires ait fait perdre de vue leurs mérites professionnels antérieurs, il m'a été donné de constater que quelques-uns d'entre eux, comptant parmi nos bons fonctionnaires et aussi parmi les meilleurs défenseurs de la Patrie, ont été, lors des dernières promotions, l'objet d'oublis involontaires, mais tout particulièrement regrettables.

Je crois donc nécessaire d'insister, de nouveau, auprès de vous pour que les services rendus aux armées par tous les fonctionnaires coloniaux, sans distinction, que ceux-ci appartiennent aux cadres généraux ou aux cadres locaux, constituent désormais pour eux un titre spécial à l'avancement, titre dont l'appréciation devra s'ajouter, en faveur des intéressés, à celle de leurs mérites professionnels.

Il vous appartiendra de déterminer uniformément dans quelles conditions et dans quelle mesure les services rendus aux armées devront compter dans les divers éléments constitutifs des appréciations formulées sur les fonctionnaires et agents proposés pour l'avancement.

Dans cet ordre d'idées, j'estime qu'un facteur nouveau, dans les droits à l'avancement, devra intervenir en faveur de ces derniers, suivant une règle uniforme qui prendra en considération : 1° chaque période de six mois au front ; 2° les blessures reçues ; 3° les citations ou décorations obtenues.

Pour vous permettre d'apprécier vous-même les mérites des intéressés et de donner aux commissions de classement toutes intructions nécessaires, vous recevrez par les soins des chefs du Service colonial dans les [illegible] de débarquement, une notice [illegible] mentionnant chacun des

fonctionnaires mobilisés, dépendant de vos colonies respectives et contenant le détail de tous les services militaires dont il doit être obligatoirement tenu à ceux-ci un compte spécial.

Je vous serais obligé de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire.

GASTON DOUMERGUE.

N° 85. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.*

(Ministère des Colonies: Secrétariat et Contreseing. 1re Section.)

Paris, le 26 décembre 1916.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

M. le Procureur général près la Cour des Comptes, Président du Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre, m'a adressé les relevés des opérations effectuées par le Comité pour la période comprise entre le 11 novembre dernier et le 1er décembre courant.

Comme suite à ma circulaire, n° 1605 *bis*, du 24 novembre, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus copie de ces documents (1).

Pour le Ministre et par ordre :

Le Chef du Secrétariat et du Contreseing,

G. COLIN.

---

(1) Publiés au *Journal officiel* de la Guyane du 3 mars 1917, page 69.



N° 86. — *DÉCRET rendant applicables aux colonies différentes lois relatives à l'état de siège (1).*

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 30 décembre 1916.

Monsieur le Président,

La législation sur le régime de l'état de siège vient d'être modifiée en ce qui concerne la Métropole par l'article 6 de la loi du 27 avril 1916. Les dispositions de cet article peuvent être sans inconvénients étendues aux colonies.

Mais comme la loi susvisée n'a pas été expressément rendue applicable à nos possessions d'outre-mer, il est nécessaire de remplir cette formalité par voie de décret.

D'autre part, il a été permis de constater que dans certaines colonies la promulgation des lois antérieures régissant la matière ou n'avait eu lieu ou avait été faite d'une façon incomplète.

Il m'a donc paru qu'il y avait intérêt à profiter de la nécessité de promulguer l'article 6 de la loi du 27 avril 1916, pour réunir dans le même décret l'application à toutes les colonies des textes antérieurs s'y rattachant et relatifs à l'état de siège, de façon à prévenir désormais toute ambiguïté.

C'est dans ce but que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute approbation le projet de décret ci-joint afin que vous le revêtiez de votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la loi du 9 août 1849, sur l'état de siège;

Vu la loi du 3 avril 1878, sur l'état de siège;

Vu l'article 6 de la loi du 27 avril 1916;

Vu les articles 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

DÉCRÈTE :

(1) L'arrêté promulguant le décret du 30 décembre 1916 a été inséré au *Journal officiel* de la Guyane [illegible] 1917.

Art. 1er. — Sont déclarées applicables aux colonies les lois susvisées du 9 août 1849, du 3 avril 1878 et l'article 6 de la loi du 27 avril 1916.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 décembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :
Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

N° 87. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing. — 1re Section.)

Paris, le 3 janvier 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

M. le Procureur général près la Cour des Comptes, Président du Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre, vient de m'adresser, avec un rapport sur les travaux des deux derniers mois, un état récapitulatif des subventions allouées par le Comité de répartition à la date du 15 décembre 1916, appuyé des relevés détaillés qui l'accompagnent.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie de ces documents (1) qui font suite à ceux que contenait ma circulaire, n° 15558, du 22 novembre dernier, et qui permettront aux souscripteurs de se rendre compte du bon emploi de leurs libéralités.

Pour le Ministre et par ordre :
Le Chef du service du Secrétariat et du Contreseing,
COLIN.

(1) Publiés au *Journal offic[illegible]* 1er partie du [illegible] mars 1917, page 99.

N° 88. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Taxes et contributions. — Interprétation de la loi du 30 mars* 1916.

Ministère des Colonies : Secrétariat et Contreseing. 2e Section.)

Paris, le 11 janvier 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyane, de la Nouvelle-Calédonie, des Etablissements français dans l'Inde et à M. le Gouverneur général de l'Afrique occidentale française.*

Ainsi que l'a signalé la circulaire ministérielle du 19 avril 1916, n° 326, la loi du 30 mars précédent a introduit une distinction entre les délibérations des Conseils généraux concernant le mode d'assiette et les règles de perception des taxes et contributions autres que les droits de douanes et celles qui sont relatives à la création ou à la modification des tarifs. Les premières restent assujetties aux règles antérieures et leur mise en vigueur reste subordonnée à leur approbation préalable par décrets en Conseil d'Etat ; les secondes, au contraire, ne sont plus désormais soumises à la nécessité d'une homologation par la Haute Assemblée et deviennent exécutoires par elles-mêmes, si leur annulation n'a pas été prononcée, par voie de décret simple, dans un délai fixé à quatre mois pour les colonies de l'Océan Atlantique et à six mois pour les autres possessions.

Or, au cours de l'année qui vient de s'écouler, le Conseil général d'une colonie a décidé d'exonérer des droits d'octroi de mer des produits qui avaient été jusqu'alors compris sous la rubrique générale de « produits chimiques », qui n'avaient pas, antérieurement à la loi de 1916, été expressément déclarés en dehors de la taxation par une délibération régulièrement approuvée par un décret en Conseil d'Etat. La question s'est posée de savoir s'il s'agissait en l'espèce d'une modification au mode d'assiette et aux règles de perception ou d'un simple changement dans le régime du tarif. Consulté à ce sujet, sur l'interprétation des textes, le Conseil d'Etat a estimé que le Conseil général ayant *modifié la nomenclature des objets soumis* à la taxe, la délibération qu'il a prise devait être approuvée dans les formes prévues par la loi du 13 avril 1900. J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint une copie de l'avis for-

mulé à ce sujet par la Section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies, dans la séance du 29 novembre 1916.

GASTON DOUMERGUE.

CONSEIL D'ÉTAT.

Extrait du registre des délibérations de la section.

Séance du 29 novembre 1916.

AVIS.

La Section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'Etat, sur le renvoi qui lui a été fait par le Ministre des colonies d'une demande d'avis portant sur les points suivants :

1° La délibération d'un Conseil général colonial qui dégrève complétement un article et le soustrait en définitive à la taxe qui le frappait antérieurement, a-t-elle pour résultat de modifier l'assiette de l'impôt ou bien le tarif ?

2° La délibération du 8 juin 1916, par laquelle le Conseil général de la Nouvelle-Calédonie a étendu l'exemption du droit d'octroi de mer au chlorure de potassium, au sulfate d'ammoniaque, au carbonate et au sulfate de potassium, modifie-t-elle l'assiette de l'impôt ou bien le tarif ?

Vu la loi du 30 mars 1916, article 10 ;

Vu la délibération du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie en date du 8 juin 1916 ;

1° Sur la première question :

Considérant que l'article 10 de la loi du 30 mars 1916 donne, d'une part, aux Conseils généraux des colonies le droit de voter les tarifs des contributions et taxes, sous réserve du contrôle exercé par le Ministre des colonies, et dispose, d'autre part, que les délibérations des Conseils généraux concernant le mode d'assiette et les règles de perception ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par décret en Conseil d'Etat ;

Considérant qu'il résulte de ce texte que si le Conseil général ne délibère que sous bénéfice de cette approbation, sur la

détermination des objets qui peuvent être frappés des taxes et sur leur nomenclature, il a plein pouvoir dans les conditions prévues par la loi, pour prendre des décisions en ce qui concerne la fixation, l'élévation ou l'abaissement du chiffre de ces taxes ;

Considérant par suite, que lorsque le Conseil général inscrit dans la colonne du tarif une mention d'exemption pour certains objets soumis en principe aux taxes en vertu de délibérations régulièrement approuvées, sans toutefois modifier la nomenclature établie, la délibération qu'il prend à cet effet ne doit pas être soumise à l'approbation par décret en Conseil d'Etat ;

2° Sur la seconde question :

Considérant, en ce qui touche le cas particulier soumis à l'examen de la section, que, par la délibération du 8 juin 1916, le Conseil général de la Nouvelle-Calédonie a décidé que certains produits chimiques seraient exempts des droits d'octroi de mer, alors que, par suite de délibérations antérieures, il avait soumis à un régime unique tous les produits chimiques qu'en statuant ainsi, il a modifié la nomenclature régulièrement approuvée et a pris une délibération qui doit être approuvée dans les formes prévues par la loi ;

Est d'avis :

Qu'il y a lieu de répondre au Ministre dans le sens des observations qui précèdent.

Signé : E. FOCHIER, *président*,

et P. ROUSSEL, *secrétaire*.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire de la section,

Signé : P. ROUSSEL.

N° 89. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Situation au point de vue de la pension des fonctionnaires retraités maintenus dans les cadres ou rappelés à l'activité à l'occasion de la guerre.*

(Ministère des Colonies. — Service du Personnel. 1re Section.)

Paris, le 15 janvier 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indo-Chine, de l'Afrique Occidentale française, de l'Afrique Equatoriale française et de Madagascar, les Gouverneurs des colonies, les Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun, l'Administrateur des îles Saint-Pierre et Miquelon.*

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, copies des avis émis les 16 novembre et 30 juillet 1916 en matière de pension pour la section Finances, etc., du Conseil d'Etat.

Le premier de ces documents est relatif aux agents civils qui, admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de la guerre et encore en fonctions à cette époque, ont été, en raison des circonstances, maintenus en activité au delà de la date primitivement fixée pour leur radiation des cadres et n'ont cessé leurs services qu'un certain temps après cette date.

Le second se rapporte aux fonctionnaires et agents civils qui, déjà rayés des cadres et pourvus de leur pension, ont été rappelés temporairement à l'activité dans les conditions de la loi du 17 août 1915.

Il résulte notamment du premier de ces avis que les fonctionnaires déjà retraités mais non encore rayés des contrôles de l'activité, qui ont sans interruption continué à exercer leurs fonctions du fait de la mobilisation ont droit à un supplément de liquidation en raison de cette prolongation de leurs services.

Mais une distinction s'impose à cet égard entre lesdits agents et ceux déjà rayés des cadres dont la loi du 17 août 1915 a prévu le rappel temporaire à l'activité pour remplacer les agents incorporés.

La Section des Finances, etc., a jugé, en effet, dans son second avis du 20 juillet 1916, que le pensionnaire au con-

cours duquel il est fait appel en vertu de la loi précitée n'est, en somme, qu'un *auxiliaire temporaire* dont les services ne sauraient être invoqués pour autoriser la *revision d'une pension*.

Bien que les deux avis précités visent spécialement les fonctionnaires soumis au régime de la loi du 9 juin 1853, leurs dispositions essentielles rappelées ci-dessus, s'appliquent également aux agents coloniaux tributaires des lois des 18 avril 1831 et 5 août 1879, ainsi qu'à ceux assujettis aux règlements locaux de retraite.

J'estime, en conséquence, qu'il conviendrait d'appeler sur ce point l'attention des intéressés afin de prévenir toute difficulté lors de leur licenciement et je vous laisse le soin de prescrire les mesures nécessaires à cet effet.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire qui devra être insérée aux recueils des actes officiels de la colonie que vous administrez.

Pour le Ministre et par ordre :

Le sous-Directeur,
Chef du service du Personnel,

EMILE GLEITZ.

CONSEIL D'ÉTAT.

Extrait du registre des délibérations de la Section.

Séance du 16 novembre 1915.

AVIS.

(Section des Finances, de la Guerre de la Marine et des Colonies).

QUESTION de savoir sur quel crédit doivent être imputées les pensions des fonctionnaires maintenus en activité à l'occasion de la guerre mais dont la retraite avait été prononcée et devait avoir son effet l'année dernière.

La Section des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Colonies du Conseil d'État, consultée par le Ministre des finances sur la question de savoir :

1° Si les pensions des fonctionnaires qui ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au cours de l'année 1914, mais qui, maintenus en fonctions à raison de la guerre, n'ont

cessé leurs services qu'en 1915, peuvent régulièrement être imputées sur le crédit d'inscription de l'année 1914, etc. ;

2° Quelle interprétation il convient de donner à cet égard, aux avis de la Section des 17 février et 16 juin 1914;

Vu les dépêches du Ministre des finances, en date des 28 juillet et 28 octobre 1915;

Vu les dépêches du Ministre de la justice, en date des 17 juillet et 16 août 1915;

Vu la loi du 9 juin 1853 et le décret du 9 novembre de la même année, modifié par le décret du 29 mai 1897 ;

Vu la loi du 26 janvier 1892 et le décret du 8 août de la même année;

Vu les décisions du Conseil d'Etat statuant au Contentieux des 7 août 1906 (Debret) et 29 novembre 1912 (Oliviéri) ;

Vu les avis de la Section des Finances des 17 février et 16 juin 1914 ;

Considérant que, d'après la loi du 26 janvier 1892 et le règlement d'administration publique du 8 août de la même année, les pensions civiles sont imputées sur le crédit d'inscription de l'année en cours de laquelle les fonctionnaires sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite ;

Considérant que les fonctionnaires au sujet desquels la Section est consultée ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite par les arrêtés pris en 1914 ou portant qu'ils auraient effet en 1914 ; que ces fonctionnaires ont été, il est vrai, maintenus en activité à raison de la guerre et n'ont cessé leurs services qu'en 1915; mais que cette circonstance, qui n'a pas eu pour effet d'entraîner le retrait desdits arrêtés, ne fait pas obstacle à ce que leurs pensions soient imputées sur le crédit d'inscription de l'année 1914 ; qu'en effet les avis de la Section des Finances des 17 février et 16 juin 1914, rendus à la suite de la décision du Conseil d'Etat du 20 décembre 1912, se sont bornés à reconnaître qu'aucune disposition législative ou réglementaire n'interdit aux Ministres de fixer, pour l'exécution d'un arrêté admettant un fonctionnaire à faire valoir ses droits à la retraite, une date postérieure à celle à laquelle il a été pris, et que, l'admission à la retraite doit être regardée comme ayant été prononcée à cette dernière date ; mais qu'il ne s'ensuit pas que les effets de cette

admission doivent être reportés au jour indéterminé au moment de la signature de l'arrêté où prendront effectivement fin les services des fonctionnaires;

Considérant, d'ailleurs, que les services complémentaires rendus par les agents maintenus en fonctions depuis la mobilisation ne sauraient, eu égard à leur durée relativement longue et à leur caractère exceptionnel, être assimilés aux services des fonctionnaires notamment maintenus en activité, en temps normal, en exécution de l'article 47 du décret du 9 novembre 1853, modifié par le décret du 25 mai 1897; que par suite, les dispositions dudit décret, d'après lesquelles la prolongation des services ne saurait donner lieu à un supplément de liquidation, ne leur sont applicables,

Est d'avis

de répondre à la question posée par le Ministre des Finances dans le sens des observations qui précèdent,

PIERRE BOUSQUET, *rapporteur;*
R. DE MOUY, *président;*
P. ROUSSEL, *secrétaire.*

CONSEIL D'ÉTAT.

Extrait du registre des délibérations de la Section.

Séance du 20 juillet 1916.

AVIS.

(Section des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Colonies).

QUESTION (Finances) au sujet de la revision des pensions dont les titulaires, déjà rayés des cadres lorsqu'a éclaté la guerre, ont été rappelés temporairement à l'activité dans les conditions de la loi du 17 août 1915.

La Section des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Colonies du Conseil d'État, sur le renvoi qui lui a été fait par le Ministre des Finances de la question de savoir s'il peut être procédé à la revision des pensions civiles des fonctionnaires et agents qui, déjà rayés des cadres et retraités lorsqu'a

éclaté la guerre, ont été rappelés temporairement à l'activité dans les conditions de la loi du 17 août 1915 ;

Vu la loi du 9 juin 1853 ;

Vu le décret du 9 novembre 1853 ;

Vu la loi du 5 août 1914, relative au cumul de la solde militaire avec les traitements civils dans le cas de la mobilisation ;

Vu la loi du 17 août 1915 ;

Vu l'avis de la Section des Finances du 13 novembre 1915 ;

Vu l'avis de la Section des Finances du 16 novembre 1915 ;

Considérant, d'une part, que, d'après les termes de l'article 2 de la loi du 17 août 1915, les fonctionnaires et agents, au sujet desquels la Section est consultée, n'ont été rappelés sur leur demande à exercer de nouveau des fonctions publiques que pour la durée de la guerre, et en remplacement d'agents incorporés et demeurés titulaires des emplois qu'ils occupaient avant d'être appelés sous les drapeaux.

Considérant, d'autre part, que la rémunération allouée aux agents et fonctionnaires ayant bénéficié de la loi précitée du 17 août 1915 ne saurait avoir le caractère d'un traitement passible de retenues, les agents incorporés ayant conservé, dans les conditions fixées par la loi susvisée du 5 août 1914, le droit de continuer à recevoir le traitement attaché à leur emploi ;

Considérant que, dès lors, les services rendus en application de l'article 2 de la loi du 17 août 1915 par des fonctionnaires retraités ne peuvent entrer en compte dans une liquidation de pension et ne sont pas de nature à justifier la revision de la pension de retraite dont ils sont déjà titulaires ;

Est d'avis :

de répondre à la question posée par le Ministre des Finances dans le sens des observations qui précèdent.

P. BOUSQUET, *rapporteur* ;

R. DE MOUY, *président* ;

et R. ROUSSEL, *secrétaire*.

N° 90. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 5 janvier 1917, modifiant ou abrogeant diverses dispositions du décret du 17 septembre 1906, portant réorganisation de l'Enseignement primaire à la Guyane.*

(2 mars 1917).

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 17 septembre 1906, portant réorganisation de l'Enseignement primaire dans la colonie de la Guyane, modifié par les décrets des 11 juillet 1908, 19 février et 18 juillet 1912 et 10 février 1914;

Sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 5 janvier 1917, modifiant ou abrogeant diverses dispositions du décret du 17 septembre 1906, portant réorganisation de l'Enseignement primaire à la Guyane.

Art. 2. — Le Chef du service de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 2 mars 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Chef du service de l'Instruction publique,

PEYROT.

(Ministère des Colonies.)

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 5 janvier 1917.

Monsieur le Président,

Le décret du 20 juillet 1915 a apporté dans la métropole certains changements aux conditions d'âge exigées des candi-

dats aux brevets supérieur et élémentaire de l'Enseignement primaire. Il me paraît opportun de prendre les mêmes dispositions à la Guyane et de modifier à cet effet l'article 41 du décret du 17 septembre 1906, portant réorganisation de l'Enseignement primaire dans cette colonie.

En des ordres d'idées différents, il m'a paru également utile de modifier quelques autres dispositions du décret précité du 17 septembre 1906.

Les commissions d'examen pour le brevet élémentaire et le brevet supérieur sont composées, dans le système actuel, d'un trop grand nombre de membres étrangers à l'enseignement. Il y a donc lieu de remédier aux inconvénients qui peuvent résulter d'une majorité insuffisamment pénétrée de l'esprit des programmes et peu au courant des méthodes suivant lesquelles ils sont appliqués.

D'autre part, l'acte de 1906, ne prévoyant qu'un instituteur et une institutrice suppléants, ne répond plus aux besoins actuels Ces deux suppléants ne peuvent, en effet, assurer un service dont les exigences augmentent tous les jours par suite de congés de maternité et d'absences pour maladie.

J'ai, en conséquence, préparé le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu les décrets du 30 octobre 1889, relatifs à l'organisation de l'Enseignement primaire à la Guyane française ;

Vu le décret du 17 septembre 1906, portant réorganisation de l'Enseignement primaire dans la colonie de la Guyane, modifié par les décrets des 11 juillet 1908, 19 février et 18 juillet 1912 et 10 février 1914,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les articles 41, 44, paragraphes 4 et 102 du

décret du 17 septembre 1906, sont modifiés de la façon suivante :

« Art. 41. — Pour se présenter aux examens du brevet élémentaire, tout candidat doit avoir au moins 16 ans au 31 décembre de l'année durant laquelle il se présente.

« Pour se présenter aux examens du brevet supérieur, tout candidat doit justifier de la possession du brevet élémentaire et avoir dix-huit ans au 31 décembre de l'année durant laquelle il se présente.

« Aucune dispense d'âge ne peut être accordée ni pour le brevet élémentaire ni pour le brevet supérieur.

« Art. 44, § 4. — Les commissions d'examen pour le brevet élémentaire et le brevet supérieur, présidées par le Chef du service de l'Instruction publique, sont composées d'au moins sept membres choisis particulièrement dans le personnel de l'Enseignement public, secondaire et primaire. Les membres étrangers à l'enseignement devront être pourvus de titres universitaires. »

Art. 2. — Sont supprimés les emplois d'instituteur suppléant et d'institutrice suppléante créés par l'article 102 du décret du 17 septembre 1906.

Le service précédemment confié à ces maîtres sera assuré par des instituteurs et des institutrices auxiliaires.

Art. 3. — Sont abrogés les articles 103 et 104 du décret du 17 septembre 1906.

Art. 4. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de la colonie de la Guyane et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 5 janvier 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

N° 91. — *ARRETE promulguant l'arrêté du Ministre des colonies, du 20 janvier 1917, autorisant l'exportation des plaques et papiers photographiques.*

(4 mars 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française de l'arrêté du Ministre des colonies, du 20 janvier 1917, autorisant l'exportation, sous certaines conditions, des plaques et papiers photographiques;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE:

Article 1er.— Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, l'arrêté du Ministre des colonies, du 20 janvier 1917, autorisant l'exportation ou la réexportation, sans autorisation spéciale, que pour certaines destinations, des plaques et papiers photographiques.

Art. 2.— L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 4 mars 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur:

L'Inspecteur principal, Chef de service,

J. DEHEAULME.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE des colonies par intérim,

Vu le décret du 2 janvier 1915, portant prohibitions de sortie;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 8 janvier 1917,

ARRÊTE:

Article unique.— Par dérogation aux dispositions du décret du 2 janvier 1915, susvisé, les plaques et papiers photo-

graphiques peuvent être exportés ou réexportés, sans autorisation spéciale, lorsque l'envoi a pour destination l'Angleterre, les Dominions, les Pays de protectorat et colonies britanniques, la Belgique, le Japon, la Russie (sous réserve, en ce qui concerne la Russie, de la souscription d'un acquit-à-caution à décharger par la douane russe ou par les Chambres de commerce russo françaises) ou les Etats-Unis d'Amérique.

Fait à Paris, le 20 janvier 1917.

LACAZE.

N° 92. — *ARRÊTÉ promulguant trois arrêtés du Ministre des colonies, en date du 20 janvier 1917, dérogeant à des prohibitions de sortie.*

(4 mars 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française, des trois arrêtés du Ministre des colonies, en date du 20 janvier 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués dans la colonie, pour y être exécutés en leur forme et teneur :

1° L'arrêté du Ministre des colonies du 20 janvier 1917, rapportant, en ce qui concerne la chicorée, les dispositions de l'arrêté du 20 novembre 1916;

2° L'arrêté du Ministre des colonies du 20 janvier 1917, rapportant, en ce qui concerne les fécules de pommes de terre, de maïs et autres, les dispositions de l'arrêté du 9 avril 1915;

3° L'arrêté du Ministre des colonies du 20 janvier 1917, rapportant, en ce qui concerne les os, les dispositions de son arrêté du 20 novembre 1915.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera,

avec les textes promulgués, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 4 mars 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

l'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

J. DEHEAULME.

ARRÊTÉS.

Le Ministre des colonies p. i.,

Vu le décret du 10 novembre 1916, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 1916, portant dérogation aux prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 8 janvier 1917,

Arrête :

Article unique. — Sont rapportées, en ce qui concerne la chicorée brûlée ou moulue, les dispositions de l'arrêté du 20 novembre susvisé.

Fait à Paris, le 20 janvier 1917.

LACAZE.

Le Ministre des colonies p. i.,

Vu le décret du 13 mars 1915, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 1915, portant dérogation aux prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 9 janvier 1917,

Arrête :

Article unique. — Sont rapportées, en ce qui concerne les fécules de pommes de terre, maïs et autres, les dispositions de l'arrêté du 9 avril 1915, susvisé.

Fait à Paris, le 20 janvier 1917.

LACAZE.

Le Ministre des colonies p. i.,

Vu le décret du 6 novembre 1915, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1915, portant dérogation aux prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 2 janvier 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont rapportées, en ce qui concerne les os, les dispositions de l'arrêté susvisé du 20 novembre 1915.

Fait à Paris, le 20 janvier 1917.

LACAZE.

N° 93. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 5 janvier 1917, déterminant les conditions d'application aux colonies de la loi du 20 avril 1916, sur la taxation des denrées.*

(6 mars 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française du décret du 5 janvier 1917, déterminant les conditions d'application aux colonies de la loi du 20 avril 1916, sur la taxation des denrées,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 5 janvier 1917, déterminant les conditions d'application aux colonies de la loi du 20 avril 1916, sur la taxation des denrées.

Art. 2. — Le Secrétaire général, le Procureur général, chef du service judiciaire, et le Trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 6 mars 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., DEBUC.

Le Procureur général, G. LEVY.

Le Trésorier-payeur,

Par procuration :

J. DONDY.

Le Président de la République française,

Sur le rapport des Ministres des colonies, du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes, des finances, des travaux publics, des transports et du ravitaillement,

Vu l'article 14 de la loi du 20 avril 1916 ;

Vu le décret du 30 juin 1916,

Décrète :

TITRE Ier

Dispositions générales relatives à l'application aux colonies de la loi du 20 avril 1916, sur la taxation des denrées et substances.

Article 1er. — Dans les colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, le comité consultatif, prévu à l'article 2 de la loi du 20 avril 1916, sera institué :

A Madagascar, par le gouverneur général.

Dans chacune des colonies formant groupe, et sous réserve de l'approbation du gouverneur général, par le lieutenant-gouverneur ou par le résident supérieur.

Dans les autres colonies, par le gouverneur.

A Saint-Pierre et Miquelon, par l'administrateur.

Le chef de la colonie déterminera, par arrêté, la composition du comité et en désignera les membres. Il en présidera les délibérations.

Art. 2. — La taxation pour les prix de vente en gros des denrées spécifiées au paragraphe 1er de l'article 3 est prononcée par décret rendu sur la proposition du ministre des colonies, après avis du ministre des travaux publics, des transports et du ravitaillement. En cas d'urgence, le chef de la colonie peut prononcer la taxation par un arrêté qui devra, dans un délai de quatre mois, passé lequel il sera caduc, être converti en décret. Ce délai sera porté à six mois pour toutes les colonies autres que celles de l'Atlantique.

Pour tous les autres cas, la taxation est prononcée, après avis du comité consultatif : à Madagascar, par le gouverneur général; dans chaque colonie formant groupe, par le lieutenant-gouverneur ou le résident supérieur; dans les autres colonies, par le gouverneur, et à Saint-Pierre et Miquelon, par l'administrateur.

Art. 3. — L'affichage des prix dans les locaux où les denrées non taxées sont exposées en vente pourra être ordonné suivant le cas par le maire, par l'administrateur-maire, par le président de la Commission municipale ou par le commandant de cercle.

Art. 4. — Le recours contre les arrêtés de taxation sera porté, dans les colonies formant groupe, devant le gouverneur général, et dans les colonies autonomes ainsi qu'à Saint-Pierre et Miquelon, devant le chef de la colonie, en conseil privé ou d'administration.

Art. 5. — Le délai de dix jours francs accordé aux commerçants ou producteurs pour exercer un recours contre les arrêtés de taxation partira du jour de la publication de l'arrêté dans le centre administratif dont dépend la localité où sont domiciliés les intéressés.

Art. 6. — Les formes de la réquisition seront réglées, suivant le cas, en ce qui concerne l'Indo-Chine, l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française et Madagascar dans les conditions prévues par le décret du 30 août 1908 et pour les autres colonies, conformément à l'article 6 de la loi du 20 avril 1916.

Dans ces dernières, le droit de réquisition est exercé par le gouverneur, sous l'autorité du ministre des colonies, dans les mêmes conditions où il est dévolu au ministre de la guerre et aux autorités militaires par les lois et règlements en vigueur dans la métropole.

Art. 7. — Les dépenses occasionnées par les opérations d'achats amiables ou de réquisition de denrées et substances en vue d'assurer l'approvisionnement de la population civile des colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc, seront imputées sur un compte spécial alimenté tant au moyen des crédits ouverts aux budgets locaux, que par les recettes provenant des ventes et cessions.

Les attributions du ministre de l'intérieur et du ministre des travaux publics, des transports et du ravitaillement, telles qu'elles sont déterminées par la loi du 20 avril 1916, en dehors de l'article 2 ci-dessus, sont dévolues au ministre des colonies, celles des préfets, au gouverneur général de Madagascar, aux lieutenants-gouverneurs ou résidents supérieurs des colonies formant groupe, aux gouverneurs des autres colonies et à l'administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.

TITRE II.

Délivrance à la population civile.

Art. 8. — Les conditions dans lesquelles il pourra être pourvu par voie de cessions aux communes ou de répartition directe par l'Administration locale, à l'approvisionnement de la population civile d'une colonie ou d'une région de colonie en denrées et substances visées dans la loi du 20 avril 1916, sont arrêtées: à Madagascar, par le gouverneur général; dans les colonies autonomes et à Saint-Pierre et Miquelon, par les gouverneurs et l'administrateur; et dans les colonies groupées en gouvernements généraux, par les lieutenants-gouverneurs ou résidents supérieurs, sous réserve de l'approbation du gouverneur général.

Art. 9. — Les communes dans lesquelles la consommation locale se trouvera, soit par suite du défaut d'approvisionnement, soit par suite du prix excessif des denrées, dans l'impossibilité de se procurer les denrées et substances visées dans la loi du 20 avril 1916, pourront demander la cession de ces denrées et substances.

Les demandes sont présentées par le Maire, l'administrateur-maire ou le président de la commission municipale, en vertu d'une délibération du conseil municipal ou de la commission municipale.

Ces délibérations déterminent la nature des denrées et substances, les quantités nécessaires et portent engagement de payer le prix qui sera ultérieurement fixé.

Les demandes sont transmises au chef de la colonie (gouverneur général de Madagascar, gouverneur, lieutenant-gouverneur, résident supérieur, administrateur de Saint-Pierre et Miquelon) qui, après les avoir fait instruire, les revêt de son approbation.

Art. 10. — Dans les colonies ou régions de colonies, où l'organisation municipale n'existe pas, il peut être procédé directement par les soins de l'Administration locale au ravitaillement de la population civile en denrées et substances énumérées à l'article 1 ^r^ de la loi du 20 avril 1916.

Art. 11. — En vue de pourvoir aux besoins de la répartition directe ou aux demandes de cession qui seraient reconnues justifiées, il peut être procédé soit par voie de réquisitions ou d'achats à caisse ouverte, soit par voie d'achats amiables.

TITRE III

Réquisitions ou achats à caisse ouverte effectués par les Gouverneurs. — Répartition et cessions des denrées et substances réquisitionnées ou achetées à caisse ouverte.

Art. 12. — Les gouverneurs et l'administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, en conseil privé ou d'administration, les lieutenants-gouverneurs ou résidents supérieurs, sous l'approbation des gouverneurs généraux, le gouverneur général de Madagascar en conseil, prendront des arrêtés pour prescrire les réquisitions ou achats à caisse ouverte nécessaires pour le ravitaillement de la population civile.

Ces arrêtés spécifieront la nature et les quantités de denrées ou substances à acheter à caisse ouverte ou à réquisitionner, les lieux où ces opérations seront effectuées, ainsi que, lorsqu'il y aura lieu, les communes au profit desquelles il y sera procédé.

Ces arrêtés fixeront également les dispositions et mesures de détail destinées à assurer leur exécution.

Art. 13. — Les achats à caisse ouverte sont effectués et payés par les commissions de réception dans les conditions prévues par les instructions qui régissent les achats à caisse ouverte du ministère de la guerre.

Les formes de la réquisition sont réglées: 1° en ce qui concerne les gouvernements généraux, par le décret du 30 août 1908; 2° et, pour les autres colonies, par les paragraphes 2, 3, 4 de l'article 3 de la loi du 3 juillet 1877 ; son exécution, par les articles 19 et 20, et le règlement des indemnités, par les articles 24 à 28 de ladite loi.

Les prix offerts par la commission de réception, soit pour la réquisition, soit pour l'achat à caisse ouverte, ne peuvent excéder le prix de taxation de la denrée ou substance dans la commune ou région où est opérée la réquisition ou l'achat à caisse ouverte.

TITRE IV.

Achats à l'amiable. — Cessions de denrées et substances ainsi achetées. — Opérations comptables.

Art. 14. — Les achats amiables de denrées et substances visées par la loi du 20 avril 1916 sont effectués par les autorités désignées à l'article 12 ci-dessus, après autorisation donnée

par le ministre des colonies qui prend préalablement l'avis du ministre des travaux publics, des transports et du ravitaillement. Toutefois, dans le cas d'extrême urgence, les achats amiables peuvent être opérés sans cette autorisation, mais à charge pour l'autorité intéressée d'en rendre compte au ministre des colonies par la voie la plus rapide.

Art. 15. — Les cessions sont consenties par une décision du chef de la colonie indiquant les quantités et qualités et les prix unitaires des denrées ou substances cédées.

Les prix de cession ne peuvent être inférieurs au prix de revient, y compris les frais de transport et les frais accessoires de toute nature.

Art. 16. — Le montant des achats amiables sera fixé par l'arrêté qui les autorise et dans la limite des crédits qui auront été inscrits à cet effet au budget de la colonie.

Art. 17. — Les opérations de recettes et de dépenses effectuées en conformité de la loi du 20 avril 1916 sont constatées à un compte spécial ouvert dans la comptabilité administrative et dans les écritures du Trésor, sous le titre « Ravitaillement de la population civile ». Il en sera justifié à la cour des comptes par le trésorier-payeur. Ce compte ne devra jamais être débiteur.

Les recettes comprennent :

1° La dotation budgétaire ;

2° Le produit des cessions ;

3° Les recettes accessoires.

Les dépenses comprennent :

1° Le prix des achats ;

2° Les frais de transport et de répartition ;

3° Le prix d'achat et les frais d'entretien du matériel et de l'outillage ;

4° Les frais de déchargement et de manutention ;

5° Les frais de conservation et de magasinage (construction, aménagement, ou, le cas échéant, location de magasins et dépôt, frais de magasinage dans les magasins généraux, etc.) ;

6° Les dépenses diverses.

TITRE V.

Répartition directe à la population et ventes effectuées par les communes cessionnaires. — Opérations comptables.

Art. 18. — La vente à la consommation locale, soit des

denrées et substances réparties directement par l'administration à la population, soit des denrées et substances cédées aux communes, peut être effectuée : soit par l'intermédiaire de collectivités telles que syndicats, sociétés coopératives de consommation, etc., soit par l'intermédiaire de commerçants approvisionneurs, soit en régie directe dans des magasins gérés pour le compte de la commune ou de la colonie.

Pour les communes, le mode de vente est fixé par délibération du conseil municipal ou de la commission municipale, approuvée par le chef de la colonie. La désignation des intermédiaires est effectuée dans les mêmes formes.

Ces délibérations déterminent également les prix de vente à la consommation locale, ainsi que les conditions à imposer pour éviter toute spéculation.

Les mêmes dispositions devront figurer dans les arrêtés des gouverneurs, en cas de répartition directe aux populations par l'administration locale.

Le prix de vente ne doit, en aucun cas, être inférieur au prix de revient.

Le prix de revient est déterminé par le prix d'achat, de réquisition ou de cession, suivant les cas, auquel on ajoute les frais de transport et tout ou partie des frais accessoires.

Les communes et les administrations locales qui constituent des magasins d'approvisionnement sont tenues d'organiser, indépendamment de la comptabilité en deniers, une comptabilité-matières et instituer un agent comptable responsable des opérations.

Art. 19. — Le gouverneur général de Madagascar, les gouverneurs des colonies autonomes et l'administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, en conseil privé ou d'administration, les lieutenants-gouverneurs et résidents supérieurs en conseil, et sous réserve de l'approbation des gouverneurs généraux, détermineront par arrêtés, après avis du trésorier-payeur :

1° Les mesures de détail pour la livraison des denrées et substances cédées aux communes ou aux intermédiaires énumérées à l'article 18 du présent décret ;

2° Les conditions de distribution à la population civile ;

3° Les règles de la comptabilité-deniers et matières à tenir, pour ces opérations, par les communes ou par le service local.

La comptabilité financière sera suivie, selon qu'il s'agira de

délivrances faites par les communes ou par le service local, par le receveur municipal ou le trésorier-payeur.

En cas de vente — en régie directe — par la colonie ou par les communes, il devra être constitué un ou plusieurs régisseurs-comptables responsables des opérations effectuées par leurs soins.

Art. 20. — En fin d'année ou lorsqu'il sera mis fin au ravitaillement de la population civile, il sera dressé un compte administratif des opérations effectuées au titre de ce ravitaillement.

Ce compte est soumis à l'examen du comité consultatif et arrêté par le chef de la colonie en conseil.

Il est annexé à ce compte un relevé faisant ressortir les marchandises achetées, les marchandises cédées, le stock devant exister en magasin, le stock effectif à la valeur d'après le prix d'achat, augmenté des frais de transport de ce dernier stock.

Le compte administratif est produit à la cour des comptes à l'appui du compte du trésorier-payeur.

Art. 21. — Les ministres des colonies, du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes, des travaux publics, des transports et du ravitaillement, et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 janvier 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le Ministre des finances,
A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

Le Ministre des travaux publics, des transports et du ravitaillement,
HERRIOT.

N° 94. — *ARRÊTÉ promulguant le décret relatif au tarif d'affranchissement des lettres échangées par les bureaux français et les bureaux indochinois en Chine soit entre eux, soit avec la France, l'Algérie, les colonies françaises et les bureaux français appliquant dans les relations avec la Métropole les taxes postales du régime intérieur français.*

(7 mars 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 15 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;
Vu le câblogramme de M. le Ministre des colonies du 2 mars 1917, n° 51,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué en Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 7 février 1917, relatif au tarif d'affranchissement des lettres échangées par les bureaux français et les bureaux indochinois en Chine soit entre eux, soit avec la France, l'Algérie, les colonies françaises et les bureaux français appliquant dans les relations avec la Métropole les taxes postales du régime intérieur français.

Art. 2. — Le Chef du service des Postes et des Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui, avec le texte promulgué, sera publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 7 mars 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Chef du service des Postes,
DEFURNE.

DÉCRET du 7 février 1917, au sujet des échanges de correspondances entre bureaux français et bureaux indochinois en Chine.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes, du Ministre des finances et du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — La taxe des lettres échangées par les bureaux français et les bureaux indochinois en Chine, soit entre eux, soit avec la France, l'Algérie, les colonies françaises et les bureaux français appliquant dans les relations avec la Métropole les taxes postales du régime intérieur français, est fixée comme suit :

Jusqu'à 20 grammes 15 centimes, au-dessus de 20 grammes jusqu'à 50 grammes 25 centimes, au-dessus de 50 grammes jusqu'à 100 grammes 30 centimes et ainsi de suite en ajoutant 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes excédant.

Les objets non affranchis ou insuffisamment affranchis sont taxés au double de l'affranchissement ou de l'insuffisance d'affranchissement. Le poids des lettres susvisées ne pourra dépasser un kilo.

Art. 2. — La date d'application du présent décret est fixée au 15 février 1917.

Fait à Paris, le 7 février 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,
A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes,
CLEMENTEL.

Le Ministre des colonies p. i.,
LACAZE.

N° 95. — *ARRETÉ portant institution d'un Comité chargé de faire la propagande nécessaire pour une représentation de la Guyane à la Foire commerciale de Bordeaux en septembre 1917.*

(7 mars 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la lettre du Comité d'organisation de la Foire commerciale

de Bordeaux ; ensemble la dépêche ministérielle du 30 octobre 1916, n° 2174 ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Il est institué, à Cayenne, un Comité d'organisation chargé de faire la propagande nécessaire et de réunir les efforts pour une représentation aussi large que possible de la Guyane à la prochaine Foire commerciale, qui s'ouvrira à Bordeaux au mois de septembre 1917.

Art. 2. — Ce Comité est composé ainsi qu'il suit :

MM. le Président de la Chambre de commerce, président ;
le Directeur de la Banque de la Guyane, vice-président ;
Ph. Saccharin, Ch. Quintrie, conseillers généraux ;
Léonce Melkior, ingénieur ;
Nollier, industriel, membre de la Chambre de commerce ;
Théolade, négociant, membre de la Chambre de commerce ;
Leroux, représentant de la Maison Chiris ;
Abran, représentant des Comptoirs Hesse & Cie ;
Millienne, membre de la Chambre d'agriculture ;
Brothier, industriel ;
Chambaud, géomètre civil ;
Lédi, vérificateur des Douanes ;
Wallon, préparateur du Musée local.

Art. 3. — Les procés-verbaux des séances de ce Comité, qui se réunira sur la convocation de son président, devront être communiqués au Gouverneur.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 7 mars 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur,
Le Secrétaire général p. i.,
E. DEBUC.

N° 96. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 23 septembre 1916, qui abroge le décret du 30 juillet 1914, limitant les remboursements à faire par les Caisses d'Epargne.*

(12 mars 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 23 septembre 1916, qui abroge le décret du 30 juillet 1914, limitant les remboursements à faire par les Caisses d'Epargne.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié, avec le texte promulgué, au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 12 mars 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
E. DEBUC.

(Ministère des Finances).

RAPPORT au Président de la République française,

Paris, le 23 septembre 1916.

Monsieur le Président,

Un décret du 30 juillet 1914, rendu par application des articles 3 et 25 de la loi du 20 juillet 1895, sur les caisses d'épargne, a limité à titre provisoire à la somme de 50 francs par déposant et par quinzaine les remboursements à effectuer par les caisses d'épargne ordinaires et par la caisse nationale d'épargne. Ce décret se justifiait aisément par les dangers d'une retraite simultanée des fonds déposés, alors que l'aliénation du portefeuilles des caisses d'épargne devenait impossible et que d'autre part le Trésor public avait besoin de toutes ses disponibilités pour la défense du pays. L'appli-

cation éventuelle de la « clause de sauvegarde » faisait d'ailleurs partie intégrante du contrat passé avec les déposants.

Depuis lors, deux années ont passé, au cours desquelles les titulaires des livrets auraient pu effectuer intégralement, s'ils l'avaient voulu, le retrait de leurs dépôts, puisqu'à raison de 50 francs par quinzaine, il leur eût suffi de moins de quinze mois pour retirer le maximum de 1,500 francs. Et cependant, grâce à la confiance des déposants, à leur clairvoyance et à leur patriotisme, le montant total des dépôts des caisses ordinaires, qui s'élevait, au 30 juin précédent, à 4,054 millions n'est retombé qu'à 3,688 millions ; celui de la caisse nationale d'épargne, qui était de 1,857, atteint encore 1,624 millions.

Dans ces conditions, nous avons pu déjà réduire peu à peu l'application de la clause de sauvegarde :

Tout d'abord, après les facilités données aux déposants lors du dernier emprunt, il a paru équitable de donner satisfaction à tous ceux qui désiraient consacrer leurs fonds à des achats de rente en bourse, sous réserve de certaines précautions destinées à prévenir les abus. Cette mesure a été réalisée par un décret du 27 mars 1916.

Le même décret a décidé, d'autre part, que, même pour les autres retraits, aucune limitation de somme ne serait appliquée aux dépôts postérieurs à sa publication.

Il reste une dernière étape à franchir. Nous n'hésitons pas à vous proposer, Monsieur le Président, de lever toutes limitations aux remboursements. Nous avons entière confiance, en effet, dans les déposants qui, loin de retirer leurs fonds disponibles, voudront user de la faculté donnée par la loi du 29 juillet 1916 de porter le maximum de leur compte de 1,500 francs à 3,000 fr. Il va de soi, qu'en cas de force majeure, le Gouvernement pourrait revenir à la clause de sauvegarde, mais nous sommes certains que l'heure de la victoire définitive sonnera sans que cette disposition ait à recevoir une nouvelle application.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le ministre des finances,
A. RIBOT.

Le ministre du travail et de la prévoyance sociale,
ALBERT MÉTIN.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des finances, du Ministre du travail et de la prévoyance sociale et du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Vu la loi du 20 juillet 1895, sur les Caisses d'Épargne et notamment le paragraphe 2 de l'article 3 ainsi conçu : « Toutefois, en cas de force majeure, un décret rendu sur la proposition des Ministres des finances et du commerce, le Conseil d'Etat entendu, peut limiter les remboursements à la somme de 50 francs par quinzaine. Des délais supplémentaires seront fixés par décret pour les opérations nécessitant l'intervention d'un bureau ou d'une caisse située en dehors de la France continentale. »

Vu le décret du 30 juillet 1914 ;

Vu le décret du 27 mars 1916 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Sont abrogés le décret du 30 juillet 1914, limitant les remboursements à effectuer par les Caisses d'Épargne ordinaires et la Caisse Nationale d'Épargne, et le décret du 27 mars 1916, portant dérogations au précédent décret.

Art. 2. — Le Ministre des finances, le Ministre du travail et de la prévoyance sociale et le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 septembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,
A. RIBOT.

Le Ministre du travail et de la prévoyance sociale,
ALBERT MÉTIN.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

N° 97. — *ARRÊTÉ promulguant la loi du 23 novembre 1916, ratifiant le décret du 3 décembre 1915, prohibant la sortie de l'argent brut, en masses ou lingots.*

(12 mars 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la dépêche ministérielle du 11 décembre 1916, prescrivant de promulguer dans la colonie la loi du 23 novembre 1916, portant ratification du décret du 3 décembre 1915, prohibant la sortie de l'argent brut, en masses, lingots, etc....

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

Arrête :

Article 1er. — Est promulguée dans la colonie, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi du 23 novembre 1916, qui ratifie et convertit en loi le décret du 3 décembre 1915, prohibant la sortie des colonies et pays de protectorat, sous un régime douanier quelconque, de l'argent brut, en masses, lingots, barres, poudres, objets détruits.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 12 mars 1917.

A. LAURET.

LOI portant ratification du décret du 3 décembre 1915, prohibant la sortie et la réexportation des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, sous un régime douanier quelconque, de l'argent brut, en masses, lingots, barres, poudres, objets détruits.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Est ratifié et converti en loi le décret du 3 décembre 1915, prohibant la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, sous un régime

douanier quelconque, de l'argent brut, en masses, lingots, barres, poudres, objets détruits.

Art. 2. — Le régime antérieur sera rétabli par décret rendu dans la même forme que celui dont la ratification est prononcée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 novembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies, GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des finances, A. RIBOT.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, CLÉMENTEL.

N° 98. — *ARRÊTÉ rapportant les dispositions de l'arrêté du 20 août 1914, limitant les remboursements à faire pour la Caisse d'Épargne de Cayenne.*

(12 mars 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 20 août 1914, fixant jusqu'à nouvel ordre les remboursements à effectuer par la Caisse d'Épargne de Cayenne par acomptes de cinquante francs (50 fr.) par déposant et par quinzaine.

Considérant, qu'en ce qui concerne la Guyane française, la limitation des remboursements à effectuer par la Caisse d'Épargne ne s'impose plus et qu'il y a lieu, par suite, de revenir à l'ancien état des choses.

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est abrogé l'arrêté local du 20 août 1914, limitant les remboursements de la Caisse d'Épargne de Cayenne à cinquante francs (50 fr.) par déposant et par quinzaine.

Art. 2.— Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 12 mars 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
E. DEBUC.

N° 99. — *ARRÊTÉ autorisant la répartition d'un dividende de 55 francs par action de la Banque de la Guyane, pour le 2e semestre 1916.*

(15 mars 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la loi du 30 décembre 1916, portant prorogation du privilège des Banques coloniales et des statuts desdites Banques, ensemble l'article 25, § 7 de la loi du 13 décembre 1901 ;

Vu les dépêches ministérielles des 10 février et 25 mai 1905 ;

Vu le câblogramme ministériel, n° 66, du 10 mars 1917 ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la répartition d'un dividende brut de cinquante-cinq francs par action de la Banque de la Guyane, pour le 2e semestre 1916.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 15 mars 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
E. DEBUC.

N° 100. — *ARRETÉ déléguant* M. Levy (Georges), *Procureur général, dans les fonctions de Président du Conseil du contentieux administratif.*

(20 mars 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 5 août 1881 relatif au Conseil du contentieux administratif à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, et rendu applicable à toutes les colonies françaises par le décret du 7 septembre 1881 ;

Arrête :

Article 1er. — M. Lévy (Georges), Procureur général, chef du service judiciaire de la Guyane, est délégué dans les fonctions de Président du Conseil du contentieux administratif de la colonie.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, notifié et publié partout où besoin sera.

Cayenne, le 20 mars 1917.

A. LAURET.

N° 101. — *DÉCISION nommant* M. Golissard, *Receveur de l'Enregistrement, Commissaire du Gouvernement près le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française, pour l'année* 1917.

(20 mars 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret du 5 août 1881, concernant les Conseils du Contentieux administratif aux colonies, rendu applicable à la Guyane par le décret du 7 septembre suivant,

Décide :

M. Golissard, Receveur de l'Enregistrement, est nommé, pour l'année 1917, Commissaire du Gouvernement près le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française.

Cayenne, le 20 mars 1917.

A. LAURET.

N° 102. — *ARRÊTÉ relatif à l'expédition des boites d'or par le bureau de poste de Saint-Laurent-du-Maroni.*

(22 mars 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté, n° 59, du 16 février 1903, interdisant l'exportation de l'or natif par un bureau de poste autre que celui de Cayenne;

Vu l'arrêté du 19 avril 1903, n° 138, relatif aux conditions d'expédition de l'or natif par le bureau de poste de Saint-Laurent;

Vu la Convention internationale de Rome du 26 mai 1906, concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée;

Vu l'article 22 de la loi de finances du 30 décembre 1916, sur les tarifs à appliquer aux correspondances du régime franco colonial et intercolonial;

Considérant, d'une part, qu'aux termes des dispositions en vigueur dans les offices postaux français et étrangers, les envois de valeur déclarée à destination de Saint-Laurent-du-Maroni, provenant de l'extérieur, sont affranchis suivant leur origine, conformément aux tarifs franco-coloniaux, intercoloniaux, ou internationaux sans qu'il y ait application de surtaxe au départ ou à l'arrivée;

Considérant, d'autre part, que les améliorations réalisées dans le transport des dépêches postales entre Cayenne et Saint-Laurent et notamment le paiement d'une subvention forfaitaire annuelle à la C^ie^ de Navigation, sans qu'il soit tenu compte au transporteur du nombre ou de la valeur des objets de correspondance à lui confiés, ne justifient plus la perception de taxes particulières sur les boîtes d'or de valeur déclarée déposées au bureau de Saint-Laurent destinées à l'extérieur;

Considérant, en outre, qu'il convient de faciliter dans la plus large mesure possible les exportations d'or à destination de la Métropole;

Sur la proposition du Chef du service des Postes et des Téléphones,

ARRÊTE :

Article 1er.— Sont rapportés les arrêtés du 16 février 1903, n° 59, et du 19 avril 1903, n° 138.

Art. 2.— Le bureau de poste de Saint-Laurent, ouvert sans aucune restriction au service des envois de valeur déclarée, recevra les boîtes d'or de valeur déclarée à destination de l'extérieur.

Les envois ne seront admis qu'après vérification de la douane, apposition du cachet en cire de cette administration sur chaque boîte, et présentation du récépissé constatant le versement des droits perçus sur l'or natif par la colonie.

Art. 3.— La taxe d'affranchissement des boîtes d'or à destination de l'extérieur, déposées à Saint-Laurent, est la même que celle appliquée par la recette comptable de Cayenne pour ces sortes d'envois.

Elle est, pour le régime franco-colonial ou intercolonial, celle fixée par l'article 22 de la loi de finances du 30 décembre 1916. Les envois destinés aux pays faisant partie de l'Union postale universelle et acceptant cette catégorie d'objets de correspondance seront affranchis conformément au tarif prévu par la Convention de Rome du 26 mai 1906.

Art. 4.— Le Chef du service des Postes et des Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la Guyane française.

Cayenne, le 22 mars 1917.

A. LAURET.

Le Chef du service des Postes
et des Téléphones,
DEFURNE.

N° 103. — *ARRÊTÉ relatif à la forme, à la police et aux épreuves du brevet élémentaire et du brevet supérieur.*

(24 mars 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les articles 27, 39, 41, 43 et 46 du décret du 17 septembre 1906, portant réorganisation de l'Enseignement pri-

maire à la Guyane française, modifié par le décret du 10 février 1914;

Vu l'arrêté du 7 mai 1907, relatif à la forme et à la police des examens;

Vu les arrêtés du 21 mai 1907, déterminant les épreuves des examens du brevet élémentaire et du brevet supérieur;

Vu le décret du 15 janvier 1917;

Sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les sessions réglementaires d'examen pour les deux brevets de capacité ont lieu, chaque année, l'une au mois d'août, l'autre au mois d'octobre.

Ne sont admis à la seconde session du brevet élémentaire et du brevet supérieur que les candidats qui, s'étant présentés à la première, ont obtenu au moins le quart du maximum des points pour l'ensemble des épreuves écrites et ceux qui n'ont pu se présenter par suite d'un cas de force majeure, laissé à l'appréciation du Chef du service de l'Instruction publique.

Art. 2. — Les commissions d'examen sont nommées par le Gouverneur, sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique.

Art. 3. — Les sujets des compositions écrites sont choisis par le Chef du service.

Ils sont enfermés sous pli cacheté. Le pli est ouvert par le président de la commission, en présence des candidats.

Art. 4. — Les compositions doivent porter en tête et sous pli fermé les noms et prénoms des candidats. Ce pli n'est ouvert qu'après l'achèvement de la correction des copies et l'inscription des notes données pour chacune d'elles.

Art. 5. — Les commissions ne peuvent délibérer régulièrement sur l'admissibilité ou l'admission des candidats qu'autant que les deux tiers des membres sont présents. Chacune des épreuves est obligatoirement corrigée par deux examinateurs au moins. L'examen oral a lieu devant deux membres au moins.

Le Chef du service de l'Instruction publique fait partie de droit de toutes les sous-commissions.

Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 6. — Il est tenu compte à l'examen du brevet supérieur des notes obtenues, pour chaque candidat, pendant ses deux dernières années d'étude. Ces notes, attestées au moyen d'un livret de scolarité délivré par le directeur de l'établissement ou le professeur du candidat, sont remises au Secrétariat du service de l'Instruction publique au moment de l'inscription et jointes au dossier du candidat.

Art. 7. — A l'ouverture de la session, le secrétaire de la commission fait l'appel des candidats inscrits. Chaque candidat, à l'appel de son nom, vient apposer sa signature sur le registre de présence, afin de constater son identité.

Les candidats sont réunis, soit ensemble, soit par séries, sous la surveillance de membres de la commission, désignés par le président.

L'examen écrit n'est pas public ; l'examen oral est public pour les aspirants. Les dames seules sont admises aux épreuves orales des aspirantes.

Le président de la commission a la police de la salle.

Toute communication entre les candidats, pendant les épreuves, toute fraude ou tentative de fraude seront réprimées d'après les dispositions de l'article 45 du décret du 17 septembre 1906.

Brevet élémentaire.

Art. 8. — L'examen pour le brevet élémentaire comprend deux séries d'épreuves.

Art. 9. — Les épreuves portent sur les programmes du cours supérieur des Ecoles primaires élémentaires.

Art. 10. — Les épreuves de la première série sont :

1° Une épreuve d'orthographe : dictée d'un texte français de vingt lignes environ, et questions relatives à l'intelligence de ce texte (définition du sens d'un mot, d'une expression ou d'une phrase ; analyse d'un mot ou d'une proposition). (Durée de l'épreuve : une heure et demie) ;

2° Une composition française. Le sujet de cette composition devra être choisi de telle sorte que les candidats puissent le traiter en utilisant leurs observations et leurs souvenirs personnels (Durée : deux heures et demie) ;

3° Une épreuve de mathématiques : solution raisonnée de deux problèmes portant sur l'arithmétique et le système métrique (Durée : deux heures) ;

4° Une épreuve d'écriture d'une dizaine de lignes, comprenant bâtarde, ronde et cursive (Durée : trois quarts d'heure).

Art. 11. — Les épreuves de la deuxième série sont :

1° Une interrogation sur la langue française, comprenant :

a) La lecture et l'explication d'un texte ;

b) La récitation d'un morceau choisi sur une liste présentée par le candidat ;

2° Une interrogation sur l'arithmétique et le système métrique ;

3° Une interrogation sur l'histoire de la France et de la Guyane française, ainsi que sur l'instruction civique ;

4° Une interrogation sur la géographie de la France et de ses colonies, notamment de la Guyane française, ainsi que des principaux pays du monde ;

5° Une interrogation sur les notions élémentaires des sciences physiques et naturelles en tant qu'elles s'appliquent à l'hygiène, à l'agriculture et à l'industrie.

Chacune de ces épreuves durera, pour chaque candidat, un quart d'heure environ ;

6° Pour les aspirantes, une épreuve de dessin : dessin à vue ou arrangement décoratif simple ; pour les aspirants, exécution à main levée d'un croquis côté d'un objet usuel de formes très simples (Durée de l'épreuve : deux heures) ;

7° Pour les aspirants, une épreuve d'agriculture (Durée de l'épreuve : une heure) ;

8° L'exécution d'un chant scolaire figurant sur une liste de cinq morceaux présentés par le candidat (Durée de l'épreuve : dix minutes au maximum ;

9° L'exécution, pour les aspirants, d'exercices élémentaires de gymnastique (Durée de l'épreuve : dix minutes au maximum) ; pour les aspirantes, des travaux à l'aiguille, sous la surveillance de dames désignées à cet effet par le Chef du service de l'Instruction publique (Durée de l'épreuve : une heure).

Art. 12.— Chacune des épreuves est notée de 0 à 20, avec un coefficient, fixé comme il suit :

1re série :

Composition française	2
Mathématiques	2

Dictée d'orthographe	1
Questions sur le texte dicté	1
Écriture	1

2e série :

Histoire	1
Géographie	1
Langue française	2
Mathématiques	1
Sciences physiques et naturelles	1
Dessin	1
Agriculture	1
Musique	1/2
Gymnastique	1/2
Travaux à l'aiguille	1/2

Art. 13.— Nul candidat ne peut être déclaré admissible aux épreuves de la deuxième série, s'il n'a obtenu la moyenne pour l'ensemble des épreuves de la première série.

Peut être ajourné, après délibération spéciale du jury, tout candidat qui a merité une note inférieure à cinq dans l'épreuve de la composition française.

Aux différentes épreuves des deux séries, la note *zéro* est éliminatoire si elle est maintenue après délibération du jury.

Nul candidat n'est déclaré admis s'il n'a obtenu la moyenne pour l'ensemble des épreuves.

Art. 14. — Dans le mois qui suit la clôture de la session, le procès-verbal des opérations de la commission, signé par le président et le secrétaire, est transmis au Gouverneur, et le brevet élémentaire est délivré, s'il y a lieu, par le Chef du service de l'Instruction publique.

Brevet supérieur.

Art. 15. — L'examen du brevet supérieur comprend deux séries d'épreuves. Elles portent sur les matières d'enseignement de la 1re et de la 2e année des Écoles normales de France. Toutes les épreuves doivent être subies dans la même session.

Art. 16. — Les épreuves de la première série sont au nombre de trois :

1° Une composition écrite sur un sujet de littérature ou de morale. (Durée : trois heures) ;

2° Une composition écrite comprenant :

a) Pour les aspirants, un problème d'arithmétique ou de géométrie appliquée aux opérations pratiques et une question théorique ; pour les aspirantes, un problème et une question théorique d'arithmétique ;

b) Pour les aspirants et les aspirantes, une question sur les sciences physiques et naturelles avec leurs applications les plus usuelles à l'hygiène, à l'industrie, à l'agriculture. (Durée : quatre heures).

Pour la composition sur un sujet de littérature ou de morale et la composition de sciences physiques et naturelles, les candidats auront à choisir entre deux sujets. En ce qui concerne l'épreuve de sciences, les deux sujets devront être du même ordre (deux sujets ou de physique ou de chimie ou d'histoire naturelle) ;

3° Une épreuve consistant en réponses écrites, dans la langue anglaise, à des questions écrites posées dans la même langue. L'usage d'un dictionnaire en langue anglaise est seul autorisé. (Durée : deux heures).

Art. 17. — Chacune de ces épreuves est cotée de 0 à 20. Nul candidat n'est déclaré admissible s'il n'a obtenu 30 points au minimum dont 20 pour les épreuves de français et de sciences réunies.

Art. 18. — Les épreuves de la deuxième série comprennent :

1° Des interrogations sur :

A. — La psychologie, la morale et leurs applications à l'éducation ;

B. — L'histoire de la France et, à partir de 1492, ses rapports avec l'histoire générale, ainsi que l'histoire de la Guyane, les questions ne devant porter que sur les faits essentiels ;

C. — La géographie de la France, de la Guyane et des colonies voisines, avec tracé au tableau noir, et notions sommaires de géographie générale ;

D. — L'arithmétique avec exercices de calcul mental et, pour les aspirants seulement, l'algèbre et la géométrie ;

E. — Pour les aspirantes :

a) La physique, la chimie, l'histoire naturelle et leurs applications.

Pour les aspirants :

a) La physique, la chimie, l'histoire naturelle et leurs applications à l'hygiène et à l'industrie ;

b) Les applications de ces sciences à l'agriculture ;

2° Lecture expliquée après un quart d'heure de préparation, sans aucun secours étranger, d'un texte français pris sur une liste d'auteurs qui est dressée tous les quatre ans par le Chef du service de l'Instruction publique et publié une année à l'avance. Il sera tenu compte de l'expression dans la lecture et des connaissances littéraires propres à faciliter l'intelligence du texte. La lecture sera suivie d'une interrogation de grammaire ;

3° Lecture à haute voix et traduction rapide d'un texte facile en langue anglaise après un quart d'heure de préparation ; conversation d'un genre très simple en langue anglaise sur le texte lu ;

4° Composition de dessin : *a)* dessin à vue ou composition décorative ; *b)* croquis coté. (Durée des deux épreuves : quatre heures).

Chacune de ces épreuves est cotée de 0 à 10 et les deux notes sont additionnées ;

5° Composition de musique : dictée musicale suivie de questions théoriques indépendantes du texte dicté. (Durée : vingt minutes au maximum).

Art. 19. — Chaque épreuve de la deuxième série est cotée de 0 à 20. L'épreuve de lecture expliquée est affectée du coefficient 2. Il suffit que, pour l'ensemble des épreuves de cette série, chaque candidat obtienne un total de 100 points.

Art. 20. — La note zéro, pour l'une quelconque des épreuves ou interrogations, est éliminatoire.

Peuvent être éliminés à la première série, après délibération spéciale du jury, les candidats qui ont obtenu une note inférieure à *cinq* pour l'une ou l'autre des deux premières épreuves.

Art. 21. — Les aspirants et aspirantes qui échouent aux épreuves de la deuxième série conservent à la session suivante le bénéfice de l'admissibilité.

Les candidats admissibles à la session précédente ne sont astreints à faire de nouveau les compositions soit de dessin, soit de musique, que s'ils ont obtenu pour l'une ou l'autre de ces épreuves une note inférieure à 10.

Art. 22. — Dans le mois qui suit la clôture de la session, le procès-verbal des opérations de la commission, signé par

le président et le secrétaire, est transmis au Gouverneur qui délivre, s'il y a lieu, le brevet supérieur.

Art. 23. — Le Chef du service de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié aux *Journal* et *Bulletin officiels* de la colonie, et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 24 mars 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Chef du service de l'Instruction publique,

PEYROT.

N° 104. — *ARRÊTÉ déterminant le mode de paiement des instituteurs et des institutrices auxiliaires.*

(27 mars 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 26 du 1er décret du 17 septembre 1906, portant réorganisation de l'Enseignement primaire à la Guyane;

Vu l'article 1er du décret du 5 janvier 1917, modifiant l'article 102 du décret du 17 septembre 1906;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service de l'Instruction publique,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les instituteurs et institutrices auxiliaires, chargés de remplacer temporairement les instituteurs et institutrices titulaires, reçoivent une indemnité calculée, pour chaque remplacement, à raison de 5 francs par jour, depuis la date de l'installation, jusqu'au dernier jour inclus du remplacement.

Cette indemnité n'est pas soumise à retenue.

Ils n'ont droit ni à l'indemnité de logement, ni à l'indemnité de résidence, ni à l'indemnité de vivres, ni à aucune autre allocation qui pourrait être accordée aux autres membres de l'Enseignement primaire.

Art. 2. — Lorsque les instituteurs ou institutrices auxiliaires

sont appelés à servir dans les communes rurales, il leur est alloué une indemnité journalière de 8 francs à l'exclusion de toutes autres allocations (séjour, résidence, logement, etc...)

Art. 3. — Le Secrétaire général et le Chef du service de l'Instruction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 27 mars 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i. DEBUC.

Le Chef du service de l'Instruction publique, PEYROT.

N° 105. — *ARRÊTÉ chargeant* M. Constant (Ferdinand), *chef de bureau des Secrétariats généraux des colonies, de soutenir, pendant l'année 1917, au Conseil du Contentieux administratif de la Guyane française, soit en demande, soit en défense, les actions intéressant la colonie.*

(29 mars 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'article 2 du décret du 5 août 1881, concernant les Conseils du Contentieux administratif à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, rendu applicable à toutes les colonies françaises par le décret du 7 septembre 1881,

ARRÊTE :

Article 1er. — M. Constant (Ferdinand), chef de bureau des Secrétariats généraux des colonies, est chargé, pendant l'année 1917, de soutenir au Conseil du Contentieux administratif de la Guyane française, soit en demande, soit en défense, les actions intéressant la colonie.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 29 mars 1917.

A. LAURET.

N° 106. — *DECISION instituant un Comité des fêtes patriotiques.*

(30 mars 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Décide :

Article 1er. — Il est institué, sous la présidence du Chef de la colonie, un Comité chargé de centraliser tous renseignements et de prêter son concours effectif aux municipalités, pour l'organisation de journées ou fêtes patriotiques.

Ce Comité est composé de :

MM. Darredeau (Antoine), conseiller privé, vice-président ;
Ravel, directeur de la Banque de la Guyane ;
Théolade, négociant, membre de la Chambre de commerce ;
Marchand, négociant ;
Boulvin, ingénieur-électricien.

Un secrétaire assistera le Comité.

Art. 2. — En vue de faciliter ses travaux, le Comité pourra s'adjoindre toutes les compétences.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 30 mars 1917.

A. LAURET.

N° 107. — *ARRÊTÉ prescrivant qu'à partir du 1er avril 1917, l'or perçu à l'impôt par les postes de Douanes sera réalisé pour le compte de la colonie par l'intermédiaire de la Banque de la Guyane.*

(31 mars 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 22 juillet 1916, réglementant la vente de l'or perçu à l'impôt par les postes de douanes ;

Vu l'arrêté du 6 février 1917, modifiant les articles 2 et 4 de

l'arrêté susvisé du 22 juillet 1916 et chargeant de cette opération le Chef du bureau principal des Douanes de Cayenne ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — A partir du 1er avril 1917, l'or provenant des recettes perçues en nature par les différents postes de douanes de la colonie sera apporté, dès sa réception à Cayenne, à la Banque de la Guyane qui sera chargée de la réalisation de cet or pour le compte de la colonie et qui délivrera reçu de la quantité déposée. Un ordre de recette établi sur cette quantité à raison de 2 fr. 70 le gramme, plus le droit de circulation, sera immédiatement déposé au Trésor où la Banque en versera le montant.

Art. 2. — A la réception des bordereaux de réalisation, il sera dressé un compte détaillé de l'opération et le produit net sera versé au Trésor, sous déduction des avances effectuées et sans autres frais que ceux obligatoires d'expédition, d'assurances, de fonte et d'affinage.

Art. 3. — Sont rapportés l'arrêté susvisé du 22 juillet 1916, et celui du 6 février 1917.

Art. 4. — Le Secrétaire général et l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 31 mars 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

Pour l'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes, empêché, et par délégation :
Le Contrôleur principal,
BOUYGUES.

N° 108. — *DECISION ramenant de 1,200 francs à 600 francs l'indemnité de caisse du Chef du bureau principal des Douanes de Cayenne:*

(31 mars 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté en date du 31 mars 1917, rapportant les arrêtés des 22 juillet 1916 et 6 février 1917, relatifs à la vente de l'or perçu à l'impôt par les postes de Douanes de la colonie;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Est ramené de mille deux cents francs à six cents francs (1,200 à 600 francs) l'indemnité de caisse allouée au Chef du bureau principal des Douanes de Cayenne.

Art. 2. — Le Secrétaire général et l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, et aura son effet à compter du 1er avril 1917.

Cayenne, le 31 mars 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., E. DEBUC.

L'Inspecteur principal, Chef du Service des Douanes, J. DEHEAULME.

N° 109. — *ARRÊTÉ modifiant l'article 5 de l'arrêté du 28 janvier 1909, portant réorganisation du service de la Police générale.*

(31 mars 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté local du 28 janvier 1909, rapportant celui du 21 janvier 1905 sur la Police générale, et réorganisant ce service sur de nouvelles bases ;

Considérant la nécessité de modifier la composition du personnel de ce service et d'en fixer le cadre ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — L'article 5 de l'arrêté susvisé du 28 janvier 1909 est modifié comme suit.

« Art. 5. — Le Commissaire de Police a sous ses ordres « immédiats un personnel nommé par le Gouverneur, et com- « prenant :

1 adjudant ;
1 brigadier de 1re ou de 2e classe ;
3 agents de 1re classe ;
3 agents de 2e classe ;
2 agents de 3e classe.

« Les traitements de ce personnel sont fixés ainsi qu'il suit :

Adjudant de police	4,500 fr.
Brigadier de 1re classe	3,700
Brigadier de 2e classe	3,200
Agents de 1re classe après 8 ans de grade	3,000
Agents de 1re classe avant 8 ans de grade	2,700
Agents de 2e classe	2,400
Agents de 3e classe	2,100

« Les brigadier et agents recevront, en outre, l'indemnité « de cherté de vivres de 300 francs par an. »

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 31 mars 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 110. — Par décision du Gouverneur, du 1er mars 1917, une permission d'absence de six jours, à solde entière coloniale, a été accordée, pour en jouir dans la colonie, à M. Lohier (Michel), instituteur à Iracoubo.

N° 111. — Par décision du Gouverneur, en date du 2 mars 1917, prise sur la proposition du Chef du service de Santé, les cours d'accouchement professés à Cayenne sont suspendus provisoirement.

Les indemnités annuelles de 600 francs prévues pour chacun des deux professeurs sont supprimées à compter du 1er mars 1917.

N° 112. — Par décision du Gouverneur, du 3 mars 1917, une permission d'absence de cinq jours, à solde entière coloniale, a été accordée, pour en jouir dans la colonie, à Mlle Cléomène (Marie), institutrice à Tonnégrande.

N° 113. — Par décision du Gouverneur, du 3 mars 1917, une permission d'absence de deux jours, à solde entière coloniale, a été accordée, pour en jouir dans la colonie, à Mlle Caillou (Louise), institutrice à Matoury.

N° 114. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 5 mars 1917, pris sur la proposition du Procureur général, Chef du service judiciaire, ont été provisoirement nommés :

1° Conseiller à la Cour d'appel de Cayenne, en remplacement de M. Nesty, précédemment nommé Président p. i. près ladite Cour, M. Socrate, juge de paix à Sinnamary ;

2° Conseiller-auditeur, en remplacement de M. Léonardi, attendu, M. Clarac, Chef du service de l'Enregistrement.

N° 115. — Par décision du Gouverneur, en date du 7 mars 1917, prise sur la proposition du Chef du service de

l'Instruction publique, M. Horth (Auguste), instituteur suppléant, a été détaché au Collège, en remplacement de M. Hermine (Gaëtan), mobilisé.

N° 116. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 7 mars courant, M. Requier (Joseph-Lazare) a été agréé garde particulier du placer «Bief» situé dans la région de la Comté et appartenant aux Comptoirs Hesse & Cie.

N° 117. — Par décision du Gouverneur, en date du 7 mars courant, M. Chapelain (Léonel) a été agréé garde particulier du placer « Souvenir » situé dans la Haute-Mana et appartenant à M. Michel Tourville, négociant à Mana.

N° 118. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 8 mars 1917, il a été autorisé la création à Cayenne d'une société de secours mutuels, sous la dénomination de « Vieillard ».

N° 119. — Par décision du Gouverneur en date du 10 mars 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, Mme Lafontaine (Désirée), institutrice suppléante provisoire, a été appelée à continuer ses services à l'école des garçons de Cayenne, en remplacement numérique de M. Barthélemi (René).

N° 120. — Par décision, en date du 12 mars 1917, M. Jean-Baptiste (Albert), commis des Mines, a été, sur sa demande, placé dans la position de disponibilité pour une période d'un an, à compter du 1er avril 1917.

N° 121. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 14 mars 1917, un poste fixe de Gendarmerie, ayant un effectif de deux gendarmes à pied, est créé pour la surveillance de la commune d'Iracoubo.

N° 122. — Par décision du Gouverneur, du 14 mars 1917, une permission d'absence de trente jours, à solde entière colo-

niale, a été accordée, pour en jouir dans la colonie, à M. Virgile (Ernest), ouvrier de l'Imprimerie du Gouvernement.

N° 123. — Par décision du Gouverneur, en date du 15 mars 1917, M. Derbès (Georges), sous-chef de bureau de 2e classe des Secrétariats généraux des colonies, a été affecté au 2e bureau du Secrétariat général de la Guyane.

N° 124. — Par décision du Gouverneur, en date du 15 mars 1917, la décision du 24 mars 1916, qui avait agréé M. Lecolle (Louis-Magloire-Raoul) garde particulier des concessions du placer « Tard-Venu », a été rapportée.

Par la même décision, M. Lecolle a été agréé garde particulier des placers « Providence », « R. B. T. » et « Union », situés dans la Haute-Mana, appartenant à M. Albert Riviérez.

N° 125. — Suivant décision du Gouverneur, en date du 16 mars 1917, M. Latoville (Louis), économe-comptable de l'Hospice civil, a été appelé à reprendre les fonctions dont il est titulaire.

Par suite, ont été rapportées les dispositions de la décision du 6 février 1917.

N° 126. — Par décision du Gouverneur, en date du 17 mars 1917, a été acceptée la démission offerte par M. Brelle (Daniel) de ses fonctions de garde sanitaire de 3e classe.

Par la même décision, M. Brelle a été nommé gardien du Lazaret, et chargé, à ce titre, de la conservation et de l'entretien des bâtiments, du mobilier et du matériel du Lazaret du Larivot.

N° 127. — Par décision du Gouverneur, en date du 17 mars 1917, une permission d'absence de dix jours, à solde entière coloniale, a été accordée, pour en jouir dans la colonie, du 17 au 26 mars inclus, à M. Fourneuf, agent de la Police générale.

N° 128. — Par décision du Gouverneur, en date du 17 mars 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, le collège et les écoles publiques de la colonie seront fermés du lundi matin 2 avril au lundi matin 16 du même mois.

Autorisation est donnée aux instituteurs et institutrices des communes de s'absenter pendant ces vacances, sous réserve d'être à leur poste en temps utile.

N° 129. — Par décision du Gouverneur, en date du 18 mars 1917, M. Lhuerre (Auguste), garde sanitaire de 3e classe à Cayenne, a été désigné pour continuer ses services à Saint-Laurent-du-Maroni.

N° 130. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 31 mars 1917, pris en Conseil privé, sur le rapport du Procureur général, Chef du service judiciaire, a été rendu exécutoire l'arrêt de la Cours d'assises de la Guyane française du 21 février 1917, qui a condamné le nommé Ghoub-Salah-ben-Ahmed-ben Messaoud-ben-Ali, relégué collectif, n° matricule 10442, à la peine de 15 ans de travaux forcés pour homicide volontaire.

N° 131. — Par décision du Chef du service de l'Instruction publique, en date du 19 février 1917, M. Barthélemi (René), instituteur-adjoint à l'Ecole des garçons de Cayenne, a été appelé à continuer ses services à Sinnamary, en remplacement de M. Linguet (Clodomir), mobilisé.

CERTIFIÉ CONFORME :

Le Secrétaire-archiviste,

Signé : PAUL DUBOURG.

CAYENNE — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 4.

AVRIL 1917.

SOMMAIRE.

Pages.

N° 132. — Dépêche ministérielle du 29 mars 1917. — Envoi d'une demande d'abonnements à diverses publications.... 155

Circulaire ministérielle du 24 août 1908..... 156

N° 133. — Arrêté du 10 avril 1917 promulguant le décret du 28 juillet 1916, fixant le taux de la retenue d'hôpital applicable aux surveillants militaires des établissements pénitentiaires coloniaux. — Rapport..... 159

Décret du 28 juillet 1916 fixant le taux de la retenue d'hôpital, applicable aux surveillants militaires des établissements pénitentiaires coloniaux. 160

N° 134. — Décisions du Conseil du contentieux administratif du 11 avril 1917. — Demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916, 1917 et 1918, formulée par Mme veuve Gosse-Gardet et dame Pain (Philippe)..... 161

Demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916, 1917 et 1918, formulée par les héritiers Vaysset..... 163

Demande en réduction d'impôt locatif pour les années 1916, 1917 et 1918, formulée par M. Beauroy (Roland). 165

Demande en réduction d'impôt locatif pour les années 1916, 1917 et 1918, formulée par M. Weishaupt (François)..... 166

Pages.

Demande en réduction d'impôt locatif pour les années 1916, 1917 et 1918, formulée par Mme veuve Mériaux (Auguste)..... 167

Demande en réduction d'impôt de patente présentée par MM. Tanon et Cie..... 168

Demande en décharge d'impôt locatif pour l'année 1916 formulée par M. John Henry..... 171

Demande en réduction de patente d'entrepreneur de 1re classe formulée par M. Tullins, pour l'année 1916. 172

Etat des cotes indûment imposées comprises dans le rôle de l'année 1915, présenté par M. le Percepteur de la première circonscription..... 174

Demande de règlement de juges relativement à une procédure suivie contre le nommé Fortin, transporté numéro matricule 34730..... 175

Requête présentée par M. Stanis Assard tendant à obtenir une modification des clauses d'un marché administratif en date du 1er mai 1916..... 177

N° 135. — Décision du Conseil du contentieux administratif du 14 avril 1917 — Requête de M. Bégot aux fins d'annulation d'un arrêté du Gouverneur de la Guyane, en date du 11 septembre 1909..... 179

N° 136. — Arrêté du 22 avril 1919 promulguant à la Guyane la loi du 19 mars 1917, portant dérogation temporaire à l'article 815 du Code civil, ainsi qu'à diverses dispositions concernant la procédure pour la liquidation des successions..... 181

Loi du 19 mars 1917 portant dérogation temporaire à l'article 815 du Code civil, ainsi qu'à diverses dispositions concernant la procédure pour la liquidation des successions..... 182

N° 137. — Arrêté du 25 avril 1917 promulguant la loi du 28 décembre 1916, ratifiant divers décrets relatifs à des prohibitions de sortie..... 186

Loi du 28 décembre 1916 portant ratification de divers décrets ayant pour objet de prohiber la sortie ou la réexportation des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, de certains produits. 186

N° 138. — Arrêté du 25 avril 1917 promulguant l'arrêté ministériel du 13 janvier 1917, rapportant la prohibition des diamants bruts..... 194

Arrêté ministériel du 13 janvier 1917 rapportant la prohibition des diamants bruts..... 195

Pages.

N° 139. — Arrêté du 26 avril 1917 promulguant à la Guyane française la loi du 14 mars 1917, ajournant les opérations de revision des listes électorales pour 1917 et les élections législatives, départementales, communales et consulaires 193

Loi du 14 mars 1917 ajournant les opérations de revision des listes électorales pour 1917 et les élections législatives, départementales, communales et consulaires 196

N° 140. — Arrêté du 30 avril 1917 nommant un Comité consultatif en vue des dispositions à prendre pour l'approvisionnement de la colonie en farine et pour la fabrication du pain..... 197

N°s 141 à 150. — Nominations, mutations, congés, etc..... 198

N° 132. — *DEPÊCHE MINISTERIELLE. — Envoi d'une demande d'abonnements à diverses publications.*

Paris, le 29 mars 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à M. le Gouverneur de la Guyane.*

M. le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, m'a fait part d'une communication que vous lui avez adressée, relative aux abonnements à diverses publications à souscrire pour le service postal de la colonie, savoir :

Abonnement au *Bulletin mensuel* des Postes et des Télégraphes (année 1917).

Abonnement à la *France postale*», 3, rue Dutôt, Paris.

Abonnement à *L'Union postale*», journal publié par le bureau international à Berne.

En m'avisant qu'il ne pouvait servir que l'abonnement au *Bulletin mensuel* de son administration, le Ministre des P.T.T. m'a demandé si le paiement en serait effectué sur la provision constituée au Trésor au titre du budget local.

Je lui ai fait savoir qu'en effet la facture de cession serait imputée au Budget local et devrait m'être remise pour règlements.

En ce qui concerne les 2 autres abonnements, il ne pourra y être donné suite. Je vous rappelle à ce sujet les prescriptions de la circulaire ministérielle du 24 août 1908, n° 336,

qui prescrit que tous les services coloniaux ou locaux, ainsi que les corps des troupes doivent commander eux-mêmes, directement aux éditeurs, les abonnements dont ils ont besoin. Cette circulaire prévoit que pour les abonnements aux périodiques officiels (sauf ceux émanant du Ministère des finances), comme pour les abonnements aux autres publications, les demandes devront être toujours accompagnées des fonds nécessaires.

Je vous adresse sous ce pli un exemplaire de la circulaire en question.

Pour le Ministre et par ordre :

Le Chef du service administratif colonial,

PONSINET.

Paris, le 24 août 1908.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs et Lieutenants-gouverneurs des colonies et l'Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

La souscription des abonnements aux journaux et périodiques nécessaires aux divers services des colonies se fait actuellement de deux manières :

La première consiste à commander à la maison Delagrave, en vertu de son marché du 7 janvier 1908, les abonnements aux périodiques divers;

La seconde, qui a trait aux publications officielles, se fait obligatoirement par l'intermédiaire de l'Administration centrale.

Ce mode de procéder ayant donné lieu à de nombreuses réclamations, notamment de la part des services militaires, en raison du retard qui serait apporté dans la remise aux intéressés des numéros ou fascicules, j'ai décidé que tous les services coloniaux ou locaux ainsi que les corps de troupes commanderont à l'avenir, eux-mêmes, *directement* au éditeurs, les abonnements dont ils ont besoin. Cette mesure s'appliquera aussi bien aux *périodiques officiels* qu'aux *publications diverses* françaises ou étrangères.

Il en résultera certainement une augmentation de dépense en ce qui concerne les périodiques officiels qui ne bénéficieront plus de la franchise postale, puisqu'ils ne seront plus expédiés par l'intermédiaire du Département, lequel peut seul les revêtir de la griffe officielle, mais ce nouveau mode de procéder aura, je l'espère, pour résultat d'obvier aux inconvénients qui m'ont été signalés à maintes reprises par les intéressés.

En conséquence, l'Administration centrale ne se préoccupera pas de la souscription des abonnements pour 1909. Il vous appartient donc de prendre, dès maintenant, les mesures nécessaires pour éviter toute interruption de l'envoi des fascicules et numéros.

Toutefois, il sera fait exception pour les commandes aux documents ci-après :

Lettres communes et circulaires de la comptabilité publique ;

Du mouvement général des fonds;

Des contributions directes ;

Des contributions indirectes;

Instruction et circulaire de la Direction générale de l'Enregistrement :

Bulletin statistique de l'Enregistrement et *Bulletin des lois* (gratuit).

Instructions et circulaires des Douanes et lettres communes des Douanes.

Les commandes de ces périodiques devront être envoyées au Département, le Ministre des finances, ainsi que l'Imprimerie nationale ayant fait connaître qu'il ne serait donné suite qu'aux demandes que j'aurai sanctionnées.

A titre de renseignements, je vous indique ci-dessous les prix de souscription pour les abonnements aux périodiques officiels énumérés ci-après. Comme pour les autres publications, les demandes devront toujours être accompagnées des fonds nécessaires.

Tableau.

TITRE DE PUBLICATION	PRIX jusqu'à fin 1908.	PRIX à partir de 1909.	OBSERVATIONS ou motifs de l'augmentation.
J. O. de la République française :			
Edition complète. . .	40f »	76f »	Frais d'affranchissement.
Edition partielle.....	11 »	54 »	*Idem.*
B. O. des colonies....	11 »	20 »	*Idem.*
B. O. de la marine, Partie principale et supplémentaire.....	12 »	25 »	*Idem.*
Bulletin mensuel des postes et télégraphes.	1 80	1 80	Les commandes devront être adressées sous le timbre Direction du matériel de la construction, 3e Bureau, 103, rue de Grenelle, à Paris, 7e arrondissement. Joindre un mandat poste au nom du receveur principal des Postes de la Seine.
Annuaire du Ministère des colonies, chez Henri Charles Lavauzelle, 10, rue Danton, à Paris.....	4 »	4 »	Frais de transport et d'emballage en plus. Frais d'affranchissement
B. O. du Ministère de la guerre.....	25 »	32 »	

Je vous prie de m'accuser réception de la présente dépêche.

Le Ministre des colonies,

MILLIÈS-LACROIX.

N° 133. — *ARRETE promulguant le décret du 28 juillet 1916, fixant le taux de la retenue d'hôpital, applicable aux surveillants militaires des Etablissements pénitentiaires coloniaux.*

(10 avril 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 28 juillet 1916, fixant le taux de la retenue d'hôpital, applicable aux surveillants militaires des Etablissements pénitentiaires coloniaux;

Vu les instructions contenues dans le câblogramme ministériel, n° 90, du 5 avril 1917;

Sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire,

ARRÊTE:

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 28 juillet 1916, fixant le taux de la retenue d'hôpital, applicable aux surveillants militaires des Établissements pénitentiaires aux colonies.

Art. 2. — Le Directeur de l'Administration pénitentiaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 10 avril 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Directeur p. i.
de l'Administration pénitentiaire,

TELL.

(Ministère des Colonies.)

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 28 juillet 1916.

Monsieur le Président,

L'article 117 du décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et allocations accessoires du personnel colonial, a fixé la quotité des retenues qui doivent être opérées sur la solde de ce personnel, pour les journées de traitement passées dans les hôpitaux de la Métropole ou dans ceux des colonies.

La solde coloniale étant double de la solde d'Europe, la retenue journalière d'hospitalisation aux colonies a été fixée, par analogie, au double de la retenue effectuée pour le séjour dans les hôpitaux de la Métropole.

Par exception, la solde coloniale du corps militaire des surveillants des Établissements pénitentiaires coloniaux n'est pas double de la solde d'Europe, et par suite, ce personnel se trouve placé sur un pied d'infériorité par rapport au reste du personnel colonial.

De plus, les surveillants militaires sont, de par leurs devoirs professionnels, beaucoup plus exposés aux maladies tropicales que les autres agents coloniaux, puisqu'ils sont de service de jour et de nuit, presque toujours dans des régions marécageuses. Les entrées à l'hôpital sont, dans leur corps, fréquentes et longues et elles grèvent lourdement le budget de ces agents.

Dans ces conditions, j'estime que le tarif des retenues d'hôpital actuellement en vigueur, pour ce personnel, est trop élevé, et j'ai l'honneur de vous proposer de le ramener aux chiffres fixés dans le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu l'article 15 du décret du 20 novembre 1867 ;

Vu l'article 117 du décret du 2 mars 1910,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Le tarif des retenues à opérer sur la solde du corps militaire des Établissements pénitentiaires coloniaux, pour frais de traitement dans les hôpitaux de la Métropole et dans ceux des colonies, est fixé d'après le tableau ci-après :

GRADES.	MONTANT DE LA RETENUE.	
	en France	aux colonies.
Surveillant principal.....	1f 75	2f 50
— chef de 1re classe.....	1 25	1 50
— chef de 2e classe.....	1 25	1 50
— militaire de 1re classe.....	1 »	1 25
— — de 2e classe.....	1 »	1 25
— — de 3e classe.....	1 »	1 25

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 juillet 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

N° 134. — *DÉCISIONS du Conseil du contentieux administratif du 11 avril 1917. — Demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale* 1916, 1917, 1918, *formulée par* Mme veuve Gosse-Gardet *et dame* Pain Philippe.

Au nom du Peuple français,

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française statuant contradictoirement,

Vu la demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916, 1917, 1918, formulée le 4 juillet 1916 par

Mme veuve Gosse-Gardet et dame Pain Philippe, co-propriétaires de la maison sise à Cayenne au n° 4 de la rue Traversière ;

Vu les articles 100 et 101 du décret du 5 août 1881, concernant l'organisation et la compétence des Conseils du contentieux administratif aux colonies, promulgué à la Guyane française par le décret du 7 septembre suivant ; 10 et 11 du décret colonial du 11 juillet 1837 ;

Ouï M. le Secrétaire général p. i. en son rapport ;

Ouï M. Godissard, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Attendu que la requête introductive d'instance a été déposée au Gouvernement dans les forme et délai prescrits par les articles 100 et 101 du décret précité ;

Attendu qu'il résulte de l'enquête faite que la maison appartenant à Mme veuve Gosse-Gardet et à dame Pain Philippe n'est louée que 1,440 francs l'an ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

DÉCIDE :

Article 1er. — La demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916, 1917, 1918, formulée par Mme veuve Gosse-Gardet et dame Pain Philippe, est déclarée recevable en la forme.

Art. 2. — La valeur locative devant servir de base au calcul de l'impôt locatif de la maison appartenant à Mme veuve Gosse-Gardet et à dame Pain Philippe, pour la période triennale 1916, 1917, 1918, est ramenée de 2,400 fr. à 1,440 francs.

Ainsi jugé et prononcé en audience publique, le onze avril 1917, où siégeaient :

MM. Lévy, procureur général, chef du service judiciaire, président ;
Debuc, secrétaire général p. i. ;
Honoré, sous-chef de bureau de l'Administration pénitentiaire, délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Darredeau, conseiller privé ;
Chauvet, conseiller privé suppléant.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Lefebvre-d'Argencé, juge-président du Tribunal de Cayenne ;
Clarac, conseiller-auditeur p. i. de la Cour d'appel.

En présence de :

MM. Godissard, commissaire du Gouvernement ;
Dubourg, secrétaire-archiviste du Conseil privé, greffier du Conseil du contentieux administratif.

Cayenne, le 11 avril 1917.

Le Président,

GEORGES LÉVY.

Le Greffier,

PAUL DUBOURG.

Demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916-1917-1918, *formulée par les héritiers* Vaysset.

Au nom du Peuple français,

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française statuant contradictoirement,

Vu la demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916-1917-1918, formée le 6 septembre 1916 par les héritiers Vaysset ;

Vu les articles 100 et 101 du décret du 5 août 1881, concernant l'organisation et la compétence des Conseils du contentieux administratif aux colonies, promulgué à la Guyane française par le décret du 7 septembre suivant ; les articles 10 et 11 du décret colonial du 11 juillet 1837 ;

Ouï M. le Secrétaire général p. i. en son rapport ;

Ouï M. Godissard, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Attendu que la requête introductive d'instance a été déposée au Gouvernement dans les forme et délai prescrits par l'article 100 du décret précité ;

Attendu que les héritiers Vaysset n'ont communiqué à la commission cadastrale aucun procès-verbal d'expertise, contrat, bail, quittance ou autre pièce pouvant aider à l'évaluation de la valeur locative de leurs maisons ; que dès lors la commission cadastrale a établi son appréciation par analogie avec les propriétés voisines ;

Attendu qu'en agissant ainsi la commission cadastrale s'est conformée aux dispositions de l'article 11 du décret du 11

juillet 1837 ; que, dès lors, le chiffre de 5,800 francs fixé par elle est régulier ;

Attendu que les héritiers Vaysset demandent la réduction de l'impôt qui les frappe, calculé sur les bases qui viennent d'être indiquées ; qu'ils n'indiquent pas le chiffre réel du revenu de leurs immeubles et qu'ils prétendent simplement qu'il est inférieur à celui qui a été adopté par la commission cadastrale ;

Attendu qu'il résulte des renseignements contenus au dossier que les maisons appartenant aux héritiers Vaysset rapportent un revenu de 5,400 francs et non de 5,800 francs ;

Mais attendu qu'aux termes de l'article 11 du décret colonial du 11 juillet 1837, aucune rectification contre les opérations de la commission cadastrale ne pourra être obtenue que sur la justification régulière d'une diminution d'un quart au moins dans le revenu évalué ;

Que la demande des héritiers Vaysset ne satisfait pas à ces conditions,

DÉCIDE :

Article 1er. — La demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916-1917-1918, formulée par les héritiers Vaysset, est déclarée recevable en la forme.

Art. 2. — La demande des héritiers Veysset est rejetée au fond.

Ainsi jugé et prononcé le onze avril 1917, en audience publique où siégeaient :

MM. Lévy, procureur général, chef du service judiciaire, président ;
Debuc, secrétaire général p. i. ;
Honoré, délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Darredeau, conseiller privé,
Chauvet, conseiller privé suppléant.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Lefebvre-d'Argencé, juge-président du Tribunal de Cayenne ;
Clarac, conseiller-auditeur p. i. de la Cour d'appel.

En présence de :

MM. Godissard, commissaire du Gouvernement ;
Dubourg, secrétaire-archiviste du Conseil privé, greffier du Conseil du contentieux administratif.

Cayenne, le 11 avril 1917.

Le Président,
GEORGES LÉVY.

Le Greffier,
PAUL DUBOURG.

Demande en réduction d'impôt locatif pour les années 1916-1917-1918, *formulée par* M. Beauroy (Roland).

Au nom du Peuple français,

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française statuant contradictoirement,

Vu la demande en réduction de la valeur locative de ses immeubles pour la période triennale 1916-1917-1918, formée le 14 juillet 1916 par M. Beauroy (Roland), propriétaire à Cayenne ;

Vu les articles 100 et 101 du décret du 5 août 1881, concernant l'organisation et la compétence des Conseils du contentieux administratif aux colonies, rendu applicable à la Guyane française par le décret du 7 septembre suivant ;

Ouï M. le Secrétaire général p. i. en son rapport ;

Ouï M. Godissard, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Attendu que M. Beauroy n'a pas produit à l'appui de sa requête la quittance constatant le paiement des termes échus ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

DÉCIDE :

La demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916-1917-1918, formulée par M. Beauroy (Roland), est déclarée non recevable et rejetée ;

Ainsi jugé et prononcé en audience publique, le onze avril 1917, où siégeaient :

MM. Lévy, procureur général, chef du service judiciaire, président ;
Debuc, secrétaire général p. i. ;
Honoré, délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;

MM. Darredeau, conseiller privé ;
Chauvet, conseiller privé suppléant.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Lefebvre-d'Argencé, juge-président du Tribunal de Cayenne ;
Clarac, conseiller-auditeur p. i. de la Cour d'appel.

En présence de :

MM. Godissard, commissaire du Gouvernement ;
Dubourg, secrétaire-archiviste du Conseil privé, greffier du Conseil du contentieux administratif.

Cayenne, le 11 avril 1917.

Le Président,
GEORGES LEVY.

Le Greffier,
PAUL DUBOURG.

Demande en réduction d'impôt locatif pour les années 1916, 1917 *et* 1918, *formulée par* M. Weishaupt (François).

Au nom du Peuple français,

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française statuant contradictoirement ;

Vu la demande en réduction de la valeur locative de ses immeubles pour la période triennale 1916, 1917 et 1918 formulée le 29 juin 1916 par M. Weishaupt (François), propriétaire à Cayenne ;

Vu les articles 100 et 101 du décret du 5 août 1881, concernant l'organisation et la compétence des Conseils du contentieux administratif aux colonies, rendu applicable à la Guyane française par le décret du 7 septembre suivant ;

Attendu que M. Weishaupt n'a pas produit à l'appui de sa requête la quittance constatant le paiement des termes échus ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

DÉCIDE :

La demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916, 1917 et 1918, formée par M. Weishaupt (François), est déclarée non recevable et rejetée.

Ainsi jugé et prononcé le onze avril 1917, en audience publique où siégeaient :

MM. Levy, procureur général, chef du service judiciaire, président,
Debuc, secrétaire général p. i.;
Honoré, délégué du directeur de l'Administration pénitentiaire;
Darredeau, conseiller privé;
Chauvet, conseiller privé suppléant.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Lefebvre-d'Argencé, juge-président du Tribunal de Cayenne ;
Clarac, conseiller-auditeur p. i. de la Cour d'appel,

En présence de :

MM. Godissard, commissaire du Gouvernement ;
Dubourg, secrétaire-archiviste du Conseil privé, greffier du Conseil du contentieux administratif.

Cayenne, le 11 avril 1917.

Le Président,
GEORGES LÉVY.

Le Greffier,
PAUL DUBOURG.

Demande en réduction d'impôt locatif pour les années 1916, 1917 *et* 1918, *formulée par* M^me^ veuve Mériaux (Auguste)

Au nom du Peuple français,

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française statuant contradictoirement ;

Vu la demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916, 1917 et 1918, formée par M^me^ veuve Mériaux Auguste, à la date du 31 août 1916 ;

Vu les articles 100 et 101 du décret du 5 août 1881, concernant l'organisation et la compétence des Conseils du contentieux administratif aux colonies, rendu applicable à la Guyane française par le décret du 7 septembre suivant ;

Ouï M. le Secrétaire général p. i. en son rapport ;

Ouï M. Godissard, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Attendu que Mme veuve Mériaux n'a pas produit, à l'appui de sa requête, la quittance constatant le paiement des termes échus;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

DÉCIDE :

La demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916, 1917 et 1918, formée par Mme veuve Mériaux Auguste, est déclarée non recevable et rejetée.

Ainsi jugé et prononcé le onze avril 1917, en audience publique où siégeaient :

MM. Lévy, procureur général, chef du service judiciaire, président ;
Debuc, secrétaire général p. i. ;
Honoré, délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Darredeau, conseiller privé ;
Chauvet, conseiller privé suppléant.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Lefebvre-d'Argencé, juge-président du Tribunal de Cayenne ;
Clarac, conseiller-auditeur p. i. de la Cour d'appel.

En présence de :

MM. Godissard, commissaire du Gouvernement ;
Dubourg, secrétaire-archiviste du Conseil privé, greffier du Conseil du contentieux.

Le Président,
GEORGES LÉVY.

Le Greffier,
PAUL DUBOURG.

Demande en réduction d'impôt de patente, présentée par MM. F. Tanon *et* Cie.

Au nom du Peuple français,

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française statuant contradictoirement,

Vu la demande formée par MM. Tanon et Cie tendant à la réduction de leur patente pour l'année 1916 ;

Ce faire, attendu que ladite patente a été calculée en prenant pour base tant le chiffre des exportations que celui des

importations effectuées par lesdits commerçants, qu'il ne devait être tenu compte que de celui des importations ;

Vu les articles 100 et 101 du décret du 5 août 1881, l'article 1 de l'arrêté du 28 janvier 1889 et l'arrêté du 8 mai 1916 ;

Ouï M. le Secrétaire général p. i. en son rapport ;

Ouï M. Godissard, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Attendu que la requête introductive d'instance a été déposée au Secrétariat général du Gouvernement dans les forme et délai indiqués par l'article 100 du décret du 5 août 1881 ; que la demande est donc recevable en la forme,

Au fond :

Attendu que Tanon et Cie, commerçants à Cayenne, ont été imposés au rôle des patentes pour l'année 1916 à la somme de 9,600 francs ;

Que ce chiffre a été calculé en tenant compte de celui de leurs seules exportations et en prenant pour base de ce calcul l'annexe à l'arrêté du 28 janvier 1889 ;

Que les demandeurs commettent donc une erreur de fait lorsqu'ils prétendent qu'il a été tenu compte du chiffre cumulé de leurs importations et de leurs exportations ;

Attendu qu'en fixant ainsi qu'elle l'a fait, le chiffre de la patente due par Tanon et Cie, l'Administration s'est conformée à la loi ;

Qu'en effet, aux termes de l'article 1 de l'arrêté du 28 janvier 1889, tout individu exerçant dans la colonie un commerce non compris dans ledit arrêté est assujetti à l'impôt de patente ; et que le Gouverneur détermine par arrêté les droits auxquels il est soumis ;

Que l'annexe de l'arrêté de 1889 ne comprenant pas les maisons d'achats pour ventes en France et à l'étranger, un arrêté du 8 mai 1916 a assimilé ces maisons aux marchands en gros achetant des cargaisons ou des parties de cargaisons ;

Qu'il résulte des renseignements recueillis que les demandeurs achètent notamment de l'or et du balata qu'ils envoient en France ou à l'étranger ;

Que Tanon et Cie ne contestent pas ce fait ; qu'ils ne contestent pas non plus le chiffre des exportations faites par eux ;

tel qu'il résulte des statistiques douanières, et qui a servi de base au calcul de leur patente ;

Qu'ils prétendent seulement que les prétendus achats faits par eux dans la colonie ne constituent en réalité qu'un échange et ne sont que la contre-valeur des marchandises par eux importées ;

Mais attendu que pour faire justice d'un pareil argument il suffit de constater qu'il existe une différence de 1,041,112 francs entre la valeur de leurs importations et celle de leurs exportations ;

Attendu que Tanon et Cie exercent à la fois la profession d'importateur et celle d'exportateur et que, conformément à l'article 1 de l'arrêté de 1889, ils n'ont été soumis qu'au seul droit résultant de l'exercice de la profession d'exportateur comme étant le plus élevé ;

Attendu qu'ils prétendent vainement que la patente d'exportateur ne doit pas être calculée sur le chiffre des exportations ;

Qu'on se demande, si l'on adoptait cette opinion, quelle pourrait être la base de la patente d'exportateur ;

Qu'en réalité rien ne s'oppose dans l'arrêté de 1889 à ce que cette base soit cherchée dans le chiffre d'affaires du patentable, révélé dans l'espèce par les statistiques douanières,

DÉCIDE :

La demande en réduction d'impôt de patente pour l'année 1916, formée par les sieurs Tanon et Cie, est déclarée recevable en la forme, mal fondée au fond et rejetée.

Ainsi jugé et prononcé le onze avril 1917, en audience publique où siegeaient :

MM. Lévy, procureur général, chef du service judiciaire, président ;
Debuc, secrétaire général p. i. ;
Honoré, délégué du directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Darredeau, conseiller privé ;
Chauvet, conseiller privé suppléant.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Lefebvre-d'Argencé, juge-président du Tribunal de Cayenne ;
Clarac, conseiller-auditeur p. i. de la Cour d'appel.

En présence de :

MM. Godissard, commissaire du Gouvernement ;
Dubourg, secrétaire-archiviste du Conseil privé, greffier du Conseil du contentieux administratif.

Cayenne, le 11 avril 1917.

Le Président,
GEORGES LÉVY.

Le Greffier,
PAUL DUBOURG.

Demande en décharge d'impôt locatif pour l'année 1916, formulée par M. John Henry.

Au nom du Peuple français,

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française statuant contradictoirement,

Vu la demande en décharge d'impôt locatif pour l'année 1916, formée le 2 novembre 1916 par M. John Henry, propriétaire à Cayenne ;

Vu l'article 100 du décret du 5 août 1881, concernant l'organisation et la compétence des Conseils du contentieux administratif aux colonies, rendu applicable à la Guyane française par le décret du 7 septembre suivant ;

Ouï M. le Secrétaire général p. i. en son rapport ;

Ouï M. Godissard, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Attendu que le rôle principal de l'impôt locatif de Cayenne, pour l'année 1916, a été publié audit lieu le 8 juin 1916 ;

Attendu que la requête introductive d'instance, datée du 2 novembre 1916, n'a été déposée que le lendemain 3 novembre au Secrétariat général du Gouvernement ;

Attendu que le pétitionnaire n'a pas produit à l'appui de sa requête la quittance constatant le paiement des termes échus ;

Attendu que dès lors cette requête n'a pas été formée dans les forme et délai prescrits par l'article 100 du décret précité ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

DÉCIDE :

La demande en décharge d'impôt locatif pour l'année 1916, formulée par M. John Henry, est déclarée non recevable en la forme et rejetée.

Ainsi jugé et prononcé le onze avril 1917, en audience publique où siégeaient :

MM. Lévy, procureur général, chef du service judiciaire, président ;
Debuc, secrétaire général p. i. ;
Honoré, délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Darredeau, conseiller privé ;
Chauvet, conseiller privé suppléant ;

Auxquels étaient adjoints :

MM. Lefebvre-d'Argencé, juge-président du Tribunal de Cayenne ;
Clarac, conseiller-auditeur p. i. de la Cour d'appel.

En présence de :

MM. Godissard, commissaire du Gouvernement ;
Dubourg, secrétaire-archiviste du Conseil privé, greffier du Conseil du contentieux administratif.

Cayenne, le 11 avril 1917.

Le Président,
GEORGES LÉVY.

Le Greffier,
PAUL DUBOURG.

Demande en réduction de patente d'entrepreneur de 1re classe, formulée par M. Tullins, *pour l'année 1916.*

Au nom du Peuple français,

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française statuant contradictoirement ;

Vu la demande en réduction de patente d'entrepreneur de 1re classe, pour l'année 1916, formulée par M. F. Tullins à la date du 28 juin 1916 ;

Vu les articles 100 et 101 du décret du 5 août 1881, concernant l'organisation et la compétence des Conseils du contentieux administratif aux colonies, promulgué à la Guyane française par le décret du 20 septembre suivant ;

Ouï M. le Secrétaire général p. i. en son rapport ;

Ouï M. Godissard, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Attendu que la requête introductive d'instance a été déposée au Gouvernement dans les forme et délai prescrits par les articles 100 et 101 du décret précité ;

Attendu qu'aux termes du tarif des contributions et taxes locales à percevoir pour l'année 1916, les entrepreneurs embrassant plusieurs corps de métiers sont assujettis à la patente de 2e classe et frappés d'une imposition de 250 francs l'an ;

Attendu que le demandeur a été déclaré adjudicataire pour 1916 de trois marchés passés avec le Service local pour travaux de charronnage, maréchalerie et bourellerie, s'élevant à 8,400 francs ;

Attendu que de ce fait la profession qu'il exerce d'entrepreneur embrassant plusieurs corps de métiers est nettement caractérisée ;

Attendu que dès lors la patente de 2e classe à laquelle le réquérant a été assujettie pour l'année 1916 est régulière comme étant conforme à l'esprit de la loi ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

DÉCIDE :

La demande en réduction d'impôt de patente d'entrepreneur de 1re classe, pour l'année 1916, formulée par M. Tullins (Félix), est déclarée recevable dans la forme, au fond mal fondée et rejetée.

Ainsi jugé et prononcé le onze avril 1917, en audience publique où siègeaient :

MM. Lévy, procureur général, chef du service judiciaire, président ;
Debuc, Secrétaire général p. i. ;
Honoré, délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Darredeau, conseiller privé ;
Chauvet, conseiller privé, suppléant.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Lefebvre-d'Argencé, juge-président du Tribunal de Cayenne ;
Clarac, conseiller-auditeur p. i. de la Cour d'appel.

En présence de :

MM. Godissard, commissaire du Gouvernement ;
Dubourg, secrétaire-archiviste du Conseil privé, greffier du Conseil du contentieux administratif.

Cayenne, le 11 avril 1917.

Le Président,

GEORGES LÉVY.

Le Greffier,
PAUL DUBOURG.

Etat des cotes indûment imposées comprises dans le rôle de l'année 1915, présenté par M. le Percepteur de la 1re circonscription.

Au nom du Peuple français,

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française statuant contradictoirement,

Vu le décret du 5 août 1881, concernant la compétence et l'organisation des Conseils du contentieux administratif aux colonies, rendu applicable à la Guyane française par le décret du 7 septembre suivant ;

Vu l'article 177 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu l'état des cotes indûment imposées comprises dans le rôle de l'année 1916 ;

Vu l'avis émis par M. le Contrôleur des Contributions diverses ;

Ouï le rapport de M. Debue, secrétaire général p. i. ;

Ouï M. Godissard, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

DÉCIDE :

Il est accordé au Percepteur de la 1re circonscription décharge de la somme de quatre cent un francs dix centimes (401 fr. 10 cent.) représentant le montant des cotes indûment imposées comprises dans le rôle de l'année 1916 et concernant la demoiselle Bremond (Anna), les sieurs Fougas (Irénée), Ho-Tong-Fat, la demoiselle Hérard (Onésie) et le sieur Fortin (Jules-Norbert) ;

Et attendu qu'en ce qui concerne le sieur Monlouis (Noémie), la contribution a été régulièrement imposée ;

Dit qu'il n'y a pas lieu d'accorder la décharge.

Ainsi jugé et prononcé le onze avril 1917, en audience publique où siégeaient :

MM. Lévy, procureur général, chef du service judiciaire, président ;
Debuc, secrétaire général p. i. ;
Honoré, délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Darredeau, conseiller privé ;
Chauvet, conseiller privé suppléant.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Lefebvre-d'Argencé, juge-président du Tribunal de Cayenne ;
Clarac, conseiller auditeur p. i. de la Cour d'appel.

En présence de :

MM. Godissard, commissaire du Gouvernement ;
Dubourg, secrétaire-archiviste du Conseil privé, greffier du Conseil du contentieux administratif.

Cayenne, le 11 avril 1917.

Le Président,
GEORGES LEVY.

Le Greffier,
PAUL DUBOURG.

Demande de règlement de juges relativement à une procédure suivie contre le nommé Fortin, *transporté, numéro matricule* 34730.

Au nom du Peuple français,

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française,

Vu la requête présentée par le Commissaire-rapporteur près le 1er Tribunal maritime spécial de la Guyane, tendant à règlement de juges ;

Vu les articles 525 et suivants du code d'instruction criminelle colonial ;

Ouï M. d'Argencé en son rapport ;

Ouï M. Godissard, commissaire du Gouvernement, lequel a donné lecture de ses conclusions écrites ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Attendu que le Juge d'instruction du Tribunal de Cayenne, requis d'informer contre les nommés Joux et Jobart, libérés, et Fortin, transporté en cours de peine, à raison d'un vol commis à l'aide d'un des moyens énoncés dans le n° 4 de l'article 381 du Code pénal, a, par ordonnance du 4 mai 1916, mis hors de cause les libérés Joux et Jobart et s'est déclaré incompétent à l'égard du transporté Fortin ;

Attendu que le 25 juillet 1916, le Gouverneur de la Guyane donna au Commissaire-rapporteur près le Tribunal maritime spécial l'ordre d'informer contre Fortin ;

Qu'il fut reconnu, au cours de la nouvelle information, que Fortin, au moment où il aurait commis le crime qui lui était imputé, n'était pas en cours de peine des travaux forcés et qu'en conséquence, le Chef de la colonie décida, par une ordonnance d'octobre 1916, qu'il y avait lieu à dessaisissement du Tribunal maritime spécial ;

Que l'ordonnance du Juge d'instruction et la décision du Gouverneur sont contradictoires entre elles, et qu'étant passées l'une et l'autre en force de chose jugée, il en résulte un conflit négatif qu'il appartient au Conseil du contentieux administratif de faire cesser dans l'intérêt d'une prompte et bonne administration de la justice ;

Réglant de juges et sans s'arrêter, ni avoir égard à l'ordonnance de M. le Juge d'instruction de Cayenne, en date du 4 mai 1916, laquelle est considérée comme non avenue, renvoie la cause et les parties devant la chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de la Guyane pour, sur l'instruction déjà faite ou à compléter s'il y a lieu, être statué tant sur la prévention que sur la compétence, conformément à la loi.

Ainsi jugé et prononcé le onze avril 1917, en audience publique où siégeaient :

MM. Lévy, procureur général, chef du service judiciaire, président,,
Debuc, secrétaire général p. i. ;
Honoré, délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Darredeau, conseiller privé ;
Chauvet, conseiller privé suppléant ;

Auxquels étaient adjoints :

MM. Lefebvre-d'Argencé, juge-président du Tribunal de Cayenne,
Clarac, conseiller-auditeur p. i. de la Cour d'appel.

En présence de :

MM. Godissard, commissaire du Gouvernement ;
Dubourg, secrétaire-archiviste du Conseil privé, greffier du Conseil du contentieux administratif.

Cayenne, le 11 avril 1917.

Le Président,
GEORGES LÉVY.

Le Greffier,
PAUL DUBOURG.

Requête présentée par M. Stanis Assard, *tendant à obtenir une modification des clauses d'un marché administratif, en date du 1er mai 1916.*

Au nom du Peuple français,

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française statuant contradictoirement,

Vu la requête, en date du 10 août 1916, enregistrée au Secrétariat du Conseil le 16 du même mois, par laquelle M. Stanis Assard, entrepreneur du transport des correspondances postales entre Cayenne et Roura, demande qu'une rétribution lui soit accordée pour le transport des productions d'or natif et du numéraire provenant du poste des Douanes de Roura, ainsi que la suppression en partie de l'article 4 de son marché,

Vu l'article 3 du décret du 5 août 1881, concernant l'organisation et la compétence du Conseil du contentieux administratif aux colonies, rendu applicable à la Guyane française par le décret du 7 septembre suivant ;

Vu l'article 160, § 2 de l'ordonnance royale du 21 août 1825, réglant la compétence du Conseil en ce qui concerne l'exécution des marchés passés avec l'Administration et l'interprétation des clauses de ces mêmes contrats ;

Ouï M. Clarac, conseiller-auditeur p. i., en son rapport ;

Ouï M. Godissard, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Attendu que M. Stanis Assard a été déclaré adjudicataire de l'entreprise du transport des correspondances postales entre Roura et Cayenne, suivant procès-verbal du 1er mai 1916, approuvé par M. le Gouverneur, en Conseil privé, le 8 du même mois;

Qu'aux termes de l'article 4 du cahier des charges dressé en vue de cette adjudication, l'entrepreneur s'est engagé à «transporter gratuitement, indépendamment des sacs, dépêches et paquets provenant de la poste, les fonctionnaires ou agents de la colonie se rendant sur un des points quelconques situés sur son parcours en mission de service, ainsi que les paquets et autres objets de l'Administration;»

Que cet entrepreneur demande une rétribution spéciale pour le transport de Roura à Cayenne des productions d'or natif et du numéraire provenant du poste des Douanes de Roura et la suppression en partie de l'article 4 de son marché.

Qui s'agit, dans l'espèce, non d'une contestation au sujet du sens ou de l'exécution des clauses d'un marché, mais d'une modification à apporter à un cahier des charges déjà suivi d'adjudication, d'une mesure gracieuse devant permettre à l'entrepreneur de recevoir une rétribution qui lui est refusée par les clauses de son contrat;

Que dès lors le Conseil du contentieux est incompétent;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

DÉCIDE :

Se déclare incompétent et renvoie M. Stanis Assard à se pourvoir ainsi qu'il avisera.

Ainsi jugé et prononcé le onze avril 1917, en audience publique où siégeaient :

MM. Lévy, procureur général, chef du service judiciaire, président;
Debue, secrétaire général p. i.;
Honoré, délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Darredeau, conseiller privé;
Chauvet, conseiller privé suppléant.

Auxquels étaient adjoints:

Auxquels étaient adjoints:

MM. Lefebvre-d'Argencé, juge-président du Tribunal de Cayenne ;
Clarac, conseiller-auditeur p. i. de la Cour d'appel.

En présence de:

MM. Godissard, commissaire du Gouvernement ;
Dubourg, secrétaire-archiviste du Conseil privé, greffier du Conseil du contentieux administratif.

Cayenne, le 11 avril 1917.

Le Président,
GEORGES LÉVY.

Le Greffier,
PAUL DUBOURG.

N° 135.— *DECISION du Conseil du contentieux administratif du 14 avril 1917.* — Ed. Bégot *contre commune de Cayenne. — Requête aux fins d'annulation d'un arrêté du Gouverneur, en date du 11 septembre 1909, déclarant la Compagnie électrique de la Guyane française déchue de la concession du service d'éclairage de la ville de Cayenne.*

Au nom du Peuple français,

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française,

Vu la requête présentée le 13 mai 1916, par le sieur Bégot, ingénieur aux droits de la Compagnie électrique de Cayenne, bénéficiaire elle-même d'un contrat de concession pour l'éclairage électrique de la ville de Cayenne, intervenu le 2 septembre 1903 entre la commune de ladite ville et le sieur Du Beaufret, requête en laquelle ledit Bégot demande l'annulation, pour excès de pouvoirs, d'un arrêté de Monsieur le Gouverneur de la colonie, en date du 11 septembre 1909, qui a déclaré ladite Compagnie déchue du bénéfice de sa concession et a prononcé la résiliation de son marché ;

Vu l'arrêté attaqué ;

Vu le mémoire présenté au nom de la ville de Cayenne par son maire en fonctions et aux termes duquel celui-ci prétend qu'en prenant l'arrêté sus-visé, le Gouverneur de la Guyane a agi dans la plénitude des pouvoirs qui lui sont dévolus par le contrat de 1903, sa décision ayant eu pour objet non de tran-

cher un différend mais de constater une situation acquise entraînant de plein droit la résiliation du contrat des parties ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu les ordonnances des 21 août 1825 et 9 février 1827, ensemble les décrets des 5 août et 7 septembre 1881 ;

Ouï M. d'Argencé en son rapport ;

Ouï Me Devez, avocat-avoué, au nom du sieur Bégot, et Me Gober, maire de la ville de Cayenne, au nom de celle-ci, en leurs observations ;

Ouï M. Godissard, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Attendu qu'aux termes de l'article 24 du contrat intervenu entre le Maire de Cayenne et M. Du Beaufret, les clauses et conditions générales des marchés sont applicables audit contrat ; que l'article 13, § 2 des conditions générales pour les fournitures de toute espèce, en vertu des marchés passés dans la colonie de la Guyane française du 14 août 1900, stipule que le Gouverneur se réserve la faculté de prononcer d'office la résiliation des marchés dont les titulaires ont été déclarés en état de faillite ;

Que la résiliation du contrat dont s'agit a été prononcée à raison de l'état de faillite de la Société électrique, que c'est donc à bon droit que le Gouverneur de la Guyane a prononcé cette résiliation ;

DÉCIDE :

La requête du sieur Bégot est rejetée.

Ainsi jugé et prononcé le quatorze avril 1917, en audience publique où siégeaient :

MM. Lévy, procureur général, chef du service judiciaire, président ;
Debuc, secrétaire général p. i. ;
Honoré, délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Darredeau, conseiller privé ;
Chauvet, conseiller privé suppléant ;

Auxquels étaient adjoints :

MM. Lefebvre-d'Argencé, juge-président du Tribunal de Cayenne ;
Clarac, conseiller-auditeur p. i. de la Cour d'appel,

En présence de :

MM. Godissard, commissaire du Gouvernement ;
Dubourg, secrétaire-archiviste du Conseil privé, greffier du Conseil du contentieux administratif.

Le Président,

GEORGES LÉVY.

Le Greffier,

PAUL DUBOURG.

N° 136. — *ARRETE promulguant à la Guyane française la loi du 19 mars 1917, portant dérogation temporaire à l'article 815 du code civil, ainsi qu'à diverses dispositions concernant la procédure pour la liquidation des successions.*

(22 avril 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Sur la proposition du Procureur général, Chef du service judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulguée à la Guyane française, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi du 19 mars 1917, portant dérogation temporaire à l'article 815 du code civil, ainsi qu'à diverses dispositions concernant la procédure pour la liquidation des successions.

Arte 2. — Le Procureur général, Chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 22 avril 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Procureur général,

GEORGES LÉVY.

LOI portant dérogation temporaire à l'article 815 du code civil, ainsi qu'à diverses dispositions concernant la procédure pour la liquidation des successions.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Jusqu'à l'expiration du délai de deux années à compter du jour qui sera fixé pour la reprise des délais de prescription et autres par le décret prévu dans l'article 1er de la loi du 4 juillet 1915, les successions déjà ouvertes et non encore liquidées et celles qui s'ouvriront d'ici là seront régies par les dispositions suivantes, dont le bénéfice sera acquis aux héritiers dès que sera intervenue dans ledit délai une demande en partage.

Art. 2. — Le tribunal saisi d'une demande en partage peut, sur la demande de toute partie intéressée, si les biens ne sont pas commodément partageables en nature, ordonner le maintien de l'indivision pendant un délai qui ne pourra excéder deux années à compter du jour qui sera fixé pour la reprise des délais de prescription et autres par le décret prévu dans l'article 1er de la loi du 4 juillet 1915.

Art. 3. — Lorsque les intéressés sont d'accord, le tribunal peut être saisi de la demande en partage par voie de requête collective, sans que les tuteurs de mineurs et interdits aient à se pourvoir de l'autorisation préalable du conseil de famille.

Le jugement est rendu en chambre du conseil.

Art. 4. — Si le tribunal ordonne qu'il sera sursis au partage, il prescrit les mesures propres à assurer la conservation et l'administration des biens laissés dans l'indivision.

Le tribunal qui a ordonné le maintien de l'indivision pourra toujours y mettre fin avant le terme antérieurement fixé, mais à la condition que la demande en soit formée par un ou plusieurs des intéressés réunissant en eux, soit à titre héréditaire, soit autrement, la moitié des droits sur les biens demeurés dans l'indivision.

Art. 5. — Jusqu'à l'expiration du délai pendant lequel il aura été décidé soit par jugement, soit par convention intervenue entre intéressés et ayant date certaine, de maintenir l'indivision et sans que ce délai puisse excéder celui fixé dans l'article 2, les créanciers de la succession du conjoint ou de

l'un des héritiers ne pourront engager aucune procédure d'exécution contre les biens laissés dans l'indivision sans y avoir été autorisés par une ordonnance de référé rendue en présence du conjoint et de tous les héritiers ou eux dûment appelés.

Art. 6. — La cession totale ou partielle de droits successifs ou de droits indivis sur des biens certains et déterminés d'une succession visée par la présente loi ne peut, pendant la durée de l'indivision forcée, être consentie, soit à des cohéritiers, soit à des personnes étrangères à la succession, que par acte passé en la forme authentique devant notaire.

Toute majoration du prix réel de la cession sera punie d'une amende égale au quart de la majoration, à la charge du cessionnaire seul. Le cédant pourra demander soit l'annulation de la cession comme faite en fraude de la loi, soit un supplément de prix, qui ne sera, en aucun cas, inférieur au quart de la majoration.

La majoration du prix peut être établie conformément à l'article 13 de la loi du 23 août 1871.

Le notaire rédacteur de l'acte de cession est tenu de donner lecture aux parties du présent article et de l'article 13 de la loi du 23 août 1871 et de faire mention dans l'acte de cette lecture, à peine d'une amende de dix francs (10 fr.). Il y affirmera, sous la même sanction, qu'il n'est pas à sa connaissance que le prix de la cession ait été majoré dans l'acte.

Art. 7. — Si les parties sont d'accord, le tribunal pourra, malgré la présence de mineurs et d'incapables, admettre l'attribution proposée au profit de l'une d'elles du mobilier meublant et des objets à l'usage personnel du défunt, sur estimation convenue ou fixée par experts.

Art. 8. — Par dérogation à l'article 407 du code civil, les femmes seront admises dans la composition des conseils de famille des mineurs et des incapables.

Le mari et la femme ne pourront être membres du même conseil de famille.

Art. 9. — Lorsqu'il y aura lieu à apposition ou à levée de scellés, les incidents relatifs à l'ouverture des portes seront jugés immédiatement par le juge de paix, qui mentionnera sa décision motivée sur le procès-verbal.

Dans le cas où l'apposition ou la levée de scellés aura été ordonnée par le président du tribunal civil, le juge de paix sera tenu d'en référer à ce magistrat, en se conformant aux dispositions de l'article 921 du code de procédure civile.

Art. 10. — Les frais de garde des scellés seront taxés par chaque jour :

1° Pendant les douze premiers jours :

A Paris, 1 fr. ;

Dans les villes où il y a un tribunal de première instance, 75 centimes ;

Ailleurs, 50 centimes ;

2° Après les douze premiers jours et en tous lieux, 25 cent.

Art. 11. — En cas de vente judiciaire d'immeubles dépendant de la succession, les placards et insertions légales comprendront seulement :

1° Les noms, professions et demeures des héritiers ;

2° Les noms et demeures des avoués ;

3° La désignation très sommaire des immeubles avec les tenants et aboutissants ;

4° La mise à prix ;

5° L'indication des jours, lieu et heures de l'adjudication ;

6° Et, s'il y a lieu, la déclaration prescrite par le paragraphe 2 de l'article 696 du code de procédure civile.

Le tarif des insertions sera réduit à la moitié de celui fixé pour les autres ventes judiciaires.

Art. 12. — Par le jugement qui validera la surenchère mise conformément aux articles 955 et 973 du code de procédure civile sur un immeuble dont l'adjudication avait été prononcée par notaire commis, le tribunal pourra renvoyer la nouvelle adjudication devant le même notaire qui procédera sur le cahier des charges précédemment dressé.

Art. 13. — Lorsqu'il y aura lieu à expertise, soit pour la formation des lots, soit pour la fixation des mises à prix, soit pour la ventilation des prix de vente en cas de distribution par voie d'ordre entre les créanciers inscrits, le tribunal désignera un ou trois experts qui procéderont sans prestation de serment.

Leur rapport indiquera sommairement les bases de l'estimation sans entrer dans le détail descriptif des biens faisant l'objet de l'expertise. Il sera déposé au greffe et ne sera ni levé, ni signifié. Chacune des parties pourra en prendre communication ou copie sans déplacement.

Si un expert est empêché où s'il n'a pas rempli sa mission dans le délai imparti, il sera pourvu à son remplacement à la requête de la partie la plus diligente par ordonnance du président du tribunal, rendue sur simple requête.

Art. 14. — L'expédition du procès-verbal de partage sera remise par le notaire à l'avoué poursuivant. Elle ne sera ni signifiée, ni déposée au greffe, mais communiquée aux avoués défendeurs sur simple récépissé ou aux parties en l'étude de l'avoué poursuivant sans déplacement.

Si tous les intéressés sont d'accord pour approuver l'état liquidatif, l'homologation en peut être demandée, même par les tuteurs de mineurs et d'incapables et sans autorisation du conseil de famille, par voie de requête collective. En ce cas, le jugement est rendu en chambre du conseil et il n'est pas susceptible d'appel, à moins que le tribunal n'ait ordonné d'office une rectification quelconque.

Art. 15. — Par dérogation au premier paragraphe de l'article 4 de la loi du 12 juillet 1909, l'héritage indivis entre l'époux survivant et ses enfants, entre un ascendant et ses petits-enfants, ou entre frères et sœurs, pourra du consentement unanime de tous les copropriétaires être constitué en bien de famille, sous les conditions imposées par ladite loi, à charge par les tuteurs des mineurs ou d'interdits de se faire autoriser par le conseil de famille et d'obtenir l'homologation du tribunal.

L'insaisissabilité subsistera jusqu'à la majorité du plus jeune des copropriétaires. Le juge de paix pourra, sur leur demande, allouer une indemnité aux héritiers majeurs qui ne profiteraient pas de l'habitation.

Dès la première réunion du conseil de famille le juge de paix expliquera aux membres qui le composeront la portée de la loi du 12 juillet 1909 et l'exception admise par le présent article.

Art. 16. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 19 mars 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice, de l'instruction publique et des beaux-arts,

RÉNÉ VIVIANI

Le ministre des finances,

A. RIBOT.

N° 137. — *ARRÊTÉ promulguant la loi du 28 décembre 1916, ratifiant divers décrets relatifs à des prohibitions de sortie.*

(25 avril 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la dépêche ministérielle du 11 janvier dernier, prescrivant de promulguer la loi du 28 décembre 1916, portant ratification de divers décrets relatifs à des prohibitions de sortie ;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulguée dans la colonie, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi du 28 décembre 1916, portant ratification de divers décrets ayant pour objet de prohiber la sortie ou la réexportation des colonies ou pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc, de certains produits.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 25 avril 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

J. DEHEAULME.

LOI portant ratification de divers décrets ayant pou robjet de prohiber la sortie ou la réexportation des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, de certains produits.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1er. — Sont ratifiés et convertis en loi :

Le décret du 10 septembre 1915, rendant applicables aux colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, les dispositions du décret du 20 août 1915, portant prohibition de sortie et de réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement des produits énumérés ci-après :

Bois d'acajou, d'okoumé, de platane, de hêtre, de bouleau, de tilleul, de frêne.

Iridium.
Osmium.
Rhodium.
Ruthénium.
Vins.
Récipients en fer et en acier pour gaz comprimés ou liquéfiés.
Fils de coton.
Drilles de coton.
Soie tussah, brute, tissée ou filée.

Le décret du 18 septembre 1915, portant application aux colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, des dispositions du décret du 3 septembre 1915, qui a prohibé à la sortie de la métropole la houille crue et la houille carbonisée.

Le décret du 6 novembre 1915, qui prohibe la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement des divers produits énumérés ci-après :

Fruits à noyaux.
Os.
Carbonate de soude.
Acétate ou pyroligniite de chaux.

Le décret du 24 novembre 1915, qui prohibe la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement des produits énumérés ci-après :

Poivre.
Emeris pulvérisés.

Corindon naturel en grains ou en poudres, corindon artificiel ou alundum (alumine fondue).
Carborundum (siliciure de carbone).

Emeris appliqués sur papiers et sur tissus agglomérés en meules, pierres ou toutes autres formes quelconques (y compris carborundum, corindon et alundum).

Le décret du 9 décembre 1915, qui prohibe la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt de transit, de transbordement et d'admission temporaire des produits énumérés ci-après :

Noix, noisette et amandes.
Noyaux de fruits.
Gommes laques.
Mica en feuilles ou plaques et micanite.
Vaseline.
Sacs de tous genres.

Le décret du 24 décembre 1915, qui prohibe la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire des volailles mortes, soit à l'état frais, soit conservées par un procédé quelconque.

Le décret du 11 janvier 1916, qui prohibe la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite de dépôt, d'entrepôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire des produits énumérés ci-après :

Accumulateurs et plaques d'accumulateurs.
Acétyl-cellulose.
Acétates.
Acide bromhydrique.
Acide stéarique.
Acide tartrique et tartrates alcalins.
Aconit (préparations et alcaloïdes).
Aiguilles à tricoter.
Alcaloïdes végétaux.
Aluminium pur ou allié sous toutes ses formes et oxydes.
Alun.
Antifriction (métal).
Armes à feu autres que de guerre, pièces détachées et munitions.
Armes blanches et pièces détachées.

Bâches.
Belladone et ses préparations ou alcaloïdes.
Bichromate de soude.
Bicyclettes et pièces détachées.
Boîtes métalliques en fer blanc pour l'emballage des conserves alimentaires.
Cantharides et leurs préparations.
Caoutchouc (ouvrages en).
Caroubes.
Cellulose.
Cérésine.
Chandelles.
Charcuterie frabriquée.
Charcuterie (vessies, enveloppes et membranes pour).
Chataignes, marrons, millets et leurs farines.
Chaussures (fournitures et outillage pour la fabrication des) (voir aussi fournitures et outillages).
Chiffons de tous genres.
Chloramise et préparations à base de chloral.
Chlore liquéfié.
Chlorure d'étain, de magnésium, de zinc.
Chrome sous toutes ses formes.
Ciment.
Cobalt sous toutes ses formes.
Coca et préparations.
Confections en tissus de coton.
Conserves de tomates et autres conserves alimentaires (voir aussi extraits de viandes et soupes comprimées).
Cordages filets et autres ouvrages de cordes.
Corne et autres matières analogues brutes.
Crin et poils.
Cuir (ouvrages en).
Cuivre pur ou allié sous toutes ses formes.
Cyanures, ferri-cyanures et ferro-cyanures de potassium et de sodium.
Diamants bruts utilisables dans un but industriel.
Drap.
Électrodes, piles et leurs éléments.
Engrais chimiques.
Ergot de seigle.
Étain pur ou allié sous toutes ses formes.

Eucaine (hydrochlorure).

Extraits de viande et toutes autres conserves alimentaires (voir aussi conserves alimentaires).

Farineux alimentaires ci-après désignés : chataignes, marrons, millet et leurs farines.

Ferri-cyanures et ferro-cyanures de potassium et de sodium.

Feuilles de caoutchouc vulcanisé.

Ficelles de chanvre.

Figues sèches.

Fils d'alpaga, de mohair et de poils.

Fils de ramie.

Forges portatives.

Fournitures pour la fabrication des chaussures, telles que rivets en cuivre, boutons, agrafes, chevilles à talons, clous ou rivets pour pose mécanique ou à la main.

Fromages.

Garnitures de machine ou de chaudière y compris la laine de laitier.

Gaz asphyxiants (produit pour la fabrication des).

Gentiane et ses préparations.

Glands.

Gommes de tous genres.

Goudrons végétal et huile de goudron végétal,

Houes (voir aussi outils pour pionniers).

Indigo naturel.

Ipécacuanha (racine d').

Jusquiame et ses préparations.

Laines d'effilochage et rognures de chiffons neufs.

Lapins.

Liège brut ou ouvré.

Magnétos (machines).

Manches ou poignées d'outils.

Manganèse (métal) sous toutes ses formes.

Marc d'olives.

Marrons (voir aussi farineux alimentaires).

Matériel sanitaire.

Matières lubrifiantes.

Mèches de mineurs.

Médicaments.

Mercure (composés et préparations de).

Métal antifriction (voir antifriction).

Meules.
Mica travaillé.
Millet (voir aussi farineux alimentaires).
Molybdène (métal, minerai et sels de).
Novocaine.
Nickel pur ou allié sous toutes ses formes.
Noix vomique et ses alcaloïdes ou préparations.
Outillages pour la fabrication des chaussures.
Outils pour maréchaux ferrants, charpentiers, charrons et selliers.
Outils et appareils pour pionniers, leurs machines ou poignées détachées.
Pansement (objets de).
Paraldéhyde.
Peaux brutes et préparées d'agneau.
Peptone
Peroxydes métalliques.
Piles électriques (voir aussi électrodes).
Platine (métal, minerai et sels).
Poissons frais ou en saumure, secs, salés ou conservés.
Pommes de terre de toutes sortes.
Produits chimiques pour usage pharmaceutique.
Protargol
Pulvérisateurs autres que pour la toilette, la médecine et les usages domestiques.
Ramie.
Résines.
Rogues de morue et de maquereau.
Saccharine et produits assimilés.
Salicylate de soude et méthylsalicylate.
Salvarsan et néo-salvarsan (chorydrate de dioxydiamidoarsénobensol)
Santonine et ses préparations.
Savons.
Sels de cuivre, de chrome, d'étain et de mercure.
Sélénium.
Sérums.
Silicium
Son et autres issues de mouture.
Soude (hyposulfite de).
Soupes comprimées et desséchées.
Sulfate de soude.

Sulfate de zinc.
Tapiocas.
Tartre.
Teintures dérivées du goudron de houille.
Tymol et ses préparations.
Tissus de chanvre.
Tissus de coton confectionnés ou non (voir confections).
Tissus de jute.
Tissus de laine.
Tissus de lin.
Tissus de ramie.
Titane (métal, minerai et sels).
Tourbe.
Tourteaux et autres produits propres à la nourriture du bétail.
Trional.
Tunsgtène (métal et minerai) (wolfram) sous toutes ses formes.
Urée et ses composés.
Urotropine (hexaméthyléne tétramine) et ses préparations.
Vaccins.
Vanadium (métal, minerai et sels de).
Véronal (acide dicthylbarbiturique) et véronal sodique.
Vessies, enveloppes et membranes pour charcuteries.
Viandes fumées.
Zinc (métal pur ou allié) sous toutes ses formes.

Le décret du 2 mars 1916, qui prohibe la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite de dépôt, d'entrepôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire des produits énumérés ci après, lorsque ces produits sont destinés à des pays autres que la métropole et les colonies et pays de protectorat précités :

Cires végétales.
Apar-agar ou librine.
Sparte, fibres de coco, piassava, isthe, écorce de tilleul.
Phormium-tenax, abaca, aloès et autres végétaux filamenteux non dénommés, bruts, teillés, tordus ou en torsades et étoupes, même filés.
Varech et autres algues servant à l'extraction de l'iode.
Laves de volvic et autres.

Palladium, métal pur ou allié.

Ouvrages en platine, rhodium, ruthenium, iridium, osmium et palladium pur ou allié, autres que la joaillerie montée

Le décret du 14 mars 1916, qui prohibe la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire des produits énumérés ci-après, lorsque ces produits sont destinés à des pays autres que la métropole et les colonies et pays de protectorat précités :

Piments.

Fils et filés de bourre de soie, de déchets de soie et tous fils ou filés généralement dénommés schappe, écrus, décrués et non teints pour la vente (1).

Tissus fabriqués exclusivement avec les fils et filés des matières énumérées ci-dessus. (Ecrues, décrués, imprimés ou non mais non teints (1).

Pongées et shantungs.

Failles et tafetas.

Le décret du 22 avril 1916, qui prohibe la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire des produits énumérés ci-après, lorsque ces produits sont destinés à des pays autres que la métropole et les colonies et pays de protectorat précités :

Acide citrique, aloès (suc d'), anhydride sulfurique, baies écorces, feuilles, herbes, lichens, racines, tinctoriaux, bruts ou moulus.

Cévadille (graines de), crins préparés ou frisés, dégras, fils et tissus de crin animal, présure, racine de bruyère, ébauchons de pipes, etc..., sucre de lait.

Tapis de pied et couvertures de cheval en poils, thermomètres médicaux, thorium.

Art. 2.— Le régime antérieur sera rétabli par décret rendu

(1) C'est-à-dire, non imprégnés de la teinture définitive employés dans le commerce des tissus, la teinte fugace employée par les fabricants comme teinte indicative d'une qualité déterminée n'étant pas visée ici.

dans la même forme que ceux dont la ratification est prononcée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 décembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies, GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des finances, A. RIBOT.

Le ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes, CLÉMENTEL.

N° 138. — *ARRÊTÉ promulguant l'arrêté ministériel du 13 janvier 1917, rapportant la prohibition des diamants bruts.*

(25 avril 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'insertion, au *Journal officiel* de la République française, de l'arrêté du Ministre des colonies, en date du 13 janvier 1917, rapportant, en ce qui concerne les diamants bruts, les dispositions de son arrêté du 12 février 1916 ;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, l'arrêté du Ministre des colonies du 13 janvier 1917, rapportant, en ce qui concerne les diamants bruts, les dispositions de son arrêté du 12 février 1916.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui

sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 25 avril 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

J. DEHEAULME.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 11 janvier 1916, portant prohibition de sortie ;

Vu l'arrêté du 12 février 1916, portant dérogation aux prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 2 janvier 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont rapportées, en ce qui concerne les diamants bruts utilisables dans un but industriel, les dispositions de l'arrêté susvisé du 12 février 1916.

Fait à Paris, le 13 janvier 1917.

G. DOUMERGUE.

N° 139. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française la loi du 14 mars 1917, ajournant les opérations de révision des listes électorales pour 1917 et les élections législatives, départementales, communales et consulaires.*

(26 avril 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la loi du 14 mars 1917 ;

Vu le câblogramme ministériel (Colonies), n° 103, du 19 avril 1917;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulguée à la Guyane française, pour y être exécutée dans sa forme et teneur, la loi susvisée du 14 mars 1917, ajournant les opérations de révision des listes électorales pour 1917 et les élections législatives, départementales, communales et consulaires.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 26 avril 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

LOI ajournant les opérations de révision des listes électorales pour 1917 et les élections législatives, départementales, communales et consulaires.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Les opérations de révision des listes électorales pour l'année 1917 sont ajournées jusqu'à la cessation des hostilités.

Art. 2. — Pendant l'année 1917 et jusqu'à ce qu'une loi spéciale ait autorisé la convocation des collèges électoraux, il ne sera procédé à aucune élection législative, départementale, communale ou consulaire.

Art. 3. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 14 mars 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :
Le Ministre de l'intérieur,
MALVY.

N° 140. — *ARRÊTÉ nommant un Comité consultatif en vue des dispositions à prendre pour l'approvisionnement de la colonie en farine et pour la fabrication du pain.*

(30 avril 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Considérant que la loi du 16 octobre 1915, sur les blés et les farines, n'a pas été et ne pouvait être rendu applicable à la colonie;

Considérant que la loi du 20 avril 1916, promulguée par arrêté du 8 juin suivant (J. O. G. F. du 10 juin 1916) permet la taxation de certaines denrées et substances, mais que la farine ne figure pas au nombre de ces denrées;

Considérant que les circonstances peuvent amener l'autorité locale à réglementer la question des farines de manière à assurer à la population le ravitaillement en pain aussi régulier que possible;

ARRÊTE:

Article 1er. — Il est institué au chef-lieu un Comité appelé à donner son avis sur les dispositions à prendre par l'autorité locale au sujet tant de l'approvisionnement de la colonie en farines, que de la fabrication du pain.

Art. 2. — Ce Comité est composé comme suit:

MM. le Gouverneur, président;
le Maire de la Ville de Cayenne;
le Chef du service des Douanes;
Levana, conseiller à la Cour d'appel;
A. Darredeau, vice-président de la Chambre de commerce;
Melkior, ingénieur civil;
Nollier, membre de la Chambre d'agriculture;
Mathurin, *idem.*
Le Roux, représentant de la Maison Chiris;
Polus, représentant de la Maison Tanon;

MM. Ricorday, agent de la Compagnie Transatlantique;
Vienne, vétérinaire du Gouvernement.

Un fonctionnaire du Secrétariat général tient la plume aux séances.

Le Comité se réunit sur la convocation de son président.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 30 avril 1917.

A. LAURET.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 141. — Par décision du Gouverneur, en date du 4 avril courant, prise sur la proposition du Secrétaire général, M. Py Gaston, garde rural de 3e classe à la résidence de Sinnamary, a été révoqué de ses fonctions pour indiscipline.

N° 142. — Par décision du Gouverneur, en date du 6 avril 1917, M. Robichon (Jules), brigadier de Gendarmerie du détachement de la Guyane, a été délégué provisoirement dans les fonctions de Commissaire de la Police générale, Commissaire aux Délégations judiciaires.

Par le même acte, a été rapportée la décision du 8 janvier 1914, qui avait appelé M. Lewest (Thomas), brigadier de 1re classe de la Police générale, à remplir les fonctions de Commissaire aux Délégations judiciaires, pendant la durée de l'absence du titulaire de l'emploi.

N° 143. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 avril 1917, M. Lewest Thomas), brigadier de 1re classe de la Police générale, a été élevé au grade d'adjudant.

N° 144. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 avril 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Ins-

truction publique, un congé de maternité de deux mois a été accordé à Mme Fortuné (Alice), institutrice à Cayenne.

N° 145. — Par décision du Gouverneur, en date du 19 avril 1917, prise après avis d'une commission d'enquête, la peine de la réprimande a eté infligée à M. Firmin (Alexandre), guetteur de vigie de 2e classe, pour négligence dans son service.

N° 146. — Par décision du Gouverneur, en date du 22 avril 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, Mme Martial (Caroline), institutrice de 2e classe, a été appelée à continuer ses services, en qualité d'adjointe, à l'école des filles de Cayenne.

N° 147. — Par décision du Gouverneur, en date du 22 avril 1917, M. Pain, docteur en médecine, a été chargé, à compter du 25 avril 1917, d'assurer provisoirement le service de médecin en second à l'Hospice civil de Cayenne.

N° 148 — Par arrêté du Gouverneur, en date du 30 avril 1917, M. Galas Joseph-Henry, *dit* Georges, a été agréé garde particulier de la concession forestière, 1re catégorie, située dans la commune d'Approuague et appartenant à M. John Titus.

N° 149. — Par décision du Procureur général, Chef du service judiciaire, en date du 10 avril 1917, n° 3, le Commandant de la brigade de Gendarmerie à Iracoubo est chargé des fonctions du ministère public près la Justice de paix de cette localité.

N° 150. — Par décision du Chef du service de l'Instruction publique, en date du 20 avril 1917, Mlle Montigny Claire), institutrice stagiaire, a été licenciée de ses fonctions, par suite du retour dans la colonie de Mme Martial (Caroline).

Certifié conforme :

Le Secrétaire-archiviste,

Signé : Paul DUBOURG.

Cayenne — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 5.

MAI 1917.

SOMMAIRE.

Pages.

N° 151. — Circulaire ministérielle du 3 décembre 1916 au sujet de la fixation du taux de l'intérêt des Caisses d'épargne pour 1917..... 203

N° 152. — Circulaire ministérielle du 13 février 1917 relative à l'application aux sujets syriens ou libanais et autres sujets ottomans de la loi du 22 janvier 1916..... 204

N° 153. — Circulaire ministérielle du 15 février 1917. — Instructions relatives au cumul des indemnités pour charges de famille au titre civil et au titre militaire..... 206

N° 154. — Circulaire ministérielle du 24 février 1917 relative au traitement des agents mobilisés mis à la disposition des services civils..... 208

N° 155. — Circulaire ministérielle du 1er mars 1917 relative à la répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre. 209

N° 156. — Circulaire ministérielle du 5 mars 1917 relative à la nouvelle jurisprudence adoptée par le Conseil d'Etat en manière de bonification coloniale et de bénéfice de campagne hors d'Europe. — Avis..... 210

N° 157. — Circulaire ministérielle du 19 mars 1917 relative à la répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre. 215

N° 158. — Circulaire ministérielle du 31 mars 1917 déterminant les règles relatives à l'application de la loi du 9 avril

Pages.

1915, en ce qui concerne l'option à formuler par les veuves de militaires entre l'allocation instituée par la loi du 5 août 1915 et la pension militaire..... 216

N° 159. — Arrêté du 1er mai 1917 promulguant les arrêtés ministériels des 10, 19 et 23 février 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie..... 222

Arrêtés ministériels des 10, 19 et 23 février 1917 portant dérogation à des prohibitions de sortie, en ce qui concerne le souffre, les pyrites, le raphia, les conserves de tomates, de poissons, de légumes et les conserves alimentaires à base de viande..... 223

N° 160. — Arrêté du 7 mai 1917 promulguant quatre décrets du 19 février 1917, relatifs à des prohibitions de sortie. 224

Décrets du 19 février 1917 prohibant la sortie des colonies et pays de protectorat de divers produits.... 225

N° 161. — Arrêté du 7 mai 1917 promulguant le décret du 25 mars 1917, prorogeant le délai de renouvellement des permis de recherches minières à Madagascar, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie. — Rapport..... 229

Décret du 25 mars 1917 prorogeant le délai de renouvellement des permis de recherches minières à Madagascar, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie. 230

N° 162. — Arrêté du 7 mai 1917 portant promulgation de l'arrêté interministériel du 12 mars 1917, relatif à la nouvelle fixation de l'allocation annuelle attribuée au Trésorier-payeur de la Guyane, pour assurer le paiement de son personnel 231

Arrêté interministériel du 12 mars 1917 portant fixation de l'allocation annuelle au Trésorier-payeur de la Guyane, pour assurer le paiement de son personnel. 232

N° 163. — Décision du 8 mai 1917 nommant une commission chargée de constater la concordance de l'état de développement des dépenses du Service colonial (Dépenses militaires, exercice 1916), avec les écritures du Trésorier-payeur..... 233

N° 164. — Arrêté du 13 mai 1917 promulguant le décret du 4 mars 1917, prohibant la sortie des éponges et du cadmium 233

Décret du 4 mars 1917 prohibant la sortie des éponges et du cadmium..... 234

N° 165. — Arrêté du 13 mai 1917 promulguant cinq arrêtés ministériels des 3, 10 et 17 mars 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie..... 235

Arrêtés ministériels des 3, 10 et 17 mars 1917 portant dérogation à des prohibitions de sortie..... 236

N° 166. — Décision du 18 mai 1917 ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie agricole..... 238

Pages.

N° 167. — Arrêté du 21 mai 1917 promulguant à la Guyane française la loi du 7 avril 1917, déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés par la mobilisation du père et le décès de ce dernier dans l'impossibilité de contracter mariage..... 240

Loi du 7 avril 1917 déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par la mobilisation du père et le décès de ce dernier, dans l'impossibilité de contracter mariage..... 240

N° 168. — Arrêté du 24 mai 1917 promulguant les arrêtés ministériels des 3 et 4 avril 1917, relatifs à des prohibitions de sortie..... 242

Arrêtés ministériels des 3 et 4 avril 1917 abrogeant divers arrêtés relatifs à des prohibitions de sortie..... 244

N° 169. — Arrêté du 24 mai 1917 promulguant la loi du 13 avril 1917, tendant à l'augmentation de la flotte de charge française..... 245

Loi du 13 avril 1917 tendant à l'augmentation de la flotte de charge française..... 246

N° 170. — Arrêté du 24 mai 1917 expulsant du territoire de la colonie le nommé Schwartz (Arthur)..... 250

N° 171. — Décision du 24 mai 1917 ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie dans la banlieue Est de Cayenne..... 251

N° 172. — Arrêté du 30 mai 1917. — Promulgation du décret du 14 avril 1917, qui proroge au 30 juin 1917, la clôture de l'exercice 1916, pour les budgets généraux, locaux et annexes des colonies. — Rapport..... 252

Décret du 14 avril 1917 prorogeant au 30 juin 1917, la clôture de l'exercice 1916, pour les budgets généraux, locaux et annexes des colonies..... 253

N°s 173 à 184. — Nominations, mutations, congés, etc..... 254

N° 151. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Fixation du taux de l'intérêt des Caisses d'épargne pour 1917.*

(Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. — Division de l'Assurance et de la Prévoyance sociales : 1er bureau ; Caisses d'épargne).

Paris, le 3 décembre 1916.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE *à Messieurs les Directeurs de Caisses d'épargne.*

Un décret du 31 octobre 1916, rendu après avis de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consigna-

tions et de la Commission supérieure des Caisses d'épargne, conformément aux dispositions de la loi du 20 juillet 1895, et inséré au *Journal officiel* du 3 décembre 1916, a fixé à 3 fr. 75 0/0 le taux d'intérêt qui sera bonifié aux Caisses d'épargne, à partir du 1er janvier 1917, par la Caisse des dépôts et consignations.

Il en résulte que l'intérêt à servir par les Caisses d'épargne à leurs déposants, à partir du 1er janvier prochain, sera porté à 3 fr. 50 0/0 au maximum et à 3 fr. 25 0/0 au minimum.

J'appelle l'attention des Caisses d'épargne sur la nécessité de prévenir, par tous les moyens en leur pouvoir, les déposants, de cette élévation du taux de l'intérêt et de donner à cette mesure toute la publicité désirable.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

ALBERT METIN.

N° 152. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Application aux sujets syriens ou libanais et autres sujets ottomans de la loi du 22 janvier 1916, relative à la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing. — 3e Section.)

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs des colonies, Commissaires de la République française au Cameroun et au Togo, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

Comme suite à ma circulaire n° 712 du 17 mai 1916, relative à l'application de la loi du 22 janvier 1916, sur la déclaration des biens appartenant aux sujets des puissances ennemies, j'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, à toutes fins utiles, copie d'une lettre de M. le Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères, fixant les conditions dans lesquelles les dispositions de la loi dont il s'agit sont applicables aux

Syriens et Libanais, aux détenteurs de leurs biens mobiliers ou immobiliers ou à leurs débiteurs.

Pour le Ministre et par ordre :

Le Sous-directeur,
Chef du service du Secrétariat
et Contreseing,

COLIN.

Paris, le 27 février 1917.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, *à Monsieur le Ministre de la marine, chargé de l'intérim du Ministère des colonies.*

(Secrétariat et Contreseing. — 3e Section.)

Par votre lettre, en date du 13 de ce mois, vous avez bien voulu m'exprimer le désir de connaître les formalités auxquelles sont soumis les Syriens et Libanais et les détenteurs de leurs biens mobiliers ou immobiliers ou leurs débiteurs, en ce qui concerne la déclaration prévue par la loi du 22 janvier 1916 des biens des sujets des puissances ennemies.

Au lendemain de la promulgation de la loi du 22 janvier 1916, des pourparlers ont été engagés par mon Département, en vue de régler d'accord avec les Ministres de la justice et des finances la question générale des modalités à apporter dans son application éventuelle aux sujets ottomans. A la suite de ces démarches, M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice, m'a fait savoir que, conformément à mes suggestions, il serait établi une distinction entre la formalité de la déclaration et les mesures de séquestre pouvant en être la conséquence en ce qui concerne les biens appartenant à des sujets ottomans admis en permis de séjour sur notre territoire. Par une circulaire, en date du 29 février 1916, parue au *Journal officiel* du 2 mars 1916, M. Viviani a, en conséquence, décidé que si ces sujets ottomans ou les détenteurs de leurs biens ou leurs débiteurs sont tenus d'accomplir la formalité de la déclaration, les biens des intéressés sont soustraits aux mesures du séquestre.

Cette décision bienveillante aboutissant en définitive à soumettre les sujets ottomans en permis de séjour sur notre territoire à une simple formalité rendue cependant nécessaire par l'état de guerre et à les laisser libres de disposer à leur gré de

leurs biens mobiliers et immobiliers, il n'a pas paru qu'il serait justifié de ne pas l'appliquer aux Syriens, Libanais ou Arméniens auxquels le Gouvernement de la République a tenu à témoigner, par des mesures administratives appropriées, la sympathie qu'ils méritaient dans les circonstances actuelles.

ARISTIDE BRIAND.

N° 153. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Instructions relatives au cumul des indemnités pour charges de famille au titre civil et au titre militaire.*

(Ministère des Colonies. — Service du Personnel. — 2e Section.)

Paris, le 15 février 1917.

LE MINISTRE DE LA MARINE, chargé de l'intérim du Ministère des colonies, *à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indochine, de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et de Madagascar; les Gouverneurs des colonies; les Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun; les Chefs du service colonial dans les ports de commerce de Nantes, du Havre, de Bordeaux et de Marseille.*

Par circulaire du 11 novembre 1915, je vous ai notifié la teneur d'instructions adressées par le Ministre des finances, en vue de fixer les règles à suivre relativement au cumul des indemnités pour charges de famille attribuées, soit au titre civil, soit au titre militaire, aux fonctionnaires et agents mobilisés.

En me référant à cet acte, j'ai l'honneur de vous adresser ci-dessous, les termes d'une nouvelle communication de M. Ribot du 25 janvier 1917, précisant les indications fournies dans la précédente :

« Aux termes du paragraphe 4 de la circulaire du 21 août « 1914, de la Direction générale de la Comptabilité publique, « la somme à payer au titre de l'indemnité civile pour « charges de famille aux fonctionnaires rappelés sous les dra- « peaux comme officiers ou sous-officiers à solde mensuelle, « s'obtient en défalquant la solde militaire nette du total du « traitement et de l'indemnité.

« Le décret du 3 octobre 1915 ayant, depuis lors, reconnu « aux officiers et sous-officiers de la réserve et de la territo-

« riale le droit à l'indemnité militaire pour charges de famille « que le décret du 26 août 1914 réservait exclusivement aux « officiers de l'armée active, les administrations ont à tenir « compte de ce nouvel élément dans le calcul des sommes « revenant, en exécution de la loi du 5 août 1914, à ceux de « leurs agents qui ont été mobilisés.

« Une lettre-circulaire du 15 octobre 1915, adressée à tous « les Départements ministériels, a indiqué quelles mesures de- « vaient être prises à cet égard pour éviter des doubles em- « plois. Cette circulaire ayant donné lieu à certaines divergences « d'interprétation, il m'a paru nécessaire de préciser les règles « suivant lesquelles il doit être procédé aux liquidations de « l'espèce.

« En principe, la détermination du reliquat à mandater le « cas échéant, au titre civil, continuera à s'opérer suivant la « marche tracée par la circulaire du 21 août 1914. Les ser- « vices ordonnateurs devront, dès lors, se conformer aux dis- « positions ci-après.

« Il conviendra, tout d'abord, de comparer les deux indem- « nités pour charges de famille. Si l'indemnité militaire est « supérieure à l'indemnité civile, celle-ci sera supprimée et « disparaîtra des éléments du décompte. Il ne restera plus « alors qu'à rapprocher le traitement de la solde à mandater, « au titre civil, la portion du traitement qui apparaîtrait en « excédent. Dans l'hypothèse opposée, c'est-à-dire si l'indem- « nité civile est plus élevée que l'indemnité militaire, le sur- « plus de la première s'ajoutera, conformément aux prescrip- « tions de la circulaire du 21 août 1914, au traitement civil. « Selon que la solde militaire sera inférieure ou supérieure au « total ainsi obtenu, il y aura lieu ou non, à mandatement sur « les crédits de l'administration d'origine.

« Soit un agent, père de trois enfants, mobilisé comme « lieutenant avec solde nette de 3,808 fr. 42 cent. et un trai- « tement également net de 3,000 francs, l'indemnité civile pour « charges de famille est, par hypothèse, de 250 francs, l'in- « demnité militaire, calculée conformément au décret du 26 « août 1914, n'est que de 200 francs.

« La liquidation s'opérera comme suit :

« Excédent de l'indemnité civile (250—200).	50f »
« Traitement.....	3,000 »
« Ensemble.....	3,050 »

« La somme nette étant de 3,808 fr. 42 cent., le service « civil n'a pas à intervenir.

« Si le traitement était de 4,000 francs, le décompte don- « nerait :

« Masse du traitement et de l'excédent de l'indemnité civile « (4,000 + 50)..... 4,050f »

« Solde nette..... 3,808 42

« à mandater..... 241 58

« dont 50 francs sur le chapitre des indemnités, et 191 fr. 58 « sur celui du traitement.

« En résumé, quand l'indemnité militaire est plus forte que « l'indemnité civile, le simple examen du traitement et de la « solde fait immédiatement ressortir la somme à payer au « titre civil, dans le cas contraire, la somme à payer par l'ad- « ministration d'origine s'obtient en retranchant la solde nette « du total que donne l'addition du traitement avec l'excédent « de l'indemnité civile sur l'indemnité militaire.

« Je vous serais obligé de vouloir bien donner les instructions « en ce sens à tous les services ordonnateurs dépendant de votre « Département. »

Je vous serais obligé de m'accuser réception de la présente circulaire et d'en assurer l'exécution.

L. LACAZE.

N° 154. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Traitements des agents mobilisés mis à la disposition de services civils.*

(Ministère des Colonies.— Service du Persnnel.— 1re Section.)

Paris, le 24 février 1917.

LE MINISTRE DE LA MARINE, chargé de l'intérim du Ministère des colonies, *à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indo-Chine, de l'Afrique Occidentale française, de l'Afrique Equatoriale française et de Madagascar ; les Gouverneurs des colonies ; les Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun ; l'Administrateur des îles Saint-Pierre et Miquelon ; les Chefs du Service colonial dans les ports de commerce du Havre, de Nantes, de Bordeaux et de Marseille.*

Par circulaires, nos 4 et 12, des 13 avril et 14 novembre

1916, j'ai porté à votre connaissance les règles arrêtées par M. le Ministre des finances, en ce qui concerne le paiement des émoluments pouvant revenir aux fonctionnaires et ouvriers coloniaux mobilisés dans l'industrie.

Par lettre du 27 janvier dernier, M. Ribot vient de décider et j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'ensemble des dispositions rappelées par les circulaires précitées seront applicables aux agents mobilisés qui ont été, en cette qualité, détachés à des services civils pour occuper divers emplois, notamment celui d'inspecteur de police auxiliaire.

Dans ces conditions, la rémunération quotidienne ou périodique allouée à ces agents par le service auquel ils sont présentement affectés viendra en atténuation des appointements imputables sur les crédits de leur administration d'origine. Il devra également leur être tenu compte, le cas échéant, de la majoration de 2 fr. 50 ou 3 fr. 50, représentative des frais de nourriture et de logement.

Il est toutefois entendu que cette indemnité ne pourra se cumuler avec les allocations spéciales de missions destinées à compenser les dépenses supplémentaires d'entretien que nécessitent certains déplacements ou les besoins passagers d'un service.

Je vous serais obligé de vouloir bien prendre note de ces nouvelles prescriptions.

LACAZE.

N° 155. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing — 1re Section.)

Paris, le 1er mars 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

M. le Procureur général près la Cour des Comptes, président du Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre,

m'a adressé les relevés des opérations effectuées par le Comité pour la période comprise entre le 2 décembre 1916 et le 3 février dernier.

Comme suite à ma circulaire n° 1690 du 26 décembre, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus copie de ces documents (1).

Pour le Ministre et par ordre :

Le Sous-Directeur, chef du service du Secrétariat et Contreseing,

COLIN.

N° 156. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Nouvelle jurisprudence adoptée par le Conseil d'Etat en matière de bonification coloniale et de bénéfice de campagne hors d'Europe.*

(Ministère des Colonies. — Service du Personnel.)

Paris, le 5 mars 1917.

LE MINISTRE DE LA MARINE, *chargé de l'intérim du Ministère des colonies, à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indo-Chine, de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et de Madagascar ; les Gouverneurs des colonies ; les Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun ; l'Administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon.*

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, le texte de trois avis formulés par la section des finances, guerre, marine et colonies du Conseil d'Etat les 17 février 1915, 4 et 9 janvier 1917 et qui modifient, en matière de bonification coloniale ou de bénéfice de campagne hors d'Europe, la jurisprudence adoptée jusqu'à ce jour pour l'application des lois des 18 avril 1831, sur les pensions de l'armée de mer, et 9 juin 1853, sur les pensions civiles.

Aux termes des délibérations susvisées des 17 février 1915 et 9 janvier 1917, la qualité « d'envoyé d'Europe » n'est plus reconnue aussi bien, en ce qui concerne les pensions militaires

---

(1) Documents publiés au *Journal officiel* de la Guyane du 12 mai 1917, page 170.

qu'en ce qui a trait aux pensions civiles, aux fonctionnaires originaires de la Métropole mais qui ont été recrutés sur place aux colonies.

Les explications fournies à cet égard par mon administration et les efforts tentés par elle pour obtenir le maintien de la doctrine admise jusqu'ici n'ont pas convaincu la Haute Assemblée qui s'est ralliée, dans la circonstance, à l'opinion soutenue par le Ministère des finances.

L'avis du 4 janvier 1917 vise le personnel d'origine créole. Il annule les effets de l'avis de la même Assemblée du 4 août 1891 (affaire Vve Deproge) en vertu duquel les fonctionnaires et officiers originaires des colonies envoyés hors de la zône de leur colonie d'origine pouvaient prétendre à la bonification coloniale ou au bénéfice de campagne hors d'Europe pour le temps passé ensuite par eux hors de cette colonie.

Dorénavant, les possessions françaises situées dans la zône de la colonie d'origine ne donneront plus droit, en aucun cas, à la bonification coloniale ou au bénéfice de campagne correspondant.

Je vous prie de vouloir bien transmettre ces indications à tous les services intéressés, afin qu'il en soit tenu compte lors de l'établissement des relevés de services transmis au Département à l'appui des mémoires de proposition de pension concernant des fonctionnaires retraités sur les fonds de l'Etat, leurs veuves ou leurs orphelins.

L. LACAZE.

CONSEIL D'ETAT.

(Section des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Colonies).

EXTRAIT du registre des délibérations de la Section.

Séance du 17 janvier 1915.

AVIS.

La Section des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Colonies du Conseil d'Etat, sur le renvoi qui lui a été fait par le Ministre des colonies d'une liquidation de pension se montant à 3,833 francs et établie en faveur du sieur C....., ex-chef de bureau des Secrétariats généraux ;

Vu les notes de la section, en date des 20 juin et 10 août 1914;
Vu les nouvelles pièces produites et jointes au dossier;
Vu les lois des 18 avril 1831 et 5 août 1879;

Considérant qu'il résulte des pièces du dossier qu'au moment où le sieur C..... a été nommé écrivain des Directions de l'Intérieur, il résidait en Nouvelle-Calédonie; qu'il ne peut par suite être réputé avoir été envoyé d'Europe dans cette colonie et que le temps de service qu'il y a effectué ne peut lui donner droit au bénéfice de l'article 7 de la loi du 18 avril 1831;

Est d'avis :

Qu'il n'y a pas lieu d'approuver la liquidation établie en faveur du sieur C....

Signé : André PORCHE, rapporteur;
R. de MOUY, président;
P. ROUSSEL, secrétaire.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Section des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Colonies.)

EXTRAIT du registre des délibérations de la Section.

Séance du 4 janvier 1917.

AVIS.

La Section des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Colonies du Conseil d'Etat, sur le renvoi qui lui a été fait par le Ministre des Finances d'une liquidation de pension montant à 514 francs et établie, à titre d'accident de service, en faveur de la dame M....., veuve du sieur T....., ex-vérificateur des Douanes à la Martinique;

Vu les pièces produites et jointes au dossier;

Vu la dépêche du Ministre des colonies, en date du 17 juillet 1916;

Vu l'avis de la Section, en date du 4 août 1891 (Sieur D.....);

Vu la loi du 9 juin 1853;

Considérant qu'il résulte des pièces du dosssier que le sieur T..... est né à la Guadeloupe; qu'il a été nommé com-

mis des Douanes à la Martinique le 1er juillet 1891 ; qu'après un an, 7 mois et 20 jours de services dans cette colonie, il a servi en la même qualité au Congo, pendant un an, un mois et 19 jours, qu'il est ensuite revenu à la Martinique, où s'est accompli tout le reste de sa carrière jusqu'au 1er février 1915, date de son décès;

Considérant que, par la dépêche susvisée du 17 juillet 1916, le Ministre des colonies soutient que, dans la liquidation des services du sieur T....., en vue de la pension de retraite à concéder à sa veuve, il aurait dû être fait application de la bonification coloniale non seulement à la période de services accomplis par ce fonctionnaire au Congo, mais à tout le temps passé par lui à la Martinique postérieurement à son séjour au Congo ;

Considérant que si la jurisprudence, s'inspirant de la pensée qui a inspiré le législateur, a admis les fonctionnaires nés aux colonies à bénéficier de la bonification prévue par l'article 10 de la loi du 9 juin 1853, lorsqu'ils sont envoyés dans une colonie, située hors de la zône à laquelle appartient leur colonie d'origine et pour le temps de leur séjour hors de ladite zône, les motifs qui ont inspiré les dispositions dudit article 10 ne permettent pas d'étendre la même faveur au fonctionnaire qui, né dans une colonie déterminée, est envoyé dans une autre colonie comprise dans la même zône; que la circonstance que le fonctionnaire a accompli antérieurement une période de service hors de sa zône d'origine ne saurait modifier sa situation à cet égard ;

Considérant dès lors que c'est avec raison que, dans la liquidation soumise au Conseil d'État par le Ministre des Finances, il n'a été fait application de la bonification coloniale qu'aux services rendus par le sieur T..... au Congo;

Est d'avis :

Qu'il y a lieu d'approuver la liquidation de pension montant à 514 francs et établie en faveur de la dame M....., veuve du sieur T.....

Signé : B. BOUSQUET, rapporteur ;

J. L. DELONCLE, conseiller d'État, présidant la séance ;

P. ROUSSEL, secrétaire.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Section des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Colonies.)

Extrait du registre des délibérations de la Section.

Séance du 9 janvier 1917.

AVIS.

La Section des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Colonies du Conseil d'Etat, sur le renvoi qui lui a été fait par le Ministre des colonies d'une liquidation de pension montant à 1,950 francs, établie en faveur du sieur R....., ex-syndic de 1re classe des immigrants à la Réunion, et dans le calcul de laquelle il a été fait application du bénéfice de campagne aux services rendus par ce fonctionnaire dans ladite colonie ;

Vu sa note du 7 août 1916 ;

Vu les nouvelles pièces produites et jointes au dossier ;

Vu la loi du 18 avril 1831 ;

Vu la loi du 5 août 1879 ;

Vu l'avis de la Section du 17 février 1915 (Sieur C.....) ;

Considérant qu'il résulte des pièces du dossier qu'au moment où le sieur R....., qui est né en France, a été nommé pour la première fois à une fonction publique, celle de syndic cantonal de 2e classe des immigrants à la Réunion, il habitait dans ladite colonie ; qu'aux termes de l'article 7 de la loi susvisée du 18 avril 1831, ont seuls droit au bénéfice de campagne pour leurs services aux colonies les « individus envoyés d'Europe » ; que, quelque large que soit l'interprétation donnée à cette disposition par la jurisprudence, et en admettant même qu'elle puisse être étendue aux individus qui, appelés aux colonies pour y exercer des fonctions dans l'Administration locale, sont passés, sur place, dans un service donnant droit à une pension sur le Trésor, le bénéfice de ladite disposition ne saurait être accordé au sieur R....., qui est venu s'établir à la Réunion sans y avoir été appelé, à aucun titre, pour exercer des fonctions quelconques.

Est d'avis :

Qu'il n'y a pas lieu d'approuver, en l'état, la liquidation de pension établie en faveur du sieur R.....

Signé : P. BOUSQUET, rapporteur ;

J. L. DELONCLE, conseiller d'Etat, présidant la séance ;

P. ROUSSEL, secrétaire.

N° 157. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing. — 1re Section.)

Paris, le 19 mars 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs des colonies, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

M. le Procureur général près la Cour des Comptes, président du Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre, vient de m'adresser, avec un rapport sur les travaux des deux derniers mois, un état récapitulatif des subventions allouées par le Comité de répartition à la date du 23 février dernier, appuyé des relevés détaillés qui l'accompagnent.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie de ces documents qui font suite à ceux que contenait ma circulaire n° 39, du 3 janvier 1917, et qui permettront aux souscripteurs de se rendre compte du bon emploi de leurs libéralités. (1)

Pour le Ministre et par ordre :

Le Sous-Directeur, chef du service du Secrétariat et Contreseing,

COLIN.

---

(1) Documents publiés au *Journal officiel* de la Guyane du 19 mai 1917, page 181.

N° 158. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Règles relatives à l'application de la loi du 9 avril 1915, en ce qui concerne l'option à formuler par les veuves de militaires entre l'allocation instituée par la loi du 5 août 1914, et la pension militaire.*

(Ministère des Finances. — Direction générale de la comptabilité publique.)

Paris, le 31 mars 1916.

LE MINISTRE DES FINANCES *à MM. les Trésoriers-payeurs généraux et Receveurs particuliers des finances, le Trésorier général et les Payeurs principaux et particuliers de l'Algérie, les Trésoriers-payeurs des colonies.*

Les droits des femmes et des orphelins qui peuvent prétendre à pension du fait du décès d'un mobolisé et qui sont déjà bénéficiaires des allocations instituées par la loi du 5 août 1914 ont été réglés par la loi du 9 avril 1915, reproduite en annexe à la suite de la circulaire du 22 octobre 1915.

L'application des dispositions de cette dernière loi qui interdisent le cumul des allocations et de la pension a soulevé de nombreuses difficultés. Il avait paru tout d'abord en effet que, d'après les termes de l'article 2, l'option exercée par les intéressés devait toujours produire ses effets à compter du lendemain du décès du mobilisé. Par suite, tout passage du régime des allocations à celui de la pension comportait une revision de la période écoulée depuis cette date et entraînait fréquemment pour les veuves le reversement de sommes relativement considérables qui venaient pendant longtemps parfois grever les arrérages de pension de retenues importantes.

Un examen approfondi du texte a fait reconnaître que cette solution, conforme peut-être à la lettre de la loi, s'éloignait en réalité de son esprit et méconnaissait la véritable intention du législateur qui a entendu simplement, d'une part, interdire le cumul des deux régimes et, d'autre part, permettre aux intéressés de choisir le plus avantageux. En réalité, les règles prescrivant de faire remonter la jouissance de la pension au lendemain du décès et de précompter les allocations touchées depuis cette date sur les premiers arrérages formulent simplement les conséquences qu'entraîne ce double principe dans les cas les plus simples et les plus fréquents, mais l'application stricte de ces règles à un certain nombre d'espèces qui ne

pouvaient être prévues au début de la guerre serait contraire à la volonté des auteurs de la loi.

En conséquence, le Ministre de la guerre a fait publier au *Journal officiel* du 25 mars 1917 les instructions ci-dessous au sujet desquelles il s'est mis d'accord avec les administrations de l'Intérieur et des Finances et qu'il a paru utile de porter à la connaissance des comptables du Trésor,

Il résulte d'une entente intervenue entre les Ministres de la guerre et des finances que « la cessation du régime des allocations », considérée comme point de départ de la jouissance de la pension par la loi du 9 avril 1915, peut se produire par mesure individuelle provoquée par les intéressés, dans tous les cas où une veuve peut avoir intérêt à réclamer la jouissance de sa pension au lieu et place du régime des allocations.

En effet, après avoir édicté l'interdiction de cumul entre les pensions dues à raison de la guerre et les allocations pour soutien de famille, l'article 2 de la loi du 9 avril 1915 envisage deux éventualités :

Ou bien la veuve du militaire décédé continue à bénéficier de l'allocation dont elle était titulaire. Dans ce cas, la jouissance des arrérages de la pension est suspendue jusqu'à la cessation du régime des allocations ;

Ou bien la veuve opte pour la pension. Les allocations qu'elle aura perçues postérieurement au décès de son mari sont considérées comme constituant des avances sur pensions et le montant en est précompté sur les premiers arrérages à toucher.

Le législateur a entendu ainsi permettre à toute veuve de militaire de se placer sous le régime le plus favorable. Les allocations auxquelles elle a droit sont-elles d'un taux supérieur à celui de la pension? Elle continue de les percevoir et ce n'est qu'à partir de leur suppression que les arrérages de la pension commence à courir. La pension est-elle au contraire plus avantageuse? La veuve n'aura qu'à opter pour ce régime, et le bénéfice lui en sera acquis depuis la date du décès de son mari, sous réserve de la déduction des allocations touchées à titre d'avances.

Mais, dans la pratique, les choses ne se passent pas aussi simplement, et il est de nombreux cas où l'application littérale de la loi aboutirait à des conséquences manifestement inéquitables. Il peut arriver tout d'abord, qu'une veuve, après

avoir bénéficié du régime des allocations, qui était plus avantageux pour elle que celui des pensions, soit, pour un motif quelconque, rayée de la liste des allocataires. Dans ce cas, elle réclamera sa pension, mais si on doit la considérer comme ayant exercé une option au sens de la loi du 9 avril 1915, elle sera tenue de reverser le montant des allocations qu'elle aura touchées depuis la mort de son mari, et comme ces allocations sont d'un taux supérieur à celui de la pension, non seulement le reversement absorbera la totalité des premiers arrérages, privant ainsi la veuve de tout subside pendant un trimestre, mais encore les trimestres ultérieurs devront être frappés de retenues, jusqu'à complet remboursement de la dette.

La modeste pension à laquelle la veuve a droit se trouvera ainsi réduite pendant une période parfois assez longue.

Tel est par exemple, le cas de la veuve d'un soldat tué à l'ennemi ; sa pension est de 563 francs ; si elle à deux enfants de moins de seize ans, l'allocation et les majorations représentent annuellement 821 fr. 25 cent. Si l'allocation lui est supprimée un an après le décès de son mari, on voit de quelle charge sera grevée la pension, du fait du reversement de ces allocations.

Une situation analogue se présentera dans le cas assez fréquent où, après être demeurée tout d'abord sous le régine des allocations, une veuve aura intérêt à changer de régime, parce que, du fait de la suppression d'une majoration afférente à un enfant décédé ou ayant atteint l'âge de seize ans, la pension sera devenue plus avantageuse. Dans cette hypothèse également, l'intéressée sera tenue à un reversement qui pourra absorber et au delà le montant des premiers arrérages.

De telles conséquences sont manisfestement contraires à l'esprit de la loi du 9 avril 1915.

Pour remédier à une situation que n'a certainement pas voulue le législateur de 1915, il suffit d'interpréter l'article 2 de la loi du 9 avril 1915, dans un sens conforme aux intentions de ses auteurs. Que par les termes « cessation du régime des allocations » on entende non seulement la disparition des allocations par mesure générale à la fin des hostilités, mais encore leur suppression au regard des individus, soit à la suite de radiations, soit par l'effet d'une renonciation volontaire des intéressés, qu'on admette en un mot, que la cessation du régime des allocations peut être individuelle et provoquée par

les bénéficiaires eux-mêmes, les difficultés signalées ci-dessus seront résolus par là même, puisque, dans ce cas, la pension porte jouissance du jour de la suppression des allocations et que, dès lors, il n'y a plus lieu à reversement pour le passé.

Dans ce système, les intéressés auraient, suivant les circonstances, le choix entre trois partis :

1° Continuer à toucher les allocations ;

2° Opter pour la pension, avec effet rétroactif du jour du décès du mobilisé ;

3° Faire cesser, en ce qui les concerne, le régime des allocations et se placer sous celui de la pension, sans reversement pour la période passée.

Pour plus de clarté, et afin de bien préciser les conditions d'application de ce système, il convient d'examiner successivement les diverses hypothèses qui peuvent se présenter dans la pratique.

a) Les allocations sont supérieures à la pension.

Dans ce cas, les intéressés demeureront presque toujours sous le régime des allocations et nulle difficulté n'est à prévoir. Il pourra toutefois arriver exceptionnellement que, pour des considérations morales qu'il lui appartient d'apprécier, une veuve préfère passer, bien qu'il soit moins avantageux, au régime des pensions. On devra considérer que, dans ce cas il y a « cessation » des allocations : la jouissance de la pension commencera au jour de la radiation de la liste des allocataires et aucun reversement ne sera exigé pour le passé.

b) Les allocations sont supérieures à la pension, mais viennent ensuite à être supprimées. Dans ce cas également il y a « cessation du régime des allocations », la pension sera accordée avec jouissance de la date de la suppression des allocations et la veuve n'aura pas de reversement à opérer.

c) Les allocations sont tout d'abord supérieures à la pension, puis deviennent moins avantageuses par suite de la suppression d'une ou plusieurs majorations. A l'époque à laquelle cette circonstance se produira, la veuve pourra réclamer sa pension et faire cesser, en ce qui la concerne, le régime des allocations. La pension portera jouissance à compter de ce jour ; seules, les allocations réduites perçues depuis cette dernière date seront précomptées sur les premiers arrérages et, comme elles sont moins avantageuses que la pension, il y aura toujours une somme nette à payer aux intéressés.

d) Les allocations sont inférieures à la pension. Dans ce cas, la veuve optera pour le régime des pensions au sens de la loi du 9 avril 1915. A quelque époque que soit exercée cette option, la jouissance de la pension courra du décès du mari ; les premiers arrérages subiront la retenue des allocations perçues à partir de cette date, mais cette compensation se traduira toujours, en fin de compte, par un net à payer aux intéressés.

Il convient d'ailleurs d'ajouter que, conformément à la solution adoptée relativement à la non-rétroactivité de l'interdiction du cumul, il ne devra pas, pour le calcul des allocations à reverser, être fait état, le cas échéant, de celles qui auraient été perçues entre la date du décès et le 10 avril 1915.

e) Il peut enfin arriver que les allocations, inférieures tout d'abord à la pension, soient devenues plus avantageuses, par suite par exemple de la naissance d'un enfant ouvrant droit à majoration. La veuve a alors le choix entre deux solutions. Elle peut « opter » pour la pension, et celle-ci rétroagit alors au jour du décès du mari ; l'intéressée touche immédiatement une somme qui peut être d'une certaine importance et qui représente pour le passé la différence entre le produit de la pension et celui des allocations, mais, à l'avenir, elle percevra des arrérages inférieurs aux allocations. La veuve peut au contraire demeurer sous le régime des allocations. Dans ce cas, elle touchera à l'avenir des mensualités supérieures aux arrérages de la pension, mais elle ne bénéficiera pas de l'avantage immédiat qui lui est acquis dans la première solution.

Telles sont les règles suivant lesquelles les familles d'un mobilisé décédé pourront passer du régime des allocations à celui des pensions. Reste à examiner une dernière question : lorsqu'une veuve aura réclamée sa pension et qu'elle aura commencé d'en toucher les arrérages, elle ne sera pas admise à revenir en suite au régime exceptionnel des allocations. Toute solution contraire irait à l'encontre du principe suivant lequel le régime de la pension est définitif et se heurterait d'ailleurs à de réelles difficultés d'application, étant donné que le paiement des arrérages d'une pension inscrite au grand livre ne peut être suspendu que dans des cas nettement spécifiés par la loi.

Toutefois, lorsqu'il est évident que des opérations faites par des personnes à peu près illettrées ne peuvent être que le résultat d'erreurs manifestes, et lorsque la différence de produit

des deux régimes présente une réelle importance, les intéressés pourront, sous certaines conditions, être admises à se placer de nouveau sous le régime de l'allocation, même s'il y a eu payement des premiers arrérages. Mais le retour aux allocations ne devra avoir lieu qu'après un examen tout spécial de chaque affaire. Les pensionnaires auront à adresser une demande écrite, avec leur certificat d'inscription de pension, au comptable chargé du payement des arrérages. Après enquête, le trésorier général en référera à l'administration des Finances et transmettra ensuite au sous-intendant militaire le titre de pension dûment annoté si les requêtes paraissent susceptibles d'être prises en considération. Il appartiendra enfin au sous-intendant militaire de faire rétablir la pensionnaire sur la liste des allocataires; cette réinscription rétroagira jusqu'à la date de la radiation provoquée par erreur et la pension sera censée n'avoir jamais été mise en payement. Les arrérages effectivement payés seront retenus sur les rappels d'allocations.

Enfin, il est du plus haut intérêt que toute personne ayant un choix à exercer soit très exactement renseignée (avec à l'appui les chiffres exacts qui l'intéressent) sur les avantages et les inconvénients des diverses solutions qu'elle peut être appelée à adopter.

* * *

Les comptables devront se conformer, en ce qui les concerne, aux instructions ci-dessus. Leur attention est particulièrement appelée sur la recommandation qui les termine: ils devront toujours s'efforcer de renseigner les intéressés avec toute la précision possible sur les avantages et les inconvénients des diverses solutions entre lesquelles doit s'exercer leur choix.

La présente circulaire est adressée à la trésorerie générale au nombre de cinq exemplaires pour ses bureaux et deux exemplaires pour chaque recette des finances.

Le Conseiller d'Etat,
Directeur général de la Comptabilité publique,
G. PRIVAT-DESCHANEL.

N° 159. — *ARRETE promulguant les arrêtés ministériels des 10, 19 et 23 février 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie.*

(1er mai 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'insertion, au *Journal officiel* de la République française, des arrêtés du Ministre des colonies, en date des 10, 19 et 23 février 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués dans la colonie, pour y être exécutés en leur forme et teneur :

1° L'arrêté du Ministre des colonies du 10 février 1917, rapportant, en ce qui concerne le soufre et le pyrite, les dispositions de son arrêté du 24 février 1915;

2° L'arrêté du Ministre des colonies du 19 février 1917, rapportant, en ce qui concerne le raphia, les dispositions de ses arrêtés des 24 février 1915 et 16 mars 1916;

3° L'arrêté du Ministre des colonies du 23 février 1917, abrogeant les dispositions de son arrêté du 12 février 1916, en ce qui concerne les conserves de tomates, de poissons, de légumes et alimentaires à base de viandes.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec les textes promulgués, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 1er mai 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

DEHEAULME.

ARRÊTÉ.

Le Ministre de la marine, chargé de l'intérim du Ministère des colonies,

Vu le décret du 2 janvier 1915, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté du 24 février 1915, portant dérogation aux prohibitions de sortie.

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 31 janvier 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont rapportées, en ce qui concerne le soufre et les pyrites, les dispositions de l'arrêté du 24 février 1915 susvisé.

Fait à Paris, le 10 février 1917.

LACAZE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE de la marine, chargé de l'intérim du Ministère des colonies,

Vu les décrets des 8 novembre 1914 et 2 mars 1916, portant prohibitions de sortie ;

Vu les arrêtés des 24 février 1915 et 16 mars 1916, portant dérogation aux prohibitions de sortie,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont rapportées, en ce qui concerne le raphia, les dispositions des arrêtés susvisés des 24 février 1915 et 16 mars 1916.

Fait à Paris, le 19 février 1917.

LACAZE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE de la marine, chargé de l'intérim du Ministère des colonies,

Vu le décret du 11 janvier 1916, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 février 1916, portant dérogations aux prohibitions de sortie.

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 16 février 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté du 12 février 1916 susvisé, en ce qui concerne les conserves de tomates, les conserves de poissons, les conserves de légumes et les conserves alimentaires à base de viande.

Fait à Paris, le 23 février 1917.

LACAZE.

N° 160. — *ARRETE promulguant quatre décrets relatifs à des prohibitions de sortie.*

(7 mai 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'insertion, au *Journal officiel* de la République française, des quatre décrets du 19 février 1917, prohibant divers produits à la sortie des colonies;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués dans la colonie, pour y être exécutés en leur forme et teneur :

1° Le décret du 19 février 1917, prohibant la sortie des colonies et pays de protectorat, ainsi que la réexportation, le transit et le transbordement des articles confectionnés en tissu de lin;

2° Le décret du 19 février 1917, prohibant la sortie des colonies et pays de protectorat, ainsi que la réexportation, le transit et le transbordement des pelleteries ouvrées et préparées non ouvrées;

3° Le décret du 19 février 1917, prohibant la sortie des colonies et pays de protectorat, ainsi que la réexportation, le transit et le transbordement des diamants bruts, autres que ceux utilisables dans un but industriel;

4° Le décret du 19 février 1917, prohibant la sortie des colonies et pays de protectorat, ainsi que la réexportation, le transit et le transbordement des fruits à distiller et des racines, herbes, fleurs à feuilles, écorces, lichens, fruits et graines.

Art. 2.— L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec les textes promulgués, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 7 mai 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

J. DEHEAULME.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre de la marine, chargé de l'intérim du Ministère des colonies ; du Ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes et du Ministre des finances ;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Sont prohibées la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire, des articles confectionnés en tissu de lin, lorsque l'envoi a pour destination des pays autres que la France, les colonies françaises et les pays de protectorat français.

Toutefois, des exceptions à cette disposition pourront être autorisées dans les conditions déterminées par le Ministre des colonies.

Art. 2. — Le Ministre de la marine, chargé de l'intérim du Ministère des colonies ; le Ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes, et le

Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 février 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine, chargé de l'intérim du ministère des colonies,
LACAZE.

Le ministre des finances,
A. RIBOT.

Le ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

DECRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre de la marine, chargé de l'intérim du Ministère des colonies ; du Ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes et du Ministre des finances ;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Sont prohibées la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation, en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire, des produits énumérés ci-après, lorsque l'envoi a pour destination des pays autres que la France, les colonie sfrançaises et les pays de protectorat français :

Pelleteries brutes et pelleteries préparées non ouvrées, ni confectionnées.

Toutefois, des exceptions à cette disposition pourront être autorisées sous les conditions qui seront déterminées par le Ministre des colonies.

Art. 2. — Le Ministre de la marine, chargé de l'intérim du ministère des colonies ; le Ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes

et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 février 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine, chargé de l'intérim du ministère des colonies,
LACAZE.

Le ministre des finances,
A. RIBOT.

Le ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre de la marine, chargé de l'intérim du Ministère des colonies ; du Ministre des finances et du Ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes ;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Est prohibée l'exportation des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, des diamands bruts, autres que ceux utilisables dans un but industriel, lorsque l'envoi a pour destination des pays autres que la France, les colonies françaises et les pays de protectorat français.

Art. 2. — Le Ministre de la marine, chargé de l'intérim du Ministère des colonies ; le Ministre des finances, le Ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 février 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine, chargé de l'intérim du ministère des colonies,
LACAZE.

Le ministre des finances,
A. RIBOT.

Le ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre de la marine, chargé de l'intérim du Ministère des colonies ; du Ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes et du Ministre des finances ;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Sont prohibées la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire, des produits énumérés ci-après, lorsque l'envoi a pour destination des pays autres que la France, les colonies françaises et les pays de protectorat français :

Fruits à distiller.

Espèces médicinales : racines, herbes, fleurs à feuilles, écorces, lichens, fruits et graines.

Toutefois, des exceptions à cette disposition pourront être autorisées sous les conditions qui seront déterminées par le Ministre des colonies.

Art. 2. — Le Ministre de la marine, chargé de l'intérim du Ministère des colonies ; le Ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 février 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine, chargé de l'intérim du ministère des colonies,
LACAZE.

Le ministre des finances,
A. RIBOT.

Le ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

N° 161. — *ARRETÉ promulguant le décret du 25 mars 1917, prorogeant le délai de renouvellement des permis de recherches minières à Madagascar, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie.*

(7 mai 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'insertion, au *Journal officiel* de la République française, du décret du 25 mars 1917, portant prorogation des permis de recherches minières;

Vu le câblogramme ministériel (Colonies) du 28 mars 1917, n° 80;

Sur la proposition du Chef du service des Travaux publics et des Mines,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 25 mars 1917, prorogeant le délai de renouvellement des permis de recherches minières à Madagascar, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie.

Art. 2. — Le Chef du service des Travaux publics et des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 7 mai 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Chef du service des Travaux publics et des Mines p. i.,

R. BAUDIN.

RAPPORT AU PRÉSIDENT de la République française.

Paris, le 25 mars 1917.

Monsieur le Président,

Le décret du 20 avril 1915 a autorisé le renouvellement, à titre exceptionnel, des permis de recherches minières accordés dans diverses colonies à des citoyens ou sujets français, ou ressortissants des puissances alliées, et qui viennent à expira-

tion avant le 1er janvier 1916, ne pouvaient d'après la réglementation en vigueur être renouvelés.

Un décret du 20 janvier 1916 a prorogé d'une année, pour les colonies de Madagascar, de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie, le délai fixé par le décret précédent pour le renouvellement des permis miniers.

Cette disposition semble devoir, en raison des circonstances, être édictée à nouveau pour l'année 1917.

J'ai, en conséquence, l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint autorisant à titre exceptionnel le renouvellement des permis de recherches minières, délivrés dans les trois colonies précitées et qui viendraient à expiration avant le 31 décembre 1917.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,

MAGINOT.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets des 20 juillet 1867 et 23 mai 1907, portant réglementation des mines à Madagascar;

Vu le décret du 10 mars 1906, portant modification de la réglementation minière de la Guyane;

Vu le décret du 28 janvier 1913, réglementant les mines en Nouvelle-Calédonie;

Vu les décrets des 20 avril 1915 et 20 janvier 1916, relatifs à la prorogation de validité et au renouvellement des permis miniers pendant la durée des hostilités;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE:

Article 1er. — Les dispositions de l'article 2 du décret du 20 avril 1915 sont, en ce qui concerne les permis de recherches minières accordés dans la colonie de Madagascar, de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie, prorogées pour une nouvelle période d'une année expirant le 31 décembre 1917. En conséquence, les permis de recherches minières qui viendraient à

expiration au cours de l'année 1917, pourront à titre exceptionnel, être renouvelés pour une nouvelle période d'un an, aux conditions résultant de la réglementation en vigueur.

Art. 2.— Les dispositions de détail relatives à l'application du présent décret seront, s'il y a lieu, fixées par arrêtés des Gouverneurs.

Art. 3.— Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aux *Journaux officiels* de Madagascar, de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 mars 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République:

Le Ministre des colonies,

MAGINOT.

N° 162. — *ARRÊTE portant promulgation de l'arrêté interministériel du 12 mars 1917, relatif à la nouvelle fixation de l'allocation annuelle attribuée au Trésorier-payeur de la Guyane, pour assurer le paiement de son personnel.*

(7 mai 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, notamment l'article 65 de cette ordonnance;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE:

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, l'arrêté interministériel du 12 mars 1917, portant nouvelle fixation de l'allocation annuelle attribuée au Trésorier-payeur de la colonie, pour assurer le paiement de son personnel.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué par-

tout où besoin sera, et sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 7 mai 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

ARRÊTE.

Le Ministre des colonies et le Ministre des finances,

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 31 décembre 1913, portant fixation de la solde et des accessoires de solde des Trésoriers-payeurs et Trésoriers particuliers des anciennes colonies ;

Vu l'arrêté interministériel du 31 décembre 1913, déterminant les allocations annuelles attribuées aux Trésoriers-payeurs des anciennes colonies, pour le paiement de leur personnel, et à titre de frais de bureau, de matériel et d'indemnités de loyer pour les bureaux,

ARRÊTE :

Article 1er. — L'allocation annuelle attribuée au Trésorier-payeur de la Guyane pour assurer le paiement de son personnel est fixée, à partir du 1er janvier 1917, à 33,000 francs.

Art. 2. — Le Gouverneur de la Guyane est autorisé à laisser définitivement à la charge du budget local les sommes mises à la disposition du Trésorier-payeur en 1914, 1915 et 1916, pour l'entretien d'un employé détaché au guichet de la Douane à Cayenne.

Fait à Paris, le 12 mars 1917.

Le Ministre de la marine,
chargé de l'intérim du Ministère des colonies,

LACAZE.

Le Ministre des finances,

A. RIBOT.

N° 163. — *DÉCISION nommant une commission chargée de constater la concordance de l'état de développement des dépenses du Service colonial* (Dépenses militaires, exercice 1916), *avec les écritures du Trésorier-payeur.*

(8 mai 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 400 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies,

Décide :

Article 1er. — Une commission composée de :

MM. le Secrétaire général, président ;
Darredeau, conseiller privé ;
Chauvet, conseiller privé suppléant,

est nommée à l'effet de constater la concordance de l'état de développement des dépenses du Service colonial (Dépenses militaires, exercice 1916) avec les écritures du Trésorier-payeur.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 8 mai 1917.

A. LAURET.

N° 164. — *ARRETÉ promulguant le décret du 4 mars 1917, prohibant la sortie des éponges et du cadmium.*

(13 mai 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française du décret du 4 mars 1917, prohibant la sortie des éponges et du cadmium ;

Vu la dépêche ministérielle (Colonies) du 12 avril 1917, n° 736;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 4 mars 1917, prohibant la sortie des colonies et pays de protectorat des éponges de toutes sortes et du cadmium sous toutes ses formes.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 13 mai 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

J. DEHEAULME.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre de la marine, chargé de l'intérim du Ministère des colonies; du Ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes et du Ministre des finances;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Sont prohibées la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement des produits énumérés ci-après, lorsque l'envoi a pour destination des pays autres que la France, les colonies françaises et les pays de protectorat français:

Eponges de toutes sortes;

Cadmium sous toutes ses formes.

Toutefois des exceptions à cette disposition pourront être autorisées sous les conditions qui seront déterminées par le Ministre des colonies.

Art. 2. — Le Ministre de la marine, chargé de l'intérim du Ministère des colonies; le Ministre du commerce, de l'industrie,

de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 mars 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la marine, chargé de l'intérim du ministère des colonies,
LACAZE.

Le Ministre des finances,
A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

N° 165. — *ARRÊTÉ promulguant les arrêtés du Ministre des colonies des 3, 10 et 17 mars 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie.*

(13 mai 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française des arrêtés du Ministre des colonies, en date des 3, 10 et 17 mars 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er.— Sont promulgués dans la colonie, pour y être exécutés en leur forme et teneur:

1° L'arrêté du Ministre des colonies, du 3 mars 1917, abrogeant les dispositions de son arrêté du 12 février 1916, en ce qui concerne les fromages;

2° L'arrêté du Ministre des colonies, du 10 mars 1917, autorisant la sortie, pour certains pays et dans certaines conditions, des fruits à distiller, racines, herbes, fleurs, fruits et graines;

3° L'arrêté du Ministre des colonies, du 10 mars 1917, autorisant la sortie, pour certaines destinations et dans certaines conditions, des pelleteries brutes et préparées non ouvrées;

4° L'arrêté du Ministre des colonies, du 10 mars 1917, autorisant la sortie, pour certains pays et dans certaines conditions, des articles confectionnés en tissus de lin;

5° L'arrêté du Ministre des colonies, du 17 mars 1917, autorisant la sortie, pour certaines destinations et dans certaines conditions, des éponges de toutes sortes et du cadmium.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera avec les textes promulgués, enregistré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 13 mai 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

J. DEHEAULME.

ARRÊTÉ.

Le Ministre de la marine, chargé de l'intérim du Ministère des colonies,

Vu les décrets des 9 mars 1915 et 11 janvier 1916, portant prohibitions de sortie;

Vu l'arrêté du 12 février 1916, portant dérogations aux prohibitions de sortie;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 9 février 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont abrogées, en ce qui concerne les fromages, les dispositions de l'arrêté susvisé du 12 février 1916.

Fait à Paris, le 3 mars 1917.

LACAZE.

ARRÊTE.

Le Ministre des colonies,

Vu le décret du 19 février 1917, portant prohibitions de sortie;

Vu l'arrêté du 3 février 1917 du Ministre des finances,

ARRÊTE :

Article unique. — Par dérogation aux dispositions du dé-

cret du 19 février 1917, susvisé, les fruits à distiller et espèces médicinales (racines, herbes, fleurs, et feuilles, écorces, lichens, fruits et graines) peuvent être exportés ou réexportés sans autorisation spéciale, lorsque l'envoi a pour destination l'Angleterre, les Dominions, les pays de protectorat et colonies britanniques, la Belgique, le Japon, la Russie (1) ou les Etats de l'Amérique.

Fait à Paris, le 10 mars 1917.

G. DOUMERGUE.

ARRÊTE.

Le Ministre des colonies,

Vu le décret du 19 février 1917, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 18 janvier 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Par dérogation aux dispositions du décret du 19 février 1917, susvisé, les pelleteries brutes et les pelleteries préparées non ouvrées, ni confectionnées peuvent être exportées ou réexportées sans autorisation spéciale, lorsque l'envoi a pour destination l'Angleterre, les Dominions, les pays de protectorat et colonies britanniques, la Belgique, le Japon, la Russie (1) ou les Etats de l'Amérique.

Fait à Paris, le 10 mars 1917.

G. DOUMERGUE.

ARRÊTÉ.

Le Ministre des colonies,

Vu le décret du 19 février 1917, portant prohibitions de sortie;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 8 février 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Par dérogation aux dispositions du décret du 19 février 1917, susvisé, les articles confectionnés en tissus

---

(1) Sous réserve en ce qui concerne la Russie de la souscription d'un acquit-à caution à décharger par la Douane Russe, l'autorité consulaire française ou les chambres du commerce russo-français.

de lin peuvent être exportés ou réexportés, sans autorisation spéciale, lorsque l'envoi a pour destination l'Angleterre, les Dominions, les pays de protectorat et colonies britanniques, la Belgique, le Japon, la Russie (1), les Etats d'Amérique.

Fait à Paris, le 10 mars 1917.

G. DOUMERGUE.

ARRÊTÉ.

Le Ministre des colonies,

Vu le décret du 4 mars 1917, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté du 5 février 1917 du Ministre des finances,

ARRÊTE :

Article unique. — Par dérogation aux dispositions du décret du 4 mars 1917, susvisé, les éponges de toutes sortes et le cadmium sous toutes ses formes peuvent être exportés et réexportés, sans autorisation spéciale, lorsque l'envoi a pour destination l'Angleterre, les Dominions, les pays de protectorat et colonies britanniques, la Belgique, le Japon, la Russie (1) ou les Etats d'Amérique.

Fait, à Paris, le 17 mars 1917.

G. DOUMERGUE.

N° 166. — *DÉCISION portant ouverture d'une enquête de* commodo *et* incommodo *sur la demande d'installation d'un alambic à distiller de l'alcool.*

(18 mai 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la demande adressée à l'Administration par M. Philias, mandataire de M. Renée Didier, dans le but d'obtenir l'autorisation d'installer une distillerie agricole sur sa propriété, sise à Rémire au lieu dit « Rorota » ;

---

(1) Sous réserve en ce qui concerne la Russie de la souscription d'un aquif-à-caution à décharger par la Douane Russe, l'autorité consulaire française ou les chambres du commerce russo-français.

Vu le décret du 24 septembre 1882, rendant applicable à la Guyane celui du 10 mars 1882, concernant la législation sur les établissements insalubres à la Guadeloupe ;

Vu le décret du 24 août 1909, relatif à la protection de la santé publique, ensemble l'arrêté local du 20 février 1911, déterminant les circonscriptions sanitaires de la Guyane française et la composition des commissions sanitaires ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Une enquête de *commodo* et *incommodo* sera ouverte à Rémire, au sujet de l'installation d'une distillerie agricole par M. R. Didier, sur sa propriété sise au « Rorota » et provenant de trois lots détachés de l'ancienne habitation Céide.

Cette enquête s'ouvrira le 21 mai courant et durera un mois.

Art. 2. — Le Maire de Rémire est désigné pour procéder à la dite enquête en qualité de commissaire.

A l'expiration du délai fixé, le commissaire-enquêteur transmettra au Gouverneur, avec ses conclusions, le procès-verbal constatant la clôture de l'enquête.

Ce procès-verbal, ainsi que les conclusions formulées par le commissaire-enquêteur seront soumis à la commission sanitaire à laquelle seront également communiqués tous mémoires pour ou contre l'établissement projeté adressés au Gouverneur.

L'ouverture des opérations de l'enquête sera annoncée, conformément à l'article 7 du décret du 10 mai 1882 susvisé, par une publication à son de caisse faite dans les différentes rues et les centres les plus peuplés de Rémire et de Montjoly.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 18 mai 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

N° 167. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française la loi du 7 avril 1917, déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés par la mobilisation du père et le décès de ce dernier dans l'impossibilité de contracter mariage.*

(21 mai 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Sur la proposition du Procureur général, chef du service judiciaire,

Arrête :

Article 1er. — Est promulguée à la Guyane française, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi du 7 avril 1917, déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés par la mobilisation du père et le décès de ce dernier dans l'impossibilité de contracter mariage.

Art. 2. — Le Procureur général, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 21 mai 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Procureur général,
Georges LÉVY.

LOI déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par la mobilisation du père et le décès de ce dernier, dans l'impossibilité de contracter mariage.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Tout enfant, dont le père mobilisé est décédé depuis le 4 août 1914 des suites de blessures reçues ou de ma-

ladies contractées ou aggravées pendant son séjour sous les drapeaux, pourra être déclaré légitimé dans les termes de l'article 331 du code civil, par le tribunal de première instance du lieu de l'ouverture de la succession, en vertu d'un jugement rendu en audience publique après débats en la chambre du conseil, à la condition qu'il résulte de la correspondance ou de tout document certain une évidente volonté de se marier et de légitimer l'enfant, commune aux deux parents. La légitimation pourra également être prononcée si tous les parents défendeurs adhèrent à la demande.

L'instance sera poursuivie, par voie de citation, contre le ministère public, à la requête de la mère et, à son défaut, du tuteur ou du subrogé tuteur, ou de l'un des ascendants du père ou de la mère.

Les parents du père, en ligne directe, qui n'ont pas pris l'initiative de l'instance et, à défaut de parents en ligne directe, les collatéraux privilégiés devront être mis en cause.

Le demandeur devra prouver: 1° que l'enfant a été légalement reconnu par la mère ou déclaré judiciairement être né d'elle; 2° que les deux parents se sont trouvés, au jour du décès du père, réunir les conditions de capacité exigées par les articles 144, 145, 147, 148, 150, 158, 159, 161, 162, 163, 164, 228 et 296 du code civil pour contracter mariage.

Si le jugement ou l'arrêt devenu définitif accueille la demande, son dispositif sera transcrit immédialement sur les registres de l'état civil de l'année courante de la commune où est né l'enfant et mention en sera faite en marge de son acte de naissance.

Il ne sera opposable au tiers qu'après sa transcription.

L'enfant, auquel il profitera, jouira des droits d'un enfant légitime, tant au regard de son père qu'au regard de sa mère, avec effet rétroactif à la veille du décès du père et, s'il y a lieu, de la mère.

Il ne sera plus reçu aucune instance en exécution de la présente loi deux ans après la promulgation des décrets prévus par les articles 1 et 2 de la loi du 4 juillet 1915.

Les actes nécessités par ces instances seront visés pour timbre et enregistrés gratis, lorsqu'il y aura lieu à la formalité de l'enregistrement.

Art. 2.— Les articles 1er des lois des 4 avril et 19 août 1915 sont complétés par le paragraphe suivant:

Ces mariages, s'ils ont été célébrés postérieurement au décès du futur époux, produisent néanmoins tous leurs effets au point de vue de la légitimation des enfants et du droit du conjoint, conformément aux dispositions des articles 201 et 202 du code civil.

Art. 3.— La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 7 avril 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Garde des sceaux, ministre de la justice,

RENÉ VIVIANI.

N° 168. — *ARRÊTÉ promulguant les arrêtés ministériels des 3 et 4 avril 1917, relatifs à des prohibitions de sortie.*

(24 mai 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française des arrêtés du Ministre des colonies, en date des 3 et 4 avril 1917, relatifs à des prohibitions de sortie;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er.— Sont promulgués dans la colonie, pour y être exécutés en leur forme et teneur:

1° L'arrêté du Ministre des colonies, en date du 3 avril 1917, abrogeant, en ce qui concerne un certain nombre de produits, les dispositions de ses arrêtés qui avaient autorisé leur exportation ou réexportation à destination de l'Angleterre, des Dominions, des colonies britanniques, de la Belgique, du Japon, de la Russie et des États d'Amérique;

2° L'arrêté du Ministre des colonies, du 4 avril 1917, abrogeant, en ce qui concerne les huiles végétales autres que de

ricin et de pulghère, les dispositions de son arrêté du 24 février 1915.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec les textes promulgués, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 24 mai 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

J. DEHEAULME.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les décrets des 2 janvier, 9 mars, 13 mars, 10 avril, 20 juin, 27 août et 9 décembre 1915, 11 janvier, 2 mars, 22 avril, 11 août, 18 octobre et 10 novembre 1916, 4 mars 1917 ;

Vu les arrêtés ministériels des 24 février, 9 avril, 23 avril, 28 juin, 20 septembre et 27 décembre 1915, 12 février, 16 mars, 6 mai, 12 juillet, 2 septembre, 28 octobre, 20 novembre 1916 et 17 mars 1917.

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 19 mars 1917 ;

ARRÊTE :

Article unique. — Sont abrogées, en ce qui concerne les produits et objets énumérés ci-après, les dispositions des arrêtés susvisés qui avaient autorisé l'exportation ou la réexportation des envois ayant pour destination l'Angleterre, les Dominions, les pays de protectorat et colonies britanniques, la Belgique, le Japon, la Russie et les États de l'Amérique :

Accumulateurs et plaques d'accumulateurs ;
Acétone ;
Acide stéarique ;
Acides gras de toute espèce ;
Agar-agar ou librine ;
Aluminium (ouvrages en) ;
Amiantes (ouvrages en ;
Amidon ;

Boîtes métalliques en fer-blanc pour l'emballage des conserves alimentaires ;
Briques de silice ;
Cadmium sous toutes ses formes ;
Carbure de calcium ;
Ciment ;
Cobalt sous toutes ses formes ;
Cordages, filets et autres ouvrages de cordes autres qu'en chanvre ;
Cuivre minerai ou métal pur ou allié sous toutes ses formes ;
Déchets de fils de coton ;
Dextrine et amidon solubles ;
Ecorces de quinquina ;
Electrodes, piles et leurs éléments ;
Engrais chimiques ;
Engrais de toutes sortes ;
Etain, minerai en métal, pur ou allié sous toutes ses formes ;
Farineux alimentaires, millet, marrons, chataignes et leurs farines ;
Fruits et graines oléagineux ;
Graisses animales, suifs, saindoux, lanoline, margarine, oléomargarine et substances similaires.
Graisses de poissons ;
Graisses végétales alimentaires ;
Huiles de baleine ;
Lait concentré pur ou additionné de sucre ;
Machines dynamo-électriques ;
Machines à appareils frigorifiques ;
Manganèse (métal) sous toutes ses formes ;
Mercure (minerai métal, composés et préparations de) ;
Métal antifriction ;
Mica en feuilles, plaques, mica travaillé et mécanite ;
Minerais de manganèse, de molybdène, de titane, de vanadium ;
Ménaite (minerai de cérium, lanthane et chorium) ;
Nickel métal pur ou allié, sous toutes ses formes ;
Plomb métal pur ou allié, tuyaux et autres ouvrages de toute espèce ;
Radium et ses sels ;
Saccharine et produits assimilés ;
Sang desséché ;
Sels de chrome, de cuivre, d'étain, de mercure et de molybdène ;

Silicium;
Sodium ;
Tissus de chanvre autres que ceux écrus ou blanchis, armure toile, pesant plus de 27 kilogr. 500 les 100 mètres carrés;
Tungstène (métal sous toutes ses formes) ;
Zinc (ouvrages en).

Fait à Paris, le 3 avril 1917.

MAGINOT.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté du 24 février 1915 ;
Vu l'arrêté du Ministre des finances du 26 mars 1917 ;

ARRÊTE :

Article unique. — Sont abrogées, en ce qui concerne les huiles végétales autres que de ricin et de pulghère, les dispositions de l'arrêté du 24 février 1915 susvisé.

Fait à Paris, le 4 avril 1917.

MAGINOT.

N° 169. — *ARRÊTÉ promulguant la loi du 13 avril 1917 tendant à l'augmentation de la flotte de charge française.*

(24 mai 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;
Vu le câblogramme ministériel (Colonies) en date du 14 mai courant, n° 113,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulguée dans la colonie, pour y être exécutée suivant sa forme et teneur, la loi du 13 avril 1917, tendant à l'augmentation de la flotte de charge française.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 24 mai 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Chef du service de l'Inscription maritime,

CONSTANT.

LOI tendant à l'augmentation de la flotte de charge française.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'à l'expiration des dix-huit mois qui suivront la signature de la paix, l'Etat pourra, sous les garanties et dans les conditions indiquées ci-après, et jusqu'à concurrence d'une somme de 160 millions, procurer, à titre d'avances, aux armateurs français de la Métropole et des Colonies agréés par le Ministre des Travaux publics et des Transports, après avis du Ministre des Finances, une partie des fonds nécessaires pour l'achat ou la construction des navires de charge à propulsion mécanique.

Ces constructions devront être effectuées dans les chantiers français.

Toutefois, au cas où le demandeur en avances justifiera de l'impossibilité matérielle de faire construire son ou ses navires par les chantiers français dans le temps fixé par l'arrêté ministériel prévu à l'article 8 de la présente loi, le Ministre des Travaux publics et des Transports pourra l'autoriser, sous telles garanties qu'il jugera utiles, à faire construire par un chantier d'un pays allié ou neutre.

Sur cette somme, 60 millions sont affectés aux avances pour l'achat et 100 millions aux avances pour la construction. Les avances pour la construction feront l'objet d'accords entre le Ministre des Travaux publics et des Transports, l'armateur et le constructeur. Le versement en sera effectué par acomptes aux mains du constructeur pour le compte de l'armateur.

La spécialisation des crédits en faveur des achats ou des constructions neuves cessera d'être obligatoire à l'expiration des six mois qui suivront la signature de la paix.

Ces avances, qui seront productives d'intérêts calculés au taux de 6 0/0, ne seront accordées qu'aux entreprises françaises d'armement dont la demande aura été l'objet d'une déclaration favorable du bureau de la Chambre de commerce du lieu de leur domicile légal, déclaration complétée par un avis motivé de l'Administrateur de la marine dans le ressort duquel se trouvera le port auquel l'armateur devra préalablement déclarer vouloir attacher le navire à acquérir.

Le Ministre des Finances est autorisé à ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, deux comptes distincts, intitulés l'un : «Avances aux armateurs pour achat de navires», l'autre «Avances aux armateurs pour la construction de navires».

Les comptes seront débités du montant des avances effectuées en conformité de la présente loi et crédités des remboursements en capital opérés par les armateurs. Les intérêts seront inscrits comme recettes budgétaires au titre de « Recettes en atténuation de la dette flottante ».

Art. 2. — Les armateurs qui auront bénéficié des avances prévues à la présente loi jouiront d'une ristourne de 2 0/0 sur les intérêts qu'ils devront payer au Trésor public pour toute la période pendant laquelle ils auront pratiqué, avec leurs navires, la navigation coloniale. La différence entre ce taux et le taux normal de 6 0/0 sera supportée moitié par l'Etat, moitié par les colonies.

Un arrêté du Ministre des Colonies déterminera annuellement, d'après l'importance du mouvement maritime, la redevance de chaque colonie ou de chaque groupe de colonies.

L'Etat ou les colonies intéressées pourront assurer la garantie d'un minimum d'intérêt aux entreprises d'armement faisant spécialement le trafic entre la France et ses colonies et pays de protectorat ou l'intercourse coloniale, à la condition d'être appelés, en retour, au partage égal des bénéfices réalisés par ces entreprises, lorsque le taux de leurs bénéfices sera supérieur à 8 0/0.

Art. 3. — La proportion maxima des avances visées à l'article 1er est déterminée de la façon suivante :

1° Pour les entreprises d'armement possédant une flotte de 20,000 tonneaux de jauge brute et au-dessus :

50 0/0 du prix d'achat ou de construction ;

2° Pour les entreprises d'armement possédant une flotte de moins de 20,000 tonneaux de jauge brute, et pour les entreprises nouvelles :

70 0/0 du prix d'achat ou de construction ;

Les avances seront calculées sur l'estimation des prix d'achat ou de construction faite par des experts désignés par l'Etat.

Art. 4. — Les avances ainsi consenties devront être remboursées en un nombre d'annuités égales, qui ne pourra excéder cinq et qui sera fixé par le Ministre des Travaux publics et des Transports.

Les intérêts échus s'ajouteront au montant de chacune des annuités.

La première annuité sera exigible à l'expiration de l'année suivant le jour de la livraison du navire à l'armateur.

Les armateurs auront la faculté de se libérer par anticipation.

Art. 5. — Il sera procédé par des experts choisis parmi les officiers et fonctionnaires de la marine et les officiers de la marine marchande à la visite des navires dont l'Etat facilitera l'achat aux armateurs.

Aucune avance ne sera accordée si ces navires n'obtiennent la cote n° 1, telle qu'elle sera prévue par l'arrêté déterminant les conditions d'application de la présente loi.

Tout navire acheté à l'étranger devra être immédiatement francisé.

Au cas où des créances hypothécaires ou privilégiées affecteraient le navire à acquérir, le prix n'en sera versé aux vendeurs que contre justification de la mainlevée et subrogation de l'Etat aux droits dont les tiers étaient détenteurs.

Pour les constructions neuves, les accords visés à l'article premier spécifieront les conditions de contrôle auxquelles les chantiers devront se soumettre. Le contrôle sera exercé par des experts choisis comme il est dit ci-dessus.

Art. 6. — L'armateur qui voudra être admis à bénéficier des dispositions des articles précédents devra en faire la demande aux Ministres des Travaux publics et des Transports.

Cette demande devra être accompagnée :

1° De la description et de l'évaluation du navire à acheter ou à faire construire, ainsi que l'indication du genre de trafic auquel il est destiné ;

2° D'un acte de cautionnement qui s'appliquera à la totalité des sommes avancées pour achat ou construction. La caution devra être agréée par le Ministre des Finances ;

3° De l'engagement pris par l'armateur de consentir à l'Etat français une hypothèque de premier rang sur le navire pour sûreté d'une somme égale à la totalité des avances consenties et d'assurer, avec délégation au profit de l'Etat, le navire, contre tous risques, y compris les risques de guerre, jusqu'à complet remboursement de la somme avancée. Pour les navires en construction, l'armateur devra apporter l'adhésion des constructeurs à la constitution d'une hypothèque de premier rang en faveur de l'Etat ;

4° De l'avis de la Chambre de commerce de sa circonscription et de l'Administrateur de la marine, ainsi qu'il a été dit à l'article 1er.

La caution pourra être remplacée par une hypothèque de premier rang sur les autres navires de l'armateur.

Il sera satisfait aux demandes d'avance agréées dans leur ordre d'arrivée au Ministère des Travaux publics et des Transports. A cet effet, il sera accusé réception de chaque demande, le jour même où elle parviendra au Ministère, par un récépissé détaché d'un registre à souches.

Toute cession de rang est nulle de plein droit.

Dans le cas où les navires, achetés ou construits dans les conditions de la présente loi, seraient réquisitionnés, l'intérêt et l'amortissement, pris en considération dans le calcul de l'indemnité de réquisition, seront ceux établis pour lesdits navires sur les bases des articles 1er et 3.

Art. 7. — L'armateur devra souscrire l'engagement valable pendant toute la durée de la guerre et pendant une période de cinq années à dater de la signature du traité de paix, de ne pas transférer directement ou indirectement à un étranger, à une société étrangère ou à une société française dont le conseil n'est pas composé conformément aux articles 1er et 3 de la loi du 7 avril 1902, soit la propriété, soit l'usufruit du navire acheté ou construit et de ne pas hypothéquer celui-ci au profit des mêmes personnes ou sociétés. Faute de se conformer à cet engagement, l'armateur sera tenu de payer à l'État une somme égale au montant du prix d'achat.

Tout bénéficiaire des avances faites par l'État pour l'achat ou la construction de navires devra s'engager à effectuer, sauf autorisation spéciale du Ministre des Travaux publics et des Transports, la totalité des transports par ses navires à destination ou en provenance de ports de la France, des colonies françaises ou des pays de protectorat, avec une tolérance d'un quart du chargement pour les pays alliés ou neutres. Cet engagement sera pris pour une période de deux années. En cas d'inexécution, l'armateur devra payer au Trésor une somme égale au double du montant des frêts perçus pour les chargements débarqués ou pris en dehors des ports ci-dessus, en sus de la proportion fixée.

Ces engagements seront garantis par une caution agréée par le Ministre des finances.

Art. 8. — Un décret, contresigné par les Ministres des Travaux publics et des Transports, des Finances, du Commerce et des colonies, déterminera les conditions d'application de la présente loi et notamment celles relatives à l'âge des navires qui pourront faire l'objet d'achats.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 avril 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,
JOSEPH THIERRY.

Le Ministre des travaux publics et des transports,
DESPLAS.

N° 170. — *ARRÊTÉ d'expulsion concernant un étranger du nom de* Schwartz (Arthur).

(24 mai 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 2 de la loi du 29 mai 1874, ensemble l'article 7 de la loi du 3 décembre 1849, sur le séjour des étrangers;

Vu les instructions en vigueur sur les mesures à prendre en temps de guerre;

Vu les déclarations d'identité et d'origine produites par le nommé Schwartz (Arthur), se déclarant Alsacien, né le 9 mai 1875, à Bischheim (près Strasbourg);

Considérant que le déclarant lui-même a fait valoir qu'il n'est ressortissant d'aucune nationalité définie, et que des doutes subsistent, par ailleurs, sur son identité,

ARRÊTE :

Article 1er. — Il est enjoint au sieur Schwartz (Arthur), étranger de nationalité indéterminée, d'avoir à sortir du territoire de la colonie.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Lieutenant, commandant le détachement de la Gendarmerie, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, notifié et publié partout où besoin sera.

Cayenne, le 24 mai 1917.

A. LAURET.

N° 171. — *DECISION ouvrant une enquête de* commodo *et* incommodo *au sujet de l'installation d'une distillerie dans la banlieue Est de Cayenne.*

(24 mai 1917)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la demande adressée à l'Administration, par M. F. Prévot, industriel, dans le but d'obtenir l'autorisation d'installer une distillerie sur sa propriété, dans la banlieue Est de Cayenne, au 3e kilomètre, au lieu dit Rond-Point de Baduel;

Vu le décret du 24 septembre 1882, rendant applicable à la Guyane celui du 10 mars 1882, concernant la législation sur les établissements insalubres à la Guadeloupe;

Vu le décret du 24 août 1909, relatif à la protection de la santé publique, ensemble l'arrêté local du 20 février 1911, déterminant les circonscriptions sanitaires de la Guyane française et la composition des commissions sanitaires;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE:

Article 1er.— Une enquête de *commodo* et *incommodo* sera ouverte à Cayenne au sujet de l'installation d'une distillerie par M. F. Prévot, industriel, sur sa propriété, située dans la banlieue Est, au lieu dit Rond-Point de Baduel.

Cette enquête s'ouvrira le 2 juin 1917 et durera un mois.

Art. 2. – Le Maire de Cayenne est désigné pour procéder à la dite enquête, en qualité de commissaire. A l'expiration du délai fixé, le commissaire-enquêteur transmettra au Gouverneur, avec ses conclusions, le procès-verbal constatant la clôture de l'enquête.

Ce procès-verbal, ainsi que les conclusions formulées par le commissaire-enquêteur, seront soumis à la Commission sanitaire à laquelle seront également communiqués tous mémoires pour ou contre l'établissement projeté adressés au Gouverneur.

L'ouverture des opérations de l'enquête sera annoncée conformément à l'article 7 du décret du 10 mai 1882 susvisé, par une publication à son de caisse faite dans les différentes rues de la ville.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 24 mai 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.
DEBUC.

N° 172. — *ARRÊTE. — Promulgation du décret du 14 avril 1917, qui proroge au 30 juin 1917, la clôture de l'exercice 1916, pour les budgets généraux, locaux et annexes des colonies.*

(30 mai 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le câblogramme ministériel du 17 avril 1917 ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté dans sa forme et teneur, le décret du 14 avril 1917, prorogeant au 30 juin 1917 la clôture de l'exercice 1916 pour les budgets généraux, locaux et annexes des colonies.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 30 mai 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

RAPPORT au Président de la République française.

Paris, le 14 avril 1917.

Monsieur le Président,

Afin de permettre la centralisation dans des délais réglementaires et le rattachant à l'exercice qu'elles concernent des opérations financières effectuées pour le compte de chaque colonie, tant dans la Métropole que dans les autres possessions, deux décrets, en date des 27 mars 1915 et 9 mars 1916, ont successivement prorogé d'un mois la durée des exercices 1914 et 1915 pour les budgets généraux, locaux et annexes des colonies.

Cette mesure imposée par les circonstances, en raison, notamment, des difficultés de communication et de la mobilisation d'une grande partie du personnel colonial, est encore jugée nécessaire pour les mêmes motifs, en ce qui concerne l'exercice 1916.

Nous avons en conséquence préparé le projet de décret ci-joint, portant prorogation de l'exercice 1916 jusqu'au 30 juin 1917, et nous avons l'honneur de le soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions, Monsieur le Président, d'agréer l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des finances, J. THIERRY.

Le ministre des colonies, MAGINOT.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu les décrets des 27 mars 1915 et 9 mars 1916, prorogeant respectivement au 30 juin de la seconde année la clôture des exercices 1915 et 1916 pour les budgets généraux, locaux et annexes des colonies;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

Décrète :

Article 1er. — Par dérogation aux prescriptions de l'article 67 du décret du 30 décembre 1912, la clôture de l'exercice 1916 est fixée, pour les recettes et les dépenses qui se perçoivent et qui s'acquittent pour le compte des budgets généraux, locaux et annexes des colonies :

1° Au 20 juin 1917, pour compléter les opérations relatives à la liquidation et au mandatement des dépenses ;

2° Au 30 juin 1917, pour compléter les opérations relatives au recouvrement des produits et au payement des dépenses.

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 14 avril 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies, MAGINOT.

Le Ministre des finances, J. THIERRY.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 173.— Suivant avis du Chef du service colonial de Nantes, en date du 23 février 1917, des prolongations de congés de convalescence ont été accordées aux fonctionnaires ci-après désignés, savoir :

Trois mois, jusqu'au 18 mai 1917, à M. Jadfard, percepteur-receveur municipal de Cayenne ;

Trois mois, jusqu'au 18 mai 1917, à Mlle Boudoute, sténodactylographe ;

Trois mois, jusqu'au 30 juin 1917, à M. Ganguilhem, garde sanitaire de 1re classe.

N° 174. — Par décision du Gouverneur, en date du 7 mai 1917, M. Clairis (Jean), garde rural de 2e classe à Montjoly (Rémire), a été élevé à la 1re classe de son grade et désigné pour continuer ses services à Mana.

Par la même décision, M. Hilaire (Valentin), garde rural de 3e classe à Sinnamary, a été appelé à remplacer numériquement l'agent Clairis à Montjoly.

N° 175. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 11 mai 1917, MM. Gougis frères ont été autorisés à tenir une débite auxiliaire de papiers timbrés, timbres mobiles et timbres-poste dans leurs magasins, sis à Saint-Laurent-du-Maroni.

N° 176. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 mai courant, il a été autorisé la création et le fonctionnement à Cayenne d'une Société de Secours aux militaires rapatriés, sous la dénomination de « Le Foyer de Retour ».

N° 177. — Par décision du Gouverneur, en date du 13 mai 1917, Mlle Marcey (Paulina), institutrice de 1re classe, est appelée à continuer ses services à l'Ecole communale de filles, en remplacement numérique de Mlle Demont (Christiane), licenciée.

Cette décision aura son effet à compter du 14 mai 1917.

N° 178. — Par décision du Gouverneur, en date du 18 mai 1917, M. Hilaire Valentin, garde rural de 3e classe à Montjoly, a été désigné pour remplir les fonctions de chargé de la poste et de la cabine téléphonique de cette localité, en remplacement de M. Clairis (Jean) qui a reçu une autre destination.

N° 179. — Par décision du Gouverneur, en date du 18 mai 1917, M. Mâcon (Paul), soldat réformé de retour du front, a été nommé garde rural de 3e classe et désigné pour servir à Macouria.

N° 180. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 21 mai 1917, n° 375, pris sur la proposition du Procureur général, chef du service judiciaire, un congé de convalescence de 3 mois, pour en jouir en France, est accordé à M. Lévy, procureur général, chef du service judiciaire à la Guyane française.

Ce haut magistrat est autorisé à prendre passage sur l'intercolonial du mois de juin 1917, à destination de Saint-Nazaire.

N° 181. — Par décision du Gouverneur, en date du 25 mai 1917, prise sur l'avis d'une Commission d'enquête, une suspension de fonctions de deux mois a été infligée à M. Saint-Méran (Théodore), agent du service des Contributions diverses, pour faute grave commise dans le service.

N° 182. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 25 mai 1917, n° 383, pris sur la proposition du Procureur général, Chef du service judiciaire, les fonctions d'huissier dans l'étendue de la commune de Macouria seront désormais attribuées à l'agent de police, chef de poste de cette commune.

N° 183. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 31 mai 1917, pris sur la proposition du Procureur général, M. Titi, substitut du Procureur général, est provisoirement nommé Procureur général, chef du service judiciaire, en remplacement et pendant la durée du congé accordé au titulaire, M. Lévy.

N° 184. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 mai 1917, M. Bathilde Fertus, dit Bernard, a été agréé garde particulier du placer *Bief*, situé dans le bassin de la Comté et appartenant aux Comptoirs Hesse & C^ie^.

Certifié conforme :

Le Secrétaire-archiviste,

Signé : Paul DUBOURG.

Cayenne — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 6.

JUIN 1917.

SOMMAIRE.

Pages.

N° 185. — Circulaires ministérielles du 19 février 1917 au sujet des allocations militaires..... 260

N° 186. — Circulaire ministérielle du 23 mars 1917 relative à la répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre. 261

N° 187. — Circulaire ministérielle du 29 mars 1917 au sujet de la notification des mutations susceptibles d'influer sur la quotité et le mode de paiement des délégations militaires..... 262

N° 188. — Circulaire ministérielle du 2 avril 1917 au sujet de la transmission des bulletins de notes du personnel métropolitain des Travaux publics détaché aux colonies..... 263

N° 189. — Circulaire ministérielle du 5 avril 1917 au sujet des mariages par procuration..... 264

N° 190. — Circulaire ministérielle du 24 avril 1917 au sujet du régime des passeports..... 264

Instruction du 31 janvier 1917 relative au régime des passeports..... 265

N° 191. — Circulaire ministérielle du 24 avril 1917. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre. 274

N° 192. — Circulaire ministérielle du 3 mai 1917 au sujet des allocations militaires. — Famille de réformé n° 2... 275

Pages.

N° 193. — Arrêté du 1er juin 1917 allouant une prime de fabrication aux boulangers qui n'ont pu se procurer de la farine en sacs..... 276

N° 194. — Arrêté du 2 juin 1917 promulguant le décret du 19 mars 1917, étendant à toutes les élections aux colonies l'ajournement prévu par la loi du 14 mars 1917. — Rapport..... 277

Décret du 16 mars 1917 étendant à toutes les élections aux colonies l'ajournement prévu par la loi du 14 mars 1917..... 278

N° 195. — Décision du 2 juin 1917 désignant les fonctionnaires chargés de la vérification de la caisse des comptables de la colonie au 30 juin 1917..... 279

N° 196. — Décision du 4 juin 1917 déléguant la signature des affaires courantes à M. Debue (Emmanuel), Secrétaire général p. i., pendant l'absence du Gouverneur du chef-lieu..... 280

N° 197. — Arrêté du 8 juin 1917 promulguant à la Guyane française, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi du 16 avril 1917..... 280

Loi du 16 avril 1917 ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre et de l'enregistrement, les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou payement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre ; 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint ; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités..... 281

N° 198. — Décision du 8 juin 1917 ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet d'un dépôt d'alcool à établir dans un immeuble, rue de la Liberté, appartenant à M. E. Grant..... 284

N° 199. — Arrêté du 9 juin 1917 promulguant à la Guyane française l'arrêté ministériel du 31 mars 1917, réglementant la concession de bourses scolaires aux enfants du personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire coloniale..... 285

Arrêté ministériel du 31 mars 1917 réglementant la concession des bourses scolaires aux enfants du personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire coloniale..... 286

Dépêche ministérielle du 7 avril 1917. — Concession de bourses scolaires aux enfants du personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire coloniale. — Instructions..... 288

Pages.

N° 200. — Arrêté du 11 juin 1917 promulguant les arrêtés ministériels du 4 mai 1917, dérogeant à des prohibitions de sortie..... 290

Arrêtés ministériels du 4 mai 1917 dérogeant à des prohibitions de sortie en ce qui concerne divers produits..... 291

N° 201. — Arrêté du 12 juin 1917 confiant au service des Postes la délivrance et le paiement des mandats-poste locaux. 293

N° 202. — Décision du 14 juin 1917 nommant une commission chargée de constater la concordance de l'état de développement des dépenses du Service colonial (Administration pénitentiaire, exercice 1916), avec les écritures du Trésorier-payeur..... 294

N° 203. — Arrêté du 14 juin 1917 chargeant le greffier-notaire de Saint-Laurent du Maroni de la vente des objets provenant des greffes de Saint-Laurent..... 295

N° 204. — Arrêté du 15 juin 1917 promulguant le décret du 1er mai 1917, confiant les fonctions de comptable du détachement de gendarmerie de la Guyane à un maréchal des logis ou à un maréchal des logis chef indifféremment. — Rapport..... 296

Décret du 1er mai 1917 confiant les fonctions de comptable du détachement de gendarmerie de la Guyane à un maréchal des logis ou à maréchal des logis chef indifféremment..... 597

N° 205. — Arrêté du 15 juin 1917 promulguant les décrets des 15 novembre 1915 et 19 avril 1917, accordant des bonifications d'ancienneté et des promotions, dans certaines conditions, aux agents des douanes. — Rapport. 298

Décret du 19 avril 1917 rendant applicables aux fonctionnaires et agents appartenant au cadre métropolitain des douanes, en service aux colonies, les dispositions du décret du 15 novembre 1915..... 300

Décret du 15 novembre 1915 accordant, sous certaines conditions, des bonifications d'ancienneté ou des promotions de grade aux agents des services extérieurs de l'Administration des douanes..... 301

N° 206. — Arrêté du 20 juin 1917 instituant la commission de classement chargée de dresser le tableau d'avancement du personnel de l'Imprimerie du Gouvernement..... 302

N° 207. — Décision du 23 juin 1917 mettant à la disposition des municipalités une somme de 3,000 francs à l'occasion de la Fête nationale..... 303

N°s 208 à 224. — Nominations, mutations, congés, etc..... 304

N° 185. — **CIRCULAIRES du Ministre de l'intérieur au sujet des allocations militaires.**

Paris, le 19 février 1916.

Circulaire à Messieurs les Préfets.

Pour faire suite à ma circulaire télégraphique du 11 mai dernier et à mes instructions du 8 janvier écoulé, je crois devoir appeler votre attention sur la situation des petits agriculteurs fermiers et métayers qui sont renvoyés dans leurs foyers sous congé de réforme n° 2.

Dans certains cas, les Commissions estimeraient que le seul fait du retour de ces hommes dans leurs foyers, leur a permis de retrouver la situation qu'ils avaient avant la guerre et supprimeraient par suite, à leurs familles, les allocations militaires.

Cette interprétation, si elle est faite, ne serait conforme ni à mes instructions, ni à l'équité.

Veuillez, en conséquence, indiquer aux Commissions compétentes, que le cas des petits propriétaires fermiers et métayers, réformés n° 2, doit être examiné comme celui des employés et des ouvriers et que pour retirer les indemnités militaires à leurs familles, il est indispensable que les Commissions précisent, d'une part, la situation que les mobilisés avaient avant la guerre et, de l'autre, si cette situation a bien été retrouvée.

MALVY.

CIRCULAIRE.

Off. de Paris n° 45540. — W. 301. — 4/10/16. — 15.25.

Intérieur à Préfets France et Algérie,

En communication à Gouverneur général Alger.

Les familles de réformés n° 2 s'étant vu, contrairement à mes instructions, notamment celles des 11 mai 1915 et 19 février 1916, retirer les allocations militaires, je crois devoir préciser les règles qu'il importe de suivre à cet égard:

1° Vous ne devez appeler les Commissions cantonales à examiner s'il y a lieu ou non de maintenir les allocations aux familles dont les soutiens ont été renvoyés dans leurs foyers sous congé réforme n° 2 ou temporaire, que si les renseignements recueillis par vos services permettent d'établir que ceux-

ci ont réellement retrouvé le salaire, le traitement ou, d'une façon générale, la situation qu'ils avaient avant la guerre.

En outre, il est indispensable, en cas de suppression, que les Commissions spécifient nettement, d'une part, la situation que les mobilisés avaient avant leur incorporation et, de l'autre, que cette situation a bien été en fait retrouvée.

Il reste bien entendu que ces décisions sont susceptibles d'appel devant Commission arrondissement et Commission supérieure ;

2° Si les familles bénéficient, au moment du décès de leurs soutiens dans leurs foyers, des allocations et majorations militaires, celles-ci doivent leur être maintenues jusqu'à la cessation des hostilités, sauf le cas où leur situation nécessiteuse viendrait à cesser;

3° Par contre, les familles qui n'ont pas *réclamé* ou *obtenu* le bénéfice de la loi pendant la présence de leurs soutiens sous les drapeaux ne sauraient y prétendre, de même que les familles qui se sont vu *retirer* les allocations après le renvoi de leurs soutiens dans leurs foyers ne peuvent en solliciter le rétablissement.

Veuillez porter ces instructions à la connaissance de vos collaborateurs et des Commissions de votre département.

MALVY.

N° 186. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing. — 1er Bureau. — 1re Section.)

Paris, 23 mars 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, Commissaires de la République au Togo et au Cameroun.*

M. le Procureur général près la Cour des Comptes, Président du Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre, a adressé au Département les relevés des opérations effectuées par le Comité pour la période comprise entre le 4 février et le 2 mars courant.

Comme suite à la circulaire de mon prédécesseur, n° 308, du 1er mars, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus copie de ces documents. (1)

Pour le Ministre et par ordre :

Le Sous-Directeur, chef du service du Secrétariat et du contreseing,

COLIN.

N° 187. — *CIRCULAIRE MINISTERIELLE au sujet de la notification des mutations susceptibles d'influer sur la quotité et le mode de paiement des délégations militaires.*

(Ministère des Colonies. — Services Militaires. 2e Bureau. — — 1re Section.)

Paris, le 29 mars 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies et à Monsieur le Commissaire de la République au Cameroun.*

A plusieurs reprises et, particulièrement, par circulaire du 15 octobre 1914, l'attention des autorités locales a été attirée sur la nécessité de notifier au Département les mutations et notamment le départ de la colonie des militaires délégants.

Ces instructions, qui avaient pour but d'éviter des annulations de mandats et surtout des paiements pour des périodes postérieures au départ, c'est-à-dire pour lesquels il n'existe pas de retenue correspondante, paraissent avoir été perdues de vue.

J'ai, par suite, l'honneur de vous prier de vouloir bien, à l'avenir, vous conformer strictement à la circulaire précitée et en particulier de notifier par la voie du câble les mutations susceptibles d'influer sur la quotité ou les conditions de paiement des délégations des militaires.

Pour le Ministre et par ordre :

Le Lieutenant-colonel, chef des services militaires,

BLAQUIÈRE.

---

(1) Documents publiés au *Journal officiel* de la Guyane du 16 juin 1917, page, 222.

N° 188. — *CIRCULAIRE MINISTERIELLE. — Transmission des bulletins de notes du personnel métropolitain des Travaux publics détaché aux colonies.*

(Ministère des Colonies. — Service du Personnel. — 4e Section.)

Paris, le 2 avril 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indochine, de l'Afrique Occidentale française, de l'Afrique Equatoriale française, de Madagascar; les Gouverneurs des colonies, les Commissaires du Gouvernement de la République française au Cameroun et au Togo et l'Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

Il m'a été donné de constater que les bulletins de notes, pour 1917, du personnel métropolitain des Travaux publics, détaché dans nos diverses possessions d'outre-mer, avaient été transmis beaucoup trop tardivement par certaines Administrations locales au Département.

J'ai l'honneur de vous rappeler, à ce sujet, les termes de mes précédentes circulaires des 26 juillet 1898, 4 octobre 1907 et 9 février 1910, par lesquelles je vous invitais à prescrire les mesures nécessaires pour que les notes confidentielles concernant les agents du cadre métropolitain des Ponts et Chaussées et des Mines, en service détaché dans la colonie placée sous votre autorité, soient adressées très régulièrement chaque année au Département, *de façon à lui parvenir au plus tard le 15 novembre.*

Le Département des Travaux publics réclame, en effet, pour le 1er janvier de chaque année, le dossier des bulletins de notes et propositions d'avancement relatif aux agents appartenant à son Administration.

J'ajoute que ces documents doivent être fournis en double expédition pour tous les agents du cadre métropolitain des Travaux publics détachés dans votre colonie, qu'ils soient ou non présents à leur poste au moment de l'établissement des feuilles signalétiques.

Je vous prie de ne pas perdre de vue les dispositions qui précèdent et de veiller attentivement à ce qu'elles soient rigoureusement observées à l'avenir.

Vous voudrez bien également m'accuser réception de la présente circulaire.

MAGINOT.

N° 189. — *CIRCULAIRE MINISTERIELLE. — Mariages par procuration.*

(Ministère des Colonies. — Secrétariat et Contreseing.)

Paris, le 5 avril 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies, et à Monsieur l'Administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon.*

Le Ministre de la guerre vient d'attirer mon attention sur ce fait qu'il n'est pas toujours rapidement avisé de la célébration des mariages par procuration.

J'ai l'honneur de vous rappeler, qu'aux termes des instructions contenues dans le dernier paragraphe de la circulaire ministérielle, n° 1103, du 27 septembre 1916, le Département doit être informé, aussitôt qu'il a été procédé à ces actes de l'Etat civil, de la date à laquelle il a été donné suite aux mariages par procuration, pour lesquels les Ministère de la Justice et de la Guerre ont accordé les autorisations réglementaires.

Je vous prie de veiller à l'observation de ces prescriptions.

Pour le Ministre et par ordre :

Le Sous-Directeur,
chef du service du Secrétariat
et du contreseing,

E. COLIN.

N° 190. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Régime des passeports. — Instruction du 31 janvier 1917.*

(Ministère des Colonies : Secrétariat et Contreseing ; 2e Section).

Paris, le 24 avril 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs des colonies, Commissaires de la République française au Cameroun et au Togo, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

J'ai l'honneur de vous adresser une instruction du 31 janvier 1917, relative au régime des passeports. Ce texte apporte certaines modifications à la précédente instruction du 30 jan-

vier 1916, que je vous ai transmise par lettre, n° 188, du 8 mars 1916.

J'appelle votre attention sur les modifications apportées dans la rédaction des articles 4, 5, 6, 7, 8, 9 (nouveau), 10 (ancien art. 9) et 11.

L'article 18 mentionne parmi les militaires voyageant isolément, les Italiens qui ne figuraient pas sur les précédentes instructions.

L'article 19 des instructions du 30 janvier qui dispensait de toute formalité les porteurs de laissez-passer mauves, avec empreinte digitale, a été supprimé.

L'article 20 de la nouvelle instruction prévoit que le nouveau régime sera applicable aux colonies à partir du 15 mars 1917, en ce qui concerne les pays d'Europe, et à partir du 15 avril 1917, en ce qui concerne les pays hors d'Europe.

Je vous prie de me faire connaître, sous le présent timbre, les mesures prises par vous en vue d'assurer l'application des instructions du 31 janvier 1917.

Pour le Ministre et p. o. :
Le Sous-Directeur, chef du service du Secrétariat et du Contreseing,
E. COLIN.

Paris, le 31 janvier 1917.

INSTRUCTION du 31 janvier 1917, relative au régime des passeports.

A. — Obligation du passeport.

Article 1er. — Aucun étranger ne peut entrer en France, en Algérie, dans les colonies françaises et les pays de protectorat français, ou en sortir, s'il n'est muni d'un passeport visé par un fonctionnaire français qualifié.

Pour pouvoir être visé, le passeport doit porter une photographie récente du titulaire, timbrée autant que possible à l'aide d'un cachet sec ou, à défaut, d'un cachet humide, et être revêtu de sa signature. Il doit mentionner la nationalité du titulaire et spécifier si c'est une nationalité d'origine ou acquise par naturalisation ou par l'effet de la loi. Dans ces derniers cas, la nationalité primitive doit être indiquée.

Art. 2. — Aucun Français ne peut sortir de France, de l'Algérie, des colonies et des pays de protectorat français, pour se rendre à l'étranger, s'il n'est muni d'un passeport.

Les Français ne sont pas soumis à l'obligation du passeport pour l'entrée en France, en Algérie et dans les colonies et pays de protectorat français ; mais, pour faire constater leur qualité de Français, ils doivent présenter, soit un passeport, soit une pièce d'identité. Le passeport ou la pièce d'identité doit porter une photographie récente de l'intéressé, timbrée à l'aide d'un cachet sec ou, à défaut, d'un cachet humide, et être délivré ou visé par un fonctionnaire Français qualifié (1).

Art. 3. — Les enfants accompagnés n'ayant pas quinze ans révolus n'ont pas besoin d'un passeport ou d'une pièce d'identité si leur état civil est mentionné sur le passeport ou la pièce d'identité de la personne avec laquelle ils voyagent.

B. — Délivrance des passeports aux Français. — Visa des passeports des étrangers.

Art. 4. — Les fonctionnaires français qualifiés pour délivrer les passeports aux Français, pour viser les passeports des étrangers et les passeports et les pièces d'identité des Français sont :

En France et en Algérie :

Le Préfet de police, à Paris, pour les personnes ayant leur domicile ou leur résidence dans le département de la Seine ;

---

(1) Les militaires français domiciliés ou résidant avant la mobilisation dans les colonies françaises ou pays de protectorat, autorisés à passer dans leur pays d'origine leurs congés ou permissions, seront dispensés de prendre un passeport ou de se munir de la pièce d'identité prévue à cet article.

Toutefois, ces militaires devront s'embarquer dans un port français, être porteurs de leur livret individuel et de leur titre de permission. Ce dernier devra être revêtu de leur photographie timbrée par l'autorité militaire qui aura délivré la permission.

Lorsque ces militaires sont autorisés à revêtir la tenue civile, la mention suivante : « LE TITULAIRE EST AUTORISÉ A SE METTRE EN TENUE CIVILE » sera inscrite d'une façon apparente sur le titre de permission et contresignée par l'autorité militaire qui aura délivré la permission.

Les permissionnaires devront faire viser leur titre de permission au Commissariat spécial du port d'embarquement à l'aller et au retour.

Les prescriptions ci-dessus ne s'appliquent pas aux militaires s'embarquant dans un port étranger, qui devront toujours se munir d'un passeport.

Les Préfets, pour les étrangers ayant leur domicile ou leur résidence dans le département (1) et pour les Français ayant leur domicile ou leur résidence dans l'arrondissement chef-lieu ;

Les Sous-Préfets, pour les Français ayant leur domicile ou leur résidence dans l'arrondissement.

Aux Colonies :

Le Gouverneur ou ses délégués.

Dans les Pays de protectorat :

Le Résident général ou ses délégués.

A l'Étranger :

Les Agents diplomatiques, les Consuls généraux, Consuls et vice-Consuls de France ; exceptionnellement, les agents consulaires nominativement désignés par le Ministre des Affaires étrangères.

Les voyageurs autorisés à traverser la France sans s'y arrêter seront astreints à faire viser leur passeport à la sortie par l'autorité administrative du port d'embarquement ou de la gare frontière (préfet, sous-préfet ou commissaire spécial). Dans le cas où pour une raison de force majeure ces voyageurs seraient obligés d'interrompre momentanément leur voyage, ils devront en faire immédiatement la déclaration au commissaire de police de la localité d'arrêt ou, à son défaut, au maire.

En principe, le visa délivré pour la sortie ne sera valable que pour trois jours ; toutefois, les préfets et sous-préfets sont autorisés, dans des cas exceptionnels, à augmenter le délai, sans qu'il puisse excéder huit jours ; mention en sera faite sur le passeport.

D'autre part, les Français résidant à l'étranger, qui viennent fréquemment en France pour affaires, peuvent faire viser leurs passeports à la préfecture du département où ils se trouvent au moment où ils se disposent à quitter la France, mais les intéressés ne pourront bénéficier de cette mesure qu'en produisant toutes les justifications nécessaires.

Art. 5. — § I. L'étranger qui désire obtenir le visa de

(1) Exceptionnellement, les sous-préfets des arrondissements où se trouvent de grandes gares frontières ou des ports d'embarquement pour les étrangers domiciliés ou en résidence dans leur arrondissement.

son passeport pour entrer en France, en Algérie, dans les colonies françaises ou les pays de protectorat français, doit en faire la demande aux autorités françaises désignées ci-dessus. Cette demande peut être adressée par la poste.

Il est ensuite envoyé ou remis au pétitionnaire un questionnaire à remplir en double exemplaire indiquant : 1° la durée du voyage ; 2° les localités où il désire se rendre successivement ; 3° les motifs du voyage ; 4° deux références précises en France et un nom au moins par localité ; 5° les localités où il a précédemment séjourné, avec les adresses et les dates des séjours.

Chaque exemplaire du questionnaire sera revêtu d'une épreuve de la photographie qui figure sur le passeport.

Les questionnaires pourront être retournés par la poste. Les fonctionnaires chargés d'apposer le visa informeront, après enquête, les intéressés, soit de leur refus, soit de la date à partir de laquelle ceux-ci devront se présenter *en personne* pour obtenir le visa.

§ 2. Dans la zone des armées, le visa du passeport ne peut être délivré aux étrangers qu'avec l'assentiment de l'autorité militaire compétente (1). Mention de l'autorisation est faite dans le carnet de l'étranger. Cette autorisation est présentée au préfet. L'autorité militaire délivre en même temps un sauf conduit permettant le déplacement jusqu'à la préfecture, et de là à la gare de la frontière.

Dans certaines circonstances, dont l'autorité militaire compétente est seule juge, l'étranger qui réside dans la zone des armées ne peut être autorisé à quitter la France qu'après avoir subi, dans une localité de la zone de l'intérieur, une quarantaine dont la durée est fixée par l'autorité militaire.

Dans ce cas, cette autorité délivre l'autorisation de demander la délivrance du visa du passeport au préfet du département où se trouve la localité de la zone de l'intérieur dans laquelle l'étranger doit subir la quarantaine. La durée de la quarantaine est mentionnée dans le carnet.

---

(1) Général commandant l'armée pour la zone réservée. Général D. E. S. pour la zone située entre la ligne de démarcation et la limite arrière de la zone des étapes. Généraux commandant les régions pour la zone située en deçà de la limite arrière de la zone des étapes.

Le visa du passeport pour sortir de France ne peut être délivré par le préfet du département de cette nouvelle résidence que lorsque la quarantaine est mentionnée dans le carnet.

§ 3. Si l'étranger a été autorisé à sortir de la zone des armées, soit pour résider, soit pour circuler dans la zone de l'intérieur, le visa du passeport ne pourra lui être délivré dans cette zone qu'au bout d'une période de huit jours après sa sortie de la zone des armées. S'il sollicite le visa du passeport avant la fin de cette période, satisfaction ne pourra lui être accordée qu'après avis demandé au Bureau militaire de surveillance des étrangers à Paris par le Préfet de la zone de l'intérieur chargé de la délivrance.

§ 4. Pour sortir de France ou pour y rentrer, le Français voulant obtenir un passeport ou déjà porteur d'un passeport ou d'une pièce d'identité doit se présenter personnellement devant les fonctionnaires chargés d'apposer leur visa. Ces fonctionnaires disposent du délai nécessaire pour s'assurer de la véritable identité du demandeur.

Art. 6. — En règle générale, le premier visa du passeport des étrangers désirant venir en France doit être délivré par le fonctionnaire français compétent dans la circonscription duquel le passeport a été établi. Toutefois, si ce visa n'a pas été demandé au point de départ, cette formalité pourra être exceptionnellement remplie avant l'entrée en France dans les conditions prévues à l'article précédent. Il en sera de même pour l'étranger qui demandera à faire viser son passeport dans une circonscription autre que celle où il aura été délivré.

L'étranger, titulaire d'un passeport régulièrement visé, qui laisse en cours de route sur son territoire national passer les délais prévus sur le visa, devra obtenir un nouveau visa avant d'entrer en France.

Art. 7. — Le passeport doit être visé à chaque voyage, que ce soit pour entrer en France ou pour en sortir. Le visa ne sera valable que pour trois jours lorsque le voyageur partira d'Angleterre, de Suisse, d'Italie ou d'Espagne ; mais les Consuls de France en ces pays sont autorisés, dans des cas exceptionnels et justifiés, à augmenter le délai sans qu'il puisse excéder huit jours. En outre, tout Français ou étranger désirant pénétrer sur le territoire d'un pays allié ne pourra sortir de France pour s'y rendre que s'il a obtenu le visa d'un agent

diplomatique ou consulaire du pays allié intéressé, spécialement désigné en France à cet effet.

Art. 8. — En apposant le visa, l'autorité française compétente doit inscrire : 1° le point d'entrée en France ou le point de sortie ; 2° les indications du questionnaire sur la durée du voyage, les localités où se rend le voyageur et les motifs du voyage ; 3° l'énumération des pièces d'identité produites ; 4° celles des indications de l'article 1er qui ne figureraient pas sur le passeport ; 5° les deux dates entre lesquelles devra s'effectuer l'entrée en France. La première de ces dates sera postérieure d'au moins trois jours à la date de délivrance du visa.

Le fonctionnaire qui aura délivré le visa remettra au titulaire du passeport un des exemplaires du questionnaire. Cet exemplaire sera déposé par le voyageur entre les mains du Commissaire spécial du point d'entrée en France.

Après son passage à la frontière, l'étranger devra se rendre directement à la première destination indiquée dans le visa et faire viser son passeport dans les vingt-quatre heures par le commissaire de police ou par le maire ou la gendarmerie dans les localités où il n'y a pas de commissaire de police.

Le fait de se rendre dans d'autres endroits que ceux indiqués comme destination, expose l'intéressé à des mesures de rigueur.

La première destination ne peut être une localité de la zone des armées qu'après obtention de l'autorisation militaire.

Art. 9. — § 1. Les étrangers entrés en France avec un visa valable jusqu'à une date déterminée devront demander le visa de retour huit jours avant l'expiration du délai fixé soit sur le passeport, soit, s'ils sortent de la zone des armées, sur le carnet d'étranger.

Toutefois, ceux qui ont obtenu l'autorisation d'entrer en France pour un délai moindre de huit jours devront demander le visa de retour à l'arrivée dans la dernière ville indiquée sur le passeport. Ceux d'entre eux qui auraient besoin de prolonger leur séjour en France devront en demander l'autorisation au préfet du département où ils se trouvent. Ce fonctionnaire pourra leur accorder un délai de huit jours ; si le délai devait être plus long, il ne pourrait être accordé qu'après autorisation du Ministère de l'Intérieur (Direction de la sûreté générale).

Les étrangers résidant en France qui désirent obtenir le visa de leur passeport pour sortir de France, doivent se présenter devant les fonctionnaires chargés d'apposer leur visa. Ces fonctionnaires s'entoureut de tous les renseignements qu'ils jugent nécessaires pour s'assurer de l'identité du pétitionnaire et disposent à cet effet des délais nécessaires à l'enquête.

§ 2. Une carte d'identité, établie par le Ministère de l'Intérieur (Direction de la sûreté générale) après entente avec le Département de la guerre, pourra être délivrée aux seuls voyageurs qui justifieront de la nécessité de déplacements fréquents.

Cette carte facilitera pour ces voyageurs l'obtention du passeport ou du visa de passeport.

En ce qui concerne particulièrement les étrangers, cette carte ne pourra être délivrée qu'à ceux qui étaient établis en France avant le début des hostilités.

Toutes les demandes de visa, de quelque nature qu'elles soient, doivent être effectuées personnellement par les intéressés.

Art. 10 — S'il n'y a pas ou s'il n'y a plus sur le passeport la place nécessaire pour les visas, ceux-ci seront apposés sur une pièce annexe qui reproduira le numéro du passeport, portera la signature et sera munie d'une photographie récente du titulaire.

Cette pièce annexe ne sera valable qu'accompagnée du passeport auquel elle se réfère.

C. — Délivrance des billets pour l'étranger.

Art. 11.— Les billets directs pour l'étranger comportant, soit uniquement un parcours par voie ferrée, soit un parcours partie par voie ferrée, partie par voie de mer, ne dispensent pas le voyageur de justifier d'un passeport en règle à toute réquisition des autorités françaises, en cours de route ou à la frontière.

D. — Dispositions particulières.

Art. 12.— Tout sujet britannique se rendant d'Angleterre en France doit obtenir l'autorisation préalable du *Permit office* (19 Bedford Square), exceptionnellement, des délégués du *Permit office* à Folkestone et Southampton pour les personnes résidant à proximité de ces deux villes.

Art. 13.— Tout sujet belge se rendant d'Angleterre en France ou en Belgique doit obtenir l'autorisation préalable du bureau militaire belge de Londres ou de Folkestone.

Art. 14.— Aucun voyageur venant d'Angleterre ne sera admis à pénétrer en France, si son passeport (ou la pièce d'identité qui en tient lieu pour les Français) n'a été visé au bureau des passeports, soit du consulat général de France à Londres, soit des consulats de France à Liverpool, Southampton ou Folkestone.

Art. 15.— Les voyageurs arrivant des territoires ennemis, ou occupés par l'ennemi, ou ayant traversé ces territoires, ne seront autorisés à entrer de Suisse en France que par la gare-frontière de Pontarlier.

Toutefois, cette prescription ne s'applique pas au rapatriement collectif de réfugiés.

Art. 16.— Les passeports délivrés par le Gouvernement belge à ses nationaux au Havre (Saint-Adresse), par l'entremise du Ministère royal des Affaires étrangères et par le Service de la Sûreté publique (Ministère de la Justice) sont dispensés de tout visa en raison des droits de souveraineté consentis au Gouvernement belge en territoire français.

Art. 17.— Ne sont pas soumis aux formalités de la présente instruction les porteurs de passeports diplomatiques, sauf en ce qui concerne les prescriptions relatives à la pénétration dans la zone des armées (art. 1, 2 et 3 de l'instruction spéciale).

Les passeports diplomatiques sont délivrés *exclusivement* par les Ministres des Affaires étrangères et les Représentants diplomatiques des États, c'est-à-dire les Ambassadeurs, les Ministres plénipotentiaires et les Chargés d'Affaires; les Consuls et vice-Consuls n'ont pas qualité pour délivrer des passeports diplomatiques.

Les seules personnes à qui peuvent être délivrés ces passeports sont:

1° Les agents diplomatiques et consulaires: Ambassadeurs, Ministres Conseillers, Secrétaires d'ambassades ou de légations, Attachés de légations, Attachés militaires, Consuls généraux, Consuls, vice-Consuls, Chanceliers, Interprètes et leurs familles;

2° Les membres des gouvernements des pays alliés, les Ministres d'État et leurs familles ;

3° Les personnes voyageant en qualité officielle, les courriers de cabinet et chargés de missions.

Le passeport doit mentionner le titre diplomatique ou la qualité officielle du titulaire.

Les porteurs de passeport diplomatique doivent, en ce qui concerne la zone des armées, se conformer aux prescriptions des articles 1, 2 et 3 de l'Instruction spéciale.

Art. 18. — Pour rentrer en France, il suffit aux militaires isolés d'être porteurs de l'un des documents ci-après énumérés :

1° Pour les Français : ordre de route ou de mission, permission, congé de convalescence, ordre d'appel, bulletin individuel établi au bureau de Folkestone.

2° Pour les Anglais : ordre de mouvement, permission.

Ces militaires sont en uniforme et disposent comme pièce d'identité de leur plaque d'identité et de leur livret de solde ;

3° Pour les Belges : titres de congé, feuilles de route, ordre de mission et ordre de marche ;

4° Pour les Italiens : certificat de voyage, feuille de voyage, titre de permission et de congé.

Ces documents doivent être revêtus du timbre rond du corps ou service qui les a délivrés et de la signature du chef de corps ou de service.

Art. 19 — Aucune modification n'est apportée aux dispositions spéciales réglant l'entrée en France et la sortie de France dans certains cas particuliers : régime des frontaliers, régime des ouvriers agricoles et industriels recrutés à l'étranger pour la France, régime des mobilisés italiens ralliant l'armée italienne ou revenant après libération en France où ils étaient établis, etc.

Art. 20. — Les prescriptions nouvelles seront appliquées aux voyageurs venant d'un pays d'Europe (sauf la Russie et l'Orient) et arrivant en France, à partir du 15 mars 1917, et aux voyageurs venant des pays hors d'Europe, de Russie et d'Orient et arrivant en France, à partir du 15 avril 1917.

Le nouveau régime sera applicable aux colonies, à partir du 15 mars 1917 en ce qui concerne les pays d'Europe, à partir du 15 avril 1917 en ce qui concerne les pays hors d'Europe.

Le Ministre de la guerre,
LYAUTEY.

Le Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères,
A. BRIAND.

Le Ministre de l'intérieur,
MALVY.

Le Ministre de la marine chargé de l'intérim du Ministère des colonies,
L. LACAZE.

N° 191. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing. — 1re Section.)

Paris, le 24 avril 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

M. le Procureur général près la Cour des Comptes, président du Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre, a adressé au Département les relevés des opérations effectuées par le Comité pour la période comprise entre le 3 et le 30 mars dernier.

Comme suite à ma circulaire n° 424 du 23 mars, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus copie de ces documents (1).

Pour le Ministre et par ordre:

Le Sous-Directeur,
Chef du service du Secrétariat et du Contreseing,
COLIN.

---

(1) Documents publiés au *Journal officiel* de la Guyane du 23 juin 1917, page 237.

N° 192. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Allocations militaires. - Famille de réformé n° 2.*

Paris, le 3 mai 1917.

(Ministère des Colonies. — Secrétariat et Contreseing. 2e Section.)

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs des colonies, Commissaires de la République française au Cameroun et au Togo, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

Par une circulaire, en date du 5 avril dernier, le Ministre de l'Intérieur, répondant à une question posée par un certain nombre de Préfets, leur fait connaître que l'attribution des allocations temporaires mensuelles instituées par la loi due 9 décembre 1916 (insérée au *Journal officiel* de la République française du 11), au profit de certains militaires réformés n° 2, ne fait pas obstacle à ce que leurs familles continuent à toucher les allocations prévues par la loi du 5 août 1914.

Toutefois, le bénéfice de la loi du 9 décembre 1916, constituant un fait nouveau, il semble au Ministre de l'Intérieur, ainsi qu'à ceux des Finances et de la Guerre consultés, qu'il est indispensable, dès que le bénéfice en a été concédé aux réformés n° 2, de soumettre à nouveau la situation de leurs familles à l'examen des Commissions cantonales, en vue du maintien ou du retrait des allocations et majorations militaires.

Cette décision, ajoute M. Malvy, s'inspire des mêmes principes qui ont donné lieu aux dispositions de la circulaire interministérielle du 10 octobre 1914, au sujet des familles des réformés n° 1, titulaires d'une gratification de réforme renouvelable.

J'ai l'honneur de vous communiquer ces instructions en vous priant d'en assurer l'observation dans la colonie.

Pour le Ministre et par ordre :

Le sous-Directeur, Chef du service du Secrétariat et du Contreseing.

E. COLIN.

N° 193. — *ARRÊTÉ allouant une prime de fabrication aux boulangers qui n'ont pu se procurer de la farine en sacs.*

(1er juin 1917.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la situation de la place pour l'approvisionnement en farine de froment ;

Considérant que cet approvisionnement pour la farine en sacs est actuellement insuffisant ;

Vu la nécessité de pourvoir à l'alimentation, en pain, au mieux des intérêts de la population ;

Sur l'avis du Comité institué par arrêté local du 30 avril 1917,

Arrête :

Article 1er. — Pour permettre d'attendre le prochain arrivage de farine de froment, il pourra être alloué, à titre tout à fait provisoire, aux boulangers, qui n'ont pu se procurer de la farine en sacs et doivent manipuler de la farine en caisse, de première qualité, une prime de fabrication fixée à neuf francs (9 fr.) par 90 kilos de farine manipulée.

Art. 3. — Le montant de la prime, pouvant être attribuée en vertu de l'article précédent, ne pourra excéder par jour la somme de 70 francs, correspondant ainsi à 700 kilos de farine en caisse (première qualité) manipulée.

Art. 3. — La dépense en résultant sera imputée sur les crédits du chapitre 16, article 1er du budget du Service local, exercice 1917, *Dépenses imprévues*.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 1er juin 1917.

A. LAURET.

N° 194. — *ARRÊTE promulguant le décret du 16 mars 1917, étendant à toutes les élections aux colonies l'ajournement prévu par la loi du 14 mars 1917.*

(2 juin 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la loi du 14 mars 1917, promulguée dans la colonie par arrêté du 26 avril 1917 ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 16 mars 1917, étendant à toutes les élections aux colonies l'ajournement prévu par la loi susvisée du 14 mars 1917.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 2 juin 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

RAPPORT AU PRÉSIDENT de la République française.

Paris, le 16 mars 1917.

Monsieur le Président,

Une loi du 14 mars 1917 a ajourné les opérations des listes électorales pour 1917 et a ajourné, en même temps, les élections législatives, départementales, communales ou consulaires. L'article 3 de la loi dont il s'agit déclare que ces dispositions sont applicables à l'Algérie et aux colonies.

Or, ainsi qu'il a été décidé en 1915 et 1916, par décrets en date des 1er janvier 1915 et 20 avril 1916, les ajournements prévus par la disposition législative précitée doivent être étendus aux divers autres collèges électoraux existant aux colonies

c'est-à-dire aux élections des membre élus de certains conseils de Gouvernement, de ceux des chambres consultatives d'agriculture et de commerce de Madagascar, de ceux des municipalités indigènes, etc.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint, étendant à toutes les élections aux colonies, de quelque nature qu'elles soient, l'ajournement en 1917 prévu par la loi du 14 mars 1917.

Je vous prie, Monsieur le Président, d'agréer l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies;

Vu l'article 3 de la loi du 14 mars 1917, concernant l'ajournement en 1917 des élections législatives, départementales, communales ou consulaires,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 2 de la loi du 14 mars 1917, concernant l'ajournement en 1917 des élections législatives, départementales, communales ou consulaires, sont étendues à toutes les autres élections de quelque nature qu'elles soient dans les colonies françaises.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 16 mars 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :
Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

N° 195. — *DECISION. — Vérification de la caisse des comptables de la colonie au 30 juin 1917.*

(2 juin 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les articles 391 et 392 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DECIDE :

Article 1er. — La vérification des caisses et portefeuilles des comptables désignés ci-après sera faite le 30 juin 1917 par les fonctionnaires suivants :

M. le Trésorier-payeur, par le Chef du bureau des finances;

M. le Trésorier-particulier du Maroni, par M. Zénobie, délégué du Service local à Saint-Laurent;

M. le Percepteur de la 1re circonscription, par M. Laudernet, commis principal du Secrétariat général;

M. le Percepteur de la 2e circonscription, par M. Dorfer, commis de 1re classe du Secrétariat général;

M. le Percepteur de la 3e circonscription, par M. le Maire de Sinnamary;

M. le Percepteur de la 4e circonscription, par M. le Maire de Mana.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 2 juin 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

N° 196. — *DECISION déléguant la signature des affaires courantes à* M. Debuc (Emmanuel), *secrétaire général p. i., pendant l'absence du Gouverneur du chef-lieu.*

(4 juin 1917.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le paragraphe 3 de la circulaire ministérielle du 8 juin 1898, relative à la suppression aux colonies des fonctions de Directeur de l'Intérieur et de Secrétaire général des Directions de l'Intérieur, et à la création des Secrétariats généraux;

Vu le prochain départ en tournée du Chef de la colonie,

Décide :

Article 1er. — M. Debuc (Emmanuel), secrétaire général p. i., aura, par autorisation du Gouverneur, la signature des affaires courantes (courrier ministériel excepté), pendant l'absence du Gouverneur du chef-lieu.

Art. 2. — Les pièces à signer par M. Debuc porteront la mention suivante :

« Le Gouverneur,

« Par autorisation :

« *Le Secrétaire général p. i.*, »

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 4 juin 1917.

A. LAURET.

N° 197. — *ARRÊTÉ promulguant la loi du 16 avril 1917.*

(8 juin 1917.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 63 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Sur la proposition du Procureur général, chef du service judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulguée à la Guyane française, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi du 16 avril 1917, ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre et de l'enregistrement, les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou payement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre ; 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint ; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement, les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités.

Art. 2. — Le Procureur général, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 8 juin 1917.

A. LAUBET.

Par le Gouverneur :
Le Procureur général p. i.,
A. TITI.

Loi ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre et de l'enregistrement, les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou payement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint ; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Sont exempts de tous droits de timbre, et, s'il y a lieu, enregistrés gratis, tous les actes ou pièces qui sont exclusivements destinés à être produits par les héritiers, donataires ou légataires aux comptables de l'État, des départements, des communes et des établissements publics ou d'uti-

lité publique, à l'effet d'obtenir la remise ou le payement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions:

1° Des militaires des armées françaises et alliées de terre et de mer morts sous les drapeaux pendant la durée de la guerre actuelle;

2° Des mêmes militaires qui, soit sous les drapeaux, soit après renvoi dans leurs foyers, seront morts dans l'année à compter de la cessation des hostilités, de blessures reçues ou de maladies contractées pendant la guerre;

3° Des personnes de nationalité française ou appartenant aux pays alliés qui auront été tuées par l'ennemi au cours des hostilités ou seront décédées des suites de faits de guerre, soit durant les hostilités, soit dans l'année à compter de leur cessation;

4° Des médecins et autres personnes de nationalité française ou appartenant aux pays alliés qui seront décédés, durant les hostilités ou dans l'année à compter de leur cessation, des suites de maladies contractées au cours de soins donnés dans les hôpitaux et autres formations sanitaires aux malades et aux blessés des armées françaises et alliées de terre et de mer.

Pour bénéficier de cette double immunité, ces actes et pièces devront faire mention de l'usage auquel ils sont destinés et indiquer la date du certificat que délivrera l'autorité militaire à tous les intéressés, conformément à l'article 6 de la loi du 26 décembre 1914, ainsi que le nom du bureau de l'enregistrement dans lequel ce certificat aura été déposé avant la rédaction de tout acte ou pièce exonéré. Ce certificat, en ce qui concerne les civils décédés de suites de blessures ou de maladies, devra constater que les blessures ont été reçues ou les maladies contractées du fait de la guerre ou à l'occasion de la guerre.

Art. 2.— Toutes les sommes dues à titre de pension, gratification de réforme, traitement, salaire ou secours, tous les fonds ou valeurs, jusqu'à concurrence de 1,500 francs, dus soit par la caisse des dépôts et consignations ou par l'une de ses caisses dont elle a la gestion, soit par les caisses d'épargne, peuvent, lorsqu'ils dépendent d'une des successions visées à l'article 1er, être payés ou remis aux conjoints, héritiers en ligne directe ou collatéraux privilégiés, sur la production d'un certificat établi par le maire, le juge de paix ou le notaire, indiquant les circonstances du décès et énonçant que les parties y dénommées ont seules droit d'effectuer le retrait en qualité d'héritiers.

Il en est de même des objets et jusqu'à concurrence de 1,500 francs, des sommes ou valeurs comprises dans les successions liquidées par l'autorité militaire. Toutefois, pour les objets d'une valeur n'excédant pas 150 francs à remettre par l'autorité militaire, le certificat susvisé peut être remplacé par une attestation du maire, du juge de paix ou du notaire contenant les indications exigées par les règlements en ce qui concerne les ayants droit.

Les certificats et attestations visés aux paragraphes précédents sont exempts de la légalisation, du timbre et de la formalité de l'enregistrement. Néanmoins, cette formalité est obligatoire et a lieu gratis en ce qui concerne les certificats délivrés par les juges de paix ou les notaires.

La justification du décès du militaire peut résulter, à défaut de l'acte de décès, d'un certificat ou avis de l'autorité militaire notifiant le décès ou d'un certificat du maire reproduisant la notification faite par l'autorité militaire.

Art. 3. — Les testaments reçus dans les formes prévues par les articles 981 à 984 et 989 du code civil, ainsi que les testaments olographes faits par des militaires pendant la durée des hostilités sont exempts du droit de timbre de dimension.

Ils sont en outre enregistrés gratis, pourvu : 1° qu'ils ne contiennent pas de dispositions au profit de personnes autres que les héritiers en ligne directe ou le conjoint ; 2° que le testateur soit décédé dans les conditions et les délais spécifiés à l'article 6 de la loi du 26 décembre 1914.

L'exemption du droit d'enregistrement ne s'applique qu'au droit fixe de 7 fr. 50 en principal.

Art. 4. — Est valablement effectué entre les mains de la veuve, à moins d'opposition de la part des héritiers, légataires ou créanciers, la remise des deniers, valeurs et objets dépendant de la succession d'un militaire décédé sous les drapeaux et compris dans la liquidation faite par les soins de l'autorité militaire en vertu des règlements en vigueur.

La veuve est, en pareil cas, dispensée de caution et d'emploi sauf à elle à répondre, s'il y a lieu, des sommes ainsi touchées, des valeurs et objets ainsi retirés, vis-à-vis des héritiers ou légataires, au même titre que de toutes autres valeurs dépendant de la succession ou de la communauté.

La justification du décès du mari peut être établie dans les conditions déterminées par le quatrième alinéa de l'article 2 ci-dessus.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à la veuve divorcée ou séparée de corps.

Art. 5. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 16 avril 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Travaux publics et des Transports, chargé de l'intérim du Ministère de la justice,

DESPLAS.

Le Ministre de la guerre, PAUL PAINLEVÉ.

Le Ministre des finances, J. THIERRY.

Le Ministre de la marine,

LACAZE.

N° 198. — *DÉCISION ouvrant une enquête de* commodo *et* incommodo *au sujet d'un dépôt d'alcool à établir dans un immeuble, rue de la Liberté, appartenant à* M. E. Grant.

(8 juin 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la demande adressée à l'Administration par M. E. Grant dans le but d'obtenir l'autorisation d'installer un dépôt d'alcool dans un immeuble construit expressément à cet effet sur sa propriété, sise rue de la Liberté;

Vu le décret du 24 septembre 1882, rendant applicable à la Guyane celui du 10 mai 1882, concernant la législation sur les établissements insalubres à la Guadeloupe;

Vu le décret du 24 août 1909, relatif à la protection de la santé publique, ensemble l'arrêté local du 20 février 1911, déterminant les circonscriptions sanitaires de la Guyane française et la composition des commissions sanitaires;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Une enquête de *commodo* et *incommodo* sera ouverte à Cayenne, au sujet de l'installation, projetée par M. E. Grant, d'un dépôt d'alcool dans un immeuble construit sur sa propriété, sise rue de la Liberté, n° 76.

Cette enquête s'ouvrira le 16 juin 1917 et durera 15 jours.

Art. 2. — Le Maire de Cayenne est désigné pour procéder à ladite enquête en qualité de commissaire.

A l'expiration du délai fixé, le commissaire-enquêteur transmettra au Gouverneur avec ses conclusions le procès-verbal constatant la clôture de l'enquête.

Le procès-verbal, ainsi que les conclusions formulées par le commissaire-enquêteur seront soumis à la Commission sanitaire à laquelle seront également communiqués tous mémoires pour ou contre l'installation projetée adressés au Gouverneur.

L'ouverture des opérations de l'enquête sera annoncée, conformément à l'article 7 du décret du 10 mai 1882 susvisé, par une publication à son de caisse faite dans les différentes rues de la ville.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 8 juin 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

N° 199. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française l'arrêté ministériel du 31 mars 1917 réglementant la concession de bourses scolaires aux enfants du personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire coloniale.*

(9 juin 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les décrets des 16 février 1878 et 7 février 1912, portant création d'une Direction de l'Administration pénitentiaire en Guyane et réorganisation de cette administration ;

Vu les instructions contenues dans la dépêche ministérielle du 7 avril 1917, n° 191, au sujet des concessions de bourses aux enfants du personnel de l'Administration pénitentiaire coloniale,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, l'arrêté ministériel du 31 mars 1917, réglementant la concession de bourses scolaires aux enfants du personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire coloniale.

Art. 2. — Le Directeur de l'Administration pénitentiaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 9 juin 1917.

LAURET.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL réglementant la concession des bourses scolaires aux enfants du personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire coloniale.

Paris, le 31 mars 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les décrets des 12 décembre 1874, 16 février 1878, 30 décembre 1892 et 7 février 1912, relatifs à la création et l'organisation de l'Administration pénitentiaire coloniale ;

Vu le budget voté des dépenses du Ministère des colonies pour l'exercice 1917 ;

Sur la proposition du Chef des Services pénitentiaires,

ARRÊTE :

Article 1er. — Dans la limite du crédit spécial annuellement voté à cet effet par le Parlement, au titre du chapitre « Administration pénitentiaire : Indemnités et allocations diverses » du budget des dépenses du Ministère des colonies,

il peut être concédé aux enfants des fonctionnaires et agents appartenant en propre à l'Administration pénitentiaire coloniale, et en activité de service à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie, des bourses scolaires exclusivement pour les établissements publics d'enseignement secondaires (lycées, collèges départementaux et communaux) de la Métropole et des colonies françaises.

Le montant de ces bourses est uniformément fixé à 500 francs l'une. Le nombre en est déterminé proportionnellement à la somme inscrite au budget pour chaque exercice.

Art. 2. — Il ne peut être délivré qu'une seule bourse par famille.

Les demandes de bourses formulées par les parents sont soumises, par la voie hiérarchique, au Ministre des colonies qui, seul, d'après l'ensemble des titres produits, prononce, par ordre de mérite, l'admission des candidats.

Chaque demande est appuyée :

1° de l'acte de naissance de l'enfant candidat ;

2° d'une déclaration du chef de famille précisant l'établissement d'enseignement secondaire et la classe (de sixième à seconde inclusivement) où il décide de faire entrer l'enfant ;

3° d'un certificat du chef du dernier établissement scolaire auquel a appartenu l'élève, portant renseignements sur le degré d'instruction de l'enfant, sa situation présente au point de vue de l'instruction qu'il reçoit, et sur les conditions d'âge qu'il remplit pour son admission dans la classe indiquée ;

4° d'un certificat du Gouverneur, aux colonies, ou du Maire, en France, mentionnant le nombre et l'âge de tous les enfants légalement entretenus par le pétitionnaire, et indiquant la situation de famille et de fortune de celui-ci, ses besoins et charges, ses ressources particulières et professionnelles (solde, indemnités administratives, etc.) ;

5° de toutes pièces officielles énonçant toutes indications les plus exactes de nature à permettre d'examiner en connaissance de cause les titres justificatifs produits par les parents ;

6° d'une déclaration du chef de famille s'engageant à payer directement à l'établissement d'enseignement secondaire choisi la totalité des frais (pension, trousseau, literie, etc.) qui seront à sa charge.

Art. 3. — La bourse de 500 francs allouée sera ordonnancée directement au profit du chef de famille dès l'expiration du 3e mois de l'année scolaire, sur production d'un certificat du

chef de l'établissement d'enseignement secondaire constatant la présence à l'école, depuis le début de cette année, de l'enfant boursier.

Art. 4. — Chaque bourse est accordée, en principe, pour une année scolaire, même si l'enfant, pour des raisons admises par le Ministre, change d'établissement au cours de cette année.

A la suite de l'examen par le Département des notes fournies sur le travail et la conduite du boursier par le chef d'établissement scolaire pour chaque année écoulée, la concession peut être renouvelée d'année en année et, s'il y a lieu, jusqu'à complet achèvement des études secondaires de l'élève.

En cas de mauvaises notes démontrant, notamment, de la paresse, de l'insubordination, de l'inexactitude, ou en cas de faute grave de la part de l'enfant, le Ministre peut prononcer immédiatement, par mesure disciplinaire, le retrait de la bourse.

Art. 5. — A titre transitoire, les bourses d'enseignement secondaire dont jouissent, lors de la mise en vigueur du présent arrêté, les enfants du personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire coloniale, leur sont maintenues.

Mais, elles leur seront renouvelées, au taux uniforme de 500 francs dans les conditions fixées à l'article 4.

Art. 6. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures concernant les bourses scolaires entretenues, sur le budget colonial, au titre des services pénitentiaires, et notamment les décisions des Gouverneurs de la Nouvelle-Calédonie et de la Guyane des 30 juillet 1887 et 17 avril 1897.

Fait à Paris, le 31 mars 1917.

MAGINOT.

DEPÊCHE MINISTÉRIELLE. — Concession de bourses scolaires aux enfants du personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire coloniale. — Instructions.

Paris, le 7 avril 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Monsieur le Gouverneur de la Guyane.*

En réponse à votre lettre du 3 juillet 1915, n° 7[illegible]7, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, ampliation de mon arrêté

du 31 mars 1917, réglementant la concession aux enfants du personnel appartenant en propre à l'Administration pénitentiaire coloniale et en activité de service à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie, de bourses scolaires exclusivement pour les établissements publics d'enseignement secondaire (lycées, collèges départementaux et communaux) de la Métropole et des colonies françaises.

Ce nouveau règlement, qui abroge les textes locaux en vigueur sur la matière, donne, dans la mesure du possible, satisfaction aux desiderata du personnel de l'Administration précitée. En prévoyant l'attribution aux enfants des intéressés de bourses non seulement pour les collèges des deux colonies pénitentiaires, mais aussi pour les institutions de France et de nos autres possessions d'outre-mer, cet acte a pour effet de faire bénéficier dans un sens plus large de la faveur des concessions instituées, en permettant aux fonctionnaires et agents de l'Administration pénitentiaire de faire assurer à leurs enfants l'instruction secondaire complète.

D'autre part, étant donné le crédit strictement limité mis pour cet objet à la disposition du Ministère des colonies, le règlement précise particulièrement que les bourses sont accordées sous forme d'allocations au taux fixe et uniforme de 500 francs qui ne peut, bien entendu, répondre au montant de la totalité des frais d'études, de pension et d'entretien des élèves.

Enfin, ces bourses étant susceptibles, de maintien durant plusieurs années en faveur des titulaires, il est prévu pour exiger de ceux-ci les plus sérieuses garanties au cours de leurs études, des dispositions plus sévères que celles insérées aux décisions locales abrogées.

Je vous prie de faire porter immédiatement à la connaissance de tout le personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire la teneur de l'arrêté ministériel du 31 mars 1917, qui devra, dès la réception de la présente dépêche, être publié au *Journal officiel* de la colonie et sera ultérieurement inséré aux *Bulletin officiel* et *Notices* de cette administration.

Vous voudrez bien également vous faire remettre, dans le plus bref délai, les demandes de tous les intéressés, appuyées de toutes les pièces dont la production est prescrite à l'art. 2 de l'arrêté, et me les adresser par toute première occasion, afin de me permettre de les examiner sans retard pour vous notifier, par la voie du câble, les noms des bénéficiaires.

En ce qui concerne les enfants jouissant actuellement d'une bourse au Collège de Cayenne, vous aurez soin de me faire parvenir, dès que possible, les notes fournies par le Chef d'établissement pour l'année 1916-1917, afin que je puisse me prononcer, dans les conditions fixées aux art. 4 et 5 du règlement, sur la possibilité du renouvellement de ces concessions pour l'année 1917-1918.

Pour le Ministre des colonies et par ordre :

Le Chef des services pénitentiaires,

TROLARD.

N° 200. — *ARRÊTÉ promulguant des arrêtés du Ministre des colonies du 4 mai 1917, dérogeant à des prohibitions de sortie en ce qui concerne divers produits.*

(14 juin 1917)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française des arrêtés du Ministre des colonies du 4 mai 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie ;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués dans la colonie, pour y être exécutés en leur forme et teneur :

1° L'arrêté du Ministre des colonies, en date du 4 mai 1917, rapportant, en ce qui concerne le pain de gluten, les dispositions de son arrêté du 20 novembre 1916 ;

2° L'arrêté du Ministre des colonies, en date du 4 mai 1917, rapportant, en ce qui concerne le tapioca, les dispositions de son arrêté du 12 février 1916 ;

3° L'arrêté du Ministre des colonies, en date du 4 mai 1917, rapportant, en ce qui concerne les déchets de peau et de cuir, les dispositions de son arrêté du 28 octobre 1916 ;

4° L'arrêté du Ministre des colonies, en date du 4 mai 1917,

rapportant, en ce qui concerne le coton et déchets de coton, les dispositions de son arrêté du 24 février 1915 ;

5° L'arrêté du Ministre des colonies, en date du 4 mai 1917, rapportant, en ce qui concerne la sortie des graines à ensemencer, légumineuses, graminées, fourragères et autres, les dispositions de son arrêté du 24 février 1915.

Art. 2.— L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec les textes promulgués, enregistré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 11 juin 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,
DEHEAULME.

ARRÊTÉS

LE MINISTRE des colonies,

Vu le décret du 10 novembre 1916, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 1916, portant dérogation aux prohibitions de sortie;

Vu l'arrêté ministériel du 7 avril 1917 du Ministre des finances,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont rapportées, en ce qui concerne le pain de gluten, les dispositions de l'arrêté du 20 novembre 1916 susvisé.

Fait à Paris, le 4 mai 1917.

MAGINOT.

LE MINISTRE des colonies,

Vu le décret du 11 janvier 1916, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 février 1916, portant dérogation aux prohibitions de sortie;

Vu l'arrêté du Ministre des finances, en date du 21 avril 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont rapportées les dispositions de l'arrêté susvisé du 12 février 1916, en ce qui concerne les tapiocas.

Fait à Paris, le 4 mai 1917.

MAGINOT.

LE MINISTRE des colonies,

Vu le décret du 18 octobre 1916, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 1916 ;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 18 avril 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont rapportées, en ce qui concerne les déchets de peaux et de cuirs, les dispositions de l'arrêté du 28 octobre 1916 susvisé.

Fait à Paris, le 4 mai 1917.

MAGINOT.

LE MINISTRE des colonies,

Vu le décret du 2 janvier 1915, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 février 1915, portant dérogation aux prohibitions de sortie,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont rapportées les dispositions de l'arrêté du 24 février 1915 susvisé, en ce qui concerne le coton et déchets de coton.

Fait à Paris, le 4 mai 1917.

MAGINOT.

LE MINISTRE des colonies,

Vu le décret du 9 mars 1915, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 février 1915 ;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 18 avril 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont rapportées les dispositions de l'arrêté susvisé du 24 février 1915, en ce qui concerne la sortie des graines à ensemencer, légumineuses, graminées, fourragères et autres, y compris la jarosse.

Fait à Paris, le 4 mai 1917.

MAGINOT.

N° 201. — *ARRÊTE confiant au Service des postes la délivrance et le paiemen des mandats-poste locaux.*

(12 juin 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu les instructions du 11 janvier 1904, sur la délivrance et le paiement des mandats-poste locaux ;

Vu les dépêches ministérielles des 2 janvier 1902, 20 juin 1906 et 15 février 1910, sur l'intérêt qui s'attache à confier le service des mandats à l'Administration des Postes, chaque fois que la chose est possible ;

Vu l'article 148 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, n'autorisant les comptables du Trésor à recouvrer les droits et produits du Service local que dans les localités où il n'y a pas de comptables titulaires ;

Sur le rapport du Chef du service des Postes et des Téléphones et l'avis conforme du Secrétaire général et du Trésorier-payeur,

ARRÊTE :

Article 1er. — A partir du 1er juillet prochain, le paiement et l'émission des mandats-poste locaux seront effectués par les receveurs et chargés de la poste dans les localités ci-après :

Cayenne, Saint-Laurent-du-Maroni, Iles-du-Salut, Mana, Roche-de-Kourou, Saint-Jean-du-Maroni, Sinnamary.

Art. 2. — La centralisation et le contrôle du service des mandats-poste locaux seront assurés par le Chef du Service des Postes.

Art. 3. — Les fonctionnaires et agents chargés du service des mandats recevront par franc de droit de commission perçu la remise actuellement accordée.

Art. 4. — Un règlement de détail et d'ordre basé sur les dispositions qui précèdent sera rédigé par le Chef du service des Postes et des Téléphones et soumis à l'approbation du Gouverneur.

Art 5. — Le Secrétaire général, le Trésorier-payeur et le Chef du service des Postes et des Téléphones sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 12 juin 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

Par procuration :
Le Trésorier-payeur,
DONDY.

Le Chef du service
des Postes et Téléphones,
DEFURNE.

N° 202. — *DECISION nommant une commision chargée de constater la concordance de l'état de développement des dépenses du Service colonial (Administration pénitentiaire, exercice 1916), avec les écritures du Trésorier-payeur.*

(14 juin 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 400 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies,

DECIDE :

Article 1er. — Une commission composée de :

MM. le Procureur général, président ;

Chauvet, conseiller privé suppléant ;

Lonvin, conseiller privé suppléant,

est nommée à l'effet de constater la concordance de l'état de développement des dépenses du Service colonial (Dépenses de l'Administration pénitentiaire, exercice 1916) avec les écritures du Trésorier-payeur.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 14 juin 1917.

A. LAURET.

N° 203, — *ARRÊTÉ chargeant le Greffier-notaire de Saint-Laurent du Maroni de la vente des objets provenant des greffes de Saint-Laurent.*

(14 juin 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les articles 1er de l'ordonnance royale du 9 juin 1831, ordonnant la remise de six en six mois à l'Administration des Domaines, pour être vendus, des objets déposés ou abandonnés dans les greffes ;

Considérant qu'il n'existe à la Guyane qu'un seul Receveur des Domaines en fonction et résidant à Cayenne, et que le transport au chef-lieu desdits objets provenant des divers greffes de Saint-Laurent serait onéreux ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Pocureur général,

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le Greffier-notaire de Saint-Laurent du Maroni procédera, au nom du Receveur des Domaines de Cayenne, et sous son contrôle, à la vente des objets déposés ou abandonnés dans les divers greffes de Saint-Laurent.

Art. 2. — Il sera alloué à cet officier ministériel une commission de 5 0/0 sur le produit de chaque vente, et la

dépense sera payée et régularisée par les soins du Receveur des Domaines de Cayenne au même titre que les autres frais de vente.

Art. 3. — Le Secrétaire général et le Procureur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 14 juin 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., DEBUC.

Le Procureur général p. i., TITI.

N° 204. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 1er mai 1917, confiant les fonctions de comptable du détachement de gendarmerie de la Guyane à un maréchal des logis ou à un maréchal des logis chef indifféremment.*

(15 juin 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française du décret du 1er mai 1917, confiant les fonctions de comptable du détachement de gendarmerie de la Guyane à un maréchal des logis ou à un Maréchal des logis chef indifféremment ;

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 1er mai 1917, confiant les fonctions de comptable du détachement de gendarmerie de la Guyane à un maréchal des logis ou à un maréchal des logis chef indifféremment.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié aux *Journal* et *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 15 juin 1917.

A. LAURET.

RAPPORT au Président de la République française.

Paris, le 8 avril 1917.

Monsieur le Président,

Aux termes du décret du 11 avril 1904, les fonctions de comptable du détachement de gendarmerie de la Guyane sont remplies par un maréchal des logis alors que dans d'autres détachements tels que ceux de la Martinique, de la Réunion, de la Nouvelle-Calédonie, etc., cet emploi est confié à un maréchal des logis chef.

L'insalubrité du climat de la Guyane rend ces fonctions déjà ingrates par elles-mêmes, des plus pénibles pour ce sous-officier qui, de plus, voit, quel que soit son mérite, son avenir limité à l'emploi de maréchal des logis.

En présence de cette situation, M. le Colonel commandant supérieur des troupes du groupe des Antilles propose de confier désormais cet emploi à un maréchal des logis chef.

Cette proposition est entièrement justifiée ; mais il a paru nécessaire d'envisager le cas où, en l'absence de candidat maréchal des logis chef, cet emploi ne pourrait être donné qu'à un maréchal des logis.

C'est pourquoi le projet de décret, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction, spécifie que l'emploi de sous-officier comptable au détachement de la Guyane pourra être exercé indifféremment, soit par un maréchal des logis chef, soit par un maréchal des logis.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le ministre de la guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

Le Ministre des colonies,
MAGINOT.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Vu le décret du 20 mai 1903, sur l'organisation et le service de la gendarmerie.

Vu l'article 32 de la loi du 15 mars 1875, permettant de modifier les cadres et les effectifs de la gendarmerie dans la limite des crédits ouverts suivant les besoins du service.

Vu le décret du 10 août 1904, relatif à la composition des détachements de gendarmerie de la Martinique et de la Guyane ;

Sur le rapport des Ministres de la guerre et des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les fonctions de comptable du détachement de gendarmerie de la Guyane sont exercées indifféremment soit par un maréchal des logis, soit par un maréchal des logis chef.

Art. 2. — Les Ministres de la guerre et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1er mai 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la guerre, PAUL PAINLEVÉ.

Le Ministre des colonies, MAGINOT

N° 205. — *ARRETE promulguant les décrets des 15 novembre 1915 et 19 avril 1917, accordant des bonifications d'ancienneté et des promotions, dans certaines conditions, aux agents des Douanes.*

(15 juin 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française du décret du 19 avril 1917, rendant applicables aux colonies les dispositions du décret du 15 novembre 1915, accordant, sous certaines conditions, des bonifications d'ancienneté ou des promotions de grade aux agents des Douanes ;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service de Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 19 avril 1917, rendant applicables aux fonctionnaires et agents appartenant

au cadre métropolitain des Douanes en service aux colonies les dispositions du décret du 15 novembre 1915, accordant, sous certaines conditions, des bonifications d'ancienneté ou des promotions de grade aux agents des services extérieurs de l'Administration des Douanes.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec les textes promulgués, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 15 juin 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

DEHEAULME.

(Ministère des Colonies.)

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 19 avril 1917.

Monsieur le Président,

Un décret du 15 novembre 1915 a accordé des avantages de carrière aux agents des Douanes de la métropole qui se sont signalés au cours des hostilités.

En vue de maintenir l'égalité de situation entre les agents de Douanes servant en France et ceux affectés à nos possessions d'outre-mer, il nous a paru rationnel d'étendre à ces derniers les mesures prises à l'égard de leurs collègues.

Si vous partagiez notre manière de voir sur l'utilité de la mise en application aux colonies du texte susvisé, nous vous serions obligés de vouloir bien revêtir de votre haute sanction le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les hommages de notre respectueux dévouement.

Le Ministre des colonies,

MAGINOT.

Le Ministre des finances,

J. THIERRY.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu le décret du 25 octobre 1913, portant réorganisation des services extérieurs de l'Administration des Douanes, modifié par celui du 20 janvier 1914;

Vu l'article 127, paragraphe B, de la loi de finances du 13 juillet 1911 ;

Vu le décret du 2 mars 1912, portant fixation du statut du personnel des Douanes dans les colonies, autres que l'Inde et l'Indo-Chine française, modifié par les décrets des 6 juin et 9 novembre 1912;

Vu la loi de finances du 30 juillet 1913;

Vu le décret du 15 novembre 1915;

Sur le rapport des Ministres des finances et des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les dispositions du décret du 15 novembre 1915, accordant, sous certaines conditions, des bonifications d'ancienneté ou des promotions de grade aux agents des services extérieurs de l'Administration des Douanes (bureaux et brigades de la Métropole), sont applicables aux fonctionnaires et agents appartenant au cadre métropolitain des Douanes en service aux colonies.

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 avril 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies, MAGINOT.

Le Ministre des finances, J. THIERRY.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre des finances,

Vu le décret du 25 octobre 1913, portant organisation des services extérieurs de l'Administration des Douanes:

Vu le décret du 22 décembre 1882, sur l'organisation militaire des brigades de Douane,

DÉCRÈTE:

Article 1er. — Les agents des services extérieurs de l'Administration des Douanes (bureaux et brigades) cités à l'ordre de l'armée bénéficieront, lors de leur prochain avancement de classe ou de grade, d'une rétroactivité d'ancienneté d'un an avec rappel de solde.

Art. 2. — Les agents des brigades, mobilisés dans des unités douanières appelées à l'activité ou dans des corps de troupes, qui auront obtenu pour faits de guerre un grade militaire à titre définitif, pourront être pourvus directement du grade administratif assimilé (art. 5 du décret du 22 septembre 1882) après avoir satisfait aux épreuves professionnelles du concours institué pour ce grade

Art. 3. — Pourront être promus exceptionnellement au grade de capitaine, les lieutenants affectés à des corps de troupes qui auront été l'objet de propositions pour ce grade, à titre définitif, de la part de leurs chefs militaires.

Art. 4. — Le Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 novembre 1915.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la Republique:

Le Ministre des finances,

A. RIBOT.

N° 206. — *ARRÊTÉ instituant la Commission de classement chargée de dresser le tableau d'avancement du personnel de l'Imprimerie du Gouvernement.*

(20 juin 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'article 3 du décret du 25 janvier 1911, promulgué dans la colonie par arrêté local du 13 août 1912, et modifiant le décret du 18 novembre 1872, portant organisation du personnel des Imprimeries du Gouvernement dans les colonies ;

Vu le décret du 1er novembre 1916, modifiant l'article 3 du décret précité ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — La Commission de classement, chargée de dresser, chaque année, le tableau d'avancement du personnel de l'Imprimerie du Gouvernement de la Guyane, est composée ainsi qu'il suit :

Le Chef de bureau le plus ancien du Secrétariat général du Gouvernement, président ;

Le Chef de l'Imprimerie du Gouvernement,
Un ouvrier hors classe de l'Imprimerie, } *Membres*.

Art. 2. — Les délibérations de la Commission sont prises à la majorité des voix, et elles ne sont valables que si les trois membres sont présents.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 20 juin 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

N° 207. — *DÉCISION mettant à la disposition des Municipalités une somme de 3,000 francs à l'occasion de la Fête Nationale.*

(23 juin 1917.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la prévision inscrite au chapitre XIV, article IV du budget local de l'exercice 1917, pour la Fête Nationale;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Décide:

Article 1er. — A l'occasion de la Fête Nationale du 14 juillet 1917, la somme de 3,000 francs sera mise à la disposition des Maires des communes ci-après désignées, dans les proportions suivantes:

Cayenne	1,500f 00
Rémire	110 00
Matoury	60 00
Roura	105 00
Tonnégrande	60 00
Montsinéry	85 00
Kaw	50 00
Approuague	100 00
Oyapoc	161 00
Macouria	120 00
Kourou	113 00
Sinnamary	210 00
Iracoubo	113 00
Mana	213 00
Total	3,000 00

Art. 2. — Chacune de ces sommes devra être répartie entre les indigents de la commune, notamment aux familles des mobilisés et des militaires renvoyés dans leurs foyers par suite de blessures, de maladie, etc.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 23 juin 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 208. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 1er juin 1917, pris sur la proposition concertée du Procureur général, chef du service judiciaire, et du Directeur de l'Administration pénitentiaire, M. Attuly, sous-chef de bureau de l'Administration pénitentiaire, est provisoirement nommé Procureur de la République près le Tribunal de 1re instance du Maroni, en remplacement de M. Périssé, appelé sous les drapeaux.

N° 209. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 juin 1917, prise sur la proposition concertée du Secrétaire général et de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, Mme Rosemond (Louise), dactylographe à la Direction des Douanes, a été appelée à continuer ses services au Cabinet du Secrétaire général ;

Mme Gasquet (Berthe), dactylographe au Cabinet du Secrétaire général, a été appelée à servir à la Direction des Douanes.

N° 210. — Par décision du Gouverneur, en date du 14 juin courant, une permission d'absence de 30 jours, à solde entière coloniale, pour en jouir dans la colonie, est accordée à M. Cyr-Athis, garde rural de la commune de Mana.

N° 211. — Par décision du Gouverneur, en date du 18 juin 1917, M. Jeannette (Marius-Léopold) a été agréé comme garde particulier des concessions forestières situées dans la région du Haut-Maroni, appartenant à M. Alcide Raynald.

N° 212. — Par décision du Gouverneur, en date du 26 juin 1917, n° 459, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, la première session d'examen des brevets élémentaire et supérieur, du certificat d'études primaires élémentaires, pour 1917, a été fixée comme suit :

Brevet élémentaire :

Les lundi 30, mardi 31 juillet et mercredi 1er août.

Brevet supérieur :

Les vendredi 3 et samedi 4 août.

Certificat d'Études primaires :

Le lundi 6 août.

Tout candidat à l'un des brevets de capacité élémentaire ou supérieur devra se faire inscrire au Secrétariat de l'Instruction publique jusqu'au 20 juillet. Passé ce délai, aucune demande ne sera admise.

Il déposera :

1° Une demande d'inscription sur papier timbré à 0 fr. 60, écrite et signée par lui ;

2° Un extrait de son acte de naissance.

Le candidat au brevet supérieur déposera en outre son diplôme de brevet élémentaire.

N° 213. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 29 juin 1917, M. le docteur Pain a été désigné pour faire partie de la Commission sanitaire de la 1re circonscription, en remplacement de M. le docteur Henry, mobilisé.

N° 214. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 30 juin 1917, il a été autorisé la création et le fonctionnement à Cayenne d'une section guyanaise de l'Association métropolitaine « l'Idée française à l'étranger ».

N° 215. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 30 juin 1917, ont été nommés, pour compter du 1er juillet 1917, dans le personnel du cadre local du Secrétariat général :

A l'emploi de commis principal :

2e tour (choix).

M. Cyr Fidèle, commis de 1re classe.

A l'emploi de commis de 2e classe :

1er tour (choix).

M. Véro Venance, commis de 3e classe.

2e tour (à défaut de candidat militaire).

M. Hérard Victor, commis de 3e classe.

N° 216. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 juin 1917, et pour compter, du 1er juillet 1917, M. Tinaut (Denis), agent de 1re classe de la Police générale, est élevé au grade de brigadier de 2e classe.

N° 217. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 juin 1917, et pour compter, au point de vue de la solde, du 1er juillet 1917, MM. Charlery (Gustave) et Damas (André), commis de 2e classe des Travaux publics, sont élevés à la 1re classe de leur grade.

Par application des dispositions des arrêtés des 7 avril 1913 et 13 janvier 1914, l'indemnité spéciale de 400 francs par an, qui leur était allouée, est supprimée.

N° 218. — Par décision du Gouverneur en date du 30 juin 1917, sont nommés dans le personnel des Postes et Téléphones de la colonie :

Dames employées de 5e classe :

Mme veuve Belon (Nelly), Laupénie (Laurence), dames employées de 6e classe.

Facteur chef de 3e classe :

M. Dédèle (Paul), facteur chef de 4e classe.

Facteur de ville de 3e classe :

M. Minûr (Pierre), facteur de 4e classe.

Facteur de 4e classe :

M. Pallas (Hermann-Arthur), facteur de 5e classe.

Facteur rural de 2e classe:

M. Guinguincoin (Jean), facteur de 3e classe.

Facteurs ruraux de 3e classe:

MM. André (Stéphane), Torvic (Frédéric), Lucan (Jean), facteurs de 4e classe.

Ces nominations auront leur effet à compter du 1er juillet 1917.

N° 219. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 juin 1917, ont été nommés, pour compter du 1er juillet 1917, dans le personnel de l'Imprimerie du Gouvernement:

1° *Agents de 4e classe à 2,600 francs l'an:*

MM. Joseph (Eugène), agent de 5e classe (1er tour ancienneté);
Thibet (Yves), agent de 5e classe (2e tour choix);
Alfré (Philémon), agent de 5e classe (1er tour ancienneté).

2° *Agent de 5e classe à 2,200 francs l'an:*

M. Yencamma (Albert), agent de 6e classe (1er tour choix).

3° *Agent de 6e classe à 1,900 francs l'an:*

M. Dimirier (Emile), agent de de 7e classe (1er tour ancienneté).

4° *Agents auxiliaires à 3 francs par jour:*

MM. Hélène (Paul), agent auxiliaire à 2 francs par jour (ancienneté);
Rosélie (Victor), agent auxiliaire à 2 francs par jour (ancienneté).

5° *Agent auxiliaire à 2 francs par jour:*

M. Rhény (Emmanuel), agent auxiliaire à 1 franc par jour (ancienneté).

6e *Agent auxiliaire à 1 franc par jour:*

M. Rédy (André), apprenti sans solde (2 ans d'apprentissage).

N° 220. — Par décision de l'Inspecteur principal, Chef du service de Douanes, en date du 31 mai, le matelot auxiliaire

Clé (Herménégilde) est licencié de son emploi pour mauvaise surveillance.

N° 221. — Par décision de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, en date du 31 mai, les matelots auxiliaires Achille (Modeste), Toumané (Jérôme), et Trochimara (Joseph), ont été titularisés comme matelots de 2e classe (cadre local).

N° 222. — Par décision de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, en date du 13 juin, les mutations suivantes ont été faites dans le Service des Douanes :

Le sous-brigadier Rosemond (Emile), du Mataroni à Cayenne, pour cause de maladie.

Le préposé Coffre (Robert), de Cayenne au Mataroni, où il remplira les fonctions de Chef de poste.

Le préposé Montpérat (Amélius), d'Angoulème à Cayenne, pour cause de maladie.

Le préposé Francis (Jules), de Mana à Angoulème, où il remplira les fonctions de Chef de poste,

Le matelot Basenf (Emile), de Cayenne à Mana, où il remplira les fonctions de Chef de poste.

Le soldat réformé n° 2 Belloni (Emile) est nommé matelot auxiliaire, en remplacement de l'auxiliaire Clé, licencié.

N° 223. — Par décision de l'Inspecteur principal, Chef du service, des Douanes, en date du 26 juin 1917, le matelot auxiliaire Plutus (Frédéric) a été licencié de ses fonctions pour acte d'indiscipline.

N° 224. — Par décision de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, en date du 30 juin 1917, pour compter du 1er juillet 1917, les promotions suivantes ont été faites dans le cadre métropolitain des brigades des Douanes:

1° *Au grade de sous-brigadiers de 1re classe :*

Derome (Arthur), Ferrucci (Paul), sous-brigadiers de 2e classe.

2° *Au grade de préposés de 2e classe :*

Consalvi (Jean), Nicodémi (André), Frimigacci (Jean), Cary (René), préposés de 3e classe.

N° 225. — Par décision de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, en date du 30 juin 1917, pour compter du 1er juillet 1917, les promotions suivantes ont été faites dans le cadre local des brigades des Douanes :

1° *Au grade de préposé de 1re classe :*

Auval (David), préposé de 2e classe.

2° *Au grade de préposé de 2e classe :*

Rose (Octave), matelot ; Siol (Albert), ex-soldat réformé pour blessure de guerre.

Certifié conforme :

Le Secrétaire-archiviste,

Signé : Paul DUBOURG.

Cayenne — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 7.

JUILLET 1917.

SOMMAIRE.

Pages.

N° 226. — Circulaire ministérielle du 7 novembre 1916 (Intérieur) au sujet de l'application de la loi du 5 août 1914, aux femmes fonctionnaires ayant leur mari ou leurs enfants sous les drapeaux..... 312

N° 227. — Circulaire ministérielle du 5 mai 1917 (Colonies) relative à certaines justifications nouvelles réclamées par le département des finances à l'appui des propositions de secours annuels d'orphelins..... 314

N° 228. — Arrêté du 2 juillet 1917 promulguant l'arrêté ministériel du 18 mai 1917, au sujet de la prohibition des volailles..... 315

Arrêté ministériel du 18 mai 1917 au sujet de la prohibition des volailles..... 315

N° 229. — Arrêté du 2 juillet 1917 expulsant du territoire de la colonie le nommé Adler Henri, dit Odle Henry, sujet anglais..... 316

N° 230. — Arrêté du 9 mai 1917 promulguant le décret du 31 mai 1917, prohibant la sortie des colonies des glucoses, sels de nickel et sirops..... 317

Décret du 31 mai 1917 prohibant la sortie des colonies des glucoses, sels de nickel et sirops..... 318

N° 231. — Décision du 12 juillet 1917 fixant la durée des grandes vacances..... 318

N° 232. — Arrêté du 12 juillet 1917 déclarant commun pour l'établissement des haltes et ménageries le territoire

Pages.

situé depuis la rive gauche de la rivière de Kourou jusqu'à la rive droite d'Organabo..... 319

N° 233. — Arrêté du 12 juillet 1917 portant homologation du nouveau plan-directeur du bourg de Roura..... 321

N° 234. — Décision du 16 juillet 1917 réglant les conditions dans lesquelles pourront être cédés des condamnés aux agriculteurs de l'Ile de Cayenne qui s'adonnent aux cultures vivrières..... 322

N° 235. — Décision du 20 juillet 1917 portant ouverture d'une enquête de *commodo* et *incommodo* sur la demande d'installation d'un alambic à distiller de l'alcool.... 323

N° 236. — Arrêté du 23 juillet 1917 promulguant le décret du 12 mai 1917, relatif à l'augmentation de la flotte de charge française..... 324

Décret du 12 mai 1917 relatif à l'augmentation de la flotte de charge française. — Annexes..... 325

Instructions du 16 mai 1917 pour l'exécution de la loi du 13 avril 1917, tendant à l'augmentation de la flotte de charge française et du décret du 12 mai 1917, rendu pour son application..... 337

N° 237. — Décision du 28 juillet 1917 modifiant le paragraphe 2 de l'article 2 de l'arrêté local du 7 mai 1907, réglementant l'examen d'aptitude aux bourses d'enseignement primaire supérieur au Collège et à l'Ecole des filles de Cayenne..... 342

N° 238. — Arrêté du 30 juillet 1917 rendant applicables à la comptabilité de l'Hospice civil les dispositions du décret du 22 décembre 1904 et de l'Instruction générale du 16 janvier 1905..... 343

N° 239. — Décision du 30 juillet 1917 chargeant le Secrétaire général p. i. de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du Gouverneur du chef-lieu..... 343

N°s 240 à 256. — Nominations, mutations, congés, etc..... 344

N° 226. — *CIRCULAIRE MINISTERIELLE (Intérieur) au sujet de l'application de la loi du 5 août 1914 aux femmes fonctionnaires ayant leur mari ou leurs enfants sous les drapeaux.*

7 novembre 1916.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, *à MM. les Préfets.*

Les fonctionnaires de l'État, hommes ou femmes, ayant leurs enfants ou leur conjoint mobilisés ont été jusqu'à ce jour

écartés du bénéfice de la loi du 5 août 1914 en vertu de ce principe qu'ils reçoivent de l'Etat des traitements leur permettant de suffire à leurs besoins et que, par suite, ils ne peuvent être considérés comme nécessiteux, condition nécessaire pour ouvrir légalement le droit aux allocations militaires.

Or, certains de vos collègues me signalent que cette règle strictement appliquée aboutit quelquefois à des conséquences trop rigoureuses, notamment lorsqu'il s'agit des *femmes fonctionnaires* ayant leur mari ou leurs enfants sous les drapeaux.

Il peut arriver en effet, si le traitement est très faible, que la suppression de l'aide apportée par le mari ou par le fils mette la femme dans un état de gêne réelle.

J'ai décidé en conséquence, d'accord avec M. le Ministre des finances et par analogie avec les dispositions bienveillantes arrêtées il y a quelque temps en faveur des agents départementaux et communaux ayant leurs enfants mobilisés, de faire bénéficier les femmes fonctionnaires d'un régime spécial et de leur permettre, sous certaines conditions, de cumuler leur traitement avec les allocations militaires.

Vous voudrez bien, en conséquence, informer vos collaborateurs qu'à partir de ce jour, les commissions doivent examiner toutes les demandes formées par les femmes fonctionnaires dont les maris ou les enfants sont mobilisés et leur accorder les indemnités prévues par la loi, sous les deux conditions suivantes, les mêmes que celles qui ont été stipulées pour l'admission des agents départementaux et communaux au bénéfice de la loi :

1° Les femmes fonctionnaires doivent établir que leur traitement et l'ensemble de leurs ressources sont insuffisantes pour leur permettre de faire face aux besoins de la famille ;

2° Que les maris ou les enfants, avant leur incorporation, apportaient à la famille une aide pécuniaire assez importante, permettant de les faire considérer comme ses soutiens.

J'attache un intéret tout particulier à l'application de la présente circulaire.

Le Ministre de l'Intérieur,

MALVY.

N° 227. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Justifications destinées à compléter les dossiers de liquidation de secours annuels d'orphelins.*

(Ministère des Colonies.
Service du Personnel. — 1re Section.)

Paris, le 5 mai 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES, *à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indo-Chine, de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et de Madagascar; les Gouverneurs des Colonies; l'Administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon; les Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun.*

Le Ministère des finances, saisi d'un projet de liquidation de secours annuel d'orphelin, vient de me faire connaître qu'afin d'éviter le retour de tentatives de fraudes constatées par lui, il y aura lieu dorénavant d'exiger, pour la constitution des dossiers de cette nature, en sus des justifications dont la production est imposée par les instructions ministérielles du 30 novembre 1885, la présentation d'un certificat établi par le maire de la résidence du tuteur, sur la déclaration de ce dernier et l'attestation de deux témoins en vue de constater :

1° que le fonctionnaire décédé n'a pas laissé d'autres enfants mineurs légitimes que ceux au profit desquels la demande de concession est formulée;

2° s'il y a lieu, que le *de cujus* n'a pas contracté mariage postérieurement à la date du décès de la mère desdits orphelins ou, dans le cas contraire, qu'aucun enfant n'est issu de cette nouvelle union.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous prier de donner des instructions en vue de donner satisfaction au Département des finances et de tenir la main à ce que les prescriptions de la présente circulaire ne soient pas perdues de vue.

Je vous serai obligé de vouloir bien m'en accuser réception.

MAGINOT.

N° 228. — *ARRÊTÉ promulguant l'arrêté ministériel du 18 mai 1917, au sujet de la prohibition des volailles.*

(2 juillet 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française de l'arrêté ministériel du 18 mai 1917, levant la prohibition des volailles.

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes;

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, l'arrêté ministériel du 18 mai 1917, rapportant les dispositions de l'arrêté du 7 janvier 1916, en ce qui concerne les volailles à l'état frais ou conservé par un procédé quelconque.

Art. 2.— L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 2 juillet 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

DEHEAULME

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE des colonies,

Vu le décret du 24 décembre 1915, portant prohibitions de sortie;

Vu l'arrêté ministériel du 7 janvier 1916;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 5 mai 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont rapportées les dispositions de l'arrêté sus-visé du 7 janvier 1916, en ce qui concerne les volailles à l'état frais ou conservé par un procédé quelconque.

Fait à Paris, le 18 mai 1917.

MAGINOT.

N° 229. — *ARRÊTÉ expulsant du territoire de la colonie le nommé* Adler (Henri), *dit* Odle (Henry), *sujet anglais.*

(2 juillet 1917.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les articles 6 et 7 de la loi du 3 décembre 1849, sur le séjour des étrangers en France, la dite loi promulguée à la Guyane française par arrêté local du 3 septembre 1874;

Vu l'arrêté du 7 janvier 1897, promulguant dans la colonie le décret du 2 octobre 1888 et la loi du 8 août 1893, rendus applicables à la Guyane par décret du 28 août 1893;

Vu l'avis émis par M. le Procureur général, chef du service judiciaire, au sujet des mesures à prendre contre le nommé Adler Henri, sujet anglais, détenu à la prison civile, qui a proféré des menaces de mort contre un agent de la force publique;

Attendu qu'il importe, au point de vue de la sécurité publique de débarrasser la colonie de cet étranger susceptible de devenir à tout instant une cause de désordre et un danger pour la population,

Arrête :

Article 1er. — Il est enjoint au nommé Adler Henri dit Odle Henry de sortir du territoire de la Guyane française.

Art. 2. — Le susnommé, en ce moment détenu à la prison de Cayenne, sera, à l'expiration de sa peine, qui arrivera le 21 mars 1918, embarqué par les soins de la police à bord d'un navire à destination de Demerara, son pays d'origine.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout

où besoin sera, et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 2 juillet 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

N° 230. — *ARRETE promulguant le décret du 31 mai 1917, prohibant la sortie des colonies des glucoses, sels de nickel et sirops.*

(9 juillet 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française du décret du 31 mai 1917, prohibant la sortie des colonies des glucoses, sels de nickel et sirops ;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 31 mai 1917, prohibant la sortie des colonies et pays de protectorat, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire, des glucoses (liquides et solides), des sels de nickel et des sirops.

Art. 2.— L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 9 juillet 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

J. DEHEAULME.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport des Ministres des colonies, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et des finances.

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 8 mai 1917,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Sont prohibées la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire des produits énumérés ci-après, lorsque l'envoi a pour destination des pays autres que la France, les colonies françaises et les pays de protectorat français :

Glucoses (liquides et solides);

Sels de nickel;

Sirops.

Toutefois des exceptions à cette disposition pourront être autorisées sous les conditions qui seront déterminées par le Ministre des colonies.

Art. 2. — Les Ministres des colonies, du commerce de l'industrie, des postes et des télégraphes, et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 mai 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République:

Le Ministre des colonies,
MAGINOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

Le Ministre des finances,
J. THIERRY.

N° 231. — *DÉCISION fixant la durée des grandes vacances.*
(12 juillet 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les décrets du 17 septembre 1906 ;

Sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique,

DÉCIDE :

Article 1er. — La date d'ouverture des grandes vacances, pour le Collège et les écoles publiques de la colonie, est fixée au samedi 18 août prochain, après la classe du soir.

La rentrée des classes aura lieu le lundi 5 novembre 1917.

Art. 2. — Le Chef du service de l'Instruction publique est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, et insérée au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 12 juillet 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Chef du service de l'Instruction publique,

PEYROT.

N° 232. — *ARRETE déclarant commun pour l'établissement des hattes et ménageries le territoire situé depuis la rive gauche de la rivière de Kourou jusqu'à la rive droite d'Organabo.*

(12 juillet 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 66 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret colonial du 30 janvier 1836, sur la police des hattes et ménageries ;

Vu le décret du 11 décembre 1908, sur le domaine de l'Etat ;

Vu la circulaire du Chef de la colonie, en date du 26 mai 1917, ensemble le câblogramme ministériel du 4 juin, relatifs à l'intensification des cultures vivrières ;

Considérant qu'il y a lieu, en vue d'augmenter les productions vivrières pour l'alimentation de la population, de garantir les terres cultivées contre les incursions des bestiaux qui paissent en liberté dans les savanes de la Guyane ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Procureur général, Chef du service judiciaire,

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le territoire situé depuis la rive gauche de la rivière de Kourou jusqu'à la rive droite d'Organabo est déclaré commun pour l'établissement des hattes et ménageries, conformément aux règlements en vigueur.

Art. 2. — Exceptionnellement, et jusqu'à nouvel ordre, des concessions de terrains pour les cultures vivrières pourront être accordées à toute personne qui en fera la demande.

Art. 3. — Les terrains mis en culture devront être clos par des barrières ou des fossés, de manière à être garantis contre les incursions des bestiaux du voisinage.

Art. 4. — Les propriétaires de bestiaux devront assumer la garde et la surveillance de leurs animaux pour les empêcher de dévaster les établissements de culture.

Faute de prendre les dispositions nécessaires à cet effet, ils seront responsables, lorsque les terrains seront clos, des dégâts commis par leurs bestiaux et passibles de dommages-intérêts, lesquels seront déterminés et évalués à dire d'experts, sans préjudice de la capture des animaux qui seront envoyés à la fourrière.

Art. 5. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Art. 6. — Le Secrétaire général et le Procureur général, Chef du service judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 12 juillet 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

Le Procureur général,
Chef du service judiciaire p. i.,
A. TITI.

N° 233. — *ARRÊTÉ portant homologation du plan-directeur du bourg de Roura.*

(12 juillet 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 11 de la loi du 24 avril 1833, concernant le régime législatif des colonies;

Vu, à titre consultatif, le décret colonial du 6 juillet 1834; ensemble l'arrêté local du 27 août 1869, sur la voirie de Cayenne;

Vu les articles 5, 6, 7 et 12 du décret du 2 juin 1881, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu l'article 41, n° 7, du décret du 15 octobre 1879, portant organisation des municipalités à la Guyane française;

Vu le procès-verbal de l'enquête de *commodo* et *incommodo*, dressé le 25 mars 1917, constatant qu'au cours de ladite enquête il n'a été reçu aucune réclamation des habitants au sujet de l'élaboration du projet du nouveau plan-directeur du bourg de Roura; ensemble la délibération du Conseil municipal de cette commune, en date du 19 mai 1917, adoptant ledit plan-directeur;

Considérant que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

Sur le rapport du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est homologué le nouveau plan-directeur du bourg de Roura, tel qu'il a été adopté par le Conseil municipal dans sa séance du 19 mai 1917.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 12 juillet 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

N° 234. — *DÉCISION réglant les conditions dans lesquelles pourront être cédés des condamnés aux agriculteurs de l'Ile de Cayenne qui s'adonnent aux cultures vivrières.*

(16 juillet 1917.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les circonstances actuelles et la nécessité d'intensifier les cultures vivrières ;

Considérant, à ce sujet, les besoins particuliers de la population de l'Ile de Cayenne ;

Vu le câblogramme ministériel, n° 158, du 13 juillet 1917, autorisant, temporairement et sous certaines conditions, la mise à la disposition du Service local de la main-d'œuvre pénale nécessaire aux cultures vivrières,

Décide :

Article 1er. — Jusqu'à nouvel ordre, des condamnés en cours de peine pourront être cédés, au prix de cinquante centimes par homme et par jour, aux agriculteurs de l'Ile de Cayenne qui s'adonnent aux cultures vivrières et qui en feront la demande ; les gratifications seront à la charge des cessionnaires, la nourriture incombant à l'Administration pénitentiaire.

Le renvoi par les agriculteurs d'assignés ou de condamnés déjà obtenus en cession, même de libérés ou d'ouvriers libres, fait obstacle à la cession de main-d'œuvre pénale dans les conditions de prix déterminées par l'alinéa précédent. Par suite, si un tel renvoi survenait même en cours de cession, celle-ci serait immédiatement retirée par l'Administration.

La cession sera également retirée si la main-d'œuvre cédée n'est pas employée aux cultures vivrières.

Art. 2. — Une Commission composée de :

MM. le Secrétaire général du Gouvernement, président ;
le Maire de Cayenne,
le Délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire,
un délégué de la Chambre d'agriculture,
le Vétérinaire du Gouvernement,
} membres,

est chargée d'arrêter : 1° les dispositions utiles pour satisfaire aux demandes des employeurs, la main-d'œuvre à céder étant limitée ; 2° les conditions de détails de la cession envisagée, notamment pour le remboursement du montant des cessions ; 3° la surveillance effective des condamnés cédés, ainsi que les conditions de ravitaillement et d'installation de ces hommes ; 4° le contrôle de cette main-d'œuvre.

Un commis du Secrétariat général assiste la Commission comme secrétaire.

Art. 3. — Le Secrétaire général du Gouvernement et le Directeur de l'Administration pénitentiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera insérée au *Journal officiel* de la colonie et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 16 juillet 1917.

A. LAURET.

N° 235. — *DÉCISION portant ouverture d'une enquête de* commodo *et* incommodo *sur la demande d'installation d'un alambic à distiller de l'alcool.*

(20 juillet 1917.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la demande adressée à l'Administration par M. Emile Darredeau, à l'effet d'obtenir l'autorisation de joindre à son usine à bois de rose, située Chaussée Laussat, n° 8, une distillerie agricole ;

Vu le décret du 24 septembre 1882, rendant applicable à la Guyane celui du 10 mai 1882, concernant la législation sur les établissements insalubres à la Guadeloupe ;

Vu le décret du 24 août 1909, relatif à la protection de la santé publique ; ensemble l'arrêté local du 20 février 1911, déterminant les circonscriptions sanitaires de la Guyane française et la composition des commissions sanitaires ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Décide :

Article 1er. — Une enquête de *commodo* et *incommodo* sera ouverte à Cayenne au sujet de l'installation d'une distillerie

agricole, par M. Darredeau, industriel, dans son usine à bois de rose, située Chaussée Laussat, n° 8.

Cette enquête s'ouvrira le 28 juillet 1917 et durera quinze jours.

Art. 2. — Le Maire de Cayenne est désigné pour procéder à ladite enquête en qualité de commissaire. A l'expiration du délai fixé, le commissaire-enquêteur transmettra au Gouverneur, avec ses conclusions, le procès-verbal constatant la clôture de l'enquête.

Ce procès-verbal, ainsi que les conclusions formulées par le commissaire-enquêteur seront soumis à la commission sanitaire à laquelle seront également communiqués tous mémoires pour ou contre l'installation projetée adressés au Gouverneur.

L'ouverture des opérations de l'enquête sera annoncée, conformément à l'article 17 du décret du 10 mai 1882 susvisé, par une publication à son de caisse faite dans les différentes rues de la ville.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, et sera publiée au *Journal officiel* et insérée au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 20 juillet 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur:
Le Secrétaire général p. i.,
E. DEBUC.

N° 236. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 12 mai 1917, relatif à l'augmentation de la flotte de charge française.*

(23 juillet 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la circulaire ministérielle (Colonies), en date du 23 mai 1917, n° 370,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté dans sa forme et teneur, le décret du 12 mai 1917, relatif à l'augmentation de la flotte de charge française.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 23 juillet 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Chef du service de l'Inscription maritime,

CONSTANT.

(Ministère des Travaux publics et des Transports.)

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des travaux publics et des transports;

Vu la loi du 13 avril 1917, tendant à l'augmentation de la flotte de charge française,

Décrète :

Article 1er. — Les demandes d'avances pour achat ou construction de navires de charge à propulsion mécanique sont adressées au sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande, qui fait tenir au demandeur, le jour même de la réception, un récépissé détaché d'un registre à souches.

Ces demandes indiquent, outre le montant de l'avance sollicitée, la nature de l'opération projetée, le port auquel les navires seront attachés et le genre de trafic auquel ils sont destinés, ainsi que le tonnage total de la flotte possédée par l'entreprise demanderesse.

Elles sont accompagnées :

Pour les achats — qu'il s'agisse d'un navire à flot ou d'un navire en construction — soit du contrat de vente ou du contrat d'option, soit de l'offre ou de la promesse de vente, soit de tout autre document prouvant la réalité des opérations envisagées.

Pour les constructions, d'un accord avec le constructeur et des spécifications sommaires du ou des navires.

Les demandes sont également accompagnées des avis du bureau de la chambre de commerce et de l'administrateur de la marine, prévus à l'article 1er de la loi (§ 6), ainsi que des engagements du demandeur et de la caution, tels qu'ils sont prévus par les articles 6 (2 et 3) et 7 de la loi. Ces derniers sont établis conformément aux modèles annexés au présent décret (formules A. B. C et D).

Pour les demandes faites en vue de la construction d'un ou de plusieurs navires par des chantiers d'un pays allié ou neutre, il est justifié de l'impossibilité matérielle de faire construire ce ou ces navires par les chantiers français dans le temps fixé par l'article 4 du présent décret.

Art 2. — L'hypothèque prévue à l'article 6, paragraphe 7 de la loi ne pourra porter que sur un matériel naval libre de tout engagement et agréé par l'administration, conformément à la loi du 10 juillet 1885 et au décret du 18 novembre 1882.

Cette garantie peut être remplacée, en tout ou en partie par un cautionnement en numéraire, en rentes sur l'Etat et valeurs du Trésor, ou par tout autre gage accepté par le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande.

Art. 3. — Après agrément de la caution par le ministre des finances, le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande fait connaître au demandeur, par lettre recommandée, avec avis de réception, si sa demande est accueillie en principe, sous réserve de l'accomplissement des obligations précisées ci-après :

Art. 4. — Dans le délai d'un mois, à compter de la date de l'avis de réception, le demandeur doit produire les justifications suivantes :

Pour les achats de navires à flot, le contrat de vente (s'il n'a déjà été produit), le certificat de première cote au bureau Véritas ou au Lloyd's Register of British and Foreign Sphipping, et l'état des inscriptions hypothécaires ou une attestation que le navire est libre de toute hypothèque.

Pour les achats de navires en construction, le contrat de vente et le contrat de construction établissant que le navire est livrable, à compter de la présentation de cette justification, dans un délai de 6, 9 ou 12 mois, suivant que son port en

lourd doit être de moins de 3,000 tonnes, de 3,000 à 7,000 tonnes ou de plus de 7,000 tonnes.

Pour les constructions, le contrat ferme de construction, stipulant la livraison du navire, à compter de la date dudit contrat, dans un délai d'un an et demi, deux ans ou deux ans et demi, suivant que son port en lourd doit être moins de 3,000 tonnes, de 3,000 à 7,000 tonnes, ou de plus de 7,000 tonnes, ainsi que l'acquiescement du constructeur à la constitution d'une hypothèque de premier rang prise sur le navire en faveur de l'Etat, jusqu'à concurrence des sommes avancées. Si le navire doit être construit en pays neutre ou allié, le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande peut accepter, au lieu d'une affectation hypothécaire, toute autre sûreté jugée équivalente.

Art. 5. — A défaut de la production de justifications prévues par l'article 4 dans le délai fixé par ledit article, la prise de rang est annulée.

Art. 6. — La visite des navires à acheter, s'ils se trouvent dans un port de France est effectuée par trois experts désignés par le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande sur la proposition de l'administrateur, chef du quartier dont dépend ce port. Ces experts sont choisis parmi les ingénieurs du génie maritime, les administrateurs de la marine, les inspecteurs de la navigation, les capitaines au long cours, et les mécaniciens brevetés de 1re classe de la marine marchande.

La visite des navires à acheter, s'ils sont dans un port des colonies ou de l'étranger, est effectuée par des experts désignés sur place par le gouverneur de la colonie ou le consul, suivant les ressources du lieu.

Les frais de déplacement des experts et les vacations de ceux de ces experts qui ne sont pas fonctionnaires sont à la charge du demandeur. Ils sont calculés comme il est prévu pour les frais de déplacement et les vacations des experts convoqués et réunis en commission de visite, avant mise en service des navires neufs ou nouvellement francisés, pour l'application de la loi du 17 avril 1907.

Après examen des certificats originaux de cote et de tous autres documents qu'ils peuvent se faire représenter, et après constatations matérielles faites à bord, les experts dressent un rapport où ils expriment leur avis sur l'état du navire, ainsi que sur la nature et la durée des services qu'il peut encore fournir.

Le rapport d'expertise est adressé, sans délai, au sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande. S'il a été établi dans un port des colonies ou de l'étranger, ses conclusions sont transmises par la voie télégraphique.

Art. 7. — Dès réception du rapport ou des conclusions de l'expertise effectuée dans les ports, le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande fait procéder à l'estimation des prix d'achat par une commission d'expertise composée de deux fonctionnaires du sous-secrétariat d'Etat, un représentant du ministre de la marine, un ingénieur civil des constructions navales, un armateur, un courtier maritime, et un représentant du bureau Véritas.

S'il s'agit de navires à construire, la commission procède à l'estimation des prix de construction sur le vu des pièces et documents produits par le demandeur, sans qu'il y ait lieu à intervention préalable des experts des ports.

Art. 8. — Le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande, au vu des dossiers complétés par l'estimation des prix d'achat ou de construction, statue définitivement sur la demande de prêt et fixe le montant des avances à consentir. Ampliation de sa décision est notifiée au demandeur et communiquée au ministre des finances.

Art. 9. — Un acte de prêt est passé entre le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande et le demandeur. Cet acte mentionne les justifications produites, spécifie le montant des avances consenties et indique le nombre et l'importance des acomptes, s'il y a lieu, ainsi que le nombre des annuités de remboursement et leur échelonnement. Il est appuyé, le cas échéant, de l'acte d'hypothèque sur les autres navires du demandeur pour garantie de la somme avancée. Il constate aussi l'acceptation par les intéressés des conditions auxquelles sont faites les avances.

Dans le cas où le prêt a pour objet la construction d'un ou de plusieurs navires, l'acte fait mention des accords intervenus entre l'administration, le demandeur et le constructeur. Ces accords déterminent l'état d'avancement des travaux requis pour les payements d'acomptes, le nombre et les époques de payement de ces acomptes, les modalités du contrôle de la construction et les conditions de recette des navires avant le payement pour solde du montant total des avances.

Art. 10. — Les demandes d'avance peuvent être remises, dans les colonies, au gouverneur ; à l'étranger, au consul de France. Après vérification de l'accomplissement de toutes les prescriptions prévues à l'article 1er du présent décret, le gouverneur ou le consul fait connaître par voie télégraphique, au sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande, le nom du demandeur, l'importance de sa flotte actuelle, le nombre d'unités à acquérir ou à faire construire, le nom de la caution ou la nature du cautionnement, et le montant des avances sollicitées.

Sur réponse que la demande est accueillie en principe, le gouverneur ou le consul invite le demandeur à fournir les justifications prévues à l'article 4 du présent décret.

Après réception d'un avis faisant connaître que le demandeur a produit les justifications en temps utile et, s'il y a lieu, donnant les conclusions de l'expertise du ou des navires, le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande fait connaître au gouverneur ou au consul sa décision définitive, spécifiant le montant des avances à consentir, le nombre et l'importance des acomptes, s'il y a lieu, ainsi que le nombre des annuités de remboursement et leur échelonnement.

Toutes ces communications sont faites par la voie télégraphique, les dossiers, pièces et documents étant transmis par la poste.

L'acte de prêt est dressé par le gouverneur ou le consul. Une ampliation en est transmise au sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande.

Art. 11. — Les navires, dont l'achat est projeté, ne doivent pas être âgés de plus de sept ans ; toutefois, la limite d'âge est portée à dix ans pour les navires charbonniers.

Le contrôle des constructions neuves en France et dans les colonies ou, le cas échéant, à l'étranger, est exercé par des experts choisis comme il est prévu à l'article 6 du présent décret.

Les frais de déplacement et les vacations de ces experts sont à la charge du demandeur.

Art. 12. — Pour bénéficier de la ristourne de 2 % prévu par l'article 2 de la loi, l'armateur produit au sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande un certificat délivré par un administrateur de la marine, un consul ou un fonctionnaire colonial chargé de l'Inscription maritime, portant relevé, d'après

la feuille d'expéditions, annexée au rôle d'équipage des entrées et des sorties du navire pendant les périodes de navigation coloniale.

La navigation coloniale s'entend, pour l'application de la loi du 13 avril 1917, des voyages directs accomplis entre le dernier port de la métropole touché par le navire et les différents ports d'une colonie ou entre deux ou plusieurs colonies, avec faculté d'escales dans les ports étrangers situés sur la route normale qui relie, soit la métropole à l'une quelconque des colonies, soit une colonie à une autre colonie.

Le navire qui s'écarte de la route normale ci-dessus définie, pour faire escale dans un port étranger, perd le bénéfice de la navigation coloniale pour tout le temps compris entre son arrivée dans le dernier port métropolitain ou colonial dont il provient et son arrivée dans le premier port colonial qu'il touchera ensuite.

Sont comptés comme navigation coloniale, outre les séjours dans les ports coloniaux et dans les ports étrangers d'escales régulières, les stationnements, jusqu'à concurrence de quinze jours, dans le dernier port français touché au départ de la métropole et dans le premier port français touché à l'arrivée dans la métropole.

Le bénéfice de la ristourne de 2 0/0 s'acquiert, année par année, jusqu'à complet remboursement des avances, sous condition que, pour les parcours de navigation coloniale suivant lesquels ils se calculent, les navires auront continué à remplir les obligations de chargement prévues par l'article 7, paragraphe 2 de la loi.

Le montant des ristournes acquises est payé sur ordonnancement du sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande, par imputation sur crédits budgétaires. Le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande poursuit le remboursement au profit de l'Etat de la part de cette ristourne incombant aux colonies intéressées.

Art. 13. — La garantie d'intérêt mise éventuellement à la charge de l'Etat en vertu du 3e paragraphe de l'article 2 de la loi, fait l'objet, le cas échéant, de conventions expresses, soumises à l'approbation du Parlement.

Art. 14. — Aucune cession de navires ayant bénéficié du régime d'avances, ne peut avoir lieu, avant complet rembour-

sement des avances, sans avoir été agréée, au préalable, par le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande.

Art. 15. — A peine d'annulation de la concession d'avances, la francisation des navires achetés, soit à flot, soit en cours de construction, et la mutation en douane consacrant leur transfert en propriété au nom du demandeur, doivent être réalisées dans le mois qui suit le payement des avances ou du premier acompte si les navires se trouvent dans un port français au moment de l'achat, ou dans le mois qui suit leur première arrivée dans un port français si l'achat a été conclu à l'étranger.

Les navires à construire sont mis sur chantier dans les six mois de la date de l'acte de prêt, et leur construction est conduite de manière à assurer leur achèvement dans les délais prévus à l'article 4 du présent décret, à défaut de quoi, la concession d'avance est révoquée.

Art. 16. — Le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande après avoir prononcé, dans les cas prévus à l'article précédent, l'annulation de la décision de concession des avances, émet, s'il y a lieu, des ordres de versement en vue du remboursement immédiat des avances, ou des acomptes déjà payés, ainsi que des intérêts échus.

Le remboursement des avances faites et des intérêts échus devient immédiatement exigible et des ordres de versement peuvent être émis à cet effet par le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande dans les cas énumérés ci-après :

1° Inexécution par le demandeur des engagements suivants :

a) Engagement de consentir, au profit de l'Etat, une hypothèque de premier rang sur le navire acheté ou construit pour le montant total de l'avance consentie et des intérêts à échoir.

Cet engagement doit être exécuté avant le commencement du premier voyage consécutif au payement de l'avance unique ou des acomptes, que le départ se fasse d'un port français ou d'un port étranger ;

b) Engagement d'assurer, avec délégation au profit de l'Etat, les navires achetés contre tous risques, y compris les risques de guerre : cet engagement doit être exécuté avant le commencement du premier voyage qui suit la notification de la décision définitive de concession des avances, que le départ se fasse d'un port français ou d'un port étranger ;

2° Cession avant complet remboursement des avances, et sans autorisation du sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande, des navires ayant bénéficié du régime d'avances ;

3° Inscription d'une hypothèque sur le navire en construction, au profit du demandeur, du constructeur ou d'un tiers, avant que la totalité des avances consenties ne soit garantie par l'hypothèque prise au profit de l'Etat ;

4° Non payement par le demandeur des annuités de remboursement à leur date d'exigibilité.

Art. 17. — Les hypothèques à prendre au profit de l'Etat sur les navires achetés ou construits donnent lieu à l'établissement d'un seul acte, si l'avance est payée en une seule fois et à l'établissement d'actes successifs s'il a été prévu des acomptes. Sur la demande des intéressés, les administrateurs de la marine font dresser les actes constitutifs d'hypothèques en faveur de l'Etat, soit pour les hypothèques à prendre en remplacement de la caution, ainsi qu'il est prévu à l'article 2 du présent décret, soit pour l'hypothèque affectant le ou les navires à acheter ou à construire sous le bénéfice des avances de l'Etat. Les administrateurs font également inscrire en temps voulu sur le registre du receveur des douanes ces hypothèques ainsi que celles qui ont été inscrites sur le conge provisoire de navigation, dans les conditions indiquées au dernier paragraphe du présent article.

Pour les navires ayant leur port d'attache dans une colonie, les mêmes formalités sont accomplies à la diligence du fonctionnaire colonial chargé de l'inscription maritime.

En ce qui concerne les navires achetés ou construits à l'étranger, il appartient au consul de France de faire dresser l'acte ou les actes constitutifs d'hypothèque au profit de l'Etat et d'en assurer l'inscription en temps voulu sur le congé provisoire de navigation, conformément aux dispositions de l'article 33, paragraphe 3 de la loi du 10 juillet 1885.

Art. 18. — Pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphe 2 de la loi et de l'article 12, paragraphe 5 du présent décret, chaque navire est muni de certificats de chargement.

Ces certificats, détachés d'un registre à souches, sont établis, au départ de chaque port, par l'administrateur de la marine, le consul ou le fonctionnaire colonial chargé de l'inscription maritime. Ils indiquent la date de l'arrivée et du départ, la provenance et la destination du navire, et les quantités, en

tonneaux d'affrètement, de marchandises débarquées et embarquées dans le port.

Les certificats afférents à un voyage sont remis par le capitaine à l'administrateur du port français de retour, lequel les fait parvenir au sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande.

Art. 19.— Les payements sur avances consenties sont effectués au vu d'ordres de payement émis par le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande.

Ces titres sont créés en deux séries distinctes, suivant qu'il s'agit d'avances pour achat ou d'avances pour construction de navires; le payement en est imputé au débit des comptes spéciaux prévus par l'article 1er, paragraphe 7 de la loi. Ces titres sont payables par virements de comptes, dans les conditions du décret du 20 juin 1916.

Dans le cas où des payements devraient être effectués entre les mains des constructeurs étrangers, des mesures spéciales pourront être adoptées d'un commun accord entre le ministre des finances et le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande.

Art. 20.— Les remboursements en capital sont effectués au vu d'ordres de versement, émis par le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande, en deux séries distinctes comme ci-dessus et encaissés au crédit des mêmes comptes spéciaux.

Les remboursements d'intérêts échus ont lieu au vu d'ordres de versement établis au titre du compte « Recettes en atténuation de la dette flottante ».

Ces titres sont payables par virements sur la banque de France ou par chèques barrés adressés ou remis au caissier payeur central du Trésor public. Ils sont adressés directement par l'ordonnateur au débiteur. Des avis d'émission sont transmis à la caisse centrale du Trésor.

Les ordres de versement émis en exécution du présent décret sont revêtus, au moment de leur émission, du visa exécutoire prévu par l'article 54 de la loi du 13 avril 1898.

Art. 21.— Le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande ouvre à chaque bénéficiaire d'avance un compte courant particulier. Au débit de ces comptes figurent les sommes ordonnancées au profit des titulaires, et au crédit les remboursements en capital pour lesquels des titres ont été émis. Un compte annexe rappelle les intérêts pour lesquels des ordres de versement ont été émis au profit de l'Etat.

Chaque année, le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande transmet au ministre des finances une situation d'ensemble des opérations faites en vertu de la loi.

Art. 22.— Les dispositions légales et réglementaires concernant le contrôle des engagements de dépenses s'appliquent aux dépenses engagées au titre des comptes spéciaux prévus par le paragraphe 7 de l'article 1er de la loi.

En particulier les actes de prêt, auxquels se réfère l'article 5 ci-dessus, ne peuvent être conclus avant d'avoir été soumis préalablement à l'examen du contrôleur des dépenses engagées.

Les ordres de payement doivent porter le visa du contrôleur des dépenses engagées.

Art. 23.— Le Ministre des travaux publics et des transports, le Ministre des finances, le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et le Ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret,

Fait à Paris, le 12 mai 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République:

Le ministre des travaux publics et des transports.
DESPLAS.

Le ministre des finances,
J. THIERRY.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes.
CLÉMENTEL.

Le ministre des colonies,
MAGINOT.

ANNEXES.

Formule A.

Caution pour le payement des sommes avancées par l'Etat(1) en vertu de la loi du 13 avril 1917 et du décret du 12 mai 1917.

Je soussigné (nom, prénoms, domicile, qualité), déclare me porter caution de M....., jusqu'à concurrence d'un maximum de(2) tant pour le payement, aux échéances fixées et jus-

(1) Voir formule B, dans le cas où la caution serait remplacée par une hypothèque sur les autres navires de l'armateur.

(2) Calculé d'après les indications de l'article 3 de la loi.

qu'à complet remboursement, que pour le versement immédiat que pourrait ordonner, par anticipation, le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande, des sommes qui seront avancées par l'Etat à M..... lequel se propose de contracter un prêt avec l'Etat aux conditions stipulées par la loi du 13 avril 1917 et le décret du ..... pour (achat ou construction) d..... navire.....

Le présent cautionnement s'étend au payement des intérêts qui deviendront exigibles et s'ajouteront au montant de chacune des annuités.

A..... le .....

(Signature.) (3)

Formule B.

Je soussigné (nom, prénoms, domicile, qualité), introduisant une demande d'avances pour (achat ou construction) de ..... navire..... m'engage personnellement :

1° A consentir à l'Etat français une hypothèque de premier rang sur le..... navire ....., pour sûreté de la totalité de la somme qui me sera avancée et des frais d'exécution exigibles au fur et à mesure qu'ils seront évalués (1) ;

2° A assurer, avec délégation au profit de l'Etat, l'..... navire..... contre tous risques, y compris les risques de guerre, pour sûreté d'une somme égale à la totalité des avances consenties, jusqu'à complet remboursement de la somme avancée (2).

..... le .....

(Signature.) (3)

---

(1) Au cas où l'acte n'est pas écrit de la main du signataire, ce dernier doit faire précéder sa signature de la mention : « Bon pour caution de la somme de..... » (somme égale au maximum prévu dans l'acte)

(2) Dans le cas de construction, ajouter : « Je joins à la présente l'adhésion des constructeurs à la constitution d'une hypothèque de premier rang en faveur de l'Etat ».

(2) Dans le cas où l'armateur désirerait remplacer la caution par une hypothèque sur ses autres navires, il ajouterait : 3° A consentir à l'Etat français une hypothèque de premier rang sur les autres navires de ma flotte, pour sûreté de la totalité de la somme qui me sera avancée.

(3) Au cas où l'engagement n'est pas écrit de la main du signataire, ce dernier doit faire précéder sa signature de la mention : « Lu et approuvé ».

Formule C.

Je soussigné (nom, prénoms, domicile, qualité), introduisant une demande d'avances pour (achat ou construction) de..... navire..... m'engage personnellement :

1° Pour toute la durée de la guerre et pour une période de cinq années à dater de la signature du traité de paix, à ne pas transférer, directement ou indirectement, à un étranger, à une société étrangère ou à une société française dont le conseil n'est pas composé conformément à l'article 1er, paragraphe 3, de la loi du 7 avril 1902, soit la propriété, soit l'usufruit de..... navire..... (acheté..... ou construit), et de ne pas hypothéquer..... au profit des mêmes personnes ou sociétés ;

2° Pour une période de deux années, à effectuer, sauf autorisation spéciale du Ministre des travaux publics et des transports, la totalité des transports par ce..... navire..... à destination ou en provenance des ports de France, des colonies françaises ou des pays de protectorat, avec une tolérance d'un quart du chargement pour les pays alliés ou neutres.

A....., le.....

(Signature) (3).

Formule D.

Je soussigné (nom, prénoms, domicile, qualité), déclare me porter caution des engagements pris par M....., en vue d'obtenir des avances pour (achat ou construction) d..... navire..... engagements sanctionnés par les pénalités prévues à l'article 7 de la loi du.....

Ces engagements consistent :

1° Pour toute la durée de la guerre, et pour une période de cinq années à dater de la signature du traité de paix, à ne pas transférer, directement ou indirectement, à un étranger, à une société étrangère ou à une société française dont le conseil n'est pas composé conformément à l'article 1er, para-

---

(3) Au cas où l'engagement n'est pas écrit de la main du signataire ce dernier doit faire précéder sa signature de la mention : « Lu et approuvé ».

graphe 3, de la loi du 7 avril 1902, soit la propriété, soit l'usufruit de..... navire..... (acheté ou construit) et de ne pas hypothéquer (....) au profit des mêmes personnes ou sociétés ;

2° Pour une période de deux années, à effectuer, sauf autorisation spéciale du Ministre des travaux publics et des transports, la totalité des transports par ce..... navire..... à destination ou en provenance de ports de la France, des colonies françaises ou des pays du protectorat, avec une tolérance d'un quart du chargement pour les pays alliés ou neutres.

A....., le.....

(Signature) (1).

INSTRUCTIONS pour l'exécution de la loi du 13 avril 1917, tendant à l'augmentation de la flotte de charge française, et du décret du 12 mai 1917, rendu pour son application.

Paris, le 16 mai 1917.

LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE LA MARINE MARCHANDE (flotte commerciale, études économiques) *à Messieurs les Directeurs de l'Inscription maritime, les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies, les Ambassadeurs, Ministres et Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls de France à l'étranger.*

Un décret en date du 12 mai 1917 a réglé les conditions d'application de la loi du 13 avril 1917 (*Journal officiel* du 12 mai 1917), tendant à l'augmentation de la flotte de charge française.

Ce décret précise les formalités à remplir et les engagements à prendre par les armateurs français de la métropole et des colonies, désireux d'obtenir des avances sur l'Etat pour l'achat ou la construction de navires de charge à propulsion mécanique.

Le rôle dévolu aux autorités maritimes locales pour la mise en œuvre du régime de prêts ainsi institué et réglementé est

---

(1) Dans le cas de construction, ajouter : « Je joins à la présente l'adhésion des constructeurs à la constitution d'une hypothèque de premier rang en faveur de l'Etat ».

particulièrement important. La loi et le décret l'ont déterminé dans son principe, mais il importe — et c'est l'objet des présentes instructions — qu'il ne soit soumis à aucune divergence d'interprétation des textes, ni à aucune hésitation de la part des administrateurs de la marine, des consuls ou des fonctionnaires chargés de l'inscription maritime aux colonies.

I

L'article 1er de la loi et l'article 1er du décret prévoient que les demandes d'avances sont accompagnées d'un avis motivé de l'administrateur de la marine, dans le ressort duquel est situé le port où les navires doivent être immatriculés.

Cet avis motivé est destiné à compléter la déclaration favorable que le demandeur aura dû préalablement obtenir du bureau de la chambre de commerce de son domicile légal. Les administrateurs s'y inspireront surtout de l'utilité économique — envisagée au point de vue des intérêts généraux — du trafic auquel sont destinées les unités à acheter ou à construire. Sans songer à leur imposer de règle étroite, j'attends notamment qu'ils m'indiquent :

Dans le cas d'importations ou d'exportations nouvelles, si le mouvement à créer répond aux facultés présentes ou aux projets d'avenir de notre industrie ou de notre commerce ;

Dans le cas où les navires sont destinés à être utilisés dans un courant d'entrées ou de sorties déjà existant, si cet appoint est nécessaire ;

Quels pavillons étrangers participaient avant la guerre au trafic projeté et quelle était la part de chacun d'eux dans les importations et les exportations ;

L'avantage qui pourrait résulter de relations nouvelles ou plus fréquentes avec des ports étrangers qui, jusqu'à présent, n'étaient pas visités par notre pavillon, ou ne l'était que trop rarement ou trop irrégulièrement au regard de leurs capacités.

Les administrateurs trouveront vraisemblablement dans les statistiques de l'administration des douanes et près des chambres de commerce du siège de leur résidence tous les éléments nécessaires pour une juste appréciation des buts du demandeur.

Ils auront ainsi à s'exprimer sur l'organisation et le fonctionnement des entreprises d'armement.

Pour les maisons déjà en exploitation, il suffira qu'ils se réfèrent à la notoriété dont elles jouissent sur la place, et à ce qu'ils en connaissent par leur propre expérience.

En ce qui concerne les sociétés qui se créent, il leur faudra se renseigner, par enquête sommaire, à toutes les sources dont ils pourront disposer, et particulièrement dans les milieux industriels et commerciaux.

II

L'article 5 de la loi soumet à la visite préalable d'experts les navires dont l'achat est projeté.

Quand ces navires se trouveront dans un port de France, les experts — le décret en a fixé le nombre à trois — seront faciles à trouver parmi les cinq catégories de personnel prévues et les administrateurs n'auront aucune peine à en soumettre à ma nomination une liste suffisante.

C'est à l'administrateur de qui dépendra le port où doit être présenté le navire qu'il appartiendra, à cet égard, de me faire ses propositions. Il s'attachera exclusivement à réaliser la réunion des meilleures compétences et les plus sûres conditions d'indépendance et d'impartialité. Il pourra proposer les mêmes personnes pour plusieurs expertises successives, et n'aura pas à se préoccuper des règles suivies pour l'application de la loi du 17 avril 1907, et notamment de celles relatives au roulement.

Dans les ports où est établi un service de surveillance des travaux de la marine militaire confiée à l'industrie, il sera toujours fait appel à l'ingénieur du génie maritime chargé de ce service ; une entente à ce sujet est en voie d'intervenir avec le département de la marine ; j'en notifierai les résultats aux quartiers intéressés.

Dans ceux où siège un inspecteur de la navigation maritime, ce fonctionnaire sera, de même, toujours appelé ingénieur ou inspecteur pourront même être demandés, le cas échéant, par tous les administrateurs des quartiers de leurs ressorts. Quant aux autres experts ils seront, autant que possible, choisis sur place, les administrateurs de la marine ne pouvant être que des administrateurs adjoints à l'exclusion des chefs de quartiers.

Quand les navires à visiter se trouveront dans un port des colonies ou de l'étranger — et ce cas paraît devoir être

fréquent. — il est à craindre, au contraire, que les trois experts requis par le décret ne puissent être réunis. Le gouverneur ou le consul, tant pour le nombre que pour la qualité des experts, s'efforcera alors de réaliser le plus approximativement possible les conditions prescrites par la loi, par le décret et par les présentes instructions. Il pourra, s'il est nécesssaire, confier la visite à un expert unique.

Le but de l'expertise est déterminé avec précision par l'article 6, paragraphe 4 du décret. L'attention particulière des experts devra cependant être attirée sur l'intérêt qui s'attache à ce qu'ils indiquent dans leur rapport si les caractéristiques des navires correspondent bien au genre de trafic ou à la nature des services déclarés par le demandeur.

III

La loi (article 5 *in fine*) et le décret (article 11) ont chargé les mêmes experts du contrôle des constructions neuves. Les modalités de ce contrôle et les conditions de réception des navires devant être prévues dans chaque cas particulier par l'acte de prêt. Il n'est pas possible de tracer à l'avance le programme à remplir. Les administrateurs recevront en temps voulu des copies ou des extraits des actes de prêt ; ils y trouveront les indications nécessaires pour la bonne conduite des opérations. Quant aux gouverneurs des colonies et aux consuls qui auront passé ces actes eux-mêmes pour les navires dont la construction à l'étranger aura été autorisée, il leur appartiendra d'assurer directement l'exécution des accords qui y auront été stipulés.

Il reste d'ailleurs, bien entendu, que le contrôle des constructions neuves ne s'applique qu'aux navires directement commandés aux constructeurs, à l'exclusion de ceux qui auront pu être achetés sur chantier, en cours de construction. Le décret, pour ces derniers, a prévu des délais plus courts de livraison, et il sera exactement procédé, en ce qui les concerne, comme en matière d'achat de navires à flot. Ils ne seront soumis à la visite et à l'expertise qu'après leur achèvement, et cette visite et cette expertise seront celles du paragraphe 2 des présentes instructions.

IV

Les administrateurs, les consuls, ou les fonctionnaires

coloniaux chargés de l'inscription maritime, sont appelés à délivrer aux armateurs qui auront pratiqué la navigation coloniale, des relevés des entrées et des sorties de leurs navires, d'après les feuilles d'expéditions annexées aux rôles d'équipages.

Ces relevés étant destinés à justifier du droit à une ristourne de 2 0/0 d'intérêts, seront établis avec le plus grand soin. Les traversées qui ne peuvent être comprises dans la route des voyages directs de navigation coloniale y seront signalées, le cas échéant, de manière très apparente, avec les observations nécessaires.

V

Les mêmes autorités auront à établir des certificats de chargement détachés d'un registre à souches, pour l'application tant de l'article 7 du paragraphe 2 de la loi, que l'article 12, paragraphe 5 du décret. Il appartiendra aux armateurs intéressés de se munir directement de ce registre à souches, dont la contexture est suffisamment précisée par l'article 18 du décret.

Chaque navire acheté ou construit à l'aide d'avances aura son registre particulier.

VI

L'article 17 du décret a enfin confié aux administrateurs de la marine et aux fonctionnaires coloniaux le soin de faire dresser ou de faire inscrire en douane les actes constitutifs d'hypothèques en faveur de l'État. Il va sans dire, tout au moins pour ce qui concerne la passation des actes, que leur action à cet égard ne pourra s'exercer qu'avec l'accord et le concours des armateurs eux-mêmes, lesquels auront, en tout état de cause, la charge de la préparation des actes et des frais auxquels ils peuvent donner lieu jusqu'à l'inscription comprise. Si cet accord et ce concours, passés les délais prévus, étaient refusés, il m'en serait rendu compte immédiatement.

VII

La mise en œuvre de la loi du 13 avril 1917 comporte, de la part de tous les services dont elle dépend, une particulière célérité d'action. Je compte sur l'activité et le zèle des

autorités maritimes locales pour qu'aucun retard ne se produise de leur fait, et je vous invite à leur fournir ou à me demander les éclaircissements qui vous paraîtront encore nécessaires.

Louis NAIL.

N° 237. — *DECISION modifiant le paragraphe 2 de l'article 2 de l'arrêté local du 7 mai 1907, réglementant l'examen d'aptitude aux bourses d'Enseignement primaire supérieur au Collège et à l'Ecole des filles de Cayenne.*

(28 juillet 1917.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 27 du décret du 17 septembre 1906, portant réorganisation de l'Enseignement primaire à la Guyane française;

Vu l'arrêté du 7 mai 1907, réglementant l'examen d'aptitude aux bourses d'Enseignement primaire supérieur au Collège et à l'Ecole des filles de Cayenne;

Sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique,

Décide:

Article 1er. — Par dérogation au paragraphe 2 de l'article 2 de l'arrêté local du 7 mai 1907, l'examen d'aptitude aux bourses d'enseignement primaire supérieur au Collège et à l'Ecole des filles de Cayenne est fixé au lundi 29 octobre 1917.

Art. 2. — Le Chef du service de l'Instruction publique est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, insérée au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 28 juillet 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur:

Le Chef du service de l'Instruction publique,

PEYROT.

N° 238. — *ARRÊTÉ — Application à la comptabilité de l'Hospice des dispositions du décret du 22 décembre 1904 et de l'Instruction générale du 16 janvier 1905.*

(30 juillet 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le rapport du Secrétaire général du Gouvernement, en date du 10 juillet 1917 ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont rendues applicables à la comptabilité tant du magasin de l'Hospice civil que de la pharmacie de cet établissement, les dispositions du décret du 22 décembre 1904 et l'Instruction générale du 16 janvier 1905, sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat au compte du Département des colonies.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura son effet à compter du 1er janvier 1918, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 30 juillet 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

N° 239. — *DECISION.* — M. Debuc (Emmanuel), *Secrétaire général p. i., aura, par autorisation du Gouverneur, la signature des affaires courantes.*

(30 juillet 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le paragraphe 4 de la circulaire ministérielle du 8 juin 1898, relative à la suppression aux colonies des fonctions de Directeur de l'Intérieur et de Secrétaire général des Directions de l'Intérieur, et à la création des Secrétariats généraux ;

Vu le prochain départ en tournée du Chef de la colonie,

DÉCIDE :

Article 1er. — M. Debuc (Emmanuel), Secrétaire général p. i., aura, par autorisation du Gouverneur, la signature des affaires courantes (courrier ministériel excepté), pendant l'absence du Gouverneur du chef-lieu.

Art. 2. — Les pièces à signer par M. Debuc porteront la mention suivante :

« *Le Gouverneur,*

« Par autorisation :

« *Le Secrétaire général p. i.* »

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 30 juillet 1917.

A. LAURET.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 240. — Par décret, en date du 19 mai 1917, ont été nommés :

1° Juge-président du Tribunal de première instance du Maroni, M. Castel, juge-suppléant à Cayenne, en remplacement de M. Walrand ;

2° Procureur de la République au Maroni, M. Pellenc, substitut du Procureur de la République à Fort-de-France (Martinique), en remplacement de M. Perissé.

N° 241. — Par décision du Gouverneur, en date du 5 juillet 1917, prise sur la proposition du Procureur général, Chef du service judiciaire, un congé de convalescence de trois

mois, à passer à la Martinique, a été accordé à M. Chérius-Chéry, juge suppléant à Cayenne.

Ce magistrat a été autorisé à s'embarquer avec sa femme sur l'intercolonial du mois de juillet, à destination de Fort-de-France.

N° 242. Par décision du Gouverneur, en date du 9 juillet courant, M. Savinien Tranquillin a été agréé en qualité de garde particulier du placer « Ipoucin », appartenant à la Compagnie française du Mataroni et situé dans le bassin de l'Approuague.

N° 243. — Par décision du Gouverneur, de la même date, M. Léger (Joseph-Bernard) a été agréé en la même qualité pour la concession aurifère n° 542, située dans le bassin de l'Approuague et appartenant à M^lle^ Léria (Rose-Anna).

N° 244. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 juillet 1917, M. Noléon (Frédéric), garde rural de 3^e^ classe à Montsinéry, a été élevé à la 2^e^ classe de son emploi.

N° 245. — Par décision du Gouverneur, en date du 16 juillet 1917, M. Désert (Gabriel), planton au Secrétariat général, a été licencié de son emploi sur sa demande, et pour raison de santé.

N° 246. — Par décision du Gouverneur, en date du même jour, M. Calvin (Etienne), soldat réformé pour blessures de guerre, a été nommé, à titre provisoire, planton au Secrétariat général, en remplacement numérique de M. Désert (Gabriel), licencié sur sa demande, et pour raison de santé.

N° 247. — Par décision du Gouvernenr, en date du 20 juillet 1917, M. Bottius Saint-Rose a été autorisé à installer et exploiter une usine agricole sur sa proprité « Pierrette », située dans le Haut-Approuague,

N° 248. — Par décision du Gouverneur, du 20 juillet 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Inscription maritime, le droit de commander au bornage est retiré au sieur Daniel (Maximilien), pendant une durée de trois ans.

N° 249. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 28 juillet 1917, il a été autorisé la création à Cayenne d'un cercle dénommé « Union Guyanaise ».

N° 250. — Par décision du Gouverneur, en date du 28 juillet 1917, il a été accordé à M. Goman (Maximilien) la concession provisoire n° 100 du plan général de la propriété coloniale « Le Grand-Beauregard ».

N° 251. — Par décision du Gouverneur, en date du 28 juillet 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, le jury d'examen d'aptitude aux bourses de l'Enseignement secondaire est composé comme suit pour 1917 :

MM. le Chef du service de l'Instruction publique, *président ;*
Jean, *professeur ;*
Bidart, *idem ;*
Gautrez, *idem ;*
Fortuné, *idem.*

N° 252. — Par décision du même jour, les jurys d'examen pour la délivrance des brevets de capacité de l'Enseignement primaire sont composés comme suit pour 1917 :

Brevet élémentaire :

MM. le Chef du service de l'Instruction publique, *président ;*
le Maire de Cayenne, *membre du Conseil de l'Enseignement primaire ;*
le Chef du service de Santé, *idem ;*
Quintrie Charles, *idem ;*
Bidart, *professeur ;*
Gautrez, *idem ;*
Fortuné, *idem ;*
Léopold-Léger, *idem ;*

Mme la Directrice de l'Ecole des filles ;
MM. le Directeur de l'Ecole des garçons ;
Halmus, instituteur, adjoint pour la musique ;
Beausite, adjoint pour la gymnastique.

Brevet supérieur :

MM. le Chef du service de l'Instruction publique, *président ;*
le Maire de Cayenne, *membre du Conseil de l'Enseignement primaire ;*
le Chef du service de Santé, *idem ;*
Saccharin, conseiller général, ancien professeur d'anglais ;
Jean, *professeur ;*
Bidart, *idem ;*
Gautrez, *idem ;*
Fortuné, *idem ;*
Mme la Directrice de l'Ecole des filles ;
M. le Directeur de l'Ecole des garçons ;
Mlle A. Allen, adjointe pour l'anglais ;
MM. Franconie, adjoint pour le dessin ;
Halmus, instituteur, adjoint pour la musique.

N° 253. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 juillet 1917, M. R. Didier a été autorisé à installer une distillerie agricole sur sa propriété, sise à Rémire au lieu dit « Rorota ».

N° 254. Par décision du Gouverneur, de la même date, M. F. Prévot, industriel, a été autorisé à installer une distillerie agricole sur sa propriété, sise dans la banlieue Est de Cayenne au lieu dit Rond-Point de Baduel.

N° 255. — Par décision du Gouverneur, de la même date, M. E. Grant a été autorisé à installer un dépôt d'alcool dans un immeuble situé rue de la Liberté, n° 76.

N° 256. — Par décision du Chef du service de l'Instruction publique, en date du 9 juillet 1917, a été acceptée la démission offerte par M. Galliot (Frédéric) de ses fonctions d'instituteur stagiaire à la Guyane.

Certifié conforme :

Le Secrétaire-archiviste,

Signé : Paul DUBOURG.

Cayenne — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 8.

AOUT 1917.

SOMMAIRE.

Pages.

N° 257. — Circulaire ministérielle du 10 mai 1917. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre . 350

N° 258. — Circulaire ministérielle du 26 mai 1917. — Admission à la retraite des fonctionnaires civils assujettis au régime de la loi du 9 juin 1853..... 354

N° 259. — Circulaire ministérielle du 9 juin 1917. — Ecoles nationales d'arts et métiers de la Métropole..... 354

N° 260. — Circulaire ministérielle du 18 juin 1917 relative à la légitimation des enfants naturels et adultérins. 356

N° 261. — Circulaire ministérielle du 27 juin 1917. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre. 363

N° 262. — Dépêche ministérielle du 28 juin 1917. — Fixation des minima des fonds libres des Caisses de réserve pour les années 1917, 1918 et 1919..... 366

Arrêté interministériel du 20 juin 1917 déterminant, pour les années 1917, 1918 et 1919, le chiffre minimum auquel doivent s'élever les fonds disponibles des Caisses de réserve des colonies..... 366

N° 263. — Arrêté du 13 août 1917 promulguant deux arrêtés ministériels des 22 juin 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie..... 367

Arrêtés ministériels des 22 juin 1917 portant dérogation à des prohibitions de sortie..... 368

Pages.

N° 264. — Décision du 21 août 1917 conférant à MM. Audebert frères le mandat de délégués de la Guyane à la Foire de Bordeaux..... 369

N° 265. — Arrêté du 23 août 1917 promulguant le décret du 22 juin 1917, prohibant divers produits..... 370

Décret du 22 juin 1917 prohibant divers produits à la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc..... 370

N° 266. — Arrêté du 23 août 1917 promulguant l'arrêté ministériel du 7 juillet 1917, dérogeant à des prohibitions. 371

Arrêté ministériel du 7 juillet 1917 portant dérogation aux prohibitions de sortie..... 372

N° 267. — Arrêté du 27 août 1917 autorisant la répartition d'un dividende de 60 francs par action de la Banque de la Guyane pour le premier semestre 1917..... 373

N° 268. — Arrêté du 27 août 1917 dispensant la Banque de la Guyane de l'obligation de rembourser ses billets en espèces..... 373

N° 269. — Arrêté du 27 août 1917 autorisant la Banque de la Guyane à émettre 300,000 francs de billets en sus de ceux en circulation..... 374

N° 270. — Arrêté du 30 août 1917 promulguant à la Guyane le décret du 25 mai 1917, portant réorganisation du personnel des Ports et Rades, Phares et Sémaphores aux colonies..... 376

Décret du 25 mai 1917 portant réorganisation du personnel des Ports et Rades, Phares et Sémaphores aux colonies..... 376

N°s 271 à 278. — Nominations, mutations, congés, etc..... 383

N° 257. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing. — 1re Section.)

Paris, le 10 mai 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs des colonies, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

M. le Procureur général près la Cour des Comptes, président du Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre,

vient de m'adresser, avec un rapport sur les travaux des deux derniers mois, un état récapitulatif des subventions allouées par le Comité de répartition à la date du 27 avril dernier, appuyé des relevés détaillés qui l'accompagnent.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie de ces documents (1) qui font suite à ceux que contenait la circulaire de mon prédécesseur, n° 409, du 19 mars 1917, et qui permettront aux souscripteurs de se rendre compte du bon emploi de leurs libéralités.

Pour le Ministre et par ordre :

Le Sous-Directeur, chef du service du Secrétariat et Contreseing,

COLIN.

N° 258. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Admission à la retraite des fonctionnaires civils assujettis au régime de la loi du 9 juin 1853.*

Paris, le 26 mai 1917.

(Ministère des Colonies.— Service du Personnel.— 1re Section.)

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indo-Chine, de l'Afrique Occidentale française, de l'Afrique Equatoriale française et de Madagascar; les Gouverneurs des colonies, l'Administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon; les Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun.*

En vertu de l'article 20 du décret du 9 décembre 1853, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 9 juin précédent sur les pensions civiles, il ne peut être concédé annuellement de retraites dudit régime que dans la limite des extinctions réalisées sur les pensions inscrites. Dans le cas où cette limite devrait être dépassée, l'augmentation de crédits nécessaires fait l'objet d'une loi spéciale.

La part réservée à chaque Département, sur l'ensemble de la dotation ainsi constituée, est distribuée par décret rendu en

---

(1) Documents publiés au *Journal officiel* de la Guyane du 4 août 1917, page 340.

Conseil d'État à la suite d'une délibération au début de laquelle les représentants des divers Ministères sont appelés à faire connaître leurs besoins et à justifier leurs demandes.

En me transmettant une ampliation du décret du 13 avril 1917, relatif à la dotation réservée à mon Administration pour l'inscription des pensions civiles durant l'exercice en cours, le Département des Finances m'a fait connaître qu'il se trouve de plus en plus, en raison des événements actuels, dans l'obligation d'étayer sur les justifications rigoureuses aussi bien les propositions à formuler au Conseil d'État pour la répartition du crédit d'inscription ordinaire que les demandes de crédits supplémentaires qu'il peut être dans la nécessité d'adresser aux Chambres.

Il s'agit en effet, d'une part, de dépenses qui ne rentrent pas dans la catégorie de celles imposées par les exigences de la défense nationale ; d'autre part, ces dépenses apparaissent au premier examen comme contradictoires avec la nécessité de ne pas affaiblir davantage les cadres des services publics dont le recrutement est devenu si difficile.

Déjà, et ce fut l'objet d'une circulaire d'un de mes prédécesseurs (n° 24 du 11 décembre 1916), la Commission du budget avait formulé, l'année dernière, sa manière de voir en ce qui concerne les admissions à la retraite; il importe, disait-elle en substance, de maintenir en activité pendant la guerre, quel que soit leur âge, tous les fonctionnaires encore en état d'occuper leur emploi; ceux-là seuls doivent être retraités dont l'invalidité dûment constatée exige le remplacement immédiat.

Le Ministre des Finances tient donc à se rendre compte des raisons impérieuses qui, dans chaque cas, motivent les admissions à la retraite.

Il s'est ainsi vu dans l'obligation d'insister tout particulièrement auprès de chaque Département ministériel pour que toutes les Administrations publiques présentent chaque année, dans une forme identique, la situation de ceux de leurs agents dont l'admission à la retraite s'impose.

Afin de me permettre de satisfaire à ce désir, qui répond à des exigences dont l'importance ne vous échappera pas, j'ai l'honneur de vous prier de me faire dorénavant parvenir, assez à temps, pour être reçus à Paris avant le 1er décembre de chaque année, des états nominatifs conformes au modèle ci-annexé et mentionnant :

1° Les agents à retraiter d'office pour incapacité physique ou morale, soit en exécution des prescriptions contenues à l'article 5, parag. 3 de la loi du 9 juin 1853, soit pour ceux qui réunissent les conditions d'âge et de service exigées par les deux premiers paragraphes du même article parce que l'intérêt du service impose leur remplacement immédiat en raison de leur état de fatigue, incompatible avec les exigences et les dangers de la vie coloniale ;

2° Les agents qui ont demandé leur admission à la retraite et qui ont été reconnus hors d'état d'être maintenus en activité ;

3° Les agents qui ont demandé leur retraite mais qu'il est encore possible de maintenir en activité ;

4° Les agents réunissant les conditions requises pour être admis à la pension d'ancienneté, mais encore capables de servir et qui, d'ailleurs, n'ont pas demandé leur admission à la retraite.

Il conviendra que ces renseignements fassent l'objet de relevés distincts et séparés pour chaque catégorie. Vous constaterez que les colonnes 7 et 9 des dites formules doivent être remplies par mon Administration centrale à l'aide des indications figurant dans les autres colonnes.

J'attire tout spécialement votre attention sur la nécessité qui s'impose, pour l'Administration locale, de suivre rigoureusement les instructions ci-dessus énumérées, lesquelles sont impératives. Je vous serais, en outre, obligé de tenir personnellement la main à ce que les documents en question me parviennent régulièrement, au plus tard à la date prescrite.

Je me trouve d'ailleurs dans l'obligation de vous aviser que je ne pourrai, *dans aucun cas*, prendre en considération les demandes d'admission à la retraite des fonctionnaires dont les noms n'auront pas figuré sur les états à produire, à moins qu'il ne s'agisse de ceux prévus à l'article 11 de la loi du 9 juin 1853.

Il n'est pas inutile de vous rappeler à ce sujet qu'en raison des conditions dans lesquelles est distribué chaque année le crédit d'inscription, les intérêts des agents de mon Département viennent en concurrence avec ceux des fonctionnaires des autres Départements ministériels. Pour que je puisse utilement les soutenir, il est donc nécessaire et je n'insisterai jamais assez sur ce point, que je sois renseigné exactement et en temps

voulu sur les besoins constatés dans la possession que vous administrez.

Dans le même ordre d'idées, je vous serai obligé de donner aux services locaux compétents les instructions nécessaires pour que les mémoires de propositions de pensions concernant les fonctionnaires présentés pour l'admission à la retraite à titre d'ancienneté sans dispense d'âge soient, jusqu'à nouvel ordre et dans tous les cas, complétés par la justification précise des raisons qui imposent cette mesure (certificats médicaux ou administratifs constatant l'incapacité de l'agent à assurer plus longtemps son service d'une manière convenable).

Dans les circonstances déterminées au dernier paragraphe de l'article 5 et aux divers alinéas de l'article 11 de la loi de 1853, les documents exigés suivant le cas devront être produits avec la plus grande exactitude, leur absence étant de nature à entraîner l'ajournement de l'examen des demandes.

Les certificats médicaux seront, bien entendu, exempts du droit de timbre, quand ils concerneront des fonctionnaires satisfaisant à la condition d'âge exigée pour la pension d'ancienneté.

Je vous serai obligé de vouloir bien m'accuser réception de la présente communication dont les instructions annulent les dispositions contenues dans les circulaires ministérielles des 7 octobre 1897 (B. O., page 1067) et 26 mars 1906 (B. O., page 296) en ce qu'elles ont de contraire aux prescriptions qui précèdent.

MAGINOT.

N° 259. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Ecoles nationales d'Arts et Métiers de la Métropole.*

Paris, le 9 juin 1917.

(Ministère des Colonies. — Service administratif Colonial. 1re Section.)

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies.*

Une circulaire en date du 18 mai 1884 a déterminé les conditions dans lesquelles les jeunes gens résidant aux colonies

pourraient être admis dans les Ecoles d'Arts et Métiers de la Métropole.

A la demande de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, j'ai l'honneur de vous rappeler ces conditions.

Celles-ci sont actuellement fixées par le décret du 1er mai 1909, dont vous trouverez ci-joint un exemplaire. Aucune dispense d'âge ne peut être accordée, cette règle est absolue et il n'y est jamais fait d'exception.

Les candidats aux Ecoles d'Arts et Métiers subissent au chef-lieu de la colonie un examen unique et définitif, devant une Commission spéciale nommée par le Gouverneur et qui prononce leur admission. Les sujets de composition sont choisis par la Commission sous sa responsabilité; ils doivent être de force égale aux sujets traités par les candidats de la Métropole, et comprennent conformément aux règlements: Une dictée; une épreuve d'écriture; deux problèmes de géométrie; une épreuve de dessin linéaire; une épreuve de travail manuel.

Nul candidat ne peut être admis s'il n'a réuni à l'examen le nombre minimum de 240 points.

Il importe que la Commission locale apporte dans l'appréciation du mérite de chaque candidat la plus grande attention et la plus rigoureuse sévérité, car il ne faut pas perdre de vue que, dans le cas où, parmi ceux qui seraient admis, quelques-uns viendraient à être reconnus incapables de suivre les cours avec fruit, l'Administration supérieure serait obligée, dans l'intérêt même des jeunes gens, de les renvoyer dans leurs familles.

Le climat du département de la Marne étant assez rigoureux, les candidats des colonies sont répartis entre les deux écoles d'Aix et d'Angers, de la manière suivante:

Ecole d'Aix:

L'Ile de la Réunion;
Les Établissements français de l'Inde;
L'Indo-Chine;
La Nouvelle-Calédonie;
L'Afrique Occidentale française.

Ecole d'Angers:

La Guyane;
La Martinique;
La Guadeloupe.

Ils doivent être rendus à l'Ecole le 15 octobre; en ce qui concerne les bourses de l'Etat, les intéressés doivent former une demande qu'ils déposent au siège du Gouvernement, afin qu'elle soit instruite conformément aux prescriptions du règlement et aux instructions spéciales ci-annexées. Les demandes de ce genre sont toujours examinées avec bienveillance.

Quant aux frais de trousseau et aux frais accessoires, le Ministre du Commerce n'a pas la faculté d'accorder des dispenses de paiement. Des allocations représentant le montant de ces frais de trousseau devront être prévues et être accordées sur les fonds des budgets locaux ainsi que les bourses elles-mêmes.

MAGINOT.

N° 200. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE relative à la légitimation des enfants naturels et adultérins.*

(Ministère de la Justice.)

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, *à M. le premier Président et à M. le Procureur général près la Cour d'appel d...*

Paris, le 18 juin 1917.

La loi du 7 avril 1917 relative à la légitimation posthume par jugement des enfants dont le père mobilisé est décédé, avant d'avoir pu contracter mariage, à la suite de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées pendant son séjour sous les drapeaux constitue une nouvelle étape dans l'évolution législative qui s'est accomplie en vue de faciliter la légitimation des enfants nés hors mariage.

L'article 331 du code civil, dans sa rédaction originaire, réservait en effet le bénéfice de la légitimation aux seuls enfants naturels simples, à l'exclusion formelle de tous ceux qui étaient nés d'un commerce incestueux ou adultérin. En outre, la légitimation se trouvait nécessairement subordonnée à la double condition: 1° d'un mariage contracté entre les auteurs de l'enfant; 2° d'une reconnaissance de cet enfant antérieure ou au plus tard concomitante à la célébration du mariage.

La loi du 7 novembre 1907, dérogeant à la prohibition de légitimer tout enfant adultérin, a admis que, dans deux cas,

cette légitimation pourrait s'opérer par une reconnaissance concomitante à la célébration du mariage, savoir : 1° lorsque l'enfant est né plus de 300 jours après l'ordonnance du président prévue par l'article 878 du code de procédure civile ; 2° lorsqu'il a été désavoué par le mari.

La loi du 30 décembre 1915 est allée plus loin encore dans la voie de modification à la règle posée par le code civil. D'une part, en effet, en ce qui concerne les enfants naturels simples, tout en maintenant en principe que la légitimation de ces enfants s'opère par une reconnaissance antérieure ou concomitante au mariage, ladite loi admet qu'une reconnaissance faite après célébration du mariage pourra dorénavant être susceptible d'emporter légitimation à la condition qu'un jugement constate que depuis la célébration de ce mariage, l'enfant a eu la possession d'état d'enfant commun.

D'autre part, en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins, aux deux cas déjà prévus par la loi du 7 novembre 1907, la loi du 30 décembre 1915 en ajoute un troisième : les enfants nés du commerce adultérin du mari peuvent être légitimés lorsqu'il n'existe pas, au moment du mariage subséquent, d'enfants ou de descendants légitimes issus du mariage au cours duquel l'enfant adultérin est né ou a été conçu.

En outre, les dispositions transitoires contenues dans l'article 6, paragraphe 2 de la loi du 30 décembre 1915 décident que les père et mère des enfants adultérins compris dans l'un des trois cas visés par ladite loi peuvent, s'ils ont contracté mariage avant sa promulgation, formuler dans un délai de deux ans une reconnaissance spéciale qui emportera légitimation. On se trouve donc ici encore en présence de légitimation intervenant après mariage, mais il convient de remarquer que si celles-ci ne nécessitent pas un jugement comme celles qui intéressent les enfants naturels simples, par contre, elles ne peuvent trouver cause d'application qu'à titre transitoire et temporaire.

La loi du 7 avril 1917 en consacre enfin une innovation encore plus grave, puisqu'elle a pour objet de permettre la légitimation par jugement, même en dehors de tout mariage, et alors précisément que le mariage est devenu impossible à raison du décès du père de l'enfant.

Cette disposition, qui présente d'ailleurs un caractère exceptionnel, se justifie par le désir d'assurer dans la mesure du

possible l'accomplissement des vœux des mobilisés morts pour la défense du pays, avant d'avoir pu, comme ils en avaient exprimé le désir, légitimer par mariage l'enfant qu'ils avaient engendré.

Les dispositions modificatives ou additionnelles qui ont été ainsi successivement apportées à notre législation en vue de faciliter la légitimation des enfants naturels ou adultérins ont, il faut le reconnaître, rendu plus complexes les questions d'application susceptibles de se présenter dans la pratique, par suite notamment des différenciations qui existent désormais entre les divers modes de légitimation, les uns opérant de plein droit, alors que d'autres nécessitent une intervention de justice, ou que certains ne peuvent même être utilisés qu'à titre transitoire et dans un délai déterminé.

Le formulaire général des actes de l'état civil *(Bulletins officiels)* du ministère de la justice et du ministère de l'intérieur de janvier 1913, ainsi que mes circulaires des 11 janvier et 18 mars 1916 (*Bulletin officiel* du ministère de la justice, année 1916), fournissent, au sujet de la reconnaissance et de la légitimation des enfants naturels ou de la légitimation des enfants adultérins, des instructions qui restent en vigueur.

Il convient donc encore actuellement de s'y référer, en insistant au surplus sur certaines dispositions qui ne paraissent pas avoir été très fidèlement observées, et en y ajoutant des indications concernant plus spécialement l'application de la loi du 7 avril 1917.

I.

ENFANTS NATURELS SIMPLES.

A. — *Reconnaissance.* — Les formules afférentes aux reconnaissances, soit postérieures, soit antérieures à la naissance de l'enfant, soit même intervenant sans qu'aucun acte ait été dressé à la suite de cette naissance, sont indiquées au chapitre IV du formulaire général de l'état civil.

Les mentions de reconnaissance résultant, soit d'une déclaration faite devant l'officier de l'état civil, soit d'un acte reçu par un notaire, soit d'un jugement, ou encore du consentement du parent naturel au mariage de son enfant, figurent au chapitre IX du formulaire précité.

B. — *Légitimation.* — En ce qui concerne la légitimation

des enfants naturels simples, il y a lieu de distinguer quatre hypothèses différentes :

1° Légitimation résultant de la célébration d'un mariage survenant après reconnaissance. — Lorsque des futurs époux reconnaissent un enfant naturel avant le jour de la célébration de leur mariage, il importe, si l'acte de naissance de l'enfant a été dressé dans une commune distincte, que l'officier de l'état civil qui a reçu ladite reconnaissance en avise immédiatement la mairie de la commune sur les registres de laquelle la mention de reconnaissance doit être apposée. Si l'on attendait, en effet, la célébration d'un mariage éventuel qui peut être différée ou même ne jamais se réaliser, il serait à craindre que l'envoi de l'avis de reconnaissance aux fins de mention fut définitivement omis.

La célébration du mariage survenant après la reconnaissance emporte de plein droit légitimation et, par suite, il n'y a pas lieu de rédiger un acte spécial pour établir cette légitimation.

Mais il appartient à l'officier de l'état civil d'effectuer d'office une mention de légitimation en marge de l'acte de naissance, selon la formule indiquée au chapitre 9, paragraphe B du formulaire précité.

2° Légitimation résultant d'une reconnaissance faite par les parents de l'enfant au moment même de la célébration de leur mariage. — Aux termes de la loi du 30 décembre 1915, cette reconnaissance doit toujours être contenue dans un acte séparé, que l'enfant soit naturel, simple ou adultérin. La formule de cet acte séparé est indiquée dans ma circulaire précitée du 11 janvier 1916 (*Bulletin officiel* M. J., janvier 1916, et *Journal officiel* du 13 janvier 1916).

La mention de légitimation en marge de l'acte de naissance peut ici encore, comme dans le cas précédent être faite selon la formule indiquée au chapitre IX, paragraphe B du formulaire général.

3° Légitimation après mariage. Loi du 30 décembre 1915 (art. 331 § 2 du c. civ.). — La reconnaissance d'un enfant naturel simple, intervenant après mariage, ne peut emporter légitimation qu'en vertu d'un jugement constatant que l'enfant a eu, depuis la célébration du mariage, la possession d'état d'enfant commun. Il s'agira donc ici de transcrire une décision de justice. Cette transcription sera opérée dans les

conditions prescrites par la réquisition faite à l'officier de l'état civil; mais il semble que la réquisition peut se limiter au seul dispositif de la décision définitive.

Une mention de légitimation sera en outre apposée en marge de l'acte de naissance, selon la formule prescrite en pareil cas par la circulaire du 11 janvier 1916.

4° Légitimation d'un enfant dont les parents n'ont pu se marier par suite du décès du père survenu depuis le 4 août 1914 à la suite de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées pendant son séjour sous les drapeaux (loi du 7 avril 1917). — Cette légitimation ne peut résulter que d'un jugement rendu en audience publique après débats en chambre du conseil.

Il appartiendra aux juridictions compétentes de statuer sur les controverses qui pourront surgir au sujet de l'interprétation de certaines dispositions de cette loi ou de ces conditions d'application, et ma chancellerie ne saurait intervenir dans ce domaine autrement que pour fournir des indications d'ordre général.

Dans le cas de légitimation envisagé par la loi du 7 avril 1917, c'est encore une décision judiciaire qu'il échet de transcrire. Mais ici, la loi elle-même prend soin de préciser que la transcription sera limitée au seul dispositif du jugement ou de l'arrêt définif.

La même tendance paraît d'ailleurs, d'une façon générale se manifester, à juste titre, dans les divers cas où il s'agit de transcrire des décisions relatives à l'état des personnes. Or, cette façon de procéder met en relief l'intérêt primordial qui existe à ce que, dans toutes les décisions de cette nature, les indications d'état civil contenues dans les dispositifs soient suffisamment explicites pour se suffire à elles-mêmes. Pour faciliter, à cet égard, la tâche des magistrats, il est nécessaire de recommander tout spécialement aux avoués de mentionner dans le dispositif de leurs conclusions tous renseignements utiles sur l'état civil des intéressés et notamment les prénoms et noms des parties en cause, ainsi que les lieux et dates des actes en marge desquels la transcription devra être mentionnée.

L'officier de l'état civil requis d'opérer la transcription devra satisfaire à cette réquisition immédiatement.

Cette dernière expression doit être interprétée comme étant synonyme de la locution employée par l'article 857 du code de procédure civile, qui dispose que « les jugements de rectification seront inscrits sur les registres par l'officier de l'état civil aussitôt qu'ils lui auront été remis ». Le maire n'aura donc pas ici, pour accomplir cette formalité, un délai de trois jours ou un délai de cinq jours comme dans d'autres hypothèses. L'urgence est, d'ailleurs en pareil cas, d'autant plus grande que seule la transcription rend le jugement opposable aux tiers, c'est-à-dire à ceux qui n'ont pas été parties dans l'instance ou qui ne sont pas les ayants cause de ces dernières.

Indépendamment de la transcription du jugement, il y a lieu d'apposer une mention de légitimation en marge de l'acte de naissance de l'enfant. Cette mention pourra être rédigée conformément à la formule indiquée par ma circulaire du 11 janvier 1916 pour le cas où il s'agit de légitimation par jugement d'un enfant naturel reconnu après mariage (art. 33, paragraphe 2).

II.

ENFANTS ADULTÉRINS.

En ce qui concerne la filiation des enfants adultérins, il est essentiel de ne pas perdre de vue qu'aux termes de l'article 335 du code civil, la reconnaissance pure et simple de ces enfants demeure interdite. Bien que cette règle ait été spécifiée de la façon la plus formelle par mes circulaires des 11 janvier et 18 mars 1916, elle semble encore être ignorée par un grand nombre d'officiers de l'état civil. Il importe d'appeler tout particulièrement leur attention sur ce point.

La célébration du mariage des père et mère d'un enfant adultérin, survenant après la reconnaissance qu'ils auraient précédemment formulée au mépris des dispositions de l'article 335 du code civil, n'aurait pas, en effet, pour conséquence de légitimer cet enfant. Le premier des modes de légitimation ci-dessus analysés à l'égard des enfants naturels simples n'est donc pas applicable aux enfants adultérins.

Pour ces derniers, on ne peut envisager que l'un des trois modes de légitimation qui vont être ci-après énumérés, et encore faut-il, pour que ceux-ci soient opérants, que les intéressés se trouvent par ailleurs dans l'un des trois cas où la légitimation des enfants adultérins est autorisée aux termes de l'article 1er de la loi du 30 décembre 1915.

1° Légitimation par reconnaissance concomitante au mariage. — Cette reconnaissance, bien que concomitante au mariage, doit, pour satisfaire au vœu de la loi du 30 décembre 1915, être toujours formulée dans un acte séparé. Cet acte sera dressé sur le registre des naissances lorsque la commune possède plusieurs registres. Il pourra être libellé selon la formule indiquée dans la circulaire du 11 janvier 1916 qui s'applique aussi bien à un enfant adultérin qu'à un enfant naturel simple.

La mention de légitimation pourra être faite selon la formule qui figure au paragraphe B du chapitre IX du formulaire général;

2° Légitimation après mariage par application des dispositions transitoires de la loi du 30 décembre 1915. — La disposition qui autorise les enfants naturels simples à obtenir, le cas échéant, la légitimation par jugement après mariage de leurs auteurs, n'est pas applicable aux enfants adultérins.

Mais ceux de ces derniers dont les père et mère ont contracté mariage antérieurement à la promulgation de la loi du 30 décembre 1915 peuvent, à titre transitoire, être légitimés par une reconnaissance spéciale intervenant dans un délai de deux ans à partir de la promulgation de la loi en question.

On remarquera que si, à titre d'ailleurs exceptionnel, cette reconnaissance d'enfant adultérin n'est pas concomitante au mariage, elle est néanmoins encore liée à la légitimation puisqu'elle la provoque. Ainsi donc s'il peut y avoir, dans les cas autorisés par la loi, des enfants adultérins légitimés, il ne peut jamais exister d'enfants adultérins légalement reconnus purement et simplement.

La question se posera de savoir si le délai de deux ans ainsi fixé par les dispositions transitoires de la loi du 30 décembre 1915 devra être ou non considéré comme prorogé par application des dispositions moratoires. Il appartiendra, le cas échéant, aux juridictions compétentes de statuer souverainement sur cette question comme sur toutes celles qui concernent l'interprétation des textes législatifs. Mais il importe d'éviter que par suite de divergences d'appréciation de la part des officiers de l'état civil, certains d'entre eux se refusent à recevoir des déclarations aux fins de légitimation après le 31 décembre 1917, alors que d'autres, s'y estimant autorisés par les décrets moratoires, accepteraient les dites déclarations.

Les officiers de l'état civil n'ayant pas à se faire juges de cette question, d'ailleurs délicate, il paraît indiqué, en ce qui

les concerne, sans préjuger des décisions qui pourront être rendues par les juridictions compétentes, de recevoir la déclaration en question à toutes fins utiles et pour valoir ce que de droit, même après l'expiration des deux années impartes par l'article 6, paragraphe 2 de la loi du 30 décembre 1915.

Il ne semble pas y avoir d'inconvénient à ce que l'acte contenant déclaration de reconnaissance aux fins de légitimation d'un enfant adultérin après mariage de ses auteurs, par application des dispositions transitoires, indique les circonstances qui autorisent cette légitimation par une référence à l'un des trois cas prévus par l'article 331, paragraphe 3 du code civil. Cette façon de procéder n'entraînera pas de divulgations préjudiciables aux intéressés, car, dans la pratique, il n'est délivré aucune expédition des actes de reconnaissance, mais seulement des expéditions des actes de naissance et de mariage lorsque l'on veut prouver une légitimation.

Par contre, dans la mention marginale, qui fait corps avec l'acte de naissance, rien ne doit rappeler le caractère adultérin de la filiation.

La mention marginale pourra, dans l'hypothèse ici envisagée, être rédigée conformément à la formule suivante:

« Légitimé *(e)* par déclaration des époux Jules Benoît et Louise Durand faite { en cette mairie / en la mairie de..... } le trente juin mil neuf cent dix-sept.

« Le..... mil neuf cent dix-sept.

Le Maire, (Le Greffier,)

Signature.

3° Légitimation hors mariage par application de la loi du 7 avril 1917. — Sur ce point, il suffira de se référer aux indications déjà fournies en ce qui concerne les enfants naturels simples.

Nous ajouterons seulement que, ou d'une façon générale, qu'il s'agisse d'enfants naturels simples ou d'enfants adultérins, pour l'application de la loi du 7 avril 1917, la correspondance ou les documents certains susceptibles d'établir de la part des auteurs d'un enfant né hors mariage une évi-

dente volonté de se marier et de légitimer cet enfant, présente une importance capitale.

Lorsque des pièces de cette nature sont trouvées sur le corps d'un militaire décédé, il échet, en conséquence, de prendre toutes mesures utiles pour assurer leur conservation et pour permettre éventuellement aux divers intéressés de s'en prévaloir respectivement.

A cet effet, mon département s'est mis d'accord avec le ministère de la guerre pour préconiser les mesures suivantes :

a) S'il s'agit d'un acte de dernière volonté, d'une sorte de testament, il ne paraît pas douteux qu'il convienne de faire parvenir ce document au président du tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, en vue d'en faire ordonner le dépôt aux minutes d'un notaire.

b) Si les documents trouvés sur le militaire portent des indications révélant sans aucune équivoque la volonté d'en maintenir ou d'en transmettre la propriété exclusive à une personne déterminée comme la mention : « papiers appartenant à X..... » ou « pour remettre à Z..... en cas de mort » il convient de les faire parvenir directement à l'intéressé, la volonté du défunt à cet égard devant être avant tout respectée.

c) Si, au contraire, il s'agit d'une lettre, soit ouverte, soit même mise sous une enveloppe fermée et portant une adresse, il n'est pas certain que le défunt ait eu jusqu'au dernier moment la volonté irrévocable de faire parvenir cette lettre au destinataire car, tant qu'il conservait ladite lettre en sa possession, il pouvait encore se raviser. Dans ces hypothèses, il semble qu'il y ait lieu, en s'inspirant des dispositions des articles 919 et 943, paragraphe 9 du code de procédure civile, de faire parvenir la lettre au président du tribunal qui en fera l'ouverture en présence, ou en tout cas après appel des intéressés, et qui en ordonnera, s'il échet, le dépôt entre les mains d'une personne désignée d'accord par lesdits intéressés ou, à défaut, d'office par ce magistrat.

En ce qui touche les frais afférents aux procédures visées dans les cas qui précèdent, il apparaît qu'il pourra être fait application des dispositions de ma circulaire du 12 décembre 1916 qui prévoit l'enregistrement en débet et le visa pour timbre des ordonnances de dépôt et des procès-verbaux relatifs aux testaments olographes trouvés sur des militaires ou re-

cueillis par l'autorité militaire. Pour jouir de cette faveur, il est toutefois nécessaire que ces ordonnances et procès-verbaux aient été l'objet d'une réquisition du ministère public. Il importera donc, à cet égard, que ce dernier soit toujours avisé en temps opportun des procédures sur le point d'être diligentées, afin qu'il puisse, s'il y a lieu, prendre toutes réquisitions utiles.

Je vous prie de vouloir bien communiquer les présentes instructions aux présidents et aux chefs des parquets de votre ressort en les invitant à en donner connaissance aux membres des tribunaux et aux avoués ainsi qu'aux maires de leur arrondissement.

René VIVIANI.

N° 261. — *CIRCULAIRE MINISTERIELLE. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing. — 1re Section.)

Paris, le 27 juin 1917.

Le Ministre des colonies *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, Commissaires de la République au Togo et au Cameroun.*

M. le Procureur général près la Cour des Comptes, Président du Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre, a adressé au Département le relevé des opérations effectuées par le Comité pour la période comprise entre le 1er avril et le 4 mai derniers.

Comme suite a ma circulaire n° 534 du 24 avril, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus copie de ces documents (1).

Pour le Ministre et par ordre:
Le Sous-directeur, Chef du service du Secrétariat et Contreseing.
COLIN.

---

(1) Documents publiés au *Journal officiel* de la Guyane française du 25 août 1917, page 332.

N° 262. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE. — Fixation des minima des fonds libres des Caisses de réserve pour les années 1917, 1918 et 1919.*

(Ministère des Colonies : Service de la Comptabilité.)

Paris, le 28 juin 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Monsieur le Gouverneur de la Guyane.*

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément à votre proposition, j'ai, par arrêté du 20 juin courant, portant également la signature de M. le Ministre des finances, fixé le chiffre minimum auquel doivent s'élever les fonds disponibles de la Caisse de réserve de la colonie pour les années 1917, 1918 et 1919.

Je vous prie de vouloir bien assurer la publication et l'exécution de cet acte dont vous trouverez ci-joint une ampliation.

Je vous serai obligé, en outre, d'adresser des instructions pour que les prescriptions données sous le titre « Fonds de réserve et de prévoyance », de la circulaire d'envoi du décret du 30 décembre 1912, en date du 22 mars 1913, soient strictement observées.

P. le Ministre et par ordre :

Le Chef du service de la Comptabilité,

HORTON.

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL déterminant, pour les années 1917, 1918 et 1919, le chiffre minimum auquel doivent s'élever les fonds disponibles des Caisses de réserve des colonies.

(Ministère des Colonies : Service de la Comptabilité. — Direction générale de la Comptabilité publique.)

LES MINISTRES des colonies et des finances,

Vu les articles 259 et 260 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Sur la proposition des Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies et l'Administrateur des Etablissements de Saint-Pierre et Miquelon,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le chiffre minimum auquel doivent s'élever les fonds disponibles des Caisses de réserve des colonies est fixé ainsi qu'il suit, pour les années 1917, 1918 et 1919 :

.....

Guyane..... 400,000f 00

.....

Art. 2. — Les Gouverneurs généraux et les Gouverneurs des colonies ainsi que l'Administrateur des Etablissements de Saint-Pierre et Miquelon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 20 juin 1917.

Le Ministre des colonies, MAGINOT.

Le Ministre des finances, J. THIERRY.

N° 263. — *ARRÊTÉ promulguant les arrêtés ministériels des 22 juin 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie.*

(13 août 1917.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'insertion, au *Journal officiel* de la République française, des arrêtés du Ministre des colonies, en date du 22 juin 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie ;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, chef du service des Douanes,

Arrête :

Article 1er. — Sont promulgués dans la colonie, pour y être exécutés en leur forme et teneur :

1° L'arrêté du Ministre des colonies du 22 juin 1917, rapportant, en ce qui concerne les plaques et papiers photographiques, les dispositions de son arrêté du 2 janvier précédent ;

2° L'arrêté du Ministre des colonies du 22 juin 1917, rapportant, en ce qui concerne la sortie des saindoux de l'Indo-Chine, les dispositions de son arrêté du 24 février 1915.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 13 août 1917.

Par autorisation :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

Par le Gouverneur :
L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,
J. DEHEAULME.

ARRÊTÉ.

Le Ministre des colonies,

Vu le décret du 2 janvier 1915, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 janvier 1917, portant dérogation aux prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté du Ministre des finances, en date du 7 juin 1917,

Arrête :

Article unique. — Sont rapportées les dispositions de l'arrêté du 20 janvier 1917 susvisé, en ce qui concerne les plaques et papiers photographiques.

Fait à Paris, le 22 juin 1917.

MAGINOT.

ARRÊTÉ.

Le Ministre des colonies,

Vu le décret du 2 janvier 1915, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 février 1915, portant dérogation aux prohibitions de sortie,

Arrête :

Article unique. — Sont rapportées les dispositions de l'arrêté du 24 février 1915 susvisé, en ce qui concerne la sortie des saindoux de l'Indo-Chine.

Fait à Paris, le 22 juin 1917.

MAGINOT.

N° 264. — *DÉCISION conférant à MM. Audebert frères le mandat de délégués de la Guyane à la Foire de Bordeaux.*

(21 août 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté du 7 mars 1917, portant institution d'un Comité local chargé de faire la propagande nécessaire pour une représentation de la Guyane à la Foire commerciale de Bordeaux, en septembre 1917;

Vu la lettre, en date du 2 juillet 1917, par laquelle MM. Audebert frères, de Bordeaux, ont déclaré accepter le mandat qui leur a été offert de délégués de la colonie de la Guyane française à la Foire dont s'agit;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE:

Article 1er.— MM. Audebert frères, négociants-commissionnaires à Bordeaux, sont accrédités comme délégués de la colonie de la Guyane française auprès du Comité d'organisation de la Foire commerciale de Bordeaux de 1917.

A cet effet, ils ont qualité pour prendre d'une façon générale toutes initiatives, engager toutes dépenses, dans la limite des crédits mis à leur disposition, en vue de l'accomplissement du mandat qui leur est dévolu.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, et sera insérée au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 21 août 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur:

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

N° 265. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 22 juin 1917, prohibant divers produits.*

(23 août 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'insertion, au *Journal officiel* de la République française, du décret du 22 juin 1917, prohibant divers produits à la sortie;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE:

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 22 juin 1917, prohibant divers produits à la sortie.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 23 août 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

J. DEHEAULME.

(Ministère des Colonies.)

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport des Ministre des colonies, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et des finances;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 12 mai 1917;

DÉCRÈTE:

Article 1er. — Sont prohibées la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire des produits énumérés ci-après, lorsque l'envoi a pour destination des pays autres que la France, les colonies françaises et les pays de protectorat français :

Fibres vulcanisées ;
Machines à moudre ;
Machines à broyer ;
Mandrins de toutes espèces.

Toutefois, des exceptions à cette disposition pourront être autorisées sous les conditions qui seront déterminées par le Ministre des colonies.

Art. 2. — Les Ministres des colonies, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 juin 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies, MAGINOT.

Le Ministre des finances, J. THIERRY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, CLÉMENTEL.

N° 266. — *ARRÊTÉ promulguant l'arrêté ministériel du 7 juillet 1917, dérogeant à des prohibitions.*

(23 août 1917.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'insertion, au *Journal officiel* de la République française, de l'arrêté du Ministre des colonies du 7 juillet 1917, portant dérogation aux dispositions du décret du 22 juin 1917, en ce qui concerne les fibres vulcanisées et les machines à moudre et à broyer ;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, l'arrêté du Ministre des colonies du 7 juillet 1917, portant dérogation aux dispositions du décret du 22 juin 1917, en ce qui concerne les fibres vulcanisées et les machines à moudre et à broyer.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 23 août 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

J. DEHEAULME.

ARRÊTÉ.

Le Ministre des colonies,

Vu le décret du 22 juin 1917, portant prohibitions de sortie ;

Vu l'arrêté du Ministre des Finances, du 15 mai 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Par dérogation aux dispositions du décret du 22 juin 1917 susvisé, les fibres vulcanisées, les machines à moudre et les machines à broyer peuvent être exportées ou réexportées sans autorisation spéciale lorsque l'envoi a pour destination l'Angleterre, les dominions, les pays de protectorat et colonies britanniques, la Belgique, le Japon, la Russie (1) ou les États d'Amérique.

Fait à Paris, le 7 juillet 1917.

MAGINOT.

---

(1) Sous réserve, en ce qui concerne la Russie, de la souscription d'un acquit-à-caution à décharger par la douane Russe, par l'autorité consulaire française ou par les chambres de commerce russo-françaises.

N° 267. — *ARRETE autorisant la répartition d'un dividende de 60 francs par action de la Banque de la Guyane pour le 1er semestre 1917.*

(27 août 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la loi du 30 décembre 1916, portant prorogation du privilège des Banques coloniales et des statuts des dites Banques; ensemble l'article 25, § VII de la loi du 13 décembre 1901;

Vu les dépêches ministérielles des 10 février et 25 mai 1905;

Vu le câblogramme ministériel, n° 177, en date du 20 août 1917, autorisant la répartition d'un dividende brut de 60 francs par action de la Banque de la Guyane;

Sur le rapport du Secrétaire général,

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est autorisée la répartition d'un dividende brut de soixante francs par action de la Banque de la Guyane pour le 1er semestre 1917.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 27 août 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

N° 268. — *ARRETE dispensant la Banque de la Guyane de l'obligation de rembourser ses billets en espèces.*

(27 août 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la loi du 30 décembre 1916, portant prorogation du privilège des Banques coloniales et des statuts des dites Banques ; ensemble la loi du 13 décembre 1901 ;

Vu l'arrêté local en date du 25 août 1914, promulguant le décret du 22 août 1914 autorisant le Gouverneur dans chacune des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion à dispenser les Banques coloniales de l'obligation de rembourser leurs billets en espèces ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — La Banque de la Guyane est dispensée, jusqu'à nouvel ordre, de l'obligation de rembourser ses billets en espèces.

Article 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout ou besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 27 août 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur,
Le Secrétaire général p. i.,
E. DEBUC.

N° 269. — *ARRÊTÉ autorisant la Banque de la Guyane à émettre 300,000 francs de billets en sus de ceux en circulation.*

(27 août 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 21 décembre 1853, instituant à la Guyane française une Banque coloniale dans les conditions prévues par la loi du 11 juillet 1851 ;

Vu le décret du 4 novembre 1875, qui élève le capital social de la Banque de la Guyane à 600,000 francs ;

Vu l'article 4, paragraphe 6 de la loi du 13 décembre 1901, fixant au triple de l'encaisse métallique le maximum du montant des billets en circulation ;

Vu la loi du 30 décembre 1916, portant prorogation pour deux ans du privilège des Banques coloniales et des statuts des dites Banques ;

Vu l'arrêté du 31 mars 1903, fixant à 2,500,000 francs le chiffre maximum de la circulation fiduciaire ;

Vu les arrêtés, en date des 2 décembre 1914, 25 septembre 1915, 8 avril et 8 mai 1916, qui ont successivement porté de 2,500,000 à 3,600,000 francs le chiffre maximum du montant des billets en circulation ;

Vu la délibération du Conseil d'administration de la Banque, en date du 31 juillet 1917, tendant à obtenir une nouvelle émission de 300,000 francs de billets ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — La Banque de la Guyane est autorisée à faire une nouvelle émission de 300,000 francs en divers billets, ce qui portera de 3,600,000 à 3,900,000 francs le maximum de ces valeurs fiduciaires à mettre en circulation.

Art. 2. — Cette émission, nécessitée par les circonstances, est accordée à titre exceptionnel et provisoire et dès que lesdites circonstances auront cessé, le quantum des billets en circulation sera ramené à 2,500,000 francs, chiffre précédemment fixé.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 27 août 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

N° 270. — *ARRETE promulguant à la Guyane le décret du 25 mai 1917, portant réorganisation du personnel des Ports et Rades, Phares et Sémaphores aux colonies.*

(30 août 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, notamment l'article 65 de cette ordonnance;

Vu les instructions contenues dans la dépêche ministérielle du 30 juin 1917, n° 10;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service des Travaux publics et des Mines, Ports et Rades,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 25 mai 1917, portant réorganisation du personnel des Ports et Rades, Phares et Sémaphores aux colonies.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Travaux publics et des Mines, Ports et Rades sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 30 août 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

Le Chef du service des Travaux publics et des Mines, Ports et Rades p. i.,
R. BAUDIN.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 21 juin 1887, relatif aux agents spéciaux préposés à la police des ports de commerce aux colonies;

Vu la loi du 9 juin 1853 sur les pensions de retraite ;

Vu l'article 14 de la loi du 5 août 1879 sur les pensions du personnel de la marine et des colonies ;

Vu le décret du 21 mai 1880, portant fixation des pensions de retraite des fonctionnaires, employés et agents du Service colonial ;

Vu le décret du 13 juillet 1880, fixant la solde de parité de certaines catégories de personnel colonial ;

Vu l'article 42 de la loi de finances du 28 décembre 1895 ;

Vu l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905 ;

Vu le décret du 30 avril 1909, fixant dans la métropole les attributions des officiers et maîtres de port et les rapports de ces fonctionnaires avec les autorités supérieures ;

Vu le décret du 23 décembre 1911, portant modification des traitements de parité du personnel des ports aux colonies ;

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Le service des ports et rades aux colonies et les services qui en dépendent (pilotage, phares, sémaphores, vigies, feux, etc.), sont rattachés au service des Travaux publics.

Art. 2. — I. Les agents spéciaux préposés à la police des ports de commerce aux colonies sont classés ainsi qu'il suit :

Capitaine de port ;
Lieutenant de port ;
Maître de port.

II. — Les capitaines et lieutenants de port sont placés dans les ports de commerce les plus importants ; ils peuvent être secondés par un ou plusieurs maîtres de port.

Les maîtres de port ne sont placés isolément que dans les ports, criques et hâvres d'ordre secondaire ;

III. — Le cadre des officiers et maîtres de port est, dans chaque colonie, déterminé par arrêtés du gouverneur général, gouverneur ou chef de la possession, dont il est immédiatement rendu compte au ministre des colonies.

Les modifications à ce cadre sont opérées dans la même forme.

Art. 3. — I. Les traitements d'Europe des officiers et maîtres de port sont réglés ainsi qu'il suit :

Capitaine :

De 1re classe	3,500 fr.
De 2e classe	3,000

Lieutenant :

De 1re classe	2,200
De 2e classe	1,800

Maître :

De 1re classe	1,200
De 2e classe	1,000
De 3e classe	900
De 4e classe	800

II. — Le supplément colonial de ces fonctionnaires est fixé, pour chaque grade ou classe, par arrêtés du gouverneur général, gouverneur ou chef de la colonie, dont il est immédiatement rendu compte au ministre des colonies.

III. — En sus de traitements ainsi fixés (solde d'Europe et supplément colonial), les officiers et maîtres de port peuvent recevoir :

1° Des allocations accordées en vertu du règlement particulier du port établi par le gouverneur général, gouverneur ou chef de la colonie, sur l'avis de la chambre de commerce et dont il est rendu compte au ministre des colonies ;

2° Des rétributions allouées, avec l'autorisation du gouverneur général, gouverneur ou chef de la colonie, soit par les chambres de commerce ou les communes pour supplément de traitement ou autres accessoires, à titre d'agents de perception, etc., soit par l'autorité chargée de la police sanitaire lorsqu'ils sont appelés à remplir les fonctions d'agents sanitaires.

Ils peuvent également recevoir des honoraires lorsqu'ils sont désignés, avec l'autorisation du chef de la colonie, pour effectuer des arbitrages ou pour donner des avis en vue du règlement d'intérêts particuliers d'ordre nautique. Dans ces deux cas, les honoraires sont fixés conformément au tarif en vigueur dans la colonie ;

IV. — Toute perception ou rémunération autre que celles comprises au présent article est formellement interdite.

Il est également interdit aux officiers et maîtres de port de prendre aucun intérêt dans les entreprises et opérations qu'ils sont appelés à contrôler.

Art. 4. — I. Nul n'est admis dans le personnel des ports et rades :

1° S'il ne possède la qualité de citoyen français et les droits afférents à cette qualité ;

2° S'il n'a satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'armée ;

3° S'il n'est physiquement apte à remplir un service actif aux colonies ;

4° S'il est âgé de plus de quarante-cinq ans et

5° S'il ne peut réunir à l'âge de soixante ans le temps de service nécessaire pour avoir droit à pension à titre d'ancienneté de service.

II. — Les candidats à l'emploi de lieutenant de port doivent, en outre, satisfaire à l'une des conditions suivantes :

1° Avoir servi comme officier dans la marine de l'Etat ;

2° Avoir navigué pendant cinq ans au moins, après avoir obtenu le brevet de capitaine au long cours ;

3° Avoir servi pendant trois ans au moins, comme maître de port de 1re classe aux colonies.

Les maîtres de port qui remplissaient, avant leur nomination, les conditions nécessaires pour obtenir l'emploi de lieutenant de port de 2e classe, peuvent être promus à cet emploi, sans aucune condition de classe, lorsqu'il existe une vacance ;

III. Les candidats à l'emploi de maître de port doivent, indépendamment des obligations imposées par le paragraphe 1er du présent article, satisfaire l'une des conditions ci-après :

1° Avoir servi comme adjudant principal ou comme maître ou second à bord des bâtiments de l'Etat, dans l'une des spécialités ci-après : pilotage, manœuvre, timonerie, et justifier de 10 ans de navigation effective ;

2° Etre muni du brevet de capitaine au long cours ou avoir commandé pendant 5 ans au moins comme capitaine ou maître au cabotage ;

3° Avoir 5 ans de services comme pilote breveté.

IV. Les candidats aux emplois de lieutenant et de maître de port ne doivent pas avoir quitté le service actif depuis plus de 5 ans.

Art. 5. — Les capitaines de port sont choisis exclusivement parmi les lieutenants de port de 1re classe ayant au moins deux ans d'exercice dans cette classe, dont une année au minimum de présence effective aux colonies.

Art. 6. — I. Les officiers de port sont nommés par décret, sur la proposition du ministre des colonies ;

II. Les maîtres de port sont nommés par décision du ministre des colonies ;

III. Toute nomination à un emploi a lieu uniquement à la dernière classe de cet emploi.

Art. 7.— I. Les promotions en classe sont conférées par le ministre des colonies, sur la proposition des gouverneurs généreux, gouverneurs ou chefs des colonies intéressées et dans la limite des prévisions budgétaires.

Elles ont lieu exclusivement au choix ;

II. L'avancement est effectué d'une classe à la classe immédiatement supérieure ;

III. Nul officier de port ne peut être promu à la classe supérieure s'il n'a, au moins, deux ans d'exercice dans la classe qu'il occupe, dont une année au minimum de présence effective aux colonies ;

IV. Aucun maître de port ne peut être promu à la classe supérieure s'il n'a, au moins, dix-huit mois de service dans la classe qu'il occupe, dont un an au minimum de présence effective aux colonies.

Art. 8.— I. Les mesures de discipline applicables aux officiers et maîtres de port sont :

1° Le blâme avec inscription au dossier ;
2° La rétrogradation de classe ou d'emploi ;
3° La révocation ;

II. Le blâme est infligé sur la proposition motivée du chef du service des travaux publics par le chef de la colonie, qui en rend compte au ministre des colonies ;

III. La rétrogradation est prononcée par l'autorité qui a qualité pour effectuer la nomination à l'emploi ou à la promotion à la classe occupée au moment de l'intervention de cette mesure. Le fonctionnaire rétrogradé prend rang dans son nouvel emploi ou dans sa nouvelle classe du jour de la décision et ne peut être proposé pour l'avancement qu'après y avoir effectué le temps minimum exigé pour être élevé à l'emploi ou à la classe supérieure sans qu'il puisse être tenu compte de la période qu'il y aurait antérieurement accomplie ;

IV. La révocation est prononcée par l'autorité qui a qualité pour effectuer la nomination ;

V. La rétrogradation et la révocation ne peuvent être prononcées qu'après avis motivé d'une commission d'enquête composée comme il est indiqué aux paragraphes ci-après et devant laquelle l'officier ou maître de port incriminé, dûment

appelé, aura été mis en mesure de présenter ses moyens de défense, soit verbalement, soit par écrit. L'avis de la commission d'enquête doit être visé dans la décision prononçant la peine infligée ;

VI. Si les faits incriminés se sont passés dans la colonie à laquelle est affecté l'inculpé et si celui-ci y est présent au moment de la constitution de la commission d'enquête, cette dernière est composée comme suit, sur la désignation du gouverneur général, gouverneur ou chef de la colonie ;

Le secrétaire général de la colonie, titulaire ou intérimaire ou, à défaut, le fonctionnaire qui en possède les attributions telles qu'elles sont définies par les décrets des 21 mai 1898, article 3, et 2 juillet 1913, article 2, président ;

Le chef du service des travaux publics, titulaire ou intérimaire, membre ;

Un officier de port de la colonie d'un grade et d'une classe au moins égaux à ceux du fonctionnaire ou agent incriminé et d'une ancienneté de classe supérieure, ou, à défaut, un fonctionnaire du service des Travaux publics ayant une correspondance hiérarchique de grade au moins équivalente, membres ;

VII. Si les faits incriminés se sont passés hors de la colonie à laquelle est affecté l'inculpé, le ministre des colonies fixe le lieu de réunion de la commission et en désigne les membres. Si l'intéressé est présent en France, la commission d'enquête est composée comme suit, sur la désignation du ministre des colonies :

L'inspecteur général des Travaux publics des colonies (ou son adjoint), président ;

Un inspecteur des colonies, membre ;

Un sous-chef de bureau de l'Administration centrale du ministère des colonies, membre ;

VIII. L'application de toute mesure de discipline reste soumise aux dispositions de l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905.

Art. 9. — Si l'intérêt public l'exige, le gouverneur général, gouverneur ou chef de la colonie peut interdire à un officier ou maître de port l'exercice de ses fonctions. L'affaire doit être soumise à la commission d'enquête visée au paragraphe V de l'article précédent dans un délai qui ne peut excéder deux mois si cette commission est celle prévue à son paragraphe VI, et quatre mois si c'est celle indiquée à son paragraphe VII.

Art. 10. — L'uniforme des officiers et maîtres de port des colonies est le même que celui du personnel similaire de la métropole.

Art. 11. — L'honorariat de leur emploi peut être conféré, sur la proposition du chef de la colonie où ils ont servi en dernier lieu, aux officiers et maîtres de port retraités, démissionnaires ou licenciés pour raison de santé.

Art. 12. — L'organisation du personnel inférieur des ports et rades, du personnel du pilotage et du personnel des phares, sémaphores, vigies, feux, etc., au point de vue du recrutement, de l'avancement, de la discipline et des traitements, est réglée, dans chaque colonie, par arrêtés du gouverneur général, gouverneur ou chef de la colonie dont il est immédiatement rendu compte au ministre des colonies.

Art. 13. — Dans les colonies possédant une caisse de retraites locale, le personnel visé à l'article précédent peut, en vertu d'une disposition expressément insérée dans l'arrêté organique prévu au même article, être rendu tributaire de cette institution. Toutefois, les agents en service au moment de l'intervention de cette mesure, et qui, par application des lois des 5 août 1879 (article 14) et 28 décembre 1895 (article 42) et des décrets des 21 mai et 13 juillet 1880, auront régulièrement subi, jusqu'à cette époque, les retenues prévues par la loi pour le service des pensions de l'État, continueront à être soumis au régime de retraites auquel ils étaient assujettis jusqu'à leur radiation des contrôles du service local auquel ils appartiennent.

Art. 14. — Ces arrêtés rendus par les gouverneurs généraux-gouverneurs ou chefs de la colonie règlent, d'après les principes établis par les règlements en vigueur dans la métropole, notamment par le décret du 30 avril 1909, les fonctions et attributions des officiers et maîtres de port, ainsi que les rapports de ces agents avec les autorités supérieures.

Art. 15. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables à l'Indo Chine.

Art. 16. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

Art. 17. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, et inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulle-*

tin officiel des colonies et aux recueils des actes officiels des diverses colonies.

Fait à Paris, le 25 mai 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

MAGINOT.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGES, ETC.

N° 271. — Par décision du Gouverneur, en date du 2 août 1917, une permission d'absence de trente jours, à solde entière, a été accordée à M. Duvigneau, agent des Mines, pour en jouir dans la colonie.

N° 272. — Par décision du Gouverneur, en date du 6 août 1917, un congé de convalescence de un mois, à passer dans la colonie, a été accordé à M. Dimirier (Emile), agent de 6e classe de l'Imprimerie du Gouvernement.

N° 273. — Par décision du Gouverneur, en date du 13 août 1917, M. Toto (Emile) est agréé en qualité de garde particulier de la concession forestière, 1re catégorie, n° 183, située dans le bassin de Mana et appartenant à M. Nicholas Harris.

N° 274. — Par décision du Gouverneur, en date du 27 août 1917, un témoignage officiel de satisfaction a été accordé à MM. Bourgarel (Eloi), agent de la Police générale, et Perry (Julien), journalier, pour le dévouement dont ils ont fait preuve à l'occasion du sauvetage de l'enfant Papaillon (Emmanuel), qui se noyait dans le canal Laussat.

N° 275. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 27 août 1917, a été autorisée la création à Cayenne d'une société de musique et de chant dénommée *Lyre Orphéonique*.

N° 276. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 août 1917, M. Octobre Lélis, mutilé de la guerre, médaillé militaire, a été nommé, à titre provisoire, gardien de 3e classe à la Prison civile de Cayenne.

N° 277. — Par décision de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, M. Florida (Basile) a été nommé matelot auxiliaire des Douanes.

M. Ubald (Joseph) matelot, a été mis en disponibilité pour cause de Santé, pour deux années.

N° 278. — Par décision de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, en date du 1er août, les mutations suivantes ont été faites dans le service :

Achile (Modeste), matelot, de Cayenne à la Crique-Fouillée.
Corneille (Fernand), même mutation.
Doré (Lionel), matelot, de l'Inini à Cayenne.
Jourson, préposé, de Saint-Laurent à l'Araoua.
Loupec, matelot, de l'Araoua à l'Inini.
Calvados, matelot, de Cayenne à Saint-Laurent.
Torvic, matelot, de Béïman à Saint-Laurent.
Montaubant, matelot, de Cayenne à Béïman.

CERTIFIÉ CONFORME :

Le Secrétaire-archiviste,

Signé : PAUL DUBOURG.

CAYENNE — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 9.

SEPTEMBRE 1917.

SOMMAIRE.

Pages.

N° 279. — Circulaire ministérielle du 16 juillet 1917 au sujet des missions à l'étranger..... 387

N° 280. — Circulaire ministérielle du 18 juillet 1917 au sujet de la possession irrégulière de documents administratifs. 388

N° 281. — Circulaire ministérielle du 18 juillet 1917 au sujet des appels adressés à la générosité du public en faveur de la Belgique..... 388

N° 282. — Circulaire ministérielle du 7 août 1917 concernant le congrès d'agriculture coloniale..... 389

N° 283. — Dépêche ministérielle du 17 août 1917 relative à l'imputation des pensions des tirailleurs concédées avant le décret du 17 mai 1917..... 390

N° 284. — Circulaire ministérielle du 20 août 1917 relative aux règles à suivre pour les transports des fonds aux colonies..... 391

N° 285. — Arrêté du 31 août 1917 portant création d'une agence spéciale à Saint-Laurent du Maroni..... 394

N° 286. — Arrêté du 4 septembre 1917 nommant provisoirement M. Delprat, président de la Cour d'appel, Procureur général, chef du service judiciaire..... 395

N° 287. — Arrêté du 11 septembre 1917 promulguant le décret du 25 mai 1917, portant fixation des traitements du personnel de l'Inscription maritime des colonies. — Rapport..... 396

Pages.

Décret du 25 mai 1917 fixant les traitements du personnel de l'Inscription maritime des colonies..... 397

N° 288. — Arrêté du 11 septembre 1917 promulguant le décret du 19 juin 1917, portant modification temporaire du taux de l'indemnité réglementaire de séjour en France. 398

Décret du 19 juin 1917 portant modification temporaire du taux de l'indemnité de séjour en France.... 399

N° 289. — Arrêté du 11 septembre 1917 promulguant le décret du 7 août 1917 et l'arrêté ministériel du 11 août suivant, relatifs à des prohibitions de sortie. 400

Décret du 7 août 1917 portant prohibition de sortie dans les colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc..... 401

Arrêté ministériel du 11 août 1917 portant dérogation au décret du 7 août précité, en ce qui concerne les soies et soieries confectionnées ou non..... 402

N° 290. — Arrêté du 12 septembre 1917 interdisant aux habitants de la colonie de recevoir chez eux, sans motifs légitimes, les condamnés aux travaux forcés, les réclusionnaires coloniaux et les relégués collectifs autres que ceux qui sont employés à leur service... 403

N° 291. — Décision du 14 septembre 1917 ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie agricole..... 404

N° 292. — Décision du 15 septembre 1917 accordant un témoignage officiel de satisfaction à M. Jarry (Emile), chef de bureau de 1re classe de l'Administration pénitentiaire..... 405

N° 293. — Arrêté du 19 septembre 1917 fixant au quadruple de l'encaisse métallique le maximum du montant des billets mis en circulation par la Banque de la Guyane. 406

N° 294. — Arrêté du 19 septembre 1917 autorisant la Banque de la Guyane à émettre 300,000 francs de billets en sus de ceux en circulation..... 407

N° 295. — Arrêté du 19 septembre 1917 modifiant les articles 1er des arrêtés des 18 août 1894 et 15 juin 1905, déterminant la composition du régime alimentaire des détenus de la Prison civile de Cayenne..... 409

N° 296. — Décision du 21 septembre 1917 ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie..... 411

N° 297. — Arrêté du 22 septembre 1917 chargeant M. Barre, Directeur de l'Administration pénitentiaire, de l'intérim du Gouvernement de la Guyane française..... 412

N° 298. — Arrêté du 22 septembre 1917 promulguant la loi du 10 août 1917 et le décret du 19 août 1917, portant application des dispositions de la loi précitée..... 412

Pages
Loi du 10 août 1917 fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats, appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active. — Rapport..... 413

Décret du 19 août 1917 énumérant les unités combattantes pour l'application de la loi du 10 août 1917.. 420

N° 299. — Arrêté du 25 septembre 1917 nommant M. Grilh (Albert), Directeur par intérim de l'Administration pénitentiaire..... 423

N°s 300 à 315. — Nominations, mutations, congés, etc..... 424

N° 279. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Missions à l'étranger.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing. — 4e Section.)

Paris, le 16 juillet 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies, l'Administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon, les Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, a récemment appelé mon attention sur l'intérêt qui s'attache à la stricte observation de la règle d'après laquelle aucune mission ne doit être envoyée à l'étranger sans accord préalable avec son Département.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien vous conformer aux instructions contenues dans la circulaire d'un de mes prédécesseurs, en date du 9 juin 1911, insérée au B. O. C., page 666, qui énumère les conditions dans lesquelles vous pouvez accorder des missions à l'intérieur de la colonie, et qui, en dehors de ces cas spéciaux, réserve au Ministre seul le droit de prendre une décision en ce qui concerne les études à poursuivre, soit en France, soit à l'étranger.

MAGINOT.

N° 280. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Au sujet de la possession irrégulière de documents administratifs.*

(Ministère des Colonies. — Service du Personnel. — 2e Section.)

Paris, le 18 juillet 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies, les Commissaires de la République au Cameroun et au Togo et l'Administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon.*

Il m'a été donné récemment de constater que certains fonctionnaires avaient conservé, sans raisons plausibles, à leur domicile personnel, des documents administratifs, copies ou originaux de correspondances officielles, revêtant parfois un caractère tout à fait confidentiel.

Je crois devoir rappeler à tous les fonctionnaires relevant du Département des Colonies, qu'ils ne doivent jamais, quels que soient leur grade et leurs fonctions, emporter et conserver, à leur domicile personnel, des documents administratifs, si ce n'est pour les besoins du service et avec l'autorisation de leurs chefs.

Tout manquement à cette prescription constituerait un véritable détournement de papiers publics que l'Administration ne saurait tolérer. Je suis très fermement décidé, pour ma part, à ne pas laisser sans sanction de pareils errements, s'ils continuaient à se produire.

Je vous prie de porter la présente circulaire à la connaissance de tout le personnel placé sous vos ordres et m'en accuser réception.

MAGINOT.

N° 281. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing : 1re Section.)

Paris, le 18 juillet 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,

vient de m'aviser que M. le Ministre de Belgique à Paris lui a fait part du désir exprimé par son Gouvernement de voir interdire, en France, les appels adressés à la générosité du public en faveur de la Belgique, des Belges victimes de la guerre ou d'œuvres pour lesquelles les organisateurs n'auraient pas sollicité et obtenu l'agrément du Gouvernement belge.

J'ai l'honneur de vous prier de veiller à ce qu'il soit tenu compte de ce désir dans la colonie que vous administrez.

MAGINOT

N° 282. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Congrès d'Agriculture coloniale.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing. — 2e Section.)

Paris, le 7 août 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies, l'Administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon, les Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

M. le Directeur général de l' « Union coloniale française » m'a demandé d'autoriser les fonctionnaires relevant du Ministère des Colonies à apporter leur collaboration au Congrès d'Agriculture coloniale dont cette association a pris l'initiative, et qui se tiendra à Paris en mars 1918.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai accédé au désir exprimé par M. Chailley.

Pour le Ministre et par ordre:
Le Sous-directeur,
Chef du service du Secrétariat
et du Contreseing,
COLIN.

N° 283. — *DEPÊCHE MINISTERIELLE relative al'imputation des pensions des tirailleurs concédées avant le décret du 17 mai 1917.*

(Services Militaires. — 2e Bureau. — 1re Section.)

Paris, le 17 août 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux et à Messieurs les Gouverneurs des colonies.*

Aux termes du décret du 17 mai 1917, modifiant l'article 7 du décret du 25 septembre 1905, les pensions et les soldes de réforme des militaires indigènes des troupes coloniales sont laissées à la charge du budget de l'Etat.

La question s'est posée de savoir la date qu'il y avait lieu d'adopter pour la mise en vigueur du nouveau régime. Le Département des finances consulté a fait connaître qu'il convenait de s'en tenir à la date de promulgation du décret de concession au *Journal officiel*.

Toutes les pensions pour lesquelles cette promulgation est *antérieure au 23 mai 1917*, date de promulgation du décret du 17 mai, seront donc régies par les dispositions du décret du 25 septembre 1905 et demeureront à la charge des budgets locaux dans les conditions fixées par ce texte.

Les mesures nécessaires seront prises, s'il y a lieu, pour la rectification des décrets de concession de pensions qui auraient été établis depuis cette date et pour le remplacement par de nouveaux titres des certificats d'inscription qui auraient été délivrés suivant les anciennes formules pour des pensions concédées postérieurement au 23 mai.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente dépêche et tenir compte des indications ci-dessus dans la préparation de votre budget.

P. le Ministre et p. o. :

Le Lieutenant-Colonel,
Chef des Services militaires.

BLAQUIÈRE.

N° 284. — *CIRCULAIRE MINISTERIELLE relative aux règles à suivre pour les transports des fonds aux colonies.*

(Services Militaires, 2e bureau.— 1re Section.)

Paris, le 20 août 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux et à Messieurs les Gouverneurs de toutes les colonies.*

A l'occasion d'un transport de fonds dans l'intérieur d'une de nos colonies, il a été constaté que les prescriptions des articles 382 et 383 du décret du 30 décembre 1912 (Commentaire) n'avaient pas été observées.

Je vous prie de vouloir bien rappeler aux Membres des commissions spécialement désignées pour procéder à la reconnaissance des fonds à l'arrivée ou au départ, que leur rôle consiste à s'assurer et à certifier que chaque colis contenant le numéraire a été pesé, ficelé et scellé à l'aide du cachet du comptable, qu'il est accompagné d'une étiquette suffisamment résistante énonçant le poids et la somme; ils doivent également constater la nature de l'encaissage et vérifier par eux-mêmes le poids de chaque baril, caisse ou ballot.

L'observation de ces règles permettra d'éviter toute contestation ultérieure, de déterminer les responsabilités en cas de différence à l'arrivée.

P. le Ministre et p. o. :

Le Lieutenant-Colonel,
Chef des Services militaires,

BLAQUIÈRE.

N° 285. — *ARRÊTÉ. — Création d'une Agence spéciale à Saint-Laurent- du-Maroni.*

(31 août 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifiée par celle du 22 août 1833 ;

Vu le décret du 16 février 1878, portant création à la Guyane française d'une Direction de l'Administration pénitentiaire ;

Vu le décret du 7 février 1912, réorganisant le personnel de cette Administration ;

Vu la dépêche ministérielle du 28 mars 1900, n° 249, portant observations sur le fonctionnement de la Caisse de la Transportation, et prescrivant la constitution d'un régisseur spécial ;

Vu l'arrêté du 29 juin 1900, portant création d'un emploi d'agent spécial à Cayenne ;

Vu la dépêche ministérielle du 18 décembre 1900, n° 1020, prescrivant de modifier l'arrêté précité ;

Vu l'arrêté du 28 février 1901, réglementant le fonctionnement des Caisses régies par économie aux Iles-du-Salut et à Kourou ;

Vu la dépêche ministérielle du 18 mai 1910, préconisant la création d'une Agence spéciale à Saint-Jean-du-Maroni ;

Vu l'arrêté du 28 mars 1911, créant une Agence spéciale à Saint-Jean ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 1914, instituant une commission de rapatriement à Saint-Laurent ;

Vu les articles 120, 148, 150 et 151 du règlement financier du 14 janvier 1869 ; et les articles 16, 18, 136, 137, 151, 152, 153, 410, 413, 417 et 418 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu la lettre du Trésorier particulier de Saint-Laurent-du-Maroni, faisant ressortir l'impossibilité où il se trouve de continuer à opérer le recouvrement des cessions ;

Sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire, et après avis conforme du Trésorier-payeur ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Il est créé à Saint-Laurent-du-Maroni un emploi d'agent spécial dont les attributions sont déterminées à l'article 5 ci-après.

Art. 2. — Le chargé du Service administratif (art. 6 du décret du 7 février 1912), à la désignation du Directeur de l'Administration pénitentiaire, remplira les fonctions d'agent

spécial. Il relèvera en cette qualité du chef du bureau des finances, agira sous le contrôle de ce fonctionnaire et sera pécuniairement responsable de sa gestion. Cette gestion étant personnelle, sera apurée après chaque mutation.

Art. 3. — Le maximum des avances à faire mensuellement à ce comptable est fixé à 2,000 francs.

Art. 4. — L'agent spécial établira, en temps opportun, des demandes (modèle A annexé à l'arrêté du 28 octobre 1898), par chapitre de dépenses, des fonds nécessaires à l'administration de sa caisse pendant un mois.

Ces fonds seront perçus au Trésor sur mandat émis au nom du comptable; à l'appui de ces mandats viendront se rattacher les pièces justificatives des paiements, et, s'il y a lieu, les récépissés constatant le reversement au Trésor des sommes restées sans emploi.

Art. 5. — Les attributions de l'agent spécial sont restreintes aux opérations suivantes, savoir :

RECETTES.

1° Prise en charge des mandats d'avances ;

2° Encaissement des cessions de toute nature : vivres, produits, main-d'œuvre, réparations, confections, recettes du service télégraphique, du commis aux entrées, de la pharmacie, du chemin de fer, etc., au moyen de relevés de cession collectifs ou individuels, ou d'états de versement.

Chaque recette donnera lieu à la délivrance d'un acquit détaché d'un registre à souche.

Les recettes seront régularisées en fin de mois, ou plus souvent s'il est nécessaire, par les soins du bureau des finances, (Bordereau modèle C de l'arrêté du 28 octobre 1898).

DÉPENSES.

1° Paiements de solde, indemnités ou salaires, en dehors des mandats mensuels ;

2° Avances pour frais de route du personnel à l'intérieur et à l'extérieur de la colonie.

Les pièces de dépenses devront être visées, au préalable, par le chef du bureau des finances.

Art. 6. — Aucun paiement au titre du matériel d'approvisionnement ne pourra être effectué par l'agent spécial.

Art. 7. — A la fin de chaque mois, toutes les pièces de dépenses, accompagnées d'un bordereau (modèle F de l'arrêté du 28 octobre 1898), seront remises au bureau des finances chargé de la régularisation des avances.

Art. 8. — A l'appui de sa comptabilité, l'agent spécial joindra une situation (modèle H), établie au 1er de chaque mois et faisant ressortir :

1° L'encaisse au 1er du mois écoulé ;

2° Le détail, par chapitre et par compte, des recettes effectuées ;

3° Le détail, par chapitre, des dépenses faites ;

4° L'encaisse au dernier jour du mois.

Art. 9. — Les avances devront être justifiées intégralement à la fin de chaque mois ; elles seront régularisées dans la forme ordinaire prescrite par les articles 148 et 139 du règlement financier du 14 janvier 1869.

Art. 10. — L'agent spécial tiendra un livre journal et un registre à souche, dont les totaux seront visés tous les mois par le chef du bureau des finances.

Art. 11. — Il sera alloué à l'agent spécial une indemnité de caisse de trois cents francs l'an, imputable au chapitre « Indemnités ».

Art. 12. — Le Directeur de l'Administration pénitentiaire et le Trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera appliqué à partir du 1er septembre prochain, communiqué et enregistré partout où besoin sera et soumis à l'approbation ministérielle.

Fait à Cayenne, le 31 août 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'Administration pénitentiaire,
BARBE.

Le Trésorier-payeur,
Par procuration de M. Chailley :
DONDY.

N° 286. — *ARRÊTE nommant provisoirement* M. Delprat, *président de la Cour d'appel, Procureur général, chef du service judiciaire.*

(4 septembre 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu les articles 61 § 2 et 120 § 6 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1828, concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à la Guyane française;

Vu l'arrêté local du 31 mai 1917;

Vu le retour dans la colonie de M. Delprat, président de la Cour d'appel, et le câblogramme ministériel (Colonies) du 4 septembre 1917;

Sur la proposition du Procureur général, chef du service judiciaire p. i.,

ARRÊTE:

Article 1er. — M. Delprat (Pierre), président de la Cour d'appel, est provisoirement nommé Procureur général, chef du service judiciaire, en remplacement de M. Lévy, en congé.

Art. 2. — Avant d'entrer en fonctions, M. Delprat prêtera devant la Cour d'appel le serment professionnel prescrit par la loi.

Art. 3. — Est et demeure rapporté l'arrêté susvisé du 31 mai 1917.

Art. 4. — Le Procureur général, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 4 septembre 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur:

Le Procureur général p. i.,

A. TITI.

N° 287. — *ARRETE portant promulgation du décret du 25 mai 1917, fixant les traitements du personnel de l'Inscription maritime des colonies.*

(11 septembre 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret portant fixation des traitements du personnel de l'Inscription maritime des colonies ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Chef du service de l'Inscription maritime,

ARRÊTE :

Article 1er.— Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 25 mai 1917, portant fixation des traitements du personnel de l'Inscription maritime des colonies.

Art. 2.— Le Secrétaire général et le Chef du service de l'Inscription maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 11 septembre 1917

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

Le Chef du service de l'Inscription maritime,
CONSTANT.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 25 mai 1917.

Monsieur le Président,

Les soldes d'Europe et le traitement colonial du personnel de l'inscription maritime en service aux colonies (syndics et gardes maritimes) ont été fixés en dernier lieu par le tarif n° 14 annexé

au décret du 23 décembre 1897, sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial.

Ces émoluments ne peuvent, par suite, en l'état être modifiés que par un acte rendu dans la même forme.

Or, il s'agit en l'espèce d'un personnel purement local, composé pour la presque totalité d'éléments recrutés sur place. Il semble donc rationnel de confier aux différents chefs de colonie le soin de déterminer dorénavant le régime de solde applicable aux intéressés. Ce mode de procéder, justifié par les faits, serait en outre conforme au principe de décentralisation administrative, consacrée notamment, en matière d'initiative de dépenses de personnel par l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911.

Le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction, se propose d'adopter de nouvelles dispositions en ce sens, en substituant pour la fixation des soldes du personnel de l'inscription maritime aux colonies, à la procédure des décrets, celle des arrêtés locaux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,

MAGINOT.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu les décrets du 16 août 1856 portant, le premier, organisation de l'inscription maritime dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion; le second, application du premier dans les colonies de la Guyane, du Sénégal, de Corée et de Saint-Pierre et Miquelon;

Vu l'instruction ministérielle du 28 novembre 1856 sur le service de l'inscription maritime dans les colonies françaises;

Vu le décret du 23 décembre 1897, portant règlement sur la solde et les accessoires du personnel colonial, notamment le tarif n° 14 annexé au dit décret; ensemble les décrets des 2 mars 1910 et 12 juin 1911 modifiant le précédent;

Vu l'article 127, paragraphe B de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Sur le rapport du ministre des colonies.

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — La fixation des traitements du personnel de l'inscription maritime est effectuée dans chaque colonie par arrêté du chef de la possession.

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et des colonies et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 mai 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

MAGINOT.

N° 288. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 19 juin 1917, portant modification temporaire du taux de l'indemnité de séjour en France.*

(11 septembre 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, notamment l'article 65 de cette ordonnance ;

Vu les instructions contenues dans la dépêche ministérielle du 11 juin 1917, n° 11 ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 19 juin 1917, portant modification temporaire, en raison du renchérissement de la vie, du taux de l'indemnité réglementaire de séjour en France.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré

et communiqué partout où besoin sera, et sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 11 septembre 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu la dépêche du 3 juillet 1897, portant règlement sur les indemnités de route et de séjour et les passages des fonctionnaires et agents des services coloniaux et locaux ;

Vu les décrets des 14 novembre 1901 et 17 décembre 1912, modifiant le précédent ;

Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — I. A partir de la date de la promulgation du présent décret et pendant toute la durée de la période où, en raison des difficultés économiques actuelles, la cherté de la vie sera augmentée, la quotité des indemnités de séjour en France fixée par le paragraphe 1 de l'article 11 du décret du 3 juillet 1897 sera portée aux chiffres suivants :

20 francs pour les officiers généraux ou assimilés (1re catégorie A) (sans changement).

15 francs pour les officiers supérieurs ou assimilés (1re catégorie B) (sans changement).

12 francs pour les officiers subalternes ou assimilés (2e catégorie).

7 francs pour les fonctionnaires et agents des services coloniaux et locaux de la 3e catégorie.

6 francs pour les fonctionnaires et agents des services coloniaux et locaux de la 4e catégorie.

5 francs pour les fonctionnaires et agents des services coloniaux et locaux de la 5e catégorie.

4 francs pour les fonctionnaires et agents des services coloniaux et locaux de la 6e catégorie.

II. Durant la même période les tarifs de l'indemnité de mise en route prévue à la colonne n° 1 du tableau n° 1 annexé au décret susvisé du 3 juillet 1897 seront portés aux mêmes taux.

Art. 2. — Une décision ministérielle fixera la date à partir de laquelle les tarifs du décret du 3 juillet 1897 seront remis en vigueur.

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 juin 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

MAGINOT.

N° 289. — *ARRETÉ promulguant le décret du 7 août 1917, et l'arrêté ministériel du 11 août suivant, relatifs à des prohibitions de sortie.*

(11 septembre 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française du décret du 7 août 1917, prohibant la sortie des soiries de toutes espèces, et l'arrêté du Ministre des colonies du 11 août suivant, dérogeant à cette prohibition en ce qui concerne les soies ouvrées ou moulinées non teintes et les confections en tissus de soie;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes;

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués dans la colonie, pour y être exécutés en leur forme et teneur : 1° le décret du 7 août 1917, prohibant la sortie des colonies et pays de protectorat, ainsi

que la réexportation, le transit, le transbordement des soies et soiries de toutes espèces; 2° l'arrêté du Ministre des colonies du 11 août suivant portant dérogation au décret précité en ce qui concerne les soies ouvrées ou moulinées non teintes et les confections en tissus de soie, à destination de l'Angleterre et ses colonies, la Belgique, le Japon, la Russie et les États de l'Amérique.

Art. 2 — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera, avec les textes promulgués, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 11 septembre 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

DEHEAULME.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport des Ministres des Colonies, des Finances, du Commerce, de l'Industrie et des Postes et Télégraphes,

Vu l'article 35 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 22 juin 1917,

Décrète :

Article 1er. — Sont prohibées la sortie ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire des produits ci-après, lorsque l'envoi à pour destination des pays autres que la France, les colonies françaises et les pays de protectorat Français :

Soies et soieries de toute espèce, confectionnées ou non.

Toutefois, des exceptions à cette disposition pourront être autorisées sous les conditions qui seront déterminées par le Ministre des colonies.

Art. 2. — Les Ministres des Colonies, des Finances, du Commerce, de l'Industrie et des Postes et Télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 août 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies, MAGINOT.

Le Ministre des Finances, J. THIERRY.

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, CLÉMENTEL.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 7 août 1917 ;

Vu l'arrêté du Ministre des Finances du 4 juillet 1917, portant dérogation aux prohibitions de sortie,

ARRÊTE :

Article unique. — Par dérogation aux dispositions du décret du 7 août 1917 susvisé, les soies ouvrées ou moulinées non teintes et les confections en tissus de soie peuvent être exportées ou réexportées sans autorisation spéciale, lorsque l'envoi a pour destination l'Angleterre, les dominions, les pays de protectorat et colonies Britanniques, la Belgique, le Japon, la Russie (1) ou les Etats de l'Amérique.

Fait à Paris, le 11 août 1917.

MAGINOT.

---

(1) Sous réserve en ce qui concerne la Russie de la souscription d'un acquit-à-caution à décharger par la douane Russe, l'autorité consulaire française ou les chambres de commerce russo-françaises.

N° 290. — *ARRÊTÉ interdisant aux habitants de la colonie de recevoir chez eux, sans motifs légitimes, les condamnés aux travaux forcés, les réclusionnaires coloniaux et les relégués collectifs autres que ceux qui sont employés à leur service.*

12 septembre 1917.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 66 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés ;

Vu l'article 1er du décret du 30 août 1889, interdisant la vente du vin et de boissons alcooliques quelconques aux condamnés aux travaux forcés, aux réclusionnaires coloniaux et aux relégués collectifs ;

Vu le décret du 15 septembre 1891, sur l'emploi de la main-d'œuvre des condamnés aux travaux forcés ;

Vu le décret du 23 février 1900, déterminant les conditions d'engagement des relégués collectifs ;

Considérant qu'il convient de réprimer le désordre occasionné par la présence non justifiée de ces condamnés chez les habitants et dans les cafés, cabarets, etc. ;

Sur la proposition concertée du Directeur de l'Administration pénitentiaire, du Secrétaire général et du Procureur général, Chef du service judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1er. — Il est formellement interdit aux habitants de la colonie de recevoir chez eux, sans motifs légitimes, les condamnés aux travaux forcés, les réclusionnaires coloniaux et les relégués collectifs autres que ceux qui sont employés à leur service.

Art. 2. — Toute contravention aux dispositions qui précèdent sera punie d'une amende de un à quinze francs et d'un emprisonnement de un à cinq jours, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 3. — Le Directeur de l'Administration pénitentiaire, le Secrétaire général et le Procureur général, Chef du service judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécu-

tion du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 12 septembre 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'Administration pénitentiaire,
BARRE.

Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

Le Procureur général, Chef du service judiciaire p. i.,
DELPRAT.

N° 291. — *DÉCISION ouvrant une enquête de* commodo *et* incommodo *au sujet de l'installation d'une distillerie agricole.*

(14 septembre 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la demande adressée à l'Administration par M. Pierre Hauradou dans le but d'obtenir l'autorisation d'installer vers le 11e kilomètre, route de Rémire, une distillerie agricole sur la propriété « l'Armorique », appartenant à Mme veuve Gosselin ;

Vu le décret du 24 septembre 1882, rendant applicable à la Guyane celui du 10 mars 1882, concernant la législation sur les établissements insalubres à la Guadeloupe ;

Vu le décret du 24 août 1909, relatif à la protection de la santé publique, ensemble l'arrêté local du 20 février 1911, déterminant les circonscriptions sanitaires de la Guyane française et la composition des commissions sanitaires ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Une enquête de *commodo* et *incommodo* sera ouverte à Rémire au sujet de l'installation d'une distillerie agricole par M. Pierre Hauradou, sur la propriété « l'Armorique », appartenant à Mme veuve Gosselin.

Cette enquête s'ouvrira le 25 septembre courant et durera quinze jours.

Art. 2. — Le Maire de Rémire est désigné pour procéder à ladite enquête en qualité de commissaire. A l'expiration du délai fixé, le commissaire-enquêteur transmettra au Gouverneur, avec ses conclusions, le procès-verbal constatant la clôture de l'enquête.

Ce procès-verbal, ainsi que les conclusions formulées par le commissaire-enquêteur seront soumis à la commission sanitaire à laquelle seront également communiqués tous mémoires pour ou contre l'établissement projeté adressés au Gouverneur.

L'ouverture des opérations de l'enquête sera annoncée, conformément à l'article 2 du décret du 10 mai 1882 susvisé, par une publication à son de caisse faite dans les différentes rues et les centres les plus peuplés de Rémire et de Montjoly.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 14 septembre 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

N° 292. — *DÉCISION accordant un témoignage officiel de satisfaction à* M. Jarry (Emile), *chef de bureau de 1re classe de l'Administration pénitentiaire.*

(15 septembre 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française.

Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu l'ordonnance du 27 août 1828,

DÉCIDE :

Article 1er. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé à M. Jarry (Emile), chef de bureau de 1re classe de l'Administration pénitentiaire, pour les services rendus à la Guyane française grâce à son « Manuel de cultures tropicales et d'élevage », ouvrage uniquement destiné aux écoles de la colonie.

Art. 2. — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* et insérée au *Bulletin officiel* de la Guyane française.

Cayenne, le 15 septembre 1917.

A. LAURET.

N° 293. — *ARRÊTÉ fixant au quadruple de l'encaisse métallique le maximum du montant des billets mis en circulation par la Banque de la Guyane.*

(19 septembre 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 21 décembre 1853, instituant à la Guyane française une Banque coloniale dans les conditions prévues par la loi du 11 juillet 1851;

Vu le décret du 4 novembre 1875, qui élève le capital social de la Banque de la Guyane à 600,000 francs;

Vu l'article 4, § 6 de la loi du 13 décembre 1901, fixant au triple de l'encaisse métallique le maximum du montant des billets en circulation;

Vu le décret du 22 août 1914, investissant les Gouverneurs des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion des pouvoirs nécessaires pour:

1° dispenser les Banques de ces colonies de l'obligation de rembourser leurs billets en espèces;

2° statuer sur la limite à assigner à l'émission des billets;

3° déterminer la proportion à maintenir entre le chiffre des émissions et l'encaisse métallique;

Vu la loi du 30 décembre 1916, portant prorogation pour deux ans du privilège des Banques coloniales et des statuts desdites banques;

Vu l'arrêté local du 31 mars 1903, fixant à 2,500,000 francs le chiffre maximum de la circulation fiduciaire;

Vu les délibérations du Conseil d'Administration de la Banque de la Guyane, en date des 31 juillet et 11 septembre 1917;

Sur le rapport du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le maximum du montant des billets mis en circulation par la Banque de la Guyane est fixé au quadruple de l'encaisse métallique de cet établissement.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 19 septembre 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

N° 294. — *ARRÊTÉ autorisant la Banque de la Guyane à émettre 300,000 francs de billets en sus de ceux en circulation.*

(19 septembre 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 21 décembre 1853 instituant à la Guyane française une Banque coloniale dans les conditions prévues par la loi du 11 juillet 1851 ;

Vu le décret du 4 novembre 1875, qui élève le capital social de la Banque de la Guyane à 600,000 francs ;

Vu l'article 4, paragraphe 6 de la loi du 13 décembre 1901, fixant au triple de l'encaisse métallique le maximum du montant des billets en circulation, ensemble le paragraphe 3 de l'article 1er du décret du 22 août 1914, qui a investi les Gouverneurs des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane des pouvoirs nécessaires pour déterminer la proportion à maintenir entre le chiffre des émissions des Banques desdites colonies et leur encaisse métallique ;

Vu l'arrêté local du 31 mars 1903, qui avait fixé à 2,500,000 francs le chiffre maximum de la circulation fiduciaire de la Banque de la Guyane ;

Vu l'arrêté en date de ce jour fixant au quadruple de l'en-

caisse métallique le maximum du montant de la circulation fiduciaire de cet établissement ;

Vu la loi du 30 décembre 1916, portant prorogation pour deux ans du privilège des Banques coloniales et des statuts desdites Banques ;

Vu les arrêtés en date des 2 décembre 1914, 25 septembre 1915, 8 avril et 8 mai 1916 et 27 août 1917, qui ont successivement porté de 2,500,000 francs à 2,900,000 francs le chiffre du montant de la circulation fiduciaire de la Banque de la Guyane ;

Vu les délibérations du Conseil d'Administration de cet établissement, en date des 31 juillet et 11 septembre 1917 ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — La Banque de la Guyane est autorisée à faire une nouvelle émission de 300,000 francs, en divers billets, ce qui portera de 3,900,000 francs à 4,200,000 francs la quantité de ces valeurs fiduciaires à mettre en circulation.

Art. 2. — Cette émission, nécessitée par les circonstances actuelles, est accordée à titre essentiellement exceptionnel et provisoire, et dès que lesdites circonstances auront cessé le quantum des billets en circulation sera ramené au chiffre précédemment fixé.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 19 septembre 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

N° 295. — *ARRÊTÉ modifiant les articles 1er des arrêtés des 18 août 1894 et 15 juin 1905, déterminant la composition du régime alimentaire des détenus de la prison civile de Cayenne.*

(19 septembre 1917.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté du 18 août 1894, modifiant l'article 51 de l'arrêté du 20 janvier 1890, sur les prisons;

Vu l'arrêté du 15 juin 1905, modifiant l'article 1er de l'arrêté du 18 août 1894;

Considérant qu'en raison de la surélévation constante des prix des vivres provoquée par l'état de guerre actuel, il est indispensable d'introduire des modifications dans le régime alimentaire des détenus de la prison civile;

Vu l'avis émis par le Chef du service de santé;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Sont modifiés, conformément aux indications ci-après, les articles 1er des arrêtés des 18 août 1894 et 15 juin 1905, déterminant la composition du régime alimentaire des détenus de la prison civile de Cayenne.

Ration européenne.

7 jours.	Pain bis	0k550
4 —	Viande fraîche	0 200
3 —	Poisson à limon frais ou à défaut salé ou séché, ou à défaut bacaliau ou morue	0 200
2 —	Riz	0 060
5 —	Légumes du pays	0 100
	ou fayots	0 060

Ration créole.

7 jours.	Couac	0k400
	ou riz	0 350
5 —	Poisson à limon frais ou à défaut salé ou séché, ou à défaut bacaliau ou morue	0 200
2 —	Viande fraîche	0 200
7 —	Légumes du pays	0 100
	ou fayots	0 060

Les détenus des deux catégories recevront tous les jours comme condiments :

Sel	0k020
Poivre	0 0015
Huile coton	0 025

Les rations seront délivrées d'après les indications ci-dessous :

Ration européenne.

Pain bis	Tous les jours.
Viande fraiche	Mardi, jeudi, samedi et dimanche
Poisson frais ou à défaut salé ou séché, ou à défaut bacaliau ou morue	Lundi, mercredi et vendredi.
Riz	Mardi et vendredi.
Légumes du pays ou fayots.	Lundi, mercredi, jeudi, samedi et dimanche.

Ration créole.

Couac ou riz	Tous les jours.
Viande fraiche	Jeudi et dimanche.
Poisson frais ou à défaut salé ou séché, ou à défaut bacaliau ou morue	Lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi.
Légumes du pays ou fayots.	Tous les jours.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui rentrera en application à compter du 1er novembre 1917, aura son effet pendant toute la durée des hostilités.

A l'expiration de celles-ci, les arrêtés susvisés des 18 août 1894 et 15 juin 1905 seront de nouveau mis en vigueur.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et sera inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 19 septembre 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

N° 296. — *DECISION ouvrant une enquête de* commodo *et* incommodo *au sujet de l'installation d'une distillerie.*

(21 septembre 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la demande adressée à l'Administration par M. Rosélie, dans le but d'obtenir l'autorisation d'installer une distillerie sur sa propriété, sise boulevard Jubelin, n° 70.

Vu le décret du 24 septembre 1882, rendant applicable à la Guyane celui du 10 mars 1882, concernant la législation sur les établissements insalubres à la Guadeloupe.

Vu le décret du 24 août 1909, relatif à la protection de la santé publique, ensemble l'arrêté local du 20 février 1911, déterminant les circonscriptions sanitaires de la Guyane française et la composition des commissions sanitaires.

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Une enquête de *commodo* et *incommodo* sera ouverte à Cayenne au sujet de l'installation d'une distillerie par M. Rosélie, sur sa propriété, sise boulevard Jubelin, n° 70.

Cette enquête s'ouvrira le 24 septembre 1917 et durera quinze jours.

Art. 2. — Le Maire de Cayenne est désigné pour procéder à la dite enquête en qualité de commissaire.

A l'expiration du délai fixé, le commissaire-enquêteur transmettra au Gouverneur avec ses conclusions le procès-verbal constatant la clôture de l'enquête.

Ce procès-verbal, ainsi que les conclusions formulées par le commissaire-enquêteur seront soumis à la commission sanitaire à laquelle seront également communiqués tous mémoires pour ou contre l'installation projetée adressés au Gouverneur.

L'ouverture des opérations de l'enquête sera annoncée, conformément à l'art. 2 du décret du 10 mai 1882 susvisé, par une publication à son de caisse faite dans les différentes rues de la ville.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 21 septembre 1917.

A. LAURET.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

N° 297. — *ARRÊTÉ chargeant* M. Barre, *Directeur de l'Administration pénitentiaire, de l'intérim du Gouvernement de la Guyane française.*

(22 septembre 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les instructions contenues dans le câblogramme ministériel n° 192, du 6 septembre 1916,

ARRÊTE :

Article 1er. — M. Barre, Directeur de l'Administration pénitentiaire, est chargé de l'intérim du Gouvernement de la Guyane française à compter du 25 septembre 1917, date du départ du Gouverneur.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et sera inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 22 septembre 1917.

A. LAURET.

N° 298. — *ARRÊTÉ promulguant la loi du 10 août 1917 (Loi Mourier) et le décret du 19 août 1917, portant application des dispositions de la loi précitée.*

(22 septembre 1917.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les instructions contenues dans le câblogramme ministériel (Colonies), en date du 14 septembre 1917,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués à la Guyane française pour y être exécutés en leur forme et teneur :

1° La loi du 10 août 1917, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active ;

2° Le décret du 19 août 1917, énumérant les unités combattantes pour l'application de la loi du 10 août 1917.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec les textes promulgués, inséré au *Journal officiel* de la colonie et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 22 septembre 1917.

A. LAURET

LOI fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats, appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — A partir de la promulgation de la présente loi, et à moins qu'ils ne soient reconnus inaptes à faire campagne, seront versés dans les unités combattantes, dont l'énumération fera l'objet d'un décret, et y seront maintenus pendant un an au moins :

1° Tous les officiers, assimilés ou fonctionnaires ayant la correspondance de grade, appartenant aux classes 1903 et plus jeunes et n'ayant pas, pendant un an au moins, depuis la mobilisation, servi dans une unité combattante, ainsi que tous les hommes de troupe du service armé appartenant aux mêmes classes ;

2° Tous les sous-officiers du service armé, rengagés, commissionnés ou retraités proportionnels après quinze ans de services, des classes 1896 et plus jeunes ;

3° Tous les officiers de l'armée active, des armes combat-

tantes, appartenant aux classes 1896 à 1902 incluses, qui, depuis la mobilisation, n'auraient pas, pendant un an au moins, servi dans une unité combattante.

Le versement dans les unités combattantes sera opéré par classes, suivant l'ordre de celles-ci et en commençant par la plus jeune.

A titre transitoire, un délai de trois mois est accordé au ministre de la guerre pour l'application du présent article.

Art 2.— Les dispositions de l'article 1er ne s'appliquent pas:

1° Aux fonctionnaires et attachés de l'intendance, aux officiers interprètes, aux officiers d'administration des divers services; aux agents et sous-agents des Trésor et postes, et à tous les fonctionnaires et agents de la télégraphie militaire nommés avant le 2 août 1914 ou déclarés admis, avant cette date, aux examens d'aptitude à leur emploi; aux fonctionnaires et attachés de l'intendance et aux officiers d'administration des divers services nommés depuis la guerre, mais n'ayant jamais servi dans une arme combattante ou ayant accompli antérieurement leur service actif dans les sections de commis et ouvriers d'administration, d'infirmiers ou de secrétaires d'état-major et du recrutement, ni aux agents et hommes de troupe légalement affectés, avant le 2 août 1914, aux sections de chemins de fer de campagne, ou qui, à cette date, se trouvaient dans les conditions requises par l'article 42 de la loi du 21 mars 1905 pour y être incorporés.

Tous ces officiers et hommes de troupe seront d'ailleurs, exclusivement employés dans les formations du front s'ils appartiennent aux classes visées par l'article 1er, paragraphe 1er de la présente loi;

2° Aux officiers des armes combattantes qui, à la suite de blessures ou de maladies contractées au service, ont été reconnus inaptes à leur arme et ont été nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'intendance ou des officiers d'administration des divers services;

3° Aux médecins, pharmaciens, chirurgiens ou mécaniciens dentistes; aux vétérinaires; aux étudiants en médecine pourvus au moins de deux inscriptions validées par un examen ou par un certificat d'assiduité civil ou militaire, qui appartiennent aux formations sanitaires de campagne; aux étudiants en pharmacie ayant accompli leur stage; aux étudiants en médecine vétérinaire ayant accompli leur première année d'école; aux in-

firmiers ayant satisfait aux examens du caducée et assistant, depuis un an au moins, le médecin dans son action médicale ou chirurgicale dans les services de l'avant;

4° Au personnel du service automobile, officiers et hommes de troupe, appartenant aux sections sanitaires et à celles affectées aux transports de troupes, de matériel ou de munitions;

5° Aux sapeurs-pompiers de la ville de Paris, autres que ceux qui appartiennent aux classes 1914 et plus jeunes;

6° Aux militaires de la gendarmerie, qui servaient effectivement dans cette arme le 1er août 1914;

7° Aux officiers de complément et aux hommes de troupe pères de quatre enfants ou veufs pères de trois enfants, ou ayant eu au moins, depuis le 1er août 1914, deux frères ou deux fils morts au service de la patrie ou disparus depuis plus de six mois;

8° A tous les mobilisés rentrés d'Allemagne ou des départements envahis pour quelque cause que ce soit.

A partir de la promulgation de la présente loi, les hommes de troupe pères de cinq enfants et veufs pères de quatre enfants, appartenant à la réserve de l'armée territoriale, seront affectés dans la zone de l'intérieur; les hommes de troupe pères de quatre enfants ou veufs pères de trois enfants ou ayant eu trois frères ou deux fils tués au champ d'honneur ou décédés des suites de blessures ou de maladies contractées au service ou encore disparus depuis plus de six mois, et qui se trouvent dans les unités combattantes, seront affectés à des unités territoriales dans des emplois non combattants s'ils appartiennent aux classes 1903 et plus jeunes et à des formations de l'arrière s'ils appartiennent aux classes 1902 ou plus anciennes.

Les hommes de troupe ayant eu deux frères tués au champ d'honneur ou décédés des suites de blessures reçues à l'ennemi ou encore disparus depuis plus de six mois seront affectés aux emplois les moins exposés des unités auxquelles ils appartiennent.

A titre transitoire, un délai de trois mois est accordé au ministre de la guerre pour l'application des deux paragraphes ci-dessus.

Art. 3. — Les dispositions de l'article 1er ne s'appliquent pas non plus aux spécialistes qualifiés, officiers et hommes de troupe, absolument indispensables et employés, soit dans les formations de la zone des armées, soit, à l'intérieur, dans les

ateliers, usines, établissements, laboratoires ou exploitations travaillant pour la défense nationale, à l'étude, à la construction, à la fabrication, à l'entretien, au service ou à la réparation du matériel de guerre. Les spécialistes encore affectés à des unités combattantes seront appelés, après avis favorables des commissions permanentes, en commençant par les pères de familles les plus nombreuses et les classes les plus anciennes, à remplacer, nombre pour nombre, les spécialistes de même catégorie appartenant à des classes plus jeunes et affectés à des emplois techniques, soit dans les usines, soit aux armées.

Dans le cas prévu à l'alinéa précédent, le chef d'unité ou de service, d'usine ou d'entreprise, déclarera, par écrit, que le mobilisé est bien spécialiste qualifié et qu'en outre, il lui a été impossible de le remplacer. Copie de cette déclaration sera transmise à la mairie du dernier domicile en France de l'intéressé et transcrite sur un registre mis à la disposition du public. Les spécialistes qualifiés n'ayant pas fait l'objet de cette déclaration pourront en appeler à la commission mixte instituée par l'alinéa suivant, laquelle aura qualité, en ce cas, pour substituer sa déclaration à celle défaillante du chef d'unité ou de service d'usine ou d'entreprise.

Toutefois, les mobilisés affectés aux usines, établissements ou exploitations travaillant pour la défense nationale, ne pourront y être maintenus qu'après un avis favorable émis par la commission prévue à l'article 6, paragraphes 4, 5 et 6 de la loi du 17 août 1915 et qui opérera d'une façon permanente.

Art. 4. — Les mobilisés visés à l'article 1er ne pourront être maintenus dans une formation non combattante que par une décision spéciale et motivée du ministre de la guerre ou du ministre de l'armement, décision qui sera insérée, avec l'énoncé des motifs, au *Journal officiel*.

Art. 5. — Le ministre de la guerre déterminera le mode d'affectation dans les unités combattantes des officiers, assimilés ou fonctionnaires ayant la correspondance de grade, visés à l'article 1er, soit directement, soit après un stage dont il déterminera les conditions et la durée.

Ceux qui, à l'expiration de ce stage, seraient reconnus incapables d'exercer le commandement correspondant à leur grade, seront replacés dans le grade qu'ils possédaient au moment où ils ont été nommés officiers ou assimilés.

Art. 6. — Il sera pourvu au remplacement des officiers,

assimilés ou fonctionnaires ayant la correspondance de grade, visé par la présente loi, et éventuellement, au renforcement des cadres des divers services :

1° Par des auxiliaires, des mobilisés évadés des pays ennemis ou rapatriés, ou des engagés spéciaux: exemptés, réformés ou hommes dégagés de toute obligation militaire. Ils pourront, s'ils remplissent les conditions d'aptitude professionnelle suffisantes, être nommés officiers ou assimilés ;

2° Par des sous-officiers inaptes à faire campagne, par des officiers inaptes à faire campagne par suite de blessure ou de maladie contractée au service et subsidiairement, par des officiers ou assimilés recrutés parmi les hommes de troupe de la réserve de l'armée territoriale et parmi les hommes faits prisonniers au cours de la campagne et rapatriés comme sanitaires.

A défaut de personnel civil, d'engagés spéciaux et d'hommes du service auxiliaire, il sera pourvu au remplacement des hommes de troupe visé à l'article 1er par des réservistes de l'armée territoriale, classe par classe, en commençant par les classes les plus anciennes et, dans chaque classe, par les pères de familles les plus nombreuses.

Art. 7. — Les officiers et assimilés visés à l'article 1er, autres que ceux faisant l'objet des exemptions prévues à l'article 2 de la présente loi, qui seront reconnus définitivement inaptes à faire campagne et dont l'inaptitude ne résultera pas de blessures ou de maladies contractées au service, seront mis en non-activité s'ils appartiennent à l'armée active ; ils seront mis hors cadres ou pourront, sur leur demande, être rayés des cadres, s'ils sont officiers ou assimilés de complément.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le ministre de la guerre pourra, si les nécessités du service l'exigent, et par décision spéciale et motivée, insérée au *Journal officiel*, maintenir dans un poste sédentaire les officiers déclarés définitivement inaptes à faire campagne.

Les officiers mis en non-activité ou rayés des cadres pour inaptitude ne pourront en aucun cas, être remplacés dans des postes de l'intérieur par des officiers de l'armée active appartenant aux classes 1896 et plus jeunes et n'ayant pas été blessés au cours de la présente guerre.

Art. 8. — L'inaptitude à faire campagne, dans les divers

cas prévus par la présente loi, sera constatée par la commission spéciale de réforme,

Cette inaptitude sera déclarée provisoire ou définitive par la commission. Si elle est provisoire, l'intéressé devra subir, devant ladite commission, un nouvel examen à l'expiration du délai de deux mois.

A partir de la promulgation de la présente loi, l'inaptitude des hommes du service auxiliaire à être utilisés, en cette qualité, dans la zone des armées, sera constatée par la commission spéciale de réforme dans les conditions prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

Art. 9. — Tout chef d'unité ou de service, d'usine ou d'entreprise, et toute autre personne qui, en vue de soustraire à l'application de la présente loi un mobilisé ne rentrant pas dans les cas d'exception qu'elle prévoit, se seront rendus coupables, soit de fausses énonciations dans la déclaration prescrite par l'article 3, soit de toute autre manœuvre, de tout acte ou omission volontalre ayant pour but et ayant eu pour effet de maintenir ou d'aider à maintenir, sciemment, ledit mobilisé dans une formation non combattante, dans une usine, dans un établissement ou une exploitation travaillant pour la défense nationale, seront punis des peines prévues par l'article 7 de la loi du 17 août 1915.

Art. 10. — Aucun sursis ne pourra être accordé ou renouvelé à l'avenir à un homme du service armé appartenant aux classes 1903 et plus jeunes sans une décision spéciale du ministre de la guerre dans les conditions prévues à l'article 4.

Un décret, rendu sur la proposition du même ministre, déterminera les professions pour lesquelles des sursis peuvent être accordés et la durée de ceux-ci.

Le demandeur en sursis souscrira, du reste, au préalable, une déclaration indiquant de quelle profession ou de quelle fonction administrative il se réclame pour sa mise en sursis, ainsi que le lieu et la durée qu'il désire voir attribuer à ce dernier. Copie de cette déclaration sera transmise à la mairie de la résidence de l'intéressé comme il est dit à l'article 3.

En cas de fausse déclaration, les peines prévues par l'article 7 de la loi du 17 août 1915 seront applicables.

Les mobilisés placés, à un titre quelconque, dans la position de sursis demeureront soumis aux règlements de l'armée, en

cas d'infraction à la discipline militaire, sans préjudice de ce qui est dit à l'article 42, alinéa 6, de la loi du 21 mars 1905.

Art. 11. — Un décret, rendu en la forme de règlement d'administration publique, déterminera les conditions d'application à l'armée de mer des dispositions contenues dans la présente loi.

Art. 12. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorat.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 10 août 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

Le Ministre de l'armement et des fabrications de guerre,
ALBERT THOMAS.

Le Ministre de la marine, le Ministre de la guerre, Ministre de la marine par intérim,
PAUL PAINLEVÉ.

Le Ministre de l'intérieur, le garde des sceaux, Ministre de la justice, Ministre de l'intérieur par intérim,
RENÉ VIVIANI.

Le Ministre des colonies,
MAGINOT.

(Ministère de la Guerre.)

RAPPORT AU PRÉSIDENT de la République française.

Paris, le 19 août 1917.

Monsieur le Président,

La loi du 10 août 1917, « fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'armée active », stipule, dans son article 1er, que les militaires qu'elle saisit seront versés dans les unités combattantes dont l'énumération fera l'objet d'un décret.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

L'énumération qu'il contient comprend des formations qui, à proprement parler, ne peuvent être appelées combattantes— telles les unités de sapeurs de navigation et les groupes de brancardiers — d'autant, pour ces derniers, que leur personnel est neutralisé au regard des conventions internationales. L'insertion de ces formations dans la liste, répond à la nécessité de les ravitailler en professionnels de jeunes classes.

Par contre, cette énumération ne renferme pas tous les éléments de l'armée appelés à combattre — telles les unités territoriales — qui ne peuvent évidemment recevoir des mobilisés des classes jeunes visés par la loi.

Il doit être entendu, d'autre part, que si la loi oblige à verser certaines catégories de mobilisés aux formations combattantes, elle ne crée en aucune manière, pour les militaires laissés en dehors de ses prévisions, un droit à ne pas servir dans ces formations.

La loi du 10 août 1917 a pour but, non de stabiliser des situations acquises, mais de fixer un programme minimum d'aménagement. Le commandement ne saurait se tenir en deçà de ce programme sans violer la loi ; il peut le dépasser, si les besoins du service l'exigent.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le Ministre de la guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu la loi du 10 août 1917 et spécialement l'article 1er ;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Sont réputés unités combattantes, pour l'application de la loi du 10 août 1917, les formations mobilisées énumérées ci-après :

A. — ARMÉES DU NORD ET DU NORD-EST

1° Etats-majors de divisions actives d'infanterie et de cavalerie, états-majors de brigades actives (ou anciennement dites de réserve) d'infanterie et de cavalerie, états-majors de com-

mandements d'infanterie des divisions actives (ou anciennement dites de réserve).

Missions militaires près les armées américaines, belges et britanniques, en ce qui concerne le personnel employé dans les divisions et formations subordonnées.

Mission militaire chargée de l'administration de l'Alsace, en ce qui concerne le personnel des cercles de Thann et de Dannemarie, dont la résidence est fixée à moins de 8 kilomètres des lignes.

2° Infanterie.

Corps actifs (et anciennement dits de réserve).

3° Cavalerie.

Corps actifs et unités de réserve montés ou non montés.

Groupes d'auto-mitrailleuses et d'auto-canons.

4° Artillerie.

a) Artillerie des divisions et des corps d'armée, à l'exclusion de:

L'état-major de l'artillerie des corps d'armée;

L'état-major du parc d'artillerie des corps d'armée;

Les équipes de réparation divisionnaires et du corps d'armée.

b) Artillerie d'armée:

Artillerie de tranchée, artillerie hippomobile, artillerie de position, à l'exception du grand parc d'artillerie et de l'état-major de l'artillerie d'armée.

c) Artillerie lourde à tracteurs, à l'exception des unités de réparation.

d) Réserve générale d'artillerie lourde, à l'exception:

De l'état-major de la réserve générale d'artillerie lourde;

Des batteries de construction de voies normales;

Des unités de réparation;

Des unités de travailleurs;

Des parcs.

e) Artillerie d'assaut, à l'exclusion de l'état-major de l'artillerie d'assaut.

f) Unités de tir contre avions, à l'exception des postes ou sections demi-fixes installés à demeure à une distance du front supérieure à 15 kilomètres.

5° Génie.

Génie des divisions et des corps d'armée (à l'exclusion de l'état-major du génie des corps d'armée).

Compagnies de sapeurs-mineurs à la disposition des armées.

Compagnies spéciales, compagnies de schlitte, compagnies d'électriciens.

Compagnie de pontonniers.

Unités de télégraphie de 1re ligne (à l'exclusion des parcs).

Compagnies de sapeurs de chemins de fer (à l'exclusion des compagnies de travailleurs).

Sections de projecteurs de campagne d'armée.

Compagnies de sapeurs de navigation (personnel marinier seulement).

6° Aéronautique.

a) Aviation :

Escadrilles.

Personnel naviguant de toutes autres formations.

b) Aérostation :

Compagnies d'aérostiers (observateurs et personnel de manœuvre).

Équipages de ballons dirigeables.

7° Santé.

Groupes de brancardiers.

B. — ARMÉE D'ORIENT. — MAROC.

1° Mêmes formations que pour le front du Nord et du Nord-Est, en ce qui concerne les états-majors ;

2° Formations qui reçoivent normalement des hommes du service armé des classes 1903 et plus jeunes.

C. — ALGÉRIE-TUNISIE.

Formations actives affectées à la défense de la colonie et du protectorat.

D. — COLONIES ET PAYS DE PROTECTORAT AUTRES QUE LE MAROC.

Formations actives.

E. — MISSIONS A L'ÉTRANGER.

Missions militaires en Russie et en Roumanie, en ce qui concerne le personnel employé dans les armées et dans les formations subordonnées.

Art. 2. — Le personnel des groupes de brancardiers, classés dans les unités combattantes, est et demeure neutralisé, conformément aux conventions internationales en vigueur.

Art. 3. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 août 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de la guerre,

PAUL PAINLEVÉ.

N° 299. — *ARRÊTÉ nommant* M. Grilh (Albert) *Directeur par intérim de l'Administration pénitentiaire.*

(25 septembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les décrets des 16 février 1878 et 7 février 1912, portant création à la Guyane d'une Direction de l'Administration pénitentiaire et réorganisation de cette administration ;

Vu l'arrêté du Gouverneur en date du 22 septembre 1917, chargeant le Directeur de l'Administration pénitentiaire de l'intérim du Gouvernement à compter du 25 septembre 1917,

ARRÊTE :

Article 1er. — M. Grilh (Albert), chef de bureau de 1re classe, est nommé Directeur par intérim de l'Administration pénitentiaire.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 25 septembre 1917.

J. BARRE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 300. — Par décret en date du 15 mai 1917, rendu sur la proposition du Ministre des colonies, M. Lauret (Jules-Gérard-Auguste), secrétaire général de 1re classe des colonies, chargé par décret du 17 novembre 1916 du Gouvernement de la Guyane pendant la durée de l'absence du titulaire, a été nommé gouverneur de 3e classe des colonies et nommé gouverneur de la Guyane, en remplacement de M. Levecque, précédemment nommé lieutenant-gouverneur du Sénégal.

N° 301. — Par décret en date du 17 juillet 1917, rendu sur la proposition du Ministre des colonies, M. Lauret (Jules-Gérard-Auguste), gouverneur de 3e classe des colonies, gouverneur de la Guyane, a été nommé gouverneur de la Côte française des Somalis, en remplacement de M. Simoni, précédemment admis à faire valoir ses droits à la retraite.

N° 302. — Par décret en date du 17 juillet 1917, rendu sur la proposition du Ministre des colonies, M. Lejeune (Henri-Alphonse-Joseph), secrétaire général de 1re classe des colonies (hors cadres), a été réintégré dans les cadres et nommé gouverneur de 3e classe des colonies.

Par le même décret, M. Lejeune a été nommé gouverneur de la Guyane française, en remplacement de M. Lauret, nommé gouverneur de la Côte française des Somalis

---

N° 303. — L'exequatur a été accordé par le Président de la République française à M. Joao Constantino Pinto Peixoto, vice-consul du Brésil à Cayenne, avec juridiction sur la Guyane française, et en remplacement de M. Leonardo Clavo da Silva Castro.

N° 304. — Par décision du Gouverneur, en date du 3 septembre 1917, prise après avis du Conseil de santé, un congé de convalescence de deux mois, à passer à la Guadeloupe, a été accordé à Mme Belon Nelly, dame employée des Postes et Téléphones.

Cette employée, qui est accompagnée de son fils, âgé de 12 ans 1/2, a été autorisée à prendre passage sur le courrier du 6 septembre 1917.

N° 305. — Par décision du Gouverneur, en date du 11 septembre 1917, M. Saxémar (Emilien), soldat réformé pour blessures de guerre, a été nommé agent auxiliaire à la Police générale.

N° 306. — Par décision du Gouverneur, du 12 septembre 1917, une permission d'absence de trente jours, à solde entière coloniale, a été accordée à M. Pardin (Dominique), garde rural à Iracoubo, pour en jouir dans la colonie.

N° 307. — Par décision du Gouverneur, en date du 14 septembre 1917, prise sur la proposition du Trésorier-payeur, M. Panéla (Adrien) a été chargé, pendant la durée de l'absence du titulaire, de l'emploi d'huissier porteur de contraintes près le Percepteur de la 1re circonscription.

N° 308. — Par décision du Gouverneur, en date du 17 septembre 1917, une permission d'absence de trente jours, à passer dans la colonie, a été accordée à M. Chérica (Paul), secrétaire de Mairie de la commune de l'Approuague.

N° 309. — Par décision du Gouverneur, en date du 20 septembre 1917, un congé de convalescence de trois mois, à passer à la Guadeloupe, est accordé à M. Baudin (Roger), contrôleur principal, chef du bureau des Mines à la Guyane.

Ce fonctionnaire, qui est accompagné de sa femme et de ses cinq enfants, est autorisé à prendre passage sur le courrier du 25 septembre 1917.

N° 310. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 20 septembre 1917, M. Aulne, conducteur de 1re classe du cadre

général des Travaux publics des colonies, a été installé dans ses fonctions de Chef du service des Travaux publics et des Mines, Ports et Rades, à compter du même jour.

N° 311. — Par décision du Gouverneur, en date du 21 septembre 1917, un congé de trois mois, pour affaires personnelles, a été accordé, pour se rendre en France, à M. Laudernet (Emile), commis principal du Secrétariat général de la Guyane française,

Ce fonctionnaire a été autorisé à s'embarquer sur le courrier du mois de septembre 1917.

N° 312. — Par décision du Gouverneur, en date du 21 septembre 1917, une suspension de fonctions de un mois a été infligée à M. Dardet (Christian), garde rural de 3e classe à Matoury, pour manquement à ses devoirs professionnels et inconvenance envers le Maire de la commune de Matoury.

N° 313. — Par décision du Gouverneur, en date du 24 septembre 1917, un congé de convalescence de trois mois, à passer en France, a été accordé à M. l'abbé Boyer (Paul), desservant de la commune pénitentiaire de Saint-Laurent-du-Maroni.

Cet ecclésiastique a été autorisé à prendre passage sur le courrier du mois de septembre 1917.

N° 314. — Par décision du Gouverneur, en date du 28 septembre 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, la deuxième session d'examen des brevets élémentaire et supérieur et l'examen du certificat d'aptitude pédagogique, pour 1917, ont été fixés comme suit :

Brevet élémentaire :

Les mercredi 24, jeudi 25 et vendredi 26 octobre.

Brevet supérieur :

Les vendredi 26 et samedi 27 octobre.

Certificat d'aptitude pédagogique :

Le mardi 30 octobre.

Tout candidat aux brevets élémentaire et supérieur de capicité ou au certificat d'aptitude pédagogique devra se faire inscrire au secrétariat de l'Instruction publique jusqu'au 20 octobre inclus.

Passé ce délai, aucune demande ne sera admise. Il déposera : 1° une demande d'inscription écrite sur timbre et signée par lui ; 2° un extrait de son acte de naissance.

Ne sont admis à la 2e session des brevets élémentaire et supérieur que les candidats qui, s'étant présentés à la première, ont obtenu au moins le quart du maximun des points pour l'ensemble des épreuves écrites et ceux qui n'ont pu se présenter par suite d'un cas de force majeure, laissé à l'appréciation du Chef du service de l'Instruction publique.

Le candidat au certificat d'aptitude pédagogique déposera en outre : 1° son brevet élémentaire ou son brevet supérieur s'il y a lieu ; 2° un certificat constatant qu'il remplit les conditions de stage réglementaire.

N° 315. — Par décision de M. le Colonel, commandant supérieur des Troupes du groupe des Antilles, en exécution du décret du 9 juin 1917, il est institué en Guyane une *Commission des allocations temporaires aux réformés n° 2*, constituée de la façon suivante :

MM. Hesse, capitaine, commandant les détachements d'Infanterie coloniale, président ;
Laborde, sous-ordonnateur des dépenses militaires, représentant l'Intendance ;
Derbès, sous-chef de bureau des Secrétariats généraux ;
Laurent, sous-lieutenant, commandant le bureau de recrutement ;
Mouzels, médecin-major de 2e classe des Troupes coloniales ;
Rickwaert, médecin auxiliaire des Troupes coloniales.

Cette commission siégera à Cayenne et commencera ses opérations dès qu'une instruction ministérielle et un arrêté local auront fixé les points de détails et autres mesures spéciales à la colonie.

Certifié conforme :

Le Secrétaire-archiviste,

Signé : Paul DUBOURG.

Cayenne — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 10.

OCTOBRE 1917.

SOMMAIRE.

Pages.

N° 316. — Circulaire ministérielle du 10 juillet 1917. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.. 431

N° 317. — Dépêche ministérielle du 28 août 1917. — Rejet du pourvoi formé par M. Marbot..... 432

Conseil d'Etat du 18 juin 1917 rejetant la requête formulée par M. Marbot..... 432

N° 318. — Circulaire ministérielle du 31 août 1917 au sujet de la transmission au Département des délibérations du Conseil général relatives au mode d'assiette et aux règles de perception des taxes et contributions..... 436

N° 319. — Lettre ministérielle du 20 août 1917. — Fonctionnaires non mobilisés restés en pays envahi. Avances sur traitement à leurs familles réfugiées... 437

N° 320. — Lettre ministérielle du 4 septembre 1917. — Frais de justice criminelle. — Expertises médicales..... 438

N° 321. — Arrêté du 1er octobre 1917 promulguant les décrets des 17 et 23 août 1917, prohibant la sortie de divers produits..... 440

Décret du 17 août 1917 prohibant la sortie des colonies des machines pour l'agriculture y compris les moteurs et pièces détachées..... 440

Pages.

Décret du 23 août 1917 prohibant la sortie des colonies de divers produits..... 441

N° 322. — Arrêté du 1er octobre 1917 promulguant trois arrêtés ministériels des 14, 20 et 27 août 1917, portant dérogation à des prohibition de sortie..... 443

Arrêtés ministériels des 14, 20 et 27 août 1917 portant dérogation à des prohibitions de sortie..... 444

N° 323. — Arrêté du 3 octobre 1917 promulguant à la Guyane française le décret du 17 août 1917, rendant applicable dans les colonies françaises, autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, la loi du 18 mars 1917, ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement. — Rapport. 446

Décret du 17 août 1917 rendant applicables dans les colonies françaises autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, les dispositions de la loi du 18 mars 1917..... 448

Loi du 18 mars 1917 ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement..... 448

N° 324. — Arrêté du 9 octobre 1917 portant promulgation de l'article 14 de la loi de finances du 4 août 1917..... 449

Article 14 de la loi de finances du 4 août 1917..... 450

N° 325. — Arrêté du 10 octobre 1917 ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de la transformation d'une usine à bois de rose en une distillerie à tafia.. 450

N° 326. — Arrêté du 24 octobre 1917 fixant, du 1er juillet 1917 au 31 décembre de la même année, le taux des primes à allouer à l'Hôpital colonial de Cayenne pour l'alimentation des malades et du personnel du service de Santé nourri par cet établissement..... 452

N° 327. — Arrêté du 24 octobre 1917 fixant le prix de remboursement de la journée de traitement à l'Hôpital colonial de Cayenne (période du 1er juillet 1917 au 30 juin 1918)..... 452

N° 328. — Arrêté du 24 octobre 1917 modifiant l'article 6 de l'arrêté du 27 septembre 1893, sur l'organisation de la perception en Guyane..... 456

N° 329. — Arrêté du 30 octobre 1917 portant promulgation de l'article 11 de la loi de finances du 30 juin 1917.... 457

Pages

Loi du 30 juin 1917 portant : 1° ouverture sur l'exercice 1917 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 ; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics 458

N° 330. — Arrêté du 30 octobre 1917 portant promulgation des décrets des 2 juillet et 26 août 1917, relatifs à la concession de franchises postales au corps expéditionnaire américain 459

Décret du 2 juillet 1917 portant concession de franchises postales pour le corps expéditionnaire américain 459

Décret du 26 août 1917 rendant applicables aux colonies françaises et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, les dispositions du décret du 2 juillet 1917 460

N° 331. — Arrêté du 30 octobre 1917 portant convocation du Conseil général en session ordinaire 461

N° 332. — Arrêté du 30 octobre 1917 autorisant les Chefs d'administration et des services à entrer au Conseil général pendant la session ordinaire de 1917 462

N°s 333 à 343. — Nominations, mutations, congés, etc 462

N° 316. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing. — 1re Section.)

Paris, le 10 juillet 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Administrateur de Saint-Pierre et Milon, Commissaires de la République au Togo et au Cameroun.*

M. le Procureur général près la Cour des Comptes, président du Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre, a adressé au Département le relevé des opérations effectuées par le Comité pour la période comprise entre le 5 mai et le 1er juin dernier.

Comme suite à ma circulaire n° 846 du 27 juin, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus ces documents (1).

Pour le Ministre et par ordre:
Le Sous-Directeur,
Chef du service du Secrétariat
et du Contreseing,
COLIN.

N° 317. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE. — Rejet du pourvoi formé par M. Marbot.*

(Ministère des Colonies. — Service du Personnel, 2e Section B.)

Paris, le 28 août 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Monsieur le Gouverneur de la Guyane.*

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Conseil d'État, statuant au Contentieux, sur le rapport de la 3e Sous-Section du Contentieux, a, dans sa séance du 8 juin 1917, rejeté le pourvoi formé par M. Marbot, ancien chef d'atelier au service des Travaux publics de la Guyane, contre une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par le Département sur sa réclamation relative à son licenciement par suppression d'emploi. Vous trouverez ci-joint copie de la décision précitée.

Je vous serai obligé d'en aviser l'intéressé.

Pour le Ministre et p. o.:
Le Sous-Directeur,
Chef du service du personnel,
EMILE GLEITZ.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Décision du 8 juin 1917.)

Au nom du Peuple Français,

Le Conseil d'État, statuant au Contentieux,

Sur le rapport de la 3e Sous-Section du Contentieux;

Vu la requête présentée par le sieur Marbot, ancien chef d'ate-

---

(1) Documents publiés au *Journal officiel* de la Guyane du 6 octobre 1917, page 370.

lier au service des Travaux publics de la Guyane française, demeurant à Cayenne, la dite requête enregistrée au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat, le 3 juillet 1913, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler la décision implicite de rejet résultant du silence gardé pendant plus de quatre mois par le Ministre des colonies sur une réclamation déposée le 12 février 1913, et relative à son licenciement par suppression d'emploi.

Ce faire, attendu qu'entré au service comme forgeron en 1896, nommé contre-maître en 1902, puis chef d'atelier en 1906, le requérant a été avisé, par note du Gouverneur du 31 décembre 1912, que, vu la suppression de l'atelier, il était licencié à compter du 1er janvier 1913; que cette mesure a été prise en violation des prescriptions impératives de la circulaire ministérielle du 25 février 1909, dont les dispositions constituent une partie de statuts des agents coloniaux régis par arrêtés locaux; qu'en effet, d'une part, aucun arrêté n'est intervenu pour supprimer l'atelier des Travaux publics, qui subsiste en fait; d'autre part, si une réduction de personnel était nécessaire, elle devait porter sur l'agent le moins ancien et le moins élevé en grade; qu'au surplus, aucune considération financière, aucun motif de service n'ont déterminé le Gouverneur; que ce dernier s'est, en réalité, incliné devant la volonté du Conseil général qui, par animosité politique, avait déjà en 1906, puis en 1911, supprimé le crédit afférent à l'emploi du requérant, crédit que le Gouverneur avait alors rétabli en Conseil privé; que la nouvelle suppression opérée en 1912 était aussi illégale que les précédentes; l'Assemblée locale n'ayant pas qualité pour modifier les cadres du personnel; qu'en mettant sa délibération à exécution, le Gouverneur a commis un détournement de pouvoir;

Vu, en date du 12 février 1913, le récépissé de la réclamation adressée par le sieur Marbot au Ministre des colonies;

Vu l'arrêté du Gouverneur de la Guyane française, en date du 31 décembre 1912.

Vu, enregistrées comme ci-dessus, le 20 novembre 1913, les observations présentées par le Ministre des colonies, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, ensemble le rapport du Gouverneur de la Guyane française, auquel le Ministre déclare se référer et où il est exposé que les règles posées par la circulaire ministérielle du 25 février 1909 n'étaient pas applicables au cas du sieur Marbot; que ce der-

nier, en effet, n'appartenait à aucun cadre constitué et que son emploi était, d'ailleurs, unique; que l'atelier des Travaux publics, dont la création n'avait fait l'objet d'aucun arrêté, a pu être supprimé de même, sans qu'intervienne un acte de forme; qu'il a été fermé en fait au mois de mai 1912, l'Administration ne conservant qu'un menuisier; que le Gouverneur a néanmoins ajourné le licenciement du requérant à la fin de l'année, en lui confiant un emploi provisoire de surveillant des Travaux et a proposé au budget de 1913 un crédit de 3,000 francs destiné à pourvoir à la création régulière de cet emploi; mais que le Conseil général a refusé ce crédit, usant ainsi du droit qui lui appartient de fixer le montant des dépenses facultatives après avoir pourvu à l'intégralité des dépenses obligatoires; que le Gouverneur ne pouvait que s'incliner devant cette délibération;

Vu, enregistrées comme ci-dessus, le 7 avril 1914, les observations nouvelles présentées par le sieur Marbot, et tendant aux mêmes fins que la requête, par les moyens déjà exposés, et, en outre, par les motifs: que le requérant appartenait au cadre des agents des Travaux publics et avait droit aux garanties prévues par la circulaire ministérielle du 25 février 1909; que, notamment, malgré la réduction du crédit afférent à ce service, le Gouverneur devait lui attribuer un emploi en licenciant si cela était nécessaire un agent moins ancien que lui, et n'avait pas à céder à la volonté du Conseil général, dictée par les passions locales, cette Assemblée étant incompétente en 1912, aussi bien qu'en 1911, pour exiger le renvoi du sieur Marbot;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu l'ordonnance du 27 août 1828;

Vu le décret du 2 mars 1910;

Vu la loi des 7, 14 octobre 1790; la loi du 24 mai 1872, la loi du 13 juillet 1900;

Ouï M. Alfred Porché, maître des requêtes, en son rapport;

Ouï Maître Bédé, avocat du sieur Marbot, en ses observations;

Ouï M. André Ripert, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement en ses conclusions;

Considérant qu'aux termes de l'article 7 du décret du 2 mars 1910 «les droits à la solde d'activité cessent.....
.....5° pour les fonctionnaires employés et agents présents à leur poste, qui sont licenciés pour toute autre cause que par mesure de discipline, le jour où ils quittent leurs fonctions»; qu'il résulte de ce texte que l'Administration coloniale a le droit

de licencier un fonctionnaire dont les services ne peuvent plus être utilisés; que la circulaire ministérielle du 25 février 1909, invitant les Gouverneurs à observer, autant que possible, dans l'examen de leurs pouvoirs, certaines règles qu'elle indique, n'a porté aucune atteinte à ce droit.

Considérant qu'il est établi par l'instruction que l'atelier du service des Travaux publics de la Guyane a été supprimé au mois de mai 1912, à la suite de la décision prise par l'Administration de mettre désormais tous les travaux en adjudication; que cette suppression entraînant celle de l'emploi de chef d'atelier occupé par le sieur Marbot; qu'en prononçant alors le licenciement de celui-ci, le Gourverneur a agi dans la limite de ses attributions;

Considérant, d'autre part, qu'il ne résulte d'aucune pièce du dossier qu'en prenant la mesure dont s'agit le Gouverneur de la Guyane ait usé des pouvoirs qui lui appartiennent dans un but autre que celui en vue duquel ils lui ont été conférés; qu'il suit de là que le requérant n'est pas fondé à demander l'annulation de la décision implicite par laquelle le Ministre des colonies a rejeté sa réclamation ;

DÉCIDE :

Article 1er. — La requête sus-visée du sieur Marbot est rejetée.

Art. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre des colonies.

Délibéré dans la séance du 25 mai 1917, où siégeaient MM. Vel-Durand, président de la sous-section du Contentieux, président; Jagerschmidt, Romieu, présidents de sous-section; Camille Sée, Colson, Reynand, Baudenet, Jules Gautier, Chareyre, Meyer, Guéret, Desnoyers, Fuzier, Brelet, Wurtz, Richard, Lacroix, conseillers d'Etat, et Alfred Porché, maître des requêtes, rapporteur.

Lu en séance publique, le 8 juin 1917.

Le président de sous-section,
VEL-DURAND.

Le maître des requêtes, rapporteur,
ALFRED PORCHÉ.

Le Secrétaire du Contentieux,
R. LAGRANGE.

La République mande et ordonne au Ministre des colonies, en ce qui le concerne, et tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme :

Le Secrétaire du Contentieux du Conseil d'Etat,

LAGRANGE.

N° 318. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE au sujet de la transmission au Département des délibérations du Conseil général relatives au mode d'assiette et aux règles de perception des taxes et contributions.*

(Ministère des Colonies. — Secrétariat et Contreseing ; 2e Section).

Paris, le 31 août 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs le Gouverneur général de l'Afrique occidentale française, les Gouverneurs de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyane, des Etablissements français dans l'Inde et de la Nouvelle-Calédonie.*

Conformément aux instructions générales qui ont fait l'objet de la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, vous avez dû prendre un arrêté pour promulguer dans la colonie l'article 11 de la loi du 30 juin dernier portant ouverture sur l'exercice 1917 des crédits provisoires applicables au 3e trimestre de l'année courante, etc.

Cet article complète le paragraphe 3 de l'article 33 de la loi de finances du 13 avril 1900, modifié par l'article 10 de la loi du 30 mars 1916. Ce texte ne comporte pas d'explications complémentaires, je vous prie de veiller à son application et de prendre, en temps utile, toutes dispositions nécessaires pour assurer, dans le plus bref délai, la transmission au Département des délibérations du Conseil général relatives au mode d'assiette et aux règles de perception des taxes et contributions, en accompagnant ces procès-verbaux de tous documents de nature à en faciliter l'étude. Il conviendra de se conformer pour la constitution de ces dossiers aux instructions

contenues dans la circulaire ministérielle du 22 février 1915, insérée au *Bulletin officiel* colonial 1915, page 153.

Pour le Ministre et p. o. :

Le Sous-Directeur, chef du service du Secrétariat et du Contreseing,

E. COLIN.

N° 319. — *LETTRE MINISTÉRIELLE. — Fonctionnaires non mobilisés restés en pays envahi. Avances sur traitement à leurs familles réfugiées.*

(Ministère des finances. — Direction générale de la comptabilité publique.)

Paris, le 20 août 1917.

LE MINISTRE DES FINANCES *à Monsieur le Ministre des colonies.*

Par décision du 22 janvier 1915, n° 140, notifiée à votre département et rappelée dans la circulaire de la Direction générale de la comptabilité publique, n° 2 087, du 27 du même mois, mon prédécesseur avait admis que les femmes des fonctionnaires *non mobilisés*, emmenés comme prisonniers ou restés dans les communes occupées par l'ennemi, pourraient recevoir la totalité du traitement assujetti aux retenues pour pensions civiles de leurs maris en produisant 1° une déclaration écrite portant qu'elles y étaient autorisées ; 2° un certificat de l'administration d'origine établissant que l'agent en fonctions dans une localité située dans les lignes allemandes n'avait pas fait parvenir de ses nouvelles ou que, d'après les nouvelles transmises, il était resté à son poste sans pouvoir le quitter ou avait été fait prisonnier.

Cette mesure bienveillante, dictée par les événements du moment et prise dans les premiers mois de la guerre, alors qu'on n'envisageait pas une durée aussi prolongée des hostilités, n'est pas sans présenter de graves inconvénients.

Des renseignements recueillis auprès des rapatriés ou dans les régions nouvellement libérées, il résulte en effet que de très nombreux agents, demeurés en territoire envahi perçoivent l'intégralité ou une partie appréciable de leurs appointements sous forme d'avances que consentent les recettes

municipales ou certaines autres caisses publiques. Maintenir à leurs familles la faculté de toucher simultanément la totalité du traitement aurait pour conséquence, avec la prolongation des hostilités de constituer ces fonctionnaires débiteurs de sommes de jour en jour plus importantes et dont le remboursement même reparti sur une longue période, présenterait le plus souvent de sérieuses difficultés.

Il m'a paru, dans ces conditions, qu'il y avait lieu d'apporter une atténuation à la mesure prise par mon prédécesseur et de limiter la portion du traitement susceptible d'être payée aux femmes des agents dont il s'agit. La somme qui sera dorénavant servie ne devra, sauf exception dûment justifiée, excéder la moitié des appointements soumis aux retenues pour pensions civiles. Il appartiendra à chaque administration de fixer, dans chaque particulier, le chiffre de la mensualité en tenant compte, notamment, du nombre des membres que comprend la famille réfugiée et de ceux restés en pays non encore libéré. Une copie conforme de la décision intervenue sera jointe à l'appui du premier mandat.

Cette nouvelle réglementation devant avoir effet à partir du 1er octobre prochain, je vous serais obligé de bien vouloir la porter, le plus tôt possible, à la connaissance des services ordonnateurs placés sous vos ordres.

Je vous prierai également de m'accuser réception de la présente lettre.

RIBOT.

N° 320. — *LETTRE MINISTÉRIELLE. — Frais de justice criminelle. — Expertises médicales.*

(Ministère des Colonies.
Service de l'Amérique et de l'Océanie.)

Paris, le 4 septembre 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Monsieur le Gouverneur de la Guyane.*

Par lettre du 4 mai dernier, vous m'avez saisi d'un différend qui s'est élevé entre M. le Docteur Brémont, médecin-directeur de l'hospice civil de Cayenne, et le Procureur général, à l'occasion du refus de visa d'un mémoire d'honoraires au titre des frais de justice criminelle.

La question qui se posait était celle de savoir si le médecin chargé d'une expertise judiciaire peut exiger, en dehors du droit prévu par la rédaction du rapport, une indemnité de visite, quand il s'agit de malades traités dans l'établissement qu'il dirige.

J'ai prié M. le Garde de sceaux, ministre de la Justice, de me faire connaître la règle suivie, en pareille concurrence par son département.

M. Viviani m'informe qu'en vertu du pararaphe XVIII de l'Instruction générale du 30 septembre 1826, servant de commentaire à l'article 17 du décret du 18 juin 1811, et d'une décision du 30 mai 1838, le ministère de la Justice n'accordait autrefois aucune rémunération aux médecins des prisons et des hôpitaux pour la visite et pour le rapport concernant les individus placés dans ces établissements.

Mais cette jurisprudence, reposant surtout sur des considérations d'ordre purement fiscal, a été abandonnée, et il est admis aujourd'hui qu'il convient de passer en taxe l'indemnité de visite dans l'espèce à laquelle se réfère votre communication du 4 mai dernier.

D'ailleurs, depuis la mise en vigueur du décret du 21 novembre 1893 qui, par son article 4, a modifié l'article 17 susvisé du décret du 18 juin 1811, et créé à l'inverse une allocation distincte pour la visite et pour le rapport, on s'expliquait difficilement que ce dernier seul fût l'objet d'une rétribution, la visite constituant un examen et le rapport un exposé et une appréciation par écrit des résultats de cet examen.

Toutefois, lorsqu'il y a lieu de procéder à un examen mental, l'indemnité de visite est refusée d'une manière générale aux médecins, la chancellerie ayant décidé d'appliquer en la matière, les dispositions de l'article 22 du décret du 18 juin 1811, c'est-à-dire le système des vacations.

Vous voudrez bien, en conséquence, faire payer à M. le Docteur Brémont, l'indemnité de visite qui lui revient, et donner des instructions afin que la jurisprudence adoptée par la chancellerie soit dorénavant suivie dans la colonie.

Je vous renvoie ci-joint, les pièces qui étaient annexés à la réclamation de M. le Docteur Brémond, à qui elles devront être remises.

MAGINOT.

N° 321. — *ARRETE promulguant les décrets des 17 et 23 août 1917, prohibant la sortie de divers produits.*

(1er octobre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française des décrets des 17 et 23 août 1917, prohibant divers produits à la sortie des colonies ;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes;

ARRÊTE :

Article 1er.— Sont promulgués dans la colonie, pour y être exécutés en leur forme et teneur : 1° le décret du 17 août 1917, prohibant la sortie des colonies des machines pour l'agriculture y compris les moteurs et pièces détachées ; 2° le décret du 23 août 1917, prohibant la sortie des colonies de divers produits.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec les textes promulgués, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 1er octobre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

J. DEHEAULME.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies, du Ministre du commerce, de l'insdustrie, des postes et des télégraphes, et du Ministre des finances ;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Sont prohibées la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire, des machines pour l'agriculture y compris les moteurs et pièces détachées, lorsque l'envoi a pour destination des pays autres que la France, les colonies françaises et les pays de protectorat français.

Toutefois, des exceptions à cette disposition pourront être autorisées sous les conditions qui seront déterminées par le Ministre des colonies.

Art. 2. — Le Ministre des colonies, le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 août 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République:

Le Ministre des colonies, MAGINOT.

Le Ministre des finances, J. THIERRY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, CLÉMENTEL.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies, du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et du Ministre des finances ;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854,

Décrète :

Article 1er. — Sont prohibées la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire, lorsque l'envoi a pour destination des pays autres que la France, les colonies

françaises et les pays de protectorat français, des produits énumérés ci-après :

Anhydride acétique ;

Barriques, tonneaux vides de toutes sortes et leurs parties constitutives ;

Bois de buis, de merisier, de cotonnier, d'ébène, de gommier, de gaïac, de palmier et de rose ;

Bois et écorces de panama (bois de savon, quillaja sapona, chaux sodée) ;

Confections en tissus, autres que de coton ou de lin ;
Feutre ;
Formiates métalliques ;
Hyposulfites métalliques ;
Matières isolantes autres que le caoutchouc ;
Minerais de strotium et de lithium ;
Noir animal ;
Oxalates métalliques ;
Préparations dérivant des graines de cévadille (ou sabadil) ;
Sulfate de baryte (baratine) et de magnésie ;
Sulfite métallique ;
Uranium ;
Zirconium et zircon.

Toutefois, des exceptions à cette disposition pourront être autorisées sous les conditions qui seront déterminées par le Ministre des colonies.

Art. 2. — Le Ministre des colonies, le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 août 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
MAGINOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

Le Ministre des finances,
J. THIERRY.

N° 322. — *ARRETÉ promulguant les arrêtés du Ministre des colonies des 14, 20 et 27 août 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie.*

(1er octobre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française des arrêtés du Ministre des colonies des 14, 20 et 27 août 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie des colonies et pays de protectorat;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE:

Article 1er. — Sont promulgués dans la colonie, pour y être exécutés en leur forme et teneur:

1° L'arrêté du Ministre des colonies en date du 14 août 1917, portant dérogation à la prohibition de sortie de l'acétyl cellulose;

2° L'arrêté du Ministre des colonies en date du 20 août 1917, portant dérogation aux prohibitions de sortie de certains produits;

3° L'arrêté du Ministre des colonies en date du 27 août 1917, portant dérogation aux prohibitions de sortie de certains produits;

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec les textes promulgués, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 1er octobre 1917.

J. BARRE

Par le Gouverneur:

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

J. DEHEAULME.

ARRÊTÉ

LE MINISTRE des colonies,

Vu le décret du 11 janvier 1916, portant prohibition de sortie ;

Vu l'arrêté du 12 février 1916, portant dérogation aux prohibitions de sortie,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont rapportés, en ce qui concerne l'acétyl cellulose, les dispositions de l'arrêté du 12 février 1916, susvisé.

Fait à Paris, le 14 août 1917.

MAGINOT.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE des colonies,

Vu les décrets des 2 janvier, 9 mars et 20 juin 1915, 11 janvier et 10 novembre 1916, 19 février 1917 ;

Vu les arrêtés des 28 juin 1915, 12 février et 20 novembre 1916, 10 mars 1917.

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 1er août 1917,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont abrogées, en ce qui concerne les produits et objets énumérés ci-après, les dispositions des arrêtés susvisés qui avaient permis l'exportation ou la réexportation sans autorisation préalable des envois ayant pour destination l'Angleterre, les dominions, les pays de protectorat et colonies britanniques, la Belgique, le Japon, la Russie, ou les Etats de l'Amérique :

Bonneterie de laine (ganterie, tissus et pièces articles brodés ou ornés et articles autres que pour hommes).

Caséine.

Cornes et autres matières analogues brutes ;

Charcuterie fabriquée.

Fruits à distiller.

Fruits médicinaux.

Miel.

Tissus de coton (à l'exception de ceux écrus ou blanchis, armure toile pesant plus de 22 kilogrammes les 100 mètres carrés).

Tissus de laine (à l'exception de ceux pour habillement pesant 400 grammes et plus le mètre carré) de couleur uniforme.

Art. 2. — Par dérogation aux dispositions des décrets des 2 janvier et 9 mars 1915, 11 janvier 1916, les produits et objets énumérés ci-après peuvent être exportés ou réexportés sans autorisation spéciale, lorsque l'envoi a pour destination l'Angleterre, les dominions, les pays de protectorat et colonies britanniques, la Belgique, le Japon, la Russie ou les États de l'Amérique.

Tissus de coton (à l'exception de ceux écrus ou blanchis, armure toile pesant plus de 15 kilogrammes les 100 mètres carrés), tissus de laine (à l'exception de ceux pour habillement pesant 300 grammes et plus le mètre carré de couleur uniforme).

Fait à Paris, le 20 août 1917.

MAGINOT.

ARRÊTÉ.

Le Ministre des colonies,

Vu le décret du 23 août 1917, portant prohibition de sortie;

Vu l'arrêté du Ministre des finances, du 1er juin 1917,

Arrête :

Article unique. — Par dérogation aux dispositions du décret du 23 août 1917 susvisé, les bois de merisier, de cotonnier, d'ébène, de gommier, de gaïac, de palmier, de rose; les bois et écorces de panama (bois de savon quillaja saponaria) peuvent être exportés ou réexportés sans autorisation spéciale, lorsque l'envoi à pour destination l'Angleterre, les dominions, les pays de protectorat et colonies britanniques, la Belgique, le Japon, la Russie (1) ou les États d'Amérique.

Fait à Paris, le 27 août 1917.

MAGINOT.

---

(1) Sous réserve en ce qui concerne la Russie de la souscription d'un acquit-à-caution à décharger par la douane Russe, l'autorité consulaire française ou les chambres de commerce russo-françaises.

N° 328. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française le décret du 17 août 1917, rendant applicable dans les colonies françaises, autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, la loi du 18 mars 1917, ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité Française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement.*

(3 octobre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Sur la proposition du Procureur général, Chef du service judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 17 août 1917, rendant applicable dans les colonies françaises, autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, la loi du 18 mars 1917, ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement.

Art. 2. — Le Procureur général, Chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 3 octobre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Procureur général p. i.,

P. DELPRAT.

(Ministère des colonies)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 17 août 1917.

Monsieur le Président,

Les Chambres ont adopté et vous avez promulgué, le 18 mars 1917, une loi modifiant, pendant la durée des hostilités, les dispositions de l'alinéa 1er de l'article 12 du code civil. Cette loi dispose que, pendant la durée des hostilités, l'étrangère sujette d'une nation en hostilités avec la France, qui aura épousé un Français, n'acquerra la nationalité de son mari que si le mariage a été préalablement autorisé par le garde des sceaux, ministre de la justice. Cette loi ne contient aucune disposition prévoyant son application dans nos colonies. Il serait pourtant opportun que, dans les circonstances actuelles, les dispositions de ce texte puissent recevoir dans nos possessions d'outre-mer une application pleine et entière ; de cette façon, les étrangères sujettes d'une nation ennemie, qui peuvent y résider, ne pourraient pas, comme sous l'empire du premier alinéa de l'article 12 du code civil, se soustraire aux mesures qui pourraient être prises dans l'intérêt de la défense nationale à l'égard de leurs personnes ou de leurs biens.

En vue de rendre applicables à notre domaine d'outre-mer les dispositions de la loi du 28 mars 1917, nous avons fait préparer, d'une part, en ce qui concerne la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, un projet de loi qui va être soumis au Parlement et, d'autre part, en ce qui concerne les colonies visées par l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, le projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute appréciation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,
RENÉ VIVIANI.

Le Ministre des colonies,
MAGINOT.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 18 mars 1917, ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les dispositions de la loi du 18 mars 1917, ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement, sont applicables dans les colonies, autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.

Art. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 17 août 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
MAGINOT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ VIVIANI.

LOI ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Pendant la durée des hostilités, et par dérogation aux dispositions de l'alinéa premier de l'article 12 du code civil, l'étrangère, sujette d'une nation ennemie, qui aura épousé un Français, n'acquerra la nationalité de son mari que si le mariage a été préalablement autorisé par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 mars 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

RENÉ VIVIANI.

N° 324. — *ARRÊTÉ portant promulgation de l'article 14 de la loi de finances du 4 août 1917.*

(9 octobre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 14 de la loi de finances du 4 août 1917;

Vu les instructions contenues dans la dépêche ministérielle du 21 août 1917, n° 1917;

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, l'article 14 de la loi de finances sus-visée du 4 août 1917, concernant l'élevation du taux des allocations journalières et majorations servies aux familles des mobilisés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec l'article de loi, promulgué, inséré au *Journal officiel* de la colonie et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 9 octobre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

.....

TITRE III.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

.....

Article 14.— Le taux de l'allocation journalière attribuée aux familles des militaires appelés ou rappelés sous les drapeaux et des réfugiés est fixée à 1 fr. 50, et la majoration par enfant âgé de moins de seize ans, à la charge du soutien de famille, à 1 franc.

.... La présente disposition est applicable aux colonies

.....

.....

Fait à Paris, le 4 août 1917,

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,

J. THIERRY.

N° 325. — *DECISION ouvrant une enquête de* commodo *et* incommodo *au sujet de la transformation d'une usine à bois de rose en une distillerie à tafia.*

(10 octobre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la demande adressée à l'Administration, par M. A. Reichenecker, à l'effet d'obtenir l'autorisation de transformer son usine à bois de rose, située rue Daramat, banlieue Sud, en une distillerie à tafia;

Vu le décret du 14 septembre 1882, rendant applicable à la Guyane celui du 10 mai 1882, concernant la législation sur les établissements insalubres à la Guadeloupe;

Vu le décret du 24 août 1909, relatif à la protection de la

santé publique, ensemble l'arrêté local du 20 février 1911, déterminant les circonscriptions sanitaires de la Guyane française et la composition des commissions sanitaires;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE:

Article 1er. — Une enquête de *commodo* et *incommodo* sera ouverte à Cayenne, sur une demande de M. Reichenecker, en vue de la transformation de son usine à bois de rose, située rue Daramat, banlieue Sud, en une distillerie à tafia.

Cette enquête s'ouvrira le 16 octobre courant et durera quinze jours.

Le Maire de Cayenne est désigné pour procéder à la dite enquête en qualité de commissaire.

A l'expiration du délai fixé, le commissaire-enquêteur transmettra au Gouverneur, avec ses conclusions, le procès-verbal constatant la clôture de l'enquête.

Ce procès-verbal, ainsi que les conclusions formulées par le commissaire-enquêteur seront soumis à la commission sanitaire à laquelle seront également communiqués tous mémoires pour ou contre l'installation projetée adressés au Gouverneur.

L'ouverture des opérations de l'enquête sera annoncée, conformément à l'article 7 du décret du 10 mai 1882 susvisé, par une publication à son de caisse, et des affiches apposées dans les différentes rues de la ville.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 10 octobre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
E. DEBUT.

N° 326. — *ARRÊTÉ fixant, du 1er juillet 1917 au 31 décembre de la même année, le taux des primes à allouer à l'Hôpital colonial de Cayenne pour l'alimentation des malades et du personnel du service de Santé nourri par cet Établissement.*

(24 octobre 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifiée par celle du 22 août 1833;

Vu le règlement du 2 août 1912, sur le fonctionnement des services médicaux coloniaux, hospitaliers et régimentaires aux colonies;

Vu les indications du Directeur du service de Santé du Groupe des Antilles;

Sur la proposition du Commandant supérieur des Troupes, prise après avis du Directeur du service de l'Intendance;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Le taux de la prime journalière à allouer, à l'Hôpital colonial de Cayenne, pour l'alimentation des malades et du personnel du service de Santé, nourri par cet Établissement, est fixé ainsi qu'il suit, pour la période comprise entre le 1er juillet 1917 au 31 décembre de la même année, savoir :

OFFICIERS.	SOUS-OFFICIERS.	SOLDATS.	ENFANTS DE 5 à 12 ans et. transportés.	OBSERVATIONS
6f 44	5f 16	3f 22	1f 61	

Art. 2. — L'allocation fixe annuelle correspondant aux

frais généraux, relatifs au service de l'alimentation, est fixée à *sept mille deux cents francs*, soit 600 francs par mois.

Art. 3.— Le Colonel, commandant supérieur des Troupes du Groupe des Antilles, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura son effet à partir du 1er juillet 1917, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 24 octobre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Colonel, Commandant supérieur des Troupes du Groupe des Antilles, LANDOUZY.

Le Directeur du service de santé du Groupe des Antilles. HENRIC.

N° 327. — *ARRÊTÉ fixant le prix de remboursement de la journée de traitement à l'Hôpital colonial de Cayenne (période du 1er juillet 1917 au 30 juin 1918).*

(24 octobre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifiée par celle du 22 août 1833;

Vu la circulaire ministérielle du 10 mars 1913, portant notification du décret du 8 septembre 1912, qui modifie le tarif des frais de traitement et rapatriement des marins du commerce;

Vu les arrêtés, nos 128, en date du 29 janvier 1892, et 474, du 4 décembre 1874, du Gouverneur de la Guyane, concernant le prix des fosses creusées au cimetière;

Vu le règlement du 2 août 1912, sur le fonctionnement des services médicaux aux colonies;

Vu la circulaire ministérielle, nº 26, du 9 janvier 1913, relative à l'application dudit règlement ;

Vu le décompte du prix de revient de la journée de traitement à l'Hôpital colonial de Cayenne ;

Vu les indications du Directeur du service de Santé, ;

Sur la proposition du Commandant supérieur des Troupes, prise après avis du Directeur du service de l'Intendance ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les prix de remboursement de la journée de traitement à l'Hôpital colonial de Cayenne sont fixés ainsi qu'il suit, pour la période comprise entre le 1er juillet 1917 et le 30 juin 1918 inclus :

1º Services publics et particuliers, marins étrangers.

OFFICIERS et assimilés.	SOUS-OFFICIERS et assimilés.	SOLDATS et assimilés.	ENFANTS DE 3 à 12 ans. — Transportés.	OBSERVATIONS
12f 00	9f 00	6f 00	3f 00	

2º Marins de commerce français.

1re catégorie.	2e catégorie.	3e catégorie.	4e catégorie.
—	—	—	—
12f 00	9f 00	6f 00	6f 00

Art. 2. — Les frais funéraires et de sépultures seront remboursés d'après les tarifs suivants :

DÉTAIL DES DÉPENSES.	OFFICIERS et assimilés.	SOUS-OFFICIERS et assimilés.	SOLDATS et assimilés.	Transportés.	OBSERVATIONS.
1° Fosses.					
a) Les militaires et assimilés (art. 1er de l'arrêté du 29 janvier 1892).....	40f 00	40 00	40f 00	»	Le tarif est réduit de moitié pour les enfants de 7 ans et au-dessous.
b) Les fonctionnaires civils, particuliers, etc.	40 00	40 00	40 00	40f 00	
c) Pour les mêmes que ci-dessus, si l'emplacement est choisi (art. 4er de l'arrêté du 29 janvier 1892)..	20 00	20 00	20 00	»	
2° Cercueil.....	25 00	25 00	25 00	25 00	Ces frais funéraires seront remboursés à l'hôpital au 1/4 du tarif ci-contre, pour les enfants de 5 ans et au-dessous, et à la moitié du tarif, pour les enfants de 5 à 12 ans.
3° Suaire.....	16 00	10 00	10 00	5 00	
4° Char funèbre.....	5 00	5 00	5 00	»	

Les dépenses exceptionnelles, en plus des frais prévus ci-dessus, seront remboursées intégralement.

Art. 3. — Les prix de remboursement de la journée seront réduits de moitié pour les enfants de 5 à 12 ans.

Au-dessous de l'âge de 5 ans, les enfants hospitalisés avec un membre de leur famille seront traités gratuitement.

Art. 4. — Le présent arrêté recevra son application à compter du 1er juillet 1917.

Art. 5. — Le Colonel, commandant supérieur des Troupes du Groupe des Antilles, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié partout où besoin sera, et inséré au *Journal officiel* de la colonie.

Cayenne, le 24 octobre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Colonel, Commandant supérieur des Troupes du Groupe des Antilles, LANDOUZY.

Le Directeur du service de santé du Groupe des Antilles, HENRIC.

N° 328. — *ARRÊTÉ modifiant l'article 6 de l'arrêté du 27 septembre 1893, sur l'organisation de la perception en Guyane.*

(24 octobre 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'article 120 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 1893, sur l'organisation de la perception en Guyane, modifié par les arrêtés des 10 décembre 1895 et 25 juin 1909 ;

Considérant que depuis cette dernière date les opérations des recettes et dépenses effectuées par les comptables n'ont fait qu'aller en augmentant, que les difficultés de communication obligent le Trésorier-payeur à laisser immobilisées dans les caisses des sommes toujours plus importantes ;

Considérant que les cautionnements actuels des percepteurs ne correspondent plus à l'importance de ces encaisses actuelles;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Trésorier-payeur ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — L'article 6 de l'arrêté du 27 septembre 1893 est modifié comme suit :

« Les cautionnements sont uniformément fixés à une fois et demi le produit moyen des trois dernières années dont le résultat est connu au moment de leur nomination.

« Le calcul se fait par sommes rondes de cent francs en négligeant les fractions supérieures. »

Art. 2. — Les percepteurs actuellement en fonctions ne sont pas touchés par les dispositions ci-dessus.

Art. 3. — Le Secrétaire général et le Trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 24 octobre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., E. DEBUC.

Le Trésorier-payeur, L. CHAILLEY.

N° 329. — *ARRÊTÉ portant promulgation de l'article 11 de la loi de finances du 30 juin 1917.*

(30 octobre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets dans les colonies ;

Vu la loi du 30 juin 1917, publiée au *Journal officiel* de la République française, n° 176, du 1er juillet 1917,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, l'article 11 de la loi de finances précitée du 30 juin 1917, complétant le paragraphe 3 de l'article 33 de la loi de finances du 13 avril 1900, modifié par l'article 10 de la loi du 30 mars 1916.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 30 octobre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

LOI portant : 1° ouverture sur l'exercice 1917 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 ; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

. . . . . .

Art. 11. — Le paragraphe 3 de l'article 33 de la loi de finances du 13 avril 1900, modifié par l'article 10 de la loi du 30 mars 1916, est complété ainsi qu'il suit :

Les décrets d'homologation ou de rejet des délibérations des Conseils généraux des colonies, relatives au mode d'assiette ou aux règles de perception des taxes et contributions, devront être rendus dans les neufs mois de la date de la clôture de la session où les délibérations auront été prises. Passé ce délai, ces délibérations seront considérées comme approuvées et deviendront définitives.

Lorsqu'un Conseil général, appelé à délibérer à nouveau sur un projet intéressant le mode d'assiette ou les règles de perception d'une taxe ou d'une contribution, aura tenu compte de toutes les objections, observations ou suggestions faites par le Conseil d'Etat, sa décision sera définitive et deviendra exécutoire par arrêté du Gouverneur.

. . . . . .

Art. 21. . . . . .

. . . . . .

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat,

Fait à Paris, le 30 juin 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,

J. THIERRY.

N° 330. — *ARRÊTÉ portant promulgation des décrets des 2 juillet et 26 août 1917, relatifs à la concession de franchises postales au corps expéditionnaire américain.*

(30 octobre 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 63 de l'ordonnance organique du 27 août 1828,

Arrête :

Article 1er. — Sont promulgués à la Guyane française, pour y être exécutés en leur forme et teneur, les décrets des 2 juillet et 26 août 1917, portant concession de franchises postales pour le corps expéditionnaire américain.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Postes et des Téléphones sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui, avec les textes promulgués, sera publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 30 octobre 1917.

J. BARRÉ.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., E. DEBUC.

Le Chef du service des Postes, DEFURNE

DÉCRET du 2 juillet 1917, portant concession de franchises postales pour le corps expéditionnaire américain.

Le Président de la République française,

Vu la loi du 30 mai 1871, relative aux franchises postales accordées aux militaires et marins faisant partie des armées en campagne ;

Vu l'article 23 de la loi de finances du 16 avril 1895, qui a modifié l'article 3 de la loi susvisée ;

Vu le décret du 3 août 1914 ;

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et sur l'avis favorable du Ministre des finances,

Décrète :

Article 1er. — Les dispositions du décret du 3 août 1914

sont rendues applicables aux lettres simples et aux mandats-poste n'excédant pas 50 francs en provenance ou à l'adresse des militaires et marins des Etats-Unis en France.

Art. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 juillet 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

CLÉMENTEL.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Vu la loi du 30 mai 1871, relative aux franchises postales accordées aux militaires et marins faisant partie des armées en campagne.

Vu l'article 23 de la loi de finances du 16 avril 1895, qui a modifié l'article 3 de la loi susvisée ;

Vu le décret du 3 août 1914 ;

Vu le décret du 5 février 1916, appliquant aux colonies françaises et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc les dispositions des décrets des 3 août et 21 septembre 1914 ;

Vu le décret du 2 juillet 1917, relatif à la franchise postale accordée aux militaires et marins des Etats-Unis en France ;

Sur les rapports des Ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et des colonies, et après avis favorable du Ministre des finances,

Décrète :

Article 1er. — Les dispositions du décret du 2 juillet 1917, susvisé, sont déclarées applicables aux colonies françaises et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc.

Art. 2. — Les Ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 août 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

MAGINOT.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

CLÉMENTEL.

N° 331. — *ARRÊTÉ portant convocation du Conseil général en session ordinaire.*

(30 octobre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'article 23 du décret du 23 décembre 1878, portant institution d'un Conseil général à la Guyane française,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le Conseil général est convoqué en session ordinaire le lundi 26 novembre 1917, à neuf heures.

Art. 2. — La durée de la session sera d'un mois.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 30 octobre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

N° 332. — *ARRÊTÉ autorisant les Chefs d'administration et des services à entrer au Conseil général pendant la session ordinaire de 1917.*

(30 octobre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 26 du décret du 23 décembre 1878, portant institution d'un Conseil général à la Guyane française;

Vu l'arrêté en date de ce jour convoquant le Conseil général en session ordinaire pour le lundi 26 novembre 1917,

ARRÊTE :

Article 1er. — MM. les Chefs d'administration et les Chefs des différents services ressortissant à l'Administration locale sont autorisés à entrer au Conseil général pour assister le Représentant de l'Administration et y être entendus, le cas échéant, sur les questions ressortissant à leurs attributions respectives.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 30 octobre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 333. — Suivant dépêche ministérielle en date du 12 octobre 1917, l'Administration a reçu avis que M. Derbès (Georges), sous-chef de bureau de 2e classe des Secrétariats généraux des colonies, a été maintenu en service à la Guyane, en remplacement de M. Constant, nommé chef de bureau.

N° 334. — Par décision du Gouverneur, en date du 29 septembre 1917, a été agréée, pour compter du 25 septembre, la désignation faite par le Supérieur ecclésiastique de M. l'abbé Boyer, desservant de la commune pénitentiaire de Saint-Laurent-du-Maroni, comme desservant de la commune de Kourou, et de M. l'abbé Méléard, desservant de la commune de Kourou, comme desservant de la commune pénitentiaire de Saint-Laurent-du-Maroni.

N° 335. — Par décision du Gouverneur, en date du 3 octobre 1917, un congé de six mois, pour affaires personnelles, a été accordé, pour en jouir dans la colonie, à M. Troudart (André), commis aux écritures à la Direction du Port.

N° 336. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 octobre courant, M. Hilaire (Valentin), garde rural de 3e classe à Montjoly (Rémire), a été appelé à continuer ses services à Matoury, en remplacement de l'agent de même grade Dardet (Christian), désigné pour servir à Montjoly.

---

337. — Par décision du Gouverneur, en date du 11 octobre 1917, prise sur la proposition du Trésorier-payeur, M. Mandé a été chargé, pendant la durée de l'absence du titulaire, de l'emploi d'huissier porteur de contraintes près le Percepteur de la 1re circonscription.

N° 338. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 octobre 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, ont été appelés à continuer leurs services :

A Mana :

Mme Echinard (Adèle), directrice d'école à Sinnamary.

A Sinnamary :

Mlles Sainte-Claire (Marthe), adjointe à Cayenne, directrice.
Sainte-Claire (Rachel), — adjointe.

A Corossony :

M. Verderosa (Constant), instituteur à Montsinéry.

A Roura :

Mlle Bally (Marthe), adjointe à Sinnamary.

A Approuague :

Mme Lafontaine (Désirée), attachée provisoirement à l'école des garçons.

A Oyapock :

Mlle Sucar (Rachel), institutrice à Approuague.

A Montsinéry :

M. Lucia (Maximilien), adjoint à Cayenne.

A Cayenne (Ecole des filles).

Mme Saba (Marie), attachée provisoirement à l'école des garçons.

Mlle Rosette (Léodate), institutrice à Mana.

Ecole maternelle.

Mme Sophie (Lisia), adjointe à l'école des filles de Cayenne.

Ecole des garçons.

Mme Fortuné (Alice), adjointe à l'école maternelle.

MM. Niénat (Victor), instituteur à Roura.

Elysé (Ernest), instituteur à Oyapock.

Cette décision aura son effet à compter du 5 novembre prochain.

N° 339. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 16 octobre 1917, pris en conformité d'une délibération de l'assemblée générale du Tribunal de Cayenne, M. Raynard (Stéphane), 2e commis-greffier audit Tribunal, a été révoqué de ses fonctions.

N° 340. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 24 octobre 1917, pris en Conseil privé, sur le rapport du Procureur général, Chef du service judiciaire, a été rendu exécutoire l'ar-

rêt de la Cour d'assises de la Guyane française en date du 24 août 1917, qui a condamné le nommé San (Adolphe) à sept ans de travaux forcés pour homicide volontaire.

N° 341. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 25 octobre 1917, pris sur avis conforme du Procureur général, Chef du service judiciaire, la démission de ses fonctions de juge-suppléant p. i. au Tribunal de Cayenne, offerte par M. Godissard (Turenne), a été acceptée.

N° 342. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 30 octobre 1917, pris sur la proposition du Procureur général, Chef du service judiciaire, la démission de ses fonctions de juge-président p. i. au Tribunal de première instance du Maroni, offerte par M. Lebon, a été acceptée.

Par le même arrêté, M. Pellenc, procureur de la République au Tribunal de première instance du Maroni, est provisoirement nommé juge-président près le même Tribunal, en remplacement de M. Castel, président titulaire, mobilisé.

N° 343. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 octobre 1917, M. Dorville Rémy, soldat réformé pour blessures de guerre, a été nommé agent auxiliaire à la Police générale.

CERTIFIÉ CONFORME :

Le Secrétaire-archiviste,

Signé : PAUL DUBOURG.

CAYENNE — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 11.

NOVEMBRE 1917.

SOMMAIRE.

Pages.

N° 344. — Décision du Conseil d'Etat du 27 juillet 1917 rejetant une requête formulée par les sieurs Elosel, Charlery, Pascal, Damas et Cyrus 470

N° 345. — Circulaire ministérielle du 1er août 1917 relative au paiement des traitements arriérés des fonctionnaires rapatriés d'Allemagne et des régions envahies..... 474

N° 346. — Circulaire ministérielle du 4 août 1917 au sujet des télégrammes militaires à prix réduits 476

N° 347. — Circulaire ministérielle du 23 août 1917 au sujet de la répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre. 477

N° 348. — Dépêche ministérielle du 4 septembre 1917 concernant la situation des Français en résidence dans les possessions d'outre-mer autres que les quatre vieilles colonies et qui viendraient à rentrer dans la métropole..... 477

N° 349. — Circulaire ministérielle du 13 septembre 1917 relative à une prolongation de congé d'une durée maximum d'un mois, à accorder pour raisons de santé, aux employés de commerce en sursis d'appel aux colonies, titulaires d'un congé de trois mois à passer en France. 478

N° 350. — Circulaire ministérielle du 18 septembre 1917 relative à l'application de la taxe exceptionnelle de guerre, instituée par l'article 6 de la loi du 30 décembre 1916, aux fonctionnaires des colonies non affectés ou en sursis d'appel..... 479

Pages.

N° 351. — Circulaire ministérielle du 22 septembre 1917 relative aux congés, en France, pour raison de santé, des sursitaires d'appel..... 480

N° 352. — Circulaire ministérielle du 24 septembre 1917 relative au passage des familles des fonctionnaires coloniaux renvoyés en service outre-mer après avoir été mobilisés..... 481

N° 353. — Circulaire ministérielle du 29 septembre 1917 relative au relevé des opérations effectuées par le Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre. 482

N° 354. — Circulaire ministérielle du 1er octobre 1917 portant application aux militaires en service aux colonies des dispositions de la circulaire (Guerre) du 17 septembre 1917..... 482

N° 355. — Dépêche ministérielle du 30 octobre 1917 relative aux permissions accordées aux Conseillers généraux mobilisés aux colonies et circulaire du Ministre de la guerre. — Circulaire ministérielle du 17 juillet 1917. 483

N° 356. — Arrêté du 7 novembre 1917 promulguant à la Guyane française la loi du 26 octobre 1917, fixant les conditions d'un emprunt national..... 485

Loi du 26 octobre 1917 fixant les conditions d'un emprunt national..... 485

N° 357. — Arrêté du 7 novembre 1917 promulguant la loi du 9 décembre 1916 et le décret du 9 juin 1917 (Allocations temporaires mensuelles aux militaires réformés n° 2. 488

Loi du 9 décembre 1916 relative aux allocations temporaires mensuelles à attribuer à certains militaires réformés n° 2. — Rapport..... 489

Décret du 9 juin 1917 relatif à l'application aux colonies de la loi du 9 décembre 1916, sur les allocations temporaires mensuelles aux réformés n° 2..... 491

Circulaire ministérielle du 23 février 1917 précisant certains points relatifs à l'application de la loi du 9 décembre 1916, tendant à accorder des allocations temporaires mensuelles à certaines catégories de réformés n° 2..... 494

Instruction du 6 septembre 1917 pour l'application du décret du 9 juin 1917, étendant aux colonies les dispositions de la loi du 9 décembre 1916, sur les allocations temporaires aux réformés n° 2..... 495

Instruction du 8 septembre 1917 relative à l'application de l'article 10 de la loi du 10 août 1917 501

N° 358. — Arrêté du 9 novembre 1917 portant institution d'un Comité en vue de la propagande à faire à l'occasion d'un nouvel emprunt de la Défense nationale..... 506

N° 359. — Arrêté du 12 novembre 1917 promulguant le décret du 10 septembre 1917, relatif à l'avancement des

Pages.

agents du cadre supérieur de l'Administration des Douanes..... 507

Décret du 10 septembre 1917 relatif à l'avancement des agents du cadre supérieur de l'Administration des Douanes en service aux colonies 508

Décret du 6 juillet 1916 concernant les avancements de classe des agents du cadre supérieur de l'Administration des Douanes..... 509

N° 360. — Arrêté du 14 novembre 1917 promulguant à la Guyane française la loi du 1er octobre 1917, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons..... 510

Loi du 1er octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons... . 511

N° 361. — Arrêté du 15 novembre 1917 promulguant à la Guyane française : 1° les trois décrets du 5 septembre 1917, réglementant la situation créée aux élèves de l'Ecole coloniale par l'état de guerre ; 2° le décret du 5 septembre 1917 relatif à l'avancement des fonctionnaires mobilisés se trouvant en disponibilité ou en congé sans solde. — Rapport. 515

Décrets du 5 septembre 1917 réglementant la situation créée aux élèves de l'Ecole coloniale par l'état de guerre. — Rapport..... 518

Décret du 5 septembre 1917 relatif à l'avancement des fonctionnaires mobilisés se trouvant en disponibilité ou en congé sans solde..... 520

N° 362. — Décision du 16 novembre 1917 ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie à tafia..... 527

N° 363. — Arrêté du 22 novembre 1917 promulguant divers arrêtés ministériels portant prohibition de sortie..... 528

Arrêté ministériel du 6 octobre 1917 abrogeant les dispositions de l'arrêté du 24 février 1915, autorisant l'exportation des brais de résine et de la colophane à destination de certains pays..... 529

Arrêté ministériel du 6 octobre 1917 portant dérogation aux prohibitions de sortie..... 529

Arrêté ministériel du 8 octobre 1917 abrogeant, en ce qui concerne le marc de pommes, les dispositions de l'arrêté du 23 avril 1917..... 530

N° 364. — Arrêté du 23 novembre 1917 portant promulgation du décret du 5 octobre 1917, modifiant le décret du 6 avril 1900, relatif à l'organisation du personnel des Gouverneurs et des Résidents supérieurs. — Rapport. 530

Décret du 5 octobre 1917 modifiant le décret du 6 avril 1900, relatif à l'organisation du personnel des Gouverneurs et des Résidents supérieurs..... 532

Pages.

N° 365. — Arrêté du 28 novembre 1917 promulguant le décret du 21 août 1917, relatif à l'allocation de hautes paves de guerre et à la constitution de pécules aux militaires mobilisés en service aux colonies. — Rapport. 535

Décret du 21 août 1917 relatif à l'allocation de hautes paves de guerre et à la constitution de pécules aux militaires mobilisés en service aux colonies..... 537

N° 366. — Arrêté du 28 novembre 1917 portant concession d'une pension de retraite à Mme Pauline-Thérèse Michel, veuve de Hubert-Gaston Daude..... 540

Nos 367 à 385. — Nominations, mutations, congés, etc..... 541

N° 344. — *DÉCISION du Conseil d'Etat.*

(Du 27 juillet 1917.)

Au nom du Peuple Français,

Le Conseil d'État, statuant au Contentieux,

Sur le rapport de la Section du Contentieux,

Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés par les sieurs Auguste Elosel, Gustave Charlery, Charles Pascal, André Damas et Anselme Cyrus, commis des Travaux publics à la Guyane, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat, les 5 novembre 1913 et 3 février 1914, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler, pour excès de pouvoir, un arrêté du Gouverneur de la Guyane en date du 23 avril 1913, en tant que ledit arrêté a classé le sieur Oscar Saint Félix, garde-magasin, comme commis principal du cadre local du service des Travaux publics de la Guyane.

Ce faire, attendu que l'arrêté attaqué pris en application des décrets des 18 janvier 1905 et 5 août 1910 a violé ces actes réglementaires, notamment les articles 16 et 22 du décret du 5 août 1910, que ces articles indiquent clairement que les cadres locaux que les Gouverneurs étaient chargés de constituer ne devaient comprendre que des agents de même ordre, qu'il n'était donc légalement possible de classer dans le cadre des agents techniques des Travaux publics que les conducteurs ou commis prévus par le décret du 2 juin 1899 qui régissait la situation administrative des agents de cet ordre; que c'est par suite à tort et en violation des décrets précités que le Gouverneur de la Guyane a classé en qualité de commis principal le sieur Saint-Félix qui, nommé magasinier en 1903,

n'était pas agent technique ; que les agents non techniques ne peuvent être classés que dans des cadres spéciaux d'après leurs titres et la nature de leurs fonctions que le fait que le sieur Saint-Félix aurait joui d'un traitement équivalent à celui des commis principaux ne lui donnait aucun droit au classement dont il a bénéficié ;

Vu l'arrêté attaqué ;

Vu les deux mémoires en défense présentés par le sieur Saint-Félix, lesdits mémoires enregistrés comme ci-dessus les 3 mars et 28 mai 1914, et tendant au rejet de la requête comme non recevable, par le motif que le classement du sieur Saint-Félix comme commis principal ne cause aucun préjudice aux requérants, que ceux-ci sont, par suite, sans intérêt à en poursuivre l'annulation ; subsidiairement comme mal fondée, par les motifs que l'article 22 du décret du 18 janvier 1905 ne distingue pas suivant que les agents ont été recrutés au concours ou autrement, mais accorde le droit à être classé dans le cadre local à tous les agents attachés au service des Travaux publics à un titre quelconque ; que le sieur Saint-Félix, qui avait été nommé en 1903 magasinier du service des Travaux publics, et qui avait été promu, par la suite, garde-magasin, remplissait donc les conditions exigées pour être classé dans le cadre local ; qu'en le classant dans le cadre et en lui attribuant un grade correspondant au traitement dont il jouissait, le Gouverneur n'a fait qu'user des pouvoirs qu'il tenait des décrets du 18 janvier 1905 et du 5 août 1910, que le décret du 23 février 1894 invoqué par les requérants n'a jamais été ni promulgué ni appliqué à la Guyane, que ce décret relatif à la solde et à l'avancement des agents des Travaux publics aux colonies n'a pas institué de concours et ne réglait aucune question de recrutement de ce personnel ; que les requérants, contrairement à ce qu'ils soutiennent, n'ont pas été recrutés au concours et ne sont pas des agents techniques, cette qualification ne pouvant s'appliquer qu'aux commis appartenant au cadre général.

Vu les observations présentées par le Ministre des colonies en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 5 octobre 1911, et tendant au rejet de la requête par le motif, qu'il résulte de l'article 22 du décret du 18 janvier 1905, que les Gouverneurs pourraient classer dans les divers cadres locaux

non seulement tous les fonctionnaires et agents provenant des cadres créés par application des décrets des 2 juin 1899 et 20 décembre 1900, mais encore tout employé appartenant, à la date du 18 janvier 1905, à un titre quelconque, au service des Travaux publics, reconnu apte à rendre d'utiles services dans le nouvel emploi qui lui était confié, qu'ainsi, en prenant l'arrêté attaqué, le Gouverneur de la Guyane a agi dans la limite de ses attributions.

Vu le mémoire en réplique présenté par les sieurs Elozel et autres, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus, le 23 juillet 1915, et tendant aux mêmes fins que la requête, par les mêmes moyens et, en outre, attendu que les requérants sont bien recevables à demander l'annulation du classement du sieur Saint-Félix comme commis principal, puisque ce classement peut retarder leur avancement.

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu les décrets des 18 janvier 1905 et 5 août 1910;

Vu la loi des 7 et 14 octobre 1790 et la loi du 24 mai 1872;

Ouï M. Berget, maître des requêtes, en son rapport;

Ouï M. Frenoy, avocat des sieurs Elozel et autres, en ses observations;

Ouï M. Blum, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Sur la recevabilité de la requête:

Considérant que les requérants, commis du cadre local des Travaux publics de la Guyane, justifient à ce titre d'un intérêt leur donnant qualité pour demander l'annulation de la nomination du sieur Saint-Félix comme commis principal.

Sur la légalité de l'arrêté attaqué:

Considérant que le décret du 18 janvier 1905, portant réorganisation du personnel des Travaux publics et des Mines des colonies autres que l'Indo-Chine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, dispose dans son article 22: « les fonctionnaires et agents actuellement attachés aux services des Travaux publics et des mines des colonies, ou appartenant aux cadres institués par les décrets des 2 juin 1899 et 20 décembre 1900, seront répartis dans les cadres, emplois, grades et classes prévus au présent décret, par décision des Gouverneurs, sur la proposition des chefs de service en ce qui concerne les fonctionnaires et agents des cadres locaux et auxiliaires, par décision du Ministre, sur la proposition des Gouverneurs, en ce qui concerne les fonctionnaires et agents du cadre général ».

Considérant que le décret du 5 août 1910 dispose dans son article 4, paragraphe 2 que « les cadres locaux et auxiliaires des Travaux publics et des Mines ainsi que des services spéciaux et temporaires qui peuvent y être rattachés sont, s'il y a lieu, constitués par des arrêtés des Gouverneurs soumis à l'approbation préalable du Ministre » et que l'article 16, paragraphe 4 du même décret prescrit que « dans les colonies où le classement des agents dans les cadres institués par le décret du 18 janvier 1905 n'a pas encore été effectué, ce classement sera opéré conformément à l'article 22 dudit décret ».

Considérant qu'il résulte de ces dispositions, que, contrairement à ce que soutiennent les requérants, les Gouverneurs avaient tous pouvoirs pour constituer les cadres locaux des Travaux publics et qu'ils pouvaient y classer non seulement tous les fonctionnaires et agents provenant des cadres créés par application des décrets des 2 juin 1899 et 20 décembre 1900, mais encore tout employé appartenant, à un titre quelconque, au service des Travaux publics.

Considérant que le sieur Saint-Félix a occupé depuis 1903 les emplois de magasinier, puis de garde-magasin du service des Travaux publics de la Guyane ; qu'ainsi, il était au nombre des agents pouvant être classés dans le cadre local des Travaux publics organisé par arrêté du Gouverneur de la Guyane et que le Gouverneur en le classant dans ce cadre en qualité de commis principal n'a fait qu'user des pouvoirs que lui conféraient lesdits décrets et a agi dans la limite de ses attributions ;

DÉCIDE :

Article 1er. — La requête susvisée des sieurs Elosel, Charlery, Pascal, Damas et Cyrus est rejetée.

Art. 2. — Les sieurs Elosel, Charlery, Pascal, Damas et Cyrus supporteront les frais de timbre exposés par le sieur Saint-Félix pour défendre au pourvoi.

Art. 3. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre des colonies.

Délibéré dans la séance du 20 juillet 1917, où siégeaient : MM. Marguerie, vice-président de Conseil d'État ; Meyniel, président de la Section du Contentieux ; Vel-Durand, Jagerschmidt, Romieu, présidents de Sous-Sections ; Camille Sée,

Colson, Reynaud, Varagnac, Baudenet, Jules Gautier, Chareyre, Meyer, Guéret-Desnoyer, Wurtz Richard, conseillers d'État, et Berget, maître des requêtes, rapporteur.

Lu en séance publique, le 27 juillet 1917.

Le Vice-Président du Conseil d'État,

R. MARGUERIE.

Le Secrétaire du Contentieux, R. LAGRANGE.

Le Maître des Requêtes, Rapporteur, H. BERGET.

La République mande et ordonne au Ministre des colonies, en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

N° 345. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE relative au paiement des traitements arriérés des fonctionnaires rapatriés d'Allemagne et des région envahies.*

(Ministère des Finances.
Direction générale de la Comptabilité publique.)

Paris, le 1er août 1917.

LE MINISTRE DES FINANCES
à Monsieur le Ministre des colonies.

Un certain nombre de fonctionnaires rapatriés d'Allemagne ou des régions envahies viennent se mettre chaque jour à la disposition de leurs administrations respectives. En même temps qu'il s'agit de leur assigner un poste définitif ou d'attente, il convient de régler la question des traitements arriérés afférents à la période passée sous la domination ennemie.

Bien qu'en règle stricte, aucun paiement ne puisse être effectué que pour un service fait et que, dans la plupart des cas, le fonctionnement des services ait été suspendu dans les régions envahies, il a paru qu'on pouvait, étant données les circonstances et par analogie avec les règles adoptées pour les mobilisés aux armées ou en captivité, payer rétroactivement aux fonctionnaires dont il s'agit le traitement proprement dit assujetti aux retenues pour pensions, à l'exclusion de toutes indemnités sauf celles pour charges de famille.

Mais avant de procéder à ce rappel de traitement, certaines précautions sont indispensables pour éviter autant que possible les paiements par double emploi. Il importe, en effet, de ne pas perdre de vue qu'un assez grand nombre de fonctionnaires ont continué, pendant leur séjour en région envahie, à toucher tout ou partie de leur traitement soit aux recettes des finances, soit aux recettes municipales, soit à toute autre caisse publique, certains ont reçu également des indemnités spéciales ou sous réserve de remboursement ultérieur, des prestations en nature. De leur côté, leurs familles réfugiées en territoire non envahi ont pu recevoir des délégations ou des provisions à valoir sur les appointements de leurs chefs, ou même des indemnités de réfugiés ou des allocations militaires.

Il importe dès lors, avant tout mandatement du traitement arriérés, de faire souscrire par les fonctionnaires rapatriés une déclaration précisant ce qu'ils ont reçu eux ou leurs familles, pendant le temps qu'ils sont restés sous la domination ennemie.

En vue d'assurer l'uniformité dans cette partie du service, j'ai fait établir et je vous transmets ci-joint le modèle de cette déclaration qui devra être souscrite en deux exemplaires : l'un de ces deux exemplaires sera joint comme pièce justificative à l'appui de l'ordonnance ou du mandat de paiement de l'arriéré, l'autre sera conservé dans les archives de votre administration pour y avoir recours au besoin.

Il conviendra, bien entendu, de déduire des émoluments arriérés à mandater au profit des fonctionnaires les sommes figurant sur les déclarations souscrites par ceux-ci.

Dans le cas où les agents intéressés ne pourraient indiquer les sommes à rembourser pour prestations en nature, il y aurait lieu pour l'Administration d'évaluer, sauf révision ultérieure, le montant de ces prestations.

Les administrations qui auraient déjà mandaté des traitements arriérés auraient à faire signer par les intéressés une déclaration en double expédition, comme il est dit ci-dessus, et à faire reverser, le cas échéant, les sommes qui auraient été payées en trop. Une expédition de cette déclaration devrait être rattachée à l'ordonnance dû au mandat de paiement des traitements arriérés.

Je vous serai obligé d'adresser des instructions en ce sens à tous les services liquidateurs ressortissant à votre Département et de m'accuser réception de la présente lettre.

RIBOT.

N° 346. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Télégrammes militaires à prix réduits.*

(Ministère des Colonies. — Secrétariat et Contreseing ; 3e Section).

Paris, le 4 août 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs des colonies, Commissaires de la République française au Cameroun et au Togo, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

Comme suite à mes précédentes communications relatives au service des télégrammes militaires à prix réduits, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le décret du 25 juin dernier, inséré au *Journal officiel* du 3 juillet courant, étend aux militaires et marins nés aux colonies et incorporés dans les troupes métropolitaines, le bénéfice de la réduction du tarif télégraphique accordée aux militaires des troupes coloniales.

Par suite, les dispositions contenues dans la circulaire de principe, n° 2022, du 27 décembre 1915 doivent être modifiées ainsi qu'il suit :

.....

(3e paragraphe) 2°. — Avec les militaires ou marins opérant en France et appartenant aux troupes coloniales ou recrutés dans une colonie ou originaires de cette colonie et incorporés dans les Troupes métropolitaines.

Je vous serai obligé de bien vouloir donner des instructions en conséquence aux services intéressés.

Pour le Ministre et p. o. :

Le Sous-Directeur, chef du service du Secrétariat et du Contreseing,

E. COLIN.

N° 347. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing. — 1re Section.)

Paris, le 23 août 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs des colonies, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

M. le Procureur général près la Cour des Comptes, président du Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre, vient de m'adresser avec un rapport sur les travaux des deux derniers mois un état récapitulatif des subventions allouées par le Comité de répartition à la date du 29 juin dernier, appuyé des relevés détaillés qui l'accompagnent.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie de ces documents (1) qui fait suite à ceux que contenait ma circulaire n° 627, du 10 mai et qui permettront aux souscripteurs de se rendre compte du bon emploi de leurs libéralités.

Pour le Ministre et p. o.,
Le Sous-Directeur,
chef du service du Secrétariat
et du Contreseing,
E. COLIN.

N° 348. — *DEPÊCHE MINISTÉRIELLE.*

(Ministère de la Guerre. — Direction de l'Infanterie, 2e bureau).

Paris le 4 septembre 1917.

LE MINISTRE DE LA GUERRE *à Monsieur le Général, commandant la e région.*

La loi du 20 février 1917 n'a pas été appliquée aux Français en résidence dans nos possessions d'outre-mer autres que les quatre vieilles colonies.

---

(1) Documents publiés au *Journal officiel* de la Guyane française du 10 novembre 1917, page 397.

Par suite, ceux d'entre eux qui viendraient à rentrer dans la Métropole, avant la cessation des hostilités, n'y seront pas contrevisités.

Ils seront d'ailleurs munis, par les soins des Gouverneurs des colonies, d'une pièce certifiant la régularité de leur situation.

Ceux qui seraient déjà revenus dans la Métropole, même s'ils ne sont pas porteurs du certificat dont il s'agit, seront laissés dans leurs foyers, sans nouvelle visite, s'ils établissent avoir été maintenus réformés ou exemptés depuis le 2 août 1914, et venir directement d'une colonie ou d'un pays de protectorat.

Vous voudrez bien porter, sans délai, ces dispositions à la connaissance des Commandants des bureaux de recrutement sous vos ordres.

Pour le Ministre et p. o. :
Le Général, Directeur de l'Infanterie,
COTTEZ.

N° 349. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE.*

(Ministère de la Guerre. — Etat-Major de l'Armée.
Bureau des sursis.

Paris, le 14 septembre 1917.

LE MINISTRE DE LA GUERRE *à Messieurs les Gouverneurs militaires de Paris et de Lyon, les Généraux, commandant les régions du (Nord 3 à 13, 15 à 16, 20 et 21); le Général, commandant en chef les forces de terre et de mer (de l'Afrique du Nord) Inspection régionale des sursis).*

Il a été décidé d'accord avec le Ministre des colonies et par modification à sa dépêche du 24 mai 1916, dont ci-joint copie, qu'une prolongation de congé d'une durée maximum d'un mois pourrait être accordée pour raisons de santé aux employés de commerce en sursis d'appel aux colonies, titulaires d'un congé de trois mois à passer en France.

Cette prolongation sera octroyée par la Commision des congés de convalescence de la subdivision dans laquelle l'intéressé aura passé son congé.

Le sursis accordé à l'intéressé, conformément à la circulaire ci-jointe, devra être prolongé d'une durée égale à la prolongation de congé par les soins du Général, commandant la région dont dépend la subdivision (Inspection régionale des sursis). A cet effet, l'Inspection des sursis sera avisée de la décision prise par la Commission des congés. La prolongation sera notifiée par l'Inspection des sursis au Général, commandant la région (Inspection régionale des sursis), qui aura prononcé le 1er sursis.

Si la Commission des congés juge que l'état des intéressés le nécessite, le militaire en cause devra être présenté devant la Commission de réforme de la subdivision de la région dans laquelle il se trouvera pour qu'elle établisse s'il doit être versé, le cas échéant, dans le service auxiliaire ou réformé.

N° 350. — *CIRCULAIRE MINISTERIELLE.*

(Ministère des Colonies.
Services Militaires. — 2e Bureau. — 1re Section.)

Paris, le 18 septembre 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs et Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

La question a été posée de savoir si la « taxe exceptionnelle de guerre » instituée par l'article 6 de la loi du 30 décembre 1916 était applicable aux fonctionnaires des colonies non affectés ou en sursis d'appel, pour les périodes des congés qu'ils ont pu passer en France depuis la mise en application des dispositions de la dite loi. Après entente avec les Départements de la Guerre et des Finances il a été décidé qu'il n'y aurait pas lieu d'assujettir à la taxe exceptionnelle les Français qui n'ont pas de résidence dans la Métropole.

Comme conséquence, les fonctionnaires non affectés ou en sursis d'appel, ayant leur résidence dans une colonie, ne sauraient être assujettis à l'impôt, alors même que postérieurement à la mise en vigueur des dispositions de l'article 6 de la loi du 30 décembre 1916, ils auraient séjourné en France pendant leurs périodes de congé.

Vous voudrez bien porter cette circulaire à la connaissance de tous les services intéressés.

Pour le Ministre et par ordre :
Le Lieutenant-colonel,
Chef des services militaires,
BLAQUIÈRE.

N° 351. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE.*

(Services Militaires 1er Bureau. — 1re Section.)

Paris, le 22 septembre 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs des colonies, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, Commissaires de la République française.*

Mes circulaires nos 3263 et 4180 des 24 mai et 9 août 1916, relatives aux congés en France pour raison de santé des sursitaires coloniaux, ont fixé à 3 mois la durée maximum de ces congés.

Ces dispositions seront complétées par les suivantes, d'accord avec le Département de la Guerre.

Lorsque le titulaire d'un congé ne se trouvera pas, à l'expiration de ce congé, en état de santé lui permettant de rejoindre la colonie, il pourra obtenir une prolongation après avis d'une commission médicale de la région où il jouit de son repos.

Comme d'autre part, il est inadmissible qu'un mobilisable reconnu, au point de vue médical, inapte à retourner dans la colonie comme agent commercial et reconnu en même temps bon pour le service militaire, auxiliaire, ou a fortiori armé, dans la Métropole bénéficie d'une longue prolongation, dans ce cas exceptionnel la prolongation sera unique et ne dépassera pas un mois.

Il n'y aura, d'ailleurs, pas lieu de l'accorder s'il est présumé que l'intéressé ne sera pas en mesure de rejoindre la colonie à son expiration.

Ces dispositions nouvelles seront mentionnées sur les titres de congé par les soins des autorités coloniales.

Pour le Ministre et par o. :
Le Lieutenant-Colonel,
Chef des Services militaires,
BLAQUIÈRE.

N° 382 — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE relative aux passages des familles des fonctionnaires coloniaux renvoyés en service outre-mer après avoir été mobilisés.*

(Ministère des Colonies. — Service du Personnel. 1re Section.)

Paris, le 24 septembre 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indo Chine, de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et de Madagascar, les Gouverneurs des colonies ; l'Administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon, les Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun ; les Chefs du service colonial dans les ports de commerce du Hâvre, de Bordeaux, de Marseille et de Nantes.*

Mon attention a été appelée sur les divergences d'interprétation qui se sont produites en ce qui concerne le droit de passage des familles des fonctionnaires coloniaux renvoyés dans un poste outre-mer après avoir été mobilisés en France.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en l'espèce, la situation des intéressés au moment de la mutation qui les fait passer du service « Guerre au service Colonies » est nettement prévue à l'article 31 position A du décret du 3 juillet 1897.

Il convient, par suite, de les considérer comme ralliant par ordre une nouvelle destination et de leur accorder dans tous les cas et sans tenir compte des circonstances antérieures, des passages gratuits ainsi qu'à leurs femmes et enfants les accompagnant ou voyageant isolément pour les rejoindre après autorisation réglementaire.

Je vous serai obligé de veiller à l'application des dispositions rappelées ci-dessus et de m'accuser réception de la présente circulaire.

RENÉ BESNARD.

N° 353. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.*

(Ministère des Colonies.
Secrétariat et Contreseing. — 1re Section.)

Paris, le 29 septembre 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

M. le Procureur général près la Cour des Comptes, président du Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre, a adressé au Département le relevé des opérations effectuées par le Comité pour la période comprise entre le 7 juillet et le 31 août derniers.

Comme suite à la circulaire de mon prédécesseur, n° 1144 du 22 août, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus copie de ces documents (1).

Pour le Ministre et par ordre :

Le Sous-Directeur, chef du service du Secrétariat et Contreseing,

COLIN.

N° 354. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE portant application aux militaires en service aux colonies des dispositions de la circulaire* (Guerre) *du 17 septembre 1917.*

(Ministère des Colonies.
Services Militaires. — 2e Bureau. — 1re Section.)

Paris, le 1er octobre 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies.*

A la suite des mesures arrêtées par le Ministre de l'intérieur, en vue de faire bénéficier les familles des sous-officiers à solde

---

(1) Documents publiés au *Journal officiel* de la Guyane française du 24 novembre 1917, page 427.

mensuelle du régime des allocations prévu par la loi du 5 août 1914 (modifiée en dernier lieu par la loi du 4 août 1917), le Ministre de la guerre vient par circulaire du 17 septembre 1917 (*J. O.* du 22 septembre), d'autoriser les sous-officiers de complément ayant opté pour la solde journalière à être réadmis à la solde mensuelle, sur leur demande, et à compter de la date de cette demande.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que ces dispositions sont applicables aux sous-officiers en service aux colonies.

Pour le Ministre et par ordre :
Le Lieutenant-Colonel,
Directeur des Services militaires,
BLAQUIÈRE.

N° 355. — *DEPECHE MINISTÉRIELLE.*

(Ministère des Colonies.— Secrétariat et Contreseing. 1re Section.)

Paris, le 30 octobre 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Monsieur le Gouverneur de la Guyane.*

Par une circulaire en date du 17 juillet 1917, n° 18630, le Ministre de la guerre à décidé qu'à l'occasion des sessions il sera accordé aux conseillers généraux mobilisés une permission de détente par devancement de tour, augmentée du nombre de jours correspondant à la durée probable de la session.

En raison de l'éloignement de nos colonies et des difficultés de communication, il n'a pas paru possible de réglementer la question par voie de circulaire en ce qui concerne les permissions à accorder aux conseillers généraux des colonies à l'occasion des sessions. Mais il a été admis que, par analogie avec les mesures prises dans la métropole, des facilités semblables seraient accordées aux conseillers généraux de nos possessions d'outre-mer, après examen de chaque cas d'espèce, sur la demande du Ministre des colonies.

La permission accordée à cette occasion aux intéressés leur tiendra lieu de permission annuelle de détente et sera augmentée d'un nombre de jour égal à celui de la durée de la

session. Le Gouverneur général de l'Afrique occidentale et les Gouverneurs des colonies feront dans ce cas porter sur le titre de permission la prolongation nécessitée par l'exécution du mandat des conseillers généraux intéressés.

J'ai l'honneur de vous prier de prendre à ce sujet toutes dispositions nécessaires.

A titre de renseignement, je vous adresse ci-joint une copie de la circulaire du Ministre de la guerre visée au début de la présente lettre.

J'ajoute que la mesure adoptée doit évidemment être appliquée aux conseillers généraux mobilisés dans nos possessions d'outre-mer.

Il appartiendra aux Commandants supérieurs de prendre les dispositions nécessaires pour permettre aux conseillers généraux d'assister aux séances de l'Assemblée dont ils font partie.

RENÉ BESNARD.

CIRCULAIRE MINISTERIELLE

(Ministère de la guerre. — Cabinet du Ministre. 2e bureau.)

Paris, le 17 juillet 1917.

LE MINISTRE DE LA GUERRE *à Messieurs le Général, commandant en chef des Armées du Nord et du Nord-Est; Généraux, gouverneurs militaires de Paris et de Lyon; Généraux, commandant les régions; Général, commandant en chef des forces françaises de l'Afrique du Nord; Général, commissaire résident général de France au Maroc.*

J'ai décidé que, dorénavant, à l'occasion des sessions, il sera accordé aux conseillers généraux mobilisés une permission ordinaire de détente par devancement de tour, augmentée du nombre de jours correspondant à la durée probable de la session.

Les intéressés produiront, à l'appui de leur demande, une lettre du Préfet de leur département qui donnera toutes indications utiles tant sur la date que sur la durée de la session.

Les conseillers généraux de la Corse et de l'Algérie (sauf ceux qui sont en service dans leur département) ainsi que ceux qui sont mobilisés au Maroc, ne pourront participer

qu'aux sessions ordinaires du printemps et de l'automne ; leur permission de détente comprendra à cette occasion : la première fois, 11 jours ; la deuxième fois, 10 jours, indépendamment du supplément prévu ci-dessus.

Cette circulaire annule le télégramme 64 C. R. du 10 mars et la note aux armées 11932 du 15 mars.

Je vous prie de donner les instructions nécessaires.

Pour le Ministre et p. o. :
Le Général, chef du Cabinet,
GRAMAT.

N° 356. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française la loi du 26 octobre 1917, fixant les conditions d'un emprunt national.*

(7 novembre 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le câblogramme ministériel (Colonies), n° 227, du 29 octobre 1917,

Arrête :

Article 1er. — Est promulguée à la Guyane française, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi du 26 octobre 1917, fixant les conditions d'un emprunt national.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et inséré aux *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 7 novembre 1917.

J. BARRE.

LOI du 26 octobre 1917 fixant les conditions d'un emprunt national.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Le Ministre des finances est autorisé à

émettre au mieux des intérêts du Trésor et à inscrire au grand-livre de la Dette publique la somme de rentes perpétuelles 4 0/0 nécessaire pour produire un capital effectif de 10 milliards, y compris les dépenses matérielles et les frais quelconques de l'opération, lesquels ne pourront excéder 5 pour mille du montant de l'emprunt. Ces rentes jouissent des privilèges et immunités attachées aux rentes perpétuelles émises en vertu des lois du 16 novembre 1915 et du 15 septembre 1916; elles sont exemptées d'impôt; à partir du 1er janvier 1943, elles pourront être remboursées en totalité ou par série.

Art. 2. — Ne sont pas soumises à réduction : 1° les souscriptions qui, conformément aux lois et décrets en vigueur, seront constituées en bons de la Défense nationale, en obligations de la défense nationale ou en titres de rente 3 1/2 0/0 amortissable : 2° toutes autres souscriptions qui ne dépasseront pas le chiffre de rente fixé par le décret visé à l'article 7 de la présente loi.

Art. 3. — Dans le cas où le capital effectif représenté par les souscriptions irréductibles excéderaient la somme de huit milliards, le chiffre prévu à l'article 1er de la présente loi sera augmenté dans la limite du montant total des souscriptions d'un capital effectif égal à l'excédent.

Art. 4. — Les titres de rente à émettre en vertu de la présente loi seront acceptés en paiement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre instituée par la loi du 1er juillet 1916 Ces titres seront décomptés suivant le taux d'émission fixé par décret. Seront également acceptés en paiement de la dite contribution au taux de 87 fr. 50, les titres de rente 5 0/0 émis en vertu des lois des 16 novembre 1915 et 15 septembre 1916 dont le contribuable justifiera qu'il est propriétaire depuis une date antérieure au 24 octobre 1917. Les rentes correspondantes aux titres remis en paiement seront annulées au grand-livre de la Dette publique, la valeur de reprise des titres sera imputée en dépense sur un crédit qui sera ouvert au budget du Ministère des finances. Un décret fixera les conditions d'application du présent article et notamment le mode de calcul des intérêts en cours.

Art. 5. — Il est ouvert au budget général de l'Etat, jusqu'à ce qu'une loi ultérieure en décide autrement, un crédit qui sera affecté à la constitution au moyen de versements mensuels de 60 millions d'un fonds spécial destiné à faciliter la

négociation des emprunts de la Défense nationale. Ce fonds sera employé à l'achat sur le marché de titres de ces emprunts. En aucun cas les achats ne pourront avoir lieu pour les rentes émises en vertu de la présente loi à un prix supérieur au prix d'émission augmenté des intérêts courus dans le trimestre et pour les rentes 5 0/0 émises en 1915 et 1916 à un prix supérieur à 87 fr. 50 augmenté des intérêts courus dans le trimestre. Les rentes ainsi acquises seront remises au Trésor et définitivement annulées au grand-livre de la Dette publique. Lorsque l'excédent disponible du fonds spécial dépassera une somme de 360 millions, les versements mensuels seront suspendus ; ils seront repris aussitôt que l'excédent disponible tombera au-dessous de 260 millions dans la mesure nécessaire pour le porter à ce chiffre. La gestion du fonds spécial est confiée à la Caisse d'amortissement qui effectuera les achats de rentes dans les conditions déterminées par la commission de surveillance instituée par les lois du 28 avril 1816 et du 6 avril 1876.

Art. 6. — Les rentes qui seront souscrites à l'étranger dans les conditions qui seront déterminées par décret ne sont pas comprises dans les limitations résultant des articles 1 et 3.

Art. 7. — Le taux d'émission, la date ou la période de mise en souscription, les époques de versement, les époques de paiement des arrérages, les conditions dans lesquelles seront admis à la souscription les bons de la Défense nationale, les obligations de la Défense nationale et les rentes 3 1/2 0/0 amortissables, et généralement toutes autres conditions de l'emprunt, seront fixées par décret.

Art. 8. — Seront exemptées du droit de timbre spécial des quittances, établi par les articles 18 de la loi du 23 août 1871 et 28 de la loi du 15 juillet 1914, les quittances, reçus ou décharges de sommes ou de titres exclusivement relatifs aux opérations d'émission de l'emprunt autorisé par la présente loi.

Art. 9. — Les remises allouées aux comptables qui participeront aux opérations dudit emprunt resteront en dehors des limitations prévues par les lois et règlements en vigueur.

Art. 10. — Le Ministre des finances rendra compte des opérations autorisées par la présente loi au moyen d'un rapport adressé au Président de la République et distribué

au Sénat et à la Chambre des députés. Un état détaillé des dépenses d'émission sera publié au *Journal officiel* le 31 décembre 1917 au plus tard.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

POINCARÉ.

N° 357. — *ARRÊTÉ promulguant la loi du 9 décembre 1916 et le décret du 9 juin 1917 (Allocations temporaires mensuelles aux militaires réformés n° 2.*

(7 novembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la circulaire ministérielle (Colonies) du 2 mai 1916, relative à la promulgation des lois et décrets dans les colonies;

Vu la loi du 9 décembre 1916 et le décret du 9 juin 1917, publiés au *Journal officiel* de la République française, n° 337, du 11 décembre 1916 et n° 159 du 14 juin 1917;

Sur la proposition du Capitaine, commandant le Détachement de l'infanterie de la Guyane,

ARRÊTE:

Article 1er. — Sont promulgués à la Guyane française, pour y être exécutés en leur forme et teneur:

1° La loi du 9 décembre 1916, relative aux allocations temporaires mensuelles à attribuer à certains militaires réformés n° 2;

2° Le décret du 9 juin 1917, relatif à l'application aux colonies de la loi du 9 décembre 1916, sur les allocations temporaires mensuelles aux réformés n° 2.

Art. 2. — Le présent arrêté, avec les textes promulgués, sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 7 novembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Capitaine, commandant la Compagnie d'Infanterie de la Guyane;

HESSE.

LOI relative aux allocations temporaires mensuelles à attribuer à certains militaires réformés n° 2.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er.— Jusqu'à la promulgation d'une nouvelle loi générale sur les pensions militaires, les Ministres de la guerre et de la marine sont autorisés à allouer des allocations temporaires mensuelles de 30 ou de 50 francs, payables d'avance, aux militaires et marins réformés n° 2 et aux militaires et marins réformés à titre temporaire et non pourvus de gratification :

1° Si ces militaires ou marins ont été incorporés pendant 60 jours au moins entre le 2 août 1914 et la date de la cessation des hostilités ;

2° Si leur infirmité a été aggravée par les fatigues, dangers ou accidents du service militaire. L'aggravation sera présumée imputable aux fatigues du service, sous la réserve de la preuve contraire à la charge de l'autorité compétente.

3° Si le degré d'invalidité atteint ou dépasse 40 0/0 ;

4° S'ils ne sont pas hospitalisés aux frais de l'État.

Le même secours peut être alloué aux sous-officiers, caporaux et soldats versés dans le service auxiliaire et affectés à une classe non encore appelée, à la suite de blessures ou de maladies survenues au cours du service, dans les conditions déterminées ci-dessus.

Art. 2.— Cette allocation est accordée par les Ministres de la guerre ou de la marine pour une période de trois mois ou de six mois, à dater de la demande de l'intéressé, après avis d'une commission spéciale.

Elle est renouvelable dans les mêmes formes.

Art. 3.— Pour l'application de la présente loi, un crédit spécial sera ouvert aux budgets des ministères de la guerre et de la marine, sous la rubrique « Allocations temporaires mensuelles aux réformés n° 2 ».

Art. 4.— Au cas où, en vertu d'une décision spéciale ou de dispositions législatives nouvelles, le réformé n° 2 bénéficiaire d'une allocation temporaire serait admis à pension ou à gratification, le montant des allocations perçues par lui sera

imputé sur les arrérages de la pension ou de la gratification s'appliquant à la période pendant laquelle il aura perçu l'allocation sans qu'aucune retenue pour trop-perçu puisse être opérée à son détriment.

Art. 5. — Un décret réglera la composition des commissions spéciales, les détails d'application de la présente loi et déterminera les conditions dans lesquelles elle sera applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 décembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République:

Le Ministre de la guerre,
ROQUES.

Le Ministre de la marine,
LACAZE.

Le Ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le Ministre des finances,
A. RIBOT.

Paris, le 9 juin 1917.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Monsieur le Président,

La loi du 9 décembre 1916, relative aux allocations temporaires mensuelles à attribuer à certains militaires réformés n° 2, prévoit, dans son article 5, qu'un décret réglera la composition des commissions spéciales, les détails d'application de la loi, et déterminera les conditions dans lesquelles elle sera applicable à l'Algérie et aux colonies.

En ce qui concerne la métropole, le décret fixant les dispositions de détail est déjà intervenu à la date du 2 janvier 1917; le texte qui vous est soumis a pour objet de déterminer les règles suivant lesquelles la loi sera applicable aux colonies.

Il résulte des travaux préparatoires de la loi du 9 décembre précitée, qu'elle ne vise pas les troupes indigènes, régies par des dispositions spéciales. Il suffit donc de prévoir dans quelles conditions les anciens militaires ou marins français résidant aux colonies seront appelés à bénéficier des allocations temporaires dont il s'agit.

Le projet de décret ci-joint n'est, par suite, qu'une simple adaptation à nos territoires d'outre-mer du décret du 2 janvier 1917, dont il ne diffère que sur certains points de délail pour lesquels les dispositions prévues relativement à la métropole ne pouvaient être étendues à nos colonies.

Si ce texte ne donne lieu à aucune observation de votre part, nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre respectueux dévouement.

Le Ministre de la guerre, PAUL PAINLEVÉ,

Le Ministre de la marine, LACAZE.

Le Ministre des colonies, MAGINOT.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport des Ministres de la guerre, de la marine et des colonies,

Vu l'article 5 de la loi du 9 décembre 1916 ;

Vu les décrets du 26 mai 1903 et les textes subséquents sur le groupement des forces militaires aux colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Il est institué, dans chaque groupe des colonies, une ou plusieurs commissions dites « commissions des allocations temporaires aux réformés n° 2 ».

Art. 2 — Cette commission se compose :

D'un officier supérieur, président, désigné par le commandant supérieur ;

D'un sous-intendant militaire ou suppléant légal, désigné par le directeur de l'intendance du groupe ;

D'un fonctionnaire représentant l'autorité civile, désigné par le gouverneur de la colonie dans laquelle se trouve le siège de la commission ;

D'un officier du bureau de recrutement, dans les places où il en existe ou, à défaut, d'un officier désigné par le commandant supérieur ;

De deux médecins militaires, désignés par le directeur du service de santé du groupe.

Il pourra être fait appel aux médecins de la marine, dans les places où il en existe et également, mais seulement dans le cas de nécessité absolue, aux médecins de l'assistance médicale indigène.

Art. 3. — Dans les colonies qui ne sont rattachées à aucun des groupes constitués par le décret du 26 mai 1903 et les textes subséquents, la commission spéciale sera constituée avec ceux des éléments entrant dans la composition normale qui pourront être trouvés sur place ; elle devra comprendre, au moins, un fonctionnaire civil et un médecin militaire ou de la marine ou exceptionnellement de l'assistance médicale indigène.

Art. 4. — La commission spéciale est chargée de donner son avis sur les demandes formulées par les militaires ou marins autres que ceux placés sous le régime de pensions applicable aux militaires ou marins indigènes et qui sont réformés n° 2, réformés temporairement sans gratification ou versés dans le service auxiliaire à la suite de blessures ou maladies survenues au cours du service, et affectés à une classe non encore appelée, qui sollicitent l'allocation temporaire mensuelle de la loi du 9 décembre 1916.

La demande de l'intéressé, dûment légalisée, est adressée, qu'il s'agisse d'un militaire de l'armée de terre ou d'un marin, au commandant supérieur du groupe dont dépend son domicile, ou au gouverneur, pour les colonies qui ne sont rattachées à aucun groupe.

Art. 5. — La commission, après avoir pris connaissance des pièces du dossier, procède à l'examen de l'intéressé et formule des propositions motivées, qui sont transmises au commandant supérieur du groupe, ou, pour les colonies qui ne sont rattachées à aucun des groupes constitués par le décret du 26 mai 1903, au Ministre de la guerre ou au Ministre de la marine, suivant le cas. Le commandant supérieur ou le Ministre statue et fixe le taux et la durée de l'allocation temporaire.

A l'égard des hommes incapables de se rendre devant elle, la commission se prononce sur pièces après qu'ils ont été examinés par un médecin militaire (ou exceptionnellement de l'assistance médicale indigène), désigné à cet effet, en présence, chaque fois que cela sera possible, d'un officier ou d'un commandant de brigade de gendarmerie.

Ces dernières dispositions devront également être appliquées, chaque fois que l'intéressé se trouvera trop éloigné du siège de la commission.

Art. 6. — L'allocation temporaire est payée tous les mois aux ayants-droit par les soins du service de l'intendance ou, à défaut, par les soins du gouverneur.

Le point de départ de l'allocation temporaire est fixé au jour de la demande.

En ce qui concerne les demandes antérieures à la promulgation de la loi, le point de départ est fixé au jour de cette promulgation.

Art. 7. — Une instruction ministérielle fixera les points de détail, et des arrêtés locaux détermineront le nombre et le siège des commissions, ainsi que toutes les autres mesures spéciales à chaque groupe ou chaque colonie.

Art. 8. — Les Ministres de la guerre, de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 juin 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

Le Ministre de la marine,
LACAZE.

Le Ministre des colonies,
MAGINOT.

Service général des Pensions, Secours, Renseignements aux familles, Etat civil, Successions militaires ; Bureau des Secours.

CIRCULAIRE précisant certains points relatifs à l'application de la loi du 9 décembre 1916 tendant à accorder des allocations temporaires mensuelles à certaines catégories de réformés n° 2.

Paris, le 23 février 1917.

Il y a le plus grand intérêt à ce que tous les dossiers d'anciens militaires réformés n° 2, sollicitant l'allocation temporaire mensuelle de la loi du 9 décembre 1916, soient instruits *dans le plus bref délai possible* et communiqués aux commissions spéciales instituées par la loi précitée et le décret du 2 janvier 1917, avec le maximum de rapidité.

En conséquence, les généraux commandant les régions donneront, dans l'étendue de leur commandement, les instructions nécessaires pour que les bordereaux de propositions envisagées à l'article 7 de l'instruction du 25 janvier 1917 soient adressés d'*urgence* au Ministre pour lui permettre de statuer sur les titres des pétitionnaires à l'attribution de l'allocation dont il s'agit.

L'application de cette instruction ministérielle a soulevé diverses questions relatives aux conditions dans lesquelles devra être assuré le transport des anciens militaires réformés n° 2 qui sont appelés à se présenter devant les commissions des allocations temporaires, ainsi qu'à la façon dont devrait être envisagée la fourniture des imprimés nécessaires à la mise en pratique des dispositions de ladite instruction.

En ce qui concerne la question du transport, il a été décidé que celui-ci s'effectuerait suivant les règles fixées par la circulaire du 29 octobre 1915 (n° 14668 6/5), c'est-à-dire que les réformés n° 2 convoqués devant les commissions des allocations devront payer eux-mêmes leur transport au plein tarif et être remboursés de leurs dépenses dans les conditions prévues par les circulaires des 21 mars et 26 mai 1914 (*B. O.*, P. S.-P., p. 387 et 600).

Il conviendra donc que les ordres de convocation indiquent que les intéressés n'ont pas droit notamment au tarif militaire, qu'ils seront remboursés de leurs frais de voyage calculés sur le prix d'un billet d'aller et retour — dans le cas où les

services de transport employés délivrent des billets de cette espèce — et qu'il leur sera payé une indemnité de 1 fr. 25 si la durée du déplacement est supérieure à six heures.

Les intéressés devront demander à la gare de départ l'apposition du timbre à date sur leur ordre de convocation.

Cet ordre de convocation, contenant l'indication du domicile de l'intéressé, portera la certification, par le président de la commission, que le militaire convoqué venant de.... s'est présenté devant la commission aux jour et heure à mentionner, et qu'il a droit, en conséquence, aux indemnités prévues.

Sur présentation de cet ordre de convocation ainsi dûment certifié, l'intéressé sera payé, par imputation sur le chapitre II, par les soins d'un corps de troupe désigné par le général commandant la région parmi ceux qui sont stationnés dans la place où doivent siéger les commissions.

En ce qui concerne la question des imprimés, il appartiendra aux généraux commandant les subdivisions, lesquels sont chargés de la constitution et de la centralisation des dossiers des réformés n° 2 en instance d'allocation temporaire, ainsi que de la transmission des propositions des commissions, de se procurer, dans le commerce, tous les imprimés nécessaires sous réserves du remboursement des dépenses faites à ce sujet par le service de la solde, conformément à la circulaire du 8 avril 1915 (*B. O.* 1915, P. S.-P., p. 142).

INSTRUCTION pour l'application du décret du 9 juin 1917 étendant aux colonies les dispositions de la loi du 9 décembre 1916, sur les allocations temporaires aux réformés n° 2.

Paris, le 6 septembre 1917.

Un décret en date du 9 juin dernier, inséré au *Journal officiel* de la République française du 14 du même mois, détermine les conditions d'application aux colonies de la loi du 9 décembre 1916, attribuant des allocations temporaires mensuelles à certains militaires réformés n° 2.

Bien qu'on se soit efforcé de donner aux dispositions dudit décret toute la clarté désirable, certains points de détail demandent à être précisés et, à cet effet, vous trouverez ci-dessous, un commentaire de chacun des articles du texte en question.

Il ne pouvait être question, d'ailleurs, de prévoir dans un document unique, toutes les situations particulières qui peuvent se présenter, et c'est pourquoi l'article 7 laisse le soin à l'administration locale de régler, par voie d'arrêté, les mesures spéciales à chaque groupe ou chaque colonie.

Article 1er. — Le nombre des commissions, ainsi que le siège de chacune d'elles, sont précisément des éléments qui ne peuvent être fixés que par l'autorité locale par voie d'arrêté.

Art. 2 et 3. — L'article 2 détermine la composition normale de la commission ; mais, comme les divers éléments énumérés par cet article ne peuvent être trouvés dans les colonies ne faisant pas partie d'un groupe, il était nécessaire de prévoir une composition spéciale pour ces possessions, si l'on ne voulait pas mettre les militaires ou marins réformés n° 2 qui y sont domiciliés, dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits.

Tel est l'objet de l'article 3 qui prévoit que la commission peut même se réduire à deux membres. Les conditions d'application de cet article 3 seront précisées par l'arrêté local, lequel réglera, en même temps, la question de la présidence dans chaque cas particulier, en se basant, en principe, sur le classement du décret du 3 juillet 1897. Les commissions se réunissent, sur la convocation de leur président, toutes les fois qu'il est nécessaire.

Art. 4. — Ainsi que le spécifie le décret, le bénéfice de ses dispositions ne s'applique pas aux militaires indigènes. Il résulte, en effet, nettement des travaux préparatoires de la loi du 9 décembre 1916 que l'article 5 de ladite loi vise uniquement les militaires européens, ou servant au titre européen, qui se sont retirés en Algérie et en Tunisie.

Les demandes des pétitionnaires sont établies sur papier libre ; elles contiennent l'indication du corps d'affectation au moment de la réforme ou du classement dans le service auxiliaire, la date de la réforme et le lieu où elle a été prononcée. Elles sont accompagnées de toutes pièces et certificats que l'intéressé juge utile de produire relativement, tant à son état de santé, qu'à sa situation militaire.

Elles sont signées par l'intéressé. La signature est légalisée par le maire (ou l'administrateur). La demande prend date du jour de la légalisation.

La demande légalisée est adressée au commandant supérieur; pour les colonies secondaires, elle peut être envoyée au commandant militaire. Dans les possessions non rattachées à un groupe militaire, elles sont adressées au gouverneur (ou à l'administrateur pour Saint-Pierre et Miquelon).

Le dossier est constitué par les soins du commandant supérieur ou du gouverneur.

Il comprend :

1° La demande légalisée ;

2° L'état signalétique et des services ou, pour les inscrits, l'extrait de matricule (ou bien un extrait établi par le corps d'affectation au moment de la réforme ou le bureau de recrutement indiquant l'état-civil du postulant, la nature et la durée des services depuis le 2 août 1914, la situation militaire actuelle, la date et le motif de la décision qui l'a réformé définitivement ou temporairement, ou qui l'a classé, soit dans le service auxiliaire, soit pour les inscrits, parmi les « utilisables à terre ») ;

3° Le certificat de l'autorité civile établissant que le pétitionnaire n'est pas hospitalisé aux frais de l'Etat ;

4° Un rapport de la gendarmerie (ou de l'administration civile) portant sur l'état de santé du pétitionnaire antérieurement à son incorporation, ainsi que sur ses moyens d'existence et ses ressources actuels ;

5° Le rappel des décisions prises antérieurement s'il s'agit d'un renouvellement.

Une fois en possession de l'état des services (ou de l'extrait en tenant lieu) et du certificat attestant que l'intéressé n'est pas hospitalisé aux frais de l'Etat, l'autorité chargée de constituer le dossier examine la question de la recevabilité de la demande. Au cas où l'une des conditions relatives à la durée de l'incorporation et à la non-hospitalisation aux frais de l'Etat, exigées par la loi du 9 décembre 1916 (alinéas 1 et 4), ne se trouve pas remplie, l'intéressé est avisé que sa demande n'est pas recevable ; les motifs de ce rejet lui sont indiqués.

Dans le cas où le pétitionnaire contesterait le bien-fondé de cette appréciation, sa réclamation, accompagné des pièces déjà réunies, sera transmise à la commission des allocations aux réformés n° 2 compétente, laquelle décidera s'il y a lieu de procéder à la constitution complète du dossier.

Si la demande est recevable, une fois le dossier constitué comme il est dit à l'article 2, le général commandant supé-

rieur (ou le gouverneur) transmet le dossier complet au président de la commission des allocations aux réformés n° 2, ressort de laquelle le pétitionnaire réside. La convocation de celui-ci est faite par les soins du président de la commission.

Les demandes de renouvellement d'allocations établies et adressées dans les mêmes conditions, sans qu'il soit besoin de produire de nouvelles pièces ; elles doivent rappeler la date de la dernière décision qui a accordé l'allocation temporaire.

Le général commandant supérieur (ou le gouverneur) qui reçoit la demande de renouvellement provoque une nouvelle enquête sur les ressources et les moyens d'existence actuels du pétitionnaire, et annexe le rapport au dossier, qui est transmis dans les conditions indiquées plus haut, en vue de la convocation du postulant devant la commission des allocations compétente.

Les demandes sont examinées dans les mêmes formes que les demandes primitives en tenant compte, toutefois, des résultats de la première instruction.

Art. 5. — La commission prend connaissance des pièces du dossier et fait procéder par les médecins qui en font partie à l'examen médical de l'intéressé.

Si ce dernier est incapable de se rendre devant la commission, celle-ci pourra statuer sur pièces, après examen de l'homme par un des médecins membres de la commission ou par un médecin militaire (ou exceptionnellement de l'assistance médicale indigène), désigné à cet effet par le commandant supérieur (ou le gouverneur) et en présence, chaque fois que cela est possible, d'un officier de gendarmerie ou d'un commandant de brigade également délégué à cet effet.

Ce mode de procéder devra être aussi adopté dans le cas où le pétitionnaire est trop éloigné du siège de la commission ; la limite des postes à partir de laquelle les intéressés devront être examinés sur pièces, sera fixée dans l'arrêté local. En principe, le montant des frais de transport ne devra pas dépasser le montant trimestriel de l'allocation. Sur le vu des pièces produites et après communication des résultats de l'examen médical, la commission formule une proposition d'attribution ou de rejet. La proposition est prise à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Au cas où la commission conclut à l'attribution de l'allocation, elle mentionne si sa décision a été ou non prise à l'unanimité.

S'il apparaît à la commission que l'homme serait susceptible d'être proposé pour une pension ou une gratification, elle n'a pas à se prononcer sur la question (*a*).

Les propositions de la commission consignées dans un procès-verbal conforme au modèle annexé, sont transmises, avec le dossier, au général commandant supérieur des troupes (ou gouverneur).

Cette autorité réunit les dossiers qui lui ont été transmis par la commission, de façon à constituer trois bordereaux distincts, suivant les modèles annexés :

Bordereau n° 1 relatif aux propositions d'admission ayant réuni l'unanimité des voix de la commission ;

Bordereau n° 2 relatif aux propositions d'admission n'ayant pas réuni l'unanimité ;

Bordereau n° 3 relatif aux propositions de rejet.

Les propositions relatives à des renouvellements sont groupées en fin de liste sous une rubrique spéciale.

Dans les colonies faisant partie de l'un des groupes constitués par le décret du 26 mai 1903, le commandant supérieur des troupes statue. Il décide si le taux de l'allocation mensuelle sera de 50 ou de 30 fr., et si elle est pour trois mois ou six mois ou il rejette la demande.

Dans les colonies qui ne sont rattachées à aucun groupe, les dossiers sont transmis au ministre de la guerre, qui décide.

Dans les deux cas, les bordereaux ci-dessus sont établis en double expédition par ordre alphabétique et transmis, sous le couvert du département des colonies, au ministre de la guerre (service général des pensions), ou au ministre de la marine (direction de la comptabilité générale) suivant que le pétitionnaire a été réformé par une commission de réforme relevant du ministre de la guerre ou par une commission de réforme relevant du ministre de la marine. Le département

(*a*) Incompétentes pour statuer sur une question subsidiaire de pension ou de gratification, les commissions peuvent néanmoins émettre une opinion sous la rubrique « observations » si elles croient de leur devoir de signaler la situation de l'ayant cause à l'attention du Ministre pour lui permettre, le cas échéant, de faire examiner ultérieurement les titres de l'intéressé dans la forme réglementaire et par les commissions spéciales instituées à cet effet.

intéressé renvoie, par l'intermédiaire du ministre des colonies, au général commandant supérieur (ou au gouverneur pour les colonies non rattachées à un groupe militaire) une expédition des bordereaux n° 1, n° 2 et n° 3, complétée, suivant le cas, par la mention des observations ou des décisions ministérielles, en même temps que les dossiers en retour, s'il s'agit de demandes ayant fait l'objet d'une décision d'attribution.

Les notifications des décisions prises par le commandant supérieur ou le ministre mentionnent expressément que l'allocation attribuée n'a qu'un caractère purement temporaire et ne saurait être considérée comme un engagement définitif. Elle ne constitue pas une présomption acquise à des droits quelconques à pension ou à gratification (modèle annexé).

Dans le cas où une décision du commandant supérieur ne serait pas ratifiée par le ministre, les sommes déjà payées resteraient acquises au bénéficiaire de l'allocation.

Les dossiers des demandes rejetées sont conservés dans les bureaux du ministère de la guerre ou de la marine.

Art. 6 (payement des allocations). — Les crédits afférents aux allocations à attribuer aux réformés n° 2 étant accordés aux départements de la guerre et de la marine, le directeur de l'intendance aura, au point de vue du payement de ces allocations, à se conformer aux articles 41 et suivants du règlement du 30 décembre 1912 sur le service financier aux colonies, en ce qui concerne les anciens marins, et à l'article 49 en ce qui concerne les anciens militaires. Afin de tenir les administrations intéressées au courant des dépenses effectuées, un bordereau mensuel des allocations payées sera adressé, sous le couvert du ministre des colonies, aux départements de la guerre et de la marine.

Il reste entendu que, comme le prescrit l'article 45 du règlement financier précité, lorsqu'il existe un service de la marine à terre, l'ordonnancement des allocations dûes aux anciens marins incombera à ce service.

Seront supportés par le budget colonial (chap. 48): les frais de déplacement et de transport à attribuer aux intéressés convoqués devant la commission spéciale, ainsi que ceux des membres des mêmes commissions qui devaient être déplacés (membre de la commission ne résidant pas dans le centre où elle se réunit, médecin allant procéder à la visite des pétition-

naires qui ne peuvent se déplacer ou qui sont trop éloignés d'un centre de commission.) — Sont également à la charge du budget de l'État (chap. 56), les dépenses d'imprimés et de fournitures de bureau dont l'emploi est nécessité par le service spécial des allocations dont il s'agit.

Art. 7. — Il y aura lieu de faire parvenir au département une ampliation de l'arrêté local fixant les détails d'application du décret du 9 juin 1917. Les difficultés qui pourraient se rencontrer dans la pratique me seront, en même temps, soumises.

Paris, le 6 septembre 1917.

Le ministre de la marine,
CHARLES CHAUMET.

Le ministre de la guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

Le ministre des colonies,
MAGINOT.

INSTRUCTION relative à l'application de l'article 10 de la loi du 10 août 1917

La présente instruction a pour objet de préciser les conditions d'application de l'art. 10 de la loi du 10 août 1917, insérée au *Journal officiel* du 15 août.

Cet article indique :

1° Les conditions de mise en sursis des hommes du service armé des classes 1903 et plus jeunes.

2° La procédure à suivre pour l'établissement de toutes les demandes de sursis.

3° La situation des mobilisés placés en sursis d'appel.

CHAPITRE Ier.

Mise en sursis des hommes des clases 1903 et plus jeunes.

Le paragraphe 1er de l'article 10 de la loi du 10 août 1917 prescrit qu' « aucun surcis ne pourra être accordé ou renouvelé, à l'avenir, à un homme du service armé appartenant aux classes 1903 et plus jeunes, sans une décision spéciale du Ministre de la guerre, dans les conditions prévues à l'article 4 (1).

(1) C'est-à-dire sans une décision spéciale et motivée qui sera insérée avec l'énoncé des motifs au *Journal officiel*.

A. — **Etendue d'application.**

La classe qu'il y a lieu de considérer est la classe de mobilisation.

Il doit être entendu qu'il ne s'agit pour l'application de la loi que des hommes des réserves des classes 1903 et plus jeunes, à l'exclusion des hommes de l'armée active qui ne sont pas admis au bénéfice du sursis (article 42 de la loi du 21 mars 1905).

Toutefois, le paragraphe 1er de l'article 10 n'est pas applicable :

1° Aux non disponibles, non affectés et affectés spéciaux (loi du 21 mars 1905, art. 42 et tableaux A. B. C. annexés à cette loi) ;

2° Aux hommes munis de fascicules de mobilisation modèles S-1 (navigation et ports maritimes) et Z-1 (mines) instruction du 20 juin 1910, *B. O.*, vol. 71) ;

3° Aux officiers, ceux-ci n'étant pas susceptibles d'être placés en sursis ;

4° Aux pères d'au moins quatre enfants, qui sont rattachés à une classe de l'armée territoriale ou de sa réserve ;

5° Aux naturalisés, anciens sujets des nations alliées ou neutres, appartenant par leur âge à une classe plus ancienne que 1903 art. 5 de la loi du 20 février 1917).

Les mobilisés rentrés d'Allemagne ou des départements envahis, pour quelque cause que ce soit, ne devant être employés que dans des conditions spéciales, il sera tenu compte de leur situation particulière, dont il sera fait mention dans la décision prise à leur égard.

B. — **Procédure.**

1° Sursis pour la France, l'Algérie et la Tunisie. — A l'égard des demandes de sursis ayant pour objet l'exercice d'une profession en France, en Algérie ou en Tunisie, on procédera de la manière suivante :

a) Les inspecteurs régionaux des sursis instruiront, comme par le passé, les demandes de sursis ou de renouvellement de sursis, qui leur parviendront pour les hommes des clases 1903 et plus jeunes du service armé (1).

(1) On suivra, pour l'établissement de ces demandes de sursis, la procedure indiquée au chapitre II.

b) Ils soumettront le résultat de leur enquête au général commandant la région, qui décidera s'il y a lieu ou non de transmettre le dossier, pour décision, au ministre de la guerre.

c) Si la transmission est décidée, elle se fera sous le timbre de l'état-major de l'armée (bureau des sursis) et la décision sera prise sous ce même timbre. Des sursis provisoires pourront être accordés, au besoin, par les généraux commandant les régions, jusqu'à notification de la décision du ministre, qui sera avisé de la concession de ces sursis provisoires.

d) La décision sera notifiée aux inspecteurs régionaux des sursis, qui devront en assurer l'exécution.

L'insertion au *Journal officiel* sera faite par les soins de l'état-major de l'armée (bureau des sursis).

En ce qui concerne les sursis actuellement en cours, il y aura lieu de ne les soumettre à la décision du ministre de la guerre qu'à leur expiration, et s'ils font l'objet d'une demande de renouvellement;

2° Sursis pour l'étranger et le Maroc. — Les demandes de sursis formées par des militaires résidant ou se rendant à l'étranger ou au Maroc seront instruites par les soins du bureau des sursis de l'état-major de l'armée, d'après la procédure qui sera indiquée ci-après (chapitre II);

3° Sursis pour les colonies. — Les demandes de sursis formées par les militaires se rendant aux colonies (à l'exception de l'Algérie-Tunisie) seront instruites par les soins du bureau des sursis de l'état-major de l'armée, comme celles qui intéressent des militaires se rendant à l'étranger.

Les demandes de sursis formées par des militaires résidant aux colonies (à l'exception de l'Algérie-Tunisie) seront instruites d'après la procédure suivante :

a) Les gouverneurs des colonies instruiront les demandes de sursis concernant les hommes des classes 1903 et plus jeunes du service armé. La demande sera établie conformément aux chapitre II ci-après.

b) Les gouverneurs adresseront au ministre de la guerre, par l'intermédiaire du ministre des colonies, toutes ces demandes de sursis ou de prolongation de sursis, accompagnées d'un rapport détaillé fournissant tous les éléments d'appréciation nécessaires pour permettre de prendre une décision en

toute connaissance de cause (situation des militaires intéressés, utilité de leur présence, durée de sursis proposé, etc., etc.)

Les gouverneurs pourront accorder aux intéressés de sursis provisoires jusqu'à notification de la décision prise à leur égard.

c) Les décisions prises seront notifiées au ministère des colonies, après exécution, et insérées au *Journal officiel* par les soins de l'état-major de l'armée (bureau des sursis).

Les sursis actuellement en cours ne devront être soumis à la décision du ministre de la guerre qu'à leur expiration, s'ils font l'objet d'une demande de renouvellement ;

4° Sursis illimités. — Tous les sursis qui ont pu être accordés sans limitation de durée à des hommes des classes 1903 et plus jeunes du service armé sont limités au 31 octobre 1917 ;

5° Insertion au *Journal officiel*. — Les insertions au *Journal officiel* seront faites comme suit :

CHAPITRE II.

Règles à suivre pour l'établissement des demandes de sursis.

A. — Professions pour lesquelles des sursis peuvent être accordés.

Les professions pour lesquelles des sursis peuvent être accordés et la durée de ceux-ci sont déterminées par le décret du 24 septembre 1917 *Journal officiel* du 27 septembre 1917.

B. — Déclaration du demandeur en sursis.

Toute autorité chargée d'instruire un sursis devra faire souscrire par le demandeur en sursis une déclaration de l'un des deux modèles ci-joints :

Modèle n° 1, pour les hommes du service armé des classes 1903 et plus jeunes.

Modèle n° 2, pour les hommes des autres classes et catégories.

Cette déclaration est obligatoire et engage la responsabilité des signataires.

Si l'intéressé doit être employé par un établissement quelconque ou une administration, la déclaration devra être contresignée par l'employeur ou le chef de service.

En ce qui concerne les hommes résidant à l'étranger, cette

déclaration devra, en outre, être revêtue de l'avis de l'autorité diplomatique ou consulaire ou de celui de l'attaché militaire.

Aucun sursis ne pourra être concédé, à l'avenir, si la déclation dont il vient d'être question n'a pas été souscrite au préalable.

Cette déclaration devra être exigée lors du renouvellement des sursis actuellement en cours et lors de tout renouvellement de sursis.

C. — Publication à la mairie de la résidence de l'intéressé.

En cas de concession d'un sursis, copie de la déclaration, souscrite ainsi qu'il est indiqué au paragraphe B, sera transmise à la mairie de la résidence de l'intéressé (1) par les soins des autorités suivantes :

a) L'inspecteur des sursis, pour les hommes résidant en France, Algérie et Tunisie.

b) L'Etat-major de l'armée (bureau des sursis), pour les sursis concédés à des hommes résidant à l'étranger.

c) Les gouverneurs des colonies, pour les hommes résidant aux colonies.

d) Le commissaire résident général, pour les hommes résidant au Maroc.

Cette copie de déclaration sera certifiée véritable par l'autorité qui en assurera la transmission.

Elle sera transcrite sur un registre mis à la disposition du public (art. 3 de la loi).

Seuls, les inspecteurs des sursis ou les autorités ci-dessus désignées auront qualité pour délivrer des copies de cette déclaration.

CHAPITRE III

Situation des mobilisés placés en sursis.

Les sursitaires sont soumis :

1° Aux dispositions de l'article 42 de la loi du 21 mars 1905 (§ 6);

---

(1) Du dernier domicile en France pour les hommes résidant à l'étranger.

2° Aux règlements de l'armée, en cas d'infraction à la discipline militaire (art. 10 de la loi, § 5).

En conséquence :

a) Les sursitaires doivent être constamment porteurs du titre annexé à leur livret militaire et établissant leur situation particulière.

b) Ils demeurent astreints au port obligatoire d'un insigne distinctif qui fera ultérieurement l'objet d'une instruction spéciale.

c) En dehors de l'exercice de la profession ou de la fonction pour laquelle le sursis a été accordé, ils sont soumis aux mêmes règles de police et de discipline générale que les militaires.

Les sanctions disciplinaires prononcées seront communiquées— par l'intermédiaire de l'inspecteur régional des sursis — au général commandant la région, qui a seul qualité pour décider ou provoquer le retrait des sursis.

Paris, le 8 septembre 1917.

Le président du conseil, ministre de la guerre,

PAUL PAINLEVÉ.

N° 338. — *DÉCISION portant institution d'un Comité en vue de la propagande à faire à l'occasion d'un nouvel emprunt de la Défense nationale.*

(9 novembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté, en date du 7 novembre 1917, promulguant la loi du 26 octobre 1917, fixant les conditions d'un emprunt national; ensemble les câblogrammes ministériels des 29 octobre et 5 novembre 1917, portant notification des textes de la dite loi, d'un décret et d'un arrêté ministériel du 5 novembre, relatifs au même objet;

DÉCIDE :

Article 1er. — Un Comité est institué à Cayenne, en vue d'étudier les meilleurs moyens de propagande à employer pour assurer le succès du nouvel emprunt national, dans les

conditions fixées par la loi sus-visée du 26 octobre, le décret et l'arrêté ministériel du 3 novembre 1917.

Art. 2. — Ce Comité sera composé comme suit :

MM. le Secrétaire général du Gouvernement, président;
A. Darrieau, conseiller privé;
le Maire de Cayenne;
le Trésorier-payeur;
R. Théolade, conseiller général;
Charles Quintrie, *idem*
Saccharin, *idem*
MM. le Directeur de la Banque;
le Président de la Chambre de Commerce;
le Président de la Chambre d'agriculture;
Melkior, ingénieur des Arts et Manufactures, industriel;
Ronjon, notaire;
Leroux, représentant de maison de commerce;
Abran, *idem*
Combes, *idem*

Ce Comité se réunira, sur la convocation de son président, dans la salle des délibérations du Conseil Privé.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, et sera publiée et insérée au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 9 novembre 1917.

J. BARRE.

N° 359. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 10 septembre 1917, relatif à l'avancement des agents du cadre supérieur de l'Administration des Douanes.*

(12 novembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 2 mars 1912, fixant le statut du personnel des Douanes détaché aux colonies:

Vu l'arrêté du 25 octobre 1915, promulguant dans la colonie les décrets des 22 juillet 1914 et 21 mai 1915, rendant applicables aux agents des Douanes aux colonies les dispositions des décrets des 25 octobre 1913, 20 janvier et 5 décembre 1914, portant organisation des services extérieurs de l'Administration des Douanes ;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française du décret du 10 décembre 1917, rendant applicables aux fonctionnaires supérieurs de l'Administration des Douanes aux colonies les dispositions du décret du 6 juillet 1917, concernant l'avancement des fonctionnaires du cadre supérieur;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er.— Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 10 septembre 1917, rendant applicables aux fonctionnaires supérieurs, appartenant au cadre métropolitain des Douanes en service aux colonies, les dispositions du décret du 6 juillet 1917, concernant l'avancement des agents du cadre supérieur des services extérieurs de l'Administration des Douanes.

Art. 2.— L'Inspecteur principal, chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec les textes promulgués, enregistré et publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 12 novembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

DEHEAULME

DECRET relatif à l'avancement des agents du cadre supérieur de l'Administration des Douanes en service aux colonies.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu le décret du 25 octobre 1913, portant réorganisation des services extérieurs de l'Administration des Douanes, modifié par les décrets des 20 janvier 1914, 5 décembre 1914, 30 janvier 1915 et 6 juillet 1917;

Vu le décret du 2 mars 1912, portant fixation du statut du personnel des Douanes dans les colonies autres que l'Inde et l'Indo-Chine françaises, modifié par les décrets des 6 juin et 9 novembre 1912, 25 septembre 1913, 23 février et 22 juillet 1914 et 23 mars 1913 ;

Sur le rapport des Ministre des finances et des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les dispositions du décret du 6 juillet 1917, concernant l'avancement des agents du cadre supérieur des services extérieurs de l'Administration des Douanes, sont applicables aux fonctionnaires supérieurs appartenant au cadre métropolitain des Douanes en service aux colonies.

Art. 2. — Les Ministres des colonies et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 septembre 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances, J. THIERRY.

Le ministre des colonies, MAGINOT.

DÉCRET concernant les avancements de classe des agents du cadre supérieur de l'Administration des Douanes.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre des finances,

Vu les décrets des 2 février 1907, 24 mai 1907, 23 mai 1908, 25 mai 1909, 21 juin 1910, 28 juillet 1911, 19 décembre 1911, 25 octobre 1913, 20 janvier 1914, 5 décembre 1914, 31 janvier 1915, 1er avril 1916 et 7 février 1917, relatifs à l'organisation des services extérieurs de l'Administration des Douanes,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Le décret du 31 janvier 1915, concernant les tableaux d'avancement du personnel des Douanes, est modifié de la manière suivante :

« A partir de la publication du présent décret, les avancements de classe des agents du cadre supérieur reprendront

dans l'ordre de choix. Des tableaux d'avancement seront établis en conséquence pour les besoins de la seconde partie de l'année courante. »

Art. 2. — Le Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois.*

Fait à Paris, le 6 juillet 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République:

Le ministre des finances,

J. THIERRY.

N° 360. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française la loi du 1er octobre 1917, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons.*

(14 novembre 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Sur la proposition du Procureur général, chef du service judiciaire,

Arrête :

Article 1er. — Est promulguée à la Guyane française, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi du 1er octobre 1917, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons.

Art. 2. — Le Procureur général, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 14 novembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur:

Le Procureur général p. i.,

P. DELPRAT.

LOI sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Sera puni d'une amende d'un à cinq francs (1 à 5 fr.) inclusivement, quiconque sera trouvé en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics.

Il y a récidive lorsque, depuis moins de douze mois, le contrevenant a subi une condamnation pour la même infraction.

En cas de première récidive, la peine d'emprisonnement pendant trois jours au plus sera prononcée.

Art. 2. — En cas de nouvelle récidive, dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation, l'inculpé sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize francs à trois cents francs (16 fr. à 300 fr.)

Quiconque, ayant été condamné en police correctionnelle pour ivresse depuis moins d'un an, s'est de nouveau rendu coupable du même délit, sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être élevées jusqu'au double.

Art. 3. — Toute personne qui aura été condamnée deux fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse manifeste, conformément à l'article précédent, sera déclarée, par le second jugement, incapable d'exercer pendant deux ans, à partir du jour où la condamnation sera devenue irrévocable, les droits suivants : 1° de vote et d'élection ; 2° d'éligibilité ; 3° d'être appelée ou nommée aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques ou aux emplois d'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emploi ; 4° de port d'armes. Elle pourra, en outre, être déchue, à l'égard de ses enfants et descendants, de la puissance paternelle et des droits énumérés à l'article 1er de la loi du 24 juillet 1889.

Art. 4. — Seront punis d'une amende d'un à cinq francs (1 à 5 fr.) inclusivement, les cafetiers, cabaretiers et autres débitants qui auront donné à boire à des gens manifestement ivres ou qui les auront reçus dans leurs établissements ou au-

ront servi des spiritueux et des liqueurs alcooliques à des mineurs âgés de moins de dix-huit ans accomplis.

Les malades hospitalisés dans un asile d'aliénés ou dans une colonie familiale sont, en ce qui concerne l'application de la présente loi, assimilés aux mineurs âgés de moins de dix-huit ans.

Toutefois, dans le cas où le débitant sera prévenu d'avoir servi des spiritueux ou des liqueurs alcooliques à un mineur de moins de dix-huit ans accomplis ou à un malade hospitalisé, il pourra prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur ou l'état du malade. S'il fait cette preuve, aucune peine ne lui sera applicable de ce chef.

Il y a récidive lorsque, depuis moins de douze mois, le contrevenant a subi une condamnation pour les faits réprimés par la présente loi.

En cas de première récidive, la peine d'emprisonnement pendant trois jours au plus sera prononcée.

Art. 5.— Seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize à trois cents francs (16 fr. à 300 fr.), les cafetiers, cabaretiers et autres débitants qui, dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, auront commis une des infractions prévues audit article.

Quiconque ayant été condamné en police correctionnelle pour l'une ou l'autre des mêmes infractions, depuis moins d'un an, se rendra de nouveau coupable de l'une ou l'autre d'entre elles, sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être portées jusqu'au double.

Art. 6. — Toute personne qui aura subi deux condamnations en police correctionnelle, pour l'un ou l'autre des délits prévus en l'article précédent, sera déclarée, par le second jugement, incapable d'exercer les droits indiqués en l'article 3. Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner sous les peines d'une amende de vingt-cinq francs à cinq cents francs (25 fr. à 500 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à six mois, la fermeture de l'établissement pour un temps qui ne saurait excéder un mois.

Art. 7. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize francs à trois cents francs

(16 fr. à 300 fr.) quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur âgé de moins de dix-huit ans accomplis.

Sera puni des peines portées aux articles 5 et 6, tout cafetier, cabaretier et autre débitant de boissons qui, ayant subi une condamnation depuis moins d'un an en vertu du paragraphe précédent, se sera de nouveau rendu coupable soit du même fait, soit de l'un ou de l'autre des faits prévus à l'article 4.

Art. 8. — Il est interdit de vendre au détail à crédit, soit au verre, soit en bouteille, des spiritueux et liqueurs alcooliques à consommer sur place ou à emporter.

L'action en payement des boissons vendues en infraction au paragraphe précédent ne sera pas recevable.

Il est également interdit, sous les peines prévues à l'article 4, de vendre, même au comptant et pour emporter, lesdites boissons à des mineurs âgés de moins de dix-huit ans.

Art. 9. — Il est interdit d'employer, dans les débits de boissons à consommer sur place, des femmes de moins de dix huit ans, à l'exception de celles appartenant à la famille du débitant.

Les articles 475 et 478 du code pénal s'appliquent aux infractions prévues par le précédent article.

Il y a récidive lorsque, depuis moins de douze mois, le contrevenant a subi une condamnation pour des faits réprimés par la présente loi.

Art 10. — Tous cafetiers, cabaretiers, tenanciers de cafés-concerts et autres débitants de boissons à consommer sur place, qui, en employant ou en recevant habituellement des femmes de débauche ou des individus de mœurs spéciales, pour se livrer à la prostitution dans leurs établissements ou dans les locaux y attenant, auront excité ou favorisé la débauche, seront condamnés à un emprisonnement de six jours à six mois et à une amende de cinquante francs à cinq cents francs (50 fr. à 500 fr.).

Les peines ci-dessus pourront être portées au double, si les femmes de débauche ou les individus de mœurs spéciales, visés au paragraphe précédent, appartiennent à la famille du délinquant.

Les coupables sont déchus pendant cinq ans de leurs droits politiques.

La fermeture définitive du débit sera ordonnée par le jugement.

Art. 11. — Toutes les condamnations à l'emprisonnement d'un mois au moins, pour une infraction quelconque aux dispositions de la présente loi, entraîneront de plein droit, pour ceux contre lesquels elles seront prononcées, l'interdiction d'exploiter un débit de boissons.

Cette incapacité cessera en cas de réhabilitation.

Elle cessera après cinq ans, à compter du jour où lesdites condamnations sont devenues définitives, si, pendant ces cinq ans, les condamnés n'ont encouru aucune peine correctionnelle d'emprisonnement.

Art. 12. — Le tribunal correctionnel, dans les cas prévus par la présente loi, pourra ordonner que son jugement soit affiché à tel nombre d'exemplaires et en tels lieux qu'il indiquera.

Art. 13. — L'article 463 du code pénal sera applicable aux peines d'emprisonnement et d'amende prévues par la présente loi. L'article 59 du même code ne sera pas applicable aux délits prévus par les articles 2, 5 et 7 de la présente loi.

Art. 14. — Les procès-verbaux constatant les infractions prévues dans les articles précédents seront transmis au procureur de la République dans les trois jours au plus tard, y compris celui où aura été reconnu le fait sur lequel ils sont dressés.

Art. 15. — Toute personne trouvée en état d'ivresse dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics, devra être, par mesure de police, conduite à ses frais au poste le plus voisin ou dans une chambre de sûreté, pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa raison.

Art. 16. — Le texte de la présente loi sera affiché à la porte de toutes les mairies et dans la salle principale de tous cabarets, cafés et autres débits de boissons; un exemplaire en sera adressé à cet effet à tous les maires, cabaretiers, cafetiers et autres débitants de boissons. Toute personne qui aura détruit ou lacéré le texte affiché sera condamnée à une amende d'un à cinq francs (1 à 5 fr.) et aux frais du rétablissement

de l'affiche. Sera puni de même tout cabaretier, cafetier ou débitant chez lequel ledit texte ne sera pas trouvé affiché.

Art. 17. — Les gardes champêtres, agents de la force publique et autres personnes désignées en l'article 9 du code d'instruction criminelle sont chargés de rechercher et de constater, chacun sur le territoire sur lequel il est assermenté, les infractions à la présente loi. Ils dressent des procès-verbaux pour établir ces infractions.

Art. 18. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Art. 19. — La loi du 23 janvier 1873 sur l'ivresse publique est abrogée.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1er octobre 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'intérieur,
T. STEEG.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RAOUL PÉRET.

Le ministre des colonies,
RENÉ BESNARD.

N° 361. — *ARRETÉ promulguant à la Guyane française : 1° les trois décrets du 5 septembre 1917 réglementant la situation créée aux élèves de l'Ecole coloniale par l'état de guerre ; 2° le décret du 5 septembre 1917 relatif à l'avancement des fonctionnaires mobilisés se trouvant en disponibilité ou en congé sans solde.*

(15 novembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les circulaires ministérielles (Colonies), n° 11 et 12, des 14 et 19 septembre 1917 ;

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués à la Guyane française, pour y être exécutés en leur forme et teneur : 1° les trois décrets du 5 septembre 1917 réglementant la situation créée aux élèves de l'École coloniale par l'état de guerre; 2° le décret du 5 septembre 1917 relatif à l'avancement des fonctionnaires mobilisés se trouvant en disponibilité ou en congé sans solde.

Art. 2. — Le présent arrêté sera communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 15 novembre 1917.

J. BARRE.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 5 septembre 1917.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction trois projets de décrets ayant pour objet d'atténuer dans des conditions équitables le préjudice que l'état de guerre a occasionné aux élèves de l'école coloniale relativement à leur carrière administrative future.

Ces projets concernent : 1° l'administration centrale de mon département; 2° le corps des administrateurs des colonies; 3° celui des administrateurs des services civils de l'Indo-Chine. Ils s'inspirent des considérations ci-après :

Au début des hostilités, en août 1914, un certain nombre d'élèves de cet établissement, brevetés en 1912, se trouvaient sous les drapeaux où ils accomplissaient la durée du service actif imposé par la loi, avant de pouvoir obtenir l'emploi administratif auquel ils avaient le droit de prétendre. A ce même moment, les élèves brevetés en 1914 et qui avaient rempli, avant leur entrée à l'école, leurs obligations militaires du temps de paix, ont été rappelés à l'armée.

Depuis cette époque, les uns et les autres comme leurs aînés et comme leurs cadets, d'ailleurs, ont fait courageusement leur devoir et payé un large tribut à la mort.

Or, dans le corps des administrateurs coloniaux et dans celui des administrateurs des services civils de l'Indo-Chine,

auxquels la généralité d'entre eux se destinait, ont été faites en faveur des candidats des autres catégories des nominations qui porteraient un grave préjudice aux élèves de l'école coloniale si des mesures appropriées n'étaient pas prises afin de rétablir leurs droits d'antériorité et de priorité par rapport aux fonctionnaires ainsi admis, avant eux, dans les cadres de ces deux fonctions.

Les situations qu'il convient, dans la circonstance de sauvegarder, sont les suivantes :

1° Elèves admis dans les sections jusqu'en novembre 1910, sortis brevetés au plus tard en juillet 1912, et astreints à accomplir, avant leur entrée dans les ordres administratifs, leur service militaire légal qui se terminait en septembre 1914. (14 élèves étaient dans ce cas, 4 ont été tués à l'ennemi, 1 est prisonnier de guerre, 1 autre disparu);

2° Elèves admis dans les sections en novembre 1912 et qui, en vertu du décret du 16 novembre 1910, devaient avoir déjà accompli leur service militaire légal. Ils avaient droit à leur nomination dès leur sortie de l'école, c'est-à-dire à partir de juillet 1914, (cette série comprenait cinq élèves. L'un d'eux a été depuis réformé du service militaire ;

3° Elèves admis dans les sections en 1913 qui, par suite, n'avaient suivi qu'une année de cours à l'ouverture des hostilités et n'ont pu accomplir leur deuxième année d'études par suite de la fermeture de l'établissement ;

4° Elèves exemptés ou libérés des obligations du service militaire en temps de paix, reconnus admissibles au concours d'entrée de 1914, mais dont l'admission à l'école a été ajournée par suite de la fermeture de l'établissement.

Dans l'élaboration des projets qui accompagnent le présent rapport et dont le texte a été délibéré en Conseil d'Etat, les préjudices de carrière qui résulteraient pour les intéressés du retard imposé par l'état de guerre à leur installation dans leur emploi civil disparaissent par suite de l'échelonnement des dates de nomination des candidats d'après l'ancienneté de leur promotion.

En vue de remplacer le stage réglementaire au début de la carrière, a été insérée une disposition prévoyant la possibilité du licenciement des fonctionnaires qui ne justifieraient pas, dans un délai déterminé, d'aptitudes générales suffisantes.

Je me plais à penser que vous voudrez bien consacrer ces mesures de votre haute sanction.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

MAGINOT.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu l'article 16 de la loi de finances du 29 décembre 1882;

Vu le décret du 23 mai 1896, portant règlement d'administration publique sur l'organisation de l'administration centrale du ministère des colonies, modifié par les décrets des 22 janvier 1898 et 19 août 1910;

Vu le décret du 28 février 1915, portant que le temps passé sous les drapeaux par les fonctionnaires des colonies, mobilisés en exécution du décret du 1er août 1914, sera compté comme temps de service accompli aux colonies;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les élèves brevetés de l'école coloniale, présents sous les drapeaux ou réformés pour blessures de guerre ou infirmités ne les rendant pas inaptes à servir dans une administration publique, et qui, par suite de l'état de guerre, n'ont pu être pourvus de l'emploi auquel ils pouvaient prétendre dans l'administration centrale du ministère des colonies, seront nommés rédacteurs de 4e classe.

Leur ancienneté remontera, comme rédacteurs-stagiaires, au 1er janvier 1915 et comme rédacteurs de 4e classe, au 1er janvier 1916.

Art. 2. — Les élèves de l'école coloniale, présents sous les drapeaux ou réformés pour blessures de guerre ou infirmités ne les rendant pas inaptes à servir dans une administration publique, qui ont satisfait aux examens de première année, pourront, à titre exceptionnel être nommés, à un emploi de rédacteur à l'administration centrale du ministère des colonies, sur la présentation du conseil d'administration de l'école, sans être astreints à effectuer la deuxième année de cours. Ceux

dont la candidature sera retenue seront nommés rédacteurs de 4e classe. Leur ancienneté remontera comme rédacteurs stagiaires au 1er janvier 1916 et comme rédacteurs de 4e classe au 1er janvier 1917.

Leur ancienneté pour un avancement comptera de la date de leur entrée en fonctions.

Art. 3. — Les rédacteurs nommés par application des articles 1er et 2 ci-dessus pourront, s'ils n'ont pas témoigné d'une aptitude générale suffisante, être licenciés, les premiers dans le délai d'un an, les seconds dans le délai de deux ans, à compter de leur entrée en fonctions.

Toutefois, sur la proposition du conseil des directeurs, le délai de licenciement, pour les rédacteurs nommés par application de l'article 1er, pourra être porté à deux ans.

Art. 4. — Les rédacteurs qui font l'objet du présent décret ne pourront prétendre à un traitement au compte du budget du ministère des colonies qu'à compter de leur entrée en fonctions.

Art. 5. — Les élèves de l'école coloniale présents sous les drapeaux ou réformés pour blessures de guerre ou infirmités ne les rendant pas inaptes à servir dans une administration publique, qui ont été admis au concours d'entrée avant la mobilisation, mais qui n'ont pas suivi de cours, ne pourront poser leur candidature à un emploi de rédacteur à l'administration centrale du ministère des colonies qu'après avoir effectué leurs deux années d'études et obtenu le diplôme de l'école. L'ancienneté de ceux dont la candidature aura été agréée remontera comme rédacteurs stagiaires au 1er janvier 1917 et comme rédacteurs de 4e classe au 1er janvier 1918.

Les dispositions prévues aux articles 1er, 3 et 4, en ce qui concerne l'avancement, le licenciement et le traitement pour les élèves visés à l'article 1er, leur seront applicables.

Art. 6. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 5 septembre 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

MAGINOT.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 15 novembre 1912, portant réorganisation du corps des administrateurs coloniaux, modifié par les décrets des 30 mars 1915 et 5 juin 1916;

Vu le décret du 28 février 1915, portant que le temps passé sous les drapeaux par les fonctionnaires mobilisés, en exécution du décret du 1er août 1914, sera compté comme temds de service accompli aux colonies;

Vu les décrets des 19 octobre 1915 et 15 mai 1916, portant modification, pendant la durée de la guerre, du décret du 15 novembre 1912;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les élèves brevetés de l'école coloniale (section africaine) présents sous les drapeaux ou réformés pour blessures ou infirmités ne les rendant pas inaptes au service colonial et qui, par suite de l'état de guerre, n'ont pu être pourvus de l'emploi auquel ils pouvaient prétendre dans le corps des administrateurs coloniaux, seront nommés administrateurs adjoints de 3e classe. Leur ancienneté remontera, comme élèves administrateurs, au 1er janvier 1915, et comme administrateurs adjoints de 3e classe au 1er janvier 1916.

Art. 2. — Les élèves de l'école coloniale (section africaine) présents sous les drapeaux ou réformés pour blessures ou infirmités ne les rendant pas inaptes au service colonial et qui ont satisfait aux examens de première année, seront, à titre exceptionnel, nommé administrateurs adjoints de 3e classe. Leur ancienneté remontera, comme élèves administrateurs, au 1er janvier 1916, et comme administrateurs adjoints de 3e classe au 1er janvier 1917.

Art. 3. — Les administrateurs adjoints nommés par application des articles 1er et 2 ci-dessus pourront, s'ils n'ont pas témoigné d'une aptitude générale suffisante, être licenciés, les premiers dans le délai d'un an, les seconds dans le délai de deux ans, à compter de leur arrivée dans la colonie à laquelle ils sont affectés, sur la proposition du gouverneur général et

après avis de la commission de classement prévue à l'article 20 du décret du 15 novembre 1912.

Dans ce cas, ils auront droit à l'indemnité de licenciement prévue par le décret sur la solde.

Sur la proposition de la commission de classement, le délai de licenciement, pour les administrateurs adjoints nommés par application de l'article 1er, pourra être porté à deux ans.

Art. 4. — Les élèves de l'école coloniale (section africaine), présents sous les drapeaux ou réformés pour blessures ou infirmités ne les rendant pas inaptes au service colonial, qui ont été admis au concours d'entrée avant la mobilisation, mais qui n'ont pas suivi de cours, seront, s'ils continuent leurs études en vue de l'obtention du diplôme de l'école et satisfont aux examens de sortis, nommés administrateurs adjoints. Leur ancienneté remontera, comme élèves administrateurs, au 1er janvier 1917, et comme administrateurs adjoints de 3e classe, au 1er janvier 1918. Ils pourront être licenciés dans les délais impartis aux paragraphes 1er et 3 de l'article 3 ci-dessus.

Les élèves de cette catégorie, qui en feront la demande à leur libération du service militaire et au plus tard dans un délai de six mois dont le point de départ sera fixé par le ministre des colonies après la cessation des hostilités, pourront, sans suivre de cours, être nommés adjoints de 2e classe des affaires indigènes ou des services civils. Leur ancienneté remontera au 1er janvier 1917.

Art. 5. — Les administrateurs adjoints et les adjoints des affaires indigènes et des services civils, qui font l'objet du présent décret, ne pourront prétendre à un traitement au compte des budgets des colonies qu'à compter de la veille du jour de leur embarquement.

Art. 6. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 5 septembre 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :
Le ministre des colonies,
MAGINOT.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 24 juin 1912 portant organisation du personnel des services civils de l'Indo-Chine, modifié par le décret du 24 avril 1913;

Vu le décret du 28 février 1915 portant que le temps passé sous les drapeaux par les fonctionnaires mobilisés, en exécution du décret du 1er août 1914, sera compté comme temps de service aux colonies;

Vu les décrets des 30 mars et 17 novembre 1916 relatifs à l'établissement des tableaux d'avancement du personnel des services civils de l'Indo-Chine pour les années 1916 et 1917;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les élèves brevetés de l'école coloniale (section indo-chinoise), présents sous les drapeaux ou réformés pour blessures ou infirmités ne les rendant pas inaptes au service colonial et qui, par suite de l'état de guerre, n'ont pu être pourvus de l'emploi auquel ils pouvaient prétendre dans le corps des administrateurs des services civils de l'Indo-Chine, seront nommés administrateurs de 5e classe. Leur ancienneté remontera, comme élèves administrateurs au 1er janvier 1915, et comme administrateurs de 5e classe au 1er janvier 1916.

Ils ne pourront être nommés à la 4e classe qu'après avoir produit, dans les conditions prévues par des décrets et arrêtés en vigueur, le brevet du premier degré de connaissance de langues orientales.

Art. 2. — Les élèves de l'école coloniale (section indo-chinoise) présents sous les drapeaux ou réformés pour blessures ou infirmités ne les rendant pas inaptes au service colonial et qui ont satisfait aux examens de première année, seront, à titre exceptionnel, nommés élèves administrateurs. Leur ancienneté remontera au 1er janvier 1916 et ils seront inscrits sur la liste d'admissibilité aux fonctions d'administrateurs aux tours qui leur sont réservés, à compter du 1er janvier 1917. Ils seront nommés à cet emploi au fur et à mesure des vacances qui leur sont réservées, dans les conditions prévues à l'article 8 du dé-

cret du 24 juin 1912 ; ils seront toutefois dispensés de produire le brevet de connaissance de langues orientales exigé par ledit article.

Ces administrateurs ne pourront être nommés à la quatrième classe qu'après avoir produit le brevet dont ils auraient été dispensés pour la titularisation.

Art. 3. — Les administrateurs nommés par application des articles 1 et 2 ci-dessus pourront, s'ils n'ont pas témoigné d'une aptitude générale suffisante, être licenciés, les premiers dans le délai d'un an, les autres dans le délai de deux ans, à compter de leur arrivée dans la colonie, sur la proposition du gouverneur général, et après avis de la commission de classement instituée au ministère des colonies par l'article 20 du décret du 15 novembre 1912, et dans laquelle les administrateurs coloniaux seront remplacés par deux administrateurs des services civils de l'Indo-Chine.

Dans ce cas, ils auront droit à l'indemnité de licenciement prévue par les décrets sur la solde.

Sur la proposition de la commission de classement, le délai de licenciement pour les administrateurs nommés par application de l'article 1er pourra être porté à deux ans.

Art. 4. — Les élèves de l'école coloniale présents sous les drapeaux ou réformés pour blessures ou infirmités ne les rendant pas inaptes au service colonial, qui ont été admis au concours d'entrée dans la section indochinoise antérieurement à la mobilisation, mais qui n'ont pas suivi de cours, seront, s'ils continuent leurs études en vue de l'obtention du diplôme de l'école coloniale et satisfont aux examens de sortie, nommés administrateurs de 5e classe. Leur ancienneté remontera comme élèves administrateurs au 1er janvier 1917. Ils seront inscrits sur la liste d'admissibilité aux fonctions d'administrateurs de 5e classe au 1er janvier 1918.

Ils seront nommés administrateurs de 5e classe au fur et à mesure des vacances qui leur sont réservées dans les conditions prévues à l'article 8 du décret du 24 juin 1912 ; ils seront toutefois dispensés de produire le brevet de connaissance de langues orientales exigé par ledit article.

Ces administrateurs ne pourront être nommés à la 4e classe qu'après avoir produit le brevet dont ils auraient été dispensés pour la titularisation. Ils pourront être licenciés dans les délais impartis aux paragraphes 1er et 3 de l'article 3 ci-dessus.

Les élèves de cette catégorie, qui en feront la demande à leur libération du service militaire, et au plus tard dans un délai de six mois, dont le point de départ sera fixé par le ministre des colonies, après la cessation des hostilités, pourront, sans suivre de cours, être nommés commis de deuxième classe des services civils. Leur ancienneté remontera au premier janvier 1917.

Art. 5. — Les administrateurs et les commis des services civils qui font l'objet du présent décret ne pourront prétendre à un traitement au compte des budgets de l'Indo-Chine qu'à compter de la veille du jour de leur embarquement.

Art. 6. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 5 septembre 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

MAGINOT.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 5 septembre 1917.

Monsieur le Président,

Aux termes de l'article 84 du décret sur la solde du personnel relevant de son département, le temps passé par un fonctionnaire dans la position de disponibilité sans traitement ne compte pas pour l'avancement.

Le personnel en congé hors cadres et sans solde se trouve dans une situation analogue, lorsque cette autorisation d'absence lui a été accordée pour servir dans une entreprise commerciale ou industrielle. En toute hypothèse, les agents qui, depuis le début de la guerre actuelle, ont été mobilisés, alors qu'ils se trouvaient dans une position administrative ne donnant droit à aucun traitement, n'ont obtenu aucun changement à cet égard dans leur situation.

Des décrets du 28 février 1915 ont bien assimilé, au point de vue de l'avancement, le temps passé sous les drapeaux par

les fonctionnaires mobilisés, aux périodes de service effectivement accomplies aux colonies, mais cet avantage s'applique seulement à ceux des intéressés qui bénéficient déjà des dispositions des lois des 5 août 1914 et 2 juin 1915, sur le cumul, c'est-à-dire qui ont la faculté de recevoir, jusqu'à une certaine limite, leur traitement civil, concurremment avec leur solde militaire.

Il m'a paru équitable, en raison même de la durée des hostilités, d'envisager l'extension des principes ayant inspiré les actes énumérés au paragraphe précédent au personnel qui, au moment de son rappel ou de son engagement sous les drapeaux, occupait une position sans traitement.

Les circonstances de tout ordre qui avaient amené les agents en cause à solliciter l'autorisation d'être momentanément distraits du service ont brusquement cessé dès leur mobilisation; dans cette situation, ils servent l'État dans les mêmes conditions que leurs camarades et courent les mêmes dangers qu'eux.

Les dispositions à prendre pour déterminer les conditions dans lesquelles les intéressés pourront recouvrer leurs droits à la solde seront examinées ultérieurement, s'il y a lieu.

Le projet de décret que je soumets actuellement à votre haute approbation a pour objet de sauvegarder leurs droits à l'avancement.

Il stipule en résumé que le temps passé aux armées par les fonctionnaires dont il vient d'être question sera considéré au point de vue de l'avancement comme temps de présence effective à leur poste, et comme séjour colonial pour ceux des intéressés appartenant à des corps où un minimum de service outre-mer est exigé pour la promotion à la classe ou au grade supérieur.

Me plaisant à penser que vous voudrez bien sanctionner ces dispositions, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature ledit projet qui les consacre et qui a été délibéré en Conseil d'Etat.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
MAGINOT.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 28 février 1915, portant règlement d'administration publique sur l'organisation de l'administration centrale du ministère des colonies ;

Vu le décret, en date du même jour, portant que le temps passé sous les drapeaux par les fonctionnaires des colonies mobilisés, en exécution du décret du 1er août 1914, sera compté comme temps de service accompli aux colonies ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Le temps passé sous les drapeaux, pendant la durée des hostilités, par les fonctionnaires tant de l'administration centrale des colonies, que des possessions françaises ou des pays de protectorat relevant du ministère des colonies qui, au moment de leur mobilisation ou de leur engagement, se trouvaient en disponibilité, en congé pour affaires personnelles ou pour servir hors cadres et sans solde, leur sera compté, mais seulement en ce qui touche leurs droits à l'avancement comme temps de service effectif.

Dans les corps ou services des colonies françaises où une durée minimum de séjour aux colonies dans le grade, emploi ou la classe est exigée pour l'avancement, le temps passé sous les drapeaux pendant la guerre par les fonctionnaires ci-dessus visés comptera, mais seulement en ce qui touche leurs droits à l'avancement, comme temps de présence effective aux colonies, dans les conditions fixées par les décrets du 28 février 1915.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 5 septembre 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

MAGINOT.

N° 362. — *DECISION ouvrant une enquête de* commodo *et* incommodo *au sujet de l'installation d'une distillerie à tafia.*

(16 novembre 1917.)

Le Gouverneur p. i de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la demande adressée à l'Administration par M. Léon Claire dans le but d'obtenir l'autorisation d'installer une distillerie à tafia sur la propriété Clotilde, sise au 2e kilomètre 300, route de Montabo;

Vu le décret du 24 septembre 1882, rendant applicable à la Guyane celui du 10 mars 1882, concernant la législation sur les établissements insalubres à la Guadeloupe;

Vu le décret du 24 août 1909, relatif à la protection de la santé publique, ensemble l'arrêté local du 20 février 1911, déterminant les circonscriptions sanitaires de la Guyane française et la composition des commissions sanitaires;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Décide:

Article 1er. — Une enquête de *commodo* et *incommodo* sera ouverte à Cayenne au sujet de l'installation d'une distillerie à tafia par M. Léon Claire, sur la propriété Clotilde, sise au 2e kilomètre 300, route de Montabo.

Cette enquête s'ouvrira le samedi 24 novembre 1917 et durera quinze jours.

Art. 2. — Le Maire de Cayenne est désigné pour procéder à ladite enquête en qualité de commissaire. A l'expiration du délai fixé, le commissaire-enquêteur transmettra au Gouverneur, avec ses conclusions, le procès-verbal constatant la clôture de l'enquête.

Ce procès-verbal, ainsi que les conclusions formulées par le commissaire-enquêteur seront soumis à la commission sanitaire à laquelle seront également communiqués tous mémoires pour ou contre l'installation projetée adressées au Gouverneur.

L'ouverture des opérations de l'enquête sera annoncée, conformément à l'article 2 du décret du 10 mai 1882 susvisé, par une publication à son de caisse faite dans les différentes rues de la ville.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 16 novembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

N° 363. — *ARRÊTÉ promulguant divers arrêtés ministériels portant prohibition de sortie.*

(22 novembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'insertion, au *Journal officiel* de la République française, des arrêtés ministériels des 6 et 8 octobre 1917, relatifs à des prohibitions de sortie ;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués dans la colonie, pour y être exécutés en leur forme et teneur :

1° L'arrêté du Ministre des colonies du 6 octobre 1917, abrogeant, en ce qui concerne les brais de résine et la colophane, les dispositions de l'arrêté du 24 février 1915 ;

2° L'arrêté du Ministre des colonies du 6 octobre 1917, abrogeant les dispositions du décret du 23 août 1917, en ce qui concerne le feutre et les confections en tissus autres que de coton ou de lin ;

3° L'arrêté du Ministre des colonies du 8 octobre 1917, abrogeant, en ce qui concerne le marc de pommes, les dispositions de son arrêté du 23 avril précédent.

Art. 2. — L'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera,

avec les textes promulgués, enregistré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 22 novembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,

DEHEAULME.

ARRÊTÉ.

Le Ministre des colonies ;

Vu le décret du 22 janvier 1915,

Vu l'arrêté ministériel du 24 février 1915;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 5 septembre 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont abrogées, en ce qui concerne les brais de résine et la colophane, les dispositions de l'arrêté du 24 février 1915 susvisé, qui avaient permis l'exportation ou la réexportation, sans autorisation préalable, des envois ayant pour destination l'Angleterre, les Dominions, les pays de protectorat et colonies britaniques, la Belgique, le Japon, la Russie ou les Etats de l'Amérique.

Fait à Paris, le 6 octobre 1917.

R. BESNARD.

ARRÊTÉ.

Le Ministre des colonies,

Vu le décret du 23 août 1917, portant prohibition de sortie;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 18 juin 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Par dérogation aux dispositions du décret du 23 août 1917 susvisé, le feutre et les confections en tissus autres que de coton ou de lin peuvent être exportés ou réexportés, sans autorisation spéciale, lorsque l'envoi a pour destination, l'Angleterre, les Dominions, les pays de protectorat et

colonies britanniques, la Belgique, le Japon, la Russie (1) ou les Etats-Unis d'Amérique.

Fait à Paris, le 6 octobre 1917.

R. BESNARD.

ARRÊTÉ.

Le Ministre des colonies,

Vu le décret du 10 avril portant application aux colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc des prohibitions de sortie édictées par les décrets du 30 mars et du 3 avril 1915;

Vu l'arrêté du 23 avril 1915, portant dérogation aux prohibitions de sortie édictées par les décrets susvisés;

Vu l'arrêté du Ministre des finances du 4 septembre 1917,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont abrogées, en ce qui concerne le marc de pommes, les dispositions de l'arrêté du 23 avril susvisé, qui avaient permis l'exportation ou la réexportation, sans autorisation préalable, des envois ayant pour destination la France et les colonies françaises, l'Angleterre, les Dominions, les pays de protectorat et les colonies britanniques, la Belgique, le Japon, le Monténégro, la Russie, la Serbie et les Etats de l'Amérique.

Fait à Paris, le 8 octobre 1917.

R. BESNARD.

N° 364. — *ARRÊTÉ portant promulgation du décret du 5 octobre 1917, modifiant le décret du 6 avril 1900, relatif à l'organisation du personnel des Gouverneurs et des Résidents supérieurs.*

(23 novembre 1917).

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

---

(1) Sous réserve, en ce qui concerne la Russie, de la souscription d'un acquit-à-caution, à décharger par la Douane russe, par l'autorité consulaire française ou par les chambres de commerce russo-françaises.

Vu le décret du 5 octobre 1917, modifiant le décret du 6 avril 1900, relatif à l'organisation du personnel des Gouverneurs des colonies et des Résidents supérieurs ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret susvisé du 5 octobre 1917.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, et sera publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 23 novembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

DEBUC.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 5 octobre 1917.

Monsieur le Président,

Le décret du 6 avril 1900, qui a fixé en dernier lieu le statut des gouverneurs des colonies et des résidents supérieurs, a prévu trois classes pour les premiers de ces hauts fonctionnaires et une seule pour les derniers.

De ce fait, les administrateurs coloniaux, promus gouverneurs à la 3e classe du grade, passent de 18,000 à 20,000 francs (solde coloniale), tandis que les administrateurs de 1re classe des services civils de l'Indo-Chine, nommés résidents supérieurs, passent, sans transition, de 20,000 à 30,000 francs.

Il a paru nécessaire de faire disparaître cette anomalie en unifiant le régime appliqué à ces deux catégories de personnel, l'une et l'autre comportant désormais trois échelons de traitements. Toutefois, en vue de conserver les situations et de sauvegarder les droits acquis, les résidents supérieurs, actuellement en exercice, seraient classés, pour compter du jour de leur nomination, à la 1re classe de leur emploi. De même, les administrateurs de 1re classe des services civils de l'Indo-Chine

comptant, au moment de l'intervention du nouvel état de choses, plus de cinq années dans cette classe, pourraient être nommés directement résidents de 2e classe. C'est pour cette raison qu'aucune limitation n'est prévue en ce qui concerne ces fonctionnaires, relativement à la peréquation des classes supérieures, alors qu'une proportion entre les classes est mentionnée à l'égard des gouverneurs.

Tel est l'objet principal du projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction et qui contient, en outre, des dispositions spéciales destinées à préciser les situations dans lesquelles les gouverneurs et résidents supérieurs sont considérés comme se trouvant hors cadres.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des Colonies,

RENÉ BESNARD.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu le sénatus-consule du 3 mai 1854;

Vu les décrets des 6 avril et 20 décembre 1900, portant réorganisation du personnel des gouverneurs des colonies et des résidents supérieurs;

Vu les décrets des 26 janvier 1903 et 15 janvier 1910;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les articles 1er, 3, 4 et 5 du décret du 6 avril 1900, modifiés par le décret du 20 décembre 1900, sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit:

Article 1er. — Les colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, sont administrés par des gouverneurs généraux, des gouverneurs et des résidents supérieurs;

Les gouverneurs, à l'exception du gouverneur de la Cochinchine, prennent le titre de lieutenant-gouverneur lorsqu'ils sont placés en sous-ordre;

Les résidents supérieurs ont rang de gouverneurs;

Les fonctionnaires nommés résidents supérieurs débutent à la 3e classe de cet emploi;

Les gouverneurs généraux, gouverneurs et résidents supérieurs reçoivent les traitements ci-après:

DÉSIGNATION.		TRAITEMENT d'Europe.	TRAITEMENT Colonial.
Gouverneur général.	de l'Indo-Chine....	30,000 »	30,000 »
	de Madagascar.....	30,000 »	30,000 »
	de l'Afrique occidentale française.	30,000 »	30,000 »
	de l'Afrique équatoriale française....	30,000 »	30,000 »
Gouverneurs et Résidents supérieurs.	de 1re classe.....	15,000 »	15,000 »
	de 2e classe.....	12,500 »	12,500 »
	de 3e classe.....	10,000 »	10,000 »

Art. 3.— Les classes des gouverneurs et des résidents supérieurs sont personnelles et conférées par décret.

Elles sont indépendantes de la résidence.

La 1re classe des gouverneurs ne pourra comprendre plus du tiers de l'effectif.

La 3e classe des gouverneurs devra comprendre un tiers au moins de l'effectif.

Un gouverneur ou un résident supérieur ne peut obtenir d'avancement s'il ne compte au moins deux ans de services effectifs aux colonies ou pays de protectorat dans la classe dont il est titulaire.

Art. 4.— Les gouverneurs généraux, les gouverneurs, les résidents supérieurs sont, soit en activité, soit en disponibilité, soit hors cadres.

L'activité est la situation du fonctionnaire qui occupe un poste de son emploi.

La disponibilité est la situation du fonctionnaire non pourvu d'un poste de son emploi.

La situation hors cadres est celle du fonctionnaire détaché de son corps pour être employé dans un autre corps ou service.

Sont considérés comme se trouvant dans cette dernière situation les gouverneurs et les résidents supérieurs lorsqu'ils sont :

1° chargés des fonctions de Secrétaire général ou de directeur des finances d'un gouvernement général ;

2° investis par décret, rendu sur le rapport du Ministre des colonies, d'une mission spéciale d'intérêt colonial.

a) hors d'Europe.

b) dans la Métropole.

Dans ce dernier cas, le titulaire de la mission devra compter dix années de services accomplis aux colonies, dont deux ans au moins soit comme gouverneur, résident supérieur ou secrétaire général des colonies, soit comme administrateur en chef des colonies ou administrateur de 1re classe des services civils de l'Indo-Chine.

Le nombre des gouverneurs et résidents supérieurs placés hors cadres ne pourra dépasser le tiers de l'effectif total des gouverneurs et résidents supérieurs exerçant effectivement, soit dans une colonie, soit dans un pays de protectorat les fonctions de gouverneur ou de résident supérieur.

Art. 5. — Il peut être accordé des traitements de disponibilité dont le maximum est fixé ainsi qu'il suit :

Gouverneurs généraux.....	10,000 fr.
Gouverneurs et résidents supérieurs de 1re classe.....	8,000 »
Gouverneurs et résidents supérieurs de 2me classe	6,000 »
Gouverneurs et résidents supérieurs de 3me classe.....	5,000 »

Art. 2. — Les résidents supérieurs actuellement en fonctions sont classés pour compter du jour de leur nomination à la 1re classe de leur emploi.

Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, les administrateurs de 1re classe des services civils de l'Indo-Chine comptant, au moment de la publication du présent décret, plus de cinq années dans cette classe, pourront être directement nommés résidents supérieurs de 2me classe.

Art. 3. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la Répu-

blique française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 octobre 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

RENÉ BESNARD.

N° 365. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 21 août 1917, relatif à l'allocation de hautes payes de guerre et à la constitution de pécules aux militaires mobilisés en service aux colonies.*

(28 novembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle (Colonies) du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets dans les colonies ;

Vu l'insertion au *Journal officiel* de la République française du 30 août 1917, du décret du 21 août 1917, relatif à l'allocation de hautes payes de guerre et à la constitution de pécules aux militaires mobilisés en service aux colonies ;

Sur la proposition du Capitaine, commandant la compagnie d'infanterie coloniale de la Guyane,

ARRÊTE :

Art. 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 21 août 1917, relatif à l'allocation de hautes payes de guerre et à la constitution de pécules aux militaires mobilisés aux colonies.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué partout où besoin sera, publié et inséré aux *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 28 novembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Capitaine, commandant la compagnie d'infanterie,

HESSE.

RAPPORT au Président de la République française.

Paris, le 21 août 1917.

Monsieur le Président,

Un décret en date du 18 avril a fixé les droits des militaires aux allocations instituées par l'article 11 de la loi de finances du 31 mars 1917 (haute paye de guerre et indemnité de combat), et déterminé le mode de payement de ces prestations.

Il ne paraît pas qu'il y ait lieu, du moins, pour l'instant, de prévoir le payement de l'indemnité de combat aux colonies, où ne s'effectuent actuellement que des opérations de police. Mais le droit à la haute paye de guerre pour les militaires en service outre-mer n'est pas douteux, cette allocation étant attribuée, en France, aussi bien à l'intérieur qu'aux armées.

Quant au taux suivant lequel la haute paye doit être payée, il semble qu'il doit être le même que celui de la métropole, lequel, d'ailleurs, est applicable, d'après le décret du 18 avril, aux troupes du Maroc.

Le projet de décret que nous soumettons à votre haute sanction a pour but d'étendre, aux colonies, les dispositions prévues pour la France, en ce qui concerne la haute paye de guerre ; il prévoit également la constitution d'un pécule, mais ce dernier ne sera alimenté que par les versements correspondants à la haute paye, puisque l'indemnité de combat n'est pas prévue pour les colonies, et que dans nos possessions d'outre-mer le service de l'alimentation fait l'objet d'une réglementation spéciale.

Si vous partagez notre manière de voir, nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir le projet ci-joint de votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le ministre des colonies,

MAGINOT.

Le ministre de la guerre,

PAUL PAINLEVÉ.

Le ministre des finances,

A. RIBOT.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies, du ministre de la guerre et du ministre des finances ;

Vu l'article 55 de la loi de finances du 25 février 1901 ;

Vu le décret du 29 décembre 1903, modifié le 28 janvier 1908 et le 19 mai 1915, sur la solde des militaires de tous grades en service aux colonies ;

Vu l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 portant ouverture des crédits provisoires applicables au 2e trimestre 1917,

Décrète :

TITRE Ier.

HAUTE PAYE DE GUERRE.

Art. 1er. — Les sous-officiers, caporaux et soldats qui ont satisfait aux obligations du service actif, imposées par la loi de recrutement régissant leurs classes respectives et qui ont accompli, en sus, depuis la mobilisation, deux années de présence effective sous les drapeaux, ont droit aux colonies, à compter du 1er avril 1917, à une allocation journalière dite « haute paye de guerre ».

Art. 2. — La haute paye de guerre est fixée, aux colonies, à un taux uniforme par grade, savoir :

Sous-officiers, 1 franc par jour;

Caporaux-fourriers et caporaux, 60 centimes par jour ;

Soldats, 20 centimes par jour.

Art. 3.— La haute paye de guerre est due pour les journées de présence ou d'absence qui ouvrent, en vertu des dispositions en vigueur, le droit à la solde.

Art. 4.— Les dispositions des articles 1 à 3 ne sont pas applicables aux sous-officiers, caporaux et soldats qui bénéficient d'une solde mensuelle ou d'une haute paye, soit en vertu des dispositions des lois de recrutement relatives aux engagements, rengagements ou commissions, soit en vertu des dispositions du décret du 29 décembre 1903, complété par celui du 19 mai 1915.

Les sous-officiers à solde mensuelle ont toutefois, jusqu'au 30 septembre 1917, le droit d'opter pour la solde journalière

augmentée de la haute paye de guerre instituée par le présent décret. Cette même faculté d'option est réservée, dans l'avenir, à tout sous-officier, au moment où il se trouve avoir accompli le temps de service requis pour l'admission à la solde mensuelle.

Art. 5.— Les dispositions qui précèdent sont applicables aux militaires français et étrangers.

Art. 6.— En aucun cas, la haute paye de guerre ne peut faire l'objet de délégation.

TITRE II.

PERCEPTION, RÉGULARISATION ET PAYEMENT.

Art. 7.— Les haute payes de guerre sont perçues et régularisées dans les mêmes formes que la solde.

Art. 8.— La moitié des hautes payes de guerre est versée aux bénéficiaires en même temps que le prêt; l'autre moitié est affecté à la constitution des pécules individuels ainsi qu'il est dit au titre III.

TITRE III.

CONSTITUTION DE PÉCULES.

Art. 9.— Les sommes réservées sur les hautes payes, ainsi qu'il est dit à l'article 8, sont affectées à la constitution de pécules individuels au profit des sous-officiers, caporaux et soldats, bénéficiaires desdites hautes payes.

Art. 10. — La constatation des sommes successivement versées aux pécules individuels est effectuée sur des carnets spéciaux dits « carnet de pécules » qui sont établis de façon à permettre l'apposition, par les soins du commandant de l'unité, de timbres spéciaux, dits « timbres de pécules » représentatifs de la valeur des versements.

Art. 11. — Les carnets de pécules constatant les droits des intéressés restent, en principe, entre les mains des titulaires; ceux-ci ont la faculté de les confier, en dépôt, aux commandants d'unités qui en donnent récépissé et les conservent avec la comptabilité de l'unité. En cas de perte, il ne peut en être délivré de duplicata.

Art. 12. — Le montant des feuilles de prêt est perçu par les commandants d'unités ou de détachements à la caisse des officiers payeurs ou des officiers trésoriers, savoir : en

espèces pour la partie concernant les sommes payables en espèces, et en timbres pour la partie concernant les sommes à verser aux pécules individuels.

Art. 13. — Les états de solde sont perçus par les officiers trésoriers ou commandants d'unités s'administrant isolément, intégralement en espèces à la caisse des comptables du Trésor ; sur les fonds ainsi reçus il est acheté, chez les receveurs des postes désignés à cet effet, les quantités de timbres nécessaires pour régler le prêt dans les conditions prévues à l'article 12.

Art. 14. — Les pécules sont payables aux titulaires lors de la libération, à cet effet, le commandant de l'unité administrative à laquelle appartient l'homme au moment de sa libération, arrête en toutes lettres sur le carnet de pécules, la somme totale qui correspond à la valeur des timbres de pécules, porte l'indication de la commune dans laquelle le militaire déclare posséder son domicile légal ou vouloir se retirer et certifie, par sa signature, les mentions ci-dessus.

Art. 15. — Les pécules sont payables, soit en France, soit aux colonies, à la caisse du percepteur de la réunion dont fait partie la commune dans laquelle le militaire a son domicile légal ou dans laquelle il a déclaré vouloir se retirer.

Art. 16. — En cas de décès ou de disparition dûment constatés, les pécules sont attribués :

1° A la veuve ;

2° A défaut, aux descendants en ligne directe ou, le cas échéant, à leurs représentants ;

3° A défaut de veuve ou de descendants en ligne directe, aux ascendants, étant spécifié que dans les cas prévus aux paragraphes 2 et 3, l'attribution est faite par parts égales entre les parents du même degré.

En cas de séparation de corps prononcée contre elle, ou en cas de divorce, la femme d'un militaire ne peut prétendre au pécule qui se trouve alors dévolu aux descendants en ligne directe ou, à défaut, aux ascendants.

Si le titulaire n'a laissé ni veuve, ni descendants, en ligne directe, ni ascendants, le pécule fait retour à l'État.

Art. 17. — Dans le cas visé au précédent article, les pécules sont payables par le percepteur de la réunion dont fait

partie la commune dans laquelle les ayants-droit ont leur domicile légal, sur présentation du carnet de pécule et productions des pièces justificatives des qualités des ayants-droit, après liquidation par la portion centrale du corps auquel appartient le titulaire et visa du trésorier-payeur général du département ou du trésorier-payeur de la colonie où doit avoir lieu le payement.

Art. 18 — Les pécules sont incessibles et insaisissables.

Fait à Paris, le 21 août 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies, MAGINOT.

Le ministre de la guerre, PAUL PAINLEVÉ.

Le ministre des finances, A. RIBOT.

N° 366. — *ARRÊTÉ portant concession d'une pension de retraite à* Mme Pauline-Thérèse Michel, veuve de Hubert-Gaston Daude.

(28 novembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la lettre en date du 20 août 1917, par laquelle Mme Pauline-Thérèse Michel sollicite une pension de retraite en sa qualité de veuve de Hubert-Gaston Daude, ancien porte-clefs à la Prison de Cayenne, décédé le 8 juillet 1917, titulaire d'une pension sur la Caisse locale de retraites des employés locaux de la Guyane;

Vu l'arrêté du 4 juin 1913, portant concession à feu Daude d'une pension annuelle de 753 francs ;

Vu les articles 8 et 14 du règlement du 25 janvier 1891, approuvé par décret du 20 juin 1893, et portant organisation d'une Caisse locale de retraite ; ensemble les pièces exigées par l'article 14 sus-visé ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Il est concédé à Mme Pauline-Thérèse Michel, veuve de Hubert-Gaston Daude, de son vivant porte-clefs à la Prison de Cayenne, en retraite, une pension annuelle de deux cent cinquante-un francs (251 fr.), représentant le tiers de la pension de feu son mari.

Art. 2. — Cette pension commencera à courir à compter du 8 juillet 1917.

Art. 3. — Le présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à la Caisse des Dépôts et Consignations, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 28 novembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
DEBUC.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 367. — Suivant dépêches ministérielles, en date des 5 et 11 septembre 1917, l'Administration locale a reçu avis que M. Chaillat, fontainier des Travaux publics, et Miennée, prêtre du clergé de la Guyane, ont respectivement obtenu un congé de convalescence de trois mois, expirant, pour le premier, le 5 novembre, et pour le second, le 7 novembre 1917.

N° 368. — Par décret en date du 25 septembre 1917, rendu sur la proposition du Ministre des colonies, M. Laborde (Léon-Dominique), sous-chef de bureau de 1re classe des Secrétariats généraux des colonies, a été nommé à l'emploi de Chef de bureau de 2e classe.

N° 369. — Par décision du Gouverneur, en date du 2 novembre 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, a été rapportée la décision du 8 mai 1916, appelant M. Léopold-Léger (René), magistrat, à remplir provisoirement au Collège les fonctions de professeur de lettres, en remplacement numérique de M. Gautrez (Victor), mobilisé.

N° 370. — Par décision du Gouverneur, en date du 2 novembre 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, ont été appelés à continuer leurs services :

Au Collège.

M. Volmar (Fernand), instituteur-adjoint à l'École des garçons de Cayenne, en remplacement numérique de M. Galliot (Frédéric), démissionnaire.

A Cayenne.

École des filles :

Mme Paigerac (Délice), institutrice, attachée provisoirement à l'École des garçons.

École des garçons :

Mme Martial (Caroline), institutrice-adjointe, à l'École des filles.

Cette décision aura son effet à compter du 5 novembre 1917,

N° 371. — Par décision du Gouverneur, en date du 5 novembre 1917, prise sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes, M. Verderosa (Joseph), commis du cadre local des Douanes, a été appelé à continuer ses services au bureau de Saint-Laurent-du-Maroni.

N° 372. — Par décision du Gouverneur, en date du 6 novembre 1917, M. Pierre Hauradou a été autorisé à installer une distillerie agricole sur la propriété « l'Armorique », située au 11e kilomètre, route du Rorota-Rémire, appartenant à Mme veuve Gosselin.

N° 373. — Par décision du Gouverneur de la même date, M. Roséli a été autorisé à installer une distillerie sur sa propriété, située à Cayenne au n° 70 du Boulevard Jubelin.

N° 374. — Par décision du Gouverneur, en date du 6 novembre 1917, un congé de convalescence de deux mois, à passer à la Guyane, a été accordé à M. Réfugio (Agathon), agent hors classe de l'Imprimerie du Gouvernement.

N° 375. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 novembre 1917, la peine de la réprimande a été infligée à M. Hilaire Valentin, garde rural, pour attitude incorrecte à l'égard de M. le Maire de Rémire.

N° 376. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 novembre 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, a été acceptée la démission offerte par Mme veuve Corbin (Romaine) de ses fonctions d'institutrice de 5e classe à la Guyane.

N° 377. — Par décision du Gouverneur, en date du 13 novembre 1917, il a été accordé à M. Lamoral (Louis), garde rural à Kourou, une permission d'absence de trente jours, pour en jouir dans la colonie.

N° 378. — Par décision du Gouverneur, en date du 14 novembre 1917, a été acceptée la démission offerte par M. Benjamin Zéphoris, de ses fonctions d'agent administratif provisoire de la Léproserie de l'Acarouany.

N° 379. — Par décision du Gouverneur, en date 20 novembre 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, a été rapportée la décision du 28 juin 1916, chargeant Mlle Merckel (Emilie), institutrice de 1re classe, de la direction de l'école des filles de Cayenne pendant la durée du congé accordé à Mlle Boris (Lucette).

N° 380. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 22 novembre 1917, pris sur la proposition du Procureur général, Chef du service judiciaire, le gendarme Saint-Cast est nommé huissier-suppléant à Saint-Laurent-du-Maroni, en remplacement du gendarme Baron.

N° 381. — Par décision du Gouverneur, en date du 27 novembre 1917, M. Tarcy (Aurélien), soldat réformé pour blessures de guerre, a été nommé agent administratif provisoire

de la Léproserie de l'Acarouany, en remplacement de M. Benjamin (Zéphoris), démissionnaire.

N° 382. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 28 novembre 1917, pris sur la proposition du Procureur général, Chef du service judiciaire,

M. Honoré (Félix-Gustave), sous-chef de bureau de l'Administration pénitentiaire, est provisoirement nommé juge-suppléant à Cayenne, en remplacement de M. Castel, nommé juge-président au Tribunal de première instance du Maroni.

N° 383. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 28 novembre 1917, pris en Conseil privé sur le rapport du Procureur général, Chef du service judiciaire, a été rendu exécutoire l'arrêt de la Cour d'assises de la Guyane française en date du 25 mai 1917, qui a condamné le nommé Guittonneau (Jean-Louis-Emmanuel), transporté libéré 4e 2e, n mle 5362, à 20 années de travaux forcés et à 20 années d'interdiction de séjour, pour homicide volontaire.

N° 384. — Par décision du Procureur général, Chef du service judiciaire, en date du 29 novembre 1917, MM. Saccharin, avocat-avoué, et Ronjon, notaire, sont nommés membres du Bureau d'assistance judiciaire pour l'année 1917-1918.

N° 385. — Par décision du Chef du service de l'Instruction publique, en date du 3 novembre 1917, ont été appelés à continuer leurs services :

A Cayenne (Ecole des garçons) :

M. Cléomène (Julien), instituteur-adjoint à Mana, en remplacement numérique de M. Volmar (Fernand), appelé à d'autres fonctions ;

A Mana (Ecole des garçons) :

M. Barthélemy (René), instituteur-adjoint à Sinnamary, en remplacement de M. Cléomène (Julien) ;

A Sinnamary (Ecole des garçons) :

M. Linguet (Clodomir), instituteur stagiaire.

Cette décision aura son effet à compter du 5 novembre 1917.

Certifié conforme :

Le Secrétaire-archiviste,

Signé : Paul DUBOURG.

Cayenne — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 12.

DÉCEMBRE 1917.

SOMMAIRE.

Pages

N° 386. — Circulaire ministérielle du 6 juillet 1917 au sujet de plis provenant des colonies françaises saisis en mer par les Allemands 550

N° 387. — Circulaire ministérielle du 18 juillet 1917 relative à l'application de la loi du 30 mai 1916, concernant le contrôle des œuvres de guerre 551

Circulaire ministérielle du 29 juin 1917. — Œuvres de guerre du département de la Seine 551

N° 388. — Circulaire ministérielle du 21 août 1917. — Nouvelle réglementation concernant l'établissement de feuilles signalétiques du personnel des Postes et des télégraphes 554

N° 389. — Circulaire ministérielle du 3 octobre 1917. — Economies à réaliser dans les services publics 555

Circulaire ministérielle du 22 septembre 1917 556

N° 390. — Circulaire ministérielle du 16 octobre 1917 relative au traitement des fonctionnaires mobilisés comme sous-officiers à solde journalière 557

N° 391. — Circulaire ministérielle du 8 novembre 1917. — Retards dans la transmission, pour régularisation, des ordres de paiement acquittés dans la Métropole 558

N° 392. — Décision du 4 décembre 1917 ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie agricole route de Montabo 559

Pages.

N° 393. — Arrêté du 6 décembre 1917 promulguant à la Guyane française la loi du 18 juin 1917, modifiant la loi du 7 avril 1917, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France.. ... 561

Loi du 18 juin 1917 modifiant la loi du 7 avril 1915, autorisant le Gouvernement a rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France..... 561

N° 394. — Décision du 15 décembre 1917 fixant les vacances de Noël et du Jour de l'An..... 566

N° 395. — Décision du 17 décembre 1917. — Vérification des caises des comptables au 31 décembre 1917..... 567

N° 396. — Arrêté du 19 décembre 1917. — Approbation du compte du Service local pour l'exercice 1915..... 568

N° 397. — Arrêté du 19 décembre 1917 approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de M. Jadfard, receveur du Bureau de bienfaisance de Cayenne, et lui accordant quitus. 569

N° 398. — Arrêté du 19 décembre 1917 approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de M. Octaville (Raoul), percepteur-receveur municipal de la 2e circonscription, et lui accordant quitus..... 569

N° 399. — Arrêté du 19 décembre 1917 approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de M. Charles Clément, receveur du Bureau de bienfaisance de Mana, et lui accordant quitus..... 570

N° 400 — Arrêté du 19 décembre 1917 approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de M. Saint-Félix, ex-percepteur-receveur municipal des communes de la 3e circonscription, receveur du Bureau de bienfaisance de Sinnamary, et lui accordant quitus..... 571

N° 401. — Arrêté du 24 décembre 1917 portant prorogation de la session ordinaire du Conseil général..... 572

N° 402. — Décision du 26 décembre 1917. — Cession de médicaments aux employés du Trésor..... 573

N° 403. — Arrêté du 27 décembre 1917 portant désignation des membres de la Commission de la mercuriale pour le premier semestre 1918..... 574

N° 404. — Arrêté du 29 décembre 1917 instituant pour la Guyane française une commission unique de réquisition appelée à exercer les attributions dévolues dans la Métropole aux commissions départementales et à la commission centrale de réquisition..... 575

N° 405. — Arrêté du 29 décembre 1917 instituant une commission à l'effet de rechercher les moyens propres à

Pages

prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation et de fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues 576

N° 406. — Arrêté du 31 décembre 1917 rendant exécutoire le budget du Service local pour l'exercice 1918 577

N° 407. — Arrêté du 31 décembre 1917 autorisant la perception, pour l'année 1918, des taxes et contributions locales. 580

N° 408. — Arrêté du 31 décembre 1917 portant modification au tarif de l'abonnement principal au réseau téléphonique urbain de Cayenne 581

N° 409. — Arrêté du 31 décembre 1917 prorogeant certains travaux jusqu'au 28 février 1918 582

N° 410. — Arrêté du 31 décembre 1917 promulguant à la Guyane française les règlements d'administration publique prévus par l'article 11 de la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications 583

Décret du 3 septembre 1907 portant règlement d'administration publique sur la répression des fraudes et falsifications concernant les alcools, eaux-de-vie, vins 584

Décret du 14 mars 1908 portant règlement d'administration publique sur la répression des fraudes et falsifications concernant les graisses et les huiles 590

Décrets du 28 juillet 1908 portant règlement d'administration publique sur la répression des fraudes et falsifications concernant les bières, cidres, poirés, vinaigres et sirops, liqueurs 593

Arrêté interministériel du 4 août 1908 sur la répression des fraudes et falsifications concernant les matières colorantes des liqueurs et sirops 608

N° 411. — Arrêté du 31 décembre 1917 promulguant à la Guyane française l'arrêté ministériel du 1er août 1906, relatif au prélèvement des échantillons sur les boissons, denrées alimentaires et produits agricoles suspects de fraude et de falsification 609

Arrêté ministériel du 1er août 1906 relatif au prélèvement des échantillons sur les boissons, denrées alimentaires et produits agricoles suspects de fraude et de falsification 610

N° 412. — Arrêté du 31 décembre 1917 promulguant à la Guyane française les arrêtés pris de concert entre le Ministre de l'agriculture et le Ministre du commerce, de l'industrie et du travail, en date du 18 janvier 1907, au sujet des méthodes d'analyses imposées au laboratoire des fraudes et falsifications 648

Pages

N° 413. — Arrêté du 31 décembre 1917 fixant un degré minimum alcoolique apparent du tafia vendu au détail..... 620

N° 414. — Arrêté du 31 décembre 1917 portant création à Cayenne d'un laboratoire colonial des fraudes et falsifications. 621

N°s 415 à 432. — Nominations, mutations, congés, etc..... 622

N° 386. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE au sujet de plis provenant des colonies françaises saisis en mer par les Allemands.*

(Ministère des Colonies. — Secrétariat et Contreseing; 3e section).

Paris, le 6 juillet 1917, n° 1105.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs des colonies, Commissaires de la République française au Cameroun et au Togo, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

M. le Ministre de la guerre vient de me communiquer un rapport de la Commission de contrôle postal de Dieppe, relatif à des lettres expédiées de diverses colonies sur France, saisies en mer par les Allemands et remises par eux en circulation, après avoir été ouvertes, par l'intermédiaire des postes des Pays-Bas; ces lettres ont fourni aux Allemands des renseignements d'ordre économique, maritime et militaire, *dont quelques-uns fort importants.*

Je vous serai très obligé, en conséquence, d'appeler d'une façon toute particulière l'attention des habitants de la colonie que vous administrez sur la nécessité de ne donner dans leurs correspondances aucun renseignement de nature à être utilisé par l'ennemi; la censure locale devra veiller, le cas échéant, à l'application stricte de cette recommandation.

MAGINOT.

N° 387. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE relative à l'application de la loi du 30 mai 1916, concernant le contrôle des œuvres de guerre.*

(Ministère des Colonies. — Secrétariat et Contreseing ; 1re Section).

Paris, le 18 juillet 1917, n° 957.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, Commissaires de la République française au Cameroun et au Togo.*

M. le Ministre de l'intérieur vient de m'adresser et j'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, copie de sa circulaire en date du 29 juin dernier, relative à l'application de la loi du 30 mai 1916, concernant le contrôle des œuvres de guerre.

Aux termes de ce document, les œuvres qui y sont énumérées n'ont pas qualité pour faire appel à la générosité publique dans les conditions prévues par la loi précitée.

Vous voudrez bien veiller à ce qu'il soit tenu compte de la décision de la Commission de contrôle des œuvres de guerre du département de la Seine.

MAGINOT.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Œuvres de guerre du département de la Seine.

Paris, le 29 juin 1917.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR *à Messieurs les Préfets.*

Pour faire suite à ma circulaire du 7 avril dernier, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, sur avis défavorable de la Commission de contrôle des œuvres de guerre du département de la Seine, j'ai rejeté les demandes d'autorisation formées en application de la loi du 30 mai 1916 par les œuvres ci-après :

Association coopérative artistique amicale, 88, rue de la Condamine.

Association nationale des Orphelins de la guerre, 40, Quai d'Orléans ;

Club féminin automobile, 16, rue de Naples ;

Dotation gratuite par la Mutualité des orphelins et orphelines de la guerre, 39, rue de Rivoli ;

Famille des orphelins de la guerre, 63, rue de Seine ;

Plaquette commémorative des Alliés, 37 bis, rue de Belfort, à Courbevoie ;

Poupon belge, 11, rue Lauriston ;

Quinzaine de guerre, 14, rue Morère ;

Vestiaires des blessés, 58, rue de la Victoire ;

D'un autre côté, conformément à l'avis émis par la Commission, j'ai estimé qu'il n'y a pas lieu à statuer, soit en raison de leur caractère commercial ou nettement privé, soit au vu des déclarations par lesquelles les promoteurs des initiatives ont déclaré ne pas faire appel à la générosité publique, sur les demandes d'autorisations suivantes :

Aide aux Orphelins de la guerre, 14, Avenue de la Motte-Piquet ;

Aide Mutualiste des Soldats du Nord, 18, rue de Varenne ;

Buffet Théâtral, rue du Maine, 54 ;

Comité des Etroubliens de Paris en faveur de leurs compatriotes prisonniers de guerre, 24, Passage des Petites-Écuries ;

Croisade des Femmes Françaises, 8, Place Edouard VII ;

Fédération des groupements départementaux de secours aux réfugiés des régions envahies, 19, rue Blanche ;

Ouvroir garderie et Ecole d'ajusteurs-mécaniciens, 5, rue de la Durance ;

Plaques et Monuments commémoratifs des atrocités allemandes, 9, Place de la Bourse ;

La Plus Grande Famille, 54, rue de Seine ;

Pensions militaires, 11 bis, rue Montaigne ;

Pour la France par l'Espéranto, 51, rue de Clichy ;

Lits d'Enfants, 172, rue de Grenelle ;

Ligue anti-allemande, 9, Place de la Bourse ;

Le Livre du Soldat, 1, rue du Télégraphe ;

Union des Familles de disparus, 61, rue Lafayette ;

Solidarité franco-belge du IX^e^ arrondissement, 78, rue Taibout ;

Union amicale d'enseignement par l'image patriotique, 51, rue Vivienne ;

Union fraternelle des réformés de guerre du canton de Saint-Maur, 74, Avenue du Bac, à la Varenne Saint-Hilaire ;

Ecole d'apprentissage pour les mutilés de la guerre et de l'atelier, 3, rue de la Durance ;

Le Vieux Vêtement, 13, rue Fagon ;

Aide et secours aux soldats au front et en captivité, 105, Boulevard Haussmann ;

Assistance mutuelle des veuves de guerre, 15, rue de la Ville-l'Evêque ;

Village d'enfants, 6, Square de la Tour Maubourg ;

Caisse de secours des établissements Alda, 27, Avenue Marceau, à Courbevoie ;

Ouvroir de guerre, 60, rue Raynouard ;

Ouvroir de guerre, 66, rue Denfert-Rochereau ;

Pour les enfants du soldat belge restés en Belgique, 11, rue de la Bourse ;

Me référant à ma circulaire précitée, je ne peux que vous prier de tenir la main à ce que ces initiatives ne fassent plus appel à la générosité publique soit en sollicitant ou en recevant des dons, soit en effectuant des quêtes ou en organisant des représentations, conférences, fêtes, etc...

En ce qui concerne les Associations qui se sont placées sous le régime de la loi de 1901, leurs ressources sont limitées aux seules cotisations de leurs membres, par application de l'article 6 de la loi du 1er juillet 1901.

Quant aux œuvres fondées et dirigées par une seule personne, leur fonctionnement ne peut être assuré que par les seuls deniers des fondateurs.

Je crois devoir ajouter que vous ne devez réserver votre patronage, au cas où il vous paraîtra justifié, qu'aux seules œuvres ayant reçu l'autorisation prévue par la loi du 30 mai 1916 et que les œuvres ayant fait l'objet d'un non lieu à statuer ne sauraient, en aucun cas, être admises à cette faveur.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, sous le timbre ci-contre.

Le Ministre de l'Intérieur,

MALVY.

N° 388. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Nouvelle réglementation concernant l'établissement de feuilles signalétiques du personnel des Postes et des télégraphes.*

(Ministère des colonies. — Service du personnel : 4e bureau.)

Paris, le 21 août 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indochine, de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française et de Madagascar, les Gouverneurs des colonies, les Commissaires de la République française au Cameroun et du Togo, et l'Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

Par lettre du 8 mai dernier, M. le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes m'a informé qu'il a institué, en 1916, une feuille signalétique spéciale destinée uniquement aux fonctionnaires et agents qui sollicitent un changement de grade, comme conséquence de cette mesure, la feuille signalétique précédemment en usage a été considérablement simplifiée et ne servira plus désormais que pour recueillir les vœux exprimés et les notes attribuées aux intéressés, *pour la manière dont ils se sont acquittés du ou des parties du service dont ils ont été chargés pendant l'année envisagée.*

Mon collègue a saisi cette occasion; pour substituer à la notation chiffrée, la notation appréciative déjà adoptée pour l'avancement au grade. Dès lors, le classement d'un agent se fait par l'une des indications suivantes :

H. L. (hors ligne) correspondant au choix ;

T. B. —

B. (bien) correspondant au demi-choix ;

A. B. (assez bien) correspondant à l'ancienneté ;

Méd. (médiocre) correspondant à la grande ancienneté ;

M. (mal) entraînant l'élimination de tout avancement.

Cette nouvelle réglementation étant entrée en vigueur dans la Métropole, à partir de l'année 1917, M. Clémentel attacherait un très grand prix à ce qu'elle fût également appliquée à tout le personnel relevant de son administration, qui est détaché aux colonies.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien prendre des dispositions pour que les feuilles signalétiques du personnel

dont il s'agit, soient établies, dès cette année, en conformité de ces prescriptions.

J'ajouterai que les principes généraux concernant l'établissement des feuilles signalétiques en question et la nouvelle manière de noter ont été insérés aux bulletins mensuels des Postes et des télégraphes n° 7, de juin 1916, et n° 2, de janvier 1917.

MAGINOT.

N° 389. — *CIRCULAIRES MINISTÉRIELLES. — Économies à réaliser dans les services publics.*

Ministère des Colonies.— Service de la Comptabilité.

Paris, le 3 octobre 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies et Monsieur l'Administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon, les Chefs du service colonial dans les ports du Havre, Nantes, Bordeaux et Marseille.*

Par suite de la nécessité où se trouve le Gouvernement de ménager les deniers de l'Etat pour faire face aux dépenses inéluctables qui résultent de la continuation des hostilités, M. le Ministre des finances vient, par une lettre dont je vous transmets, ci-joint copie, de faire un pressant appel à toutes les Administrations publiques afin que l'esprit d'économie le plus strict préside dorénavant aux engagements de dépenses.

Je suis déterminé à prêter mon entier concours à mon collègue et j'ai pris en ce qui concerne l'Administration centrale les dispositions utiles.

En ce qui touche les services coloniaux ou locaux placés sous vos ordres, il importe que les principes exposés par M. Klotz soient également appliqués dans toute leur rigueur.

D'autre part, le Sénat dans sa séance du 29 septembre dernier a voté la proposition de résolution suivante :

« Le Sénat compte sur le Gouvernement pour prendre des « sanctions rigoureuses contre tous les fonctionnaires civils « ou militaires qui, par négligence ou incurie, se rendent cou- « pables de la mauvaise utilisation ou du gaspillage des cré-

« dits mis à la disposition de leurs services pour le compte de « l'État. »

En vous notifiant l'expression de la volonté du Gouvernement et du Parlement, j'ai l'honneur de vous prier d'appeler l'attention de vos collaborateurs sur le devoir impérieux qui leur incombe en la circonstance, et je vous invite à tenir personnellement la main à ce qu'ils accomplissent leurs obligations à cet égard. Vous auriez à me signaler, le cas échéant, les négligences que vous relèveriez et à me proposer les sanctions qu'elles comporteraient.

Je vous serai obligé de me rendre compte des mesures que vous prescririez à cet effet.

René BESNARD.

(Ministère des Colonies. — Direction générale de la Comptabilité publique.)

Paris, le 22 septembre 1917.

Le Ministre des finances *à Monsieur le Ministre des colonies.*

En raison de la nécessité impérieuse où nous nous trouvons de ménager étroitement le crédit de l'État et les ressources du Trésor, je crois devoir faire appel à votre collaboration et à votre concours personnel, en vue d'obtenir de tous les services placés sous vos ordres une gestion économe des deniers publics.

Il est essentiel qu'à tous les degrés de la hiérarchie et dans toutes les Administrations, les fonctionnaires ou agents de l'État et tous ceux qui ont à intervenir dans l'engagement ou la réalisation des dépenses à la charge du budget, se pénètrent bien de cette idée que, dans la lutte où nous avons été entraînés malgré nous, le maintien de nos ressources financières est un des éléments indispensables du succès final.

En tout temps, le gaspillage des deniers publics, les consommations inutiles ou exagérées de denrées ou produits appartenant à l'État, l'emploi abusif ou injustifié du matériel affecté aux Services publics, constituent des faits répréhensibles. A l'heure où nous sommes il n'y a plus là seulement des fautes professionnelles susceptibles de sanctions disciplinaires ou pénales, mais un véritable crime contre le pays.

Ceux qui, à un titre quelconque, détiennent une part de l'autorité publique, et qui, par indifférence ou manque de

clairvoyance, commettent ou laissent commettre par leurs subordonnés des fautes de ce genre, se rendent coupables de la plus grave incurie. Leur négligence tend directement à entamer les forces de résistance de la nation et mérite le blâme le plus sévère.

J'ajoute qu'au moment où les pouvoirs publics font appel à l'ensemble des citoyens pour obtenir de leur esprit de discipline les restrictions indispensables, c'est un devoir strict pour les administrations et services de montrer l'exemple et de faire preuve d'un constant souci d'économie.

Ces principes essentiels, et qui sont malheureusement trop souvent perdus de vue, je vous demande de les rappeler d'une manière expresse et formelle à tous les agents placés sous votre autorité. Je vous prie d'utiliser le concours des agents de contrôle dont peut disposer votre Département, en les invitant à porter une attention soutenue sur la gestion financière de tous vos services. Je suis certain d'être d'accord avec vous pour préciser que les manquements qui viendraient à être relevés devraient être l'objet de sanctions rigoureuses.

Mais je veux croire que dans la plupart des cas, il suffira de faire appel au dévouement et au patriotisme de tous vos collaborateurs. Vous leur ferez comprendre, j'en suis persuadé, qu'ils ne sauraient se dérober à l'effort demandé, sans manquer par là même à leur devoir le plus élémentaire de citoyens.

L. KLOTZ.

N° 390. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE relative au traitement des fonctionnaires mobilisés comme sous-officiers à solde journalière.*

(Ministère des Colonies. — Services Militaires; 2e Bureau; 1re Section).

Paris, le 16 octobre 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies.*

La loi du 5 août 1914, relative au cumul du traitement civil avec la solde militaire pour les fonctionnaires mobilisés, a prévu, dans son article 5, que ceux qui ne sont ni officiers, ni sous-officiers à solde mensuelle perçoivent l'intégralité de leur traitement civil cumulativement avec la solde de leur grade et les

prestations de toute nature allouées par les règlements militaires.

Il m'a été signalé que le montant de leurs allocations atteint parfois un chiffre élevé arrivant à doubler les émoluments que les intéressés percevaient dans leur emploi. On a même pu relever des exemples où un fonctionnaire mobilisé comme sous-officier à solde journalière percevait des sommes supérieures à celles perçues par un fonctionnaire d'un rang plus élevé mobilisé comme officier.

Ce cas se produirait, en particulier lorsque les Administrations locales allouent des indemnités aux fonctionnaires mobilisés, à raison des fonctions administratives ou politiques qu'ils remplissent.

Cette situation qui n'est pas sans présenter des inconvénients a attiré l'attention du Président de la Commission du budget et du Ministre des finances

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître, le plus tôt possible, tous les cas de cette espèce qui pourraient exister, en indiquant le chiffre des émoluments perçus par les intéressés.

Il importe, pour éviter tout abus et pour se conformer à l'esprit de loi, de n'allouer aux fonctionnaires mobilisés dans ces conditions que leur traitement civil et les allocations résultant de la réglementation militaire, à l'exclusion de toute indemnité pour les fonctions administratives ou politiques qui pourraient leur être confiées.

Pour le Ministre et p. o.:
Le Lieutenant colonel,
Directeur des services militaires,
BLAQUIÈRES.

N° 391. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Retards dans la transmission, pour régularisation, des ordres de paiement acquittés dans la Métropole.*

(Ministère des colonies. — Service de la comptabilité.)

Paris, le 8 novembre 1917.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies et à Monsieur l'Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

Un certain nombre d'Administrations locales ont signalé au

Département les retards apportés par la Caisse centrale du Trésor public dans la transmission, pour régularisation, des ordres de paiement acquittés dans la Métropole. Les pièces comptable des dépenses imputées au compte des services locaux n'ont pas été transmises depuis le mois de février dernier.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai attiré l'attention de M. le Ministre des finances sur les inconvénients résultant de ces retards qui empêchent de déterminer la situation exacte de l'exercice 1916 dans nos diverses possessions d'outre-mer et qui font accumuler, depuis 1915, des restes à payer parfois considérables.

En réponse à ma communication, mon collègue vient de m'informer des motifs qui ont amené son département à surseoir aux envois des documents de cette nature. A la suite d'un sinistre maritime qui, au début de l'année courante, a causé la perte d'une liasse de pièces de dépenses du Service local d'une de nos colonies, son administration a suspendu l'expédition de pièces de comptabilité. La disparition totale de celles-ci serait, effectivement, de nature à apporter le plus grand trouble dans les opérations de règlement des comptes des Trésoriers-payeurs.

Néanmoins, M. Klotz a pris bonne note du désir que je lui avais manifesté de voir cesser une situation dont les inconvénients ne lui ont pas échappé et il m'a fait connaître que les dispositions nécessaires seraient prises pour que l'envoi des documents dont il s'agit ait lieu dès que les circonstances le permettront.

Pour le Ministre et par ordre :
Le Chef du service de la comptabilité,
E. HORTON.

N° 392. — *DÉCISION ouvrant une enquête de* commodo *et* incommodo *au sujet de l'installation d'une distillerie agricole route de Montabo.*

(4 décembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la demande adressée à l'Administration par M. John Grant dans le but d'obtenir l'autorisation d'installer une distillerie agricole sur sa propriété située au 3e kilomètre route de Montabo ;

Vu le décret du 24 septembre 1882, rendant applicable à la Guyane celui du 10 mai 1882, concernant la législation sur les établissements insalubres à la Guadeloupe ;

Vu le décret du 24 août 1909, relatif à la protection de la santé publique ; ensemble l'arrêté local du 20 février 1911 déterminant les circonscriptions sanitaires de la Guyane française et la composition des commissions sanitaires ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Une enquête de *commodo* et *incommodo* sera ouverte à Cayenne au sujet de l'installation d'une distillerie agricole par M. John Grant, sur sa propriété située au 3e kilomètre route de Montabo. Cette enquête s'ouvrira le 15 décembre 1917 et durera quinze jours.

Art. 2. — M. le Maire de Cayenne est désigné pour procéder à ladite enquête en qualité de commissaire.

A l'expiration du délai fixé, le commissaire-enquêteur transmettra au Gouverneur, avec ses conclusions, le procès-verbal constatant la clôture de l'enquête.

Ce procès-verbal, ainsi que les conclusions formulées par le commissaire-enquêteur seront soumis à la commission sanitaire à laquelle seront également communiqués tous mémoires pour ou contre l'installation projetée adressés au Gouverneur.

L'ouverture des opérations de l'enquête sera annoncée, conformément à l'article 2 du décret du 10 mai 1882 susvisé, par une publication à son de caisse et par des affiches apposées dans les différentes rues de la ville.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Journal officiel* et enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 4 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

N° 393. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française la loi du 18 juin 1917, modifiant la loi du 7 avril 1917 autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France.*

(6 décembre 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les instructions ministérielles en date du 3 octobre 1917,

Arrête :

Article 1er. — Est promulguée à la Guyane française, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi du 18 juin 1917, modifiant la loi du 7 avril 1915 autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France.

Art. 2. — Le Procureur général, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 6 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Procureur général p. i.,

DELPRAT.

LOI modifiant la loi du 7 avril 1915, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — En cas de guerre entre la France et une puissance à laquelle a ressorti un étranger naturalisé, celui-ci pourra être déchu de la nationalité française lorsqu'il aura conservé la nationalité de son pays d'origine ou du pays dans lequel il a été antérieurement naturalisé.

Sera réputé avoir conservé sa nationalité d'origine, à moins que, pendant la durée de la guerre, il ne serve ou n'ait servi dans l'armée française ou qu'il n'ait ou n'ait eu un fils sous les drapeaux français, le naturalisé qui, depuis la naturalisation, aura, dans son pays d'origine soit fait un ou plusieurs séjours, soit acquis des propriétés, soit participé à des entreprises agricoles, financières, commerciales ou industrielles, soit possédé un domicile ou une résidence durable et à l'égard duquel existeront, en outre, des présomptions précises et concordantes, résultant de manifestations extérieures, de la persistance de son attachement à ce pays.

La déchéance sera obligatoire : si le naturalisé a recouvré une nationalité antérieure ou acquis toute autre nationalité; s'il a, soit porté les armes contre la France, soit quitté le territoire français pour se soustraire à une obligation d'ordre militaire, soit enfin, si directement ou indirectement, il a prêté ou tenté de prêter, contre la France, en vue ou à l'occasion de la guerre, une aide quelconque à une puissance ennemie.

Sera réputé avoir quitté le territoire français pour se soustraire à une obligation d'ordre militaire le naturalisé qui, n'ayant pas répondu à l'ordre de mobilisation, aura été déclaré insoumis et aura disparu de son domicile ou de sa résidence. Si la déclaration d'insoumission est rapportée, la réintégration dans la qualité de Français sera ordonnée sans délai par le tribunal civil sur requête du Procureur de la République.

Sera considéré comme ayant prêté ou tenté de prêter une aide quelconque à une puissance ennemie le naturalisé qui aura, soit contrevenu aux dispositions des lois, règlements et prohibitions édictés en vue ou à l'occasion de la guerre, soit mis obstacle ou tenté de mettre obstacle aux mesures ordonnées dans l'intérêt de la défense nationale.

Art. 2. — L'action en déchéance est intentée devant la chambre du conseil du tribunal civil du domicile, ou, à défaut de domicile connu, de la dernière résidence du naturalisé.

Lorsque le tribunal du domicile ou de la résidence du naturalisé se trouve en territoire occupé par l'ennemi, l'action en déchéance sera intentée devant un tribunal désigné par le premier président de la cour d'appel.

Art. 3. — Le procureur de la République, après avoir recueilli tous renseignements utiles sur les faits parvenus à

sa connaissance, présente, s'il y a lieu, requête au président du tribunal à fin de désignation d'un juge enquêteur.

L'ordonnance du président nommant le juge enquêteur est signifiée à l'intéressé, dans les conditions fixées par l'article 5 de la présente loi.

Art. 4. — Le juge désigné entend les témoins ainsi que le naturalisé, délivre toutes commissions rogatoires, procède aux confrontations, vérifications, et, d'une façon générale, à toutes opérations utiles à la manifestation de la vérité.

Les témoins sont invités à se présenter par simple avertissement et, au cas où ils ne déféreraient pas à cette convocation, par citation régulière.

Les témoins défaillants peuvent être condamnés, par ordonnance du juge commis, à une amende qui ne peut excéder la somme de cent francs (100 fr.); ils sont, s'il y a lieu, réassignés à leurs frais.

Les dispositions de l'article 363 du code pénal sur le faux témoignage en matière civile sont applicables.

Art. 5. — Lorsque l'enquête est terminée, le juge enquêteur transmet le dossier au Procureur de la République.

Le naturalisé et son conseil peuvent, dès la clôture de l'enquête, prendre communication du dossier et présenter au Procureur de la République tout mémoire justificatif.

Si ce magistrat estime qu'il n'y a pas lieu de requérir la déchéance de nationalité, il en donne avis au naturalisé.

Dans le cas contraire, il cite le naturalisé à comparaître devant la chambre du conseil.

La citation est notifiée soit à personne, soit à domicile ou à la résidence actuelle. Si le naturalisé n'a ni domicile ni résidence connus, s'il est domicilié ou réside sur le territoire d'une puissance en guerre avec la France ou en pays envahi, la citation est délivrée conformément aux dispositions de l'article 69, § 8 du code de procédure civile.

Il y aura au moins un délai de quinze jours entre la citation et la comparution si le naturalisé est domicilié ou réside en France ou dans les colonies et de deux mois s'il réside à l'étranger.

Art. 6. — Au jour fixé la chambre du conseil, sur rapport du juge désigné, procède à l'examen de l'affaire, entend le

Procureur de la République en ses réquisitions, le naturalisé et son conseil en leurs observations.

Elle peut ordonner, soit un complément d'enquête, soit la comparution des témoins dont l'audition paraîtrait utile.

Art. 7. — Le jugement est prononcé en audience publique.

En cas de défaut, le jugement est signifié à la partie défaillante. Si le naturalisé réside sur le territoire d'une puissance en guerre avec la France ou en pays envahi, la signification est remplacée par l'insertion d'un extrait au *Journal officiel*.

Le jugement par défaut n'est pas susceptible d'opposition.

Appel de la décision peut être interjeté par le naturalisé et par le ministère public.

L'appel doit être notifié dans les dix jours du prononcé du jugement contradictoire ou, s'il est par défaut, à dater soit de la signification à personne ou à domicile, soit de l'insertion au *Journal officiel*. Ce delai est augmenté de deux mois si l'appelant réside à l'étranger ou en territoire envahi.

La Cour statue, sur citation du Procureur général, dans le mois qui suit l'appel.

L'arrêt rendu par défaut est, suivant le cas, signifié à la partie défaillante ou inséré en extrait au *Journal officiel*. Il n'est pas susceptible d'opposition.

Art. 8. — Le pourvoi en cassation intenté par le naturalisé ou par le ministère public ne peut être formé que contre l'arrêt statuant au fond.

Le délai pour se pourvoir en cassation est d'un mois à compter du jour de la signification de l'arrêt à personne ou à domicile, ou de l'insertion au *Journal officiel*.

Il est susceptible d'augmentation à raison de distance, conformément aux dispositions des articles 4 et 5 de la loi du 2 juin 1862.

Le pourvoi a lieu en forme de requête écrite, signée de la partie ou d'un fondé de pouvoir spécial, déposée ou adressée soit au greffe de la cour de cassation, soit au greffe de la cour d'appel.

La requête est accompagnée d'une expédition ou de la copie signifiée de l'arrêt.

Elle indique les moyens de cassation ou les textes de loi dont le demandeur invoque la violation.

Le pourvoi est notifié par exploit d'huissier.

Il est porté directement devant la chambre civile.

Art. 9. — Les frais de l'instance sont taxés conformément au tarif du décret du 18 juin 1811.

Ils sont avancés et recouvrés par l'administration de l'enregistrement et les actes auxquels la procédure donne lieu sont visés pour timbre et enregistrés en débet, conformément aux lois des 13 brumaire et 22 frimaire an VII.

Lorsque la déchéance est prononcée, ils sont mis à la charge du naturalisé déchu et le recouvrement en est poursuivi avec privilège et préférence sur ses biens.

Ce privilège s'exercera conformément aux règles prescrites par la loi du 5 septembre 1807.

Lorsque la déchéance n'est pas prononcée, ils restent à la charge de l'Etat.

Art. 10. — La décision portant déchéance de la nationalité française pour des causes non prévues à l'article 17 (1° et 4°) du code civil, fixe le point de départ de ses effets, sans toutefois pouvoir les faire remonter au délà de la déclaration de guerre.

En aucun cas, la rétroactivité de la déchéance de la nationalité française ne peut préjudicier aux droits du tiers de bonne foi, ni faire échec à l'application des lois pénales sous le coup desquelles le naturalisé serait tombé avant le prononcé de la déchéance.

Un extrait de la décision, devenue définitive, est inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois* par les soins du ministère de la justice.

Mention en est faite au décret de naturalisation.

Art. 11. — La déchéance de la nationalité française, prononcée en vertu de la présente loi, est personnelle à l'étranger qui l'a encourue. Toutefois elle peut, selon les circonstances, être étendue à la femme et aux enfants régulièrement mis en cause, soit par la même décision, soit par une décision ultérieure rendue dans les mêmes formes.

Art. 12. — La femme pourra décliner la nationalité française dans le délai d'un an à partir de l'insertion au *Journal officiel* de la décision définitive portant déchéance de cette nationalité à l'égard du mari. Si, lors de cette insertion, elle

est mineure, ce délai ne commencera à courir qu'à dater de sa majorité.

La même faculté est reconnue aux enfants dans les mêmes conditions. En outre, le représentant légal des enfants mineurs pourra, dans les conditions prévues par l'article 9 du code civil, renoncer pour eux au bénéfice de la nationalité qu'ils tiennent soit du décret de naturalisation du père, soit d'une déclaration antérieure de nationalité.

Art. 13. — Aucune action de déchéance en vertu de la présente loi ne pourra être engagée après l'expiration de la cinquième année suivant la cessation des hostilités fixée par décret.

Art. 14. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux autres possessions françaises.

Art. 15. — La loi du 7 avril 1915 est abrogée dans toutes les dispositions contraires à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 18 juin 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice, RENÉ VIVIANI.

Le ministre de l'intérieur, MALVY.

Le ministre des colonies, MAGINOT.

N° 394. — *DÉCISION fixant les vacances de Noël et du Jour de l'An.*

(15 décembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les décrets du 17 septembre 1906 ;

Vu l'usage en ce qui concerne les écoles publiques ;

Sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique,

DÉCIDE :

Article 1er. — A l'occasion des fêtes de Noël et du Jour de l'An, le collège et les écoles publiques de la colonie seront fermés du lundi 24 décembre courant au vendredi 4 janvier 1918.

Art. 2. — Le Chef du service de l'Instruction publique est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera et insérée au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 15 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Chef du sevice de l'Instruction publique,

PEYROT.

N° 395. — *DÉCISION. — Vérification des caisses des comptables au 31 décembre 1917.*

(17 décembre 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les articles 391 et 392 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Décide :

Article 1er. — La vérification des caisses et portefeuilles des comptables désignés ci-après sera faite le 31 décembre 1917, par les fonctionnaires suivants :

M. le Receveur du 1er bureau de l'Enregistrement, par M. Mondésir, commis principal du Secrétariat général ;

M. le Receveur du 2e bureau de l'Enregistrement, par M. Fidèle (Cyr), commis principal du Secrétariat général ;

M. le Receveur-comptable des Postes, par M. Bassières (Octave), commis de 1re classe du Secrétariat général ;

M. le Chef du service de l'Imprimerie du Gouvernement, par M. Dorfer, commis de 1re classe du Secrétariat général ;

M. l'Agent comptable de l'Hospice civil, par M. Manguer, commis de 1re classe du Secrétariat général.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution

de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 17 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

N° 396. — *ARRÊTÉ. — Approbation du compte du Service local pour l'exercice 1915.*

(19 décembre 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 315 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu la délibération, en date du 30 novembre 1917, dans laquelle le Conseil général a débattu le compte de développement des recettes et des dépenses du Service local pour l'exercice 1915, ensemble la déclaration de conformité faite par le Conseil privé dans sa séance du 19 octobre 1916, des chiffres contenus dans ledit compte avec les écritures du Trésorier-payeur;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvé dans son ensemble et tel que les opérations y sont décrites, le compte des recettes et des dépenses du Service local pour l'exercice 1915, et arrête :

En recettes à la somme de.....	3,308,559f 80
En dépenses à celle de.....	3,488,868 »
En restes à recouvrer à.....	50,567 35
En restes à payer à.....	21,427 78

Art. 2. — Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 19 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

N° 397. — *ARRÊTÉ approuvant les comptes de gestion de l'exercice* 1915 *de* M. Jadfard, *receveur du Bureau de bienfaisance de Cayenne, et lui accordant quitus.*

(19 décembre 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes;

Vu l'arrêté n° 852, rendu en Conseil privé le 11 novembre 1916, sur les comptes de gestion de l'exercice 1915, présentés par M. Jadfard (Gustave), receveur du Bureau de bienfaisance de Cayenne;

Sur le rapport du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Sont approuvés les comptes de gestion de l'exercice 1915, présentés par M. Jadfard (Gustave), receveur du Bureau de bienfaisance de Cayenne, dont quitus.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 19 décembre 1917.

J. BARRÉ.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

N° 398. — *ARRÊTÉ approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de* M. Octaville (Raoul), *percepteur-receveur municipal de la 2e circonscription, et lui accordant quitus.*

(19 décembre 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes;

Vu les arrêtés nos 844 et suivants rendus en Conseil privé le 11 novembre 1916, sur les comptes de gestion présentés par M. Octaville (Raoul), percepteur-receveur municipal des communes de la 2e circonscription, receveur des Bureaux de bienfaisance de Macouria et de Rémire;

Sur le rapport du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er.— Sont approuvés les comptes de gestion de l'exercice 1915, présentés par M. Octaville (Raoul), percepteur-receveur municipal des communes de la 2e circonscription, receveur des Bureaux de bienfaisance de Macouria et de Rémire, dont quitus.

Art. 2.— Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 19 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

N° 399. — *ARRETÉ approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de* M. Charles Clément, *receveur du Bureau de bienfaisance de Mana, et lui accordant quitus.*

(19 décembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane francaise,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes;

Vu l'arrêté n° 861, rendu en Conseil privé le 11 novembre 1916, sur les comptes de gestion présentés par M. Charles Clément, receveur du Bureau de bienfaisance de Mana ;

Vu les justifications produites en réponse aux injonctions formulées lors de la vérification des comptes de ce comptable ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont approuvés les comptes de gestion de l'exercice 1915, présentés par M. Charles Clément, receveur du Bureau de bienfaisance de Mana, dont quitus.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 19 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

N° 400. — *ARRÊTÉ approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de* M. Saint-Félix, *ex-percepteur-receveur municipal des communes de la 3e circonscription, receveur du Bureau de bienfaisance de Sinnamary, et lui accordant quitus.*

(19 décembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Vu les injonctions contenues dans les arrêtés nos 843, 854 et 855, pris en Conseil privé le 11 novembre 1916, sur les comptes de gestion de l'exercice 1915, présentés par M. Saint-Félix (Armand), percepteur-receveur municipal des communes

de la 3e circonscription, receveur du Bureau de bienfaisance de Sinnamary ;

Vu les justifications produites en réponse aux dites injonctions ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont approuvés les comptes de gestion de l'exercice 1915 de M. Saint-Félix (Armand), percepteur-receveur municipal des communes de la 3e circonscription, receveur du Bureau de bienfaisance de Sinnamary, dont quitus.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 19 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

N° 401. — *ARRÊTÉ portant prorogation de la session ordinaire du Conseil général.*

(24 décembre 1917).

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté en date du 30 octobre 1917, portant convocation du Conseil général pour la session ordinaire de l'année 1917 ;

Vu l'article 23, § 2 du décret du 23 décembre 1878 ;

Vu la demande du Président du Conseil général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — La durée de la session ordinaire du Conseil général est prorogée de 21 jours, à compter du 26 décembre 1917.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 24 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

N° 402. — *DÉCISION. — Cession de médicaments aux employés du Trésor.*

(26 décembre 1917).

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la dépêche ministérielle du 16 août 1911 ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service de Santé,

Décide :

Article 1er. — Le personnel de la Trésorerie de la Guyane peut, au même titre que les autres employés du Service local, obtenir des cessions de médicaments par l'Hôpital colonial de Cayenne.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Chef du service de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 26 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., E. DEBUC.

Le Chef du service de Santé. M. LÉGER.

N° 403. — *ARRÊTÉ portant désignation des membres de la Commission de la mercuriale pour le premier semestre 1918.*

(27 décembre 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté du 22 février 1838, relatif au mode d'évaluation des marchandises soumises au droit d'importation; ensemble l'arrêté du 23 mars 1867;

Vu le vœu émis par le Conseil général dans sa séance du 22 mars 1889;

Vu l'arrêté du 9 mai 1881, portant création d'une Chambre de commerce à la Guyane;

Vu la désignation faite par le Conseil général dans sa séance du 30 novembre 1917 de deux de ses membres pour faire partie de la Commission de la mercuriale en 1918;

Vu, en ce qui concerne les membres de la Chambre de commerce, la lettre en date du 14 décembre 1917 du président de cette compagnie;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés membres de la Commission chargée de procéder à l'établissement de la mercuriale pour le premier semestre 1918:

MM. le Chef du service des Douanes, président;
Charles Quintrie-Lamothe, conseiller général;
Philbert *idem;*
A. Darredeau, membre de la Chambre de commerce;
F. Nollier, *idem;*
H. Roumi, *idem;*
M. le Chef du bureau principal des Douanes.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué

partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 27 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,
E. DEBUC.

L'Inspecteur principal,
Chef du service des Douanes,
DEHEAULME.

N° 404. — *ARRÊTÉ instituant pour la Guyane française une commission unique de réquisition appelée à exercer les attributions dévolues dans la Métropole aux commissions départementales et à la commission centrale de réquisition.*

(29 décembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la loi du 29 juillet 1916, rendant applicables aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane :

1° La loi du 3 juillet 1877, relative aux réquisitions militaires, modifiés par les lois des 5 mars 1890, du 17 avril 1901, du 27 mars 1906 et du 23 juillet 1911 ;

2° Le décret du 2 août 1877, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 3 juillet précédent, modifié par décrets des 23 novembre 1879, 3 juin 1890, 8 mai, 1900, 13 novembre 1907, 25 juillet 1912 et 2 août 1914;

Vu le paragraphe 2 de la loi du 29 juillet 1916, conférant aux Gouverneurs les attributions dévolues aux Ministre de la guerre par la législation métropolitaine;

Vu l'article 44 du décret du 2 août 1877 et le chapitre 1er de l'instruction ministérielle (Guerre du 10 août 1894;

Vu la loi du 20 avril 1916, sur la taxation des denrées et substances, ensemble le décret du 5 janvier 1917 déterminant les conditions d'application aux colonies de ladite loi;

Vu la loi du 25 décembre 1916, ratifiant le décret du 14 août 1914, autorisant le Gouverneur à prendre les mesures nécessaires en vue de prévenir l'accaparement des denrées de

première nécessité ainsi qu'à fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues ;

Vu les nécessités locales comportant le fusionnement des attributions conférées dans la Métropole à la commission centrale et aux commissions départementales de réquisitions ;

ARRÊTE :

Article 1er. — Il est institué pour la Guyane française une commission unique de réquisition appelée à exercer les attributions dévolues dans la Métropole aux commissions départementales et à la commission centrale de réquisition.

Cette commission est composée comme suit :

MM. le Secrétaire général, *président;*

l'Inspecteur principal, chef du service des Douanes, *membre ;*

le Capitaine, commandant la compagnie d'Infanterie coloniale, *membre ;*

le Président de la Chambre de commerce, ou son délégué, *membre ;*

l'Officier, commandant le détachement de gendarmerie, *membre.*

Arti 2. — La commission de réquisition se réunira sur la convocation de son président.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, notifié et publié partout où besoin sera.

Cayenne, le 29 décembre 1917.

J. BARRE.

N° 405. — *ARRÊTÉ instituant une commission à l'effet de rechercher les moyens propres à prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation et de fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues.*

(29 décembre 1917)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté en date du 20 août 1914, instituant une commission à l'effet de rechercher les moyens propres à prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation et de fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues ;

Considérant qu'il importe de compléter ladite commission et de remplacer plusieurs des membres décédés ou ayant quitté la colonie,

ARRÊTE :

Article 1er.— La commission instituée par l'arrêté susvisé du 20 août 1914 sera composée comme suit :

Le Gouverneur ou, à défaut, le Secrétaire général, président,
Chauvet, Conseiller privé,
Le Maire de Cayenne,
Le Président du Conseil général ou de la Commission coloniale,
Le Capitaine commandant la Compagnie,
Le Président de la Chambre de Commerce,
Philbert, conseiller général,
A. Darredeau, administrateur de la Banque,
Abran, Représentant de commerce,
Anneville, commerçant,
Laffont, commis auxiliaire au Cabinet du Gouverneur, secrétaire.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 29 décembre 1917.

J. BARRE.

N° 406. — *ARRÊTE rendant exécutoire le budget du Service local pour l'exercice 1918.*

(31 décembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les articles 40, 42, 43 et 44 du décret du 23 décembre 1878, portant institution d'un Conseil général à la Guyane française;

Vu les articles 68, 69, 70 et 71 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu l'article 33, § 3 de la loi de finances du 13 avril 1900, modifié par l'article 10 de la loi du 30 mars 1916, et complété par l'article 11 de la loi du 30 juin 1917, en ce qui concerne le tarif des taxes locales;

Vu la circulaire ministérielle du 18 mai 1897, déterminant les pouvoirs des Conseils généraux en matière de libéralités sur les fonds des budgets locaux ;

Vu la circulaire ministérielle du 5 mai 1892, transmettant un avis du Conseil d'Etat du 12 janvier précédent, relatif aux pouvoirs des Gouverneurs en matière de fixation des recettes budgétaires ;

Vu l'article 127, § B de la loi de finances du 13 juillet 1911, ensemble la circulaire ministérielle en date du 28 septembre 1911, relative à l'établissement, à l'exécution et au contrôle des budgets locaux ;

Vu le budget du Service local pour l'exercice 1918, délibéré par le Conseil général dans sa session ordinaire de 1917, et arrêté en recettes et en dépenses, à la somme de *trois millions quatre cent quatre-vingt-dix mille vingt francs trente centimes.*

Sur le rapport du Secrétaire général du Gouvernement ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le budget des recettes et des dépenses du Service local, pour l'exercice 1918, délibéré par le Conseil général, est arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de *trois millions quatre cent quatre-vingt-dix mille vingt francs trente centimes.*

Art. 2. — La nomenclature des recettes et des dépenses du budget est fixée de la manière suivante :

RECETTES.

Recettes ordinaires.

CHAPITRE 1er. — Impôts perçus sur rôles.	173,925f	»
CHAPITRE 2. — Contributions perçues sur liquidations.....	3,053,208	73
CHAPITRE 3. — Produits des exploitations industrielles.....	74,050	»
CHAPITRE 4. — Produits perçus sur ordres de recettes.....	166,836	57
CHAPITRE 5. — Prélèvements ordinaires sur la Caisse de réserve.	»	
CHAPITRE 6. — Recettes des exercices antérieurs.....	22,000	»
CHAPITRE 7. — Recettes d'ordre.....	»	
Total des recettes ordinaires.	3,490,020	30

Recettes extraordinaires.

CHAPITRE 8. — Recettes diverses.....	»	
CHAPITRE 9. — Prélèvements exceptionnels sur la Caisse de réserve.....	»	
Total général des recettes....	3,490,020	30

DÉPENSES.

Dépenses ordinaires.

CHAPITRE 1er. — Dettes exigibles.....	96,000	»
CHAPITRE 2. — Gouvernement (Personnel).	67,460	»
CHAPITRE 3. — Gouvernement (Matériel)..	65,170	»
CHAPITRE 4. — Services d'administration générale (Personnel)..	510,200	»
CHAPITRE 5. — Services d'administration générale (Matériel)....	115,454	»
CHAPITRE 6. — Services financiers (Personnel)	487,430	»
CHAPITRE 7. — Services financiers (Matériel)	60,700	»
CHAPITRE 8. — Dépenses des exploitations industrielles (Personnel).	296,860	»
CHAPITRE 9. — Dépenses des exploitations industrielles (Salaires d'ouvriers, main-d'œuvre)	34,480	»
CHAPITRE 10. — Dépenses des exploitations industrielles (Matériel)..	587,424	67
CHAPITRE 11. — Services d'intérêt social et économique (Personnel).	485,817	63
CHAPITRE 12. — Services d'intérêt social et économique (Matériel)..	238,130	»
CHAPITRE 13. — Dépenses diverses (Personnel).....	30,500	»
CHAPITRE 14. — Dépenses diverses (Matériel).....	388,394	»
CHAPITRE 15. — Fonds secrets.....	6,000	»
CHAPITRE 16. — Dépenses imprévues....	20,000	»
CHAPITRE 17. — Dépenses d'ordre.....	»	
Total des dépenses ordinaires...	3,490,020	30

Dépenses extraordinaires.

CHAPITRE 18. — Dépenses extraordinaires.....	»	
Total général des dépenses.....	3,490,020	30

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 31 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

DEBIC.

N° 407. — *ARRÊTÉ autorisant la perception, pour l'année 1918, des taxes et contributions locales.*

(31 décembre 1917).

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 23 décembre 1878, portant institution d'un Conseil général à la Guyane française ;

Vu les articles 74 à 76 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'article 33, § 3 de la loi de finances du 13 avril 1900, modifiée par l'article 10 de la loi du 30 mars 1916, complété par l'article 11 de la loi du 30 juin 1917, en ce qui concerne le tarif des taxes locales ;

Vu les délibérations des 27 et 29 décembre 1917, par lesquelles le Conseil général a voté le tarif des taxes et contributions locales à percevoir pendant l'année 1918 ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — La perception des taxes et contributions locales, telle qu'elle est autorisée par les lois et règlements en vigueur, sera faite, à partir du 1er janvier 1918, conformément au tarif ci-annexé.

Art. 2. — Les contributions sur rôles, contributions de patentes seront perçues conformément audit tarif et aux dispositions des lois et règlements en vigueur.

Art. 3. — Toutes autres contributions, à quelque titre que ce soit et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui

les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient les recouvrements, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous les receveurs, percepteurs qui auraient fait la perception.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 31 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,

E. DEBUC.

N° 408. — *ARRÊTÉ portant modification au tarif de l'abonnement principal au réseau téléphonique urbain de Cayenne.*

(31 décembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'arrêté du 24 février 1900, fixant les conditions d'abonnement au réseau téléphonique urbain ;

Vu l'arrêté n° 291 du 22 juin 1900, portant modifications à l'arrêté du 24 février 1900 relatif aux conditions d'abonnement au réseau téléphonique ;

Vu la délibération du Conseil général en date du 10 décembre 1917 ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le prix de l'abonnement principal au réseau téléphonique urbain de Cayenne est fixé à 150 francs par an.

Le montant des abonnements secondaire et supplémentaire reste fixé aux chiffres indiqués à l'article 9 de l'arrêté du 22 juin 1900.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Postes et des Téléphones sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré et publié aux *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 31 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., DEBUC.

Le Chef du service des Postes et des Téléphones, DEFURNE.

N° 409. — *ARRÊTÉ prorogeant certains travaux jusqu'au 28 février 1918.*

(31 décembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 65 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu la lettre du 26 décembre 1917, n° 559, de M. le Chef du service des Travaux publics;

Considérant qu'en raison de l'insuffisance de la main-d'œuvre, certains travaux désignés ci-après n'ont pu être achevés avant le 31 décembre 1917, et qu'il y a lieu, en conséquence, d'en proroger l'exécution,

ARRÊTE :

L'exécution des travaux ci-dessous énumérés est prorogée jusqu'au 28 février 1918 :

CHAPITRE 10. — Art. 3. — *Plan de campagne.*

§ 1. — Bâtiments civils:		
1° Entretien	4,500f	»
2° Grosses réparations	6,180	»
§ 2. — Canaux et rivières	6,150	»
§ 9. — Appontements et cales	493	»
§ 10. — Bacs et passages	2,500	»
	19,823	»

Cayenne, le 31 décembre 1917.

Le Gouverneur p. i.,

J. BARRE.

N° 410. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française les règlements d'administration publique prévus par l'article II de la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications.*

(31 décembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications ;

Vu l'arrêté, n° 1163, du 12 décembre 1914, portant règlement d'administration publique pour l'application dans la colonie de la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications ;

Après avis conforme de la Commission permanente des fraudes et falsifications instituée par décision, n° 85, du Gouverneur, en date du 25 janvier 1915 ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués à la Guyane française les règlements d'administration publique prévus par l'article 11 de la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications, concernant :

Les alcools, eaux-de-vie, vins, en date du 3 septembre 1907 ;

Les graisses et les huiles, en date du 11 mars 1908 ;

Les bières, cidres, poirés, vinaigres, sirops et liqueurs, en date du 28 juillet 1908 ;

Les matières colorantes des liqueurs, sirops, en date du 4 août 1908.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Procureur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec les textes promulgués, enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 31 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., E. DEBUC.

Le Procureur général p. i. PELPRAT.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport des Ministres de la justice, des finances, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie,

Vu la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et notamment l'article 11 ainsi conçu :

« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

« 1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

« 2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et des crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente. »

Vu la loi du 6 août 1905, relative à la répression des fraudes sur les vins et au régime des spiritueux ;

Vu la loi du 29 juin 1907, tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage ;

Vu la loi du 15 juillet 1907, concernant le mouillage et la circulation des vins et le régime des spiritueux ;

Vu le décret du 31 juillet 1906, réglementant les prélèvements, analyses et expertises pour l'application de la loi du 1er août 1905, en ce qui concerne les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I.

VINS.

Article 1er. — Aucune boisson ne peut être détenue ou transportée en vue de la vente, mise en vente ou vendue sous le

nom de vin que si elle provient exclusivement de la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin frais.

Art. 2. — Sont considérées comme frauduleuses, les manipulations et pratiques qui ont pour objet de modifier l'état naturel du vin, dans le but soit de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles ou l'origine du produit, soit d'en diminuer l'altération.

En conséquence, rentre dans les cas prévus par l'article 3 de la loi du 1er août 1905 et par l'article 4 de la loi du 29 juin 1907, le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, sous forme indiquant leur destination ou leur emploi, tous produits, de composition secrète ou non, propres à effectuer les manipulations ou pratiques ci-dessus visées.

Art. 3. — Ne constituent pas des manipulations et pratiques frauduleuses au terme de la loi du 1er août 1905, les opérations ci-après énumérées qui ont uniquement pour objet la vinification régulière ou la conservation des vins :

1° En ce qui concerne les vins :

Le coupage des vins entre eux ;

La congélation des vins, en vue de leur concentration partielle ;

La pasteurisation ;

Les collages au moyen de clarifiants consacrés par l'usage telle que l'albumine pure, le sang frais, la caséine pure, la gélatine pure ou la colle de poisson ;

L'addition du tanin dans la mesure indispensable pour effectuer le collage au moyen des albumines ou de la gélatine ;

La clarification des vins blancs tachés, au moyen du charbon pur ;

Le traitement par l'anhydride sulfureux pur provenant de la combustion du soufre, et par les bisulfites alcalins cristallisés purs. Les quantités employées seront telles que le vin ne retienne pas plus que 350 milligrammes d'anhydride sulfureux, libre ou combiné, par litre. En aucun cas, les bisulfites alcalins ne peuvent être employés à une dose supérieure à 20 grammes par hectolitre ;

2° En ce qui concerne les moûts :

Indépendamment du plâtre et du sucre dans les limites fixées par les lois du 28 juillet 1891 et du 28 janvier 1903 ;

Le traitement par l'anhydride sulfureux et par les bisulfites alcalins dans les conditions fixées ci-dessus pour les vins;

L'addition de tanin ;

L'addition à la cuve d'acide tartrique cristallisé pur dans les moûts insuffisamment acides ;

L'emploi simultané de l'acide tartrique et du sucre est interdit ;

L'emploi des levures sélectionnées.

Art. 4. — Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des vins, il doit être apposé, d'une manière apparente, sur les récipients, emballages, casiers ou fûts, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle le vin est mis en vente.

Cette inscription n'est pas obligatoire pour les bouteilles ou récipients dans lesquel les vins de consommation courante sont emportés séance tenante par l'acheteur ou servis par le vendeur pour être consommés sur place.

Les inscriptions doivent être rédigées sans abréviations, et disposées de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

TITRE II.

VINS MOUSSEUX.

Art. 5. — Les dispositions du titre 1er du présent décret sont applicables aux vins mousseux.

Indépendamment des manipulations et pratiques prévues à l'article 3 ci-dessus, sont considérés comme licites, en ce qui concerne spécialement les vins mousseux :

1° Les manipulations et traitement connus sous le nom de méthode champenoise ;

2° La gazéification par l'addition d'acide carbonique pur.

Aucun vin ne peut être détenu ou transporté en vue de la vente, mise en vente ou vendu sous la seule dénomination de « vin mousseux » que si son effervescence résulte d'une seconde fermentation alcoolique en bouteille, soit spontanée, soit produite suivant la méthode champenoise.

Lorsque l'effervescence d'un vin est produite, même partiellement, par l'addition d'un acide carbonique, il n'est pas interdit d'employer dans sa dénomination le mot mousseux, mais à la condition qu'il soit accompagné du terme « fantaisie » d'un qualificatif différenciant ce vin de ceux prévus à l'alinéa pré-

cèdent, de telle façon qu'aucune confusion ne soit possible dans l'esprit de l'acheteur sur le mode de fabrication employée, la nature et l'origine du produit.

Dans les inscriptions et marques figurant sur les récipients le mot « mousseux » et le qualificatif qui l'accompagne ou le terme « fantaisie » doivent être imprimés en caractères identiques.

TITRE III.

EAUX-DE-VIE ET SPIRITUEUX.

Art. 6. — Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente et de vendre sous les dénominations fixées au présent article, des produits autres que ceux ayant, aux termes dudit article, un droit exclusif à ces dénominations.

Les dénominations d'eau-de-vie de vin, d'alcool de vin ou d'esprit de vin sont réservées au produit provenant de la distillation exclusive du vin, tel qu'il est défini au titre I[er] du présent règlement.

Les dénominations d'eau-de-vie de cidre ou de poiré sont réservées au produit provenant de la distillation exclusive des cidres et poirés.

La dénomination d'eau-de-vie de marc est réservée à l'eau-de-vie provenant de la distillation exclusive des marcs de raisin frais additionnés ou non d'eau.

La dénomination de kirch est réservée aux produits exclusifs de la fermentation alcoolique et de la distillation des cerises ou des merises.

Les dénominations d'eau-de-vie de prunes, mirabelles, quetsch, ou de tous autres fruits sont réservées aux produits exclusifs de la fermentation alcoolique et de la distillation des dits fruits.

La dénomination de genièvre est réservée à la boisson alcoolique obtenue, dans les conditions prévues à l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, par la distillation simple en présence de baies de genièvre, du moult fermenté de seigle, de blé, d'orge ou d'avoine.

La dénomination de rhum ou de tafia est réservée aux produits exclusifs de la fermentation alcoolique et de la distillation

soit du jus de la canne à sucre, soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne.

Art. 7. — Les spiritueux visés à l'article précédent, lorsqu'ils ne proviennent pas en totalité d'une même région ou d'un même cru, ne peuvent être désignés sous l'appellation réservée aux produits de cette région ou de ce cru particulier.

Les mélanges d'eau-de-vie de cidre, de poiré, de prunes, de mirabelles, quetsch ou de tous autres fruits avec de l'eau-de-vie de vin ou avec des alcools d'industrie ainsi que les mélanges d'eau-de-vie de vin et d'alcools d'industrie peuvent être désignés sous le nom d'eau-de-vie.

Les mélanges d'eau-de-vie de marc, de kirch, de rhum ou de tafia avec des eaux-de-vie ou avec des alcools d'industrie peuvent être désignés sous leur nom spécifique, mais accompagnés du terme « fantaisie » ou d'un qualificatif le différenciant des produits définis à l'article précédent, de telle façon qu'aucune confusion ne puisse se produire dans l'esprit de l'acheteur sur la nature ou l'origine des produits.

Dans les inscriptions et marques servant à désigner les mélanges et les spiritueux visés au présent article, la dénomination du produit et le qualificatif qui l'accompagne ou le terme « fantaisie » doivent être imprimés en caractères identiques.

Art. 8. — Sont considérées comme frauduleuses les manipulations et pratiques destinées à modifier l'état naturel des eaux-de-vie et spiritueux dans le but de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles, la composition ou l'origine de ces produits.

En conséquence, rentre dans le cas prévu dans l'article 3 de la loi du 1er août 1905, le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre sous forme indiquant leur destination ou leur emploi, tous produits de composition secrète ou non, pouvant servir à effectuer les manipulations ou opérations ci-dessus visées.

Art. 9. — Dans tous les établissements où s'exerce le commerce de détail des eaux-de-vie et spiritueux, les bouteilles, récipients et emballages renfermant les produits visés au présent titre doivent porter une inscription indiquant, en caractères apparents, la dénomination sous laquelle ces produits sont mis en vente ou détenus en vue de la vente, cette inscription doit être rédigée sans abréviation et disposée de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

TITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX VINS, AUX VINS MOUSSEUX ET AUX EAUX-DE-VIE ET SPIRITUEUX.

Art. 10. — En vue d'assurer la protection des appellations régionales et des crus particuliers réservés au vin, vins mousseux, eaux-de-vie et spiritueux, qui ont par leur origine un droit exclusif à ces appellations, il sera statué ultérieurement, par des règlements d'administration publique sur la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits.

Art. 11— Il est interdit à toutes personnes se livrant au commerce des vins, des eaux-de-vie et spiritueux, de faire figurer sur ses étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients, la mention « propriétaire à », « viticulteur à » suivi du nom d'une région ou d'un cru particulier sur le territoire desquels elle ne possède ni propriété, ni vignoble, ni établissement commercial.

Art. 12. — Lorsqu'un nom de localité constitue une appellation désignant un produit qui a un droit exclusif à cette appellation, les propriétaires, viticulteurs, négociants ou commerçants, résidant dans cette localité, quand ils mettent en vente ou vendent un produit n'ayant pas droit à ladite appellation, ne peuvent faire figurer sur leurs étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients le nom de ladite localité qu'à condition de le faire précéder des mots « propriétaire à », « viticulteur à », « négociant à », « commerçant à » suivi de l'indication du Département ou est située la localité, le tout imprimé en caractères identiques.

Art. 13. — L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur l'origine des produits visés au présent décret, lorsque d'après la convention et les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toute circonstance et sous quelque forme que ce soit, notamment :

1° Sur les récipients et emballages ;

2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tout autre appareil de fermeture ;

3° Dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix-courants, enseignes, affiches, tableaux-réclames, annonces ou tout autre moyen de publicité.

Art. 14. Un délai de six mois, à dater de la publication du présent règlement, est accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions des articles 4, 5, 7, 9, 12 et 13, en ce qui concerne les inscriptions réglementaires.

Art. 15. — Le Ministre de la justice, le Ministre des finances, le Ministre de l'agriculture, le Ministre du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 3 septembre 1907.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
GUYOT-DESSAIGNE.

Le ministre des finances,
J. CAILLAUX.

Le ministre de l'agriculture,
J. RUAU.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
G. DOUMERGUE.

DÉCRET du 11 mars 1908 *(Graisses et huiles)*.

(Ministère de la Guerre.)

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport des Ministres de la justice, des finances, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie,

Vu la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et notamment l'article II ainsi conçu :

« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

« 1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

« 2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales ou de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits

eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures et apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente. »

Vu la loi du 16 avril 1897, sur les fraudes dans la vente des beurres et la fabrication de la margarine, modifiée par la loi du 1er août 1905 sus visée et par la loi du 29 juillet 1907 ;

Vu le décret du 31 juiltet 1906, réglementant les prélèvements, analyses et expertises pour l'application de la loi du 1er août 1905, en ce qui concerne les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles ;

Vu le décret du 9 novembre 1897, modifié par le décret du 29 août 1907, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 23 juillet 1907 sus visée ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Il est défendu de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre :

1° Sous le nom de « saindoux » tout produit ne provenant pas exclusivement des tissus adipeux du porc ;

2° Sous le nom de « saindoux » « pure panne », tout produit ne provenant que de la panne de porc.

Ces produits sont obtenus par extraction à chaud ; ils perdent tout droit à ces appellations lorsqu'ils ont subi ultérieurement une manipulation susceptible de modifier leur composition naturelle ou leur teneur en principes utiles.

Art. 2. — Toute matière grasse comestible concrète à la température de 15°, autres que le beurre et le saindoux, vendue à l'état pur, peut être désignée sous le nom de graisse, mais cette dénomination doit être complétée par l'indication de la matière animale ou végétale dont la graisse est tirée.

Tout mélange concrte à la température de 15° des matières grasses comestibles pures concrètes ou fluides, à l'exception des produits visés par l'article 2 de la loi du 16 avril 1897, doit être désigné, sous une dénomination qui le distingue nettement des graisses pures visées au précédent paragraphe.

Art. 3. — Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre sous la dénomination d'huile d'olives, de noix ou de tout autre fruit ou graine avec ou sans qualificatif une huile ne provenant exclusivement

des olives, des noix ou des fruits ou graines indiqués dans ladite dénomination.

Art. 4. — Les dénominations usitées dans le commerce pour désigner les mélanges de graisse, soit les mélanges d'huile comestible peuvent être accompagnées de l'indication d'un ou de plusieurs des éléments constituant le mélange mais à la condition que la mention complémentaire fasse connaître exactement la proportion dans laquelle le ou les éléments dénommés entrent dans le mélange.

Les dénominations et mentions ci-dessus prévues doivent être imprimées en caractères identiques.

Art. 5. — Il est interdit à toute personne se livrant au commerce des huiles de faire figurer sur ses étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients, l'indication « propriétaire à », « oléiculteur à », « négociant à » ou « commerçant à »... suivi d'un nom, d'une région ou d'une localité dans laquelle elle ne possède ni propriété, ni culture, ni établissement commercial et industriel.

Art. 6. — L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur l'origine des produits visés au présent décret lorsque, d'après la convention, les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits devant être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, et notamment :

1° Sur les récipients et emballages ;

2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tout autre appareil de fermeture ;

3° Dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix-courants, enseignes, affiches, tableaux-réclames, annonces ou tout autre moyen de publicité.

Art. 7. — Dans tous les établissements ou s'exerce le commerce des huiles et des graisses, les produits mis en vente, ou les récipients et emballages qui les contiennent doivent porter une inscription indiquant en caractères apparents la dénomination sous laquelle ces produits sont mis en vente, cette inscription doit être rédigée sans abréviation et disposée de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

L'inscription portée sur les récipients ou emballages, dans lesquels la marchandise est livrée, doit indiquer, en caractères

apparents, soit le poids net, soit le poids brut et la tare d'usage.

Art. 8. — Le présent décret ne sera exécutoire que dans un délai de trois mois à dater de sa publication, en ce qui concerne les articles 4, 5, 6 et 7 dudit décret.

Le Ministre de la justice, le Ministre des finances, le Ministre de l'agriculture, le Ministre du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 mars 1908.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre de la justice,
BRIAND.

Le ministre des finances,
CAILLAUX.

Le ministre de l'agriculture,
J. RUAU.

Le ministre du commerce et de l'Industrie,
J. CRUPPI.

DÉCRET du 28 juillet 1908 (*Bières, cidres, poirés, vinaigres et sirops, liqueurs.*)

(Ministère de l'Agriculture.)

Le Président de la République française,

Sur le rapport des Ministres de la justice, de l'intérieur, des finances, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie,

Vu la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et notamment l'article 11 ainsi conçu :

Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales ou de crus particuliers que les acheteurs pourront

exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente ou la mise en vente.

Vu le décret du 31 juillet 1906, réglementant les prélèvements, analyses et expertises, pour l'application de la loi du 1er août 1905, en ce qui concerne les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE:

Art. 1er. — Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre sous la dénomination de « bières », un produit autre que la boisson obtenue par la fermentation alcoolique d'un moult fabriqué avec du houblon et du malt, d'orge pur ou associé à un poids au plus égal de malt provenant d'autres céréales, de matières amylacées, de sucre interverti ou de glucose.

Art. 2. — Doit être désignée sous le nom de « petite bière » la bière provenant d'un moult dont la densité est inférieure à 2°.

Art. 3. — Ne constituent pas des manipulations et pratiques frauduleuses au terme de la loi du 1er août 1905, les opérations ci-après énumérées, qui ont pour objet la fabrication régulière ou la fabrication de la bière:

1° La clarification, soit en chaudière, soit pendant ou après la fermentation, à l'aide de substances dont l'emploi est déclaré licite par arrêté pris de concert par les Ministres de l'intérieur et de l'agriculture, sur l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique et de l'Académie de médecine;

2° La pasteurisation;

3° L'addition du tanin dans la mesure insdispensable pour effectuer le collage;

4° La coloration au moyen du caramel ou d'extraits obtenus par torréfaction des céréales et substances dont l'emploi est autorisé, dans la fabrication de la bière, par l'article 1er du présent décret;

5° Le traitement par l'anhydride sulfureux pur provenant de la combustion du soufre et par les bisulfites purs à la double condition que la bière ne retienne pas plus de 50 milligrammes d'anhydride sulfureux, libre ou combiné, par litre,

et que l'emploi des bisulfites soit limité à 5 grammes par hectolitre.

Art. 4. — Est interdite l'addition à la bière de tous antiseptiques autres que l'anhydride sulfureux, les bisulfites et ceux qui pourront être ultérieurement autorisés par les formes prévues au paragraphe 1er de l'article 3 ci-dessus.

Art. 5. — Il est interdit de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre des produits désignés sous une appellation ou dans des termes de nature à faire croire que les boissons préparées à l'aide de ces produits peuvent être légalement mélangées à la bière, ou même vendus séparément comme bière.

Art. 6. — Les produits présentés au public comme pouvant servir soit à la fabrication des moults, soit aux manipulations et pratiques autorisées par l'article 3 du présent décret, doivent être désignés sous une appellation faisant connaître expressément la nature et la composition de ces produits.

Art. 7. — Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des bières, il doit être apposé, d'une manière apparente, sur les récipients, emballages, casiers ou fûts, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle la bière est mise en vente.

Cette inscription n'est pas obligatoire pour les bouteilles ou récipients dans lesquels la bière est emportée séance tenante par l'acheteur, ou servie par le vendeur pour être consommée sur place.

Les inscriptions doivent être rédigées sans abréviation et disposées de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

Art. 8. — L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur le lieu de fabrication de la bière, lorsque d'après la convention ou les usages, la désignation de ce lieu de fabrication devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment :

1° Sur les récipients ou emballages ;

2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tout autre appareil de fermeture ;

3° Dans les papiers de commerce, factures, catalogues, pros-

pectus, prix-courants, enseignes, affiches, tableaux-réclames, annonces ou tout autre moyen de publicité.

Art. 9. — Un délai de six mois, à dater de la publication du présent règlement, est accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions des articles 6, 7 et 8, en ce qui concerne les inscriptions réglementaires.

Art. 10. — A titre transitoire, les arrêtés ministériels prévus à l'article 3 ci-dessus pourront être pris sans le double avis préalable de l'Académie de médecine et du Conseil supérieur d'hygiène publique, sauf revision desdits arrêtés, après avis de ces deux corps, dans l'année qui suivra la publication du présent décret.

Art. 11. — Le Ministre de la justice, le Ministre de l'intérieur, le Ministre des finances, le Ministre de l'agriculture, le Ministre du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à bord du cuirassé *Vérité*, en rade de Revel, le 28 juillet 1908.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,
A. BRIAND.

Le président du conseil, ministre de l'intérieur,
G. CLÉMENCEAU.

Le ministre des finances,
J. CAILLAUX.

Le ministre de l'agriculture,
J. RUAU.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
J. CRUPPI.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport des Ministres de la justice, de l'intérieur, des finances, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie,

Vu la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et notamment l'article II ainsi conçu :

« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

« 1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

« 2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente ou de la mise en vente. »

Vu le décret du 31 juillet 1905, réglementant les prélèvements, analyses et expertises pour l'application de la loi du 1er août 1905, en ce qui concerne les boissons, les denrées alimentaires et produits agricoles ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Aucune boisson ne peut être détenue ou transportée en vue de la vente, mise en vente ou vendue : 1° sous le nom de *cidre*, si elle ne provient exclusivement de la fermentation du jus de pomme fraîche ou d'un mélange de pomme ou de poire fraîche, extrait avec ou sans addition d'eau potable ; 2° sous le nom de *poiré*, si elle ne provient exclusivement de la fermentation de poire fraîche, extrait avec ou sans addition d'eau potable.

Art. 2. — La dénomination de « cidre pur jus » ou « poiré pur jus » est réservée au cidre ou au poiré obtenu sans addition d'eau.

La dénomination de « cidre » ou « poiré » est réservée au cidre ou poiré contenant au moins :

3° 5 d'alcool acquit ou en puissance ;

12 grammes d'extrait sec à 100° (sucre déduit par litre) ;

1 gr. 2 de matière minérale (cendres par litre).

Tout cidre ou poiré présentant dans sa composition des quantités d'alcool d'extrait ou de matière minérale inférieure à l'une quelconque des limites fixées par le présent règlement, doit être dénommé « petit cidre » ou « petit poiré ».

Art. 3. — Sont considérées comme frauduleuses les manipulations et pratiques qui ont pour objet de modifier la composition du cidre et du poiré défini à l'article ci-dessus, dans le but soit de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles ou l'origine du produit, soit d'en dissimuler l'altération.

En conséquence, rentre dans le cas prévu par l'article 3, § 4 de la loi du 1er août 1905, le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, sous forme indiquant leur destination ou leur emploi, tout produit, de composition secrète ou non, propre à effectuer les manipulations ou pratiques ci-dessus visées.

Il en est de même du fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre des produits désignés sous une appellation ou dans des termes de nature à faire croire que les boissons fabriquées avec ces produits peuvent être légalement mélangées au cidre et poiré, ou même vendues séparément comme cidre et poiré.

Art. 4. — Ne constituent pas des manipulations ou pratiques frauduleuses, au terme de la loi du 1er août 1905, les opérations ci-après énumérées qui ont uniquement pour objet la préparation régulière ou la conservation des cidres et poirés :

1° En ce qui concerne les cidres et les poirés :

Le coupage des cidres entre eux ;

Le coupage des poirés entre eux ;

Le coupage des cidres avec des poirés ;

L'emploi du sucre (saccharose) en vue de l'édulcoration des cidres et poirés ou de la préparation des cidres et poirés mousseux ;

Les collages au moyen de clarifiants tels que : l'albumine pure, la caséine pure, la gélatine pure ou la colle de poisson ou tout autre produit dont l'usage pourra être déclaré licite par arrêté pris de concert par les Ministres de l'intérieur et de l'agriculture, sur l'avis du Conseil Supérieur d'hygiène publique et de l'Académie de médecine ;

L'addition de tannin ;

La pasteurisation ;

Le traitement par l'anhydride sulfureux pur provenant de la combustion du soufre et par les bisulfites alcalins cristallisés purs, à la condition que le cidre ou poiré ne retienne pas plus de 100 milligrammes d'anhydride sulfureux, libre ou combiné, par litre, et que l'emploi des bisulfites alcalins soit limité à 10 grammes par hectolitre ;

L'addition d'acide tartrique ou d'acide citrique à la dose maximum de 500 milligrammes par litre ;

La coloration à l'aide de la cochenille, du caramel, de l'infusion de chicorée, ou de tout autre substance colorante dont l'emploi pourra être déclaré licite dans les formes fixées au paragraphe 6 du présent article ;

2° En ce qui concerne les moûts :

L'addition de sucre (saccharose) ;

L'addition de tanin, de phosphate d'ammoniaque cristallisé pur, et de phosphate de chaux pur ;

Le traitement par l'anhydride sulfureux et les bisulfites alcalins, dans les conditions fixées ci-dessus pour les cidres et poirés ;

L'emploi des levures sélectionnées.

Art. 5. — Aucun cidre ou poiré ne peut être détenu ou transporté en vue de la vente, mis en vente ou vendu sous la seule dénomination « cidre mousseux » ou « poiré mousseux » que si son effervescence résulte d'une prolongation d'une fermentation alcoolique.

Lorsque l'effervescence d'un cidre ou d'un poiré est produite, même partiellement, par l'addition d'acide carbonique, il n'est pas interdit d'employer dans sa dénomination le mot « mousseux », mais à la condition qu'il soit accompagné du terme « fantaisie » ou d'un qualificatif différenciant ce cidre ou poiré prévu à l'alinéa précédent, de telle façon qu'aucune confusion ne soit possible dans l'esprit de l'acheteur sur le mode de fabrication employé, la nature ou l'origine du produit.

Dans les inscriptions et marques figurant sur les récipients, le mot « mousseux » et le qualificatif qui l'accompagne ou le terme « fantaisie » doivent être imprimés en caractères identiques.

Art. 6. — Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des cidres et poirés, il doit être apposé, d'une manière apparente sur les récipients, emballages, casiers ou fûts, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle le cidre ou le poiré est mis en vente.

Cette inscription n'est pas obligatoire pour les bouteilles ou récipients dans lesquels le cidre ou le poiré est emporté séance tenante par l'acheteur ou servi par le vendeur pour être consommé sur place.

Les inscriptions doivent être rédigées sans abréviations et disposées de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

Art. 7. — L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou l'origine des cidres ou poirés, lorsque, d'après la convention et les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces boissons devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment :

1° Sur les récipients et emballages ;

2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons ou tout autre appareil de fermeture ;

3° Dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix-courants, enseignes, affiches, tableaux-réclames, annonces ou tout autre moyen de publicité.

Art. 8. — Un délai de six mois, à dater de la publication du présent règlement, est accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions des articles 5, 6 et 7, en ce qui concerne les inscriptions réglementaires.

Art. 9. — A titre transitoire, les arrêtés ministériels prévus à l'article 4 ci-dessus pourront être pris sans le double avis préalable de l'Académie de médecine et du Conseil supérieur d'hygiène publique, sauf révision desdits arrêtés, après avis de ces deux corps, dans l'année qui suivra la publication du présent décret.

Art. 10. — Les Ministres de la justice, de l'intérieur, des finances, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à bord du cuirassé *Vérité*, en rade de Revel, le 28 uillet 1908.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,
A. BRIAND.

Le président du conseil, ministre de l'intérieur,
G. CLÉMENCEAU.

Le ministre des finances,
J. CAILLAUX.

Le ministre de l'agriculture,
J. RUAU.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
J. CRUPPI.

DÉCRET

Le Président de la République française,

Sur le rapport des Ministres de la justice, de l'intérieur, des finances, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie,

Vu la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et notamment l'article II ainsi conçu :

« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

« 1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

« 2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente. »

Vu le décret du 31 juillet 1906, réglementant les prélèvements, analyses et expertises, pour l'application de la loi du 1er août 1905, en ce qui concerne les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Article 1er. — La dénomination de vinaigre est réservée aux produits obtenus par la fermentation acétique de boissons ou dilutions alcooliques et renfermant au moins 6 0/0 d'acide acétique.

Art. 2. — Il est interdit de détenir et de transporter en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre sous la dénomination de vinaigre de vin, vinaigre de cidre ou vinaigre de bière, un produit ne provenant pas exclusivement de la fermentation acétique du vin, du cidre ou de la bière. Le minimum de teneur acétique fixé à l'article 1e n'est pas applicable aux produits naturels visés au présent paragraphe.

La désignation d'un vinaigre par simple adjonction d'un

nom de localité ou de région viticoles ne peut s'appliquer qu'à des vinaigres de vin.

Art. 3. — Les mélanges de vinaigre provenant de boissons alcooliques avec des vinaigres d'alcool peuvent être désignés sous une dénomination faisant apparaître l'un des éléments du mélange, mais à la condition qu'une mention complémentaire fasse connaître exactement la proportion dans laquelle l'élément dénommé entre dans le mélange.

Les dénominations et mentions ci-dessus prévues doivent être imprimées en caractères identiques.

Art. 4. — Est interdit, dans la fabrication des vinaigres, l'emploi d'acide acétique, d'acide pyroligneux, d'acides minéraux et de vinasse.

Est également interdite l'addition au vinaigre de ces mêmes produits.

Art. 5. — Ne constituent pas des manipulations frauduleuses aux termes de la loi du 1er août 1905 :

1° L'addition au vinaigre des substances destinées exclusivement à les aromatiser ;

2° La coloration artificielle des vinaigres au moyen de caramel, de cochenille, d'orseille ou de toutes autres matières colorantes dont l'emploi aura été déclaré licite par arrêté pris de concert par les Ministres de l'agriculture et de l'intérieur, sur avis du Conseil supérieur d'hygiène publique et de l'Académie de médecine.

Toutefois, en cas de coloration artificielle, afin d'éviter toute confusion dans l'esprit de l'acheteur, sur la nature des vinaigres du fait de leur coloration, la dénomination employée doit être accompagnée du qualificatif « coloré ». La dénomination et le terme « coloré » doivent être imprimés en caractères identiques.

Art. 6. — Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail de vinaigre, il doit être apposé, d'une manière apparente sur les récipients, emballages, casiers ou fûts, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle les vinaigres sont mis en vente. Cette inscription doit être rédigée sans abréviation et disposée de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

Art. 7. — L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature

ou sur l'origine des produits visés au présent décret, lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment :

1° Sur les récipients et emballages ;

2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tout autre appareil de fermeture ;

3° Dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix-courants, enseignes, affiches, tableaux-réclames, annonces ou tout autre moyen de publicité.

Art. 8. — Un délai de six mois, à dater de la publication du présent règlement, est accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions des articles 2, 3, 5, 6 et 7, en ce qui concerne les inscriptions réglementaires.

Art. 9. — A titre transitoire, les arrêtés ministériels prévus à l'article 5 ci-dessus pourront être pris sans le double avis préalable de l'Académie de médecine et du Conseil supérieur d'hygiène publique, sauf révision desdits arrêtés, après avis de ces deux corps, dans l'année qui suivra la publication du présent décret.

Art. 10. — Les Ministres de la justice, de l'intérieur, des finances, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à bord du cuirassé *Vérité*, en rade de Revel, le 28 juillet 1908.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,
A. BRIAND.

Le Président du conseil, ministre de l'intérieur,
G. CLÉMENCEAU.

Le ministre des finances,
J. CAILLAUX.

Le ministre de l'agriculture,
J. RUAU.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
J. CRUPPI.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur les rapports des Ministres de la justice, de l'intérieur, des finances, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie,

Vu la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et notamment l'article II, ainsi conçu :

« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

« 1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

« 2° Les inscriptions et marques indiquant, soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et des crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente. »

Vu le décret du 31 juillet 1906, réglementant les prélèvements, analyses et expertises pour l'application de la loi susvisée du 1er août 1905, en ce qui concerne les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles ;

Vu la loi du 30 janvier 1907 (article 17) interdisant dans la fabrication des absinthes, bitters, amers et produits similaires, l'emploi de tout produit chimique pour suppléer aux essences naturelles provenant de la macération ou de la distillation des plantes ainsi que l'importation, la circulation et la mise en vente des absinthes, bitters, amers et produits similaires contenant ces ingrédients chimiques ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — La dénomination de « liqueur » est réservée aux eaux-de-vie ou alcools aromatisés, soit par macération de substances végétales, soit par distillation, en présence de ces mêmes substances, soit par addition des produits de la distilla-

tion des dites substances en présence de l'alcool ou de l'eau, soit par l'emploi combiné de ces divers procédés.

Les préparations ainsi obtenues peuvent être édulcorées au moyen de sucre, de glucose ou de miel.

Art. 2. — Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre sous les dénominations fixées au présent article. des produits autres que ceux ayant, au terme du dit article, un droit exclusif à ces dénominations :

1° La dénomination de « sirop » ou « de sirop de sucre » est réservée aux dissolutions de sucre « saccharose » dans l'eau;

2° La dénomination de « sirop », accompagnée de l'indication de l'espèce ou des espèces prédominantes de fruits entrant dans la fabrication, est réservée aux sirops composés de sucre ou de sirop de sucre et de jus de fruits.

Toutefois, la dénomination de « sirops de citron, de limon ou d'orange », peut s'appliquer aux sirops composés de sirops de sucre additionnés d'acide citrique et de l'alcoolat de ces fruits ou de leur essence ;

3° La dénomination de « sirop de grenadine » est réservée au sirop de sucre, additionné d'acide citrique ou d'acide tartrique et aromatisé au moyen de substances végétales ;

4° La dénomination de « sirop d'orgeat » est réservée au sirop composé de sucre et de lait d'amandes ;

5° La dénomination de « sirop de moka » ou de « sirop de café » est réservée au sirop de sucre additionné d'extrait de café ;

6° La dénomination de « sirop de gomme » est réservée au sirop de sucre additionné de gomme arabique ou de gomme du Sénégal dans la proportion minimum de 20 grammes par litre.

Art. 3. - Doivent être désignés sous leur nom spécifique suivi du terme « fantaisie » ou de tout autre qualificatif différenciant le produit de ceux visés à l'article précédent :

1° Les sirops dans la préparation desquels le glucose est substitué même partiellement au sucre « saccharose » ;

2° Les sirops additionnés d'acide tartrique autre que le sirop de grenadine ;

Les sirops additionnés d'acide citrique autres que les sirops de citron, de limon, d'orange et de grenadine.

Art. 4. — L'emploi, dans la fabrication des liqueurs et des sirops, de matières colorantes, est autorisé dans les conditions fixées à l'article 7, sans qu'il soit nécessaire de faire mention de cet emploi dans la dénomination spécifique du produit.

Toutefois, lorsque les liqueurs ou les sirops de cassis, de cerise, de merise, de groseille ou de framboise ont été additionnés d'une matière colorante, leur dénomination spécifique doit être accompagnée du qualificatif « coloré », ou du terme « fantaisie ».

Art. 5. — Lorsque l'arôme des liqueurs ou sirops est obtenu, même partiellement, par addition de produits chimiques, dans les conditions fixées à l'article 7 ci-dessous, les liqueurs et sirops doivent être désignés sous leur nom spécifique accompagné de qualificatif « artificiel ».

Art. 6. — Dans les inscriptions et marques servant à désigner les produits visés au présent décret, la dénomination du produit et le qualificatif qui l'accompagne ou les termes « fantaisie », « coloré ou artificiel » doivent être imprimés en caractères identiques.

Art. 7. — Est interdit l'emploi, dans la fabrication des liqueurs et sirops:

1° De matières colorantes autres que celles dont l'usage est déclaré licite par arrêté pris de concert par les Ministres de l'intérieur et de l'agriculture, sur l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique et de l'Académie de médecine;

2° De produits chimiques, aromatiques et de substances amères autres que ceux autorisés dans les conditions ci-dessus et sans préjudice des interdictions spéciales édictées par l'article 17 de la loi susvisée du 30 janvier 1907;

3° De produits antiseptiques dont l'emploi ne serait pas déclaré licite dans les formes fixées au § 1er du présent article;

4° De résine, en ce qui concerne les absinthes et liqueurs similaires.

Art. 8. — Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des liqueurs et sirops, il doit être apposé, d'une manière apparente, sur les récipients, emballages, casiers ou fûts, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle les liqueurs et sirops seront mis en vente.

Les inscriptions doivent être rédigées sans abréviations et disposées de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

Art. 9. — L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur l'origine des produits visés au présent décret, lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment :

1° Sur les récipients et emballages ;

2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tout autre appareil de fermeture ;

3° Dans les papiers de commerce, factures ou catalogues, prospectus, prix-courants, enseignes, affiches, tableaux-réclames, annonces ou tout autre moyen de publicité.

Art. 10. — Un délai de six mois, à dater de la publication du présent règlement, est accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions des articles 3, 4, 5, 6, 8 et 9, en ce qui concerne les inscriptions réglementaires.

Art. 11. — A titre transitoire, les arrêtés ministériels prévus à l'article 7 ci-dessus pourront être pris sans le double avis préalable de l'Académie de médecine et du Conseil supérieur d'hygiène publique, sauf révision desdits arrêtés, après avis de ces deux corps, dans l'année qui suivra la publication du présent décret.

Art. 12. — Les Ministres de la justice, de l'intérieur, des finances, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à bord du cuirassé *Vérité*, en rade de Revel, le 28 juillet 1908.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,
A. BRIAND

Le président du conseil, ministre de l'intérieur,
G. CLÉMENCEAU.

Le ministre des finances,
J. CAILLAUX.

Le ministre de l'agriculture,
J. RUAU.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
J. CRUPPI.

MATIÈRES COLORANTES DES LIQUEURS ET SIROPS.

(Arrêté du 4 août 1908).

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur et le Ministre de l'agriculture,

Vu la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles;

Vu le décret du 28 juillet 1908, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 aux sirops et liqueurs, et notamment les articles 7 et 11 ainsi conçus :

« Art. 7. — Est interdit l'emploi dans la fabrication des liqueurs et sirops :

« 1° De matières colorantes autres que celles dont l'usage est déclaré licite par arrêté pris de concert par les Ministres de l'intérieur et de l'agriculture, sur l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique et de l'Académie de médecine.

« Art. 11. — A titre transitoire, les arrêtés ministériels prévus à l'article 7 ci-dessus pourront être pris sans le double avis préalable de l'Académie de médecine et du Conseil supérieur d'hygiène publique, sauf révision des dits arrêtés, après avis de ces deux corps, dans l'année qui suivra la publication du présent décret. »

Vu l'avis émis par le Conseil supérieur d'hygiène publique,

ARRÊTENT :

Article 1er. — Est autorisée dans la fabrication des liqueurs et sirops, l'emploi des matières colorantes ci-après énumérées :

1° Matières colorantes végétales, à l'exception de la gomme-gutte et de l'aconit napel;

2° Matières colorantes dérivées de la houille :

Couleurs roses.

Eosine (tétrabromo-fluorescéine).

Erythrosine (dérivés méthylés et éthylés de l'éosine).

Rose bengale-phloxine (dérivés iodés et bromés de la fluorescéine chlorée).

Rouges de Bordeaux-Ponceau (résultant de l'action des dérivés sulfo-conjugués du naphtol sur les diazoxylines).

Fuchsine acide (sans arsenic et préparée par le procédé Coupier).

Couleurs jaunes.

Jaune acide, jaune d'or, etc... dérivés sulfo-conjugués du naphtol).

Couleurs bleues.

Bleu de Lyon, bleu lumière, bleu Coupier, etc... (dérivés de la rosaniline triphénylée ou de la diphélynamine).

Couleurs vertes.

Mélange de bleu et de jaune ci-dessus.

Vert malachite (étherchlorhydrique du tétraméthyldiamido-triphényl-carbinol).

Couleurs violettes.

Violet de Paris ou de méthylaniline.

Le Directeur de l'Hygiène et de l'Assistance publique et le Chef du service de la Répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 4 août 1908.

Le président du conseil,
ministre de l'intérieur,
G. CLÉMENCEAU.

Le ministre de l'agriculture,
J. RUAU.

N° 411. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française l'arrêté ministériel du 1er août 1906, relatif au prélèvement des échantillons sur les boissons, denrées alimentaires et produits agricoles suspects de fraude et de falsification.*

(31 décembre 1917).

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles;

Vu l'arrêté, n° 1163, du 12 décembre 1914, promulguant à la Guyane française le décret du 14 septembre 1914, portant règlement d'administration publique pour l'application

dans la colonie de la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications ;

Vu la décision du Gouverneur, n° 85, en date du 25 janvier 1915, instituant la Commission permanente prévue pour l'application de la loi du 1er août 1905, conformément à l'avis exprimé à l'unanimité par cette Commission dans sa séance du 18 décembre 1917 ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er.— Est promulgué à la Guyane française l'arrêté ministériel du 1er août 1906, relatif au prélèvement des échantillons sur les boissons, les denrées alimentaires et produits agricoles suspects de fraude et de falsification.

Art. 2.— Le Secrétaire général et le Procureur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 31 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., E. DEBUC.

Le Procureur général p. i., DELPRAT.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL du 1er août 1906.

(Ministère de l'Agriculture).

Le Ministre de l'agriculture, le Ministre du commerce, du travail et de l'industrie,

Vu la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ;

Vu le règlement d'administration publique, en date du 31 juillet 1906, rendu pour l'application de la loi ;

Vu notamment l'article 3 dudit décret établissant que l'avis de la Commission technique permanente, instituée par décret

du 15 décembre 1905, est obligatoire pour la détermination des conditions matérielles des prélèvements d'échantillons;

Vu l'article 7 du même décret, portant que la Commission technique permanente déterminera pour chaque produit la quantité à prélever, les précautions à prendre pour le transport et la conservation des échantillons, et enfin les procédés à employer pour obtenir des échantillons bien homogènes;

Vu l'avis de la Commission technique permanente;

Sur le rapport du Directeur de l'agriculture,

ARRÊTENT :

Article 1er. — Chaque prélèvement comporte toujours la prise de quatre échantillons.

Ces quatre échantillons doivent être identiques.

Art. 2. — Les échantillons prélevés doivent remplir les conditions suivantes :

I. — LIQUIDES

A. — Liquides vendus en litres, demi-litres, bouteilles, demi-bouteilles, flacons, cruchons, portant des cachets, marques et étiquettes d'origine :

1. *Vins, Vinaigres, Cidres, Poirés.* — Un litre ou une bouteille par échantillon.

2. *Bières.* — Une bouteille ou une canette.

3. *Eaux-de-vie, Cognac, Armagnac, Rhum, Kirch, Apéritifs divers, Liqueurs, Sirops.* — Une bouteille de 75 centilitres ou un demi-litre par échantillon.

4. *Huiles.* — Une bouteille ou une carafe d'un demi-kilogramme par échantillon.

5. *Lait stérilisé.* — Une bouteille ou une carafe d'un demi-litre par échantillon.

6. *Eau-de-vie blanche, Esprit de vin, Alcool dénaturé, Alcool à brûler.* (Ces produits sont généralement vendus en litres). Déboucher un de ces litres et en partager le contenu dans quatre flacons d'un quart de litre propres et secs qu'on bouchera avec des bouchons neufs.

On mentionnera au procès-verbal la disposition et le libellé des étiquettes portées sur le litre ainsi employé; si possible décoller ces étiquettes et les joindre au procès-verbal.

B. — Liquides contenus dans des fûts, réservoirs, bidons, estagnons, intacts ou en vidange.

Les quatre échantillons devront provenir d'un même récipient. Si celui-ci n'est pas encore entamé, s'il est intact, on devra relever minutieusement toutes les marques, cachets, ou inscriptions dont le récipient est revêtu pour les mentionner au procès-verbal, avant de procéder au prélèvement, lequel se fera, soit en piquant le fût avec un foret ou une vrille, soit par tout autre moyen approprié.

On tirera dans un vase quelconque, sec et propre (baquet, terrine, broc, etc...) une quantité de liquide suffisante pour constituer les quatre échantillons, puis on répartira ce liquide entre les quatre bouteilles de prélèvement.

Si l'on ne dispose pas d'un vase sec et propre, et qu'on soit dans l'obligation de remplir les quatre bouteilles de prélèvement en tirant directement au fût, par exemple, on devra s'y prendre à deux reprises, c'est-à-dire qu'on commencera par remplir les quatre bouteilles à moitié seulement, puis on les reprendra, dans le même ordre, pour achever de les remplir.

On indiquera soigneusement au procès-verbal la nature du récipient d'où l'on aura tiré le liquide prélevé, sa contenance approximative et, s'il était en vidange, la quantité de liquide qu'il contenait encore au moment du prélèvement.

Dans le cas où le liquide a été mis en bouteilles prêtes à la vente, par le détaillant, on débouchera un nombre suffisant de bouteilles dont on mélangera le contenu dans un vase sec et propre, on remplira avec ce liquide les quatre bouteilles de prélèvement.

Les précautions spéciales à chaque cas, ainsi que les quantités à prélever pour chaque échantillon, sont indiquées ci-après.

Les bouteilles de prélèvement devront toujours être propres et sèches, complètement remplies et bouchées avec des bouchons de liège neufs.

7. *Vins.* — Bouteilles d'un litre ou de 800 centimètres cubes au moins, autant que possible en verre blanc, entièrement propres, sèches, sans aucune odeur.

Elles seront, si elles ont déjà servi, lavées à l'eau de cristaux à 5 p. 100, rincées à l'eau froide, puis complètement égouttées. Si elles doivent servir aussitôt après le lavage, elles subiront un second rinçage avec un centilitre du vin prélevé.

Sur wagon-réservoir, la prise du volume nécessaire se fera par le robinet de tirage, après avoir laissé écouler et rejeter le premier centilitre.

Sur fût, la prise se fera à l'aide d'un trou de fausset fait au foret sur l'un des fonds, à 10 centimètres environ des bords ; le trou sera garni d'un ajustage métallique d'écoulement et celui-ci assuré par un trou de fausset fait à la partie supérieure du fût.

On devra avoir soin que les bouteilles ne soient pas plus froides que le vin au moment de l'embouteillage.

8. *Laits.* — Un quart de litre par échantillon, soit un litre pour les quatre échantillons. On prélèvera dans des bouteilles de verre blanc propres, sèches et sans odeur. Avant de les boucher on introduira dans chacune d'elles une pastille rouge spéciale de bichromate de potasse.

Lorsque le prélèvement portera sur du lait en cours de débit, c'est-à-dire placé dans une terrine, sur le comptoir ou dans un pot ouvert, on mélangera soigneusement avec une louche le lait avec la crème montée à la surface avant de remplir les bouteilles de prélèvement.

Si le prélèvement porte sur des pots ou bidons intacts, on relèvera la nature des cachets et des marques dont ils sont revêtus avant de procéder à leur ouverture ; on en fera mention au procès-verbal.

On transvasera le lait du pot sur lequel on se propose de faire un prélèvement dans un pot vide semblable, puis on le reversera dans le premier ; ce double transvasement n'a d'autre but que de rendre le liquide homogène, c'est-à-dire de mélanger le lait avec sa crème. On prélèvera alors le lait au moyen d'une louche et en se servant d'un entonnoir on remplira les quatre bouteilles.

Si l'on ne dispose d'un pot vide pour effectuer le transvasement favorable au mélange du lait avec sa crème, on agitera fortement le pot avant de l'ouvrir, puis on s'efforcera d'en rendre le contenu homogène en le brassant avec une louche, on devra alors en verser quelques litres dans un vase quelconque sec et propre et se servir de ce liquide pour remplir les quatre fioles de prélèvement. Si l'on ne dispose d'aucun vase sec et propre convenable, on prendra directement dans le pot avec la louche et on remplira tout d'abord les bou-

teilles de prélèvement à moitié seulement, puis on les reprendra dans le même ordre pour achever de les remplir.

On pourra faire autant de prélèvements, c'est-à-dire prélever autant de fois quatre échantillons qu'il y a de pots.

On pourra aussi faire un prélèvement moyen sur plusieurs pots. Dans ce cas, après avoir agité soigneusement ceux-ci, on versera quelques litres de chacun d'eux dans un pot vide, ou dans un vase sec et propre et on remplira les fioles de prélèvement avec ce mélange.

On indiquera au procès-verbal le nombre des pots ainsi employés à ce prélèvement moyen ainsi que les marques et cachets dont ils étaient revêtus. On devra se munir, pour les prélèvements de lait, d'une louche et d'un entonnoir.

9. *Bières, Cidres et Poirés.* — Prélever un litre environ par échantillon, dans des bouteilles résistantes (les bouteilles de genre Vichy suffisent). Le bouchon devra être maintenu soit avec une ficelle, soit avec du fil de fer.

Dans le cas de la bière, si celle-ci est tirée au fût au moyen d'une pompe, on aura soin de laisser perdre le liquide qui a séjourné dans les tuyaux de la pompe, soit un quart ou un demi litre, avant de faire le prélèvement.

10. *Vinaigres.* — Un litre.

11. *Cognac, Armagnac, Rhum, Kirch, Marc, Apéritifs divers.* — (Absinthe, Vermouth, Bitter, Amer, Quinquina, etc...) *Liqueurs, Sirops.* — Un demi-litre.

12. *Huiles.* — Un quart de litre.

Si on constate la présence d'un dépôt ou si l'huile s'est épaissie, ce qui est le cas pour certaines huiles en hiver, on devra mélanger et prélever l'huile trouble On devra prélever les échantillons dans les fioles d'un quart de litre, en verre blanc, autant que possible.

13. *Eau-de-vie blanche, Esprit de vin, Alcool à brûler, Alcool dénaturé.* — Un quart de litre.

II. — Matières grasses, pateuses ; semi-fluides.

(A prélever en pots ou bocaux.)

Pour les produits vendus en pots ou bocaux d'origine, on prélèvera quatre échantillons semblables ; après s'être assuré que leur marque, étiquettes ou cachets sont identiques.

14. *Moutardes.* — Pot de 75 grammes environ.

15. *Confitures, Miel.* — Pot de 250 grammes environ.

Pour les produits vendus au détail, on placera les échantillons dans des pots de verre, de porcelaine, de terre vernissée du genre des pots employés habituellement pour les confitures ; on s'assurera qu'ils sont propres et secs. La matière prélevée sera recouverte d'un disque de papier paraffiné, parcheminé, ou même de papier blanc ordinaire, puis on recouvrira le pot d'un papier propre solide, que l'on liera avec une ficelle.

16. *Beurres, Graisses alimentaires diverses. Saindoux, Fromages mous.* — 200 grammes environ par échantillon.

Pour les beurres, quand le prélèvement se fera sur la motte, on se servira du fil, du couteau ou de la sonde et on aura soin de prendre en tous les points, en se rappelant que certaines mottes sont fourrées, c'est-à-dire que le milieu n'a pas la même qualité que l'extérieur.

On prendra ainsi 800 grammes de matière qu'on malaxera au couteau sur une feuille de papier, et dont on fera quatre parts semblables, qui seront placées dans les pots de prélèvement

17. *Confitures, Compotes, Mie's.* — 200 grammes par échantillon.

Prendre toute précaution pour assurer la ressemblance des échantillons.

18. *Gâteaux mous.* — (Eclairs, tartes, etc.....) 125 grammes par échantillon.

On constituera les échantillons, par un même nombre de gâteaux semblables, si ceux-ci sont petits, s'il s'agit d'une pâtisserie, on prendra des tranches semblables.

19. *Moutarde en pâte* — 75 grammes environ par échantillon.

Dans ce cas, le prélèvement ne se fera plus en pot du genre des pots à confiture, comme précédemment, on emploiera des petits pots de 100 grammes qui pourront être bouchés au liège.

On recouvrira le bouchon d'une feuille de papier qui sera fixé au moyen de ficelle.

III. — Matières a prélever en bocaux pour éviter la dessication.

Ces produits seront prélevés dans des bocaux propres et secs qui seront bouchés avec un bouchon de liège propre et sans odeur. Le bouchon sera recouvert d'une feuille de papier qu'on liera sur le col du bocal avec de la ficelle.

On prélèvera environ un kilogramme de matière qu'on étalera sur une feuille de papier propre, puis, après l'avoir bien mélangée, on fera quatre tas semblables, égaux, qui constitueront les échantillons de prélèvement de 250 grammes environ.

20 — *Cafés verts et grillés, en grains ou moulus.* — Dans le cas d'un café en poudre on prélèvera en même temps, quand cela sera possible, le café grillé en grains dont le café moulu est dit provenir.

21. — *Farines.* — Si le prélèvement porte sur un sac scellé, on prendra la sonde dans toutes les parties du sac ; on recueillera les produits des sondages sur une feuille de papier jusqu'à ce que l'on ait obtenu la quantité nécessaire aux quatre échantillons.

22. — *Sel de table, sel marin, sel raffiné, sel blanc.* — Ils sont en boîte ou en flacon d'origine, on en prélèvera quatre échantillons semblables de 250 grammes.

IV. — Produits solides ou en poudre.

Lorsque ces produits seront vendus en paquets, boîtes, tubes, flacons d'origine, on prélèvera quatre échantillons semblables, après s'être assuré qu'ils sont identiques.

23. — *Cacao et chocolat en poudre et granulé.* — Boîte de 250 grammes.

24. — *Thés.* — Boîte ou paquet de 125 grammes.

25. — *Chicorées.* — Paquet de 125 grammes.

26. — *Produits de la confiserie.* — Boîte, paquets ou flacons de 125 grammes.

27. — *Pâtes alimentaires, tapioca, sagou, salep, arrow-root.* — Paquet ou boîte de 125 grammes.

28. — *Sucre vanillé ou à la vanilline.* — Sachet ou boîte de 25 grammes.

29. — *Moutarde en poudre.* — Boîte de 125 grammes.

Lorsqu'on prélèvera des produits en poudre, en grains ou

en petits fragments, vendus au détail, on prendra la quantité nécessaire pour constituer les quatre échantillons, on la placera sur une feuille de papier propre, puis on mélangera avec soin et on partagera en quatre tas semblables formant les quatre échantillons, chacun d'eux sera placé dans un sac de papier, qui ne devra pas porter de marque.

30. — *Poivre en grains.* — 100 grammes par échantillon.

31. — *Poivre en poudre, quatre épices, piments, gingembre, canelle, muscade et girofle.* — Echantillon de 50 grammes.

Dans le cas où le produit aura été moulé par le débitant, on fera un prélèvement sur le produit en grains, ou entier, qui aura servi à préparer la poudre.

32. — *Safran.* — 10 grammes par échantillon.

33. — *Sucre en poudre.* — 125 grammes par échantillon.

34. — *Thés.* — 125 grammes par échantillon.

35. — *Pastilles et bonbons de chocolat, bonbons divers, boules de gomme, dragées, pastilles diverses.* — 125 grammes environ par échantillon.

36. — *Pâtes alimentaires, semoules.* — 100 grammes par échantillon.

37. — *Fleurages.* — 250 grammes par échantillon.

Pour les produits en tablettes, en bâtons, en pains, en pièces pouvant être débités en les vendant à l'unité, on relèvera les marques, cachets et étiquettes dont ils sont revêtus et on en mentionnera au procès-verbal le texte et la disposition. Chaque échantillon sera enveloppé d'une feuille de papier sans marque ou placé dans une feuille de papier sans marque.

38. — *Chocolat en tablette.* — *Bâtons, croquettes, objets en chocolat.* — 125 grammes par échantillon.

39. — *Pâtisserie sèche, petits fours, biscuits.* — 250 grammes par échantillon.

40. — *Sucre de réglisse.* — 50 grammes par échantillon.

41. — *Vanille en gousses.* — Ce produit est généralement vendu en tube de 2 à 3 gousses, on prélèvera quatre tubes semblables

Les produits suivants seront soigneusement enveloppés dans une feuille de papier parcheminé ou paraffiné, puis enfermés dans une feuille de papier sans marque.

42. — *Pain d'épice.* — 250 grammes par échantillon.

43. — *Fruits secs, fruits confits ou glacés.* — 125 grammes par échantillon.

44. — *Produits de la charcuterie : saucisses, cervelas, saucisson, andouilles, andouillettes, pâtés de foie, galantine, rillettes, fromage de cochon, jambon, salaisons, lard fumé ou salé, poissons fumés ou salés.* — 150 grammes par échantillon.

Prendre toutes précautions pour que les échantillons soient semblables.

45. — *Fromages secs : Gruyère, Hollande, Roquefort, Parmesan*, etc... — Prélever quatre morceaux aussi identiques que possible de 125 grammes chacun.

46. — *Pain.* — Prélever quatre échantillons de 125 grammes chacun environ aussi semblables que possible dans un même pain ou dans deux pains semblables.

V. — Conserves.

On prélèvera quatre échantillons identiques, c'est-à-dire qu'on s'assurera qu'ils portent les mêmes inscriptions, qu'ils sont du même modèle et du même prix.

47. — *Conserves de viande, gibier, volaille, poisson, légumes, fruits à l'huile, au vinaigre, au vin blanc, au sirop, au sel*, etc., en boîtes en fer blanc, terrines, bocaux ou flacons.

On prélèvera quatre boîtes, terrines, bocaux ou flacons du plus petit modèle.

Paris, le 1er août 1906.

Le ministre du commerce, du travail et de l'industrie, GASTON DOUMERGUE.

Le ministre de l'agriculture, RUAU.

N° 412. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française les arrêtés pris de concert entre le Ministre de l'agriculture et le Ministre du commerce, de l'industrie et du travail, en date du 18 janvier 1907, au sujet des méthodes d'analyses imposées au Laboratoire des fraudes et falsifications.*

(31 décembre 1917.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ;

Vu l'arrêté, n° 1163, du 12 décembre 1914, promulguant à la Guyane française le décret du 14 septembre 1914, portant règlement d'administration publique pour l'application dans la colonie de la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications ;

Vu la décision du Gouverneur, n° 85, en date du 25 janvier 1915, instituant à la Guyane la Commission permanente prévue pour l'application de la loi du 1er août 1905 ;

Vu l'arrêté en date du 31 décembre 1917, créant un laboratoire colonial des fraudes et falsifications ;

Après avis conforme de la Commission permanente ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Chef du service de Santé ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués à la Guyane française les arrêtés ministériels du 18 janvier 1907, pris de concert entre le Ministre de l'agriculture et le Ministre du commerce de l'industrie et du travail au sujet des méthodes d'analyses imposées au Laboratoire des fraudes et falsifications, savoir :

Vins ordinaires (Journal officiel de la République française des 22 et 23 janvier 1907.)

Alcools, Eaux-de-vie, Liqueurs (J. O. R. F. du 18 février 1907.)

Farines, Pains, Pâtisseries, Pâtes alimentaires, Fleurages, Chanelures, Epices et Condiments (J. O. R. F. du 4 mars 1907.)

Laits (J. O. R. F. du 9 mars 1907.)

Matières grasses, Huile d'olive, Saindoux, Beurre de cacao (J. O. R. F. du 4 avril 1907.)

Confitures, Sirops, Miels, Limonades, Sucres J. O. R. F. du 26 avril 1907.)

Cidres, Poirés, Antiseptiques édulcorants. (J. O. R. F. du 19 juillet 1907.)

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Chef du service de

Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 31 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., E. DEBUC.

Le Chef du service de Santé, Dr LÉGER.

N° 413. — *ARRÊTÉ fixant un degré minimum alcoolique apparent du tafia vendu au détail.*

(31 décembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications des boissons, des denrées alimentaires et des produits agricoles ;

Vu l'arrêté, n° 1163, du 14 décembre 1914, promulguant à la Guyane française le décret du 14 septembre 1914, portant règlement d'administration publique pour l'application dans la colonie de la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications ;

Après avis conforme de la Commission permanente des fraudes et falsifications instituée par décision, n° 85, du Gouverneur, en date du 25 janvier 1915 ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le tafia vendu au détail devra avoir un degré alcoolique apparent minimum de 55° mesuré à la température ordinaire avec l'alcoomètre légal, c'est-à-dire un degré alcoolique apparent pouvant varier, à la température de 15°, de 51° à 49°.

Art. 2. — Toute infraction au présent arrêté sera poursuivie conformément à l'arrêté du 12 décembre 1914, pro-

mulguant le décret du 14 septembre 1914, portant règlement d'administration publique pour l'application dans la colonie de la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 31 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire général p. i.,
E. DEBUC.

N° 414. — *ARRÊTÉ portant création à Cayenne d'un laboratoire colonial des fraudes et falsifications.*

(31 décembre 1917.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le règlement du 2 août 1912, sur le fonctionnement du service de Santé aux colonies ;

Vu l'article 82 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ;

Vu l'arrêté n° 1163 du 12 décembre 1914, promulguant à la Guyane française le décret du 14 septembre 1914, portant réglementation d'administration publique pour l'application dans la colonie de la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications ;

Vu la décision du Gouverneur n° 85, en date du 25 janvier 1915, instituant à la Guyane la commission permanente prévue pour l'application de la loi du 1er août 1905 ;

Conformément à l'avis exprimé à l'unanimité par cette commission dans sa séance du 18 décembre 1917 ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Chef du service de Santé ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Il est créé à Cayenne un laboratoire colonial des fraudes et falsifications annexé au laboratoire de chimie de l'Hôpital colonial.

Ce laboratoire est chargé de constater les infractions à la loi du 1er août 1905, conformément aux règles fixées par le décret du 12 décembre 1914.

Art. 2. — M. le pharmacien-major des Troupes coloniales Authier (Jean), en service à l'Hôpital colonial de Cayenne, est chargé de la direction du laboratoire des fraudes et falsifications.

Art. 3. — Il recevra à cet effet, à compter du 1er janvier 1918, un supplément de fonctions de 3,000 francs, imputable au budget local (Chapitre des dépenses imprévues).

Art. 4.— Le Secrétaire général et le Chef du service de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 31 décembre 1917.

J. BARRE.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., E. DEBUC.

Le Chef du service de Santé, Dr M. LÉGER.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 415. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 décembre 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, M. Bourquin (Frédéric), instituteur, a été appelé provisoirement à continuer ses services à l'école mixte de Montsinéry, en remplacement de M. Lucia (Maximilien), en traitement à l'hôpital.

N° 416. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 17 décembre 1917, MM. Charles Quintrie-Lamothe et Bourgarel, conseillers généraux, sont nommés membres de la Commission administrative de l'Hospice civil, pour l'année 1918.

N° 417. — Par arrêté du Gouverneur, de la même date, M. Saccharin, conseiller général, est nommé membre de la Commission de surveillance des prisons, pour l'année 1918.

N° 418. — Par arrêté du Gouverneur, de la même date, MM.

Théolade Romuald.	Aron Alexandre.
Taleuville Eugène.	Veuvélien.
Tullins Félix.	Bozé Hubert.
Saint-Méran Eugène.	Lysis Nelson.
Némouté Amélius.	Eglantin Jules.
Jaffart Ferdinand.	Wille Louis.
D'Espaux Eugène.	Paillé Uldaric.
Noémi Lucien.	Caristan Louis.
Bourgarel Georges.	Séraphin Casimir.
Ronjon François.	Maxime Frédéric.
Mathoria Emmanuel.	Montpérat Albert.
Tellet Paul.	Raban Arsène.
Odet Octave.	Falun Saint Just.
Alphée Edmar.	Lama Edmée.
Pagésy.	Mirza Victor.

sont désignés pour faire partie, pendant l'année 1918, du Jury spécial chargé de régler les indemnités dues par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique.

N° 419. — Par arrêté du Gouverneur, de la même date, MM. Charles Quintrie-Lamothe et Théolade, conseillers généraux, sont nommés membres du Conseil de l'Enseignement primaire, pour l'année 1918.

N° 420. — Par arrêté du Gouverneur, de la même date, MM. Bonose Vernet et Théolade, conseillers généraux, sont nommés membres de la Commission chargée de dresser la liste des assesseurs, pour l'année 1918.

N° 421. — Par arrêté du Gouverneur, de la même date, M. Théolade, conseiller général, est nommé membre de la

Commission d'initiative et de surveillance du Jardin d'Essais, pour l'année 1918.

N° 422. — Par arrêté du Gouverneur, de la même date, M. Noémi Lucien, conseiller général, est nommé membre de la Commission chargée, en 1918, de prendre toutes mesures utiles à l'égard des personnes atteintes de lèpre.

N° 423. — Par arrêté du Gouverneur, de la même date, M. Tullins, conseiller général, est nommé président de la Commission de visite des primes à la culture, pour l'année 1918, pour les communes de Cayenne, Rémire et Matoury.

N° 424. — Par arrêté du Gouverneur, de la même date, MM. Saccharin et Cupidon, conseillers généraux, sont nommés membres de la Commission chargée de procéder, en 1918, au recensement des imposables,

Et M. Philbert, conseiller général, est nommé membre de la Commission chargée de la formation des matrices.

N° 425. — Par arrêté du Gouverneur, de la même date, MM. Charles Quintrie-Lamothe et Philbert, conseillers généraux, sont désignés pour faire partie des membres de la Commission chargée de procéder à la révision de la mercuriale, pendant l'année 1918.

N° 426. — Par arrêté du Gouverneur, de la même date, MM. Gober et Saccharin, conseillers généraux, sont nommés membres de la Commission chargée des concessions de bourses scolaires, pour l'année 1918.

N° 427. — Par arrêté du Gouverneur, de la même date, MM. Charles Quintrie-Lamothe et Tullins, conseillers généraux, sont nommés membres du Comité chargé d'administrer les caisses des écoles, pendant l'année 1918.

N° 428. — Par arrêté du Gouverneur, de la même date, M. Charles Quintrie-Lamothe, conseiller général, est nommé membre du Conseil colonial d'hygiène, pour l'année 1918.

N° 429. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 19 décembre 1917, rendu en Conseil privé, sur la proposition du

Procureur général, chef du service judiciaire, le service des huissiers pour l'année judiciaire 1917-1918, sera réglé ainsi qu'il suit :

MM. Faure Aimée, à la Cour d'appel ;
Barthélemi, au Tribunal de Cayenne ;
Charles Joseph, à la Justice de paix.

N° 430. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 décembre 1917, prise conformément à l'avis du Conseil de l'Enseignement primaire, sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, ont été nommés au choix les institutrices et instituteurs dont les noms suivent.

A la 1re classe :

Mmes Tiberge *dite* de Bassigny (Eugénie) ;
Martial (Caroline).

A la 3e classe :

Mme Bathilde (Marguerite) ; MM. Latidine (Athys) ;
Sophie (Ulrich).

N° 431. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 décembre 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, les institutrices et instituteurs dont les noms suivent ont été nommés à l'ancienneté :

A la 3e classe :

M. Hermine (Gaëtan).

A la 4e classe :

Mmes Halmus (Félicité) ; Mme Calumey (Marie).
Ste-Claire (Marthe) ; M. Lucia (Maximilien).
Sophie (Lisia).

N° 432. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 décembre 1917, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, les institutrices et l'instituteur dont les noms suivent ont été titularisés à la 5e classe :

Mlles Boudinot (Léone), M. Barthélemi (Ulysse).
Sucar (Rachel).

Certifié conforme :

Le Secrétaire-archiviste,

Signé : Paul DUBOURG.

Cayenne — Imprimerie du Gouvernement.

TABLE ALPHABÉTIQUE
DES MATIERES.

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	A	
	Abonnements à diverses publications.	
1908. 24 août ..	Circulaire ministérielle au sujet des abonnements à diverses publications.....	156
1917. 29 mars..	Dépêche ministérielle — Envoi d'une demande d'abonnements à diverses publications.....	15
	Accaparement des denrées.	
	Voir *Comités et commissions diverses.*	
	Administration pénitentiaire.	
1916. 28 juillet	Décret fixant le taux de la retenue d'hôpital, applicable aux surveillants militaires des établissements pénitentiaires coloniaux..	1
1917. 20 janv ..	Arrêté portant interdiction de séjourner à Cayenne et autour du chef-lieu au transporté libéré Boucon (Honorat-Achille-Ernest).....	
1917. 7 avril. .	Dépêche ministérielle. — Concession de bourses scolaires aux enfants du personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire coloniale. — Instructions.....	288
1917. 15 sept..	Décision accordant un témoignage officiel de satisfaction à M. Jarry (Émile), chef de bureau de 1re classe de l'Administration pénitentiaire.....	405
1917. 25 sept...	Arrêté nommant M. Grilh (Albert), Directeur par intérim de l'Administration pénitentiaire.....	423
	Voir *Cessions de condamnés, Police des transportés.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Agences spéciales.	
1917. 31 août...	Arrêté portant création d'une agence spéciale à Saint-Laurent du Maroni..	391
	Alimentation.	
1916. 25 décemb.	Loi ratifiant le décret du 14 août 1914, qui a autorisé les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies à prendre des mesures nécessaires en vue de prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentaion. et à fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues.....	54
1917. 5 janv....	Décret déterminant les conditions d'application aux colonies de la loi du 20 avril 1916, sur la taxation des denrées	117
	Allocations militaires.	
1916. 9 décemb.	Loi relative aux allocations temporaires mensuelles à attribuer à certains militaires réformés n° 2. — Rapport.....	489
1917. 19 février.	Circulaires ministérielles au sujet des allocations militaires.....	260
1917. 23 février.	Circulaire ministérielle précisant certains points relatifs à l'application de la loi du 9 décembre 1916, tendant à accorder des allocations temporaires mensuelles à certaines catégories de réformés n° 2.....	494
1917. 31 mars.	Circulaire ministérielle déterminant les règles relatives à l'application de la loi du 9 avril 1915, en ce qui concerne l'option à formuler par les veuves de militaires entre l'allocation instituée par la loi du 5 août 1915 et la pension militaire.....	216
1917. 3 mai....	Circulaire ministérielle au sujet des allocations militaires. — Famille de réformé n° 2.....	275

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 9 juin. ..	Décret relatif à l'application aux colonies de la loi du 9 décembre 1916, sur les allocations temporaires mensuelles aux réformés n° 2	491
1917. 4 août...	Article 14 de la loi de finances du 4 août 1917 (Allocations)..... ..	450
1917. 6 sept....	Instruction pour l'application du décret du 9 juin 1917, étendant aux colonies les dispositions de la loi du 9 décembre 1916, sur les allocations temporaires aux réformés n° 2.....	495
1917. 1er octob.	Circulaire ministérielle portant application aux militaires en service aux colonies des dispositions de la circulaire (Guerre) du 17 septembre 1917.....	482
	Approvisionnements.	
	Voir *Comités et commissions diverses.*	
	Avancement des fonctionnaires mobilisés.	
1917. 5 sept....	Décret relatif à l'avancement des fonctionnaires mobilisés se trouvant en disponibilité ou en congé sans solde.....	520
	B	
	Banque.	
1916. 16 décemb.	Décret autorisant la mise en circulation dans la colonie de bons de caisse en papier de un franc et de deux francs.....	63
1916. 30 décemb.	Loi portant prorogation du privilège des Banques coloniales et des statuts desdites Banques.....	10
1917. 15 mars ..	Arrêté autorisant la répartition d'un dividende de 55 francs par action de la Banque de la Guyane pour le 2e semestre 1916....	132

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 27 août...	Arrêté autorisant la répartition d'un dividende de 60 francs par action de la Banque de la Guyane pour le premier semestre 1917	373
1917. 27 août...	Arrêté autorisant la Banque de la Guyane à émettre 300,000 francs de billets en sus de ceux en circulation.....	374
1917. 27 août...	Arrêté dispensant la Banque de la Guyane de l'obligation de rembourser ses billets en espèces.....	373
1917. 19 sept...	Arrêté fixant au quadruple de l'encaisse métallique le maximum du montant des billets mis en circulation par la Banque de la Guyane.....	40
1917. 19 sept....	Arrêté autorisant la Banque de la Guyane à émettre 300,000 francs de billets en sus de ceux en circulation.....	407
	Biens des puissances ennemies.	
1917. 13 février.	Circulaire ministérielle relative à l'application aux sujets syriens ou libanais et autres sujets ottomans de la loi du 22 janvier 1916..... .....r	204
	Bourses.	
1917. 31 mars..	Arrêté ministériel réglementant la concession des bourses scolaires aux enfants du personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire coloniale.....	286
	Budget.	
1917. 14 avril...	Décret prorogeant au 30 juin 19.7, la clôture de l'exercice 1916, pour les budgets généraux, locaux et annexes des colonies....	253

Voir *Finances, Service local*

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	C	
	Caisses d'épargne.	
1916. 23 sept...	Décret abrogeant le décret du 30 juillet 1914, limitant les remboursements à faire par les Caisses d'épargne.....	129
1916. 3 décemb.	Circulaire ministérielle au sujet de la fixation du taux de l'intérêt des Caisses d'épargne pour 1917.....	203
1917. 12 mars..	Arrêté rapportant les dispositions de l'arrêté du 20 août 1914, limitant les remboursements à faire par la Caisse d'épargne de Cayenne.....	131
	Caisse de réserve.	
1917. 20 juin...	Arrêté interministériel déterminant, pour les années 1917, 1918 et 1919, le chiffre minimum auquel doivent s'élever les fonds disponibles des Caisses de réserve des colonies.....	366
1917. 28 juin...	Dépêche ministérielle. — Fixation des minima des fonds libres des Caisses de réserve pour les années 1917, 1918 et 1919.	366
	Campagnes.	
1917. 5 mars...	Circulaire ministérielle relative à la nouvelle jurisprudence adoptée par le Conseil d'État en matière de bonification coloniale et de bénéfice de campagne hors d'Europe. — Avis.....	210
	Cessions de condamnés	
1917. 16 juillet..	Décision réglant les conditions dans lesquelles pourront être cédés des condamnés aux agriculteurs de l'Ile de Cayenne qui s'adonnent aux cultures vivrières.....	322

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Cessions de médicaments.	
1917, 26 décembre.	Décision. — Cession de médicaments aux employés du Trésor	573
	Comités et commissions diverses.	
1917. 30 mars..	Décision instituant un Comité des fêtes patriotiques	144
1917. 30 avril...	Arrêté nommant un Comité consultatif en vue des dispositions à prendre pour l'approvisionnement de la colonie en farine et pour la fabrication du pain	197
1917. 8 mai....	Décision nommant une commission chargée de constater la concordance de l'état de développement des dépenses du Service colonial (Dépenses militaires, exercice 1916), avec les écritures du Trésorier-payeur	233
1917. 14 juin...	Décision nommant une commission chargée de constater la concordance de l'état de développement des dépenses du Service colonial (Administration pénitentiaire, exercice 1916), avec les écritures du Trésorier-payeur	294
1917. 9 nov...	Arrêté portant institution d'un Comité en vue de la propagande à faire à l'occasion d'un nouvel emprunt de la Défense nationale	506
1917. 27 décemb.	Arrêté portant désignation des membres de la Commission de la mercuriale pour le premier semestre 1918	574
1917. 29 décemb.	Arrêté instituant pour la Guyane française une commission unique de réquisition appelée à exercer les attributions dévolues dans la Métropole aux commissions départementales et à la commission centrale de réquisition	575

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 29 décemb.	Arrêté instituant une commission à l'effet de rechercher les moyens propres à prevenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation et de fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues.....	576
	Voir *Foire de Bordeaux*.	
	Comptes d'emploi.	
1916. 24 octob..	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	3
1916. 12 nov...	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	50
1916. 22 nov...	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	4
1916. 26 décemb.	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	99
1917. 3 janv....	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	101
1917. 1er mars..	Circulaire ministérielle relative à la répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	209
1917. 19 mars..	Circulaire ministérielle relative à la répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	245

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 23 mars..	Circulaire ministérielle relative à la répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	261
1917. 24 avril..	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	274
1917. 10 mai....	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	350
1917. 27 juin....	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	365
1917. 10 juillet.	Circulaire ministérielle. — Compte d'emploi des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	431
1917. 23 août...	Circulaire ministérielle au sujet de la répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	477
1917. 29 sept...	Circulaire ministérielle relative au relevé des opérations effectuées par le Comité de répartition des subventions, souscriptions et dons recueillis aux colonies pour les victimes de la guerre.....	482
	Comptes de gestion.	
1917. 19 décemb.	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de M. Jadfard, receveur du Bureau de bienfaisance de Cayenne, et lui accordant quitus.....	569
1917. 19 décemb.	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de M. Octaville (Raoul), percepteur-receveur municipal de la 2e circonscription, et lui accordant quitus..	569

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 19 décemb.	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de M. Charles Clément, receveur du Bureau de bienfaisance de Mana, et lui accordant quitus.....	570
1917. 19 décemb.	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1915 de M. Saint-Félix, ex-percepteur-receveur municipal des communes de la 2e circonscription, receveur du Bureau de bienfaisance de Sinnamary, et lui accordant quitus.....	571
	Congés.	
1917. 14 sept...	Circulaire ministérielle relative à une prolongation de congé d'une durée maximum d'un mois, à accorder pour raisons de santé, aux employés de commerce en sursis d'appel aux colonies, titulaires d'un congé de trois mois à passer en France...	478
1917. 22 sept...	Circulaire ministérielle relative aux congés, en France, pour raison de santé, des sursitaires d'appel.....	480
	Voir *Sursis*.	
	Congrès.	
1917. 7 août...	Circulaire ministérielle concernant le congrès d'agriculture coloniale.....	389
	Conseil d'Etat.	
1917. 15 janv.	Circulaire ministérielle. — Situation au point de vue de la pension des fonctionnaires retraités maintenus dans les cadres ou rappelés à l'activité à l'occasion de la guerre. — Avis du Conseil d'Etat.....	105
1917. 18 juin...	Conseil d'Etat rejetant la requête formulée par M. Marbot.....	432
1917. 27 juillet.	Décision du Conseil d'Etat rejetant une requête formulée par les sieurs Elosel, Charlery, Pascal, Damas et Cyrus.....	470

DATES	ANALYSE.	PAGES.
1917. 28 août..	Dépêche ministérielle. — Rejet du pourvoi formé par M. Marbot.....	432
	Voir *Campagnes.*	
	Conseil général.	
1916. 19 avril..	Circulaire ministérielle. — Application de la loi du 30 mars 1916 (délibérations des Conseils généraux).....	94
1916. 2 décemb.	Décret approuvant une délibération du Conseil général de la Guyane en date du 7 décembre 1915, relative à l'impôt de mutation par décès en tant que ladite délibération porte sur une modification des règles de perception de l'impôt de mutation par décès.....	31
1917. 30 octob..	Dépêche ministérielle relative aux permissions accordées aux Conseillers généraux mobilisés aux colonies et circulaire du Ministre de la guerre. — Circulaire ministérielle du 17 juillet 1917.....	483
1917. 30 octob..	Arrêté portant convocation du Conseil général en session ordinaire.....	461
1917. 30 octob..	Arrêté autorisant les Chefs d'administration et des services à entrer au Conseil général pendant la session ordinaire de 1917....	462
1917. 24 décemb.	Arrêté portant prorogation de la session ordinaire du Conseil général.....	572
	Voir *Délibérations du Conseil général.*	
	Conseil du contentieux.	
1917. 20 mars..	Arrêté déléguant M. Lévy (Georges), Procureur général, dans les fonctions de Président du Conseil du contentieux administratif.....	133
1917. 20 mars..	Décision nommant M. Godissard, receveur de l'Enregistrement, Commissaire du Gouvernement près le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française, pour l'année 1917.....	133

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 29 mars..	Arrêté chargeant M. Constant (Ferdinand) de soutenir, pendant l'année 1917, au Conseil du contentieux administratif, soit en demande, soit en défense, les actions intéressant la colonie.....	143
1917. 11 avril...	Décisions du Conseil du contentieux administratif. — Demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916, 1917 et 1918, formulée par Mme veuve Gosse-Gardet et dame Pain (Philippe)..	161
	Demande en réduction d'impôt locatif pour la période triennale 1916, 1917 et 1918, formulée par les héritiers Vaysset	163
	Demande en réduction d'impôt locatif pour les années 1916, 1917 et 1918, formulée par M. Beauroy (Roland).....	165
	Demande en réduction d'impôt locatif pour les années 1916, 1917 et 1918, formulée par M. Weishaupt (François).....	166
	Demande en réduction d'impôt locatif pour les années 1916, 1917 et 1918, formulée par Mme veuve Moriaux (Auguste).....	167
	Demande en réduction d'impôt de patente présentée par MM. Tanon et Cie.....	168
	Demande en décharge d'impôt locatif pour l'année 1916 formulée par M. John Henry.	171
	Demande en réduction de patente d'entrepreneur de 1re classe formulée par M. Tullins, pour l'année 1916.....	172
	Etat des cotes indûment imposées comprises dans le rôle de l'année 1915, présenté par M. le Percepteur de la première circonscription	174
	Demande de règlement de juges relativement à une procédure suivie contre le nommé Fortin, transporté numéro matricule 34730.	175

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Requête présentée par M. Stanis Assard tendant à obtenir une modification des clauses d'un marché administratif en date du 1er mai 1916	177
1917. 14 avril...	Décision du Conseil du contentieux administratif — Requête de M. Bégot aux fins d'annulation d'un arrêté du Gouverneur de la Guyane, en date du 11 septembre 1909	179
	Cumul.	
	Voir *Solde et indemnités*.	
	D	
	Délégation d'attributions.	
1917. 26 janv...	Arrêté portant délégation d'attributions au Secrétaire général du Gouvernement	37
	Délégations militaires.	
1917. 29 mars..	Circulaire ministérielle au sujet de la notification des mutations susceptibles d'influer sur la quotité et le mode de paiement des délégations militaires	232
	Délibérations du Conseil général.	
1917. 31 août. .	Circulaire ministérielle au sujet de la transmission au Département des délibérations du Conseil général relatives au mode d'assiette et aux règles de perception des taxes et contributions	436
	Distilleries.	
1917. 18 janv...	Décision autorisant M. H. Mercès à installer et exploiter une distillerie agricole sur la propriété l'*Union*, sise au 7e kilomètre de la route de Rémire	26

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Documents administratifs.	
1917. 18 juillet.	Circulaire ministérielle au sujet de la possession irrégulière de documents administratifs.....	388
	Douanes.	
1915. 15 nov...	Décret accordant, sous certaines conditions, des bonifications d'ancienneté ou de promotions de grade aux agents des services extérieurs de l'Administration des douanes.	300
1916. 6 juin....	Décret concernant les avancements de classe des agents du cadre supérieur de l'Administration des Douanes.....	509
1917. 20 janv...	Arrêté ministériel autorisant l'exportation ou la réexportation des plaques et papiers photographiques.....	113
1917. 6 février..	Arrêté modifiant l'article 6 de l'arrêté du 4 juin 1913, organisant le cadre local des commis principaux et commis des Douanes..	75
1917. 6 février..	Arrêté chargeant le chef du bureau des Douanes de la vente de l'or perçu à l'impôt.	77
1917. 24 février.	Arrêté suspendant les droits de douane sur la morue.....	86
1917. 31 mars..	Décision ramenant de 1.200 francs à 600 francs l'indemnité de caisse du chef du bureau principal des douanes de Cayenne.	146
1917. 19 avril..	Décret rendant applicables aux fonctionnaires et agents appartenant au cadre métropolitain des douanes, en service aux colonies, les dispositions du décret du 15 novembre 1915.....	300
1917. 10 sept...	Décret relatif à l'avancement des agents du cadre supérieur de l'Administration des Douanes en service aux colonies	508

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 6 octob...	Arrêté ministériel abrogeant les dispositions de l'arrêté du 24 février 1915, autorisant l'exportation des brais de résine et de la colophane à destination de certains pays.	529
1917. 8 octob...	Arrêté ministériel abrogeant, en ce qui concerne le marc de pommes, les dispositions de l'arrêté du 23 avril 1917.....	530
	Voir *Prohibitions*, *Promulgations*.	
	E	
	Eaux et forêts.	
1917. 6 février .	Arrêté portant modification à l'arrêté du 11 novembre 1916, fixant les taxes applicables aux permis d'exploration et d'exploitation forestière.....	74
	Ecole coloniale.	
1917. 5 sept....	Décrets réglementant la situation créée aux élèves de l'Ecole coloniale par l'état de guerre. — Rapport.....	518
	Ecoles d'arts et métiers.	
1917. 9 juin....	Circulaire ministérielle. — Ecoles nationales d'arts et métiers de la Métropole.....	334
	Economies à réaliser.	
1917. 3 octob..	Circulaire ministérielle. — Economies à réaliser dans les services publics.....	535
	Elections.	
1917. 14 mars..	Loi ajournant les opérations de revision des listes électorales pour 1917 et les élections législatives, départementales, communales et consulaires	193
1917. 16 mars...	Décret étendant à toutes les élections aux colonies l'ajournement prévu par la loi du 14 mars 1917.....	278

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Emprunt national.	
1917. 26 octob..	Loi fixant les conditions d'un emprunt national	485
	Voir *comités et commissions diverses*	
	Enquêtes.	
1917. 18 mai...	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie agricole.....	238
1917. 21 mai....	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie dans la banlieue Est de Cayenne.....	251
1917. 8 juin....	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet d'un dépôt d'alcool à établir dans un immeuble, rue de la Liberté, appartenant à M. E. Grant	284
1917. 20 juillet.	Décision portant ouverture d'une enquête de *commodo* et *incommodo* sur la demande d'installation d'un alambic à distiller de l'alcool.....	323
1917. 14 sept...	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie agricole.....	404
1917. 21 sept ..	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie.....	444
1917. 10 octob..	Arrêté ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de la transformation d'une usine à bois de rose en une distillerie à tafia.....	450
1917. 16 nov....	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie à tafia.....	527
1917. 4 décemb..	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'installation d'une distillerie agricole route de Montabo.....	559

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Enregistrement.	
1916. 18 nov ..	Loi tendant à exempter des droits de timbre et à enregistrer, gratis, les procurations des mutilés de la guerre que la nature de leurs blessures empêche de signer.....	60
	Voir *Successions*.	
	Etat-civil.	
1917. 7 avril...	Loi déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par la mobilisation du père et le décès de ce dernier, dans l'impossibilité de contracter mariage.....	240
1917. 18 juin...	Circulaire ministérielle relative à la légitimation des enfants naturels et adultérins.	356
	Etat de siège.	
1849. 9 août....	Loi sur l'état de siège.....	20
1878. 3 avril...	Loi relative à l'état de siège.....	23
1916. 30 décemb.	Décret rendant applicables aux colonies différentes lois relatives à l'état de siège.....	106
	Expertises médicales.	
	Voir *Justice criminelle*.	
	Expulsions.	
1917. 24 mai....	Arrêté expulsant du territoire de la colonie le nommé Schwartz (Arthur).....	250
1917. 2 juillet..	Arrêté expulsant du territoire de la colonie le nommé Adler Henri, dit Odle Henry, sujet anglais.....	346

DATES.	ANALYSE	PAGES.
	F	
	Fête nationale.	
1917. 23 juin...	Décision mettant à la disposition des municipalités une somme de 3,000 francs à l'occasion de la Fête nationale.....	303
	Finances.	
1917. 30 juin...	Loi portant: 1° ouverture sur l'exercice 1917 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics.....	45
	Foire de Bordeaux.	
1917. 7 mars...	Arrêté portant institution d'un comité chargé de faire la propagande nécessaire pour une représentation de la Guyane à la foire commerciale de Bordeaux en septembre 1917.....	12
1917. 21 août...	Décision conférant à MM. Audebert frères le mandat de délégués de la Guyane à la Foire de Bordeaux.....	36
	Flotte de charge française.	
	Voir *Marine marchande.*	
	Fonctionnaires mobilisés.	
1916. 6 nov....	Circulaire ministérielle concernant les services rendus aux armées par les fonctionnaires mobilisés.....	97
	Français d'outre-mer rentrant en France.	
1917. 4 sept....	Dépêche ministérielle concernant la situation des Français en résidence dans les possessions d'outre-mer autres que les quatre vieilles colonies et qui viendraient à rentrer dans la métropole.....	477

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Fraudes et falsifications.	
1906. 1er août..	Arrêté ministériel relatif au prélèvement des échantillons sur les boissons, denrées alimentaires et produits agricoles suspects de fraude et de falsification.....	610
1907. 3 sept....	Décret portant règlement d'administration publique sur la répression des fraudes et falsifications concernant les alcools, eaux-de-vie, vins.....	584
1908. 11 mars..	Décret portant règlement d'administration publique sur la répression des fraudes et falsifications concernant les graisses et les huiles.....	590
1908. 23 juillet.	Décrets portant règlement d'administration publique sur la répression des fraudes et falsifications concernant les bières, cidres, poirés, vinaigres et sirops, liqueurs.....	593
1908. 4 août....	Arrêté interministériel sur la répression des fraudes et falsifications concernant les matières colorantes des liqueurs et sirops...	608
	Voir *Promulgations.*	
	G	
	Gendarmerie.	
1947. 1er mai ..	Décret confiant les fonctions de comptable du détachement de gendarmerie de la Guyane à un maréchal des logis ou à maréchal des logis chef indifféremment.....	297
	Gouvernement.	
1917. 19 janv..	Arrêté réglant les mesures à prendre à l'occasion de l'arrivée de M. le Gouverneur p. i. Lauret.....	27
1917. 26 janv..	Décision — M. Lautet, Secrétaire général de 1re classe des colonies, prend les fonctions de Gouverneur intérimaire de la colonie.....	35

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 26 janv. .	Arrêté. — M. Debuc (Emmanuel), chef de bureau de 1re classe des Secrétariats généraux des colonies, exercera, pendant la durée de l'absence du titulaire, les fonctions intérimaires de Secrétaire général du Gouvernement de la Guyane française.	36
1917. 26 janv . .	Arrêté nommant M. Dubourg (Paul), sous-chef de bureau des Secrétariats généraux, Chef de cabinet du Gouverneur et secrétaire-archiviste du Conseil privé	39
1917. 4 juin. . . .	Décision déléguant la signature des affaires courantes à M. Debuc (Emmanuel), Secrétaire général p. i., pendant l'absence du Gouverneur du chef-lieu.	280
1917. 30 juillet.	Décision chargeant le Secrétaire général p. i. de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du Gouverneur du chef-lieu.	343
1917. 22 sept. ,	Arrêté chargeant M. Barre, Directeur de l'Administration pénitentiaire, de l'intérim du Gouvernement de la Guyane française	412
	Gouverneurs et résidents supérieurs.	
1917. 5 octob. . .	Décret modifiant le décret du 6 avril 1900 relatif à l'organisation du personnel des Gouverneurs et des Résidents supérieurs	532
	Guerre (Loi Mourier).	
1917. 10 août. .	Loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats, appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active. — Rapport.	413
1917. 19 août. . .	Décret énumérant les unités combattantes pour l'application de la loi du 10 août 1917.	420
	Voir *Sursis*.	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Guerre (Pécule).	
1917. 21 août..	Décret relatif à l'allocation de hautes paves de guerre et à la constitution de pécules aux militaires mobilisés en service aux colonies.....	337
	Guerre (Pensions).	
1917. 17 août...	Dépêche ministérielle relative à l'imputation des pensions des tirailleurs concédées avant le décret du 17 mai 1917.....	390
	II	
	Haltes et ménageries.	
19.7. 12 juillet.	Arrêté déclarant commun pour l'établissement des haltes et ménageries le territoire situé depuis la rive gauche de la rivière de Kourou jusqu'à la rive droite d'Organabo.	319
	Hôpital colonial.	
1917. 24 octob..	Arrêté fixant, du 1er juillet 1917 au 31 décembre de la même année, le taux des primes à allouer à l'Hôpital colonial de Cayenne pour l'alimentation des malades et du personnel du service de Santé nourri par cet établissement.....	452
1917. 24 octob..	Arrêté fixant le prix de remboursement de la journée de traitement à l'Hôpital colonial de Cayenne (période du 1er juillet 1917 au 30 juin 1918).....	452
	Hospice civil.	
1917. 6 février..	Arrêté fixant le prix de la journée de traitement à l'Hospice civil.....	76
1917. 30 juillet.	Arrêté rendant applicables à la comptabilité de l'Hospice civil les dispositions du décret du 22 décembre 1904 et de l'Instruction générale du 16 janvier 1905.....	343

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	I	
	Imprimerie du Gouvernement.	
1917. 20 juin...	Arrêté instituant la commission de classement chargée de dresser le tableau d'avancement du personnel de l'Imprimerie du Gouvernement.....	302
	Imprimeries coloniales.	
1916. 1er nov...	Décret sur les Imprimeries coloniales.....	16
	Inscription maritime.	
1917. 25 mai....	Décret fixant les traitements du personnel de l'Inscription maritime des colonies.....	397
	Instruction publique.	
1917. 5 janv....	Décret modifiant les articles 41, 44, paragraphes 4 et 102 du décret du 17 septembre 1906 relatifs à l'Enseignement primaire à la Guyane.....	111
1917. 24 mars..	Arrêté relatif à la forme, à la police et aux épreuves du brevet élémentaire et du brevet supérieur.....	135
1917. 27 mars..	Arrêté déterminant le mode de paiement des instituteurs et des institutrices auxiliaires.	142
1917. 28 juillet	Décision modifiant le paragraphe 2 de l'article 2 de l'arrêté local du 7 mai 1907, réglementant l'examen d'aptitude aux bourses d'enseignement primaire supérieur au Collège et à l'École des filles de Cayenne.....	342
1917. 15 décemb.	Décision fixant les vacances de Noël et du Jour de l'An.....	566
	Voir *Vacances scolaires.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	J	
	Justice criminelle.	
1917. 4 sept....	Lettre ministérielle. — Frais de justice criminelle. — Expertises médicales.....	438
	L	
	Laboratoire des fraudes.	
1917. 31 décemb.	Arrêté portant création à Cayenne d'un laboratoire colonial des fraudes et falsifications.	624
	Voir *Fraudes et falsifications*.	
	Légalisation.	
1917. 26 janv...	Arrêté chargeant M. Dubourg (Paul), Chef de cabinet du Gouverneur de la légalisation des signatures apposées sur les actes à transmettre hors de la colonie et sur ceux venant de l'intérieur.....	40
	Légitimations.	
	Voir *Etat-civil*.	
	M	
	Mariages par procuration.	
1917. 5 avril....	Circulaire ministérielle au sujet des mariages par procuration.....	264
	Marine marchande.	
1917. 13 avril..	Loi tendant à l'augmentation de la flotte de charge française.....	246
1917. 12 mai....	Décret relatif à l'augmentation de la flotte de charge française. — Annexes.....	325

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 16 mai...	Instructions pour l'exécution de la loi du 13 avril 1917, tendant à l'augmentation de la flotte de charge française et du décret du 12 mai 1917, rendu pour son application.	337
	Mines.	
	Voir *Travaux publics*.	
	Missions.	
1917. 16 juillet.	Circulaire ministérielle au sujet des missions à l'étranger.....	387
	N	
	Naturalisation.	
1917. 18 mars.	Loi ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement.....	448
1917. 18 juin...	Loi modifiant la loi du 7 avril 1915, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France.....	561
1917. 17 août..	Décret rendant applicables dans les colonies françaises autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, les dispositions de la loi du 18 mars 1917 (Acquisition de la nationalité française).....	448
	O	
	Octroi de mer.	
1917. 2 février..	Arrêté fixant les chiffres des dépenses obligatoires des communes destinés à servir de base à la répartition, pendant l'année 1917, des produits de l'octroi de mer.....	58

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Œuvres de guerre.	
1917. 29 juin ..	Circulaire ministérielle. — Œuvres de guerre du département de la Seine.....	551
1917. 18 juillet.	Circulaire ministérielle au sujet des appels adressés à la générosité du public en faveur de la Belgique.....	388
1917. 18 juillet.	Circulaire ministérielle relative à l'application de la loi du 30 mai 1916, concernant le contrôle des œuvres de guerre.....	551
	Voir *Compte d'emploi*.	
	Or perçu à l'impôt.	
1917. 31 mars..	Arrêté prescrivant qu'à partir du 1er avril 1917, l'or perçu à l'impôt par les postes de douanes sera réalisé pour le compte de la colonie par l'intermédiaire de la Banque de la Guyane.....	144
	Ordres de paiement.	
1917. 8 nov....	Circulaire ministérielle. — Retards dans la transmission, pour régularisation, des ordres de paiement acquittés dans la Métropole.....	558
	P	
	Passages des familles des fonctionnaires	
1917. 24 sept...	Circulaire ministérielle relative au passage des familles des fonctionnaires coloniaux renvoyés en service outre-mer après avoir été mobilisés.....	481
	Passeports.	
1917. 31 janv...	Instruction relative au régime des passeports.....	267

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 16 février.	Décision autorisant, par délégation spéciale, le Chef de Cabinet à signer les passeports délivrés dans la colonie aux Français, à viser les passeports des étrangers ainsi que les passeports et les pièces d'identité des Français.....	82
1917. 24 avril...	Circulaire ministérielle au sujet du régime des passeports.....	264
	Pension civile.	
1917 28 nov...	Arrêté portant concession d'une pension de retraite à Mme Pauline-Thérèse Michel, veuve de Hubert-Gaston Daud.....	540
	Perception en Guyane.	
1917. 24 octob..	Arrêté modifiant l'article 6 de l'arrêté du 27 septembre 1893, sur l'organisation de la perception en Guyane.....	456
	Plan-directeur.	
1917. 12 juillet.	Arrêté portant homologation du nouveau plan-directeur du bourg de Roura.....	324
	Police des débits.	
1917. 1er octob.	Loi sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons....	511
	Police générale.	
1917. 31 mars..	Arrêté modifiant l'article 5 de l'arrêté du 28 janvier 1909, portant réorganisation du service de la Police générale.....	146
	Police des transportés.	
1917. 12 sept...	Arrêté interdisant aux habitants de la colonie de recevoir chez eux, sans motifs légitimes, les condamnés aux travaux forcés, les réclusionnaires coloniaux et les relégués collectifs autres que ceux qui sont employés à leur service.....	403

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Postes et téléphones.	
1913. 8 août..	Arrêté ministériel fixant les conditions et la date d'appplication des dispositions de l'article 20 de la loi de finances du 30 juillet 1913 (délai de validité des mandats-poste).....	86
1915. 22 juin...	Loi accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914.....	66
1915. 13 août. .	Décret portant application aux colonies françaises des dispositions de la loi du 22 juin 1915 et du décret du 25 juin 1915, accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations militaires et familles nombreuses.....	67
1916. 27 avril...	Loi relative à l'extension de la gratuité des paquets postaux militaires.....	71
1916. 7 mai....	Décret relatif à l'extension de la gratuité des paquets postaux militaires et déterminant les conditions d'admission de ces envois.	71
1916. 3 octob...	Décret portant application aux colonies françaises des dispositions des lois des 7 et 27 avril 1916 et décret du 7 mai 1916, relatives à l'extension de la gratuité des paquets postaux militaires.....	70
1916. 30 décemb.	Modification de l'article 22 de la loi de finances du 30 décembre 1916.....	51
1917. 7 février..	Décret au sujet des échanges de correspondances entre bureaux français et bureaux indochinois en Chine.....	124
1917. 12 février.	Arrêté interministériel relatif aux surtaxes à percevoir sur les mandats-poste, les valeurs à recouvrer et les objets contre remboursement.....	83
1917. 22 mars..	Arrêté relatif à l'expédition des boîtes d'or par le bureau de poste de Saint-Laurent du Maroni.....	131

DATES.	ANALYSE	PAGES.
1917. 12 juin..	Arrêté confiant au service des Postes la délivrance et le paiement des mandats-poste locaux.....	293
1917. 2 juillet .	Décret portant concession de franchises postales pour le corps expéditionnaire américain	459
1917. 6 juillet .	Circulaire ministérielle au sujet de plis provenant des colonies françaises saisis en mer par les Allemands.....	550
1917. 21 août..	Circulaire ministérielle. — Nouvelle réglementation concernant l'établissement de feuilles signalétiques du personnel des Postes et des télégraphes.....	554
1917. 25 août...	Décret rendant applicables aux colonies françaises et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, les dispositions du décret du 2 juillet 1917.....	460
1917 31 décemb.	Arrêté portant modification au tarif de l'abonnement principal au réseau téléphonique urbain de Cayenne.....	584
	Primes de fabrication de pain.	
1917 1er juin...	Arrêté allouant une prime de fabrication aux boulangers qui n'ont pu se procurer de la farine en sacs.....	276
	Prison civile.	
1917. 19 sept...	Arrêté modifiant les articles 1er des arrêtés des 18 août 1894 et 15 juin 1905, déterminant la composition du régime alimentaire des détenus de la Prison civile de Cayenne.....	409
	Procurations.	
	Voir *Enregistrement*.	

DATES.	ANALYSE	PAGES.
	Prohibitions	
1916. 2 nov.....	Arrêté ministériel portant dérogation au décret du 24 octobre précédent.....	11
1916. 10 nov...	Décret prohibant divers produits à la sortie des colonies.....	13
1916 20 nov...	Arrêté ministériel portant dérogation à des prohibitions de sortie.....	18
1916 23 nov....	Loi portant ratification du décret du 3 décembre 1915, prohibant la sortie et la réexportation des colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc, sous un régime douanier quelconque, de l'argent brut, en masses, lingots, barres, poudres, objets détraits.....	130
1916. 28 décemb.	Loi portant ratification de divers décrets ayant pour objet de prohiber la sortie ou la réexportation des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc de certains produits.....	186
1917. 13 janv..	Arrêté ministériel rapportant la prohibition des diamants bruts.....	195
1917. 20 janv.	Arrêtés ministériels rapportant, les dispositions des arrêtés des 9 avril 1915, 20 novembre 1915 et 20 novembre 1916, en ce qui concerne la chicorée, les fécules de pommes de terre, de maïs, les os et autres.	115
1917. 10 février.	Arrêtés ministériels portant dérogation à des prohibitions de sortie, en ce qui concerne le souffre, les pyrites, le raphia, les conserves de tomates, de poissons, de légumes et les conserves alimentaires à base de viande.....	213
1917. 19 février	Décrets prohibant la sortie des colonies et pays de protectorat de divers produits..	225
1917. 3 mars...	Arrêtés ministériels portant dérogation à des prohibitions de sortie.....	236

DATES.	ANALYSE	PAGES.
1917. 4 mars..	Décret prohibant la sortie des éponges et du cadmium.....	234
1917. 3 avril.. .	Arrêtés ministériels abrogeant divers arrêtés relatifs à des prohibitions de sortie.....	243
1917. 4 mai....	Arrêtés ministériels dérogeant à des prohibitions de sortie en ce qui concerne divers produits.....	291
1917. 18 mai...	Arrêté ministériel au sujet de la prohibition des volailles.....	315
1917. 31 mai..	Décret prohibant la sortie des colonies des glucoses, sels de nickel et sirops.....	318
1917. 22 juin...	Arrêtés ministériels portant dérogation à des prohibitions de sortie.....	368
1917. 22 juin...	Décret prohibant divers produits à la sortie des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc.....	370
1917. 7 juillet..	Arrêté ministériel portant dérogation aux prohibitions de sortie.....	372
1917. 7 août....	Décret portant prohition de sortie dans les colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc.....	401
1917. 11 août..	Arrêté ministériel portant dérogation au décret du 7 août précité, en ce qui concerne les soies et soieries confectionnées ou non.	402
1917. 14 août...	Arrêtes ministériels portant dérogation à des prohibitions de sortie.....	444
1917. 17 août...	Décret prohibant la sortie des colonies des machines pour l'agriculture y compris les moteurs et pièces détachées.....	440
1917. 23 août...	Décret prohibant la sortie des colonies de divers produits.....	441
1917. 6 octob..	Arrêté ministériel portant dérogation aux prohibitions de sortie.....	329

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Promulgations.	
1917. 6 janv. ..	Arrêté promulguant la loi du 1er décembre 1916 et le décret du 7 décembre 1916, relatifs au recensement de la classe 1918.	5
1917. 6 janv...	Arrêté portant promulgation de la loi du 30 décembre 1916, prorogeant le privilège des Banques coloniales.....	9
1917. 8 janv....	Arrêté promulguant le décret du 10 novembre 1916, prohibant divers produits à la sortie des colonies.....	12
1917. 8 janv....	Arrêté promulguant l'arrêté du Ministre des colonies du 2 novembre 1916, portant dérogation au décret du 24 octobre précédent prohibant divers produits à la sortie.	14
1917. 11 janv...	Arrêté portant promulgation du décret du 1er novembre 1916, sur les Imprimeries coloniales. — Rapport.....	15
1917. 13 janv..	Arrêté promulguant l'arrêté ministériel du 20 novembre 1916, portant dérogation à des prohibitions de sortie.....	17
1917. 17 janv...	Arrêté. — Promulgation du décret rendant applicables aux colonies les lois des 9 août 1849, 3 avril 1878, et l'article 5 de la loi du 27 avril 1916, relatifs à l'état de siège.	20
1917. 24 janv...	Arrêté promulguant le décret du 2 décembre 1916, approuvant une délibération du Conseil général relative à l'exemption de l'impôt de mutation par décès dans les successions des militaires morts par suite de la guerre et de toutes personnes tuées par l'ennemi au cours des hostilités. — Rapport.....	30
1917. 24 janv...	Arrêté promulguant le décret du 12 novembre 1916, portant dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret du 24 novembre 1912, relatif à la réorganisation du personnel des bureaux des Secrétariats généraux. — Rapport.....	35

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 1er février.	Arrêté portant promulgation de l'article 22 de la loi de finances du 30 décembre 1916, modifiant les taxes postales des correspondances du régime franco colonial et intercolonial.....	50
1917. 1er février.	Arrêté. — Promulgation de la loi du 25 décembre 1916, ratifiant le décret du 14 mai 1914, concernant l'acquittement des denrées.....	55
1917. 1er février.	Arrêté promulguant le décret du 16 décembre 1916, modifiant la composition des tribunaux maritimes spéciaux. — Rapport. .	55
1917. 6 février..	Arrêté promulguant la loi du 18 novembre 1916, tendant à exempter des droits de timbre et à enregistrer, gratis, les procurations des mutilés de la guerre.....	60
1917. 6 février..	Arrêté promulguant les décrets du 13 août 1915 et du 3 octobre 1916 accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations militaires.....	64
1917. 6 février..	Arrêté portant promulgation du décret autorisant la mise en circulation dans la colonie de bons de caisse en papier de un franc et de deux francs. — Rapport.....	62
1917. 15 février.	Arrêté promulguant le décret du 22 décembre 1916, rendant applicable à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane, à Saint-Pierre et Miquelon et à la Nouvelle-Calédonie la loi du 12 juillet 1916, concernant les substances vénéneuses. — Rapport.....	78
1917. 23 février.	Arrêté promulguant l'article 20 de la loi de finances du 30 juillet 1913, et l'arrêté ministériel du 8 août 1913, relatifs aux conditions dans lesquelles peut être obtenu le visa pour date des mandats-poste .. étropolitains périmés. — Modifications...	84

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 23 février.	Arrêté promulguant l'arrêté interministériel du 12 février 1917, modifiant le droit des mandats-poste métropolitains ; les conditions d'envoi des valeurs à recouvrer et des objets contre remboursement.....	83
1917. 2 mars ...	Arrêté promulguant le décret du 5 janvier 1917, modifiant ou abrogeant diverses dispositions du 17 septembre 1906, portant réorganisation de l'Enseignement primaire à la Guyane. — Rapport.....	110
1917. 4 mars....	Arrêté promulguant trois arrêtés du Ministre des colonies en date du 20 janvier 1917, dérogeant à des prohibitions de sortie.....	114
1917. 4 mars...	Arrêté promulguant l'arrêté du Ministre des colonies du 20 janvier 1917, autorisant l'exportation ou la réexportation des plaques et papiers photographiques	113
1917. 6 mars..	Arrêté promulguant le décret du 5 janvier 1917, déterminant les conditions d'application aux colonies de la loi du 20 avril 1916, sur la taxation des denrées.....	116
1917. 7 mars...	Arrêté promulguant le décret du 7 février 1917, relatif au tarif d'affranchissement des lettres échangées par les bureaux français et les bureaux indochinois en Chine.	124
1917 12 mars..	Arrêté promulguant la loi du 23 novembre 1916, ratifiant le décret du 3 décembre 1915, prohibant la sortie de l'argent brut en masses ou lingots	130
1917. 12 mars...	Arrêté promulguant le décret du 23 septembre 1916, qui abroge le décret du 30 juillet 1914, limitant les remboursements à faire par les Caisses d'épargne.....	127
1917. 10 avril...	Arrêté promulguant le décret du 28 juillet 1916, fixant le taux de la retenue d'hôpital applicable aux surveillants militaires des établissements pénitentiaires coloniaux. — Rapport.....	159

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 22 avril...	Arrêté promulguant à la Guyane la loi du 19 mars 1917, portant dérogation temporaire à l'article 815 du Code civil, ainsi qu'à diverses dispositions concernant la procédure pour la liquidation des successions.....	181
1917. 25 avril...	Arrêté promulguant la loi du 28 décembre 1916, ratifiant divers décrets relatifs à des prohibitions de sortie.....	186
1917. 25 avril..	Arrêté promulguant l'arrêté ministériel du 13 janvier 1917, rapportant la prohibition des diamants bruts.....	194
1917. 26 avril..	Arrêté promulguant à la Guyane française la loi du 14 mars 1917, ajournant les opérations de revision des listes électorales pour 1917 et les élections législatives, départementales, communales et consulaires..	195
1917. 1er mai...	Arrêté promulguant les arrêtés ministériels des 10, 19 et 25 février 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie.....	222
1917. 7 mai ..	Arrêté portant promulgation de l'arrêté interministériel du 12 mars 1917, relatif à la nouvelle fixation de la location annuelle attribuée au Trésorier-payeur de la Guyane, pour assurer le paiement de son personnel.....	231
1917. 7 mai....	Arrêté promulguant le décret du 25 mars 1917, prorogeant le délai de renouvellement des permis de recherches minières à Madagascar, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie. — Rapport.....	229
1917. 7 mai...	Arrêté promulguant quatre décrets du 19 février 1917, relatifs à des prohibitions de sortie.....	224
1917. 13 mai...	Arrêté promulguant le décret du 4 mars 1917, prohibant la sortie des éponges et du cadmium.....	235

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 13 mai....	Arrêté promulguant cinq arrêtés ministériels des 3, 10 et 17 mars 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie.....	235
1917. 21 mai....	Arrêté promulguant à la Guyane française la loi du 7 avril 1917, déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés par la mobilisation du père et le décès de ce dernier dans l'impossibilité de contracter mariage.....	240
1917. 24 mai....	Arrêté promulguant les arrêtés ministériels des 3 et 4 avril 1917, relatifs à des prohibitions de sortie.....	242
1917. 24 mai....	Arrêté promulguant la loi du 13 avril 1917, tendant à l'augmentation de la flotte de charge française.....	245
1917. 30 mai...	Arrêté. — Promulgation du décret du 14 avril 1917, qui proroge au 30 juin 1917, la clôture de l'exercice 1916, pour les budgets généraux, locaux et annexes des colonies. — Rapport.....	252
1917. 2 juin....	Arrêté promulguant le décret du 19 mars 1917, étendant à toutes les élections aux colonies l'ajournement prévu par la loi du 14 mars 1917. — Rapport.....	277
1917. 8 juin....	Arrêté promulguant à la Guyane française, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi du 16 avril 1917 (droits de timbre et d'enregistrement.....	280
1917. 9 juin....	Arrêté promulguant à la Guyane française l'arrêté ministériel du 31 mars 1917, réglementant la concession de bourses scolaires aux enfants du personnel proprement dit de l'Administration pénitentiaire coloniale.....	285
1917. 11 juin...	Arrêté promulguant les arrêtés ministériels du 4 mai 1917, dérogeant à des prohibitions de sortie.....	290

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 15 juin..	Arrêté promulguant le décret du 1er mai 1917, confiant les fonctions de comptable du détachement de gendarmerie de la Guyane à un maréchal des logis ou à un maréchal des logis chef indifféremment. — Rapport.....	290
1917. 15 juin...	Arrêté promulguant les décrets des 15 novembre 1915 et 19 avril 1917, accordant des bonifications d'ancienneté et des promotions, dans certaines conditions, aux agents des douanes. — Rapport.....	298
1917. 2 juillet.	Arrêté promulguant l'arrêté ministériel du 18 mai 1917, au sujet de la prohibition des volailles.....	345
1917. 9 juillet..	Arrêté promulguant le décret du 31 mai 1917, prohibant la sortie des colonies des glucoses, sels de nickel et sirops.....	31.
1917. 23 juillet.	Arrêté promulguant le décret du 12 mai 1917, relatif à l'augmentation de la flotte de charge française.....	3.
1917. 13 août..	Arrêté promulguant deux arrêtés ministériels des 22 juin 1917, portant dérogation à des prohibitions de sortie.....	367
1917. 23 août...	Arrêté promulguant le décret du 22 juin 1917, prohibant divers produits.....	37
1917. 23 août...	Arrêté promulguant l'arrêté ministériel du 7 juillet 1917, dérogeant à des prohibitions.....	374
1917. 30 août...	Arrêté promulguant à la Guyane le décret du 25 mai 1917, portant réorganisation du personnel des Ports et Rades, Phares et Sémaphores aux colonies.....	376
1917. 1 sept...	Arrêté promulguant le décret du 19 juin 1917, portant modification temporaire du taux de l'indemnité réglementaire de séjour en France.....	398

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 11 sept...	Arrêté promulguant le décret du 25 mai 1917, portant fixation des traitements du personnel de l'inscription maritime des colonies. — Rapport.....	396
1917. 11 sept...	Arrêté promulguant le décret du 7 août 1917 et l'arrêté ministériel du 11 août suivant, relatifs à des prohibitions de sortie.....	400
1917. 22 sept...	Arrêté promulguant la loi du 10 août 1917 et le décret du 19 août 1917, portant application des dispositions de la loi précitée (Loi Mourier).....	412
1917. 1er octob.	Arrêté promulguant trois arrêtés ministériels des 14, 20 et 27 août 1917, portant dérogation à des prohibition de sortie.....	443
1917. 1er octob.	Arrêté promulguant les décrets des 17 et 23 août 1917, prohibant la sortie de divers produits.....	440
1917. 3 octob...	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 17 août 1917, rendant applicable dans les colonies françaises, autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, la loi du 18 mars 1917, ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement. — Rapport..	446
1917. 9 octob...	Arrêté portant promulgation de l'article 14 de la loi de finances du 4 août 1917.....	449
1917. 30 octob..	Arrêté portant promulgation de l'article 11 de la loi de finances du 30 juin 1917....	457
1917. 30 octob..	Arrêté portant promulgation des décrets des 2 juillet et 26 août 1917, relatifs à la concession de franchises postales au corps expéditionnaire américain.....	459

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 7 nov.....	Arrêté promulguant la loi du 9 décembre 1916 et le décret du 9 juin 1917 (Allocations temporaires mensuelles aux militaires réformés n° 2	488
1917. 7 nov.....	Arrêté promulguant à la Guyane française la loi du 26 octobre 1917, fixant les conditions d'un emprunt national..... ...	485
1917. 12 nov ..	Arrêté promulguant le décret du 10 septembre 1917, relatif à l'avancement des agents du cadre supérieur de l'Administration des Douanes..... ..	507
1917. 14 nov...	Arrêté promulguant à la Guyane française la loi du 1er octobre 1917, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons,.....	510
1917. 15 nov..	Arrêté promulguant à la Guyane française : 1° les trois décrets du 5 septembre 1917, réglementant la situation créée aux élèves de l'École coloniale par l'état de guerre ; 2 le décret du 5 septembre 1917 relatif à l'avancement des fonctionnaires mobilisés se trouvant en disponibilité ou en congé sans solde. — Rapport.	515
1917. 22 nov....	Arrêté promulguant divers arrêtés ministériels portant prohibition de sortie.....	528
1917. 23 nov....	Arrêté portant promulgation du décret du 5 octobre 1917, modifiant le décret du 6 avril 1900, relatif à l'organisation du personnel des Gouverneurs et des Résidents supérieurs. — Rapport.....	530
1917. 28 nov....	Arrêté promulguant le décret du 21 août 1917, relatif à l'allocation de hautes payes de guerre et à la constitution de pécules aux militaires mobilisés en service aux colonies. — Rapport.....	535
1917. 6 décemb..	Arrêté promulguant à la Guyane française la loi du 18 juin 1917, modifiant la loi du 7 avril 1917, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par l'anciens sujets de puissances en guerre avec la France..	561

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 31 décemb.	Arrêté promulguant à la Guyane française les règlements d'administration publique prévus par l'article II de la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications.....	583
1917. 31 décemb.	Arrêté promulguant à la Guyane française l'arrêté ministériel du 1er août 1906, relatif au prélèvement des échantillons sur les boissons, denrées alimentaires et produits agricoles suspects de fraude et de falsification.....	609
1917. 31 décemb.	Arrêté promulguant à la Guyane française les arrêtés pris de concert entre le Ministre de l'agriculture et le Ministre du commerce, de l'industrie et du travail, en date du 18 janvier 1907, au sujet des méthodes d'analyses imposées au laboratoire des fraudes et falsifications.....	618
	R	
	Recrutement.	
1916. 1er décemb.	Loi relative au recensement de la classe 1918.....	5
1917. 6 janv....	Arrêté relatif aux opérations du Conseil de revision et la visite médicale des hommes de la classe 1918.....	6
1917. 6 janv....	Arrêté relatif à la visite médicale des hommes inscrits sur les tableaux de recensement de la classe 1918.....	7
	Réquisitions.	
	Voir *Comités et commissions diverses.*	
	Retraites.	
1917. 26 mai....	Circulaire ministérielle. — Admission à la retraite des fonctionnaires civils assujettis au régime de la loi du 9 juin 1853.....	351

DATES	ANALYSE.	PAGES.
	S	
	Secrétariats généraux.	
1916. 12 nov...	Décret portant dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret du 24 novembre 1912, relatif à la réorganisation du personnel des bureaux des Secrétariats généraux	135
	Voir *Délégations d'attributions.*	
	Secours d'orphelins.	
1917. 5 mai....	Circulaire ministérielle (Colonies) relative à certaines justifications nouvelles réclamées par le département des finances à l'appui des propositions de secours annuels d'orphelins.....	314
	Service judiciaire.	
1917. 4 sept....	Arrêté nommant provisoirement M. Delprat, président de la Cour d'appel, Procureur général, chef du service judiciaire.....	395
	Service local.	
1917. 19 décemb	Arrêté. — Approbation du compte du Service local pour l'exercice 1915.....	568
1917. 31 décemb.	Arrêté rendant exécutoire le budget du Service local pour l'exercice 1918.....	577
	Solde et indemnités.	
1916. 7 nov....	Circulaire ministérielle (Intérieur) au sujet de l'application de la loi du 5 août 1914, aux femmes fonctionnaires ayant leur mari ou leurs enfants sous les drapeaux..	312
1917. 15 février.	Circulaire ministérielle. — Instructions relatives au cumul des indemnités pour charges de famille au titre civil et au titre militaire.....	206
1917. 24 février.	Circulaire ministérielle relative au traitement des agents mobilisés mis à la disposition des services civils.....	208

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1917. 19 juin..	Décret portant modification temporaire du taux de l'indemnité de séjour en France..	399
1917. 1er août...	Circulaire ministérielle relative au paiement des traitements arriérés des fonctionnaires rapatriés d'Allemagne et des régions envahies.....	474
1917. 20 août..	Lettre ministérielle — Fonctionnaires non mobilisés restés en pays envahi. Avances sur traitement à leurs familles réfugiées..	437
1917. 16 octob..	Circulaire ministérielle relative au traitement des fonctionnaires mobilisés comme sous-officiers à solde journalière.....	557
	Successions	
1917. 19 mars..	Loi portant dérogation temporaire à l'article 815 du Code civil, ainsi qu'à diverses dispositions concernant la procédure pour la liquidation des successions.....	182
1917. 16 avril..	Loi ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre et de l'enregistrement, les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou payement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre ; 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint ; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités.....	284
	Voir *Enregistrement*.	
	Substances vénéneuses.	
1916. 12 juillet.	Loi concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.....	80

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1916. 22 décemb.	Décret rendant applicable à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane, à Saint-Pierre et Miquelon et à la Nouvelle-Calédonie la loi du 12 juillet 1916.....	79
	Sursis.	
1917. 8 sept....	Instruction relative à l'application de l'article 10 de la loi du 10 août 1917 (Sursis).	501
	Voir *Guerre, Loi Mourier.*	
	T	
	Tafia (degré alcoolique).	
1917. 31 décemb.	Arrêté fixant un degré minimum alcoolique apparent du tafia vendu au détail.....	620
	Taxations de denrées.	
	Voir *Alimentation.*	
	Taxe de guerre.	
1917. 18 sept...	Circulaire ministérielle relative à l'application de la taxe exceptionnelle de guerre, instituée par l'article 6 de la loi du 30 décembre 1916, aux fonctionnaires des colonies non affectés ou en sursis d'appel..	479
	Taxes et contributions.	
1917. 11 janv...	Circulaire ministérielle. — Taxes et contributions. — Interprétation de la loi du 30 mars 1916.....	102
1917. 31 décemb.	Arrêté autorisant la perception, pour l'année 1918, des taxes et contributions locales ..	580
	Voir *Délibérations du Conseil général.*	
	Télégrammes.	
1917. 4 août....	Circulaire ministérielle au sujet des télégrammes militaires à prix réduits	476

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Transport de fonds.	
1917. 20 août..	Circulaire ministérielle relative aux règles à suivre pour les transports des fonds aux colonies.....	391
	Travaux publics, Ports, Rades et Mines.	
1917. 25 mars..	Décret prorogeant le délai de renouvellement des permis de recherches minières à Madagascar, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie.....	230
1917. 2 avril. .	Circulaire ministérielle au sujet de la transmission des bulletins de notes du personnel métropolitain des Travaux publics détaché aux colonies.....	263
1917. 25 mai ...	Décret portant réorganisation du personnel des Ports et Rades, Phares et Sémaphores aux colonies.....	376
1917. 31 décemb.	Arrêté prorogeant certains travaux jusqu'au 28 février 1918.....	582
	Trésorier-payeur.	
1917. 12 mars..	Arrêté interministériel portant fixation de l'allocation annuelle au Trésorier-payeur de la Guyane, pour assurer le paiement de son personnel.....	23
	Tribunal maritime spécial.	
1916 16 décemb.	Décret modifiant la composition des tribunaux maritimes spéciaux.....	56
	Tribunaux militaires.	
1916. 27 avril..	Loi relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre.....	24

DATES.	ANALYSES.	PAGES.
	V.	
	Vacances scolaires.	
1917. 12 juillet.	Décision fixant la durée des grandes vacances.....	318
	Voir *Instruction publique*.	
	Ventes par autorité de justice.	
1917. 14 juin...	Arrêté chargeant le greffier-notaire de Saint-Laurent du Maroni de la vente des objets provenant des greffes de Saint-Laurent..	295
	Vérification des caisses.	
1917. 2 juin....	Décision désignant les fonctionnaires chargés de la vérification de la caisse des comptables de la colonie au 30 juin 1917.....	279
1917. 17 décemb.	Décision. — Vérification des caises des comptables au 31 décembre 1917.....	567

TABLE DES NOMS.

A

Abran..... 126 507 577
Achille..... 308
Adler Henri..... 316
Agélisas..... 45
Alfré..... 307
Allen..... 347
Alphée..... 43 623
André..... 307
Anneville J..... 87 577
Aron..... 43 623
Attuly..... 304
Audebert Frères..... 369
Aulne..... 426
Authier..... 621
Auval..... 309

B

Bally (Dlle)..... 464
Baron..... 543
Barre..... 402
Barthélemi..... 625
Barthélemi B..... 149 151 544
Barthélemi U..... 625
Basenf..... 308
Bassières..... 567
Bathilde-Fertus..... 256
Bathilde (Mme)..... 625
Baudin..... 425
Bazile-Octuvon..... 45 88
Beauroy R..... 165
Beausite..... 347
Bégot..... 179
Bellay G..... 87
Belloni..... 308
Belmont..... 88
Belon (Ve)..... 306 424
Benjamin Z..... 543 544
Bidart T..... 346 347
Boniface..... 89
Bonose Vernet..... 43 44 623
Bordes A..... 44
Boris L (Dlle)..... 543
Bottius-Saint-Rose..... 345
Boucon H..... 25
Boudinot L. (Dlle)..... 629
Boudonte A. (Dlle)..... 254
Boulvin..... 144
Bourgarel F..... 383
Bourgarel G..... 43 623
Bourquin..... 40 622
Boyer (Abbé)..... 426 463
Brelle..... 150
Brémond (Dlle)..... 174
Bremont (Dr)..... 438
Brothier..... 126

C

Calumey..... 625
Calvados..... 384
Calvin E..... 345
Capus E..... 88
Caristan L..... 43 623
Cary..... 309
Castel..... 344 465
Castro..... 424
Chaillat..... 541
Chaillou L. (Dlle)..... 148
Chambaud..... 44 126
Chapelain..... 149
Charlery..... 306 470
Charles-Joseph..... 625
Chauvet..... 233 295 577
Chérica..... 425
Chérius-Chéry..... 345
Clarac..... 40 148
Claire..... 527
Clairis..... 254
Clé..... 308
Clément..... 570
Cléomène M. (Dlle)..... 148
Cléomène J..... 544
Clotilde..... 87 88
Coffre..... 308
Combes..... 507
Consalvi..... 309
Constant..... 143 462
Constantin E..... 88
Corbin Vve..... 543
Corneille..... 384
Cupidon..... 42 624
Cyr F..... 306
Cyr-Athis..... 304
Cyrus..... 470

D

Damas..... 306 470
Daniel M..... 346
Daudet..... 426 463
Darredeau A.....144 197 233 324 507 574 577.
Daude..... 540
Debue..... 36 37 280 343
Dédèle..... 306
Delprat..... 395
Demont (Dlle)..... 255
Deproge (Veuve)..... 211
Derbès..... 88 150 427 462
Derôme..... 308
Desert..... 345
Didier R..... 238 347
Diminier..... 307 383
Doré..... 384
Dorfer..... 279 567
Derville..... 465
Dubourg..... 39 40
Duvigneau..... 383

E

Eshinard (Vme)..... 463
Eglantin..... 43 623
Elosel..... 479
Elyssé..... 464
Eveaux (d')..... 43 623

F

Falun (St.-J.)..... 43 623
Faure..... 625
Ferrucci..... 308
Fidèle..... 89 567
Firmin A..... 199
Florida..... 384
Fortin J. N..... 174
Fortin T..)..... 175
Fortuné (Vme)..... 44 199 464
Fortuné..... 346 347
Fougas (J.)..... 174
Fournerf..... 150
Francis..... 308
Franconie..... 41 347
Frimigacci..... 309

G

Galas..... 199
Galliot..... 347 542
Ganguilhem..... 254
Gasquet..... 304
Gautrez..... 346 347 541
Ghoub salab ben Ahmed ben Messaoud..... 151
Gilbert-Pierre (Dlle)..... 41
Giroux..... 44
Gober..... 42 624
Godissard..... 133 465
Goman..... 346
Gosse-Gardet (Vve)..... 161
Gosselin..... 542
Gougis..... 255
Grant E..... 264 347
Grilh..... 423
Guinguincoin..... 307
Guittonneau..... 544

H

Halmus..... 347
Halmus (Mme)..... 625
Hauradou..... 404 542
Helène..... 307
Henry (Dr)..... 305
Hérard V..... 306
Hérard (Mlle)..... 174
Hermine..... 149 625
Hersil..... 87
Hesse..... 427
Hilaire V..... 255 463 543
Hippolyte P.-P..... 88
Honoré..... 544
Horth (Mme)..... 44 199
Ho Tong Fat..... 174

J

Jacaria..... 44
Jadfard G..... 254 569
Jaffart..... 43 623
Jarry..... 405
Jean..... 346 347
Jean-Baptiste A..... 149
Jeannette..... 304
John Henry..... 171
John Titus..... 199
Joseph..... 307
Jousson..... 384

K

Karaky..... 40 44
Kopke-Demoy..... 89

L

Laborde..... 427 521
Lafontaine (Mme)..... 149 464
Laffont..... 577
Lama..... 43 623
Lamoral..... 543
Latidine..... 625
Latoville..... 88 150
Laudernet..... 88 279 426
Laupénie (Dame)..... 306
Laurent..... 427
Lauret..... 25 35 424
Lebon..... 465
Lecolle..... 150
Lédi..... 126
Lefebvre-d'Argencé..... 40
Léger (Dr)..... 8
Léger J.-B..... 345
Lejeune..... 424
Lélis..... 384
Léonardi..... 148
Léopold-Léger..... 41 346 541
Léria (Mlle)..... 345
Leroux..... 126 197 507
Levana..... 45 197
Levecque..... 424
Lévy..... 133 255 256
Lewest..... 198
Lhuerre A..... 151
Linguet..... 151 544
Lohier M..... 148
Lonvin..... 295
Loupec..... 384
Lucan..... 307
Lucia..... 464 622 625
Lysis..... 43 623

M

Macon..... 255
Malacornet..... 44
Mandé..... 463
Manguer..... 567
Marbot..... 432
Marcey (Dlle)..... 255
Marchand..... 144
Marie-Olive..... 87
Mathurin E..... 43 197 623
Martial (dame)..... 199 542 625
Maxime..... 43 623
Méléar (abbé)..... 463
Melkior L..... 126 197 507
Mercès H..... 26
Merckel (Dlle)..... 543
Meriaux (Vve)..... 167
Michel (Mme)..... 540
Millienne..... 126
Miennée (abbé)..... 541
Minfir..... 306
Mirza..... 43 623
Modeste..... 384
Mondésir..... 567
Monlouis..... 175
Montauban..... 384
Montigny (Mlle)..... 199
Montperrat A..... 43 308 623
Mouzels Dr..... 8 427

N

Némouté A.... 43 623
Nesty.... 148
Nicholas Harris.... 383
Nicodémi.... 309
Niénat.... 464
Noémi.... 4 43 623 624
Noléon.... 345
Nollier.... 126 197 574

O

Octaville R.... 569
Oder O.... 43 623

P

Pagésy.... 43 623
Paillé.... 43 623
Pain (Dr).... 199 305
Pain (Mme).... 161
Paigerac.... 542
Pallas.... 306
Panela.... 425
Papaillon.... 383
Pardin.... 425
Paterne (Mme).... 88
Pellenc.... 344 465
Périssé.... 341
Perry.... 383
Philbert.... 42 574 577 624
Philias.... 238
Pinto-Pexoto.... 424
Plutus.... 308
Polus.... 197
Prévôt F.... 251 347
Py.... 45 198

Q

Quintrie-Lamothe Ch. 42 43 44 126 346 507 574 623 624

R

Raban.... 43 623
Ravel.... 144
Raynard.... 89 464
Rédy.... 307
Réfugio A.... 542
Remoux.... 44
Reichenecker A.... 450
Régnier.... 149
Rény.... 307
Ricorday.... 198
Riviérez.... 150
Robichon.... 198
Ronjon F.... 43 45 507 544 623
Rosemond (Mme).... 304
Rosemond E.... 308
Rose.... 309
Rosélie.... 411 542 307
Rosette.... 464
Roumi.... 574
Roze.... 43 623
Ryckwaert.... 427

S

Saba (dame).... 464
Saccharin.... 42 43 126 347 507 544 623 624
Saint-Cast.... 543
Saint-Félix.... 470 571
Saint-Méran.... 43 256 623
Saint-Claire (Mlle M.).... 463 625
Sainte-Claire (Mlle R.).... 463
San.... 465
Saxémar.... 425
Schwartz A.... 250
Séraphin C.... 43 623
Simoni.... 424
Siol.... 309
Socrate.... 41 148
Sophie (Mme).... 464 625
Sophie.... 26 625
Stanis Assard.... 177
Sucar R (Dlle).... 464 625

T

Talenville... ..... 42 43 623
Tanon..... 168
Tarcy..... 543
Tellet..... ... 43 623
Théolade.... 43 126 144 507 623
Thibet..... 307
Tiberge (Mme)..... 625
Tinaut..... 396
Titi..... 256
Torvic..... 307
Toto 383
Tourmane. 308
Tourville..... 42 149
Torvic..... 384
Tranquillin..... 345
Trochimara..... 308
Troudart..... 463
Tullins F..... 42 43 172 623 624

U

Ubald 384

V

Vatel (Mme..... 41
Vaysset (héritiers) 163
Verderoza..... 44 464 542
Véro..... 306
Veuvellien..... ..... 43 623
Vienne..... 193
Virgile M..... 42 150
Volmar..... 542 544

W

Wallon..... 126
Walrand..... 344
Weishaupt F..... 166
Wille L..... 43 623

Y

Yencamma..... 307

Z

Zénobie..... 279

DÉPARTEMENT DE LA GUYANE
BIBLIOTHÈQUE
A. FRANCONIE